



# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**15e Législature – 1re session**

**Séances du 10 décembre 1919 au 14 février 1920**

**1919-1920**

**Texte établi par Jean Boucher**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur**







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**15e Législature – 1re session**

**Séances du 10 décembre 1919 au 14 février 1920**

**1919-1920**





# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

15e Législature – 1re session

Séances du 10 décembre 1919 au 14 février 1920

**1919-1920**

Texte établi par Jean Boucher

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

2009

### Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative / texte établi par Marcel Hamelin. -- 1re législature, 1re session (1867/68)-3e législature, 3e session (1877/78) ; 8e législature (1893/97)- . -- Québec : Assemblée nationale du Québec, Journal des débats, 1974-v.

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publ. par G.-Alphonse Desjardins ... et al. sous les titres : Débats : Parlement provincial de Québec, Débats de la législature provinciale de la province de Québec, Débats de la Législature de la province de Québec, et Débats de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Le titre varie : 1897/98-1906, Débats de l'Assemblée législative du Québec

Comprend un index.

L'éditeur varie : Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Division de la reconstitution des débats; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Service de la reconstitution des débats; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative--Compte rendu des débats--Périodiques. 2. Québec (Province)--Politique et gouvernement--Périodiques. 3. Journaux des débats--Québec (Province)--Périodiques. I. Hamelin, Marcel, 1937- II. Québec (Province). Assemblée nationale. Journal des débats. III. Québec (Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Division de la reconstitution des débats. IV. Québec (Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la reconstitution des débats. V. Québec (Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués. X. Titre. XI. Titre : Débats de l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction :</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution :</b>	Jean Boucher
<b>Introduction :</b>	Chantal Charron
<b>Traduction :</b>	Mathieu Boily Tony Gagnon
<b>Révision et édition :</b>	Donald Chouinard Michel Rhéaume
<b>Indexation :</b>	Rénald Buteau
<b>Collaboration :</b>	Marie Auger Christian Blais Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 4<sup>e</sup> trimestre 2009  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23849-1  
ISSN 0847-4273  
15 \$



### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec, le Canada et le monde en 1919-1920

C'est contre toute attente que le premier ministre Lomer Gouin demande la dissolution des Chambres, le 22 mai 1919. Des élections générales se tiennent le 23 juin, et Gouin justifie ce geste « par le désir de consulter le peuple avant d'entamer un programme de Reconstruction comportant de grandes entreprises et, partant, de grandes dépenses<sup>1</sup> ». La date n'est pas choisie au hasard, puisqu'il s'agit de l'anniversaire de la grande victoire de Sir Wilfrid Laurier en 1896, et que le Québec porte encore le deuil de l'ancien premier ministre canadien, mort en février<sup>2</sup>.

Quatre jours plus tôt, le 18 mai, Québec accueillait ses héros du 22<sup>e</sup> bataillon, partis se battre de l'autre côté de l'Atlantique. Le gouvernement Gouin entend d'ailleurs faciliter leur retour au pays, au moment même où il compte poursuivre le processus de colonisation de la province; en pleine campagne électorale, le premier ministre sortant déclare: « À tous les bras inoccupés, il faut trouver des terres fertiles et, aux terres inoccupées, il faut donner des bras vigoureux<sup>3</sup> ».

Les libéraux de Gouin sont une fois de plus reportés au pouvoir, cette fois avec 91% des sièges. Le 7 août, à Ottawa, William Lyon Mackenzie King est élu chef du Parti libéral du Canada, succédant à sir Wilfrid Laurier.

Bien que l'armistice ait été signé le 11 novembre 1918, la Première Guerre mondiale ne prend fin officiellement que le 28 juin lorsque la France, ses alliés et l'Allemagne ratifient le traité de Versailles. Le pacte de la Société des Nations avait aussi été paraphé deux mois plus tôt : le rôle de cet organisme situé à Genève sera de maintenir la paix entre les pays, afin d'éviter que ne se reproduise un conflit aussi meurtrier que la Grande Guerre. Le Canada, dont 60 661 soldats sont morts au combat, obtient, par l'intermédiaire du premier ministre Borden, le droit de signer séparément de la Grande-Bretagne les traités de paix. Le Parlement canadien se réunit alors en session spéciale, procédure qui démontre hors de tout doute que le Canada ne se considère plus comme une simple colonie, que ce soit dans ses relations avec la Grande-Bretagne ou avec les autres pays<sup>4</sup>. Il ratifiera à son tour les clauses du traité de Versailles le 12 septembre, marquant ainsi le début de son indépendance par rapport à la Grande-Bretagne<sup>5</sup>. La guerre aura fait du Canada une nation autonome et pavé la voie au statut de Westminster de 1931.

Le monde est encore en pleine ébullition : les grèves ouvrières sont monnaie courante dans presque tous les pays du monde occidental, tandis que plusieurs pays d'Europe de l'Est passent sous le régime communiste, non sans effusion de sang. Réunie à Versailles, la Conférence de la paix met sur pied la Commission de la législation internationale du travail, présidée par le syndicaliste américain Samuel Gompers et composée des représentants de neuf pays. Elle adopte une charte internationale du travail, affirmant qu'« une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale », et prend le nom d'Organisation internationale du Travail<sup>6</sup>.

Au Canada, une grève générale paralyse Winnipeg du 15 mai au 25 juin. Des grèves sont également déclenchées dans plusieurs usines du Québec, par solidarité envers les grévistes de Winnipeg. Cependant, les ouvriers retournent au travail à peine quelques semaines après le début des conflits<sup>7</sup>. Déjà, à l'hiver 1920, le député libéral Armand Boisseau (Saint-Hyacinthe) exprime sa satisfaction devant le fait que le Québec demeure imperméable à toutes les agitations qui sévissent un peu partout à travers le monde, se réjouissant ainsi que « chez nous, [...], le radicalisme, le communisme et toutes les autres maladies au monde durant la période de guerre qui vient de se terminer n'ont aucune chance de prendre racine » (15 janvier).

Le 23 mars, l'ancien journaliste italien Benito Mussolini met sur pied un groupe paramilitaire. Les « Faisceaux de combat », qui comptent 17 000 membres à la fin de l'année 1919, donnent ainsi naissance au mouvement fasciste. En Allemagne, la République de Weimar est mise en place le 11 août, après que l'empereur Guillaume II eut abdiqué. Cette république,

qui se veut démocratique et parlementaire, prendra fin en 1933 avec l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler.

Sur le plan économique, l'heure est à la Reconstruction; de l'Europe surtout, mais aussi du monde en général. Les États-Unis sont sortis grands vainqueurs d'une guerre dans laquelle ils ont tardé à intervenir. Les pays épargnés par les bombardements, comme le Canada, entendent bien venir en aide à ceux qui ont été ravagés, et dont les ressources alimentaires viennent même à manquer. Pour d'autres raisons, le rationnement des boissons alcooliques est aussi dans l'air du temps, aux États-Unis comme au Canada. Mais bien que destinée à être légalement interdite à partir du 1<sup>er</sup> mai 1919, la vente de « liqueurs enivrantes » échappera en partie à la prohibition dans la province de Québec. En effet, le gouvernement de Lomer Gouin avait invité les Québécois à se prononcer sur cette question lors de la tenue d'un référendum le 10 avril : ils se déclarèrent à 78 % en faveur de la libéralisation de la vente de bière, de vin et de cidre.

Les domaines de la culture et des loisirs connaissent aussi quelques moments difficiles. D'abord, un incendie détruit les pavillons du parc Sohmer le 24 mars. Lieu d'amusement très fréquenté de l'est de Montréal, le parc Sohmer, dont l'ouverture remontait à 1889, accueillait des rassemblements en tout genre : combats de boxe et de lutte, assemblées politiques, concerts ou encore rassemblements populaires pour les activités estivales ou hivernales. C'est ainsi qu'à l'angle des rues Panet et Notre-Dame, une partie du patrimoine culturel montréalais s'envole en fumée<sup>8</sup>. Puis, le 5 avril, la série finale de la coupe Stanley est annulée après la cinquième partie : le défenseur Joe Hall des Canadiens de Montréal vient de succomber, victime de la grippe espagnole<sup>9</sup>.

Les avancées technologiques se poursuivent, notamment dans le monde de l'aviation. Ses débuts sont somme toute encore modestes : un premier vol transatlantique reliant Terre-Neuve à l'Irlande est effectué le 14 juin 1919 par Alcock et Brown. Au niveau régional, un premier vol commandité par l'Exposition provinciale de Québec et piloté par le Français Georges L. Vézine effectue le trajet Québec-Montréal le 14 août, tandis qu'un premier hydravion, le *Seagull*, survole la métropole le 28 septembre.

À la mi-novembre paraît le premier numéro de *La revue moderne*. Elle est fondée par la journaliste Anne-Marie Gleason dite « Madeleine Huguenin », qui considère que les revues américaines « enseignent le mauvais goût et déforment trop souvent la mentalité de nos femmes et de nos jeunes filles ». *La Revue moderne* ne cessera d'être publiée qu'en juin 1960. Elle sera remplacée par la revue *Châteline*.

Parmi les grands disparus de 1919, on note le révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata, assassiné le 9 avril, et le peintre français Pierre-Auguste Renoir, décédé le 3 décembre. Au Québec, l'ancien lieutenant-gouverneur de 1887 à 1892, Auguste-Réal Angers, s'éteint le 14 avril; le 20 décembre, son ancien secrétaire particulier et député conservateur à la Chambre des communes de 1878 à 1887, Philippe Landry, meurt à son tour.

Le 10 décembre 1919, le prix Nobel de la paix est attribué au président américain Thomas Woodrow Wilson, instigateur de la Société des Nations. La même journée s'ouvre à Québec la première session de la 15<sup>e</sup> Législature; pour une septième fois depuis 1897, les libéraux prennent place dans les fauteuils situés du côté droit de la Chambre.

## Les parlementaires

Des élections générales ont eu lieu le 23 juin 1919 et le gouvernement sortant a une fois de plus obtenu la majorité, occupant 74 des 81 sièges que compte l'Assemblée législative. De ce nombre, 43 sont élus sans opposition. Cinq sièges sont occupés par des conservateurs, un de moins qu'à la session précédente –la pire performance de leur histoire. Charles Allan Smart (Westmount) et Charles Ernest Gault (Montréal-Saint-Georges) se font réélire sans opposition une semaine avant la tenue du scrutin, tandis que le chef Arthur Sauvé remporte la victoire dans Deux-Montagnes. Quant au Parti ouvrier, il réussit pour la première fois à faire élire deux

députés, dans des comtés principalement peuplés de familles ouvrières : Aurèle Lacombe, président de l'Union des employés de tramways, récolte 89 % des suffrages exprimés dans Montréal-Dorion, et le wagonnier Adélard Laurendeau obtient 2 500 voix de plus que le candidat libéral A.-A. Desroches dans Maisonneuve.

Le 26 août, sir Lomer Gouin effectue un remaniement ministériel. Louis-Alexandre Taschereau obtient le poste de procureur général occupé auparavant par Gouin lui-même, ce qui laisse sous-entendre, selon plusieurs journalistes, que le premier ministre prépare discrètement sa sortie, puisque Taschereau est pressenti pour être son successeur<sup>10</sup>. Trois jeunes députés font leur entrée au cabinet : Louis-Athanase David, qui est nommé secrétaire de la province en remplacement de Jérémie-Louis Décarie qui ne s'est pas présenté aux élections et qui est d'ailleurs nommé juge en chef à la Cour des sessions de la paix de Montréal cette même journée; Joseph-Édouard Perrault, qui détient désormais le ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, occupé à la session précédente par Honoré Mercier fils, lequel devient titulaire du ministère des Terres et Forêts, abandonné par Jules Allard; et Antonin Galipeault, promu au poste de ministre des Travaux publics et du Travail, laissé vacant par Taschereau. Les trois recrues remporteront leurs comtés respectifs (Terrebonne, Arthabaska et Bellechasse) aux élections partielles du 6 septembre<sup>11</sup>.

C'est le député libéral de Lotbinière, Joseph-Napoléon Francoeur, qui succède à Antonin Galipeault comme président de l'Assemblée législative. Qualifié par Rumilly d'« humoriste à froid », il est l'auteur de la célèbre motion qui porte son nom<sup>12</sup>. Ce choix ne fait toutefois pas l'unanimité, notamment au sein de la députation du district de Montréal, qui aurait souhaité que ce soit l'un des siens qui soit désigné pour occuper ce poste. À cela, le premier ministre répond que « dans les circonstances il ne devrait pas être question de district, l'Orateur de la Chambre ne doit être d'aucun district » et qu'« il ne voit pas comment on pourrait s'opposer à qui que ce soit, que ses qualités et ses connaissances désignent à la position de président de la Chambre ». Les députés de Montréal insistent cependant pour voir leur district mieux représenté au sein du cabinet ministériel<sup>13</sup>. Un nouveau vice-président fait également son entrée au salon vert le 11 décembre, en la personne du libéral Adrien Beaudry, député de Verchères, tandis que Louis-Alexandre Taschereau agit à titre de leader de la Chambre.

Le Conseil législatif accueille deux nouveaux membres le 5 décembre. Il s'agit de Clément Robillard, ancien député de Montréal-Saint-Jacques qui succède à Jules Allard comme conseiller de la division De Lanaudière, et de Séverin Létourneau, de Montréal-Hochelaga, qui occupera le fauteuil laissé vacant dans Rigaud par Joseph-Adolphe Chauret, décédé en fonction le 1<sup>er</sup> août 1918.

### **Les chefs et leur parti politique**

La session parlementaire qui débute le 10 décembre 1919 est la dernière que passe Lomer Gouin à l'Assemblée législative de Québec. Depuis le remaniement ministériel du 25 août, Louis-Alexandre Taschereau est dans l'antichambre du pouvoir et se prépare à occuper le fauteuil du premier ministre qu'il ne quittera qu'en 1936. En déclenchant des élections, son chef lui a fait cadeau d'un mandat clair sur lequel asseoir le pouvoir de son prochain cabinet, qu'il sera appelé à former dans un délai rapproché.

En attendant, Gouin tient les rênes sans grande difficulté. Les conservateurs sont peu nombreux à pouvoir semer des obstacles sur son parcours. Arthur Sauvé n'entend cependant pas baisser les bras pour autant. Dans sa réponse au discours du trône, le chef de l'opposition conservatrice soumet plusieurs questions aux libéraux, au pouvoir depuis 22 ans :

Nous avons eu des élections depuis la dernière session. On a fait beaucoup de promesses. À l'annonce de cette session, naturellement, on avait hâte de connaître cette nouvelle politique. Que serait-elle? La réalisation du programme libéral de 1897? Mais que fait-on des promesses de 1897? L'abolition des taxes? Où sont les belles promesses d'abolir le Conseil législatif? De diminuer les dépenses des ministères? La création d'un ministère de l'Instruction publique? L'école gratuite

et obligatoire? La diminution de la dette? Une représentation plus proportionnelle des différentes classes de la société dans le gouvernement de cette province? Ou bien une politique conservatrice, c'est-à-dire une politique préparée par la lente évolution des idées et par l'évidente nécessité des situations? Si nous retranchons du discours du trône les mesures qui émanent de la législation fédérale et dont le coût d'application sera, pour la grande partie, soldé par le gouvernement d'Ottawa, que reste-t-il de si important qui puisse reconstruire et réaliser les promesses qui avaient été si solennellement faites par le Parti libéral? (11 décembre)

Il lui reproche également « son intimité avec les trusts, bénéficiaires probables du fameux programme de reconstruction ». Or, la proximité des libéraux de Gouin avec le milieu de la finance leur garantit de solides assises. La presse anglophone se range d'ailleurs derrière sir Lomer « et son gouvernement d'affaires ». Et tandis que la caisse des libéraux n'éprouve aucun mal à se remplir, celle des conservateurs ne bénéficie des largesses que de « trois ou quatre souscripteurs sérieux<sup>14</sup> ».

En ce qui concerne leur programme législatif, les libéraux sont enclins au pragmatisme : ils présentent des projets de loi dont le contenu, axé sur le concret, est énoncé avec clarté. Pas de tergiversations fastidieuses sur les questions de principe. Il faut éviter le piège dans lequel est tombé le Parti conservateur qui s'est lui-même anéanti en se laissant influencer par le programme ultramontain<sup>15</sup>. Sauvé avait quant à lui prévu tenir une convention conservatrice pour le 10 juin 1919. Il compte faire adopter un programme et préciser l'orientation de son parti. Il souhaitait par la même occasion mettre en jeu son titre de chef du parti, puisque des députés toriens comme Gault et Smart éprouvaient bien du mal à le reconnaître comme tel. Mais Gouin l'a pris de court en déclenchant des élections :

Et pourquoi l'honorable chef de l'opposition se plaint-il de ce qu'il ait été pris par surprise? Parce qu'il n'a pas eu le temps de réorganiser son parti? M. l'Orateur (en souriant), depuis 1916, l'honorable chef de l'opposition parle de cette réorganisation. Il nous en a reparlé en 1917, en 1918 et, en 1919, il se réorganisait encore quand les élections sont arrivées. Dans une interview, il a affirmé qu'il n'y a plus la moindre organisation au sein du Parti conservateur dans la province, qu'il devrait y avoir une meilleure compréhension entre chefs de parti. Et plus il veut organiser son parti, plus il en diminue le corps. Si bien que, si nous avions attendu six mois de plus pour faire les élections, nous aurions eu quelque misère à sauver l'honorable chef de l'opposition. (Rires et applaudissements) (11 décembre)

Même si Arthur Sauvé « érig[e] en doctrine la séparation des deux groupes conservateurs, provincial et fédéral », et que le journal *La Minerve*, « organe personnel du chef de l'opposition provinciale [a été] écarté des conservateurs fédéraux par son attitude anticonscriptionniste<sup>16</sup> », son parti subit les contrecoups des velléités conscriptionnistes de ces derniers, auxquelles se sont opposés avec véhémence la majorité des Canadiens français de la province de Québec. Il présente un programme que l'historien Jean-Louis Roy qualifiera d'« audacieusement conservateur » et dont les principaux points sont les suivants : une réforme scolaire, la simplification de l'administration de la justice, la création d'un ministère du Travail, l'autonomie de la Ville de Montréal, l'autonomie provinciale, la réforme (ou l'abolition) du Conseil législatif, la représentation proportionnelle, et des élections à date fixe<sup>17</sup>.

Depuis les élections de 1916, un nouveau parti a officiellement vu le jour : il s'agit en fait de la section québécoise du Parti ouvrier du Canada, dont le congrès de fondation s'est tenu en novembre 1917. Au moment où Gouin choisit de déclencher des élections, le candidat ouvrier dans Montréal-Sainte-Marie, Alfred Mathieu, croit que « les ouvriers se plaignent de ne pas avoir de représentant dans notre parlement provincial<sup>18</sup> ». Le 3 juin 1919, en plein cœur de la campagne électorale, plus de 5 000 grévistes sont recensés à Montréal, au moment même où Winnipeg est paralysé par une grève générale. Les candidats ouvriers bénéficient de l'appui des unions internationales et, selon Rumilly, ils « devaient leur succès à un vent d'opposition ». Dans Maisonneuve, Adélard Laurendeau n'aura pas à affronter le secrétaire de la province, le libéral

Jérémie Décarie. En mauvaise santé, ce dernier préfère s'abstenir de le combattre<sup>19</sup>. Laurendeau s'appuie sur le Club ouvrier Maisonneuve, une « sorte de forum qui réunit les ouvriers syndiqués dans l'est de Montréal<sup>20</sup> ». Le programme que s'engagent à suivre les candidats du Parti ouvrier est présenté en sept points dans *La Patrie* du 3 juin 1919 :

- 1) la liberté de parole et de presse dans toute affaire concernant l'intérêt public;
- 2) l'abolition des dépôts d'élection et des qualifications foncières;
- 3) le suffrage universel;
- 4) la municipalisation des utilités publiques et des ressources naturelles;
- 5) que l'administration de la ville soit élue par le peuple en général, avec représentation proportionnelle; l'initiative, le referendum et le droit de rappel;
- 6) liberté industrielle, sociale et économique du peuple et spécialement de ceux qui dépendent exclusivement de leur travail manuel ou intellectuel pour subvenir à leurs besoins de vivre.
- 7) abolition des baux annuels<sup>21</sup>.

Les deux députés du Parti ouvrier vont cependant se laisser « séduire par la tentation libérale<sup>22</sup> » et se rallier au parti au pouvoir, déclarant qu'ils n'ont pas l'intention « de siéger dans le no man's land<sup>23</sup> ». Sauvé ne pourra pas compter sur eux comme il l'avait espéré.

### **Le discours du trône**

Après quatre années d'une guerre épouvantable, une paix bienfaisante règne de nouveau sur le monde, et je vous invite à remercier la Providence d'avoir bien voulu mettre fin aux hostilités par la victoire des alliés.

C'est ainsi que le lieutenant-gouverneur Charles Fitzpatrick entame son discours du trône le 10 décembre 1919. Il commence d'abord par rappeler la visite du prince de Galles, accueilli avec enthousiasme dans la province de Québec, dit-il, pendant les dernières semaines de l'été. Cela témoigne selon lui de la fidélité des Canadiens français au roi George V et de leur attachement à la couronne britannique. Le futur Édouard VIII avait, entre autres, présidé l'inauguration officielle du pont de Québec, le 22 août.

Fitzpatrick se réjouit par la suite de la modernisation des procédés de culture, qui rendent plus abondante la production, ce que démontrent les statistiques de la dernière saison. Il se plaît aussi à souligner « l'amélioration sensible des produits laitiers ainsi que la faveur dont ils jouissent sur les marchés étrangers » ainsi que « les progrès de la coopération agricole et les bons résultats qu'elle a produits ».

Considérant que le fait d'encourager l'agriculture et de favoriser la colonisation constitue le « meilleur moyen de servir les intérêts de la province », il déclare que le gouvernement prévoit dépenser une somme de cinq millions de dollars afin de faciliter le peuplement de nouvelles terres, et que la Chambre sera appelée à adopter une loi à cet effet au cours de la session.

Il se montre également satisfait de la constance des progrès en ce qui concerne l'instruction publique, de même que « de constater l'intérêt de plus en plus considérable que toutes les classes de la société attachent à cette question ». Il annonce par la même occasion la construction prochaine des écoles techniques de Hull, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke, de même que l'ouverture de celle de Trois-Rivières, prévue pour septembre 1920.

Il termine son allocution en faisant référence aux congrès d'Ottawa et de Washington, au cours desquels « la législation ouvrière de la province fut l'objet d'une attention sympathique », et tient à se faire rassurant sur le suivi que le gouvernement entend donner à cette question.

L'adresse en réponse au discours du trône est présentée le lendemain par le député libéral de Montréal-Saint-Jacques, Irénée Vautrin, et appuyé par Martin Madden, député de Québec-Ouest. Le jeune Vautrin<sup>24</sup>, qui en est à sa première session en tant que député, se lance d'ailleurs dans une longue envolée oratoire dont le lyrisme impressionne ses collègues. Inspiré par le projet de colonisation mis de l'avant par son parti, il parle de « l'avant-garde de cette phalange pacifique » qui sera organisée, du « colon hardi et robuste » respirant l'air « pur et vivifiant » des « coteaux majestueux que couronneront bientôt de hauts clochers d'églises » et « de coquets villages », persuadé que « la race qui grandira là gardera toute sa virilité ». Il s'enthousiasme aussi de la « loi merveilleuse des bons chemins » de 1912, qui a permis que la province soit « sillonnée en tous sens et littéralement couverte de boulevards de prospérité ». Plus prosaïquement, il en appelle à la création d'un ministère de l'Industrie et du Commerce, afin de « mettre de l'ordre et de la discipline dans notre monde industriel ».

Mais ce sont les interventions du premier ministre et du chef de l'opposition qui fournissent matière à discussion. Sauvé réclame, entre autres, des changements profonds à l'administration de la justice :

Dans mon humble opinion, un autre acte d'honnête homme que nous devons accomplir à cette session, c'est dans une mesure qui assurerait une meilleure administration de la justice de façon à ce que tout coupable soit puni suivant la loi et le degré de gravité de son offense [...] Une justice qui n'atteint pas la canaille de tout rang, une justice qui ferme les yeux sur les crimes et les abus, c'est une justice prostituée, et il convient de la changer. Trop de voleurs, trop d'escrocs restent impunis de nos jours [...] C'est ce genre d'abus qui alimente le germe de la révolution. Une saine justice réprime non seulement les crimes, mais elle les prévient. Notre premier devoir, c'est de faire preuve d'honnêteté. Or, nous ne sommes pas honnêtes si nous refusons de changer un système qui protège et favorise la malhonnêteté. (11 décembre)

Mais Gouin évacue toute substance du propos :

Pourquoi le chef de l'opposition, désirant que l'on sévisse davantage contre le crime dans la province, prend sur lui de colporter au loin que la population se compose de voleurs, de criminels, de voyous et de vagabonds de toutes sortes, au moment précis où de tous les côtés on rend hommage à la haute moralité de notre province, où tous les hommes intelligents lui accordent leur admiration? Toute la presse du pays est unanime à vanter les qualités morales et intellectuelles de la province de Québec, tout le monde reconnaît que nulle part ailleurs la population est plus laborieuse, plus respectueuse de l'ordre et composée de bons et d'honnêtes travailleurs ainsi que de braves gens. (11 décembre)

Sauvé met aussi sur le dos du gouvernement libéral l'émigration massive des Canadiens français vers les États-Unis :

S'il y a eu dans le passé émigration des nôtres aux États-Unis, c'est parce que la politique nationale qui favorisait le développement de nos industries nationales était trop vivement combattue par les réciprocitaires et les libre-échangistes libéraux. Si cette politique eût été mieux appréciée, des manufactures et des centres auraient surgi plus vite dans la province. (11 décembre)

Gouin justifie le délai dans l'embargo sur le bois d'œuvre par la nécessité pressentie par les libéraux de mettre d'abord l'accent sur le développement des pouvoirs d'eau, puis sur l'importance « d'inviter le capital à investir dans le commerce du bois d'œuvre ». Il poursuit :



Quand cela a été fait, l'embargo a été mis pour protéger ce capital. En 1910, le gouvernement décréta qu'il ne serait plus possible d'exporter le bois de la couronne, à moins qu'il ne soit fabriqué ici. Et aujourd'hui, le Québec fabrique plus de pulpe et de papier que n'importe quelle autre province de la Confédération. (11 décembre)

Le chef conservateur espère au moins que les cinq millions de dollars que les libéraux comptent investir dans la colonisation « permettr[ont] de dire à nos compatriotes qui ont fui aux États-Unis : "revenez au pays, nous sommes enfin traités avec justice!" ».

### **Les finances publiques**

Le trésorier de la province, Walter Mitchell, livre son discours sur le budget le 17 décembre 1919. Il présente d'abord l'état des comptes publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1919. Il y expose par la suite le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1921 : « M. l'Orateur, d'après les états et les chiffres que j'ai soumis à cette Chambre, il sera évident pour tous que la situation financière de la province est enviable. Ses bons sont recherchés par les capitalistes. Son crédit est des meilleurs sur les marchés monétaires du monde entier. »

Pour l'année budgétaire 1920-1921, Mitchell estime les revenus ordinaires à 11 673 904,09 \$ et les dépenses ordinaires à 11 590 563,57 \$, ce qui correspond à un surplus de 83 340,52 \$. Le remboursement de la dette publique accapare 17,88 % des dépenses; l'instruction publique 14 %; l'administration de la justice 10,67 %; et les asiles d'aliénés 8,02 %. L'agriculture recevra 7,33 % et la voirie, 7,17 %. La colonisation, les mines et les pêcheries, ne recevront en principe que 5,66 % du budget; or, le trésorier avoue que le gouvernement demandera aussi à la Chambre l'autorisation d'emprunter cinq millions de dollars pour les fins du programme de colonisation.

La réplique de l'opposition ne se fait guère attendre; dès le lendemain, le député conservateur Charles Ernest Gault se charge de la livrer :

Lorsqu'on se réfère au relevé d'opérations de caisse, on peut voir qu'en dépit d'une avance provisoire de \$1 million, si, au 1<sup>er</sup> juillet, tous les mandats avaient été payés, il aurait manqué à la province \$47,873. Ce qui démontre que, dans un futur très proche, il faudra recourir à davantage d'emprunts si nous voulons mener à bien tout le travail entamé. Cela ne prend personne par surprise, puisque le ministre des Finances déclare lui-même qu'il faudrait emprunter dix millions pour la voirie. Il ne fait en outre de secret pour personne que le gouvernement désire trouver un million de plus pour boucler son prochain budget. Les estimés des dépenses, tels qu'ils ont été exposés hier par le trésorier, sont trop modérés pour être justes. (18 décembre)

Il ajoute ne pas craindre « pour le crédit de la province, ni d'emprunter lorsque le progrès de la province le requiert, particulièrement si les dépenses entraînent des retours substantiels ». Mais il croit que celle-ci devrait plutôt servir d'exemple en ne dépensant pas davantage que ses revenus ne le permettent, « alors qu'un vent de folie semble se répandre à travers le monde, ainsi qu'un désir insensé de richesse, de luxe et de bonheur » (18 décembre). Ces « années folles » prendront d'ailleurs fin abruptement le 29 octobre 1929, alors que la Bourse de New York s'effondre, entraînant le monde dans une crise économique sans précédent.

### **Les faits marquants de la session**

La première session de la 15<sup>e</sup> Législature s'ouvre sur fond de rumeur : plusieurs journalistes ont la quasi-certitude qu'il s'agira de la dernière de Lomer Gouin en tant que premier ministre. Cela suscite des attentes chez certains journalistes qui, blasés de se retrouver une fois

de plus à la Tribune de la presse pour couvrir une autre session, se consolent des possibles changements à venir.

Au total, 189 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative pendant la session de 1919-1920. Sur ce nombre, 164 reçoivent la sanction royale du lieutenant-gouverneur Charles Fitzpatrick. Les journaux sont plutôt unanimes sur l'intensité et la qualité du travail accompli durant cette session, considérant même que le gouvernement s'est occupé avec le plus grand sérieux de réaliser les promesses faites pendant la dernière campagne électorale. Malgré sa faiblesse numérique, l'opposition s'acquitte de sa tâche fort honorablement, en grande partie grâce à son chef qui démontre toujours la même conviction.

La session est prorogée le 14 février 1920. Au même moment, les funérailles de la petite Aurore Gagnon sont célébrées dans le village de Fortierville; soupçonnés du meurtre de l'enfant, son père et sa belle-mère sont arrêtés sur le parvis de l'église après la cérémonie<sup>25</sup>. Sinon, dans *Le Devoir* du lendemain, le journaliste Louis Dupire fait remarquer que très peu de gens ont assisté à la dernière séance de la session, et que cela est imputable au passage de la parade du Carnaval.

### La colonisation

Considérant les cinq millions de dollars que le gouvernement Gouin promet d'y investir, la colonisation apparaît comme le projet d'envergure de la session. Avec le retour massif des soldats et les besoins criants de la population européenne, le moment semble opportun. Le député libéral de Saint-Hyacinthe, Armand Boisseau, explique le projet :

Les gouvernements au Canada ont décidé de faire appel aux soldats revenus du front, pour qu'ils aillent s'implanter sur la terre en culture et sur les terrains de colonisation. Il y a là, M. l'Orateur, 500,000 hommes qui doivent être réintégrés dans la vie civile; ils ont connu la vie des camps, avec sa discipline sévère, et les hasards d'une carrière périlleuse. Tâchons de les attirer dans la carrière de l'agriculture; incitons-les à vivre de la vie calme des champs. Ils sont assurés à l'avance que, sur la ferme où nous voulons les placer, ils auront la paix, la tranquillité, la prospérité et l'abondance.

Le développement de notre industrie agricole acheminera vers l'Europe affamée les produits de notre sol si fertile, et il nous amènera en retour l'argent et l'or dont nous avons tant besoin pour acquitter la taxation qui se fait plus lourde d'année en année et pour éteindre notre dette nationale qui a atteint un chiffre stupéfiant. (15 janvier)

Un programme simple de prime abord : il s'agit de restaurer l'Europe, de peupler de nouvelles régions de la province, et de réintégrer les soldats de retour du front à la vie civile. Mais pour cela, il considère qu'une campagne d'éducation doit être entreprise « pour que ces terres de la colonisation soient prises, cultivées et améliorées par nos militaires revenus au pays ». Le 13 février, alors que la session est à la veille de prendre fin, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, Joseph-Édouard Perrault, annonce que le gouvernement investira la somme de 5 000 \$ pour la publication de cartes et de brochures visant à faire de la propagande en faveur de la colonisation, d'ici au 30 juin 1921. Il affirme également que « des articles destinés à aider la colonisation » seront fournis à tous les journaux.

Pour les libéraux, cette somme de cinq millions de dollars accordée pour ouvrir de nouvelles terres « démontre la grande importance que le gouvernement accorde à la colonisation ». Pourtant, selon l'historien Robert Rumilly, Lomer Gouin ne croit pas particulièrement à la colonisation; il ne lui accorde cinq millions de dollars que « sous la pression du clergé et de l'opinion "patriote"<sup>26</sup> ».

## **L'agriculture**

Le Québec de 1920, bien qu'en voie d'urbanisation et d'industrialisation, est encore une société rurale où l'agriculture soulève régulièrement des débats chez les parlementaires. L'octroi de subsides aux cercles agricoles ne fait pas l'unanimité pour autant : le chef de l'opposition trouve que le nombre de cercles tend à diminuer, et qu'ils semblent bien peu prospères. Le ministre de l'Agriculture, l'honorable Joseph-Édouard Caron (Iles-de-la-Madeleine), soutient de son côté que les cercles vont très bien, mais qu'effectivement le nombre de leurs membres diminue, puisqu'ils refusent désormais les cultivateurs qui ne se conforment pas à leurs règlements (8 janvier).

Arthur Sauvé se demande aussi pourquoi le gouvernement ne va pas tout de suite droit au but en établissant un crédit agricole, puisqu'il fait déjà des prêts aux syndicats d'élevage et que la population, surtout les colons, souhaite la mise sur pied d'un tel programme. Ce à quoi le ministre Caron répond qu'il est préférable de se montrer prudent et d'attendre de voir les résultats des essais réalisés dans les autres provinces avant de procéder. Il croit cependant que d'ici peu, « nous aurons un crédit agricole pour faciliter l'établissement des gens sur nos terres<sup>27</sup> » (12 janvier).

## **L'instruction publique et les écoles supérieures**

L'éducation est le plus puissant levier de l'action nationale; elle soulève, elle élève, elle entraîne vers le véritable progrès les générations nouvelles, les forces vives de la patrie<sup>28</sup>.

La question de l'instruction publique et des écoles en général occupe une place de choix pendant la session 1919-1920. Le gouvernement dépensera 2 100 000 \$ pour ce secteur, soit une augmentation de 50 000 \$ par rapport à l'année précédente. C'est le salaire des inspecteurs d'écoles qui fait d'abord l'objet de discussions. Le secrétaire Louis-Athanase David annonce « qu'à l'avenir, lorsque le gouvernement le jugera à propos, il pourra décréter une augmentation de salaire sans attendre l'adoption d'une nouvelle loi, puisqu'il reste encore une marge de 400\$ entre le salaire actuel et le maximum [de 2 000 \$] qui est fixé », et que 100 \$ de plus leur sera accordé pour leurs dépenses de voyage (23 janvier).

Le chef de l'opposition trouve la « réforme » proposée par le ministre bien en deçà de ce qu'il aurait été convenu d'en attendre, compte tenu du fait que le gouvernement a provoqué des élections générales en prétextant la « Reconstruction ». Sauvé poursuit :

Je ne veux pas critiquer inutilement, mais il me semble que le gouvernement devrait améliorer l'inspection scolaire. Les inspecteurs devraient avoir un salaire plus élevé, plus en proportion avec l'importance de leurs travaux. De plus, les inspecteurs devraient être plus nombreux. Aujourd'hui, ils ont 8,060 élèves sous leur juridiction. C'est trop, ils ne peuvent faire du travail efficace. (23 janvier)

Il considère également que l'inspection scolaire s'avère insuffisante, voire inutile à plusieurs endroits. Selon lui, les deux seules visites que les inspecteurs effectuent par année dans chaque école ne justifient pas les 92 000 \$ que le gouvernement dépense pour cette mesure, puisqu'elles « ne suffisent pas à assurer à l'école les réformes nécessaires » (23 janvier). De plus, il juge que les inspecteurs ont sous leur responsabilité des districts beaucoup trop grands. Sur la recommandation de l'inspecteur général Charles-Joseph Magnan, le gouvernement fait passer le nombre de districts de 55 à 57, ce qui en réduit la taille. Sauvé n'est pas davantage satisfait :

L'inspecteur d'écoles devrait être considéré comme un principal. Au lieu d'avoir de 125 à 150 écoles à visiter et 8,000 élèves sous sa juridiction, il devrait avoir 50 écoles et, au lieu de faire une visite en automne et une autre à la fin de l'année, il devrait être capable d'en faire une tous les mois dans certaines écoles, pour assurer

aux enfants de ces écoles un enseignement pratique et efficace. Nous avons un programme qui constitue une grande amélioration, grâce au travail de M. le chanoine Ross et de M. l'abbé Desrosiers et aussi au comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Il importe que ce programme soit bien compris et appliqué avec efficacité. L'inspecteur principal connaîtrait mieux nos institutrices. (11 février)

Le sort des instituteurs et institutrices fait également l'objet de discussions : non seulement les institutrices se font rares car elles ne restent pas longtemps dans l'enseignement, mais le nombre d'instituteurs diminue tous les ans. Les institutrices quittent pour se marier et avoir des enfants, et les municipalités de village ne sont pas prêtes à payer un salaire plus élevé à un instituteur qui décide de fonder une famille.

Un crédit de 111 000 \$ est voté le 12 février pour l'inspection des écoles de même qu'un autre de 1 500 \$ pour le rapport du surintendant. Les crédits destinés aux salaires des instituteurs et institutrices sont distribués parmi les écoles publiques en fonction du traitement annuel que les municipalités sont prêtes à leur accorder, pourvu qu'elles le paient.

Le gouvernement n'augmente pas le crédit aux écoles publiques. Encore une fois, 200 000 \$ leur sont octroyés. « Le Conseil de l'instruction publique se contente de cette somme », de préciser le secrétaire David (30 janvier). Ce que critique vivement le chef de l'opposition, qui lui signale que « le nombre des écoles augmente », tandis que l'octroi aux écoles diminue d'un cent par élève. Les collèges classiques ne recevront pas plus d'argent que l'année précédente. Sauvé suggère aux libéraux de les aider davantage, afin que les enfants pauvres puissent avoir accès gratuitement à ces écoles. Or, le gouvernement préfère investir dans l'amélioration des petites écoles rurales. Avec les suggestions apportées par Mgr François-Xavier Ross, évêque de Gaspé, il compte procéder à une réforme du programme des écoles élémentaires. Le Conseil de l'instruction publique étudie d'ailleurs ces suggestions et il « s'en servira pour améliorer notre système d'enseignement », de conclure David.

### **Les écoles techniques et les universités**

Dès la rentrée parlementaire de janvier 1920, le secrétaire de la province propose que soit créé un poste de directeur général des écoles techniques de la province, car « nos écoles se développent », dit-il (8 janvier). C'est Alexandre Macheras qui sera nommé directeur général de l'enseignement technique. Il voit dans l'absence d'écoles de métier et d'écoles professionnelles une importante lacune dans le système d'éducation de la province<sup>29</sup>.

À la séance du 29 janvier, le trésorier Walter Mitchell propose l'étude détaillée d'un crédit pour le maintien des écoles techniques situées en dehors des villes de Québec et de Montréal, ce dont se réjouit le chef de l'opposition, qui dit avoir longtemps réclamé cette mesure. Irénée Vautrin, député libéral du comté de Montréal-Saint-Jacques où réside une importante population ouvrière peu fortunée, suggère que des bourses soient octroyées à des élèves du primaire doués pour le dessin mais issus de familles pauvres, afin de les encourager à poursuivre leurs études dans les écoles techniques. Vautrin veut aussi savoir qui est responsable de la distribution des bourses; c'est le surintendant, sur la recommandation de la Commission des écoles techniques, lui répond David. Il ajoute qu'il s'agit d'une commission indépendante à laquelle il ne veut dicter quoi que ce soit. Ce que n'apprécie guère Sauvé, qui « fait remarquer qu'il serait juste que le gouvernement sache ce qui se passe dans cette Commission qui ne doit pas être si indépendante que cela du gouvernement » (29 janvier). Il dit savoir « qu'il y a eu des abus dans la distribution des bourses que l'on accordait à des protégés surtout », mais constate cependant des améliorations. Il espère que le ministre, au bon jugement duquel il a confiance, ne laissera pas commettre d'injustices dans la distribution de ces bourses. Un crédit de 30 000 \$ est voté pour l'École technique de Québec, tandis qu'un crédit de 40 000 \$ est octroyé à celle de Montréal : 204 élèves fréquentent l'école de Québec, et 967, celle de Montréal.

Quant à l'École des hautes études commerciales de Montréal, elle accueille 116 élèves le jour et 200 le soir. Elle recevra un crédit de 50 000 \$, montant que le chef de l'opposition semble trouver excessif. Car, contrairement au secrétaire provincial, il doute que les élèves qui en sortent parviennent à décrocher un bon emploi. Néanmoins, il se réjouit des subsides qui lui sont accordés. L'École polytechnique de Montréal bénéficiera pour sa part d'un crédit de 55 000 \$, ce dont s'étonne le député conservateur Gault. Des crédits de 25 000 \$ sont alloués pour l'Université Laval de Québec, de 25 000 \$ pour l'Université McGill de Montréal, et de 2 500 \$ pour le collège Bishop de Lennoxville (29 janvier).

De son côté, le premier ministre annonce l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris. Une somme de 1 200 \$ sera versée « à chacun des cinq élèves ou professeurs ayant obtenu leurs degrés », afin de les aider à défrayer les dépenses à encourir pour compléter leurs études en France. C'est le commissaire général du Canada en France, M. Philippe Roy, qui a soumis à toutes les provinces l'idée d'une maison des étudiants à Paris, « pour perpétuer la mémoire de nos soldats morts au champ d'honneur ». Cette proposition s'inscrit dans les visées du gouvernement Gouin, qui « s'est toujours employé consciencieusement à faciliter la création d'une élite intellectuelle, commerciale, industrielle et agricole dans cette province ». C'est la raison pour laquelle il accepte de souscrire annuellement une somme de 6 000 \$ qui servira à maintenir cinq boursiers dans la capitale française (13 février).

### **L'Université de Montréal**

La session 1919-1920 voit enfin naître l'Université de Montréal, après un débat acrimonieux qui aura duré près de 50 ans<sup>30</sup>. Déjà, le 8 mai 1919, le pape Benoît XV avait signé un décret visant à établir l'autonomie de l'Université Laval de Montréal à l'égard de l'Université Laval de Québec.

Par malheur, le 22 novembre au soir, un violent incendie éclate dans l'édifice principal de l'université, situé à l'époque rue Saint-Denis. Les étages supérieurs de l'édifice sont complètement ravagés par les flammes. Les dommages sont évalués à 250 000 \$, et une campagne de souscription a lieu du 1<sup>er</sup> au 15 janvier 1920, ce qui aura pour effet d'accélérer le processus d'obtention de la charte civile de l'Université<sup>31</sup>.

Le 8 janvier, L'Action française de Montréal<sup>32</sup> reçoit comme conférencier l'abbé Olivier Maurault, jeune sulpicien qui décrit ainsi la future université telle qu'il se plaît à l'imaginer :

Université de Montréal... Au centre de ton immense domaine, don de notre orgueilleuse cité, j'aperçois le splendide bâtiment de ton administration [...] et, dans les allées de cette ville du savoir humain, une foule de jeunes gens dont tu es en train de faire des hommes<sup>33</sup>...

Ses rêves deviendront bientôt réalité, puisque dès le lendemain, le député de Verchères, Adrien Beaudry, présente en deuxième lecture le bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal. Le projet de loi est adopté en troisième lecture le 29 janvier et il reçoit la sanction royale le 14 février, officialisant ainsi « le statut et l'indépendance de l'Université de Montréal », à qui le gouvernement de Lomer Gouin vient d'accorder une somme d'un million de dollars pour aider à son établissement. C'est l'archevêque auxiliaire de Montréal, M<sup>gr</sup> Georges Gauthier, qui en devient le premier recteur, celui-là même qui a contribué à l'avancement du projet en entamant les derniers pourparlers qui mèneront à son achèvement.

Si bien qu'en 1920 la province de Québec recense quatre universités sur son territoire : deux de religion catholique (Laval et Montréal) et deux de religion protestante (Bishop et McGill). Pour l'année scolaire qui vient de se terminer, 2 323 étudiants auront fréquenté les universités catholiques, et 2 203, les universités protestantes. Sur leur nombre total d'étudiants, les universités catholiques auront accueilli 292 filles<sup>34</sup>.

### **L'admission des femmes au Barreau**

La Faculté de droit de l'Université McGill ouvre ses portes aux femmes en 1911. Paradoxalement, celles-ci n'ont pas encore accès à la pratique du métier d'avocate. C'est le député libéral Lucien Cannon qui, le premier, aborde cette question à l'Assemblée législative en 1916; ses propositions sont cependant rejetées.

Le débat sur l'admission des femmes au Barreau refait surface au cours de la session 1919-1920. Cette fois, c'est le député libéral de Montréal-Saint-Laurent, Henry Miles, qui parraine le projet du bill 161. Considéré à juste titre comme un « réformiste », un nombre important de ses électeurs sont des juifs progressistes. Le clergé catholique n'est cependant pas du même avis, ni d'ailleurs le chef libéral et ses principaux acolytes, plutôt modérés en matière de progrès social. À ce propos, M<sup>re</sup> Louis-Adolphe Pâquet, doyen de la Faculté de théologie de l'Université Laval, et qui a l'habitude des grands débats de société, écrit ceci en 1919 :

Par son tempérament physique et moral, par la pudeur et la retenue de son sexe, la femme se distingue tellement de l'homme qu'elle ne peut sortir du cadre de ses fonctions sans se faire violence à elle-même. Ni le fracas des batailles, ni les subtilités du Barreau, ni l'œuvre sanglante de la chirurgie, ne conviennent à ses aptitudes<sup>35</sup>.

Mais le Parti libéral est divisé sur la question. Si quelques-uns sont pour, plusieurs sont contre. Ceux qui s'avouent en faveur de l'admission des femmes au Barreau mettent de l'avant le profond changement opéré par la Première Guerre mondiale, laquelle a littéralement propulsé un grand nombre de femmes sur le marché du travail, ces dernières « accomplissant la plupart des tâches généralement effectuées par des hommes » (Miles, 5 février). Miles soumet quelques questions à ses collègues – « Allons-nous maintenant les empêcher d'espérer exercer un jour une profession? Allons-nous maintenant dire que les femmes sont incapables de faire le travail habituellement réservé aux hommes? Peut-on affirmer que la femme doit demeurer au foyer? » – auxquelles il apporte une réponse : « Les femmes d'aujourd'hui ont acquis un sentiment d'indépendance, veulent être indépendantes, responsables de leur sort et capables de gagner leur vie [...] Je crois que la guerre, d'une manière ou d'une autre, a permis aux femmes de se mériter une place différente dans le monde... » (5 février).

Le député libéral Andrew Philps (Huntingdon) considère quant à lui que « les femmes ont gagné sur les champs de bataille les mêmes droits que les hommes » (5 février), et qu'on devrait au moins leur accorder comme récompense le privilège qu'elles réclament. Ce à quoi un opposant comme Joseph-Henri Lemay (Sherbrooke) rétorque que « la femme qui a risqué sa vie dans les hôpitaux a continué le rôle sublime que la femme a toujours rempli dans le monde » et que les femmes « ont simplement continué leurs devoirs de chaque jour qui sont ceux de la charité et du dévouement, et [qu']elles ne réclamaient pas telle récompense » (11 février).

Les partisans de l'égalité des sexes constatent qu'il s'agit là d'une injustice, puisque les femmes sont « admises au sein d'autres professions, comme la dentisterie, la pharmacologie et la médecine » (Miles, 5 février); ils font également remarquer qu'elles ont déjà accès à la pratique du droit en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et même dans d'autres provinces canadiennes, comme l'Ontario, et qu'ils ne comprennent pas pourquoi la province de Québec leur refuse toujours ce privilège. Enfin, Henry Miles présente à ses collègues les nombreuses lettres d'appui qu'il a reçues des femmes parmi les plus influentes de Montréal, comme Mme Caroline Béique, épouse du sénateur Frédéric Liguori Béique et vice-présidente du Club des femmes libérales de Montréal, et Lady Julia Drummond, veuve de l'ancien président de la Banque de Montréal<sup>36</sup>, qui a elle-même œuvré pour la Société canadienne de la Croix-Rouge durant la guerre. Il procède enfin à la lecture de lettres provenant d'un grand nombre d'organisations féminines, dont la Ligue des ménagères de Montréal (5 février).

Les opposants au projet de loi allèguent en retour que les femmes elles-mêmes « ne veulent pas de cette mesure » (Lemay, 11 février); que ce droit constitue une menace à la fois pour les « traditions ancestrales qui ont fait la nationalité canadienne-française » (Grégoire, 5

février) et l'ordre établi – notamment le fait que « la femme doit rester là où la Providence l'a placée » (Grégoire, 5 février) – en ouvrant « la porte à toutes les mesures que le féminisme nous apportera » (Lemay, 11 février); que leur présence pourrait constituer un risque dans l'exercice de la profession pour le sexe masculin, étant donné que « la femme, quand elle s'occupe d'une chose, y met tout son cœur, toute sa volonté » et que donc, « si elle entrait au Barreau, elle y aurait des triomphes » (Grégoire, 5 février); que la longueur et le coût de telles études donnent lieu de penser que la profession ne puisse être lucrative pour les femmes, car « celles qui travaillent sont en proie à la nécessité, leurs revenus doivent être immédiats » et qu'« il est évident que l'exercice de la profession légale ne peut répondre aux besoins de cette situation » (Lemay, 11 février); et que cela entraînerait la masculinisation de la femme, car « ce bill, d'avancer le député Grégoire, aurait pour résultat d'anéantir toute poésie en permettant que des querelles juridiques transforment les femmes en hommes ». Et puis, ajoute-t-il, « [n]os pères ont été heureux sans avocates, nous pouvons l'être aussi » (5 février).

Quant à Amédée Monet, député libéral de Napierville, il croit que si les femmes qui sont favorables à ce projet ne sont pas venues « plaider leur cause devant la Législature », c'est qu'elles « ne veulent pas être avocates ». Il ajoute que bien qu'il soit « louable de compléter autant que possible l'éducation des femmes », cela ne doit pas s'accomplir « au risque de compromettre l'avenir de la société ». Selon lui, la place de la femme est au foyer, et « si on l'en tire, les conséquences peuvent être désastreuses pour la nation ». Il pressent même l'ombre d'une menace encore plus grande : « Si le pouvoir de pratiquer le droit est accordé aux femmes, elles auront bientôt le droit de vote, de devenir candidates, membres de la Chambre et peut-être même qu'un jour une femme prendra place au fauteuil où est assis M. l'Orateur avec tant de dignité et de prestige<sup>37</sup> » (13 février).

Pour le moment, le député de Napierville propose que la motion soit amendée « en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois" » (13 février). Trente-neuf députés votent en faveur de l'amendement et dix-neuf, contre. La litigieuse question de l'admission des femmes à la pratique du droit est donc reléguée aux oubliettes de la Législature jusqu'en 1930<sup>38</sup>.

### **La charte de Montréal**

Lors d'une grande assemblée libérale tenue à Montréal le 17 juin 1919, Lomer Gouin, alors en pleine campagne électorale, « se dit prêt à supprimer la Commission administrative pour lui substituer les rouages ou les personnages agréables aux Montréalais<sup>39</sup> ». De 1910 à 1918, le Bureau des commissaires, implanté dans le but de remettre la gestion de la ville sur les rails, détient davantage de pouvoir que les échevins. Il est aboli par Gouin en 1918, puisqu'il s'est avéré incapable d'équilibrer le budget de la municipalité. Ce dernier le remplace par la Commission administrative et c'est le gouvernement provincial qui est en charge de la nomination de ses membres. Montréal devient en quelque sorte une ville sous tutelle<sup>40</sup>.

À la séance du 10 février 1920, le député de Drummond, Hector Laferté, propose l'adoption de l'article 23 au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal :

Nonobstant toute disposition à ce contraire, il n'y aura pas d'élection générale pour les charges de maire et d'échevin de la cité de Montréal en 1920, et le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonction, ainsi que de tout remplaçant qui pourra être nommé en vertu de la loi pour remplir une vacance qui se produira parmi eux, se terminera le premier avril 1922.

Une vive discussion débute aussitôt entre Vautrin, Lacombe, Bédard, Poulin, Laurendeau et Renaud, laquelle est poursuivie longuement par Gouin et Sauvé. Certains sont pour le projet, d'autres sont contre et le trouvent abusif. Après l'avoir étudié, le comité finit par adopter le bill avec certains amendements.

**« Un jour, un jour... » (air connu)<sup>41</sup>**

La tenue d'une exposition universelle à Montréal est à l'ordre du jour en ce 28 janvier 1920, cette fois sur l'initiative du député de Montréal-Saint-Laurent, Henry Miles, qui croit qu'en cette époque de Reconstruction, une « exposition est le meilleur moyen de faire connaître au monde les merveilleuses ressources n'attendant que les capitaux pour leur développement, et d'amener d'importantes représentations de toutes les nations du monde dans la métropole du Canada ». Cela permettrait aussi, dit-il, « de donner du travail à ceux qui sont au chômage ».

Déjà incorporée depuis 1903, l'Association de l'exposition industrielle de Montréal, dont sont membres « toutes les organisations d'affaires de Montréal, les organisations agricoles et industrielles et les compagnies de transport et de chemin de fer », travaille dans le but de mener à bien le projet, malgré les embûches; la guerre viendra cependant le mettre en veilleuse. Mais pour l'heure, tous les espoirs sont à nouveau permis : Miles suggère la tenue d'une exposition internationale dans quatre ans à Montréal, de l'envergure de celle tenue à Toronto quelques années plus tôt. Tandis que le député libéral John Hay (Argenteuil) se réjouit que tous les comtés de la province soient excités à l'idée de cette exposition, son collègue de Montréal-Saint-Laurent croit qu'il serait opportun d'obtenir un appui financier d'Ottawa. En ce qui concerne le site où pourrait avoir lieu l'exposition, Miles sait se montrer visionnaire :

L'île Sainte-Hélène est disponible pour des expositions et est très attrayante par sa situation et ses environs, et avec les îles avoisinantes, plus de 200 acres sont disponibles. Les commissaires du port pensent déjà à un pont à partir du continent de chaque côté et l'on pourrait bien planifier l'endroit en vue de l'exposition internationale avec des édifices permanents pour l'exposition annuelle.

Quant au premier ministre, il soutient que « s'il n'en dépend que du gouvernement de la province de Québec, on peut être certain que le projet d'une exposition universelle sera réalisé ». Quarante ans et quelques poussières plus tard, il reviendra surtout au maire Jean Drapeau de voir enfin son projet se réaliser.

**Hausse de l'indemnité parlementaire**

À la toute fin de la session, les députés de l'Assemblée législative décident, à l'instigation du trésorier Walter Mitchell, de voter une hausse de l'indemnité parlementaire. L'indemnité de chacun des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative est portée de 1 500 \$ à 2 000 \$; celle du premier ministre se voit augmentée de façon substantielle, passant de 7 000 \$ à 12 000 \$. Quant aux ministres, un traitement annuel de 6 000 \$ leur est maintenant alloué. Le bill 230 est adopté le 13 février.

**Écoles de réforme, asiles d'aliénés, hôpitaux et indigents**

La question du travail des élèves détenus dans les écoles de réforme fait l'objet de discussions au cours de la session. Le gouvernement espère détenir un meilleur contrôle sur les revenus que ces enfants rapportent aux institutions, et sur les salaires que leur versent les industriels qui les embauchent. Le Secrétaire de la province croit que « les élèves devraient être payés davantage », et qu'« il serait bon pour les pensionnaires eux-mêmes de constater qu'ils ne sont pas entretenus dans ces institutions simplement par le biais de charités publiques, mais qu'ils gagnent dans les faits au moins une partie du coût de leur pension et de leur entretien », ce qui, ajoute-t-il, serait pour eux « un excellent stimulant moral ». Le bill 23 est porté au Conseil législatif le 13 janvier.

Le 9 février, Athanase David soumet à l'étude un projet de résolutions concernant la direction des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique. Il suggère que la juridiction du surintendant général des asiles, qu'il renomme « directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique », soit étendue aux écoles de réforme et d'industrie, et à « tous les hôpitaux



ou maisons de réforme qui ont des contrats avec le gouvernement ». Le secrétaire de la province suggère également une meilleure répartition des frais encourus par cette dernière en matière d'assistance. Il propose maintenant aux municipalités d'assumer les coûts inhérents au transport des aliénés lors de leur sortie de l'asile, ainsi que d'acquitter les dépenses reliées à leur séjour et à leur traitement dans ce genre d'institution. Le bill 38 est adopté en troisième lecture et porté au Conseil législatif.

En ce qui concerne les indigents, il expose un projet de loi (bill 229) qui autorise les hôpitaux à refuser leur admission s'ils sont incapables de fournir un certificat émis par une municipalité, lequel rend cette municipalité responsable de leurs frais d'hospitalisation. David termine en expliquant que « l'été prochain, une enquête plus complète sera faite sur la situation » et que « le gouvernement étudie depuis deux mois un projet d'assistance publique ». Le bill 229 est lu une troisième fois puis adopté par la Chambre le 13 février.

### **Les maladies vénériennes**

Au tournant des années 1920, les maladies vénériennes continuent d'étendre leurs ravages, et ce, à travers tout le Canada; tellement que le gouvernement fédéral décide de mettre sur pied un service spécial destiné au traitement de ces maladies, ainsi que d'octroyer des sommes d'argent aux provinces afin qu'elles puissent créer des dispensaires. Le secrétaire David propose donc :

que le Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec soit désigné pour s'occuper de la protection contre les maladies vénériennes, et qu'il puisse recommander au lieutenant-gouverneur en conseil la nomination d'un comité formé de trois de ses membres, chargés de prendre les mesures utiles concernant la prévention et le traitement des maladies vénériennes; et que la rémunération de ces personnes soit fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. (30 janvier)

Ce comité aura pour tâches d' « établir des dispensaires et des laboratoires gratuits pour le traitement des vénériens, de faire la distribution gratuite des médicaments aux personnes qui n'ont pas les moyens suffisants pour se les procurer, de pourvoir au traitement des vénériens détenus dans les prisons, asiles, écoles de réforme, écoles d'industrie et hôpitaux qui reçoivent une allocation du gouvernement ou qui ont un contrat avec lui, et de promouvoir une propagande éducative ». Le bill 26 est adopté par l'Assemblée, et ce, même si le chef de l'opposition considère antidémocratique le fait que le salaire des membres du comité ne soit pas voté en Chambre.

### **L'alcool et la prohibition**

Le 8 janvier, le député libéral de Drummond, Hector Laferté, propose en deuxième lecture le bill 154 amendant les statuts refondus de 1909 relativement aux véhicules-moteurs. Son but est de substituer à l'amende une sentence d'au plus deux ans d'emprisonnement, dans le cas d'un homme « arrêté en état d'ivresse pour excès de vitesse en auto ». Sauvé et le député conservateur Joseph-Olier Renaud (Laval) en profitent pour se montrer ironiques :

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment peut-on édicter une loi contre les chauffeurs en état d'ébriété alors que, l'an dernier, on a fait adopter par la Chambre un bill dit de prohibition qui devrait rendre la province aussi sèche qu'un Sahara? Mais pourquoi voulez-vous envoyer en prison les chauffeurs qui peuvent être arrêtés en état d'ivresse? Il n'y a plus de boisson dans la province...

**M. Renaud (Laval):** Des automobilistes ivres? Pourquoi? Il y a la prohibition au Québec. Donc, comment un homme peut-il devenir ivre?

Le bill 154 est finalement rejeté le 14 janvier.

À la séance du 11 février 1920, ce sont cette fois les saisies d'alcool qui sont à l'honneur : d'abord celle d'un char de bière à Saint-Félicien, puis celle d'une certaine quantité de whisky et autres liqueurs fortes au Lac-Saint-Jean. La question est soulevée par le chef de l'opposition, qui demande à consulter copie de toute correspondance concernant ces affaires. Il considère que la loi de la prohibition n'est pas observée, car partout on vend du scotch, du whisky et du gin – lesquelles boissons sont même annoncées dans les journaux – et que « non seulement elle est violée par des citoyens, mais des officiers du gouvernement se rendent coupables des plus criants abus ».

En effet, les deux affaires mettent en cause des percepteurs du revenu qui auraient profité de la marchandise réquisitionnée pour étancher leur soif. Dans l'affaire de Saint-Félicien, le percepteur Truchon avait lui-même retenu huit caisses à titre de commission, pour son usage personnel. Il a été destitué. Quant au percepteur Thomas-Louis Desbiens, impliqué dans l'affaire du Lac-Saint-Jean, il a d'abord saisi la boisson qui était en possession de deux individus pour la remiser chez lui. Finalement, Desbiens et les deux comparses décident « de prendre un coup; et on prend un coup tellement que, le matin, on est ivre, et le percepteur ne voit plus clair ». Il a lui aussi été destitué. Sauvé demande alors si le gouvernement entend « mettre fin à tous ces scandales » ou s'il ne vaudra pas mieux « revenir à l'ancien système ».

Chantal Charron

## Critique des sources

### Les membres de la Tribune de la presse en 1919-1920

Abel Vineberg, du *Montreal Gazette*, et Joseph-Amédée Gagnon, du *Quotidien*, sont président et vice-président pour une deuxième session consécutive; Valère Desjardins, du *Canada*, est à nouveau secrétaire. Les autres membres connus de la Tribune de la presse sont Arsène Bessette de *La Patrie*; Edmond Chassé de *L'Événement*; Alonzo Cinq-Mars de *La Presse*; John A. Davis du *Quebec Chronicle*; Louis-Philippe Desjardins de *L'Action Catholique*; Louis Dupire du *Devoir*; Jean-Marie Fortier du *Soleil*; William R. O'Farrell du *Montreal Herald*; Robert R. Parsons du *Montreal Daily Star*; Damase Potvin de *La Patrie*; et J.-N. Thivierge du *Globe and Mail*.

### Les hebdomadaires et autres documents d'archives

En plus des grands titres connus, la reconstitution des débats pour la session 1919-1920 s'appuie parfois sur des informations trouvées dans les chroniques parlementaires des journaux et hebdomadaires suivants : *L'Action populaire*, *L'Autorité nouvelle*, *La Vérité*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Droit*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Messager de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nationaliste*, *Le Pays*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Quotidien*, *Le Saint-Laurent*, *Le Trifluvien*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Étoile du Nord*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *The Canadian Labor Press*, *The St.Maurice Valley Chronicle*, *The Standard*, *The Stanstead Journal*.

### Le papier du Soleil

Le 9 janvier 1920, le chef de l'opposition s'insurge contre le fait que la compagnie Le Soleil « cherche à obtenir une autorisation pour acheter des limites de bois du gouvernement pour développer la propriété commerciale du *Soleil* ». À l'époque, le journal *Le Soleil* se dit ouvertement l'organe du parti libéral et, par conséquent, celui du gouvernement en place. Sauvé conçoit que cette compagnie puisse être « généreusement subventionnée par le gouvernement » et qu'elle « reçoive de gros contrats d'imprimerie et d'autres considérations », mais il s'étonne que dans ces conditions, elle « veuille s'occuper de terres et de forces hydrauliques ».

Tout en soulignant qu'il ne veut pas « que l'on pense que c'est par parti pris [qu'il] demande des renseignements », il dit que *Le Soleil* « publie des compte rendus des séances de la Chambre absolument faux, absolument déloyaux pour l'opposition ». Il prend soin d'ajouter que « cela ne [l'] influence pas » dans le jugement qu'il porte sur la situation, et qu'il veut seulement « être renseigné sur les pouvoirs extraordinaires que l'on donne au *Soleil* », considérant « qu'il est grand temps de porter la question à l'attention de la population de la province ».

### L'article de *L'Action catholique*

Ainsi, certains parlementaires accusent parfois les journaux de commettre des articles mensongers à leur endroit. C'est le cas du ministre de l'Agriculture, l'honorable Joseph-Édouard Caron, qui s'en prend à *L'Action catholique* pour l'avoir traité injustement :

Après avoir voulu me faire passer pour un mauvais catholique, voilà maintenant que l'on veut me montrer comme un homme qui cherche à égorger le consommateur. On a tronqué mes discours, tronqué mes paroles. Pourquoi? Pour essayer de rabaisser un homme dans l'esprit de son chef, de ses collègues de la Chambre, du cabinet, devant la classe ouvrière. Et toutes ces choses, on les écrit,

devant un crucifix, avec une plume dont le manche est trempé dans l'eau bénite et dont la pointe est trempée dans le fiel et le vinaigre. Pourquoi cela? Pour soulever la classe ouvrière contre un ministre, pour le rendre odieux à cette classe intéressante qui est celle des travailleurs. Voilà comment l'on comprend la justice, à *L'Action catholique*. (13 février)

Caron est outré parce qu'il considère avoir été mal cité par l'auteur de l'article, lequel est publié sous le couvert de l'anonymat, comme cela se fait couramment alors. Il lui reproche également d'avoir omis de reproduire certains de ses propos :

*L'Action catholique* ne se contente pas d'essayer de tirer des articles du *Soleil* des arguments pour essayer de détruire la réputation du ministre, mais elle cite les articles à moitié et omet les parties qui justifient la position prise par le ministre de l'Agriculture aujourd'hui [...] Peut-on mentir plus effrontément? On ne cite même pas l'article comme il devrait être cité. (13 février)

La querelle entre le ministre et *L'Action catholique*, qui n'est pas sans répercussion sur la problématique qu'elle met en scène, ne fait qu'exposer, au fond, une incontournable réalité journalistique de l'époque, soit le fait que chaque quotidien s'affiche clairement comme étant « l'organe d'un parti ». Devenu premier ministre, Louis-Alexandre Taschereau dira, dans une lettre adressée au cardinal Rodrigue Villeneuve : « Nous n'avons pas d'adversaire plus constant et plus violent que *L'Action catholique* »<sup>42</sup>.

Chantal Charron

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : succession de Laurier*, Montréal, Les Éditions Chanteclerc Ltée, 1940, tome XXIV, p. 75.
2. *Idem*.
3. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec 1896 à 1960*, Sillery, Septentrion, 1997, tome 4, p. 137.
4. Michel Brunet, Guy Frégault et Marcel Trudel, *Histoire du Canada par les textes*, Montréal, Fides, 1956 (1952), tome 2, p. 81.
5. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*..., p. 133.
6. Site Internet de l'Organisation internationale du travail : <http://www.ilo.org> Consulté le 20 août 2009.
7. Béatrice Chiasson et al., *Histoire du mouvement ouvrier au Québec : 150 ans de luttes*, Montréal/Sainte-Foy, CSN/CEQ, 1979, p. 71; Université de Sherbrooke, *Bilan du siècle*, <http://www.bilan.usherb.ca> Consulté le 20 août 2009.
8. Sur cette institution montréalaise, voir Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal 1889-1919 : un lieu populaire de culture urbaine*, Québec, IQRC, 1986, 231 p.
9. Université de Sherbrooke, *Bilan du siècle*, <http://www.bilan.usherb.ca> Consulté le 20 août 2009.
10. Selon Rumilly, « en réalité, Gouin prévoyait son départ pour l'arène fédérale » et préparait le terrain pour son successeur, lequel serait fort probablement Louis-Alexandre Taschereau. *Histoire de la province de Québec*..., p. 76.
11. Jusqu'en 1927, un député nommé ministre doit se représenter devant ses électeurs.
12. Les premières lignes de la motion proposée le 17 janvier 1918 par le député Francoeur se lisent comme suit : « Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte confédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada ». Bien que Francoeur ait retiré sa motion après le discours du premier ministre Lomer Gouin, elle n'en a pas moins conservé une valeur symbolique. Réal Bélanger, Richard Jones et Marc Vallières, *Les grands débats parlementaires 1792-1992*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 25. Voir également à ce sujet René Castonguay, *La motion Francoeur (1917-1918)*, Université de Montréal, Mémoire de maîtrise (histoire), 1989, 131 p.
13. *L'Action catholique*, 11 décembre 1919, p. 3.
14. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 80.
15. Laurent Laplante, *L'aventure électorale au Québec : les programmes électoraux*, Québec, 1985, p. 168, cahier no 15.
16. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 78.
17. Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec. Un siècle de programmes politiques québécois.*, Montréal, Leméac, 1970, p. 199, tome 1.
18. Daniel Latouche et Diane Poliquin-Bourassa. *Le manuel de la parole. Manifestes québécois*. Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1978, p. 97, tome 2, 1900 à 1959.
19. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 84.
20. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal*, Montréal, Fides, 1974, p. 11, tome 4.
21. Daniel Latouche et Diane Poliquin-Bourassa. *Le manuel de la parole. Manifestes québécois*. Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1978, p. 97, tome 2, 1900 à 1959.
22. Laurent Laplante, *L'aventure électorale au Québec : les députés et candidats indépendants*, Québec, 1985, p. 180, cahier no 16.
23. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 165.
24. Irénée Vautrin aura 31 ans le 21 décembre 1919, soit 10 jours plus tard.
25. Au terme de son procès qui se tiendra du 13 au 21 avril 1920, Marie-Anne Houde est déclarée coupable du meurtre de la petite Aurore Gagnon, à qui elle a fait subir pendant des mois de multiples abus physiques. Condamnée à être « pendue jusqu'à ce que mort s'en suive », la seconde épouse de Téléphore Gagnon verra cependant sa peine commuée en réclusion à perpétuité après que l'on eut découvert qu'elle était enceinte. On l'envoie purger sa sentence au pénitencier de Kingston, en Ontario, où elle accouche de jumeaux quelques mois plus tard. Le martyre de la petite Aurore s'ancre d'ores et déjà dans l'imaginaire collectif des Canadiens français : le 17 janvier 1921, moins d'un an après la mort de la fillette, la pièce *La petite Aurore, l'enfant martyre* prend l'affiche au théâtre Alcazar de Montréal et sera jouée en tournée pendant trente ans. Le drame est par la suite immortalisé au cinéma en 1952, puis à nouveau en 2005. *Introduction historique des débats reconstitués*, Assemblée nationale, 2<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> Législature.
26. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 197.
27. Le gouvernement Duplessis établira un crédit agricole en 1936.
28. Lomer Gouin, Discours cité par Gonzalve Desaulniers dans *La Patrie* du 30 novembre 1922.
29. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 177.
30. Sur cette question, voir entre autres André Lavallée, *Québec contre Montréal : la querelle universitaire, 1876-1891*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974, 259 p.
31. Université de Sherbrooke, *Bilan du siècle*, <http://www.bilan.usherb.ca> Consulté le 20 août 2009.
32. L'Action française de Montréal est un mouvement constitué d'intellectuels clérico-nationalistes qui militent pour la défense de la langue française.
33. Extrait d'une conférence de l'abbé Olivier Maurault, sulpicien, présentée le 8 janvier 1920 à une réunion de L'Action française de Montréal; citée dans Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., pp. 172-173.
34. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*..., p. 143. Comme le mentionne l'auteur, les statistiques n'indiquent pas le nombre de filles pour les universités protestantes.
35. M<sup>re</sup> Louis-Adolphe Pâquet, cité dans Michèle Jean, *Québécoises du XX<sup>e</sup> siècle. Les étapes de la libération féminine au Québec 1900-1974*, Montréal, Éditions Quinze, 1977, p. 72.
36. Michèle Brassard et Jean Hamelin, « Drummond, sir George Alexander », *Dictionnaire biographique du Canada*. En ligne : <http://www.biographi.ca> Consulté le 20 août 2009.

- 
- <sup>37</sup>. Monet ne croyait sûrement pas si bien dire; en effet, la députée péquiste Louise Harel (Hochelaga-Maisonneuve) occupera le poste de présidente de l'Assemblée nationale du 12 mars 2002 au 4 juin 2003.
- <sup>38</sup>. Sur cette question, voir Gilles Gallichan, *Les Québécoises et le barreau. L'histoire d'une difficile conquête. 1914-1941*, Sillery, Septentrion, 1999, 249 p.
- <sup>39</sup>. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal...*, p. 12.
- <sup>40</sup>. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, pp. 258 et 415.
- <sup>41</sup>. Chanson thème officielle d'Expo 67, composée par Stéphane Venne. L'Exposition universelle et internationale de Montréal se tient dans l'île Sainte-Hélène située sur le fleuve Saint-Laurent, du 28 avril au 27 octobre 1967, sous le thème « Terre des Hommes ». *Encyclopédie de la musique au Canada*, <http://www.thecanadianencyclopedia.com> Consulté le 20 août 2009.
- <sup>42</sup>. Lettre de Louis-Alexandre Taschereau à M<sup>sr</sup> Rodrigue Villeneuve, 23 janvier 1935, citée dans Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, p. 29.

## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Croix, La*  
*Droit, Le*  
*Écho de Terrebonne, L'*  
*Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Messenger de Verdun, Le*  
*Minerve, La*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nationaliste, Le*  
*Pays, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de l'Est, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quotidien, Le*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sorelois, Le*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Trifluvien, Le*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Vérité, La*

## **Autres sources**

*Documents de la session*, 1919-1920, 4 volumes.

Mitchell, Walter George, *Discours sur le budget prononcé par l'honorable W. G. Mitchell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 17 décembre 1919*. [s.l.] : 1919, p.  
Publié également en anglais

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1919-1920.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législatives de la province de Québec*, 1919-1920, Québec 1920.

Québec, Prov. *Bills*, 1<sup>re</sup> session, 15<sup>e</sup> Parlement, 1919-1920.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Québec*, Vol. LIV: *Session 1919-1920*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1920, 259 p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, Session de 1919-1920, Vol. LIV, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1920, 259 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 10 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1920, xiv, 610 p.

*Rapports des comités généraux*, 1<sup>re</sup> session, 1920.



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique (1919-1920) .....	vii
Critique des sources (1919-1920) .....	xxiii
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxix
L'Exécutif en 1919-1920 .....	xxxi
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxxii
Par ordre de circonscription .....	xxxiv
Débats	
1 Séance du mercredi 10 décembre 1919.....	1-6
2 Séance du jeudi 11 décembre 1919.....	7-24
3 Séance du vendredi 12 décembre 1919.....	25-32
4 Séance du samedi 13 décembre 1919.....	33-35
5 Séance du mardi 16 décembre 1919.....	37-45
6 Séance du mercredi 17 décembre 1919.....	47-82
7 Séance du jeudi 18 décembre 1919.....	83-98
8 Séance du vendredi 19 décembre 1919.....	99-104
9 Séance du samedi 20 décembre 1919.....	105-107
10 Séance du mercredi 7 janvier 1920 .....	109-118
11 Séance du jeudi 8 janvier 1920 .....	119-131
12 Séance du vendredi 9 janvier 1920 .....	133-144
13 Séance du lundi 12 janvier 1920 .....	145-151
14 Séance du mardi 13 janvier 1920 .....	153-162
15 Séance du mercredi 14 janvier 1920 .....	163-174

16	Séance du jeudi 15 janvier 1920 .....	175-188
17	Séance du vendredi 16 janvier 1920 .....	189-197
18	Séance du mardi 20 janvier 1920 .....	199-211
19	Séance du mercredi 21 janvier 1920 .....	213-223
20	Séance du jeudi 22 janvier 1920 .....	225-236
21	Séance du vendredi 23 janvier 1920 .....	237-248
22	Séance du mardi 27 janvier 1920 .....	249-259
23	Séance du mercredi 28 janvier 1920 .....	261-270
24	Séance du jeudi 29 janvier 1920 .....	271-280
25	Séance du vendredi 30 janvier 1920 .....	281-291
26	Séance du mardi 3 février 1920.....	293-312
27	Séance du mercredi 4 février 1920.....	313-323
28	Séance du jeudi 5 février 1920.....	325-332
29	Séance du vendredi 6 février 1920.....	333-339
30	Séance du lundi 9 février 1920.....	341-349
31	Séance du mardi 10 février 1920.....	351-367
32	Séance du mercredi 11 février 1920.....	369-384
33	Séance du jeudi 12 février 1920.....	385-402
34	Séance du vendredi 13 février 1920.....	403-427
35	Séance du samedi 14 février 1920.....	429-445
Index des participants .....		447
Index des sujets .....		471
Index des bills publics et privés .....		493

**L'HONORABLE CHARLES FITZPATRICK**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1919-1920**

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier (fils), ministre des Terres et Forêts

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, procureur général

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Adolphe Tessier, ministre de la Voirie

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire de la province

L'honorable Walter George Mitchell, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

L'honorable Napoléon Séguin, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Joseph.-Napoléon Francoeur

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ACHIM, Honoré	L	Labelle
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BEAUDRY, Adrien	L	Verchères
BÉDARD, Joseph-Hercule	L	Montréal-Hochelaga
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOISSEAU, Armand	L	Saint-Hyacinthe
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CARON, Joseph	L	Hull
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILOT, Wilfrid	L	Laprairie
CONROY, Bernard-Augustin	L	Montréal-Sainte-Anne
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, George-Isidore	L	Saint-Maurice
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
DESJARLAIS, Camille-Émile	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matane
DUFOUR, Philippe	L	Charlevoix-Saguenay
DUFRESNE, Pierre-Joseph	C	Joliette
FARAND, Avila	L	Soulanges
FORGET, Adélard	L	Iberville
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAUDRAULT, Joseph-Athur	L	Chicoutimi
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOUIN, Lomer	L	Portneuf
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAY, John	L	Argenteuil
LACOMBE, Aurèle	O	Montréal-Dorion
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFRENIÈRE, Siméon	L	Berthier
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LAURENDEAU, Adélard	O	Maisonneuve
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMAY, Joseph-Henri	L	Sherbrooke
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MCDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MILES, Henry	L	Montréal-Saint-Laurent

Député	Allégeance politique	Circonscription
MITCHELL, Walter George	L	Richmond
MONET, Amédée	L	Napierville
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
OLIVER, William Robert	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PARROT, Louis-Eugène-Aduire	L	Témiscouata
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Éméry	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
RHÉAULT, Joseph-Eugène	L	Wolfe
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SÉGUIN, Napoléon	L	Montréal-Sainte-Marie
SIMARD, Télesphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STEIN, Charles-Adolphe	L	Kamouraska
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
VAUTRIN, Irénée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

Circonscription	Allégeance politique	Député
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Godbout, Arthur
BEAUHARNOIS	L	Bergevin, Achille
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafrenière, Siméon
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Oliver, William Robert
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Dufour, Philippe
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Gaudrault, Joseph-Arthur
COMPTON	L	Desjarlais, Camille-Émile
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	L	Caron, Joseph
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Forget, Adélard
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	C	Dufresne, Pierre-Joseph
KAMOURASKA	L	Stein, Charles-Adolphe
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Achim, Honoré
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Laurendeau, Adélard
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTREAL-DORION	O	Lacombe, Aurèle
MONTREAL-HOCHELAGA	L	Bédard, Joseph-Hercule
MONTREAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Conroy, Bernard-Augustin
MONTREAL-SAINTE-MARIE	L	Séguin, Napoléon

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Miles, Henry
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
NAPIERVILLE	L	Monet, Amédée
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gouin, Lomer
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Mitchell, Walter George
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Boisseau, Armand
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Delisle, George-Isidore
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Lemay, Joseph-Henri
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Parrot, Louis-Eugène-Aduire
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Tessier, Joseph-Adolphe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Beaudry, Adrien
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Rhéault, Joseph-Eugène
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier









## Séance du mercredi 10 décembre 1919

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. le Greffier:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ce mercredi, dix décembre mil neuf cent dix-neuf, dans la dixième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la quinzième législature convoquée pour ce jour, par proclamation<sup>1</sup>, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de l'Assemblée législative ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste<sup>2</sup> certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1919;

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Louis-Napoléon Patenaude, greffier adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés;

À trois heures, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

## Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, les députés, à la suite du greffier, se rendent dans la salle du Conseil législatif.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** Honorables Messieurs du Conseil législatif et Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais, quand ce choix sera fait,

Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

Élection  
de l'Orateur

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que M. Joseph-Napoléon Francoeur, député du collège électoral de Lotbinière, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

L'honorable député de Lotbinière, possède toutes les qualités requises pour remplir cette charge et présider les séances de la Chambre. Il a beaucoup d'expérience, de la délicatesse, de la modération et peut exercer ses fonctions avec toute la neutralité nécessaire. Il connaît très bien la législation publique comme la législation privée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le Greffier, sans faire opposition à la motion du premier ministre, j'attire votre attention sur un petit entrefilet de *L'Action catholique*.

Il demande si les faits qui y sont rapportés sont vrais. L'article en question, publié samedi, dit que M. le député de Lotbinière (M. Francoeur) a accepté la position de président de la Chambre qui lui a été offerte par le gouvernement, et qu'il est à s'installer dans les appartements de l'Orateur.

Il soutient que le choix de l'Orateur relève du privilège de la députation en entier, et que la nomination n'est pas une prérogative du cabinet.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je ne peux pas dire si les faits rapportés sont vrais, mais s'ils s'avéraient véridiques, le chef de l'opposition devrait vérifier un peu mieux ses sources. De toute façon, il n'y aurait rien de mal à cela et ce ne serait pas la première fois que la chose se verrait. Si le chef de l'opposition veut remonter un peu dans le passé, il verra, s'il est au courant des usages parlementaires, qu'il est souvent arrivé que l'Orateur présumé ait fait quelques préparatifs avant la session, en anticipation de l'acceptation de sa nomination par la Chambre. Le député de Lotbinière n'a pas agi autrement.

**M. le Greffier** soumet la proposition à la Chambre.

*Adopté nemine contradicente.*

(Applaudissements de la Chambre)

**M. le Greffier** déclare M. Joseph-Napoléon Francoeur dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Gouin et par l'honorable M. Taschereau.

**M. l'Orateur**, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Puis M. l'Orateur prend place au fauteuil, et la masse est posée sur le bureau.

#### **Suspension des travaux**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que cette Chambre suspende ses travaux<sup>3</sup>.

Adopté.

#### **Reprise de la séance**

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, lequel se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** M. l'Orateur, j'ai ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Et, les députés étant de retour.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle du Conseil législatif; que là j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Assemblée, réclaté tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, le greffier de la couronne en chancellerie a émis un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Bellechasse.

**Vacances dans les districts électoraux:****District électoral  
de Bellechasse**

À Monsieur le greffier  
de la couronne en chancellerie à Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que l'Orateur de l'Assemblée législative, l'honorable M. Antonin Galipeault, a accepté de la couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel et que le collège électoral de Bellechasse se trouve actuellement sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 112 des statuts refondus de 1909, d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Bellechasse.

Donné à Québec, ce 25 août 1919.

Lomer Gouin,  
député du collège électoral de Portneuf

Honoré Mercier,  
député du collège électoral de Châteauguay

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, son prédécesseur a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux d'Arthabaska et de Terrebonne.

**Vacances dans les districts électoraux:****Districts électoraux  
d'Arthabaska et de Terrebonne**

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de la province de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que les honorables MM. Joseph-Édouard Perrault et Louis-Athanase David ont accepté de la couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel et qu'en conséquence les collèges électoraux d'Arthabaska et de Terrebonne se trouvent actuellement sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

Donné à Québec, ce 25 août 1919.

Lomer Gouin,  
député du collège électoral de Portneuf

Honoré Mercier,  
député du collège électoral de Châteauguay

**Certificats d'élection:**

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

**District électoral  
de Bellechasse**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 10 décembre 1919

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq août mil neuf cent dix-neuf et adressé à M. J.-O. Saint-Pierre, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Saint-Raphaël, l'honorable M. Antonin Galipeault, avocat à Québec, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Bellechasse à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Antonin Galipeault, qui a accepté de la couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
d'Arthabaska**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 10 décembre 1919

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq août mil neuf cent dix-neuf et adressé à M. J.-E. Girouard, shérif et officier-rapporteur, résidant à Arthabaska, l'honorable M. Joseph-Édouard Perrault, avocat à Arthabaska, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral d'Arthabaska à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Joseph-Édouard Perrault, qui a accepté de la couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Terrebonne**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 10 décembre 1919

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de la province de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq août mil neuf cent dix-neuf et adressé à M. J.-A. Théberge, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Saint-Jérôme, l'honorable M. Louis-Athanase David, avocat de Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Terrebonne à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Louis-Athanase David, qui a accepté de la couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**Prestation  
des serments d'office**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande de la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours du trône**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous voir réunis pour commencer vos travaux parlementaires et je vous souhaite la plus cordiale bienvenue.

Après quatre années d'une guerre épouvantable, une paix bienfaisante règne de nouveau sur le monde, et je vous invite à remercier la Providence d'avoir bien voulu mettre fin aux hostilités par la victoire des alliés.

Pendant le cours de la vacance, Son Altesse Royale le prince de Galles a fait à notre pays l'honneur de le visiter. Nulle part au Canada il ne fut reçu avec plus d'enthousiasme que dans la province de Québec. Notre population éprouva un très vif plaisir à acclamer ce prince sympathique et à lui donner le témoignage de notre fidélité au souverain et de notre attachement à la couronne.

La province de Québec se réjouit de constater que les jugements et les opinions se modifient à son égard. Les esprits impartiaux et justes admettent que notre province est une force économique et morale pour le dominion, par la constance de ses progrès dans tous les domaines et par les belles qualités de sa population respectueuse de la paix, de la tradition, du bon ordre et de la propriété.

Grâce aux louables initiatives du gouvernement et aux intelligents efforts des cultivateurs, l'agriculture continue à prospérer. Plus les procédés de culture se modernisent et plus la production se fait abondante. Ainsi, les statistiques démontrent que la dernière saison fut particulièrement fructueuse et que nos campagnes sont plus florissantes que jamais.

Je vous signale avec plaisir l'amélioration sensible des produits laitiers ainsi que la faveur dont ils jouissent sur les marchés étrangers. Je vous signale également les progrès de la coopération agricole et les bons résultats qu'elle a produits.

Il n'y a pas de meilleur moyen de servir les intérêts de la province que d'encourager l'agriculture et de favoriser la colonisation. Les deux questions sont intimement liées, et mon gouvernement ne saurait les séparer l'une de l'autre. C'est en vue d'agrandir le champ de notre expansion agricole qu'il se propose de dépenser une somme de cinq millions pour faciliter le peuplement de terres neuves. On vous demandera d'adopter une loi à cet effet.

Un chemin de fer, dans la région du Témiscamingue, est devenu une nécessité et le gouvernement est en négociations pour en assurer la construction.

Les travaux de voirie ont été poussés avec activité au cours de cette dernière belle saison et c'est l'intention de mon gouvernement de mettre énergiquement à exécution le programme qu'il s'est tracé à ce sujet.

Dès le printemps prochain, on commencera la construction d'un pont sur la rivière Batiscan en vue de compléter le réseau de la route Québec-Montréal.

Vous serez appelés à étudier un projet de loi destiné à faciliter l'application des lois favorisant le développement des routes régionales.

Il est devenu nécessaire de refondre la loi concernant la Commission des utilités publiques afin de donner des pouvoirs plus étendus à la Commission.

Les progrès de l'instruction publique sont constants et il est satisfaisant de constater l'intérêt de plus en plus considérable que toutes les classes de la société attachent à cette question.

L'École technique de Trois-Rivières est maintenant terminée et les élèves pourront en fréquenter les cours dès le mois de septembre prochain. La construction des écoles techniques de Hull, Sainte-Hyacinthe et de Sherbrooke sera commencée sous peu.

Aux récents congrès d'Ottawa et de Washington, la législation ouvrière de la province fut l'objet d'une attention sympathique. Vous pouvez être assurés que mon gouvernement s'efforcera comme par le passé à la rendre aussi parfaite que possible.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous apprendrez sans doute avec plaisir que l'exercice financier terminé le 30 juin s'est soldé par un excédent de recettes. Le budget des dépenses pour l'année à venir vous sera soumis, ainsi que les *Comptes publics* pour l'année écoulée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Plusieurs projets de loi vous seront soumis et l'on vous demandera, plus particulièrement, d'adopter une loi relative aux compagnies à fonds social. J'ai la certitude que vous apporterez à l'étude de ces questions tout le dévouement et toute l'attention nécessaires.

En terminant, je fais des vœux pour votre bonheur et celui de la province et je demande instamment à la divine Providence de vouloir bien bénir vos travaux.

#### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

### **Composition d'un comité spécial**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'un comité spécial de 11 membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau et Mitchell, MM. Beaudry, Bullock, Gault, Godbout, Pilon, Smart, Sauvé et Stein forment ledit comité spécial.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que son collègue de Westmount (M. Smart) n'arrivera d'Europe que très tard. Il demande que le député de Laval (M. Renaud) le remplace.

Adopté

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à trois heures et demie demain<sup>4</sup>.

Adopté.

La séance est levée.

---

### **NOTES**

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page IX des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session de 1919-1920.

2. La liste des députés élus est reproduite aux pages X et XI des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session de 1919-1920.

3. Voici ce que déclare la *Gazette*: La Chambre suspend ses travaux le temps que l'honorable M. Francoeur revête sa belle toge neuve.

4. Selon *L'Événement*, une panne de courant électrique s'est produite vers la fin de la séance.



Séance du jeudi 11 décembre 1919

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de Robert Brodie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant certaines terres en culture en la cité de Montréal (M. Ashby);
- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de Charles-Alfred Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession John Pratt (M. Beaudry);
- de A. R. Ranger ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Joseph Gareau (M. Beaudry);
- de Léon Gélinas ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Louis-Raymond Plessis-Bélair (M. Beaudry);
- de Michael James McLaughlin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title Bond and Trust Corporation of Canada" (M. Beaudry);
- de la Société de construction de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Beaudry);
- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- d'Abraham Finklestein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" (M. Bercovitch);
- de Samuel Duskes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" (M. Bercovitch);
- de Wilfrid Viau, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Charles-Théodore Viau (M. Bercovitch);
- de Philéas Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Le Soleil limitée (M. Cannon);

- de Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Cannon);

- de Robert Lindsay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Stanley Bagg et la Stanley Bagg Corporation (M. Gault);

- de The Crown Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);

- de Daniel Prescott Mowry, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession, après examen (M. Gault);

- de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Hay);

- de Hugh Walsh et autres, demandant l'adoption d'une loi leur donnant certains pouvoirs relativement au cimetière protestant du village de St. Andrews (M. Hay);

- de l'Union nationale française et de refuge, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemieux);

- de la compagnie d'assurances La Prévoyance (The Provident), demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Laferté);

- de Charles Montmigny, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Laferté);

- de Joseph-C. Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie de chemin de fer Québec et Chibougamau (M. Laferté);

- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Laferté);

- de M. Percy Flynn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à l'exercice de la profession d'avocat (M. Tessier, Rimouski).

**Rapports du comité spécial:**

**Composition  
des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de

chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, pour faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Caron, Tessier, MM. Boisseau, Bullock, Gault, Godbout, Leclerc, Lemay, Létourneau, Madden, Paquet, Péloquin, Pilon, Stein.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Caron, David, Galipeault, Mercier fils, Mitchell, Perrault, Séguin, Taschereau, Tessier; MM. Achim, Ashby, Beaudry, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Boisseau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Cédilot, Conroy, Daniel, Delisle, Dufour (Charlevoix), Dufresne, Gault, Farand, Godbout, Hay, Lacombe, Laferté, Laurendeau, Lemieux, Lemay, Létourneau, Madden, Monet, Miles, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet, Parrot, Péloquin, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Renaud, Rheault, Saurette, Sauvé, Smart, Tessier (Rimouski), Thériault, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. David, Galipeault, Mercier fils, Mitchell, Séguin, Taschereau, Tessier; MM. Achim, Ashby, Bédard, Bercovitch, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Daniel, Desjarlais, Dufour (Matane), Dufresne, Farand, Forget, Gault, Gaudrault, Grégoire, Hay, Lafrenière, Lapierre, Lemieux, Létourneau, MacDonald, Miles, Moreau, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Phaneuf, Philips, Pilon, Poulin, Reed, Roy, Sauvé, Savoie, Simard, Smart, Stein, Tessier (Rimouski), Tourville.

Comité permanent des comptes publics: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Caron, David, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Achim, Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Boisseau, Bullock, Daniel, Delisle, Dufresne, Gault, Godbout, Lapierre, Lemieux, Madden, Miles, MacDonald, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Philips, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. David, Galipeault, Mercier fils, Mitchell, Perrault, Taschereau, Tessier; MM. Achim, Ashby, Beaudry,

Bercovitch, Boisseau, Bugeaud, Cannon, Daniel, Gault, Godbout, Laferté, Leclerc, Lemay, Monet, Stein, Tessier (Rimouski), Thériault.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Caron, Mitchell, Séguin; MM. Bordeleau, Bullock, Caron (Hull), Cédilot, Daniel, Delisle, Desjarlais, Dufour (Charlevoix), Dufour (Matane), Dufresne, Farand, Forget, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hay, Laferté, Lafrenière, Laurendeau, Lemieux, Madden, Miles, Monet, Moreau, Oliver, Ouellette (Yamaska), Ouellet (Dorchester), Péloquin, Phaneuf, Pilon, Robert, Renaud, Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski), Tourville.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Mitchell; MM. Achim, Beaudry, Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Caron (Hull), Conroy, Delisle, Dufresne, Gault, Lacombe, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Létourneau, MacDonald, Miles, Ouellette (Yamaska), Ouellet (Dorchester), Paquet (Saint-Sauveur) Paquet (Montmagny), Philips, Reed, Rheault, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Simard, Smart.

Comité permanent des privilèges et élections: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. David, Mercier fils, Mitchell, Perrault, Tessier; MM. Bugeaud, Beaudry, Cannon, Renaud, Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Caron, David, Mitchell, Perrault, Taschereau, Tessier; MM. Ashby, Bullock, Caron (Hull), Cannon, Daniel, Dufresne, Godbout, Moreau, Oliver, Ouellet (Dorchester), Robert, Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski).

Adopté.

#### Dépôt de documents:

#### Rapport de l'élection générale de 1919 et des élections partielles de 1916 à 1919

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur la quinzième élection générale (1919) et sur les élections partielles tenues pendant la législature précédente (1916-1919). (Document de la session no 28)

**Rapport du  
ministre de l'Agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, (1918-1919). (Document de la session no 3)

**Rapport du  
ministre de la Colonisation,  
des Mines et des Pêcheries**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport annuel du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1919. (Document de la session no 7) (Applaudissements)

**État des  
cautionnements**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec à compter du 22 janvier 1919 au 9 décembre 1919 inclusivement, tel que requis par l'article 637 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 15)

**Rapport du  
ministre de la Voirie**

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Voirie de la province de Québec, pour l'année 1919. (Document de la session no 21)

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Madden), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de

bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Je suis heureux, dit-il, d'être un modeste représentant de la province de Québec dans cette Chambre, et je remercie les électeurs du comté que je représente de m'avoir procuré ce grand honneur.

Il (M. Vautrin) complimente l'Orateur (M. Francoeur) pour son élection.

Il me sera sans doute permis de rappeler sans vaine jactance, dit-il, que la belle division Saint-Jacques de Montréal fut représentée ici dans le passé par des hommes illustres d'une remarquable valeur, et je dois un témoignage d'estime spéciale à mon distingué prédécesseur, l'honorable Clément Robillard, que le gouvernement, à juste titre, a nommé conseiller législatif.

Nul n'ignore les sacrifices qu'il s'est si généreusement imposés. Depuis des années et des années, il fut un véritable champion de l'idée libérale. Il est, dans toute l'acception du terme, un dévoué à tout ce qui intéresse l'esprit national, je dirai plus, il fut le protecteur et l'ami de ceux qui, en des jours malheureux, s'adressèrent à la bonté de son cœur et à sa générosité proverbiale.

Inutile de vous exprimer jusqu'à quel point je suis sensible à l'honneur qui m'échoit d'avoir à proposer, à l'ouverture de ce Parlement, l'adresse en réponse au discours du trône.

Le devoir qui m'incombe en ce moment m'est d'autant plus facile que la conduite du gouvernement n'a été que la mise à exécution d'un programme sagement élaboré ayant pour but le développement de notre province et sa prospérité au point de vue d'un patriotisme sincère et éclairé.

Il y aura bientôt 15 ans que l'administration actuelle a pris charge de nos destinées et il n'est certainement pas hors de propos de jeter un rapide coup d'œil sur la route parcourue. Le passé nous permettra de juger des garanties et des espérances que comporte l'avenir.

Ce serait prendre sans raison le temps de la Chambre que de discuter au long le mérite de notre situation financière. Nul n'ignore que notre bilan, après avoir été pris pratiquement au fond de l'abîme en 1897, commande aujourd'hui le haut du pavé. Il n'est pas une province de notre Confédération dont les valeurs puissent commander un chiffre de rendement aussi élevé que celles de la province de Québec, à l'heure actuelle.

Les États-Unis, pratiquement le seul pays en état d'aider financièrement les nations en plein

développement, et c'est notre cas, nous ont ouvert généreusement et à des conditions avantageuses les écluses de leur inépuisable fortune. Et rien ne nous permet de supposer que leurs bonnes dispositions à notre endroit cesseront de se manifester lorsque demande leur en sera faite.

Il restera à l'honneur du gouvernement actuel d'avoir traversé la plus grande crise financière dont le monde civilisé ait gardé souvenance, d'en avoir largement supporté le fardeau et de pouvoir présenter en fin de compte un état d'affaires dont tout le monde en cette province a le droit de se proclamer fier et orgueilleux.

Mais il y a plus, notre province, pendant cette même période, a poursuivi son développement normal; il n'est pas un seul travail d'urgence qui n'ait trouvé l'appui requis pour le conduire à bonne fin.

Nous avons vu par contre les autres provinces et le pouvoir fédéral forcés de s'imposer des retranchements presque absolus dans l'exécution du programme qu'ils s'étaient tracé.

Ce que je dis n'a nullement pour but de jeter du discrédit sur l'administration des autres provinces, mais a uniquement pour but de revendiquer les mérites de l'administration que j'ai le privilège et l'honneur de supporter dans cette Chambre.

Tout le monde admet aujourd'hui que la politique des bons chemins inaugurée par le gouvernement actuel, il y a quelques années, produit des résultats qui dépassent les espérances même de ceux qui ont inauguré cette politique, résultats qui ont réduit au silence les critiques les plus revêches et les plus acerbes.

Et, nul doute, la promesse faite par le gouvernement de continuer d'une manière encore plus intense cette politique des bons chemins recevra l'approbation non seulement de la Chambre, mais de la population tout entière de cette province.

Nous ne saurions trouver de meilleures justifications de cette politique que le fait de voir les autres provinces emboîter le pas et y consacrer leurs meilleures énergies et les millions de dollars dont elles peuvent disposer. Je n'insisterai pas sur cette question qui, à deux reprises pour le moins, a reçu la sanction et l'approbation populaire.

S'ensuit-il que chez nous tout soit parfait comme dans le meilleur des mondes? Mal venu sera probablement celui qui oserait s'en permettre l'affirmation.

Dans cette province, grande comme un monde et où se trouve une population trop limitée par le nombre, il y a toujours place pour d'innombrables améliorations.

N'oublions pas que, jusqu'à 1907, nous avions un territoire immense. Grâce à l'initiative, à la ténacité et à l'indomptable énergie du premier ministre,

ce même territoire est aujourd'hui plus que doublé. Les ressources à la disposition du gouvernement ne lui permettent certainement pas de faire face à toutes les exigences d'une situation aussi complexe.

Si nous tenons compte de notre histoire, non seulement dans cette province, mais dans toutes les provinces de la Confédération, nous en venons forcément à la conclusion que notre race doit le prestige et la puissance dont elle peut disposer au fait d'être restée fidèle à ses traditions, à ses convictions et à cet accroissement constant dont elle s'est toujours fait un titre de gloire et d'honneur. Et nous devons, sous ce rapport, à notre clergé, dont les exhortations furent toujours à la hauteur de la situation aux époques les plus difficiles, et à la femme canadienne-française, qui peuple avec patriotisme le Canada français, qui a assumé avec orgueil ses obligations et ses devoirs, d'être devenue une race forte et fière.

Sans récriminer contre un passé heureusement déjà éloigné, si la population de cette province eut toujours reçu l'encouragement et l'appui sur lesquels elle était en droit de compter, nous n'aurions pas aujourd'hui à regretter que des millions d'enfants de la province de Québec soient partis à l'étranger et soient devenus irrévocablement citoyens d'une république où ils jouissent, il est vrai, de la plus grande liberté, mais qui, somme toute, ne sera toujours pour eux qu'une patrie d'adoption. Enfin, c'est le côté triste de notre histoire. Inutile d'insister plus longuement.

Qu'il me soit seulement permis d'ajouter que la province de Québec étant le pivot de la Confédération, si la population était le double de ce qu'elle est aujourd'hui, son influence comme unité serait aussi double, et l'influence des autres provinces diminuée d'autant.

Voilà un fait qui devrait toujours être présent à notre mémoire, et notre attention de tous les jours devrait se concentrer sur ce fait capital que tout enfant qui s'expatrie ou s'en va dans une autre partie du pays est une part qui nous est enlevée de l'actif le plus précieux dont nous pouvons disposer.

La Providence a comblé la province de Québec; elle nous a donné des mères canadiennes qui peuplent avec patriotisme le Canada français; elle nous a aussi donné un bon gouvernement qui a rendu notre province si prospère et si attrayante que nous ne déplorons plus l'émigration des nôtres vers les États-Unis.

Il suffit, je le sais, de jeter un rapide coup d'œil sur nos statistiques pour se bien convaincre que, depuis 15 ans, nous avons marché à pas de géant dans la bonne direction au point de vue de l'accroissement de notre population.

En 1905, notre population était de 1,715,000; elle est aujourd'hui, je cite de mémoire, d'environ

2,400,000. Ces chiffres, certes, sont non seulement encourageants, mais dénotent chez les gouvernants de cette province la mise en pratique d'une politique qui promet les plus beaux résultats.

Il est aussi consolant de constater dans les statistiques des pays civilisés que, à l'exception de la Roumanie, la province de Québec détient le record au point de vue de la natalité.

On me permettra peut-être de faire observer que le taux de la mortalité ici, surtout chez les enfants, n'est pas réduit autant qu'il devrait l'être.

Des experts en cette matière seraient plus en état que moi d'en aborder l'étude. Je tiens comme juste l'affirmation que, dans nos grands centres, l'hygiène laisse beaucoup à désirer et que, pour Montréal et Québec, cette question aurait besoin d'être envisagée d'une façon plus sérieuse, notamment au point de vue de la qualité du lait.

Il est vrai que les tribunaux ayant imposé de fortes amendes, la situation s'est tout récemment sensiblement améliorée. Mais l'on est encore exceptionnellement indulgent pour les délinquants de cette dernière catégorie.

Je crois que notre population verrait avec satisfaction une législation donnant aux tribunaux des pouvoirs plus discrétionnaires et plus étendus.

J'ai peine d'avoir à traiter cette question, mais elle est pour moi d'un intérêt primordial puisque, pour les uns, il s'agit simplement d'une question de sous et, pour l'enfant sans défense, il y va bien souvent de sa vie. Et la vie de nos enfants est, je l'ai dit il y a un instant, notre actif le plus précieux, actif dont nous n'avons pas le droit de disposer pour des complaisances que rien ne saurait justifier.

La colonisation sera mise en vive lumière, et de grosses sommes, les plus considérables qui de longtemps n'aient été consacrées à cette œuvre essentielle de notre politique provinciale, seront dépensées pour le bien des colons et le progrès de la province. Bien que la maîtrise d'œuvre se fasse rare et chère, l'agriculture jouit en ce moment d'une prospérité inouïe, et c'est le devoir de ce gouvernement de lui ouvrir de nouvelles régions où elle puisse s'étendre et se développer. Les centres de colonisation, le Lac-Saint-Jean, la région Labelle, le Témiscamingue, ont déjà un surplus de population qui gagne de proche en proche les terres voisines, riches et fertiles.

Un vaste pays ouvert par la construction du Grand Tronc Pacifique offre aujourd'hui des perspectives immenses. L'exploration et les arpentages ont fait connaître la nature et la richesse agricole de ce sol vierge, et tout un damier de cantons aux noms historiques bien français se dessine sur les cartes

nouvelles, teintées déjà de jeunes centres de colonisation agricole. Ce nouveau Québec, révélé par le génie de constructeur du grand homme d'État qu'était Sir Wilfrid Laurier, offre une réserve superbe aux qualités patientes et colonisatrices de notre race. Assurément, rien n'est plus digne d'éveiller le patriotisme des députés du peuple que cette question agraire. L'avenir même de la race en dépend et tout homme d'État capable de faire progresser cette œuvre nationale, ne fût-ce que d'un pas, mériterait la reconnaissance éternelle de son pays.

La colonisation, M. l'Orateur, a presque toujours été synonyme de civilisation. Nos ancêtres, dans ce pays, l'ont maintes fois prouvé dans leur œuvre de conquête pacifique ou violente mais toujours raisonnée. Trappeurs et missionnaires ont battu, côte à côte, les sentiers de la forêt en s'inspirant de patriotisme et de foi. Ensemble, ils ont fait œuvre vive et durable, et le grain de sénévé a grandi et s'est multiplié autant dans la force physique que dans la grandeur morale.

Nous voulons à cette session de la législature donner plus d'envergure à cette œuvre nationale. J'en suis. Nous en sommes tous. Les obstacles du passé ont été aplanis et aujourd'hui la forêt ne demande qu'à s'incliner sous la hache du bûcheron, afin que le rayonnement du soleil bienfaisant réveille la fécondité et l'ardeur des sèves inépuisables.

Je vois déjà se former et poindre à l'horizon l'avant-garde de cette phalange pacifique que vous allez organiser. Et, au nord comme au sud, de l'est à l'ouest, l'œil découvre cette succession de vallées profondes et fertiles, de coteaux majestueux que couronneront bientôt des hauts clochers d'églises, perçant la nue, autour desquels s'élèveront de coquets villages dans la campagne ensoleillée. Je vois la jolie maisonnette du colon hardi et robuste. Elle est à l'orée du bois où le bruit de la source d'eau vive s'harmonise avec la mélodieuse chanson des enfants. Le parfum des sapins à quelque chose de capiteux et d'enivrant, l'air est pur et vivifiant. Sûrement la race qui grandira là gardera toute sa virilité.

Que notre œuvre colonisatrice soit industrielle et noble, qu'elle fasse épanouir peuple et vertus, qu'elle serve à perpétuer l'amour du foyer et le calme serein des consciences, afin que les résultats que nous en attendons répondent à l'effort ambitieux et légitime dont notre gouvernement va prendre l'initiative et la direction.

On a tout dit sur les services nombreux rendus par ce ministère à l'instruction publique. Ils se sont étendus, sous diverses formes, à toutes les branches de notre organisation scolaire: fondations

d'écoles normales, subventions à l'enseignement universitaire et secondaire, aide généreuse aux municipalités pauvres, relèvement des salaires, encouragements aux écrivains scolaires ou autres.

Je ne veux m'attarder un peu que sur un sujet qui aujourd'hui est d'une importance croissante pour notre province, je veux dire l'enseignement technique.

Le gouvernement actuel a fait énormément pour l'instruction en général, mais il fait beaucoup pour la spécialisation et pour la formation des compétences dans le monde des travailleurs.

Nous ne pouvons oublier que la présente administration fut sévèrement critiquée pour avoir osé entreprendre, sur une grande échelle, l'éducation technique dans nos principaux centres industriels.

Nous ne pouvons non plus le nier; jusqu'à ces dernières années, il y avait là une lacune dont la jeunesse de notre pays souffrait profondément. Il était presque humiliant d'avoir chaque jour à requérir de pays étrangers les hommes dont nous avions besoin pour la direction et la gérance de nos principales industries. C'était un aveu d'infériorité qui pesait lourdement sur les épaules de nos ouvriers.

Le gouvernement s'est énergiquement mis à l'œuvre et nous a dotés d'écoles techniques et d'écoles des hautes études commerciales qui sont aujourd'hui notre orgueil et une source de contentement pour la classe des travailleurs en particulier.

On m'objectera peut-être que le nombre des élèves admis à ces institutions est encore relativement limité. Rappelons-nous qu'il y avait à faire une grande leçon d'éducation populaire, mais les progrès déjà réalisés justifient amplement les dépenses encourues et donnent en outre à ceux qui, dans le passé, n'ont été que de simples manœuvres le droit d'être assurés qu'à l'avenir le talent de leurs enfants, pauvres ou riches, sera en droit de compter sur une équitable rémunération pour leur travail.

Et, s'il est entre bien des choses un fait dont le gouvernement puisse être orgueilleux, c'est d'avoir eu le courage de prendre l'initiative d'une politique qui jusqu'ici semblait ne pas avoir pris pied dans notre province et même dans tout notre pays.

Et cette politique est d'avoir accepté de lourdes responsabilités en construisant des écoles scientifiques où une partie considérable de notre population peut puiser à large compte l'instruction spéciale dont elle avait absolument besoin.

M. l'Orateur, il ne faut pas oublier que la plupart des enfants dans nos villes ne connaîtront pas d'autre école que l'école primaire. Et le travail

d'aujourd'hui et de demain, c'est de prendre tous les moyens à notre disposition pour les diriger vers ces écoles spéciales. C'est là le devoir de nos hommes publics, de nos éducateurs et de notre population en général.

Je crois sincèrement que l'on doit rédiger notre programme d'enseignement de telle sorte qu'un lien solide unisse l'école primaire à l'école technique. Que l'on prépare, et de suite, nos jeunes élèves pour le cours industriel et technique comme on les prépare pour le cours commercial, pour le cours classique et pour les affaires de banques.

L'enseignement primaire a, entre autres buts, celui de faire acquérir des connaissances et des pratiques techniques utiles à tous et indispensables aux carrières industrielles, aux métiers et aux travaux manuels. Si l'on se désintéresse de cette question à l'école primaire, il y a grande chance qu'un long temps s'écoule avant que ces compétences soient réellement nombreuses ou qu'elles puissent nous être utiles. Pour un grand nombre de nos enfants, qui n'auront pas la chance de poursuivre leurs études classiques ou commerciales, la fréquentation de l'école technique sera leur seule ressource d'un peu de succès, de satisfaction et de bonheur dans leur longue vie de travail.

Nous avons plusieurs catégories d'élèves dans nos petites écoles et notre enseignement doit les considérer et montrer à chacun d'eux ce qu'il doit savoir pour qu'il puisse gagner sa vie honorablement, sans être inférieur. Nous sommes peut-être au moment où toutes nos intelligences ne se dirigeront pas vers les professions dites libérales. Plusieurs de ces intelligences sont nécessairement façonnées pour les carrières utilitaires, mais elles ne le savent pas, elles ne connaissent pas leurs aptitudes, leurs goûts particuliers et la science appliquée, nos industries diverses ou nos carrières spéciales les perdent au grand détriment de notre race, de notre province et du bien-être de notre société.

Combien d'ouvriers débrouillards qui peinent depuis longtemps pourraient diriger à leur tour telle ou telle entreprise s'ils pouvaient comprendre ce langage technique si mystérieux pour eux. Ils sont condamnés à piétiner sur place tandis que les autres, plus chanceux, moins méritoires, moins braves citoyens qu'eux, marchent à pas de géants vers les affaires heureuses et parfois vers la fortune.

Inutile de le taire. Les écoles techniques et spéciales seront suffisamment fréquentées maintenant, dès que l'enseignement de l'école primaire sera une véritable préparation pour ces écoles techniques et spéciales et quand nos talents, pauvres ou riches, seront poussés vers ces institutions.

Le temps est à l'action: agissons dans le domaine technique si nous voulons réellement figurer avec avantage dans ce pays; agissons en technique comme en autre chose si nous voulons contribuer à développer nos immenses ressources, si nous voulons profiter des richesses incalculables que renferme notre sol; agissons surtout en technique si nous voulons suivre le grand mouvement industriel qui envahit le monde entier et qui est la conséquence naturelle de cette lutte terrible, maintenant terminée, lutte qui a coûté tant de sang généreux et tant de sacrifices à toutes les nations de la terre.

Permettez-moi maintenant, M. l'Orateur, d'aborder un sujet qui me tient particulièrement à cœur.

Je veux parler du développement plus intense de nos industries nationales. Il va de soi qu'après la période désastreuse que nous venons de traverser les plus légitimes aspirations des peuples, petits et grands, doivent temporairement être restreintes dans les limites de la plus stricte prudence.

Mais enfin, nous sommes en droit de supposer que, dans un avenir assez prochain, un nouvel essor sera donné aux industries mondiales, notamment chez les peuples qui n'ont pas souffert la destruction de leurs usines et qui, malgré les énormes sacrifices qu'ils se sont imposés, n'ont pas connu la dévastation dont tout spécialement la France et la Belgique ont été les malheureuses victimes.

Aucun de nous ne peut avoir mis en oubli l'acte vraiment patriotique par lequel l'administration actuelle régla, par une législation prudente mais énergique, la disposition du bois coupé sur les terres de la couronne dans cette province. Et tout homme de bonne foi est forcé d'admettre que le résultat obtenu dépasse les plus hautes espérances.

Je ne crois pas dépasser les bornes de la plus stricte vérité en affirmant ici que, si les capitaux américains sont venus dépenser des millions et des millions pour le développement de l'industrie du papier, il faut en donner crédit absolu au premier ministre actuel et à ses collègues.

Nous savons tous que, jusqu'à ces dernières années, notre bois s'en allait alimenter les grandes industries américaines pour nous revenir en produits manufacturés.

La conséquence inévitable était un bénéfice net pour nos voisins et le chômage de nos propres ouvriers.

Grâce à la sage politique du premier ministre et de ses collègues, cette anomalie est heureusement en partie disparue, et notre population ouvrière reçoit la juste part de protection et de revenus qui lui

revient de droit des merveilleux progrès qu'on a assurés à cette industrie.

Dans une province aussi vaste que la nôtre, disposant de richesses minières et autres de toutes sortes, il semble que, les circonstances le permettant, nous devrions être en mesure de créer d'autres centres industriels d'une importance considérable.

Le gouvernement y retrouverait son profit et la classe ouvrière qui, à cette époque, traverse une crise mondiale, un moyen d'améliorer sa situation et de rétablir par de justes rémunérations cet équilibre si profondément désirable entre le capital et le travail.

Il y a 50 ans, le dollar américain était déprécié de près de moitié sur le marché financier. Des hommes de courage et d'action se mirent énergiquement à l'œuvre; ils avaient à cœur le relèvement du crédit national et l'ambition de former chez eux une nouvelle et grande nation.

Nous connaissons le résultat: leurs industries étaient dans le marasme, non seulement ils les relevèrent, mais, par un généreux concours de toutes les bonnes volontés, ils en firent naître sur tous les coins du pays.

La conséquence en est qu'aujourd'hui le peuple américain peut se vanter à juste titre d'être le financier du monde entier et d'être, au point de vue de bien des industries, le fournisseur de l'univers.

Sans retenir la Chambre trop longtemps par des statistiques, que tous d'ailleurs connaissent mieux que moi, force nous est d'admettre, par exemple, que, depuis quelques années, spécialement le développement de nos mines a pris un accroissement intense.

On objectera peut-être que, sous ce rapport, la province voisine l'emporte de beaucoup sur nous.

L'Ontario nous a devancés au point de vue industriel, mais la raison en est que la province voisine a eu jusqu'ici certains avantages sur lesquels il ne nous était pas permis de compter.

Que le capital étranger ait été plus facilement disponible pour la province sœur, nous devions nous y attendre. Des considérations d'ordre ethnique suffiraient à expliquer la chose, car nos compatriotes et amis d'origine anglaise ont cristallisé dans une phrase lapidaire la théorie que j'invoque en nous affirmant, comme ils le font quand l'occasion s'en présente: "Blood is thicker than water."

Revenant à ce que je disais il y a un instant de la régénération et de la résurrection des industries américaines, me sera-t-il permis d'émettre l'idée que, notamment dans la province de Québec, la situation financière à l'époque actuelle est de beaucoup supérieure à ce qu'était cette même situation aux Etats-Unis, il y

a un demi-siècle, et qu'il serait d'une sage politique pour le gouvernement et pour le pays de continuer le système adopté par le ministère actuel, il y a quelques années, pour la conservation de notre bois.

Prenons un seul exemple comme type. Il est universellement admis, je crois, que 80 % de l'amianté produit dans le monde entier vient de la province de Québec; nous pouvons en conséquence affirmer, sans hésitation, que nous avons le contrôle de ce produit sur les marchés du monde entier.

Mon inexpérience politique me fera trouver grâce, je l'espère, aux yeux de cette Chambre, si mon opinion n'est pas absolument conforme aux faits.

Je présume que les difficultés des dernières années ont rendu très difficile une loi prohibant l'exportation de certains produits, sous les conditions ordinaires, mais, si nous tenons maintenant compte du fait qu'en 1905 notre exportation d'amianté a été de \$1,500,000 et qu'en 1917 cette même exportation représentait un chiffre de \$7,200,000, nous en venons forcément à la conclusion que cette industrie prend des proportions gigantesques, et il n'est pas trop osé de dire que, dans un avenir assez prochain, l'amianté aura pris dans notre pays une valeur exceptionnelle.

En 1905, 1,650 ouvriers trouvaient de l'emploi dans ces mines; en 1917, le nombre des ouvriers employés, pratiquement doublé, était de 3,154.

Il est logique, il me semble, de supposer que les résultats obtenus pour nos bois depuis que la loi du gouvernement est en force devraient se répéter jusqu'à un certain point avantageusement pour l'amianté et pour une foule d'autres produits dont nous pouvons disposer, lorsque l'équilibre sera rétabli. Mais nous pouvons être fiers de nos industries.

M. l'Orateur, le gouvernement a le droit de distribuer comme il l'entendra les revenus de la province. Je n'ai certes aucune autorité, mais je crois que l'opinion publique sera de mon avis si je demande à ce même gouvernement, qui heureusement a l'absolue confiance du peuple et qui a un chef idéal pour une telle entreprise, de réunir, dans la mesure du possible, en des capitaux puissants l'épargne canadienne-française, qui en fin de compte n'est pas autre chose que l'épargne du bas de laine français, et de les appliquer le plus rapidement possible au développement de nos industries nationales.

Il ne s'agit pas pour nous, en aucune façon, de lutter contre la prépondérance d'aucun capital quel qu'il soit, mais il s'agit plutôt de faire comprendre à nos propres compatriotes que le placement d'un

dollar dans de solides sécurités canadiennes-françaises contribue largement au bien-être et au développement de notre province.

L'épargne, chez nous, demande la sécurité et non les gros profits. Pour faire sortir les économies de milliers de petites bourses, il faut des placements de tout repos.

Le gouvernement seul peut entreprendre avec quelque chance de succès une telle transformation, je dirai, si nécessaire et si vivement désirée pour un avenir prochain par notre population.

Que fait Lloyd George pour décider le paysan anglais à cultiver la terre? Il l'assure pendant plusieurs années contre tout risque en lui garantissant un certain prix pour son blé.

L'on nous a dotés de la loi merveilleuse des bons chemins en 1912 et, sept années après, malgré la guerre, notre province est sillonnée en tous sens et littéralement couverte de boulevards de prospérité.

Une semblable loi, appelée loi d'encouragement aux industries nationales, devrait, pour être pratique, entrer au plus tôt dans nos statuts et fonctionner sous l'habile direction de nos chefs provinciaux actuels.

Je dirai plus, je dirai toute ma pensée, car le gouvernement nous a habitués à toujours désirer beau et grand, un ministère de l'industrie et du commerce devrait être créé aussitôt que l'occasion serait jugée bonne par ceux qui, dans le passé, ont tant fait pour maintenir notre réputation sur ce sol canadien. Et cela pour mettre de l'ordre et de la discipline dans notre monde industriel, car: "Sans ordre et sans discipline, pas de travail; sans travail, pas de production; sans production, pas de population; sans population, pas d'avenir, ni pour la race, ni pour les idées que celle-ci représente: Telles sont les conditions que la vie moderne impose aux peuples. Il faut s'y plier ou renoncer à être une grande nation."

Je crois devoir répéter que les circonstances actuelles ne permettant pas de faire rendre à ce pays la plus grande somme de production dont il est susceptible, mon but en faisant les déclarations qui précèdent a été simplement de rappeler à la Chambre une fois de plus que nos ressources et nos possibilités industrielles sont illimitées, et que le plus tôt nous serons en état d'attacher au sol canadien l'ouvrier, travaillant à la prospérité de sa province, nous devrons considérer avoir fait œuvre nationale.

On me pardonnera sûrement d'avoir insisté aussi longtemps sur cette question, mais elle frappe mon imagination et mes espoirs d'avenir pour notre chère province à un tel point que j'y vois véritablement non seulement une chance de salut, mais même une garantie de régénération nationale.



Quand le jour sera venu où nous pourrons donner à notre province toutes les facilités dont elle a besoin, quand le jour sera venu où nous serons en état de faire naître toutes les industries qu'elle est susceptible d'encourager et d'alimenter, nous serons en droit de compter que notre province peut regarder l'avenir en face et ne redouter la compétition d'aucune puissance sur la terre canadienne.

M. l'Orateur, le champ inépuisable des questions qui s'ouvre à notre horizon m'entraînerait, si je voulais y puiser, dans un dédale d'où je ne sortirais qu'en abusant de la patience et de la bonne volonté de cette Chambre.

Je réclame seulement de votre bienveillance le privilège d'énoncer l'expression d'un sentiment, qui certainement est l'expression de cœur de tout homme qui a l'avantage d'appartenir à cette province et de bénéficier des largesses qu'elle est si orgueilleuse de pouvoir prodiguer à tous ceux qui vivent sur son sol béni, ce sentiment, c'est qu'elle est, à notre avis, un superbe exemple de générosité et de tolérance pour ceux qui ne vivent pas sous notre ciel et qui semblent méconnaître même le droit pour tous et chacun d'avoir en ce monde sa juste part de soleil, de justice et de liberté.

En face des actes d'intolérance dont nous sommes les témoins en certaines parties du pays, même à l'heure actuelle, nous devons nous estimer particulièrement heureux de l'esprit de sympathie qui existe dans la province de Québec, dans toutes les classes de notre société, indépendamment de leurs origines et de leurs croyances religieuses.

Nous avons eu tout dernièrement la visite d'un jeune homme dont les idées larges et généreuses devraient servir d'exemple et de leçon; je veux parler de Son Altesse Royale le prince de Galles.

Espérons que dans un avenir prochain les esprits exaltés sauront se mettre en tête que, pour rendre justice au Canada, il faut que toutes les bonnes volontés s'unissent et qu'un véritable esprit de fraternité grouse entre elles toutes les parties de notre population.

Nous sommes appelés, si nous le voulons, si chacun veut y mettre du sien, à devenir peut-être un des plus grands pays du monde.

Merci à Dieu, nous pouvons nous vanter que chez nous la tolérance, la justice et l'équité sont généreusement pratiquées au bénéfice de toutes les classes.

Et, quoi qu'il advienne, continuons à développer ces sentiments, car une race, un peuple peut s'accroître en se multipliant par le nombre. Il ne peut grandir efficacement qu'en développant la noblesse de ses sentiments dans la saine conception de son devoir national.

Donnons l'exemple, travaillons avec nos bras et avec nos cœurs. Soyons industriels pour la gloire de notre patrie, fermes et courageux dans la pratique des vertus ancestrales qui ont été et qui sont encore le rempart invincible de l'entité de notre race. Tôt ou tard, cet exemple portera ses fruits, et nous aurons du moins la satisfaction d'avoir fait notre devoir et d'avoir contribué d'une manière généreuse et intelligente au bien-être et à la grandeur non seulement de la province de Québec, mais de la patrie canadienne tout entière.

(Applaudissements)<sup>2</sup>

**M. Madden (Québec-Ouest)**<sup>3</sup> exprime la fierté qu'il éprouve en considérant toutes ces années de prospérité que l'administration libérale, dirigée actuellement par le député de Portneuf (l'honorable M. Gouin), a apportées à la province, permettant ainsi à tous de regarder avec confiance vers l'avenir. Il parle de l'impression bénéfique que le prince de Galles a produite dans ce pays, et particulièrement dans la province de Québec.

Il croit que, pour le peuple, rien n'aurait pu être plus gratifiant que cette visite. C'est une visite qui aura fourni à tous l'occasion de mettre de côté les afflications causées par la guerre. On a pu dire, et avec raison, que le populaire et démocratique jeune prince de Galles a vite gagné le cœur de notre nation et que nulle part sa tournée triomphale n'a laissé une impression plus durable et moralement bénéfique que dans notre province.

Bien que la guerre soit terminée, les problèmes à résoudre sont de la plus grande gravité et la tâche des gouvernants est tout à fait difficile dans tous les pays du monde. Il lui est agréable de constater, par le programme que notre gouvernement soumet à la Chambre, que celui-ci entend bien être à la hauteur de la situation. Non seulement notre province occupe la première place dans la Confédération canadienne, mais elle donne souvent le ton dans la voie du progrès et de l'harmonie entre les divers éléments qui habitent ce pays.

La meilleure preuve en est dans l'attitude paisible de notre population ouvrière alors que, dans les autres parties du pays et du monde, les difficultés les plus graves surgissent entre le capital et le travail, menaçant la sécurité et l'avenir d'un grand nombre d'industries et la situation économique d'une façon générale.

Lorsque Sir Andrew Macphail, un professeur de Montréal, a dit que Québec serait le dernier rempart de la civilisation en Amérique, le compliment n'était pas exagéré. Dans d'autres pays, malheureusement, les gouvernements donnent l'exemple de l'extravagance,

du profit illicite, de la persécution et de la violation des droits les plus sacrés du peuple, mais, à Québec, le gouvernement se fait un modèle de progrès et de parcimonie, déployant toutes ses énergies à régler le problème des revendications raciales et des différences de croyances en donnant leur liberté à toutes les minorités selon leurs aspirations respectives. Ici, nous ne reconnaissons pas de races inférieures ni supérieures; ici, aucune loi ne présente d'exceptions à l'endroit des soi-disant minorités indésirables, aucune persécution n'est décrétée envers quelque langue que ce soit, aucune bigoterie dans les croyances.

Il rappelle de quelle façon admirable le gouvernement libéral de Québec a assuré aussi le bien-être matériel de notre population en encourageant davantage l'instruction publique, l'agriculture, la colonisation, les bons chemins, etc.

L'agriculture est à la base de la prospérité publique et le gouvernement l'a compris de façon pratique en nommant à la tête de ce département un ministre tout particulièrement compétent. Dans le domaine agricole, il serait trop long d'énumérer les progrès réalisés en ces dernières années non seulement en raison de la surproduction nécessaire pour rétablir l'équilibre économique, mais en faisant des améliorations de nature permanente.

L'orateur signale aussi le superbe octroi de \$5,000,000 que nos législateurs seront appelés à voter afin de promouvoir la colonisation. Les circonstances extraordinaires qui ont résulté de la guerre nous ont ouvert les yeux et nous avons mieux réalisé ce que nous pouvions faire. Le marché européen nous est ouvert plus large pour nos produits agricoles et pour nos industries.

Il demande à la Législature de faire tous ses efforts au cours de cette session qui commence pour obtenir que le gouvernement fédéral favorise davantage nos exportateurs en construisant plus de vaisseaux rapides qu'il mettra à leur disposition, en outillant nos ports et en développant de toutes les façons les conditions du transport.

Québec devrait profiter de chaque opportunité qui lui est donnée de faire connaître ses produits en Europe et les délivrer dans les conditions les plus recommandables.

L'examen rapide que j'ai fait, M. l'Orateur, d'une petite part de l'excellent travail accompli par l'administration dans les années passées me donne à envisager la session qui commence avec un sentiment de fierté et d'espoir.

Il a toutes les garanties que le gouvernement de Québec va continuer à administrer les affaires avec la même largeur de vues, le même esprit public,

la même énergie progressive et le même désir inaltérable de conserver notre supériorité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me fait grand plaisir de me joindre au proposeur (M. Vautrin) et au secondeur (M. Madden) de l'adresse de félicitations à l'endroit de l'Orateur de la Chambre. M. l'Orateur a déjà fait preuve de son indépendance devant cette Chambre, et je suis assuré qu'il aura le support de toute la Chambre lorsqu'il rendra sa décision conformément à l'esprit de la Constitution. Il félicite le nouveau membre de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) pour son discours éloquent qui, dit-il, était une très belle composition, quoi qu'il ne soit pas d'accord avec tout ce qu'il contient. Il (M. Sauvé) trouve que son jeune collègue a manqué de sincérité. Il est encore très jeune, dit-il, et ses affirmations auraient probablement pris une tournure plus prudente s'il avait une meilleure connaissance de l'histoire politique.

Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) a reconnu le mérite du gouvernement pour sa politique concernant le bois destiné à la fabrication de la pâte.

S'il y a eu dans le passé émigration des nôtres aux États-Unis, c'est parce que la politique nationale qui favorisait le développement de nos industries nationales était trop vivement combattue par les réciprocitaires et les libre-échangistes libéraux. Si cette politique eut été mieux appréciée, des manufactures et des centres auraient surgi plus vite dans la province.

D'autre part, le gouvernement, lui, dit-il, a adopté l'embargo sur le bois en 1910; l'opposition, qui se composait alors des Lavergne, des Bourassa et des Tellier, le préconisait dès 1908. Ce n'est pas la politique du premier ministre qui a assuré un peu de progrès à notre province. C'est donc à l'initiative de l'opposition, dont le gouvernement a accepté le programme, que la province doit ce bienfait.

Il rappelle qu'en 1908 l'honorable M. Pelletier avait été défait parce qu'il voulait que l'industrie soit protégée, et les libéraux s'y étaient opposés.

La même chose s'applique aux dépenses proposées pour la colonisation, qui ont été également réclamées avec insistance, session après session, par les conservateurs.

Il déclare que, si le premier ministre (l'honorable M. Gouin) est le chef idéal pour pousser l'industrialisation de la province, comme le député de Saint-Jacques l'a donné à entendre, il se pourrait que les industries se trouvassent fort embarrassées par sa retraite prochaine.

Je veux établir le manque de sincérité dans les vantardises du gouvernement.

Que sera la première réunion du quinzième Parlement à Québec? Telle est la question que se posent nos compatriotes énervés des promesses du gouvernement ou alarmés par l'étude sérieuse d'une situation qui, chaque jour, se complique non seulement par des problèmes de pure administration, mais aussi par des évolutions sociales qui préoccupent les meilleurs esprits.

La session qui s'ouvre aujourd'hui était attendue avec anxiété, à cause des réformes que l'on a annoncées avec plus d'éclat que n'en fait le discours du trône si laudativement et si talemment commenté par le proposeur et le secondeur de l'adresse. Le premier ministre, pour tenter d'excuser la précipitation des élections, avait habilement imaginé un programme de paix, de reconstruction, tout comme si le général Martin<sup>4</sup> avait rempli nos promesses et fait dans la province une campagne à mort pour détruire jusqu'à son dernier vestige le régime de fer qu'il dénonçait avec une si grande violence.

En 1871, Pasteur écrivait à un de ses amis: "J'ai la tête pleine des plus beaux projets de travaux. La guerre a mis mon cerveau en jachère. Je suis prêt pour de nouvelles productions."

Voilà ce qu'a dit le premier ministre pour tenter de justifier sa précipitation des élections devant le peuple de sa province. Nous avons eu des élections depuis la dernière session. On a fait beaucoup de promesses. À l'annonce de cette session, naturellement, on avait hâte de connaître cette nouvelle politique. Que serait-elle? La réalisation du programme libéral de 1897? Mais que fait-on des promesses de 1897? L'abolition des taxes? Où sont les belles promesses d'abolir le Conseil législatif? De diminuer les dépenses des ministères? La création d'un ministère de l'Instruction publique? L'école gratuite et obligatoire? La diminution de la dette? Une représentation plus proportionnelle des différentes classes de la société dans le gouvernement de cette province? Ou bien une politique conservatrice, c'est-à-dire une politique préparée par la lente évolution des idées et par l'évidente nécessité des situations? Si nous retranchons du discours du trône les mesures qui émanent de la législation fédérale et dont le coût d'application sera, pour la grande partie, soldé par le gouvernement d'Ottawa, que reste-t-il de si important qui puisse reconstruire et réaliser les promesses qui avaient été si solennellement faites par le Parti libéral?

On a oublié trop vite les promesses d'antan. Aux dernières élections, on a encore fait des promesses. Pour tenter d'enrayer le courant de l'Union des fermiers dans la province, le gouvernement a fait inscrire de belles phrases pour vanter l'agriculture et la classe agricole. Nous arrivons à la Chambre, nous lisons le discours du Trône, on y fait des compliments aux cultivateurs.

Les expressions "agriculteur" et "intérêt agricole" sont utilisées pour faire plaisir aux agriculteurs, mais c'est à peu près tout. Le gouvernement devrait agir et montrer aux agriculteurs sa volonté d'être juste envers eux. Mais quelles mesures nous annonce-t-on dans leur intérêt dans ce discours? Aucune.

Le gouvernement se propose de dépenser une somme de cinq millions pour faciliter le peuplement des terres neuves. C'est une bonne idée que l'opposition approuve sincèrement. Mais comment le gouvernement dépensera-t-il ces millions? C'est ce qu'il serait bien important de savoir avant de chanter les louanges du gouvernement à ce sujet. Se propose-t-il d'adopter la politique de colonisation préconisée par les Tellier, les Bourassa, les Prévost et toute l'opposition depuis 10 ans? Se propose-t-il d'accorder de plus grands avantages et plus de liberté aux colons, de bonne foi? Se propose-t-il d'établir des réserves de colonisation où le colon ne serait plus à la merci des marchands de bois? Se propose-t-il d'établir les colons dans les meilleures régions de colonisation sans se soumettre à la volonté de l'Association des marchands de bois? Comment va-t-il dépenser ces cinq millions? C'est le point. Dans la construction de chemins de fer? Dans l'affirmative, où ces chemins de fer seront-ils construits?

Si le gouvernement entend aider enfin les colons et leur permettre de dire à nos compatriotes qui ont fui aux États-Unis: "revenez au pays, nous sommes enfin traités avec justice!"; si c'est pour cela que le gouvernement nous demande \$5,000,000, tant mieux! Et je serai heureux d'en féliciter le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) et le gouvernement.

Le premier ministre a infusé du sang nouveau dans son gouvernement. Il a appelé au ministère des pionniers du sol, un avocat de talent (M. Perrault) et, au secrétariat provincial, un jeune homme (M. David) d'une activité qui se développe rapidement à mesure que les visions du gouvernement pénètrent son cerveau et réchauffent les hautes aspirations que nourrit son cœur.

Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) a réclamé un ministère de l'industrie et du

commerce. Au risque de blesser mon ami, le député de Québec-Est<sup>5</sup> (M. Létourneau), je demanderais au député de Montréal-Saint-Jacques: n'avez-vous pas peur que le ministre du commerce et de l'industrie soit encore un avocat?

Il (M. Sauvé) est confiant de ne pas avoir blessé le député de Québec-Est (M. Létourneau), un fabricant, en disant cela en regard d'un ministre de l'Industrie. Pourquoi, pourquoi n'a-t-on pas profité du remaniement ministériel pour faire représenter dans le gouvernement les autres classes de la société? Comment se fait-il qu'on ne trouve aucun représentant de la classe agricole pour s'occuper des routes, après la colonisation, des terres et des forêts? Est-il si difficile de trouver un ouvrier dans cette Chambre capable de devenir ministre du Travail, qu'il faille assigner un avocat au poste? Il (M. Sauvé) croit que le premier ministre a tellement d'affection pour les membres du Barreau qu'il craint que les deux autres portefeuilles qui seront bientôt distribués, celui des affaires municipales et celui du travail, seront encore donnés à des avocats. Il dit que son intention n'est pas d'attaquer la profession légale, car les avocats sont nécessaires, mais les agriculteurs veulent une représentation.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) a quitté son siège présidentiel pour répondre au désir si fortement exprimé par ses amis de Montmorency et de Lotbinière. Il ne restera pas là inactif. Le nouveau ministre des Terres (l'honorable M. Mercier), toujours placide, n'a pas été oublié de son protecteur.

Que feront les nouveaux ministres? Nous les jugerons à l'œuvre. Pour ma part, je ne crois pas avec les malins que le premier ministre ait voulu les adoucir, les modérer en les enguirlandant de titres pompeux et en leur faisant connaître, avec les mérites de l'opportunisme, les délices du pouvoir. Souhaitons plutôt que, penchés sur l'énigme de l'horizon chargé, ils répondent par leur talent et la plus saine conception de leur devoir aux besoins de notre population.

Un économiste a dit: Il n'y a rien de plus dangereux en politique que de mettre en avant un principe absolu quand on n'a ni le courage de le soutenir envers et contre tous, ni les moyens de le suivre dans toutes ses conséquences.

Le Parti libéral qui détient en grande partie le pouvoir à Québec s'aperçoit plus que jamais aujourd'hui de la véracité de ces paroles, puisqu'il est incapable de réaliser au Parlement, dans la législation, les idées qu'il a préconisées dans l'opposition et qu'il nourrit encore aujourd'hui dans ses clubs et ses journaux.

Les membres qui siégeaient dans cette Chambre à la dernière session ont subi la tourmente électorale à une époque où nous avions raison d'être surpris de la décision du premier ministre, décision qui violait la déclaration faite et répétée par des collègues dont la parole aurait dû être plus respectée.

Mais je ne veux point récriminer contre les moyens employés pour obtenir le mandat du pouvoir. Le gouvernement se voit acclamé par une majorité écrasante. La minorité dans cette Chambre fera quand même son devoir, librement, avec loyauté, approuvant les bonnes mesures du gouvernement, mais elle ne reculera pas devant sa tâche difficile de souligner les erreurs, de combattre les fautes et les abus.

Elle occupe une position reconnue et appréciée par ceux qui comprennent bien notre régime constitutionnel. Elle s'efforcera toujours de s'en montrer digne. On apprend vite aux leçons de l'épreuve, a-t-on écrit avec raison. Mais, s'il est beau de remporter le succès, il est encore plus beau de le mériter même sans les acclamations d'une majorité électorale.

Autrefois, on faisait subir un châtiment spécial même aux instruments qui avaient servi au crime. Aujourd'hui, on encadre les instruments et on les accroche aux places d'honneur.

Rochefort raconte quelque part que Dracon fit acquitter un homme qui avait assassiné son père, les lois n'ayant pas prévu un crime aussi monstrueux. C'est probablement pour cela que le gouvernement est revenu au pouvoir. C'est parce que le peuple n'a pas eu le temps de sonder toute la profondeur de la culpabilité ministérielle.

Avant l'ère chrétienne, le peuple s'était fait à la cruauté de ses princes. Un jour, cette fatale erreur prit fin. Mais on dirait que nous retournons au Moyen Âge.

Pour mon humble part, je ferai mon devoir sans craindre le fer de l'ennemi. Je comprends avec Roosevelt que tout honnête homme a sa part de responsabilité dans le développement d'un pays. Comme le laboureur de l'Évangile, nous devons considérer les sillons qui restent à tracer et à ensemençer.

J'ai suivi avec intérêt les nombreuses déclarations de l'honorable secrétaire provincial (M. David) ainsi que celles de l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault). J'espère trouver la meilleure traduction de leurs éloquentes paroles dans l'énergie et la fécondité de leurs actes, car quelqu'un a dit avec raison: Il faut que la clarté des idées se matérialise dans les actes.

C'est de cette façon que le gouvernement pourrait amoindrir le regret éprouvé par le fait que toutes les classes populaires ne soient représentées que par un ministre avec portefeuille.

Le premier acte de justice que nous devons attendre du gouvernement rajeuni, c'est un changement de tactique dans l'expédition des affaires de cette Chambre, au nom des plus chers intérêts de la province, pour le bon renom de cette Chambre qui manque du prestige nécessaire pour exercer une influence salutaire. Je fais cette demande au premier ministre et j'espère que je n'aurai plus à protester contre la précipitation que l'on jette dans la discussion des plus importantes et des plus dangereuses mesures, car cette précipitation est un abus de pouvoir scandaleux et produit les résultats les plus fâcheux pour la province. C'est à cause de ces abus, oserai-je dire, que nous avons tant de lois imparfaites, incohérentes, inexcusables. Le gouvernement devrait donc cesser de faire prendre à cette Chambre une humiliante attitude d'enregistrement. Nous sommes des semaines dans une déplorable inactivité et, tout à coup, à la dernière minute, on nous arrive avec de gros projets de loi qu'on nous demande d'adopter à pas de course. Nous sommes ici pour donner au peuple les légitimes besoins qu'il nous réclame et, pour les donner, il faut chercher les meilleurs moyens, les méthodes les plus pratiques et les plus justes. Ce n'est pas en précipitant les débats que nous atteindrons ce but et que nous offrirons au peuple un spectacle qui puisse faire honneur à notre législateur. Le gouvernement ne fut pas le seul à agir ainsi. Montalembert se plaignait de cette tactique sous la monarchie de Juillet.

Dans mon humble opinion, un autre acte d'honnête homme que nous devons accomplir à cette session, c'est dans une mesure qui assurerait une meilleure administration de la justice de façon à ce que tout coupable soit puni suivant la loi et le degré de gravité de son offense. Une loi qui sera violée le lendemain à la connaissance de l'autorité est une loi morte, une loi vaine. Quand nous légiférons, nous devrions avoir l'amour-propre, l'orgueil et la conscience de faire une loi qui manifeste notre sincérité, notre honnêteté, notre désir de faire le bien et qui commande le respect public.

Une loi caduque dès sa naissance, une loi que l'on transgresse, que les hommes revêtus d'une haute autorité responsable au public violent pour faire fortune ou conseillent de violer, pour tolérer des abus profitables à quelques-uns mais néfastes à la société, est une loi qui crie la culpabilité de ses auteurs. Une justice qui n'atteint pas la canaille de tout rang, une

justice qui ferme les yeux sur les crimes et les abus, c'est une justice prostituée, et il convient de la changer. Trop de voleurs, trop d'escrocs restent impunis de nos jours.

En France, autrefois, avant la république, on organisait les "Grands jours de justice". On a eu les "Grands jours de Poitou", les "Grands jours de Clermont", les "Grands jours d'Auvergne". Dans la correspondance administrative sous Louis XIV, on lit cette lettre adressée à Colbert qui dépeint bien la situation morale du pays: "Les désordres sont si fréquents en Auvergne et se commettent si ouvertement par toutes sortes de gens que j'ai cru être de mon devoir de vous avertir que tout le monde, chacun en son ressort, couvre les coupables au lieu de les punir."

C'est ce genre d'abus qui alimente le germe de la révolution. Une saine justice réprime non seulement les crimes, mais elle les prévient. Notre premier devoir, c'est de faire preuve d'honnêteté. Or, nous ne sommes pas honnêtes si nous refusons de changer un système qui protège et favorise la malhonnêteté.

Un législateur qui approuve ou qui tolère une loi qui offense Dieu et les hommes d'honneur n'est pas un bon citoyen.

La prospérité publique, a-t-on écrit quelque part, est semblable à un arbre: l'agriculture en est la racine, l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles. Si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches se dessèchent et l'arbre meurt.

Le cultivateur est le gardien de nos meilleures traditions. C'est au contact que pareil au géant de la fable, que l'homme reprend ses forces. Et Vogüé a ajouté: Rien de plus grand ne se peut présenter aux hommes que ce qui les achemine à la conservation de la vie. Il y a d'importantes refontes à opérer dans l'agriculture qui est en même temps une science et un art d'une incomparable profondeur. Nos méthodes ont besoin d'amélioration.

La politique de voirie devra aussi être amendée de façon à appliquer avec plus de sûreté et plus judicieusement les deniers qui y sont déposés. La Chambre aura à discuter cette question au cours de cette session quand le gouvernement annoncera ce que le gouvernement fédéral donnera pour les routes dans la province de Québec.

Le premier ministre a finalement rencontré le point de vue de l'opposition à l'effet qu'une éducation technique devrait être donnée dans tous les coins de la province, plutôt que de persister dans sa première idée d'après laquelle, au lieu de disposer des petites

écoles dans plusieurs centres, il devrait y avoir une seule grande école à Montréal. Sur ce point, dit-il, le gouvernement a fait quelque chose de bien, et je n'hésite pas à l'admettre.

Il dit qu'il discutera la question des routes plus tard dans la session, mais il est certain que le ministre de la Voirie saura reconnaître la nécessité de modifier sa politique afin de mieux répondre aux besoins des municipalités et de prévenir les erreurs du passé qui ont fait dépenser des millions inutilement aux municipalités pour un travail qui doit maintenant être refait. Je crois que le ministre de la Voirie a beaucoup à faire avant d'avoir assuré une politique sage pour les bons chemins.

Nous aurons occasion de revenir sur ces questions dans le cours de cette session. En attendant, faisons acte de bonne volonté. Nous ne sommes pas ici pour nous avilir, mais bien pour faire œuvre de patriotes et de législateurs consciencieux.

On pourra contester mon autorité, on pourra refuser d'accepter mes faibles suggestions et d'entendre la voix de mon cœur; le pouvoir représente la fortune et la force. La voix de la minorité, c'est la prière du faible qui fait lentement son impression au milieu des amertumes et des railleries humaines. Mais, homme du peuple, enfant du sol, j'ai confiance à ces deux grands producteurs de mon pays, et c'est en travaillant pour eux que je veux servir ma province.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):**  
(Applaudissements) M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition vous a offert ses félicitations pour votre récente nomination comme président de l'Assemblée législative. J'y mettrai moins de phrases, mais, vous me croirez, je n'y mettrai pas moins de sincérité.

L'honorable député de Lotbinière réunit toutes les qualités voulues pour faire un bon président et un orateur modèle. C'est un parlementaire de longue expérience, il possède bien sa procédure et connaît bien les rouages du Parlement.

Je suis convaincu qu'il présidera les diverses délibérations avec tout le tact, toute la modération, (faisant un petit geste du poing) toute la fermeté et la justice que l'on est en droit d'attendre du président de l'Assemblée législative.

Il tient aussi à féliciter le jeune député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône, et le député de Québec-Ouest (M. Madden), le second, pour les admirables discours qu'ils viennent de prononcer.

J'ai été particulièrement intéressé en entendant la voix sympathique de l'honorable député de Saint-Jacques qui a parlé avec une grande chaleur et une grande éloquence.

Sa réputation de bel orateur l'avait déjà précédé. Il est jeune et, en l'écoutant parler avec tant de sagesse, je puis lui prédire un avenir brillant dans la politique de cette province.

Nous connaissons déjà l'honorable député de Québec-Ouest et nous avons eu l'avantage en maintes occasions de le voir à l'œuvre et de profiter de sa grande expérience.

Je les remercie tous deux des bonnes paroles qu'ils ont prononcées à l'adresse du gouvernement provincial qui continuera à travailler pour le plus grand bien de la province. Ces paroles seront un précieux encouragement pour les chefs de ce gouvernement.

Je salue avec plaisir les nouveaux collègues qui ont pris place dans cette Chambre. Ils remplacent de distingués parlementaires dont nous conservons toujours le souvenir. Ceux-là ont bien mérité de la province et nous ne pourrions souhaiter de mieux aux nouveaux députés que de suivre leurs traces.

J'ai assisté à bien des sessions dans cette Chambre, et j'ai eu à répondre à bien des critiques de l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé), mais permettez-moi de vous dire que, cette année, j'ai été un peu pris par surprise d'entendre le discours qu'il vient de prononcer. Je m'attendais à un tout autre langage. Il n'a pas répété les mêmes critiques très violentes des années passées. Je comprends qu'il ne peut pas approuver tous les actes d'une administration qu'il est obligé de critiquer, mais, cette année, il ne critique pas d'une manière aussi violente qu'autrefois. Je lui dirai très franchement que je préfère sa méthode d'aujourd'hui. Je préfère sa modération à la façon véhémence avec laquelle il attaquait naguère ceux qui ont donné le meilleur de leur vie pour le bien de cette province.

Lorsque le chef de l'opposition est forcé de reconnaître que le gouvernement provincial administre bien la province, il est toujours porté à dire que le gouvernement a adopté les méthodes préconisées par le Parti conservateur. Et pourtant, il n'a qu'à se renseigner à bonne source pour s'apercevoir que, depuis 1897, le Parti libéral n'a cessé de suivre une politique de progrès due à sa propre initiative.

L'honorable chef de l'opposition a l'habitude de se retourner vers le passé, vers les jours de *La Minerve* et, fidèle à son habitude, il a déclaré que tout ce qui avait été fait pour l'industrie du bois était

la politique de ses amis conservateurs. C'est une manie du chef de l'opposition de dire que tout ce qui a été fait de bien dans cette province l'a été par ses amis et que tout ce qui a été fait de mal l'a été par le Parti libéral. Les lois de la terre sont les mêmes qu'elles étaient sous le régime des conservateurs. La raison pour laquelle il y a eu un délai dans l'embargo sur le bois d'œuvre, c'est que les libéraux ont réalisé qu'il était nécessaire tout d'abord de développer les pouvoirs d'eau et, ensuite, d'inviter le capital à investir dans le commerce du bois d'œuvre. Quand cela a été fait, l'embargo a été mis pour protéger ce capital. En 1910, le gouvernement décréta qu'il ne serait plus possible d'exporter le bois de la couronne, à moins qu'il ne soit fabriqué ici. Et aujourd'hui, le Québec fabrique plus de pulpe et de papier que n'importe quelle autre province de la Confédération.

Il y a dans la province d'autres produits exploités sur une bonne échelle. Prenons, par exemple, l'amiante. De 1892 à 1897, la couronne ne retirait pas un sou de cette exploitation. Que l'on regarde aujourd'hui aux comptes publics et l'on verra que le gouvernement retire, comme royauté sur l'amiante, la somme de \$250,000 par année.

Je puis dire, ajoute-t-il, qu'avant longtemps nous percevrons sur la production de l'amiante une somme de \$1,000,000.

J'approuve l'idée de l'honorable député de Saint-Jacques qui veut que nous tâchions d'obtenir pour le développement de l'industrie de l'amiante les mêmes magnifiques résultats obtenus pour la conservation de nos bois. Le jour où nous verrons qu'il est possible de le faire, nous le ferons volontiers. Il cite au sujet de cette industrie minière quelques chiffres intéressants. La province en produisait pour \$2,500,000 en 1905; elle en produit à l'heure actuelle pour \$7,500,000.

Le leader de l'opposition ne peut être sincère dans sa critique de certaines des excellentes politiques du gouvernement. Le député de Deux-Montagnes fait cavalier seul lorsqu'il tente de prendre en défaut l'administration libérale dans ce qu'elle a fait pour l'agriculture, la colonisation et les bons chemins, pour ne nommer que quelques-unes des actions du gouvernement. Les journaux et les critiques de toutes les nuances d'opinions possibles, de tous partis, non seulement dans la province mais dans tous les coins du pays, n'ont que des éloges à l'endroit des politiques honnêtes et progressives de l'administration actuelle de Québec. Le seul qui n'a pu voir la lumière ou qui peut-être l'a vue, mais refuse, par égard pour la politique, de se rendre à l'évidence des faits, est le leader de l'opposition.

S'il était juste et équitable lorsqu'il discute d'agriculture, le leader de l'opposition admettrait ouvertement que beaucoup a été accompli pour le développement de cette très importante industrie dans la province de Québec, sous l'habile conduite du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

Quand tout le monde reconnaît que l'agriculture fait chaque année des progrès considérables dans la province de Québec, je me demande pourquoi l'honorable chef de l'opposition veut essayer de prouver le contraire et discréditer sa propre province et la classe agricole aux yeux des autres provinces du dominion.

On n'a qu'à prendre les statistiques publiées par le gouvernement fédéral pour se rendre compte que ce progrès se poursuit tous les ans d'une manière extraordinaire.

On nous reproche de recevoir une partie des subsides accordés par Ottawa. Nous avons cru que c'était notre devoir d'accepter ces subsides et que cette partie nous était due. La province a le droit de l'accepter. Pourquoi le refuserait-elle quand son argent est donné parfois à d'autres provinces et quand les autres provinces reçoivent et utilisent ce subside?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai jamais dit cela, mais j'ai affirmé que les subsides à l'agriculture avaient été augmentés grâce à l'argent que le gouvernement de Québec reçoit d'Ottawa. Il (M. Sauvé) trouve injuste que le gouvernement se glorifie de son emploi tout comme s'il s'agissait de revenus provinciaux et qu'il ne donne rien lui-même à l'agriculture.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Oui, mais notre gouvernement a augmenté les subsides qu'il donne lui-même à l'agriculture, et qu'il me soit permis de déclarer que le budget du ministère de l'Agriculture sera considérablement augmenté cette année. Ce n'est que le commencement d'un subside encore plus considérable que nous voulons voter pour ce ministère.

Pour ce qui concerne la colonisation, l'honorable chef de l'opposition croit que le gouvernement ne sera pas assez prudent et qu'il y aura gaspillage. Eh bien, que l'honorable chef de l'opposition nous cite un seul cas de gaspillage, nous verrons à y remédier immédiatement. Il y a encore beaucoup à faire dans le domaine de la colonisation et le gouvernement est bien décidé à pousser activement ses efforts dans cette direction pour en assurer le plus grand développement. Quant aux critiques du chef de l'opposition, en ce qui regarde

les lots qui seraient enlevés aux colons pour les donner aux marchands de bois, je dois dire que la loi n'a pas été changée depuis le temps de *La Minerve*, depuis 1867. Nous avons même amélioré la loi, nous avons protégé le colon davantage. Le gouvernement accorde sa protection au colon, respecte les billets de location et ne craint pas d'établir ceux-ci chez le marchand de bois.

J'en viens à la question des remaniements ministériels. L'honorable chef de l'opposition prétend que le gouvernement provincial comprend trop d'avocats. C'est vrai que nous avons dans le ministère des avocats. Je ne sais pas où il veut en venir et si c'est un gouvernement de classe qu'il désire au détriment d'une autre. Les avocats ont le droit comme tout le monde de s'adonner à la vie publique. Ils ont droit de vivre, ils ont droit à leur part de soleil. Tout ce que je sais, c'est que le gouvernement représente une députation qui se compose de fermiers, d'ouvriers, d'industriels, de médecins, d'avocats, etc., et cette députation est élue par des ouvriers, par des industriels et par des cultivateurs.

Doit-on empêcher un homme d'occuper une charge publique sous prétexte qu'il est avocat?

Je me demande pourquoi l'honorable chef de l'opposition reproche aux membres du gouvernement d'avoir un diplôme d'avocat. Si je regardais de l'autre côté de la Chambre, je pourrais faire le reproche à mon ami de ne pas avoir d'avocats à ses côtés. Quel intérêt le chef de l'opposition peut-il avoir à semer des germes de passion?

D'ailleurs, si l'honorable chef de l'opposition était sérieux, il aurait eu l'occasion, lorsque les trois nouveaux ministres se sont présentés devant leurs électeurs, d'aller dire au peuple qu'il n'avait pas confiance dans le choix de nos nouveaux collègues, qu'il ne les trouvait pas qualifiés, parce qu'ils étaient munis d'un diplôme d'avocat, pour entrer dans le gouvernement. Pourquoi n'a-t-il pas opposé des candidats aux nouveaux ministres qui sont des avocats lors de leur entrée dans le ministère et de leur élection? Il aurait pu mettre des candidats de la classe qu'il eût voulue.

Cette tactique eût été plus pratique et sans doute plus efficace que celle adoptée à l'heure actuelle par le chef de l'opposition et qui se résout en mots. Mais il savait bien et il sait bien que l'électorat aurait approuvé le choix des nouveaux ministres comme il a approuvé, depuis 15 ans, notre administration.

Le ministère actuel comprend des avocats, c'est vrai. Mais le chef de l'opposition sait très bien que le peuple est satisfait des nouveaux ministres et que le gouvernement actuel bénéficie de son entière

confiance. D'ailleurs, depuis 20 ans, ce gouvernement a l'appui du peuple de la province qui est satisfait de la manière dont les affaires sont administrées dans la province. Le chef de l'opposition prétend que le Parti libéral n'a pas observé ou rempli les divers articles de son programme, mais il sait très bien en disant cela que ce n'est pas vrai.

En 1905, nous sommes venus avec un programme et le gouvernement a donné plus qu'il n'avait promis. Aux dernières élections, le peuple a approuvé d'une manière éclatante notre administration puisque nous obtenions, sur un total de 365,000<sup>6</sup> électeurs qui sont allés aux polls, 330,000, et l'honorable chef de l'opposition, avec tous ses journaux, *La Minerve* y comprise, n'a pas pu ramasser plus de 30,000 votes.

Le chef de l'opposition affirme en outre que le gouvernement a toujours attendu la fin de la session avant de présenter les législations d'importance. La législation de la province de Québec n'est pas aussi mauvaise que veut bien le faire croire le chef de l'opposition, car en maintes occasions on cite notre province comme modèle aux autres provinces de la Confédération. Si on compare nos statuts à ceux des législations des autres provinces, on constate qu'ils sont souvent supérieurs.

Pourquoi le chef de l'opposition, désirant que l'on sévisse davantage contre le crime dans la province, prend sur lui de colporter au loin que la population se compose de voleurs, de criminels, de voyous et de vagabonds de toutes sortes, au moment précis où de tous les côtés on rend hommage à la haute moralité de notre province, où tous les hommes intelligents lui accordent leur admiration? Toute la presse du pays est unanime à vanter les qualités morales et intellectuelles de la province de Québec, tout le monde reconnaît que nulle part ailleurs la population est plus laborieuse, plus respectueuse de l'ordre et composée de bons et d'honnêtes travailleurs ainsi que de braves gens.

Le chef de l'opposition se plaint que nous l'ayons pris par surprise aux dernières élections. Il nous a semblé que ces élections étaient nécessaires. Il cite de *La Minerve* un passage qu'il attribue au chef de l'opposition. Ce n'est pas du Rochefort<sup>7</sup>, dit-il.

À la suite de la Grande Guerre, il fallait adopter un programme de reconstruction et, pour cela, le gouvernement provincial devait avoir l'appui renouvelé de la population de la province de Québec. Il fallait faire face à des besoins nouveaux et se mettre solidement à la tâche.

Le chef de l'opposition n'a certainement pas été pris par surprise. Quand ce qui s'est produit dans



les autres provinces depuis le mois de juillet dernier a été pris en compte, personne ne pouvait alors prétendre que le gouvernement de Québec faisait une erreur en tenant ses élections au moment qu'il a choisi pour les tenir.

Et pourquoi l'honorable chef de l'opposition se plaint-il de ce qu'il ait été pris par surprise? Parce qu'il n'a pas eu le temps de réorganiser son parti? M. l'Orateur (en souriant), depuis 1916, l'honorable chef de l'opposition parle de cette réorganisation. Il nous en a reparlé en 1917, en 1918 et, en 1919, il se réorganisait encore quand les élections sont arrivées. Dans une interview, il a affirmé qu'il n'y a plus la moindre organisation au sein du Parti conservateur dans la province, qu'il devrait y avoir une meilleure compréhension entre chefs de parti. Et plus il veut organiser son parti, plus il en diminue le corps. Si bien que, si nous avions attendu six mois de plus pour faire les élections, nous aurions eu quelque misère à sauver l'honorable chef de l'opposition.

(Rires et applaudissements)

La proposition du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Madden), à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, est soumise à la Chambre:

À Son Honneur,  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

#### **Président des comités pléniers**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que M. Adrien Beaudry, député du collège électoral de Verchères, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre. (Applaudissements)

Adopté<sup>8</sup>.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministre des Travaux publics et du Travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail, pour l'année finissant le 30 juin 1919. (Document de la session no 4)  
(Applaudissements)

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le mercredi 17 décembre courant cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le mercredi 17 décembre courant cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Nominations au service civil**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, ce 10 décembre 1919  
(Document de la session no 12)

### **Rapport de l'Imprimeur du roi**

**M. l'Orateur** lit le second message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, ce 21 janvier 1919  
(Document de la session no 20)

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport de la Commission des services d'utilité publique**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dépose sur le bureau de la Chambre le dixième rapport annuel de la Commission des utilités publiques, pour l'année finissant le 30 juin 1919. (Document de la session no 16)

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à trois heures et demie de l'après-midi, demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures<sup>9</sup>.

### **NOTES**

1. Selon *L'Événement*, "la séance de la Chambre n'a commencé qu'à trois heures et demie [...]. L'honorable Médéric Martin parlait à trois heures de l'après-midi au Conseil législatif, et [...] il avait obtenu la faveur de faire retarder la séance de l'Assemblée législative d'une demi-heure afin d'avoir un plus bel auditoire."

2. *L'Événement* précise que M. Vautrin "avait appris son discours par cœur et c'est sans doute une des raisons qui lui a valu tant de compliments et d'applaudissements."

3. Selon *L'Événement*, M. Madden prononce son discours en anglais.

4. Il s'agit de M. Médéric Martin, maire de Montréal.

5. Selon *Le Devoir*, M. Létourneau, qui réclame depuis longtemps la formation d'un ministère de l'Industrie, aurait l'ambition de devenir ministre de cette nouvelle entité administrative.

6. Chiffres du *Soleil*. *L'Événement* mentionne plutôt 375,000 et 345,000 respectivement.

7. Selon *Le Devoir*, le premier ministre fait ici allusion aux fréquentes citations que le chef de l'opposition fait du journaliste et polémiste français Henri Rochefort.

8. Selon *L'Action catholique*, Adrien Beaudry succède à Eugène-Merrill Desaulniers parce que ce dernier, malade, est incapable d'occuper ce poste. M. Beaudry est de fait nommé vice-président de la Chambre.

9. *L'Événement* rapporte qu'à l'ajournement, "les députés se sont précipités vers M. Vautrin et M. Madden pour les féliciter, puis vers M. Beaudry, le nouvel orateur suppléant, pour lui dire combien son élection les réjouissait."

## Séance du vendredi 12 décembre 1919

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de The Lievre Valley Power, Traction and Manufacturing Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Achim);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Beaudry);
- de la corporation de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Beaudry);
- de Frederic C. Harriman et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de "Quebec Colonization Railway Company" (M. Beaudry);
- de dame Élodie Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert (M. Beaudry);
- de l'Union Saint-Joseph, à Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Létourneau);
- de Théode Bussière et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin (M. Moreau);
- de dame Marie-Louise-Albine Gosselin et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval (M. Moreau);
- de The Montreal Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Robert).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Robert Brodie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant certaines terres en culture en la cité de Montréal (M. Ashby);
- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);

- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);

- de Charles-Alfred Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de John Pratt (M. Beaudry);

- de A. R. Ranger ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Joseph Gareau (M. Beaudry);

- de Léon Gélinas ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Louis-Raymond Plessis-Bélair (M. Beaudry);

- de Michael James McLaughlin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title Bond and Trust Corporation of Canada" (M. Beaudry);

- de la Société de construction de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Beaudry);

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);

- d'Abraham Finklestein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" (M. Bercovitch);

- de Samuel Duskes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal" (M. Bercovitch);

- de Wilfrid Viau, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Charles-Théodore Viau (M. Bercovitch);

- de Philéas Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Le Soleil limitée (M. Cannon);

- de Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Cannon);

- de Robert Lindsay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Stanley Bagg et la Stanley Bagg Corporation (M. Gault);

- de The Crown Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);

- de Daniel Prescott Mowry, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession, après examen (M. Gault);

- de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Hay);
- de Hugh Walsh et autres, demandant l'adoption d'une loi leur donnant certains pouvoirs relativement au cimetière protestant du village de St. Andrews (M. Hay);
- de l'Union nationale française et de refuge, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemieux);
- de la compagnie d'assurances La Prévoyance (The Provident), demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Laferté);
- de Charles Montmigny, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Laferté);
- de Joseph-C. Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie de chemin de fer Québec et Chibougamau (M. Laferté);
- de L'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Laferté);
- de M. Percy Flynn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à l'exercice de la profession d'avocat (M. Tessier, Rimouski).

#### Rapports de comités<sup>1</sup>:

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Reed pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Ashby pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à six membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable Sir Lomer Gouin pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Bullock pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Tessier (Rimouski) pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Cannon pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à huit membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Robert pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Godbout pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Létourneau pour son président et il recommande que le quorum du comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

**Composition  
des comités permanents****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), que les noms de MM. Bédard et Bergevin soient ajoutés à la liste des membres du comité des bills privés et celui de M. Bergevin à la liste des membres du comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Adopté.

**Discours  
du budget**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit qu'il sera prêt à présenter, dès mercredi prochain, l'exposé des finances de la province.

**Compagnies et  
corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 15 concernant certaines compagnies et corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juges de paix, magistrats de police  
et magistrats de district**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix, aux magistrats de police et aux magistrats de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Nomination des recorders****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 5 amendant l'article 5814 des statuts refondus, 1909, relativement à la nomination de recorders.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dossiers et archives  
des cours de magistrat****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 6 intitulé amendant l'article 3323 des statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de magistrat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Comté d'Ottawa,  
changement de nom****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 7 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement de nom du comté d'Ottawa en celui de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Division d'enregistrement  
de Hull****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 8 légalisant certaines entrées aux index aux immeubles des cantons Law, Hincks, Northfield et Egan en usage depuis le 20 janvier 1902 dans le bureau de la division d'enregistrement de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi concernant l'heure****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 9 concernant l'heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Officiers de justice****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 12 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à l'entrée en fonction de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**

demande la permission de présenter le bill 19 amendant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**État des  
mandats spéciaux**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)**

dépose sur le bureau de la Chambre un état préparé par l'auditeur de la province et contenant la liste des mandats spéciaux qui ont été émis pendant les vacances de la législature, en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909, lequel état est lu ainsi qu'il suit:

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
8	Services divers : Octroi à la Goutte de lait, Québec..... Octroi à la Goutte de lait, Montréal ..... Octroi à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec..... Divers en général, O.C. no 626 du 30 avril 1919.....	\$ 2,000.00 2,500.00 2,000.00 10,000.00	\$ 2,000.00 2,500.00 2,000.00 9,947.56	\$ 52.44
9	Asiles d'aliénés :.....  Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements : Bureau du lieutenant-gouverneur.....  Services divers : Réceptions au 22 <sup>e</sup> bataillon, Québec et Montréal O.C. no 661 du 22 mai 1919 .....	100,000.00  2,000.00  6,000.00	100,000.00  2,000.00  6,000.00	
10	Services divers : Agent général de la province de Québec en Belgique, O.C. no 735 du 22 mai 1919.....	7,000.00	6,586.43	413.57
11	Législation : Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature.....  Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements : Département du Trésor - Bureau du trésorier..... Département du Trésor - Bureau des assurances ..... Département du Trésor - Bureau du revenu..... Département de l'Agriculture .....	24,414.41  500.00 400.00 2,000.00 700.00	24,414.41  500.00 400.00 2,000.00 700.00	
	Administration de la justice .....	75,000.00	75,000.00	
	Asiles d'aliénés .....	171,000.00	146,458.90	24,541.10
	Écoles de réforme et d'industrie .....	10,000.00	10,000.00	
11	Hygiène : Bureau d'hygiène de la province de Québec .....	9,182.48	9,182.48	
11	Travaux publics et Travail : (Extraordinaires) Achat de propriétés rues Notre-Dame, Saint-Gabriel et Saint-Jacques, Montréal ..... Achat de propriétés rue Sainte-Julie, Québec.....  Agriculture : Sociétés d'agriculture, (S.R.Q., 1909, article 1851)..... Cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, etc. .... Écoles ménagères .....	85,419.10 13,036.60  15,000.00 14,000.00 3,000.00	85,419.10 13,036.60  15,000.00 14,000.00 3,000.00	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
	Agriculture :			
	École de laiterie de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	2,500.00	2,500.00	
	Horticulture .....	3,300.00	3,300.00	
	Aviculture.....	1,500.00	1,500.00	
	Voirie :			
	Amélioration et entretien des chemins .....	135,505.28	135,505.28	
	Terres et Forêts :			
	Dépenses générales.....	3,000.00	3,000.00	
	Protection des forêts .....	5,000.00	5,000.00	
	Arpentages.....	25,000.00	25,000.00	
	Service forestier et inspection des terres .....	10,000.00	10,000.00	
	Entretien de la pépinière de Berthierville .....	1,000.00	1,000.00	
	Services divers :			
	Souscription à la Ligue de la Croix-Rouge et de la marine.....	100,000.00	100,000.00	
	Chevaliers de Colomb, fonds des huttes de l'armée.....	25,000.00	25,000.00	
	Dépenses <i>re</i> loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers, (9 George V, chapitre 10), O.C. no 965 du 28 juin 1919 .....	600.00	596.94	3.06
12	Instruction publique :			
	École technique de Montréal .....	10,000.00	10,000.00	
	École des hautes études commerciales.....	10,000.00	10,000.00	
	Écoles de réforme et d'industrie .....	16,673.06	16,665.37	7.69
	Boy's Farm & Training School, O.C. no 972 du 28 juin 1919.....	17,000.00	17,000.00	
1	Services divers :			
	Dépenses <i>re</i> loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers, (9 George V, chapitre 10), O.C. no 1192 du 5 août 1919.....	2,000.00	1,927.12	72.88
2	Dette publique :			
	Prime, escompte et change.....	6,000.00	.....	6,000.00
	Législation :			
	Dépenses contingentes des élections .....	6,319.37	6,319.37	
	Colonisation, Mines et Pêcheries :			
	Chemins de colonisation, O.C. no 1603 du 4 octobre 1919.....	187,362.48	187,362.48	
3	Services divers :			
	Réception à Son Altesse Royale le prince de Galles, O.C. no 1582 du 4 octobre 1919.....	6,304.18	6,304.18	
4	Instruction publique :			
	Académie de musique de Québec .....	1,133.92	1,133.92	
	Voirie :			
	Amélioration et entretien des chemins .....	275,880.32	125,000.00	150,880.32



État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
5	Services divers : Divers en général, O.C. no 1825, du 5 novembre 1919.....	10,000.00	4,840.69	5,159.31
	Services divers : Aide aux incendies de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, O.C. no 1996, du 28 novembre 1919.....	10,000.00	10,000.00	
6	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements : Département du Trésor : Bureau du revenu.....	2,500.00	.....	2,500.00
	Services divers : Divers en général.....	10,000.00	.....	10,000.00
	Dépenses <i>re</i> loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers, (9 George V, chapitre 10), O.C. no 2046 du 5 décembre 1919.....	10,000.00	.....	10,000.00
		\$1,448,731.20	\$1,239,100.83	\$209,630.37

#### **Rapport des compagnies de fidéicommis**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des compagnies de fidéicommis pour l'année finissant le 31 décembre 1918. (Document de la session no 23)

#### **Rapport sur les compagnies d'assurances**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances, 1919 (opérations de 1918). (Document de la session no 26)

#### **Rapport sur les sociétés de secours mutuels**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1919, (opérations de 1918). (Document de la session no 24)

#### **Rapport du surintendant de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du

surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1918-1919. (Document de la session no 8)

#### **État financier du surintendant de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919. (Document de la session no 9)

#### **État financier des corporations scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1919. (Document de la session no 10)

#### **Statistiques judiciaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques judiciaires pour l'année 1918. (Document de la session no 29)

**Compagnies et corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant certaines compagnies et corporations.

Adopté.

**Juges de paix, magistrats de police  
et magistrats de district**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix, aux magistrats de police et aux magistrats de district.

Adopté.

**Loi de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Montréal Sainte-Marie (M. Séguin), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 amendement la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

**Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Montréal Sainte-Marie (M. Séguin), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 amendement la loi des mines de Québec.

Adopté.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures et demie de l'avant-midi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Allons-nous siéger ainsi tous les samedis?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Pas du tout. Nous ne siégerons demain que pour faire un peu de procédure. Nous ne siégerons les autres samedis que lorsque nous nous entendrons avec vous.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 3 h 50.

**NOTE**

1. L'honorable M. Taschereau agit à titre de président *pro tempore* lors de la présentation du premier rapport de chacun des comités permanents, lors de cette séance.

## Séance du samedi 13 décembre 1919

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées devant la Chambre:

- de la ville de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi révisant et refondant sa charte (M. Bordeleau);
- de The Merchants Bank of Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 2 George V, chapitre 60, article 15 (M. Beaudry);
- de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Moreau);
- de Max Fogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de "Congregation Pinsker Shul Kynian Torah" (M. Poulin);
- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation ladite ville (M. Reed);
- de Joseph-Ernest Grégoire, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Thériault).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de The Lievre Valley Power, Traction and Manufacturing Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Achim);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Beaudry);
- de la corporation de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Beaudry);
- de Frederic C. Harriman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Colonization Railway Company" (M. Beaudry);
- de dame Élodie Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert (M. Beaudry);

- de l'Union Saint-Joseph, à Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Létourneau);

- de Théode Bussière et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin (M. Moreau);

- de dame Marie-Louise-Albine Gosselin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval (M. Moreau);

- de The Montreal Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Robert).

## Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de A. R. Ranger *ès qual.* et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Joseph Gareau;
- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- d'Abraham Finklestein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal";
- de Samuel Duckes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal";
- de Wilfrid Viau, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Charles-Théodore Viau;
- de Robert Lindsay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Stanley Bagg et la Stanley Bagg Corporation;
- de The Crown Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Daniel Prescott Mowry, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession, après examen;

- de Charles Montminy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à l'exercice de la profession d'avocat;

- de M. Percy Flynn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à l'exercice de la profession d'avocat;

- de Joseph-C. Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie de chemin de fer Québec et Chibougamau.

#### **Composition des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le nom de l'honorable M. Perrault et celui de M. Thériault soient ajoutés à la liste des membres du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, celui de M. Savoie à la liste des membres du comité des bills privés en général, celui de M. Robert à la liste des membres du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, et celui de M. Bergevin à la liste des membres du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation et à celui des industries et du commerce.

Adopté.

#### **The Crown Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 57 amendant la loi constituant en corporation The Crown Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Jos. Gareau**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 94 concernant la succession de feu Jos. Gareau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Percy Flynn**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 81 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Percy Flynn à la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Daniel Prescott Mowry**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 130 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Daniel Prescott Mowry à la pratique de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Charles Montminy**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 113 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Charles Montminy de pratiquer le droit, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal-Ouest**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Charles-Théodore Viau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 86 concernant la succession Charles-Théodore Viau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Independent Hebrew Sick Benefit  
Association of Montreal Incorporated**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Stanley Bagg Corporation et  
succession S. C. Bagg**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Présentation de pétitions:**

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi 16 décembre courant, à trois heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

---

**NOTE**

1. Selon *La Presse*, en invitant les députés à siéger samedi, le gouvernement veut hâter la procédure et "tailler de la besogne dans les comités".



## Séance du mardi 16 décembre 1919

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et la Caisse de Remboursement, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Beaudry);
- des administrateurs de l'Université Laval à Montréal et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant l'Université de Montréal en corporation;
- de Daniel Smith et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de The General Accountants Association of the Province of Quebec (M. Bercovitch);
- de Martha Jane Wakefield et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu McDuff Lamb (M. Bercovitch);
- de la corporation de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bissonnet);
- de Jean-Baptiste Desrochers, demandant l'adoption d'une loi instituant une corporation sous le nom de Crédit international du Canada (M. Bordeleau);
- du très honorable Lord Shaughnessy et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de "St. Mary's Memorial Hospital" (M. Conroy);
- du curé et des marguilliers de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à construire une église et leur accordant d'autres pouvoirs (M. Delisle);
- de Samuel Sheldon Stephens et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le lot no 168 du quartier ouest de la cité de Montréal (M. Gault);
- de John Lorne MacDougall et autres, demandant l'adoption d'une loi instituant en corporation une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Bagotville Railway Company" (M. Laferté);
- d'Émile Galibert et autres, demandant l'adoption d'une loi instituant une corporation sous le nom de Hôpital Français (M. Monet);

- de Norman Scott Cameron, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec de l'admettre à la pratique du droit, après examen (M. Monet);

- de la ville Saint-Germain de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tessier, Rimouski);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs additionnels (M. Vautrin).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi révisant et refondant sa charte (M. Bordeleau);

- de The Merchants Bank of Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant sa loi 2 George V, chapitre 60, article 15 (M. Beaudry);

- de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Moreau);

- de Max Fogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah" (M. Poulin);

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation ladite ville (M. Reed);

- de Joseph-Ernest Grégoire, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Thériault).

Composition  
des comités permanents

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom de M. Vautrin soit ajouté à la liste des membres du comité des chemins de fer et autres moyens de communication et à celui du comité des industries et du commerce, et que le nom de M. Poulin soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

11 décembre 1919

Ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kaine, Kelly, Pérodeau, Simard et Smith.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

**Comité permanent et conjoint  
de la Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Guin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que l'honorable Sir Lomer Guin, les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Mitchell, MM. Beaudry, Bercovitch, Bullock, Cannon, Desaulniers, Dufresne, Gault, Godbout, Laferté, Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski) et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

**Comité permanent et conjoint  
des impressions législatives**

**L'honorable M. Guin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable Sir Lomer Guin, les honorables MM. Mitchell et

David, MM. Ashby, Bordeleau, Gault, Godbout, Létourneau, Parrot et Sauvé représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Convocation  
de la Législature**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la convocation de la Législature.

Il s'agit, par cette mesure, de permettre au gouvernement de donner une proclamation annonçant la convocation de la Législature seulement pour l'expédition des affaires courantes, c'est-à-dire la session, et non plus comme cela se faisait deux ou trois fois par année dans la *Gazette officielle*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Commission  
de refonte des statuts**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il nommé, depuis la dernière session de cette Législature, une commission chargée de procéder à la refonte des statuts?

2. Dans l'affirmative, quels sont les commissaires? Quelle est la date de leur nomination? Quel est leur salaire?

3. Le gouvernement a-t-il aussi nommé un secrétaire de cette commission? Qui est-il? Quelle est la date de sa nomination? Quel est son salaire?

4. Dans quel délai cette commission doit-elle compléter son travail?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. Les commissaires sont M. Charles Lanctôt, C. R., M. A. R. Hall, C. R., et L.-P. Geoffrion, C. R., et les secrétaires sont M. Fergus Murphy, C. R., et Wilfrid Chicoine, avocat. Le 26 août 1919. Le traitement des commissaires est de \$3,000, \$2,000 et \$2,000 chacun, et celui des secrétaires de \$1,200 chacun par année.

3. Ce renseignement se trouve donné par la réponse à la question 2.

4. Il n'est pas possible de le dire maintenant.



### **Nomination des recorders**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 amendant l'article 5814 des statuts refondus, 1909, relativement à la nomination de recorders soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de la nouvelle loi est de donner le droit au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer les recorders sans consulter les municipalités.

Il fait remarquer que, lorsque Ottawa nomme les juges, cette nomination n'est faite en tenant compte d'aucune recommandation, que ce soit de la part des municipalités, du Barreau ou de la province concernée. Quand le gouvernement provincial nomme les juges de sessions ou les magistrats publics, dit-il, aucune recommandation n'est faite, et les recorders sont également des juges provinciaux et ne traitent pas uniquement d'affaires municipales. Le gouvernement réclame un pouvoir semblable à celui du gouvernement fédéral pour ce qui est de la nomination de ses juges.

Il explique à l'appui de sa proposition que les recorders sont aujourd'hui dans le même cas que bien des juges et qu'ils sont appelés à se prononcer non seulement sur l'application des lois municipales, mais aussi sur celle des lois pénales édictées par le Parlement et de la loi criminelle. Les recorders remplissent des fonctions tout aussi importantes que celles des magistrats de police qui, eux, sont nommés sans qu'on ait besoin de tenir compte d'aucune recommandation.

Cette intervention des municipalités dans le choix des recorders est plutôt nuisible à la bonne administration de la justice, et la preuve, c'est qu'il y a eu des recommandations de faites dans le passé qui n'étaient pas désirables. Il est vrai que le lieutenant-gouverneur en conseil, d'après la loi actuelle, peut refuser de faire certaines nominations, mais il n'a pas le pouvoir de nommer à la charge de recorders ceux qui ne lui sont pas recommandés par les municipalités.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'eus été heureux de féliciter le nouveau procureur général de cette province de sa récente nomination, mais vraiment, M. l'Orateur, je ne peux pas, car sa première mesure est destinée à créer du favoritisme politique en enlevant aux municipalités le droit de choisir les recorders qui leur plaisent.

À mon avis, le sens du bill est que les municipalités n'ont pas la compétence de faire des

recommandations quant à la nomination des recorders. Je considère que les municipalités ont tout autant de compétence que le gouvernement pour choisir les recorders et faire des recommandations justes à ce sujet. On a parlé des juges. On s'est souvent plaint de l'ingérence de la politique dans la nomination des juges.

Nous souffrons assez pourtant de l'ingérence de la politique dans l'administration de la justice dans notre province sans que l'on vienne aider cette ingérence par une mesure de plus absolument inutile au point de vue de l'administration de la justice. Il croit que le but du gouvernement en proposant cette mesure est uniquement de s'assurer le moyen de nommer librement ses amis politiques. Le gouvernement, au lieu de se rendre aux requêtes de ceux qui demandent une réforme de l'administration de la justice, veut s'assurer de nouveaux motifs d'abus.

On a beaucoup entendu, à l'occasion de la nomination de l'actuel procureur général, que l'administration de la justice serait améliorée, et je regrette beaucoup qu'au lieu de faire mieux que son prédécesseur, comme l'a prétendu son ami, il présente une mesure qui favorise la partisanerie.

Il s'attendait à des réformes importantes mais non de cette sorte-là.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend la parole.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** fait observer que, peu importe le parti qui est au pouvoir à Ottawa, les individus qui sont nommés à la magistrature le sont sur la seule base de leur mérite, sans considération de quelque affiliation partisane que ce soit.

De même qu'il est juste que le cabinet fédéral nomme les juges, de même qu'il est juste que le cabinet provincial ait, seul, le droit de nommer les recorders. Il dit que le gouvernement ne fait que demander pour la nomination des recorders, qui sont en réalité des magistrats, le même mode, qui a été reconnu comme le plus équitable, pour la nomination des juges: celui de la nomination par l'Exécutif. Il croit que, quoi que l'on dise, la magistrature de la province et celle du Canada tout entier valent celles d'aucun autre pays. L'honorable chef de l'opposition a confiance dans l'exécutif provincial, il doit aussi avoir la même confiance au gouvernement de Québec que l'on donne au gouvernement d'Ottawa, pour la nomination des juges. Je crois que le système que nous préconisons est le meilleur qui soit. Il nous a donné une magistrature de tout premier ordre, la

meilleure magistrature du monde: il devrait donner aux municipalités les meilleurs recorders. Ce système existe depuis la Confédération et l'on s'en trouve bien.

En réclamant le pouvoir de nommer les recorders sans aucune restriction, le gouvernement ne fait que revendiquer un pouvoir qui lui revient et pour lequel il est habilité.

On devrait avoir suffisamment confiance dans l'Exécutif de Québec pour lui abandonner la nomination des recorders.

D'ailleurs, le gouvernement apportera dans le choix qu'il fera des recorders une attention toute particulière, de manière à ne nommer que de bons recorders.

Le gouvernement, dit-il, ne veut pas se voir lié par aucune recommandation. Le gouvernement désire, par ce bill, faire disparaître les dissensions, les chicanes qui accompagnent quelquefois les nominations faites sur les recommandations des municipalités qui ne sont pas toujours judicieuses...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Citez-en donc!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne voudrais pas citer de cas particuliers, mais les recommandations qui ont été faites auprès du gouvernement ne sont pas toujours judicieuses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le procureur général dit que nous devons avoir confiance aux nominations que le lieutenant-gouverneur en conseil fera. Je regrette de dire que, dans le passé, il s'est fait des nominations bien peu recommandables... au Conseil législatif ou au cabinet. Il n'y a donc pas de raison pour qu'on lui accorde plus de confiance qu'aux conseils municipaux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** suggère de se former en comité général pour continuer la discussion sans violer les règlements.

**M. l'Orateur** invite le représentant de Verchères (M. Beaudry) à prendre le fauteuil. (Longs applaudissements de la Chambre)

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** conseille d'abandonner la nomination au conseil du Barreau avec entente qu'elle devra être sanctionnée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** a déjà dit qu'il ne voulait pas de ce système, pas plus que du système électif. Il déclare qu'il n'est pas possible de demander au Barreau de s'immiscer dans la nomination des recorders de villes comme Québec et Montréal.

Il y a des municipalités où il n'y a pas de Barreau. La plupart des villes et cités de quelque importance ont des recorders.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** a rappelé que le gouvernement pouvait récuser certaines nominations faites par les conseils municipaux, si le candidat était inacceptable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ne croit pas qu'il soit juste d'infliger à un homme l'injure publique d'un pareil refus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement, dit-il, est ennuyé parfois d'avoir à sanctionner la nomination de candidats qui ne sont pas ministériels.

Il répète que, malgré les raisons qu'invoque le gouvernement, celui-ci cherche un moyen de plus de faire des nominations politiques. Il dit que le ministère a fait de très pauvres nominations et qu'il ne veut pas qu'on lui donne le droit de nommer tous les recorders.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition fait sans doute allusion au temps où ses amis étaient au pouvoir. Je n'ai pas eu connaissance de mauvaises nominations faites par notre gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable procureur général n'est pas en fonction depuis longtemps, et il a peut-être oublié les tristes nominations dont je veux parler.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dossiers et archives des cours de magistrat**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 amendement l'article 3323 des statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de magistrat soit maintenant lu une deuxième fois.

Par cette mesure, on permet que les dossiers des cours de magistrat qui sont abolies soient transportés non plus seulement à la Cour de circuit, mais aux autres cours de magistrat.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Comté d'Ottawa, changement de nom**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 amendement la loi 2 George V chapitre 9, relativement au changement du nom du comté d'Ottawa en celui de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Expliquez-nous cela.

**M. Caron (Hull):** La chose m'a été demandée par un avocat, il s'agit d'une simple formalité pour faire corriger certains documents sur lesquels on a mis le nom de Hull au lieu d'Ottawa<sup>2</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (En souriant) Le bill n'a pas pour effet de mettre Hull à la place d'Ottawa et Ottawa à la place de Hull?

**M. Caron (Hull):** Pas de danger.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Division d'enregistrement de Hull**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 légalisant certaines entrées aux index aux immeubles des cantons Law, Hincks, Northfield et Egan en usage depuis le 20 janvier 1902, dans le bureau de la division d'enregistrement de Hull, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Chambre d'agriculture de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Chambre d'agriculture de Montréal.

Il veut attirer l'attention du gouvernement sur le fait que cette compagnie qui a eu sa charte du gouvernement provincial avait trompé dans le passé les cultivateurs en leur soutirant, selon le *Bulletin des*

*cultivateurs*, une somme d'environ \$300,000 qu'ils avaient placés dans divers projets.

Cette Chambre d'agriculture n'est ni plus ni moins que la Chambre commerciale des cultivateurs dont il a été parlé récemment dans les journaux.

À la session précédente, il a signalé les abus de certains agents qui vont par le pays obtenir des souscriptions d'agriculteurs représentant les compagnies minières ou autres, et qui arrivent ainsi à faire des victimes d'un grand nombre d'agriculteurs.

L'opposition a fait les mêmes représentations au sujet des sociétés de secours mutuels et a obtenu à la suite de ses efforts répétés des résultats satisfaisants.

Le gouvernement a été averti. Le groupe auquel il est référé ainsi que d'autres groupes similaires prétendent vouloir acheter et vendre des produits agricoles et, dans les campagnes, les agriculteurs les croient affiliés avec l'Union des agriculteurs. Et, lorsqu'on les interroge à savoir si c'est vraiment le cas, les agents répondent par l'affirmative.

Certaines compagnies n'ont d'autre but que de soutirer de l'argent des cultivateurs. Il y a de ces compagnies qui ne valent pas un sou; elles exploitent la bonne foi de nos fermiers, qui achètent des actions et se font voler. Le temps est venu pour le gouvernement d'écouter l'opposition et de mettre fin à ces abus. Le secrétaire provincial accorde des chartes à des compagnies dont le seul but est d'exploiter le cultivateur.

Cette Chambre d'agriculture qui demande de nouveaux pouvoirs au secrétariat provincial n'est pas composée d'agriculteurs, mais d'avocats, de sténographes et d'agents qui s'unissent en se donnant le nom de sociétés agricoles.

Ils font souscrire des actions et volent les cultivateurs. Je voudrais que le gouvernement prit des mesures pour mettre fin à cela. On l'a fait pour les sociétés de secours mutuel et, Dieu merci, il n'y a plus d'exploitation de ce côté-là. Maintenant, il s'agit de protéger les cultivateurs contre un nouveau moyen d'exploitation. J'espère que le gouvernement écoutera ma prière et fera son devoir.

Je ne jette pas le blâme sur le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et ne le tiens pas non plus responsable, mais permettez-moi de dire que le temps est venu où l'humble représentation de l'opposition doit être entendue, et ces abus doivent cesser. Nous devons protéger la classe agricole.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Le gouvernement s'est occupé de cette question bien avant que le chef de l'opposition nous fasse sa prière. Il fait tout en son pouvoir pour protéger les

cultivateurs contre ces compagnies. Mais il est très difficile pour le gouvernement, en accordant les chartes, de savoir si les promoteurs sont de bonne foi ou non. Le secrétaire provincial ne peut pas refuser une charte sur un simple soupçon. Il faut des preuves et celles-ci sont très souvent difficiles à recueillir.

Il y a des gens qui parcourent les campagnes, vont de porte en porte et arrachent des centaines de mille dollars aux cultivateurs en les intéressant dans des compagnies. Nous avons bien la présomption que ces chevaliers d'industrie volent la population, mais il est difficile de le prouver et de les traduire devant la cour. Nous pouvons bien avoir la certitude morale qu'une compagnie a été malhonnête, mais recueillir une preuve solide pour la faire condamner, c'est une chose plus difficile.

J'ai entendu parler d'un promoteur qui s'est rendu dans les régions de Montcalm et de la Beauce et a filouté les agriculteurs de milliers de dollars. Et, même après que des milliers de dollars eurent été ainsi dérobés, il était quand même très difficile de recueillir les preuves suffisantes pour traduire en justice les parties prétendument coupables et les punir. Malgré que l'on pouvait être moralement persuadé de la malhonnêteté de la compagnie, la démonstration de la culpabilité était un tout autre problème. Le gouvernement a cependant pris toutes les précautions possibles afin de protéger les agriculteurs et les gens des districts ruraux, aussitôt que les plaintes ont été reçues.

Des enquêtes ont été faites et toutes les plaintes ont été examinées méticuleusement. Le procureur général (l'honorable M. Taschereau) est actuellement à préparer un dossier, à se procurer des preuves contre une couple de ces compagnies. Quand le moment d'agir sera venu, le chef de l'opposition (M. Sauvé) peut être sûr que le gouvernement fera son devoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'entend faire le gouvernement?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Nous faisons actuellement une enquête sur une compagnie que je crois malhonnête et la première chose à faire est d'entreprendre une campagne d'éducation. On peut punir un homme, mais dix autres le remplaceront. La première chose, c'est l'éducation. C'est ce qu'il faut. Nous mettons nos populations des campagnes en garde contre ces exploiteurs qui forment des associations agricoles et vendent des actions aux cultivateurs. Les gens des campagnes sont pleins de confiance, ont le cœur sur la main et ces chevaliers de l'industrie viennent les piller.

Les gens des campagnes n'ont nullement besoin d'acheter des actions à une compagnie étrangère, puisqu'il y a suffisamment, au Québec, d'entreprises supportées ou autorisées en bonne et due forme par le gouvernement provincial et dans lesquelles les cultivateurs peuvent investir tout l'argent qu'ils veulent, avec l'assurance non seulement qu'ils ne se feront pas avoir, mais qu'ils bénéficieront d'un bon intérêt sur le capital investi.

Il est nécessaire que notre peuple soit continuellement averti. Récemment, j'ai demandé au clergé de prévenir les gens dans toutes les paroisses et j'ai demandé au leader de l'opposition ainsi qu'à tous les députés de participer, dans leur comté respectif, à cette campagne d'éducation. Ce n'est pas une question politique.

Il faut que les membres de la Chambre enseignent à leurs gens que certaines associations sont bonnes et que d'autres sont mauvaises, et par-dessus tout à ne jamais verser d'argent sans demander le conseil désintéressé d'une personne avisée. La campagne est déjà commencée et a donné de bons résultats.

J'invite le chef de l'opposition, j'invite les députés et j'invite aussi les journalistes, qui sont la grande puissance, à dire aux cultivateurs: méfiez-vous!

J'ai vu ces jours derniers, samedi, dans un grand journal de Montréal, une immense annonce demandant aux cultivateurs de souscrire à une compagnie agricole qui est peut-être bonne, mais...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre a-t-il écrit à ce journal?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, en attirant son attention sur une annonce publiée en faveur d'une société d'agriculture dont la sincérité dans les affaires avait été attaquée par un autre journal. J'ai même reçu une réponse très courtoise. Les directeurs de ce quotidien ont répondu qu'ils feraient une enquête pour savoir si cette compagnie était de bonne foi. Si elle ne l'était pas, l'annonce disparaîtrait immédiatement.

Mais, je le répète, nous ne pouvons pas prouver la culpabilité de ces chevaliers d'industrie et si nous prenions des poursuites contre ces compagnies en se basant sur de simples soupçons et que nous ne réussissions pas, nous étendrions le mal. Il faut des preuves et elles sont souvent très difficiles à obtenir. Car, si l'on opérait des arrestations sans preuves suffisantes, cela serait plutôt de nature à nuire à la campagne entreprise contre ces associations.

En résumé, il n'y a qu'un moyen de mettre fin à ces abus, c'est de faire une campagne d'éducation. Je compte sur la presse, M. l'Orateur, pour nous aider à mettre les cultivateurs en garde contre ces compagnies et j'espère que nous réussirons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous faisons une enquête en ce moment, et nous allons prendre tous les moyens de protéger le public. Il (l'honorable M. Taschereau) déclare que son département a reçu plusieurs plaintes. L'on fait dans ces temps-ci des perquisitions contre certaines compagnies, dit-il. Si l'on peut établir que des fermiers ont été filoutés, le gouvernement saura prendre des mesures nécessaires et rigoureuses pour punir les coupables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est difficile de sévir contre ces compagnies. Mais j'espère que le nouveau procureur général (l'honorable M. Taschereau) trouvera le moyen de protéger le public.

Une compagnie a vendu des actions aux agriculteurs pendant deux ans et, si le gouvernement avait été aussi conscientisé au problème des unions d'agriculteurs, quelque chose se serait produit avant aujourd'hui.

Les membres du gouvernement ont combattu du mieux qu'ils ont pu les unions d'agriculteurs, dans l'espoir de les réprimer avant qu'elles ne fassent ici ce qu'elles ont perpétré dans d'autres provinces.

Il laisse entendre que certaines gens qui ont intérêt à décourager le mouvement pour l'union des cultivateurs peuvent favoriser des compagnies de ce genre qui sont de nature à inspirer de la méfiance envers tous les mouvements d'organisation. Il dit que, puisque le ministre compte tant sur les journaux, il est surpris que le *Journal de l'agriculture* ait tant hésité avant de dénoncer ces sociétés. Il note enfin que le *Prix courant* et la *Minerve* ont dénoncé ces compagnies bien avant que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) n'écrit aux journaux, et qu'on en est encore à attendre un article du *Journal de l'agriculture* à ce sujet. Le but de toutes ces compagnies, dit-il, est de nuire à l'union des cultivateurs, qui est une organisation vraiment dévouée aux intérêts agricoles.

Il fait savoir qu'il aura l'occasion plus tard de rediscuter en détail toute la situation des agriculteurs devant l'Assemblée.

**Une voix** promet que l'information qu'il a demandée lui sera fournie dès qu'il sera possible de le faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est satisfait. Il est d'accord pour que la question en reste là.

La proposition est adopt  <sup>3</sup>.

#### Questions et réponses:

##### Subventions aux chemins de fer

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel montant le gouvernement a-t-il payé au cours de chaque exercice financier, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1905 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1919, pour construire ou subventionner des chemins de fer en cette province?

2. Quelle est la longueur totale des chemins de fer que le gouvernement a construits ou subventionnés en cette province, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1905 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1918?

3. Quel était, le 1<sup>er</sup> juillet 1918, le montant des subventions en argent attribuées aux chemins de fer, autorisées mais non encore exigibles?

4. Quel était, le 1<sup>er</sup> juillet 1918, le montant des subventions en terres attribuées aux chemins de fer, converties ou pouvant être converties en argent, autorisées mais non encore exigibles?

5. Quel était, le 1<sup>er</sup> juillet 1918, le montant des subventions en terres attribuées aux chemins de fer, non convertibles en argent, autorisées mais non encore exigibles?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. En 1905-1906.....	\$80,750.00
1906-1907.....	43,779.61
1907-1908.....	46,558.31
1908-1909.....	23,750.00
1909-1910.....	8,750.00
1910-1911.....	8,750.00
1911-1912.....	44,220.65
1912-1913.....	9,652.00
1913-1914.....	8,750.00
1914-1915.....	8,750.00
1915-1916.....	47,890.94
1916-1917.....	750.00
1917-1918.....	750.00
1918-1919.....	750.00

2. 2,648.11 milles

3. \$54,602.70.

4. \$3,316.19.

5. 8,701,064 acres.

##### Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

##### M. Percy Flynn

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Percy Flynn à la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

##### M. Charles Montminy

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Charles Montminy de pratiquer le droit, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

##### The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

##### The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

### **Charte de Montréal-Ouest**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

### **The Crown Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 amendant la loi constituant en corporation The Crown Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Stanley Bagg Corporation et succession S. C. Bagg**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Succession Charles Théodore Viau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 concernant la succession de Charles-Théodore Viau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Succession Jos. Gareau**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant la succession de feu Jos. Gareau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose l'ajournement.

La séance est levée.

### **NOTES**

1. *L'Événement* mentionne que M. Gouin "n'a fait que deux courtes apparitions à la Chambre: pour ouvrir la séance et pour en proposer l'ajournement. C'est l'honorable M. Taschereau qui a pris les rênes du pouvoir".

2. *L'Événement* précise que M. Caron a parlé pendant deux minutes. Nos sources ne nous ont pas permis de trouver davantage d'informations sur les propos du député.

3. *L'Événement* rapporte que M. Gouin revient en Chambre à ce moment, "reprenant les rênes du pouvoir, fait adopter quelques bills publics et privés et propose l'ajournement."





## Séance du mercredi 17 décembre 1919

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de l'Industrial Life Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);
- de William McMillan et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de "The Wales Home" (M. Lemay);
- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemay);
- de dame Jennie C. Brown, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles G. Brown (M. Lemay);
- de Menassa B. Echenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation Agudath Achim" (M. Lemay);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau);
- d'Hector Barsalou ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga (M. Monet);
- de dame Yvonne Larivière ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant certains titres de la succession de Léonidas Villeneuve et de J.-O. Villeneuve (M. Monet);
- de Jean Chauvin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen (M. Monet);
- de la Société coopérative agricole des fromagers de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom (M. Thériault).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

(Caisse Nationale d'Économie) et la Caisse de Remboursement, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Beaudry);

- des administrateurs de l'Université Laval à Montréal et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant l'Université de Montréal en corporation (M. Beaudry);

- de Daniel Smith et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de "The General Accountants Association of the Province of Quebec" (M. Bercovitch);

- de Martha Jane Wakefield et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu McDuff Lamb (M. Bercovitch);

- de la corporation de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bissonnet);

- de Jean-Baptiste Desrochers, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Crédit international du Canada (M. Bordeleau);

- du très honorable Lord Shaughnessy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "St. Mary's Memorial Hospital" (M. Conroy);

- du curé et des marguilliers de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à construire une église et leur accordant d'autres pouvoirs (M. Delisle);

- de Samuel Sheldon Stephens et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le lot no 168 du quartier ouest de la cité de Montréal (M. Gault);

- de John Lorne MacDougall et autres, demandant l'adoption d'une loi instituant en corporation une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Bagotville Railway Company" (M. Laferté);

- d'Émile Galibert et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Hôpital Français (M. Monet);

- de Norman Scott Cameron, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen (M. Monet);

- de la ville Saint-Germain de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tessier, Rimouski);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs additionnels (M. Vautrin).

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Société de construction de Montréal, demandant l'adoption d'une loi accordant des pouvoirs additionnels;

- de Michael James McLaughlin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title Bond and Trust Corporation of Canada";

- de Philias Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Le Soleil limitée;

- de la Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Max. Fogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah";

- de Joseph-Ernest Grégoire, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat;

- de Robert Brodie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant certaines terres en culture en la cité de Montréal;

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

**Compagnie du chemin de fer  
Roberval-Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 70 amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congregation Pinsker  
Shul Kinyan Torah**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Trois-Rivières**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 117 amendement la charte de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société de construction  
de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 98 concernant la Société de construction de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Title Bond Guarantee  
and Trust Corporation of Canada**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 106 constituant en corporation la Guarantee Title Bond and Trust Corporation of Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Le Soleil limitée**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terres en culture  
à Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 105 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Roxboro**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 96 amendement la charte de la ville de Roxboro.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Joseph-Ernest Grégoire**

**M. Thériault (L'Islet)** pour **M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 68 autorisant le Barreau de la province de

Québec à admettre Joseph-Ernest Grégoire au nombre de ses membres, après examen oral.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Dépôt de documents:

##### *État des Comptes publics, 1918-1919*

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics* de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1919. (Document de la session no 2)

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)**, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1921, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 17 décembre 1919  
(Document de la session no 1)

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget qui l'accompagne.

#### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Monsieur l'Orateur, en soumettant à cette Chambre notre état financier résultant de la dernière année fiscale, j'éprouve un double sentiment d'orgueil et de satisfaction de constater dans quelle splendide condition la province se retrouve et la stabilité qu'elle a pu conserver durant les jours difficiles que nous avons vécus. La Grande Guerre est terminée. La paix sera bientôt faite avec nos ennemis. Mais qu'en est-il des troubles, des difficultés et des perturbations sociales chez nous? La lutte des classes l'une contre l'autre, le

conflit résultant de l'augmentation toujours croissante du coût de la vie et la sape travaillant les assises du gouvernement constitutionnel, voilà, à mon avis, non seulement autant d'entraves au développement de notre progrès, mais une menace et un danger des plus sérieux et des plus redoutables pour notre pays.

Je ne crois pas que l'on puisse réellement remédier au mal par la législation ou aucune détermination fictive des prix, mais j'ai plus grande confiance dans le développement de tout effort et de toute énergie possibles pour porter le rendement au niveau de la demande, de manière à établir un état de choses plus normal par toute la province et tout le pays. Car aussi longtemps que le produit manquera, le coût de la vie restera élevé, justifiant la demande d'augmentation de gages et par là même donnant lieu à ces agitations, ce malaise, cette perturbation sociale qui aboutissent trop souvent à des grèves, dont le résultat le plus clair est la diminution des produits et des approvisionnements, partant le coût plus élevé de la vie. Tout cela s'enchaîne et reste inextricable, mais la cause et l'effet sont là, et le seul remède à y apporter se trouve dans ces mots: plus de travail, plus de production, plus d'approvisionnement. Quand l'approvisionnement sera plus considérable, la demande sera plus amplement satisfaite et, à mesure que l'on satisfera à la demande, cesseront les troubles, l'agitation et le malaise. Mais il nous faut être patients. Nous devons bien comprendre que nous ne pouvons restaurer dans un jour ce qui a été détruit au cours des années, et que ce n'est que lorsque toutes les classes uniront leurs efforts et leurs énergies que l'état de choses pourra être amélioré et rétabli sur des bases normales.

Pendant cinq ans, on compte qu'il y a eu 58,000,000 d'hommes sous les armes dans le monde entier. Non seulement ceux-là n'ont pas contribué à la production, mais ils ont consommé et détruit. On a puisé largement dans nos réserves de matériel et de choses nécessaires à la vie qui se trouvent, sinon épuisées, du moins très sérieusement diminuées. Il n'y a qu'un moyen d'obvier, c'est de refaire pour le monde entier l'approvisionnement de victuailles et de matériaux, de rétablir enfin nos méthodes et notre mode d'existence, ce qui se fera par le travail, plus de travail, et toujours plus de travail.

Nous avons remporté la victoire dans la guerre d'Europe. N'est-il pas possible maintenant d'assurer la paix et le contentement chez nous? À quoi bon les sacrifices énormes que nous avons faits, ces pertes de vies, ces souffrances sans précédent et la destruction qui s'ensuivit, si nous n'obtenons ni paix ni contentement? Est-ce que toutes ces souffrances et tous ces sacrifices auront été inutiles?

Une orgie de dépenses semble s'être emparée du monde entier, les principes d'économie sont oubliés ou méprisés au moment précis où l'on devrait plutôt les appliquer avec rigueur. J'ai toujours conseillé de pratiquer l'économie, et je le conseille aujourd'hui plus énergiquement que jamais, parce que si le monde doit reprendre son état normal, ce ne sera qu'à l'aide du travail, de l'augmentation de la production et de l'économie.

Notre province a eu moins à souffrir de ces tristes conditions que plusieurs autres parties du monde, et je ne crains pas le contraire parce que sa base économique est solide. Le gouvernement s'est toujours efforcé d'administrer les affaires de la province suivant les principes du commerce et, cette année, j'ai l'honneur et le plaisir d'annoncer qu'il poursuit sa coutume de déclarer des surplus. Pour l'année finissant le 30 juin 1919, il accuse un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire et extraordinaire de \$295,221.02.

Les recettes ordinaires de l'année 1918-1919 indiquent que le revenu de la province augmente d'année en année, et le montant en est le plus élevé que l'on trouve dans l'histoire de la province, à l'exception de l'année 1917-1918, le revenu considérable pour cette année-là étant dû au fait que les droits sur les successions avaient donné une somme anormale et excédaient de \$3,336,547.84 les prévisions pour 1917-1918 et de \$3,277,532.82 la recette de l'an dernier. Nous nous guidons sur ce principe que, lorsque nos recettes sont plus considérables que nos prévisions, nous augmentons naturellement les dépenses pour les grands services publics de la colonisation, des bons chemins, de l'éducation et de l'agriculture, en ayant soin de les maintenir toujours dans les limites de notre revenu.

La dépense pour les services susdits, pendant l'exercice finissant le 30 juin 1919, s'est élevée à \$5,099,852.19.

Nous demanderons aussi à la Chambre de nous autoriser à emprunter \$5,000,000 pour les fins de la colonisation, et l'on trouvera dans les estimations de très importantes augmentations dans les octrois pour l'agriculture et pour d'autres services publics, que nous avons l'intention d'augmenter de temps à autre, à mesure que le revenu le permettra.

Il arrive parfois que le fait d'avoir augmenté la dette publique soit un sujet de critique. À ce propos, je ferai remarquer que non seulement avons-nous dépensé des sommes considérables pour les services publics que je viens de mentionner, surtout la voirie, service pour lequel seulement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, nous avons dépensé

un montant de \$18,813,298.74, mais nous avons dépensé des sommes très considérables pour le développement de nos forces hydrauliques, et toute cette dépense non seulement a été autorisée par un vote unanime de la Législature, mais par l'électorat à chaque élection générale depuis 1912.

Je crois que l'argent employé dans la construction des bons chemins et le développement de nos forces hydrauliques est de l'argent bien placé; il rapporte de gros intérêts à la province, le placement dans les bons chemins procurant un bénéfice important et direct à la population pour qui les transports deviennent plus faciles et moins dispendieux. Le placement de \$2,894,057.80 pour la retenue des eaux de la rivière Saint-Maurice et de la rivière Saint-François nous rapporte, sur des contrats déjà en exécution, une somme de \$251,079.66 par année, et d'année en année ce revenu augmentera avec la construction de nouvelles fabriques et la vente des forces hydrauliques.

Ainsi donc, avant longtemps le gouvernement sera complètement refait de son déboursé et, en outre, il retirera un bon revenu de ces travaux. Et, comme ce revenu tombe au fonds consolidé, cela signifie pour le peuple moins de taxes à payer.

Toutefois, j'aimerais à faire remarquer que la chose importante n'est pas tant de savoir combien il a été prélevé d'argent, pourvu que cela soit justifiable, mais que ce qu'il y a de plus essentiel c'est de voir à ce que cet argent soit judicieusement dépensé. Demandez-vous : Cela nous profitera-t-il? Faisons-nous un bon placement? Retirons-nous la valeur de notre argent?

Je crois pouvoir dire avec confiance que la réponse du peuple de la province de Québec à ces questions serait affirmative.

**Année fiscale 1918-1919**

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1919 étaient :

Revenu ordinaire .....	\$10,293,484.20
Dépense ordinaire et extraordinaire .....	<u>10,019,243.68</u>

Surplus en prévision.....	\$ 274,240.52
---------------------------	---------------

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire .....	\$12,666,352.03
Dépense ordinaire .....	<u>12,272,675.31</u>

Surplus .....	\$ 393,676.72
---------------	---------------

Les dépenses extraordinaires pour l'année, cependant, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$98,455.70, ce qui donne un surplus de revenu ordinaire sur la dépense ordinaire et extraordinaire de \$295,221. 02.

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$2,372,867.83 et la prévision des dépenses ordinaires et extraordinaires a été dépassée de \$2,351,887.33. (Voir état no 1)

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions  
1918-1919**

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Terres et Forêts .....	\$784,141.02
Mines, Pêche et Chasse.....	191,397.63
Fonds de bâties et des jurés.....	76,860.76
Taxes sur corporations commerciales, etc. ....	429,630.50
Droits sur les successions.....	159,015.02
Loi des véhicules-moteurs .....	298,055.94
Revenu casuel .....	138,503.86
Entretien des aliénés .....	335,170.59
Et il y a eu d'autres services dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de.....	160,080.60

(Voir état no 2)

**Comparaison avec les prévisions  
Dépenses ordinaires 1918-1919**

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique .....	\$ 33,909.55
Législation.....	116,343.50
Gouvernement civil.....	35,751.86
Administration de la justice .....	97,105.76
Instruction publique .....	32,817.80
Asiles d'aliénés .....	349,659.31

**Comparaison avec les prévisions  
Dépenses ordinaires 1918-1919 (suite)**

Écoles de réforme et d'industrie .....	63,665.37
Mines, Pêche et Chasse:	
Service d'enregistrement (cadastre) .....	21,579.53
Colonisation .....	180,935.32
Hygiène .....	13,182.48
Travaux publics (ordinaires) .....	154,997.67
Travaux publics (extraordinaires) .....	98,455.70
Agriculture .....	164,300.00
Voirie .....	382,338.93
Terres et Forêts .....	51,050.00
Dépenses sur le revenu .....	125,131.03
Services divers .....	<u>440,924.27</u>
	\$2,362,148.08

La dépense pour les services suivants a été moins élevée que la prévision :

Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. ....	\$4,190.53
Travail .....	5,969.72
Immigration, colonisation et publicité .....	.50
Institutions de bienfaisance .....	<u>100.00</u>

10,260.75

La dépense ordinaire réelle a excédé la prévision de..... \$2,351,887.33

(Voir état no 3)

**Opérations de caisse en 1918-1919**

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1918, il y avait dans diverses banques la somme de .....	\$999,484.94
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à .....	<u>751,516.85</u>
	\$247,968.09

Les recettes du 1<sup>er</sup> juillet 1918 au 30 juin 1919 ont été :

Revenu ordinaire .....	\$12,666,352.03
Dépôts en fidéicommiss .....	441,946.43
Endiguement de la rivière	
Saint-François .....	400.00
Placement du fonds	
du revenu consolidé .....	545,738.35
Emprunt temporaire .....	1,000,000.00
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 2	
(Déventures des chemins à barrières de la rive nord) .....	3,400.00
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7	
(Déventures des chemins à barrières de la rive sud) .....	<u>41,300.00</u>
	\$14,699,136.81

**Opérations de caisse en 1918-1919 (suite)**

Paiements du 1<sup>er</sup> juillet 1918 au 30 juin 1919 :

Dépenses ordinaires .....	\$12,272,675.31	
Dépenses extraordinaires .....	98,455.70	
Dépôts en fidéicommiss .....	412,811.98	
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00	
Loi des bons chemins, 1912.....	1,486,808.64	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	580,935.72	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	47,819.28	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	50,000.00	
Débetures de la commission des chemins à barrières de la rive sud de Québec.....	21.80	
Chemins à barrières de la rive nord de Québec : Échange de débetures.....	3,400.00	
Chemins à barrières de la rive sud de Québec : Échange de débetures.....	<u>41,300.00</u>	
		<u>14,994,978.43</u>
Excédent de paiements.....		<u>295,841.62</u>
Balance.....		\$ 47,873.53
Savoir :		
Le 30 juin 1919, il y avait en dépôt dans diverses banques.....	\$879,233.34	
Mandats en cours .....	<u>927,106.87</u>	
		<u>\$ 47,873.53</u>

**Comparaison des recettes ordinaires de 1918-1919  
avec celles de 1917-1918**

Le total des recettes ordinaires pour 1918-1919 a été de.....	\$12,666,352.03
Le total des recettes ordinaires pour 1917-1918 a été de.....	<u>13,806,390.97</u>
Diminution dans les recettes de 1918-1919 .....	\$ 1,140,038.94

**Comparaison des recettes ordinaires de 1918-1919  
avec celles de 1917-1918 (suite)**

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1917-1918, "viz" :

Puissance du Canada.....	\$ 41.31
Terres et Forêts .....	900,031.31
Mines, Pêcheries et Chasse .....	172,253.15
Administration de la justice .....	128,901.05
Timbres d'enregistrement .....	294.49
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	240,591.65
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	34,094.18
Loi des véhicules-moteurs .....	235,136.78
Loi des mécaniciens stationnaires, honoraires.....	2,410.75
Inspections des hôtels et maisons de pension, honoraires .....	640.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	7,171.39
Entretien des aliénés .....	339,682.28
Écoles de réforme et d'industrie .....	51,437.39
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	4,506.31
Revenu casuel .....	80,105.09
Service civil, contributions au fonds de pension .....	1,743.17
Loi des assurances, revenu.....	5,574.90
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	2,223.24
Travaux et édifices publics, loyers.....	923.00
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	2,140.34
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	12,832.86
Contributions des fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31 .....	10,767.27
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2 .....	3,208.72
Contributions des municipalités en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13 .....	1,000.00
	<u>\$2,237,710.63</u>

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées qu'en 1917-1918 :

Licences, etc.....	\$ 19,834.64
Droits sur les successions.....	3,277,532.82
Loi des distributeurs automatiques .....	1,500.77
Loi des détectives privés, revenu .....	13.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics .....	862.30
Législation.....	3,687.63
Intérêt sur dépôts et placements.....	40,167.36
Prime, escompte et change.....	586.33
Remboursement des subventions aux chemins de fer, taxe .....	11,177.86
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	21,511.86
Fonds d'emprunts municipaux.....	<u>875.00</u>
	<u>3,377,749.57</u>

Diminution nette en 1918-1919 ..... \$1,140,038.94



**Comparaison des dépenses ordinaires de 1918-1919  
avec celles de 1917-1918**

Total des dépenses ordinaires en 1918-1919 .....	\$12,272,675.31
Total des dépenses ordinaires en 1917-1918 .....	<u>11,423,497.73</u>

Augmentation des dépenses ordinaires en 1918-1919..... \$ 849,177.58

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1917-1918, "viz" :

Dette publique .....	\$ 47,953.73
Législation.....	75,710.07
Gouvernement civil.....	20,531.44
Instruction publique .....	14,515.00
Hygiène .....	13,182.48
Voirie .....	159,480.07
Terres et Forêts .....	6,886.61
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration.....	262,816.84
Institutions de bienfaisance.....	500.00
Écoles de réforme et d'industrie .....	58,665.37
Dépenses sur le revenu.....	93,895.43
Services divers .....	<u>247,381.78</u>
	\$1,001,518.82

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1917-1918, "viz" :

Administration de la justice .....	\$ 9,021.58
Travaux publics (ordinaires) .....	79,741.55
Travail .....	1,362.23
Agriculture .....	59,444.64
Asiles d'aliénés .....	<u>2,771.24</u>
	<u>152,341.24</u>

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1918-1919 sur celles de 1917-1918..... \$ 849,177.58

Les dépenses extraordinaires pour travaux et édifices publics durant l'année 1918-1919 ont été de \$149,879.26 moins élevées qu'en 1917-1918.

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terre converties en argent, autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1919, était de \$6,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1919**

**Passif**

Dette consolidée courante avant la conversion .....	\$37,963,086.72	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$39,706,613.55
Emprunt temporaire .....		1,000,000.00
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 .....		1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....		25,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....		741,582.42
Mandats non payés .....		927,106.87
Obligations du palais de justice de Québec .....		31,600.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....		<u>60,000.00</u>
		\$43,965,512.47

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O., "viz" :		
Déposé dans les banques .....	\$227,751.65	
Placement en obligations du palais de justice de Québec .....	31,600.00	
Placement en débetures de la province de Québec .....	80,000.00	
Placement en bons de la victoire du Canada (1937) .....	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec .....	719,897.77	
Placements en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec .....	408,801.69	
Placement en débetures 4 % de la province de Québec .....	11,248.42	
Placement en débetures 4½ % de la province de Québec .....	56,831.05	
Placement en débetures 5 % de la province de Québec .....	23,567.65	
Placement en bons de guerre du Canada .....	<u>9,600.00</u>	
		\$1,990,326.58

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1919**

**Actif (suite)**

**Puissance du Canada :**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	1,169,009.37	
Argent en banque .....	879,233.34	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de propriété.....	5,000.00	
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,446,218.08	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	447,839.82	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	50,000.00	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	38,798.35	
Taxe du palais de justice de Québec en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16.....	31,600.00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$21,187.09	
Fonds d'amortissement compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	<u>38,812.91</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>10,930,221.92</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1919.....		<u>\$33,035,290.55</u>

**Dettes consolidées**

Le 30 juin 1918, la dette consolidée en cours était de .....	\$39,827,769.55
Le 30 juin 1919, la dette consolidée en cours était de .....	<u>39,706,613.55</u>
Diminution de la dette consolidée en cours durant l'année 1918-1919.....	\$ 121,156.00

Justifiée comme suit :

## Réduction :

Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées.....	\$165,856.00
---	--------------

## Augmentation :

Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 .....	\$ 3,400.00	
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 .....	<u>41,300.00</u>	
	<u>44,700.00</u>	\$ 121,156.00

La dette consolidée au 30 juin 1919, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province, était .....	\$39,706,613.55
---	-----------------

Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à.....	<u>1,990,326.58</u>
---	---------------------

Soit une balance nette de dette consolidée de .....	\$37,716,286.97
---	-----------------

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1919 accuse une diminution de \$299,367.51 sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1918.

Cette diminution s'explique par le rachat de \$165,856 de bons de l'emprunt de 1880 et \$178,211.51 placées au compte du fonds

d'amortissement; moins \$41,300 de débentures émises en vertu de 8 George V, chapitre 7 et \$3,400 de débentures émises en vertu de 6 George V, chapitre 2.

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1919 (suite)**

**Dettes non consolidées**

Au 30 juin 1919, la dette non consolidée consistait en :

Emprunt temporaire .....	\$1,000,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....	741,582.42
Mandats non payés.....	927,106.87
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....	<u>25,000.00</u>
	\$4,167,298.92

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banque .....	\$ 879,233.34
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété.....	5,000.00
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,446,218.08
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	447,839.82
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	50,000.00
Nouvelle prison, district de Montréal, avance .....	3,619,147.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance .....	85,611.25
Palais de justice et prison du district de Roberval .....	38,798.35
Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	<u>1,169,009.37</u>
	<u>8,848,295.34</u>

Ce qui laisse sur la dette non consolidée un surplus d'actif de..... \$4,680,996.42

### Année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire pendant les cinq mois finissant le 30 novembre 1919 sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement dépassées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'exercice courant, d'après le montant de mandats spéciaux émis depuis le 1<sup>er</sup> juillet, \$527,500.27, comme l'indique l'état déposé sur la table de la Chambre, et d'après le budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre des montants requis pour différents services, pour compléter la dépense nécessaire de l'année courante.

Mais l'on compte que cette augmentation des dépenses sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes jusqu'au 30 novembre dernier.

### Prévisions pour 1920-1921

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1921, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que de l'effet des conditions actuelles du monde financier, et quant aux dépenses elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$11,673,904.09
Dépenses ordinaires .....	<u>11,590,563.57</u>
Surplus probable de revenu.....	\$ 83,340.52

### Emprunt temporaire du 28 juin 1919

En vertu de l'article 807 des statuts refondus de Québec, 1909, et d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, du 28 juin 1919, nous avons obtenu de la Banque de Montréal un emprunt temporaire d'un million de piastres, portant intérêt au taux de 5½ % par année. Cet emprunt a été fait pour rembourser temporairement au fonds du revenu consolidé de la province une partie de la dépense encourue pour l'endiguement des eaux de la rivière

Saint-Maurice, celui des eaux de la rivière Saint-François et celui des rivières Sainte-Anne et Savane, ainsi que pour les bons chemins, en vertu de 3 George V, chapitre 21, dépenses auxquelles il faut pourvoir, d'après les lois qui les autorisent, au moyen d'emprunts permanents. Cet emprunt a depuis été remboursé sur le revenu ordinaire.

### Bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé, jusqu'au 30 novembre 1919, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3, et 7 George V, chapitre 9, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement : le montant reçu des emprunts faits en vertu de ladite loi; le montant avancé à même le revenu consolidé; le montant déterminé pour chaque municipalité et la balance à payer quand les travaux au montant de leurs allocations auront été faits.

Paiements aux municipalités	
à date.....	\$12,264,852.52
Paiements sur chemins	
du gouvernement à date.....	<u>6,548,446.22</u>
	\$18,813,298.74
Produit net des emprunts .....	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur	
le produit des emprunts.....	\$12,962,493.42
Montant réparti aux municipalités	
à date.....	\$13,310,712.06
Montant payé là-dessus .....	<u>12,264,852.52</u>
Balance à payer à mesure que	
les travaux progresseront .....	\$ 1,045,859.54

L'état ci-dessus démontre que les paiements aux municipalités et pour les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par la loi 5 George V, chapitre 3, et la loi 7 George V, chapitre 9, s'élèvent à \$18,813,298.74 sur le montant de \$20,000,000 autorisé par la Législature.

Je puis ajouter que nous avons l'intention de soumettre à la présente Législature un amendement à la loi des bons chemins de 1912, telle qu'amendée par la loi 5 George V, chapitre 3 et la loi 7 George V, chapitre 9, autorisant le gouvernement à emprunter une somme additionnelle aux mêmes conditions, afin de nous permettre de satisfaire aux nombreuses demandes pour la construction de chemins publics,

ce qui a eu des résultats si avantageux et d'une si grande portée pour la province tout entière.

M. l'Orateur, d'après les états et les chiffres que j'ai soumis à cette Chambre, il sera évident pour tous que la situation financière de la province est enviable. Ses bons sont recherchés par les capitalistes. Son crédit est des meilleurs sur les marchés monétaires du monde entier.

Notre province se développe rapidement au point de vue industriel. Durant la décade 1905-1915 le nombre des établissements industriels a augmenté de 4,965 à 7,158, la somme payée annuellement en gages aux employés, de \$38,703,763 à \$80,217,258, et la valeur des produits, de \$219,861,648 à \$387,900,585. Durant la présente année, on a estimé que le rendement industriel de la province s'élèvera au moins à \$500,000,000.

Le développement de nos forces hydrauliques a dans une très grande mesure contribué à ce grand développement industriel. La création de villes aussi prospères que Grand'Mère, Shawinigan Falls et La Tuque, de même que le progrès industriel si rapide de Trois-Rivières, Sherbrooke, Drummondville et de plusieurs autres cités et villes sont dus au développement de nos forces hydrauliques. Je ne doute pas que notre province se prête merveilleusement au succès de toutes sortes d'industries. Nous avons les ressources; nous avons la force motrice; nous avons les moyens de transport par voie ferrée et par voie fluviale. Nos gens sont industriels, économes et heureux. Je ne vois rien qui puisse retarder notre progrès industriel. Le développement industriel signifie plus d'emplois pour les travailleurs, plus de gages et de plus grands marchés pour les produits de l'agriculture.

En commençant ce discours, j'ai parlé de la nécessité pour nous d'augmenter nos productions et, à cette fin, j'ai recommandé plus de travail. Mais, si nous voulons obtenir les meilleurs résultats, il est d'absolue nécessité que le capitaliste, l'artisan et le cultivateur s'entendent et coopèrent ensemble pour le plus grand bien de notre province et de notre pays. Les factions diverses qui actuellement s'ameutent l'une contre l'autre devraient plutôt reconnaître les grands principes de la coopération, auxquels l'on doit le progrès moderne. La coopération signifie l'étouffement des différends particuliers en faveur du bien commun. Le capitaliste, l'artisan et l'agriculteur doivent chercher, au bénéfice commun, à harmoniser leurs divergences de vues personnelles.

Je crois que le capitaliste, l'artisan et le cultivateur devraient se faire plutôt coopérateurs. Je crois que leurs intérêts sont communs et qu'aucun

d'eux ne peut atteindre la pleine mesure de prospérité qui lui est réservée si ce n'est à l'aide de l'association la plus intime des uns avec les autres.

Travaillons en vue d'un objectif commun de pensée, d'action et pour le développement de toute la nation en général, sans tenir compte des classes, mais à la recherche du plus grand bien pour le plus grand nombre, du bien-être général de nos compatriotes et de notre chère patrie.

Tout devrait être fait pour améliorer la vie de nos gens du peuple, pour les rendre heureux et satisfaits, si nous voulons qu'en retour ils nous donnent le meilleur de leurs énergies et de leurs efforts. L'on devrait recourir à tous les moyens possibles de dissiper cet esprit révolutionnaire qui semble prévaloir en certains quartiers.

Ceux qui cherchent à faire croire aux bons ouvriers que la révolution, telle qu'elle s'opère en Russie, vaut mieux que le gouvernement constitutionnel, ceux-là ne sont ni canadiens ni patriotes. L'une signifie désastre pour l'ouvrier; l'autre, prospérité et bonheur.

L'état de choses actuel dans la province, au point de vue social, économique ou financier, soutient bien la comparaison avec celui que l'on trouve dans toute autre province, tout état ou tout pays, et toujours l'on en parle comme de la sage, saine et sûre province de Québec. Cela la met en moyens de faire face aux immigrants de toute classe et au placement des capitaux, car, d'un côté, l'on sait que l'on peut y gagner sa vie sans craindre d'être molesté et, de l'autre, que le placement sera considéré comme un droit sacré auquel ni théoricien ni bolcheviste ne saurait porter atteinte.

On a suggéré plusieurs moyens de solutionner le problème d'une union, d'une concorde et d'une harmonie plus grandes à établir entre les deux grandes races qui habitent notre pays, mais aucune proposition n'a été aussi claire et aussi précise que celle de Son Altesse Royale le prince de Galles, lorsque, parlant au banquet qu'on lui offrit à Montréal, au mois d'octobre dernier, il disait que le secret du succès dans l'union était "la parole libre, le langage libre et le respect mutuel des uns des autres", et il aurait pu ajouter "liberté d'adorer Dieu suivant sa conscience".

Ce sont là les sentiments d'un jeune homme qui, un jour, sera appelé à gouverner tout l'Empire britannique, lequel renferme dans ses limites des gens de toute race, de toute langue et de toute couleur, vivant ensemble dans la paix et l'harmonie sous un même drapeau, et parlant néanmoins chacun sa langue sans entrave ni restriction. Absolument, si

de tels sentiments peuvent s'appliquer à l'ensemble de l'Empire britannique, ils peuvent aussi s'appliquer à notre pays.

Vous trouverez peut-être, M. l'Orateur, que je fais là une digression, mais je ne le crois pas, car il n'y a pas seulement que de l'inquiétude et du malaise, il y a une douleur au cœur, un ver rongeur au centre de cette jeune nation, bien que l'un et l'autre semblent encore sains, et tout cela est dû à l'abus du régionalisme, l'abus du provincialisme, des préjugés, de l'étréitesse d'esprit, ainsi qu'au manque d'esprit national et canadien.

Il nous faut guérir la maladie. Il nous faut amputer la partie malsaine et extirper le mal. Nous devons avoir confiance. Nous devons avoir le cœur léger. Nous devons nous entendre, nous faire des concessions. Les grands doivent céder plus que les

petits parce qu'ils sont grands, mais tous doivent se donner la main, marcher épaule contre épaule, capitaliste, artisan ou cultivateur, riche ou pauvre, quelle que soit la nationalité ou la religion, l'un se faisant le complément de l'autre, et ce n'est que par l'effort uni d'un chacun et de tous à la poursuite du bien pour le plus grand nombre que nous assurerons à ce pays la position à laquelle la nature et la Providence l'ont prédestiné.

Si nous voulons réaliser notre ambition pour notre province et notre pays, mettons-nous à l'œuvre. Oublions nos différends. Regardons l'avenir, non le passé. En un mot, mettons-nous aux affaires.

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre siège en comité des subsides.

### État no 1

Les prévisions du revenu et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1919 étaient :

Revenu ordinaire .....	\$10,293,484.20
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	<u>10,019,243.68</u>
Surplus probable .....	\$ 274,240.52

Les résultats réels des opérations de l'année terminée le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire .....	\$12,666,352.03
Dépense ordinaire .....	<u>12,272,675.31</u>
Surplus .....	\$ 393,676.72

Les dépenses extraordinaires de l'année payées à même le revenu ordinaire comprenaient :

Achat de propriétés, rues Notre-Dame, Saint-Gabriel et Saint-Jacques, Montréal .....	\$85,419.10
Achat de propriétés, rue Sainte-Julie, Québec .....	<u>13,036.60</u>
	\$ <u>98,455.70</u>

Par conséquent, le surplus réel du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires était .....	\$ 295,221.02
--	---------------



**État no 1 (suite)**

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1919 étaient :

Revenu ordinaire .....	\$10,293,484.20
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	<u>10,019,243.68</u>
Surplus probable .....	\$ 274,240.52
Les prévisions du revenu ordinaire étaient de.....	\$10,293,484.20
Le revenu ordinaire a été effectivement de.....	<u>12,666,352.03</u>
Excédent sur les prévisions .....	\$ 2,372,867.83
Les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires étaient de .....	\$10,019,243.68
Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été en réalité de .....	<u>12,371,131.01</u>
Excédent sur les prévisions .....	\$ 2,351,887.33

**État no 2**

**Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire 1918-1919**

Le revenu provenant des services suivants a excédé les prévisions comme suit :

Puissance du Canada : intérêt sur les fonds en fidéicommiss .....	\$ 37.77
Terres et Forêts .....	784,141.02
Mines, Chasse et Pêche.....	191,397.63
Intérêt sur dépôts et placements .....	18,329.83
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	2,919.17
Intérêt reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	25,801.58
Fonds de bâtisses et des jurés.....	76,860.76
Entretien des prisonniers.....	3,506.30
Honoraires du grand connétable de Québec .....	1,903.05
Fonds du palais de justice d'Ottawa .....	40.38
Loi des distributeurs automatiques .....	240.05
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	3,624.96
Contributions des municipalités en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13 .....	1,000.00
Taxes sur les corporations municipales .....	429,630.50
Droits sur les successions.....	159,015.02
Loi des véhicules-moteurs .....	298,055.94
Loi des détectives privés, revenu .....	754.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	7,196.57
Entretien des aliénés .....	335,170.59
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	17,720.61
Législation.....	3,521.27
Revenu casuel .....	138,503.86

**État no 2 (suite)**

Contributions au fonds de pension, service civil .....	2,851.01
Prime, escompte et change.....	20,260.61
Loi des assurances, revenu.....	3,050.35
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....	2,625.33
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31 .....	4,647.27
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	<u>143.00</u>
	\$2,532,948.43

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Timbres judiciaires.....	\$13,657.10
Honoraires judiciaires .....	5,942.18
Gain des prisonniers, prisons de Montréal et de Québec.....	500.00
Licences .....	93,895.33
Timbres d'enregistrement (y compris honoraires de registrateurs salariés).....	15,023.51
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc. ....	8,655.68
Inspections des hôtels et des maisons de pension, honoraires .....	560.00
Loi des mécaniciens stationnaires de Québec, honoraires.....	2,339.25
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics .....	268.65
Pourcentage sur renouvellements d'hypothèques .....	28.63
<i>Gazette officielle</i> .....	449.23
Loyers des édifices publics .....	250.00
Subventions aux chemins de fer, taxe.....	3,411.28
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	<u>15,099.76</u>
	<u>160,080.60</u>
Excédent du revenu sur les prévisions .....	\$2,372,867.83

**État no 3**

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour certains services s'élève à .....	\$2,362,148.08
---	----------------

Voici le détail des items :

**Dette publique :**

*Excédent de dépenses :*

Intérêt sur dette consolidée .....	\$12,031.19
Intérêt sur dette non consolidée .....	17,594.73
Fonds d'amortissement .....	6,399.49
Prime, escompte et change.....	<u>7,712.64</u>
	\$43,738.05

**État no 3 (suite)****Dette publique (suite) :***Non dépensé :*

Rachat de la dette .....	\$9,344.00		
Frais d'administration .....	<u>484.50</u>		
		<u>9,828.50</u>	\$33,909.55

**Législation :***Excédent de dépenses :**Assemblée législative :*

Traitements, dépenses contingentes, etc. ....	\$ 18,891.42		
Impression et reliure pour les deux Chambres			
de la Législature .....	44,414.41		
Bibliothèque de la Législature .....	200.00		
Dépenses d'élections .....	57,281.15		
Indemnités aux réviseurs et autres dépenses.....	1,914.99		
Officiers spéciaux pour la préparation			
des listes électorales dans les cités			
de Montréal et de Québec .....	<u>180.63</u>		
		<u>\$122,882.60</u>	

*Non dépensé :*

Conseil législatif ..... \$3,000.00

*Assemblée législative :*

Indemnité des députés.....	2,990.00		
Frais de transport et pension .....	<u>549.10</u>		
		<u>6,539.10</u>	\$116,343.50

**Gouvernement civil :***Excédent des dépenses :*

Augmentation des traitements.....	\$11,851.86		
Dépenses contingentes .....	<u>23,900.00</u>		
			\$35,751.86

**Administration de la justice :***Excédent de dépenses :*

Traitements des shérifs, anciens districts.....	\$ 1,076.19		
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne			
et de la paix et de la Cour d'appel :			
Traitements .....	14,690.39		

**État no 3 (suite)****Administration de la justice (suite) :**

Dépenses contingentes .....	9,114.29
Dépenses contingentes des shérifs .....	32,752.32
Service des détectives .....	1,041.64
Traitements des coroners .....	599.99
Magistrats de district, dépenses de voyage, etc. ....	1,130.82
Divers .....	43,162.13
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa .....	<u>4,608.37</u>
	\$108,176.14

*Non dépensé :*

Fonds de bâisses et des jurés.....	\$7,885.02	
Poursuites au criminel.....	431.08	
Honoraires et déboursés des coroners.....	1,516.52	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts .....	220.00	
Médecins des prisons .....	<u>1,017.76</u>	
	<u>11,070.38</u>	\$97,105.76

**Instruction publique :***Excédent de dépenses :*

École polytechnique, Montréal .....	\$15,000.00
Inspecteur général de l'enseignement technique .....	80.30
École technique, Montréal .....	10,000.00
École des hautes études commerciales de Montréal .....	<u>10,000.00</u>
	\$35,080.30

*Non dépensé :*

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal.....	\$1,000.00	
Écoles du soir et écoles de coupe.....	<u>1,262.50</u>	
	<u>2,262.50</u>	\$32,817.80

**Asiles d'aliénés :**

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$349,659.31
-----------------------------------	--------------

**Écoles de réforme et d'industrie :**

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$63,665.37
-----------------------------------	-------------

## État no 3 (suite)

**Mines, Chasse et Pêche, Service d'enregistrement (cadastre) :***Excédent de dépenses :*

Chasse et Pêche .....	\$10,000.00
Service d'enregistrement (cadastre).....	10,000.00
Commission sur perceptions de la royauté et permis de chasse et pêche .....	<u>3,000.00</u>
	\$23,000.00

*Non dépensé :*

Compte en suspens.....	<u>1,420.47</u>	\$21,579.53
------------------------	-----------------	-------------

**Colonisation :***Excédent de dépenses :*

Chemins de colonisation .....	\$180,935.32
-------------------------------	--------------

**Hygiène :***Excédent de dépenses :*

Bureau d'hygiène de la province de Québec .....	\$13,182.48
---	-------------

**Travaux publics (ordinaires) :***Excédent de dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général .....	\$172,473.61
Inspection des hôtels et des maisons de pension .....	547.37
Ponts et barrières de péage.....	1,033.05
Abolition des ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières .....	5,736.00
Palais de justice, Montréal, annexe.....	<u>19,086.37</u>
	\$198,876.40

*Non dépensé :*

Assurance des édifices publics en général .....	\$ 31.64	
Ponts en fer .....	25,521.48	
Embellissement des édifices et des terrains du parlement.....	4,990.00	
Entretien des bureaux du gouvernement à Montréal .....	4,780.17	
Loi des mécaniciens stationnaires, Québec .....	632.87	
Réparations des palais de justice et prisons .....	5,463.65	
Assurance des palais de justice et prisons.....	367.77	
Palais de justice, Iberville, réparations .....	<u>2,091.15</u>	
	<u>43,878.73</u>	\$154,997.67

## État no 3 (suite)

**Travaux publics (extraordinaires) :***Excédent de dépenses :*

Achat de propriétés rues Notre-Dame, Saint-Gabriel et Saint-Jacques, Montréal .....	\$85,419.10	
Achat de propriété, rue Sainte-Julie, Québec.....	<u>13,036.60</u>	
		\$98,455.70

**Agriculture :***Excédent de dépenses :*

Société d'agriculture .....	\$78,000.00	
Cercles agricoles, etc. ....	64,000.00	
Écoles d'agriculture .....	3,000.00	
Aide à la culture des arbres fruitiers (horticulture).....	5,300.00	
École de laiterie de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	7,500.00	
Laboratoire officiel de la province de Québec.....	1,000.00	
Pour l'élevage des volailles .....	2,500.00	
Écoles ménagères.....	<u>3,000.00</u>	
		\$164,300.00

**Voirie :***Excédent de dépenses :*

Amélioration et entretien des chemins.....	\$371,227.68	
Chemins à barrières de la rive nord, Québec .....	9,861.25	
Chemins à barrières de la rive sud, Québec.....	<u>1,250.00</u>	
		\$382,338.93

**Terres et Forêts :***Excédent de dépenses :*

Dépenses en général.....	\$ 5,000.00	
Protection des forêts.....	5,000.00	
Arpentages .....	25,000.00	
Service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres) .....	15,000.00	
Pépinière de Berthierville (entretien).....	1,000.00	
Loi des douze enfants, en vertu de 5 Édouard VII, chapitre 16.....	<u>50.00</u>	
		\$51,050.00

**Dépenses sur le revenu :***Excédent de dépenses :*

Loi des véhicules-moteurs .....	\$ 75,899.91	
Impôt des municipalités sur les lieux d'amusements, 7 George V, chapitre 17, section 29.....	<u>55,872.56</u>	
		\$131,772.47

## État no 3 (suite)

**Dépenses sur le revenu (suite) :***Non dépensé :*

Timbres, licences, etc.....	\$ 476.72	
Registres pour bureaux d'enregistrement .....	5,029.35	
Gazette officielle de Québec .....	<u>1,135.37</u>	
		<u>6,641.44</u>
		\$125,131.03

**Services divers :***Excédent de dépenses :*

Divers en général .....	\$ 19,947.56
Service civil, pensions .....	1,438.46
Tenure des terres	
aux Îles-de-la-Madeleine .....	87.20
Commission des utilités publiques	
de Québec.....	1,475.00
Agent général de la province	
en Belgique .....	7,586.43
Commission du régime des eaux	
de Québec.....	43,495.00
Bureau de censure des vues animées .....	1,383.34
Octroi à la Goutte de lait, Québec.....	2,000.00
Octroi à la Goutte de lait, Montréal .....	2,500.00
Octroi à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus,	
Québec .....	2,000.00
Bonus aux employés .....	122,974.17
Référendum (1919) .....	112,140.17
Réception du 22 <sup>e</sup> bataillon dans les cités	
de Québec et Montréal .....	6,000.00
Dépenses <i>re</i> loi relative à la construction	
de logements ouvriers .....	596.94
Souscription aux fonds de la Croix-Rouge et de	
la Ligue marine du Canada .....	100,000.00
Fonds des huttes de l'armée,	
Chevaliers de Colomb.....	<u>25,000.00</u>
	\$448,624.27

*Non dépensé :*

Agent en France .....	\$3,000.00	
Association de tir du Collège militaire		
royal du Canada .....	100.00	
Fonds des municipalités .....	300.00	
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4 .....	3,000.00	
Commission de placement des soldats.....	<u>1,300.00</u>	
		<u>7,700.00</u>
		\$440,924.27

### État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

#### *Augmentation du passif :*

Emprunt temporaire .....	\$1,000,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 .....	3,400.00
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 .....	41,300.00
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette .....	29,134.45
Mandats non payés, différence entre le montant au 30 juin 1918 et au 30 juin 1919 .....	<u>175,590.02</u>
	\$1,249,424.47

#### *Diminution du passif :*

Dette consolidée, par rachat :	
Bons de l'emprunt de 1880 .....	\$165,856.00
Obligations du palais de justice de Québec, rachetées .....	<u>9,600.00</u>
	<u>175,456.00</u>

Augmentation nette du passif durant l'année 1918-1919 ..... \$1,073,968.47

#### *Augmentation de l'actif :*

Fonds d'amortissement :	
Placé en actions enregistrées 4½ % achetées durant l'année .....	\$74,799.19
Placé en actions inscrites, 3 % achetées durant l'année .....	64,908.53
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec achetées durant l'année .....	27,255.37
Placé en débentures 4 % de la province de Québec achetées durant l'année .....	11,248.42
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	580,935.72
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	47,419.28
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	50,000.00
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6 .....	<u>219.00</u>
	\$856,785.51

#### *Diminution de l'actif :*

Fonds du revenu consolidé :	
Placé en bons de la victoire, 5½ %, du Canada (1922) .....	\$545,738.35



**État no 4 (suite)**

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année (suite) :

<i>Diminution de l'actif (suite) :</i>		
Argent en banque,		
diminution nette de dépôts .....	120,251.60	
Taxe du palais de justice de Québec,		
reçu.....	<u>9,600.00</u>	
		<u>675,589.95</u>
Augmentation nette de l'actif durant l'année 1918-1919 .....		<u>181,195.56</u>
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1918-1919.....	\$	892,772.91
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1918.....	\$	32,142,517.64
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1919.....		<u>33,035,290.55</u>
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1918-1919.....	\$	892,772.91

## État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1919

	1914-1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918	1918-1919
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,027,845.42	2,027,903.85	2,027,990.98	2,028,028.06	2,028,069.37
Terres et Forêts	1,840,347.45	1,807,259.01	1,753,624.00	1,610,109.71	2,510,141.02
Mines	16,488.43	22,718.73	31,037.84	129,500.34	278,660.23
Pêcheries et Chasse	131,279.41	138,488.70	154,372.47	219,644.14	242,737.40
Timbres judiciaires	482,683.30	456,600.40	449,719.70	412,748.90	436,342.90
Timbres d'enregistrement	209,947.17	190,507.38	184,537.03	164,682.00	164,976.49
Fonds de bâties et des jurés	88,915.79	79,631.93	91,002.62	15,898.23	111,860.76
Honoraires judiciaires	23,384.54	60,843.31	53,886.05	18,335.41	19,057.82
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	27,934.27	19,867.43	15,005.66	9,469.20	18,506.30
Palais de justice de Montréal	5,957.11	14,864.22	19,435.73	6,513.68	5,000.00
Gardes des prisons de Montréal et Québec	3,600.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	126.05	21.00	.....	.....	.....
Honoraires du grand connétable, Québec	452.95	2,832.67	2,363.78	1,384.79	3,403.05
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	.....	622.57	155.07	220.56	40.38
Jeunes délinquants	6,500.00	6,500.00	3,250.00	6,500.00	6,500.00
Amendes, justice	132.25	400.00	.....	739.39	.....
Licences	1,086,767.43	1,047,768.20	1,326,093.34	1,375,939.31	1,356,104.67
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	982,977.87	1,034,564.33	1,101,670.61	1,289,038.85	1,529,630.50
Droits sur successions	1,660,853.15	1,375,803.72	1,741,262.84	4,736,547.84	1,459,015.02
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	20,369.48	75,185.14	77,453.26	27,250.14	61,344.32
Loi des automobiles	180,224.67	247,081.67	494,862.81	662,919.16	898,055.94
Loi des distributeurs automatiques	10,965.00	7,570.42	8,566.32	6,740.82	5,240.05
Inspections des hôtels et des maisons de pension					
- honoraires	963.00	497.00	1,233.00	.....	640.00
Loi des mécaniciens de machines fixes					
- honoraires	797.00	1,662.00	5,798.04	3,250.00	5,660.75
Loi concernant les détectives particuliers					
- revenu	.....	1,064.00	1,268.00	1,767.00	1,754.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	.....	53,341.17	21,140.37	18,025.18	25,196.57
Commission sur honoraires d'officiers publics	26,330.09	28,816.04	28,764.62	25,543.39	24,731.35
Commission sur renouvellement d'hypothèques	44.07	49.62	63.85	71.63	21.37
Législation	32,362.46	31,470.68	27,512.19	28,708.90	25,021.27
Asiles d'aliénés, contributions municipales	253,563.01	219,651.10	142,350.64	219,908.34	537,663.54
Asiles d'aliénés, patients payants	8,991.78	10,294.73	6,587.57	7,579.97	29,507.05
Écoles d'industrie et de réforme	55,353.02	60,990.14	40,003.68	46,283.22	97,720.61
<i>Gazette officielle de Québec</i>	40,820.85	51,311.03	45,000.00	36,544.46	41,050.77
Revenu casuel	60,416.81	103,606.69	70,933.51	108,398.77	188,503.86
Service civil, contributions pour pensions	23,770.96	23,861.07	24,765.43	25,107.84	26,851.01
Revenu en vertu de la loi des assurances	23,052.43	23,846.93	43,234.86	47,765.45	53,340.35
Compagnies de fidéicommiss - loi (revenu)	3,884.44	4,686.58	4,200.00	4,802.09	7,025.33
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	763.60	2,774.10	2,539.68	839.60	1,762.60
Intérêts sur dépôts et placements	92,865.19	107,843.92	84,645.97	142,497.19	102,329.83
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	81,473.42	137,402.46	161,517.96	192,968.72	205,801.58
Prime, escompte et change	13,947.38	40,593.55	36,814.59	28,846.94	28,260.61
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	28,513.31	28,015.42	34,125.24	36,778.83	38,919.17
Prêt aux incendiés de Québec	160.00	.....	.....	.....	.....
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	7,871.71	40,321.26	44,165.87	47,766.58	36,588.72
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40	13,685.40	13,685.40	.....	.....
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	20,399.00	10,747.68	24,692.68	31,412.10	9,900.24
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	145.00	464.67	258.57	143.00	143.00
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	.....	29,950.85	35,521.88	23,880.00	34,647.27

## État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1919

	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	.....	.....	.....	416.24	3,624.96
Contribution par municipalité en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13	.....	.....	.....	.....	1,000.00
Fonds d'emprunt municipal	.....	.....	.....	875.00	.....
	9,597,925.67	9,647,982.77	10,441,113.71	13,806,390.97	12,666,352.03
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (a/c)	30,924.29	44,278.38	46,270.91	45,567.12	.....
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	414.67	427.23	440.11	.....	.....
Terrains de l'exposition, Montréal, 61 Victoria, chapitre 4, section 1, paragraphe c	.....	.....	15,002.57	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	15,702.65	2,270.00	400.00
Nouvelle prison du district de Montréal	.....	.....	.....	12,500.00	.....
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, à compte des ventes	1,000.00	1,000.00	1,000.00	8,000.00	.....
Emprunt en vertu de la loi des bons chemins, 3 George V, chapitre 21, sections 6 et 7	2,728,651.04	.....	.....	.....	.....
Fonds en fidéicommis	446,392.52	185,873.09	494,441.39	487,990.24	441,946.43
	12,805,308.19	9,879,561.47	11,013,971.34	14,362,718.33	13,108,698.46
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	.....	.....	.....	545,738.35
Transfert des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	.....	497,133.48	421,028.35	.....
Emprunts temporaires	4,000,000.00	.....	.....	.....	1,000,000.00
Emprunts en vertu de 5 George V, chapitre 2	5,979,000.00	3,968,000.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (emmagasinement des eaux du Saint-Maurice), à compte	.....	.....	1,148,000.00	513,000.00	.....
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), à compte	.....	.....	121,000.00	4,100.00	3,400.00
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 (obligations des chemins à barrières de la rive sud à Québec), à compte	.....	.....	.....	.....	41,300.00
En caisse au 1 <sup>er</sup> juillet de chaque année	973,347.99	2,612,159.80	2,565,941.41	938,764.64	999,484.94
	23,757,656.19	16,459,721.27	15,346,046.23	16,239,611.32	15,698,621.75

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1919

	1914-1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918	1918-1919
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dettes publiques	1,497,894.50	1,708,379.88	1,956,056.17	1,983,990.44	2,031,941.17
Législation	415,350.68	494,832.35	458,142.88	444,769.43	520,479.50
Gouvernement civil	611,226.44	649,155.98	671,915.59	705,400.42	725,931.86
Administration de la justice	1,134,135.40	1,157,907.36	1,165,703.38	1,275,291.81	1,266,270.23
Écoles d'industrie et de réforme	104,000.00	145,000.00	184,936.37	185,000.00	243,665.37
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,476,724.80	1,545,079.48	1,578,361.36	1,581,454.80	1,595,969.80
Agriculture	398,500.95	470,861.93	502,700.00	724,244.64	664,800.00
Voirie	341,226.00	349,000.00	391,147.12	622,858.86	782,338.93
Colonisation	234,000.00	209,000.00	259,600.00	317,048.45	539,935.32
Immigration	20,500.00	17,500.00	20,618.50	20,212.66	29,999.50
Hygiène	39,700.00	38,500.00	38,500.00	58,500.00	71,682.48
Travaux et édifices publics;					
Ordinaires	300,806.29	740,789.50	756,775.92	808,905.28	729,163.73
Extraordinaires	380,258.63	158,000.00	60,500.00	248,334.96	98,455.70
Travail	39,251.25	37,061.07	38,748.60	39,992.51	38,630.28
Asiles des aliénés	617,625.00	633,625.00	666,297.60	1,017,055.55	1,014,284.31
Institutions de bienfaisance	68,485.00	69,885.00	72,385.00	72,445.00	72,945.00
Terres et Forêts	388,816.95	370,500.00	361,150.00	411,163.39	418,050.00
Mines, Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	79,701.10	99,032.85	107,560.10	122,436.40	152,579.53
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions)	328,736.13	308,895.48	346,822.11	620,235.60	714,131.03
Services divers	233,576.52	233,634.60	269,752.40	412,492.49	659,874.27
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	.....	47.60	.....	.....	.....
	8,710,515.64	9,436,688.08	9,907,673.10	11,671,832.69	12,371,131.01
Donné pendant la guerre	692,994.02	.....	375,000.00	625,000.00	.....
Nouvelle prison, district de Montréal	95,899.37	23,546.58	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	13,761.81	22,618.54	54,892.28	52,144.28	580,935.72
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	126,384.57	207,497.35	84,511.27	47,819.28
Terrain <i>re</i> palais de justice de Montréal	66,000.00	.....	.....	.....	.....
Terrains de l'exhibition, Montréal, produit de la vente	.....	.....	15,002.57	.....	.....
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	.....	.....	.....	.....	50,000.00
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, Obligations	.....	.....	.....	.....	21.80
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	380,000.00	147,000.00	.....	.....	.....
Loi des bons chemins, 1912	5,713,082.85	3,635,124.70	1,646,177.41	1,110,911.44	1,486,808.64
Fonds en fidéicommis	280,906.05	315,965.05	375,037.53	407,171.01	412,811.98
	15,953,159.74	13,707,327.52	12,581,280.24	13,951,570.69	14,949,528.43
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	15,953,909.74	13,708,077.52	12,582,030.24	13,952,320.69	14,950,278.43
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	.....	.....	545,738.35	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	5,460,000.00	.....	.....	.....	.....
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	.....	497,133.48	421,028.35	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	1,148,000.00	513,000.00	.....
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débentures	.....	.....	121,000.00	4,100.00	3,400.00

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1919

	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts
Chemins à barrières de la rive sud, échange de débentures	.....	.....	.....	.....	41,300.00
	21,413,909.74	13,708,077.52	14,348,163.72	15,436,187.39	14,994,978.43
Ajoutez : paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	531,862.69	800,276.05	614,573.71	555,455.84	751,516.85
	21,945,772.43	14,508,353.57	14,962,737.43	15,991,643.23	15,746,495.28
Déduisez : mandats impayés à la fin de chaque année	800,276.05	614,573.71	555,455.84	751,516.85	927,106.87
	21,145,496.38	13,893,779.86	14,407,281.59	15,240,126.38	14,819,388.41

**Recettes probables, 1920-1921****Puissance du Canada :**

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'A. B. du N., 1907 .....	\$1,602,169.60	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'A. B. du N., 1907 .....	<u>240,000.00</u>	
	\$1,842,169.60	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, loi du Canada .....	<u>127,460.68</u>	
	\$1,969,630.28	
Intérêt sur fonds en fidéicomis.....	<u>58,450.46</u>	
		\$ 2,028,080.74

**Intérêt :**

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	\$ 38,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	78,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	<u>250,000.00</u>	
		366,000.00

<b>Terres et Forêts</b> .....		2,435,000.00
<b>Mines</b> .....	\$300,000.00	
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	<u>250,000.00</u>	
		550,000.00

**Administration de la justice :**

Timbres judiciaires.....	\$425,000.00	
Honoraires judiciaires .....	30,000.00	
Fonds de bâties et des jurés.....	45,000.00	
Entretien des prisonniers.....	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres .....	10,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	1,500.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	
		532,000.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) .....	180,000.00	
Licences .....	850,000.00	
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	1,400,000.00	
Droits sur les successions.....	1,400,000.00	
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc. ....	75,000.00	
Loi concernant les véhicules-moteurs.....	900,000.00	

**Recettes probables, 1920-1921 (suite)****Administration de la justice (suite) :**

Loi des distributeurs automatiques .....	5,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension, honoraires.....	640.00
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires .....	5,660.75
Loi concernant les détectives particuliers - Revenus .....	1,500.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	18,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	25,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques .....	50.00
Entretien des aliénés .....	140,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	120,000.00
Législation.....	21,500.00
<i>Gazette officielle</i> .....	42,000.00
Loyers d'édifices publics .....	1,762.60
Revenu casuel .....	75,000.00
Loi des assurances, revenu.....	55,310.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu .....	4,400.00
Contributions aux pensions, service civil .....	27,000.00
Prime, escompte et change.....	20,000.00
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....	35,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière .....	30,000.00
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	25,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2 .....	5,000.00
	<u>\$11,673,904.09</u>

**Dépenses probables, 1920-1921**

Dette publique .....	\$ 2,072,039.49
Législation.....	431,716.00
Gouvernement civil.....	769,550.00
Administration de la justice, etc.....	1,237,192.50
Instruction publique, etc.....	1,623,066.00
Asiles d'aliénés .....	929,625.00
Écoles d'industrie et de réforme .....	245,000.00
Hygiène .....	68,500.00
Travaux publics (ordinaires) .....	580,579.58
Travail .....	55,600.00
Agriculture .....	850,000.00
Voirie .....	831,500.00
Terres et Forêts .....	433,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries .....	655,500.00
Institutions de bienfaisance.....	77,245.00
Charges sur le revenu.....	486,500.00
Services divers .....	<u>243,950.00</u>
	\$11,590,563.57
Subventions de chemins de fer .....	<u>7,633.38</u>
	\$11,598,196.95

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1919**

**Passif**

Dette consolidée telle qu'avant la conversion .....	\$37,963,086.72	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$39,706,613.55
 Emprunt temporaire .....		1,000,000.00
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....		25,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....		741,582.42
Mandats non payés.....		927,106.87
Obligations du palais de justice, Québec .....		31,600.00
Obligations du palais de justice, Sherbrooke .....		<u>60,000.00</u>
		\$43,965,512.47

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O., déposée en banque .....	\$227,751.65	
Balance placée en obligations du palais de justice de Québec.....	31,600.00	
Placé en débentures de la province de Québec .....	80,000.00	
Placé en bons de l'emprunt de la victoire du Canada (1937).....	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
 Placé en rentes inscrites 3% de la province de Québec.....	719,897.77	
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	408,801.69	
Placé en débentures 4 % de la province de Québec.....	11,248.42	
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec.....	56,831.05	
Placé en débentures 5 % de la province de Québec.....	23,567.65	
Placé en bons des emprunts de guerre du Canada.....	<u>9,600.00</u>	
		\$1,990,326.58



**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1919**

**Actif (suite)**

**Puissance du Canada :**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,169,009.37	
Argent en banque .....	879,233.34	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,446,218.08	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François .....	447,839.82	
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	50,000.00	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	38,798.35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	31,600.00	
Taxe du palais de justice, Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$21,187.09	
Fonds d'amortissement compris dans les dépôts en fidéicomis .....	<u>38,812.91</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>10,930,221.92</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1919.....		\$33,035,290.55

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**Loi  
de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: 1. Que le permis de toute personne condamnée pour une infraction à quelque disposition de l'article 2347 des statuts refondus, 1909, ou aux règlements établissant et fixant la royauté soit annulé *ipso facto*, mais qu'il puisse être renouvelé sur paiement du double du coût du premier permis.

Adopté.

2. Qu'après une seconde condamnation le permis ne soit renouvelé qu'après douze mois de la date de la condamnation, sur paiement du double du coût du premier permis.

Adopté.

3. Qu'après une troisième condamnation le ministre puisse refuser le renouvellement, mais que, s'il l'accorde, il doive faire payer le triple du coût du permis ordinaire.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique le projet de loi.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** annonce au chef de l'opposition (M. Sauvé) qu'il remettrait l'étude de la loi de chasse à un peu plus tard parce que des membres de clubs de chasse et de pêche avaient manifesté l'intention de le rencontrer pour lui faire des suggestions.

Des amateurs de chasse protestent contre la diminution de la durée de la saison de chasse au gros gibier. Les clubs de chasse ont tenu une assemblée à ce sujet, hier soir, à Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand les représentants des clubs doivent-ils rencontrer l'honorable ministre?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce soir. Et, si le chef de l'opposition veut défendre lui-

même les suggestions de ces messieurs, je l'invite cordialement à assister à cette entrevue.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie le ministre des explications données.

**Une voix:** On ne pourra pas dire que le nouveau ministre de la Colonisation attend les derniers jours de la session pour soumettre sa législation à la Chambre.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 amendant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: Que tous terrains miniers et toutes concessions minières souterraines, vendus conformément aux dispositions de la loi des mines de Québec et qui n'ont pas été patentés à l'expiration du délai de deux ans mentionné dans l'article 2121 des statuts refondus, 1909, soient sujets à un impôt annuel de dix centins par acre payable chaque année avant le quinzième jour du mois de janvier.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 19 amendant la loi des mines de Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill 19 amendant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Les amendements ont pour but: 1. d'empêcher l'immobilisation des mines par des prospecteurs peu sérieux; 2. de faire décréter que la couronne sera seule propriétaire de toutes les mines, même sur les terrains concédés avant la loi de 1880; 3. de faciliter l'exploitation des mines nouvellement découvertes. L'objectif est de faire exploiter les mines de la province de Québec, autrement dit d'empêcher leur immobilisation.

Il veut rétablir l'équilibre dans les finances de cette branche de son administration. En vertu de la loi actuelle, les prospecteurs qui ont obtenu leurs lettres patentes en établissant qu'ils ont dépensé, dans l'espace de deux ans, \$500 par cent acres pour les métaux supérieurs (or, argent, cuivre, etc.) et \$200 pour les métaux inférieurs (pierre à chaux, sable, etc.) paient un impôt de 10 cents par acre s'ils n'exploitent pas leurs mines. Quand les prospecteurs n'avaient pas rempli ces conditions, il était entendu que leurs billets de location étaient censés être annulés. Or, le gouvernement, par son premier amendement, fait décréter que la taxe de 10 sous par acre sera imposable à tous les prospecteurs qui n'exploiteront pas leurs mines.

Le deuxième amendement a trait plus directement aux propriétaires des mines. Avant le 24 juillet 1880, les mines, excepté l'or et l'argent, qui n'étaient pas réservées dans les lettres patentes accordées aux acquéreurs des terres de la couronne appartenaient aux acquéreurs. À cette époque (1880), une loi a été sanctionnée décrétant que les mines non réservées dans les lettres patentes appartiendraient à la couronne, sauf dans les cas où les acquéreurs de lots établiraient qu'ils avaient rempli les conditions d'établissement. Par son deuxième amendement, le ministre fait décréter qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1921 toutes les mines situées sur les terres de la couronne, sous billet de location, redeviendront propriété de la couronne. Les prospecteurs auront donc un an pour faire valoir leurs droits.

Troisième amendement: Le gouvernement oblige un prospecteur qui a fait le piquetage d'un claim à obtenir dans les six mois suivants un permis d'exploitation durant les mois d'hiver. Le ministre fait décréter que les mois de janvier, février et mars ne compteront pas dans ces six mois de délai.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**MM. Sauvé (Deux-Montagnes) et Gault (Montréal-Saint-Georges)** demandent quelques explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne les renseignements demandés.

**MM. Sauvé (Deux-Montagnes) et Gault (Montréal-Saint-Georges)** sont satisfaits des explications.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Officiers de justice

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à l'entrée en fonction de certains officiers de justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Convocation de la Législature

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à

la convocation de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

L'usage veut que les députés soient convoqués de mois en mois. Cet usage a été aboli dans les autres provinces, il occasionne de légères dépenses et nous le changeons. À l'avenir, le lieutenant-gouverneur en conseil convoquera les membres de la Législature à une date qu'il jugera à propos et il n'y aura pas de nécessité de faire cette convocation de mois en mois, ce qui n'était qu'une simple formalité.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Daniel Prescott  
Mowry**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Daniel Prescott Mowry à la pratique de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose l'ajournement. Il déclare qu'il est entendu que le débat sur le budget devra se continuer demain.

Adopté.

La séance est levée.

---

Séance du jeudi 18 décembre 1919

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées devant la Chambre:

- du révérend P. Heffernan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Augustin et les constituant en une corporation distincte sous le nom de Les syndics de la paroisse de Saint-Augustin (M. Beaudry);
- d'Alice Martel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat apostolique de La Malbaie (M. Cannon);
- de la ville de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Desaulniers);
- de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Forget);
- de Joseph-Émile Noël et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de Hôpital Noël (M. Lemay);
- de la compagnie Federal Zinc and Lead Company Limited, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à construire et à exploiter un chemin à barrières (M. Poulin).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Industrial Life Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon);
- de William McMillan et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de "The Wales Home" (M. Lemay);
- de la ville d'East Angus, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lemay);
- de dame Jennie C. Brown, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles G. Brown (M. Lemay);
- de Menassa-B. Echenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en

corporation sous le nom de "The Congregation Agudath Achim" (M. Lemay);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau);
- de Hector Barsalou ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga (M. Monet);
- de dame Yvonne Larivière ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant certains titres de la succession de Léonidas Villeneuve et de J.-O. Villeneuve (M. Monet);
- de Jean Chauvin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen (M. Monet);
- de La Société coopérative agricole des fromagers de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom (M. Thériault).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des administrateurs de l'Université Laval à Montréal et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant l'Université de Montréal en corporation;
- de Daniel Smith et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The General Accountants Association of the Province of Quebec";
- de Marthe Jane Wakefield et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu McDuff Lamb;
- de la corporation de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de Samuel Sheldon Stephens et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le lot no 168 du quartier ouest de la cité de Montréal;
- de John Lorne MacDougall et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie de chemins de fer sous le nom de "Bagotville Railway Company";

- de Norman Scott Cameron, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen;
- de la ville Saint-Germain de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- du curé et des marguilliers de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à construire une église et leur accordant d'autres pouvoirs;
- de The Lievre Valley Power Traction and Manufacturing Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 12 janvier prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives de bills privés, au 17 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés, au 30 janvier prochain les délais relatifs à la réception des rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs de bills privés qui profiteront des prolongations des délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des pétitions introductives de bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 janvier prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives des bills privés, au 17 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés, au 30 janvier prochain les délais relatifs à la réception des rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs de bills privés qui profiteront des prolongations de délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des pétitions introductives de bills privés.

Le rapport est adopté.

### **Composition des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), que le nom de M. Robert soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

### **Paroisse Saint-Pierre de Shawinigan**

**M. Delisle (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 74 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Université de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **The Bagotville Railway Company**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre**

**M. Achim (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 112 amendant la charte de la Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Norman Scott Cameron**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 80 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Norman Scott Cameron aux examens d'admission à la pratique du droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association générale des comptables  
de la province de Québec**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Germain-  
de-Rimouski**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession McDuff Lamb**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Harrison Stephen**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Présentation de pétitions:**

Une pétition est présentée et déposée devant la Chambre.

**État des remises**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des articles 900 et 901, statuts refondus, 1909, du 4 février au 9 décembre 1919. (Document de la session no 30)

**Questions et réponses:**

**Comté de Laval,  
entretien de la voirie**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quelle somme a été payée par le gouvernement pour l'entretien de la voirie dans le comté de Laval, chaque année depuis 1912?

2. Quelle somme par chacune des municipalités de ce comté pour les mêmes années?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Aucune somme n'a été payée pour les années fiscales 1911-1912, 1912-1913, 1913-1914, 1914-1915, 1915-1916, 1916-1917.

Il a été payé pour les années fiscales:

1917-1918: \$1,307.11

1918-1919: \$1,179.83

1919-1920: \$1,045.41 (au 30 novembre)

2. (Voir la liste ci-dessous)

1917-1918	
Paroisse de Sainte-Rose, partie ouest .....	\$324.00
Paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice .....	200.37
Paroisse de Sainte-Dorothée .....	82.74
Paroisse de Saint-Martin .....	400.00
Village de l'Abord-à-Plouffe .....	300.00

1918-1919	
Paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière- des-Prairies .....	103.11
Paroisse de Saint-Vincent-de-Paul .....	100.00
Village de l'Abord-à-Plouffe .....	676.72

1919-1920	
Paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière- des-Prairies, (au 30 novembre) .....	249.25
Montée Sainte-Rose (Co. Laval) .....	796.16

**Limites à bois**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel est le montant perçu par le gouvernement pour prix de vente ou concession des limites à bois au cours de chaque exercice financier, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1909 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1918?

2. Quelle est la superficie des limites à bois vendues ou concédées au cours de chaque exercice financier, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1905 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1919?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
1 et 2. (Voir la liste ci-dessous)

1.	
1908-1909, 1909-1910, 1910-1911.....	aucune
1911-1912 .....	\$ 9,023.00
1912-1913, 1913-1914 .....	aucune
1914-1915 .....	34,343.85
1915-1916 .....	40,816.13
1916-1917 .....	37,176.57
1917-1918 .....	151,664.32
1918-1919 .....	142,000.82
2.	
1905-1906 .....	1,300 milles carrés
1914-1915 .....	376 $\frac{3}{4}$ milles carrés
1915-1916 .....	132 milles carrés
1917-1918 .....	1,024 milles carrés
1919-1920 .....	48 $\frac{1}{2}$ milles carrés

### Industrie du tabac

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il promis d'encourager l'industrie du tabac dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait pour l'encourager depuis?

3. Quelle somme a-t-il dépensée à même les subsides votés par cette Chambre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
1, 2 et 3. Le gouvernement n'a fait aucune promesse spéciale, mais il encourage l'industrie du tabac autant que la chose lui est possible.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 17 décembre, sur la motion proposée le 17 décembre courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)**<sup>2</sup> débute en félicitant le député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) pour sa nomination en tant qu'Orateur, en étant persuadé qu'il occupera le poste avec dignité et habileté.

Je ne prendrai pas le temps de la Chambre bien longtemps, puisque avec le peu de temps dont je dispose, il me serait impossible d'analyser la grande quantité de données fournies par l'honorable Trésorier (l'honorable M. Mitchell). Un élément

cependant attire mon attention. Lorsqu'on se réfère au relevé d'opérations de caisse, on peut voir qu'en dépit d'une avance provisoire d'un million de dollars, si, au 1<sup>er</sup> juillet, tous les mandats avaient été payés, il aurait manqué à la province \$47,873. Ce qui démontre que, dans un futur très proche, il faudra recourir à davantage d'emprunts si nous voulons mener à bien tout le travail entamé.

Cela ne prend personne par surprise, puisque le ministre des finances déclare lui-même qu'il faudrait emprunter dix millions pour la voirie. Il ne fait en outre de secret pour personne que le gouvernement désire trouver un million de plus pour boucler son prochain budget. Les estimés des dépenses, tels qu'ils ont été exposés hier par le trésorier, sont trop modérés pour être justes.

Telles que sont les conditions actuelles de la situation monétaire dans le monde. Avec la quasi-fermeture du marché monétaire anglais et la grande précarité de la situation de l'échange, je suis confiant que cette nécessité d'emprunter peut être repoussée aussi longtemps que possible. Ce serait sans aucun doute avantageux de pouvoir emprunter l'argent aux États-Unis, mais je doute que cela soit possible, d'autant plus que le créancier voudrait sûrement profiter de l'avantage de l'échange, ce qui serait désastreux pour la province.

Bien que je ne craigne pas pour le crédit de la province, ni d'emprunter lorsque le progrès de la province le requiert, particulièrement si les dépenses entraînent des retours substantiels, je crois que, pour le moment, alors qu'un vent de folie semble se répandre à travers le monde, ainsi qu'un désir insensé de richesse, de luxe et de bonheur, ce serait une grande chose pour cette province d'offrir au monde un exemple en maintenant les dépenses au même niveau que les revenus. Cela parera à la nécessité actuelle d'emprunter.

L'honorable trésorier fait des remarques très pertinentes au sujet du coût élevé de la vie, des différences entre le capital et le travail, de la tentative pour saper le gouvernement constitutionnel, mais, malheureusement, il n'a fait aucune proposition concrète ou suggestion quant aux actions qui devraient être prises pour régler ou améliorer l'état des choses.

Les prochains six ou neuf mois seront critiques dans l'histoire du monde et, si l'on peut les traverser, le Canada sera en route vers une grande ère de prospérité. La guerre nous a montré nos capacités, notre force et nos faiblesses, nos énergies aussi. Et, si ces énergies étaient correctement dirigées, il n'y aurait aucune limite à la croissance du pays.



Le pays a pris neuf mois pour s'ajuster aux conditions de guerre et il ne devrait pas s'écouler beaucoup plus de temps pour s'ajuster aux conditions de paix. Malheureusement, le délai quant à la signature finale de toutes les parties concernées a causé des troubles et des incertitudes, mais il est souhaitable que très prochainement cette cause sera chose du passé.

Les coûts élevés sont le résultat de la grande loi économique de l'offre et de la demande. C'est inévitable. Lorsque la demande excède l'offre, les prix augmentent. Lorsque l'offre dépasse la demande, les prix baissent. Nous ne pouvons nous attendre à aucun changement tant que la production n'aura pas rattrapé la consommation; alors seulement les prix baisseront.

Je suis entièrement d'accord avec le Trésorier lorsqu'il dit que le fait de fixer des prix fictifs ne réglerait pas le problème. À mon avis, bien que dans certains cas on soit fondé de maintenir quelques-unes des commissions de fixation des prix, la majorité d'entre elles devraient être supprimées, afin de permettre aux prix de s'ajuster d'eux-mêmes.

Le blé est le pivot de toute la structure économique. Si le prix du blé est réduit, il en sera autant du prix du pain, du prix de la nourriture pour le bétail et du prix de la viande, et donc, ceci s'étendra graduellement à tous les produits. Les cultivateurs devront reconnaître que les prix actuels de leurs produits ne peuvent être en vigueur pendant un temps indéfini et qu'ils devront baisser.

Dans un temps raisonnable, la demande de l'Europe diminuera à la normale et, avant longtemps, des bateaux seront disponibles pour transporter du blé de l'Amérique du Sud, de l'Australie et d'autres grands pays producteurs, donc la demande pour l'exportation sera réduite.

D'autre part, le travail doit être éduqué pour qu'il voie que des heures de travail réduites impliquent une production réduite et, ainsi, un coût plus élevé, sans dire que les salaires augmentent les coûts. Alors que l'ouvrier peut bénéficier, d'une part, d'un salaire plus élevé, il y perdra, d'autre part, par le coût plus élevé des produits qu'il doit acheter.

Je suis d'avis qu'une très grande proportion des employeurs, au Canada, souhaitent traiter leurs employés équitablement. En principe, il ne paie pas d'entretenir des situations de mécontentement. Je crois d'autre part que la majorité des employés sont prêts et disposés à servir loyalement leurs employeurs. Mais souvent, des agitateurs professionnels s'infiltreront et, par des conseils imprudents et des fausses déclarations, une grève est

provoquée avant même qu'une influence plus saine ait pu être apportée. Et une fois la grève enclenchée, peu importe qui en sort gagnant, il demeure toujours un sentiment de mécontentement qu'il est difficile de surmonter.

Si le pouvoir de la presse était exploité au maximum pour discuter de tous ces sujets, à la fois du point de vue de l'employeur et de celui de l'employé, si des dépliants étaient distribués et que des assemblées pouvaient être tenues, avec des orateurs compétents, cela aiderait énormément à faciliter une meilleure entente.

Une telle campagne d'éducation éliminerait en grande partie les troubles.

Une autre raison de l'augmentation des coûts est la taxation. Avec les taxes du gouvernement du dominion sur le revenu et les profits des entreprises, les taxes du gouvernement provincial et les taxes municipales et scolaires, les commerçants et les manufacturiers doivent tenir compte de toute cette taxation lorsqu'ils calculent les coûts et doivent augmenter d'autant leurs prix. Même si l'accroissement n'est pas très important sur les items individuels, ça augmente considérablement dans l'agréat.

Sur cette question, je crois que le gouvernement devrait faire preuve de circonspection. Nous reconnaissons tous que chacun de nous doit assumer sa part des coûts de la Grande Guerre, mais, si les taxes sont trop onéreuses, le gouvernement tuera la poule aux œufs d'or. Pendant que nous sommes sur le sujet, je voudrais porter à l'attention de l'honorable trésorier le fait que les taxes collectées du public ont augmenté de 40 % en comparaison avec 1914-1915.

Il (M. Gault) croit que des mesures doivent être prises pour s'occuper des agitateurs étrangers, dont le nombre est sans cesse croissant à Montréal. Il exprime son regret que le discours du trône n'ait exposé aucune politique en ce qui concerne le traitement des patients atteints de la tuberculose ni touché la question de la construction d'un pont pour relier l'île de Montréal avec Vaudreuil alors que le gouvernement veut bâtir un pont à Batiscan. Il insiste que cette amélioration soit faite, argumentant que c'est très important du fait que c'est en ligne avec la principale route entre l'Ontario et le Québec.

Cette province, ajoute-il, comme j'ai toujours dit qu'elle ferait, est passée à travers ces moments ardu de façon admirable et a été un exemple pour toutes les autres provinces. Les gens ici sont conservateurs en pensée et en action. Ils sont raisonnables dans leurs idées et veulent vivre et

laisser vivre, et aussi longtemps que ces principes sont maintenus, cette province est vouée à être prospère et ses gens heureux et satisfaits.

Il y a un vieil adage qui dit qu'il est mauvais de changer les chevaux alors qu'on traverse un courant. La rumeur a circulé, de temps à autre, que le premier ministre avait décidé de se retirer de la politique. Parlant à un point de vue qui n'a aucun caractère politique, j'espère qu'il ne le fera pas au moment où le pays a tout particulièrement besoin d'hommes de son habileté et de son expérience pour diriger les affaires de la province.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Quoi qu'en dise le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), le gouvernement a terminé le dernier exercice financier par un surplus de près de \$300,000. Et les mandats qui n'ont pas été payés et auxquels le député de Saint-Georges attribue l'excédent mentionné plus haut n'étaient pas en effet dus à la fin du dernier exercice parce que les travaux n'étaient pas terminés.

Quant aux relations entre le capital et le travail, il croit que, de part et d'autre, on devrait faire preuve de plus d'esprit de justice. Quant à lui, il n'est pas prêt à choisir entre les deux parties. Il formule l'espoir qu'on finira par s'entendre dans l'intérêt de tous.

Le député de Saint-Georges, dit le trésorier, est contre les emprunts. Il a cependant voté avec nous les emprunts relatifs à l'amélioration de voirie. On admettra que cet argent était bien placé et nous entendons bien continuer une telle politique.

Le gouvernement est économe et n'a pas pour habitude d'emprunter, mais il est certain que personne ne le blâmera de trouver de l'argent en ayant recours à ce moyen pour la construction des bonnes routes qui sont si importantes, surtout parce que ces bonnes routes ont tant aidé Montréal. La province n'empruntera que s'il est nécessaire de le faire.

Jamais personne ne pourra la blâmer d'emprunter pour faire de bons placements, et, parmi ces bons placements, il ne peut sûrement y en avoir de meilleurs que l'argent consacré à promouvoir les bonnes routes. Nous retarderons autant que possible la date des nouveaux emprunts, mais pas au détriment de la province.

Le gouvernement attendra les meilleures opportunités dans le marché monétaire. Si nous jugeons avantageux de faire telles dépenses nécessaires aux progrès de l'instruction publique, par exemple, de l'agriculture, on n'hésitera pas et nous croyons que toute la province nous approuvera.

La proposition est adoptée sur division.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille neuf cent quarante-neuf piastres et quarante-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille huit cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent onze mille neuf cent trente-six piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** La somme que vous nous faites voter comporte-t-elle une augmentation de l'indemnité parlementaire?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non, nous réglerons cette question plus tard. Pour le moment, nous faisons voter par la Chambre l'indemnité ordinaire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la corporation de l'Hôpital général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St.

Patrick's Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Maternity, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Magdalen Asylum (Bon Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile des orphelins catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvrier pour les aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Ladies' Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Bridget's Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Protestant Infants' Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut du Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal (autrefois appelé Young Men's Hebrew Benevolent Society), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Association for the Blind, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Women's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Western Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Homeopathic Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de refuge Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Day Nursery, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Memorial Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Loyola Convalescent Home, 26, avenue Overdale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Protestant Home, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

Male Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Female Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint Bridget's Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile pour veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, enfants trouvés Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des dames de Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40, avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre de la crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffery Hale Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville, Beauceville, comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield (Valleyfield), comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les

malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Drummondville, Drummondville, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence (Chandler), comté de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

111. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

112. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de

l'enfance Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence, Sainte-Élizabeth, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin, Saint-André-Avellin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

119. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sœurs de la Providence, Mont-Laurier, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, L'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri-de-Mascouche, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance (section orphelinat), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Guay, (Lauzon), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

130. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

132. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

133. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Hospital, Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

134. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Bedford (Sweetsburg), comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.



135. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élisabeth-de-Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

136. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

137. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

138. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

139. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Maniwaki, Maniwaki, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

140. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull, Hull, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

141. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

142. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

143. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Wales home, Richmond, comté de Richmond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

144. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Rimouski, comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

145. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

146. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

147. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Hospital, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

148. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

149. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

150. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général Saint-Vincent-de-Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

151. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

152. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

153. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

154. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

155. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, Yamachiche, comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

156. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

157. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

158. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

159. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

160. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

161. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

162. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

163. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

164. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

165. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 constituant en corporation la Guarantee Title Bond and Trust Corporation of Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Le Soleil limitée**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 amendement la charte de

la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Société de construction de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 concernant la Société de construction de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Terres en culture à Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Roxboro**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 amendant la charte de la ville de Roxboro soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Joseph-Ernest Grégoire**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Grégoire au nombre de ses membres, après examen oral, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Questions et réponses:**

##### **Cleveland Tractor Company of Canada Limited**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que le ministre de l'Agriculture de la province de

Québec a signé un contrat avec la compagnie Cleveland Tractor Company of Canada Limited, de Windsor, Ontario, en vertu duquel ledit ministre de l'Agriculture devient le distributeur du tracteur Cletrac pour la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Quelles sont les conditions de ce contrat?

4. Des soumissions pour la vente des tracteurs ont-elles été demandées à d'autres compagnies?

5. Combien y a-t-il de compagnies qui manufacturent ou vendent des tracteurs dans notre province?

6. Pourquoi le gouvernement a-t-il préféré la compagnie Cleveland?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Oui.

2. Le 5 novembre 1919.

3. Le contrat garantit un prix spécial de \$1,100, F.O.B. Cleveland, aux cultivateurs de la province de Québec, au lieu de \$1,585, prix régulier, à condition que les commandes soient transmises par le ministère de l'Agriculture, sans obligation de la part de ce dernier, d'acheter un nombre quelconque de machines. La compagnie Cleveland s'est engagée à organiser un service pour la mise en marche des machines et pour la vente des pièces de rechange. Les frais de livraison et de démonstration sont payés par elle.

4. Non.

5. Nous n'avons pas de statistiques complètes à ce sujet.

6. Parce que le tracteur qu'elle manufacture est l'un des mieux adaptés à la moyenne de nos fermes.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Selon *La Presse*, presque toute la députation a assisté, au Café du parlement, durant la journée du 18 décembre, à une conférence donnée par l'honorable L.-A. David, secrétaire de la province, sous les auspices de l'Association du jeune barreau de Québec.

2. Selon les journaux, M. Arthur Sauvé, chef de l'opposition, devait parler sur le budget durant la

séance du 18 décembre. Ce dernier a été obligé de quitter Québec le 17 au soir, à cause de la maladie grave de sa mère et de la mort soudaine de sa belle-sœur. Pour ces raisons, le discours du budget n'a pas été discuté aussi longtemps que d'habitude.

Séance du vendredi 19 décembre 1919

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de Jean-Baptiste Brouillette, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'expropriation par la cité de Montréal de certains lots lui appartenant (M. Bédard);
- de l'œuvre et fabrique de Saint-Irénée de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de prélever certaines sommes (M. Bédard);
- de Price Brothers & Company Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Saguenay (M. Gaudrault);
- de la corporation du village de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville de Kénogami (M. Gaudrault);
- de la corporation du village de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville (M. Lemay);
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Roy);
- de sœur Céline Renaud et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les sœurs de la Charité de Sainte-Croix de Marieville (M. Robert);
- de Carl Busch Thorn et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Kipawa Housing Company" (M. Simard);
- de William L. Ketchen et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Kipawa (M. Simard).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du révérend P. Heffernan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Augustin et les constituant en une corporation distincte sous le nom de Les syndics de la paroisse de Saint-Augustin (M. Beaudry);

- d'Alice Martel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Orphelinat apostolique de La Malbaie (M. Cannon);

- de la ville de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Desaulniers);

- de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Forget);

- de Joseph-Émile Noël et autres, demandant l'adoption d'une loi les instituant en corporation sous le nom de Hôpital Noël (M. Lemay);

- de la compagnie Federal Zinc and Lead Company Limited, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à construire et à exploiter un chemin à barrières (M. Poulin).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Jennie C. Brown, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles C. Brown;

- de Menassa B. Echenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation Agudath Achim";

- de la ville de East-Angus, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de dame Yvonne Larivière ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant certains titres de la succession de Léonidas Villeneuve et de J.-O. Villeneuve;

- de Jean Chauvin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen;

- du très honorable Lord Shaughnessy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "St. Mary's Memorial Hospital".

**M. Jean Chauvin**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The St. Mary's Memorial Hospital**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** demande la permission de présenter le bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Successions**

**L. et J.-O. Villeneuve**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de East Angus**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Testament  
Charles G. Brown**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 128 validant le testament de feu Charles G. Brown.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Congregation Agudath Achim  
of Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Coaticook**

**M. Bissonnet (Stanstead)** demande la permission de présenter le bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Droits imposés  
sur les véhicules-moteurs**

**M. Dufresne (Joliette):** Quel a été chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1910 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1919, le revenu de la province provenant des droits imposés sur les véhicules-moteurs en vertu de la loi sanctionnée le 9 mars 1906 et modifiée en 1907 et depuis?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ces renseignements apparaissent à la page 8 de l'état no 2 des comptes publics pour ces années, excepté pour 1919 où les mêmes renseignements peuvent être obtenus à la page 6.

**Taxes  
sur les successions**

**M. Dufresne (Joliette):** Quel a été chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1909 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1919, le revenu de la province provenant des taxes imposées sur les successions en vertu de la loi sanctionnée le 24 juin 1892 et modifiée en 1894, en 1895, en 1903, en 1906, en 1907 et depuis?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ces renseignements apparaissent à la page 8 de l'état no 2 des comptes publics pour ces années, excepté pour 1919 où les mêmes renseignements peuvent être obtenus à la page 6.

**Entretien  
des chemins**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien le gouvernement a-t-il dépensé, chaque année depuis 1915, pour l'entretien des chemins: a) macadamisés; b) gravelés?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):**  
(Voir la liste ci-dessous)

1917-1918 .....	a)	\$10,377.10
	b)	7,917.40
1918-1919 .....	a)	22,875.52
	b)	13,783.71
1919-1920, au 30 novembre .....	a)	4,314.72
	b)	3,459.33

Routes provinciales

(Les montants indiqués pour l'exercice 1919-1920 comprennent les frais d'entretien et le prix d'une certaine quantité de matériaux en approvisionnement tels que pierre, sable, et bitumes.)

Route Lévis-Jackman  
(Gravelage)

1914-1915 .....	\$	746.75
1915-1916 .....		2,657.74
1916-1917 .....		5,348.14
1917-1918 .....		14,598.43
1918-1919 .....		20,597.84
1919-1920 (au 30/11).....		38,213.83

Route Édouard VII  
(Macadam, macadam avec tapis, béton  
et macadam bitumineux)

1915-1916 .....	\$15,513.94
1916-1917 .....	2,838.34
1917-1918 .....	6,368.60
1918-1919 .....	8,452.16
1919-1920 (au 30/11).....	18,546.75

Route Chambly  
(Macadam et macadam avec tapis)

1916-1917 .....	\$2,796.36
1917-1918 .....	1,249.49
1918-1919 .....	2,806.64
1919-1920 (au 30/11).....	4,947.92

Route Montréal-Québec  
(Macadam, macadam avec tapis, béton  
asphaltique et macadam bitumineux)

1915-1916 .....	\$	7.40
1916-1917 .....		2,533.17
1917-1918 .....		21,284.54
1918-1919 .....		23,257.47
1919-1920 (au 30/11).....		26,332.70

Route Sherbrooke-Derby  
(Gravelage et macadam bitumineux)

1915-1916 .....	\$	534.34
1916-1917 .....		6,028.61
1917-1918 .....		10,657.63
1918-1919 .....		11,539.56
1919-1920 (au 30/11) .....		9,132.27

Chemin Valcartier  
(Gravelage)

1915-1916 .....	\$	55.94
1918-1919 .....		1,949.80

Chemin Témiscouata  
(Gravelage)

1917-1918 .....	\$	416.75
1918-1919 .....		6,299.53
1919-1920 (au 30/11) .....		9,242.67

Chemin Matane  
(Gravelage)

1918-1919 .....	\$	738.28
1919-1920 (au 30/11) .....		926.73

**Statistiques  
de production agricole**

**M. Renaud (Laval):** 1. À quelles sources d'information le gouvernement a-t-il puisé ses statistiques sur la production agricole en 1919?

2. Quand a-t-il reçu ses premières et ses dernières statistiques sur la récolte de 1919?

3. Sur quelle base fait-il ses calculs sur la production agricole? Est-ce sur l'étendue de terre ensemencée?

**M. David (Terrebonne):** 1. Les cultivateurs de la province de Québec.

2. Les statistiques des superficies en culture, entre le 15 et le 30 juin de l'année courante; les estimations relatives au rendement, à l'automne, après le premier battage.

3. Sur le nombre de cultivateurs par comté.

**Loi  
de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose un amendement à l'article proposant de réduire d'un mois, du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> octobre, la durée de la chasse à l'orignal, au caribou et au chevreuil.

Suite aux représentations des clubs de chasse, il propose d'amender le projet de loi substituant le 20 septembre au 1<sup>er</sup> octobre.

**M. Tessier (Rimouski):** Je voudrais savoir si le ministre de la Colonisation ne pourrait pas trouver un moyen d'empêcher le massacre du gibier, du chevreuil, qui se pratique dans la province de Québec. Il se fait, dans certaines parties de la province, un véritable massacre de chevreuils. On me dit que, l'an dernier, on a expédié d'une seule gare de la province, dans le district de Québec, qu'il en a été expédié 1,200 à Montréal depuis le 1<sup>er</sup> septembre, et que de grandes quantités de cette viande étaient conservées en chambre froide. Ce ne sont pas de vrais chasseurs qui exterminent ainsi ce gibier, mais des individus organisés y trouvant un commerce profitable.

Je crois, M. le président, que l'on devrait prohiber la vente du chevreuil, pour un certain temps du moins. Il (M. Tessier) croit que la chasse du chevreuil devrait être prohibée pendant un certain nombre d'années si l'on veut empêcher qu'il disparaisse. Il réclame l'interdiction de la vente du chevreuil pour le compte des marchands de gros de Montréal, qui en retirent des bénéfices considérables. Je fais cette suggestion au ministre et j'espère qu'il la prendra en bonne part.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je remercie l'honorable député de Rimouski de sa suggestion. Nous n'avons pas cru devoir prohiber la vente du chevreuil cette année. Nous nous sommes contentés de prohiber jusqu'au 20 septembre la chasse au chevreuil et d'interdire aux hommes de chantier d'avoir en leur possession de la viande de chevreuil ou orignal pour la vendre ou la consommer.

Je crois que l'écourtement de la saison de chasse, de même que l'interdiction de la consommation de la viande de chevreuil, de caribou et d'orignal dans les camps coupables des plus grandes déprédations, sera d'un effet suffisant. Si on s'aperçoit plus tard que la loi ne défend pas suffisamment ce gibier contre la destruction, on considérera la suggestion de l'honorable député de Rimouski (M. Tessier), qui a beaucoup de bon.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande des explications.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond au député de Montréal-Saint-Georges.  
Adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose un amendement pour prolonger jusqu'en 1925 l'interdiction de la vente de la perdrix, qui expirait le 1<sup>er</sup> janvier 1920.  
Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**Paroisse  
Saint-Pierre de Shawinigan**

**M. Delisle (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Saint-Jérôme**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Norman Scott Cameron**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Norman Scott Cameron aux examens d'admission à la pratique du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Saint-Germain-de-Rimouski**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.



Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Bagotville Railway  
Company**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Compagnie de pouvoir,  
traction et fabrication  
de la vallée du Lièvre**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 amendant la charte de la Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Association générale des comptables  
de la province de Québec**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
McDuff Lamb**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
Harrison Stephen**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., statuts refondus, 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387f, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Les officiers qui sont chargés de l'administration de la loi de la prohibition à Montréal sont au nombre de 50, alors que, dans le reste de la province, il y en a entre 75 et 90.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande comment il se fait que l'augmentation demandée dans le budget pour les officiers chargés de percevoir les impôts sur les successions et sur les patentes de vendeurs de boisson soit si élevée. Elle est portée de \$175,000 à \$200,000.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Cette augmentation s'explique surtout par la nécessité de surveiller l'application de la loi de la prohibition, l'administration de cette dernière s'améliorant chaque jour.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande si, à Montréal, la mise en vigueur de la loi de prohibition coûte cher.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** avoue que oui, et que l'application de cette loi nécessite un personnel de 90 personnes.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Réussissez-vous à faire respecter la loi au moins avec tout ce monde-là?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Oui.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):**

Poursuivez-vous des délinquants jusque dans les bois?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non, nous n'allons pas dans les bois, mais nous surveillons les grandes routes et nous les prenons dans les villes.

Vous devez comprendre que nous ne pouvons divulguer comment ils font leur travail, mais je peux vous assurer que chaque officier et inspecteur fait de son mieux pour voir si la loi peut fonctionner et si elle peut être appliquée.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., (charges sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatorze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Dépôt de documents:****Rapport du  
secrétaire et registraire**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1918-1919. (Document de la session no 6)

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que la séance de demain aussi sera courte, mais qu'il y aura des séances pour les comités des bills privés et publics avant la séance de la Chambre. La Chambre ajournera à ce moment jusqu'au 7 janvier. Si, ajoute-t-il, l'opposition ne s'objecte pas.

Il propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à onze heures et demie de l'avant-midi, demain samedi.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 50.

## Séance du samedi 20 décembre 1919

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de Jean-Baptiste Brouillette, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'expropriation par la cité de Montréal de certains lots lui appartenant (M. Bédard);
- de l'œuvre et fabrique de Saint-Irénée de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de prélever certaines sommes (M. Bédard);
- de Price Brothers & Company Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Saguenay (M. Gaudrault);
- de la corporation du village de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville de Kénogami (M. Gaudrault);
- de la corporation du village de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville (M. Lemay);
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Roy);
- de sœur Céline Renaud et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de les sœurs de la Charité de Sainte-Croix de Marieville (M. Robert);
- de Carl Busch Thorn et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Kipawa Housing Company" (M. Simard);
- de William L. Ketchen et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Kipawa.

## Rapports de comités:

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 81 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Percy Flynn à l'exercice de la profession d'avocat.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Joseph-Émile Noël et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Hôpital Noël;
- de l'Union nationale française et de refuge, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Charte  
de Longueuil

**M. Desaulniers (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Union nationale  
française et de refuge

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 101 amendant la loi constituant en corporation l'Union nationale française et de refuge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Hôpital Noël

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 58 constituant en corporation l'Hôpital Noël, de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code civil,  
article 953a

**M. Godbout (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 150 amendant l'article 953a du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Importation  
de denrées**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle quantité de son la province de Québec a-t-elle achetée des autres provinces canadiennes et de l'étranger en 1918?

2. Même question pour le gruau.
3. Même question pour l'avoine.
4. Même question pour le blé d'Inde.
5. Même question pour les conserves alimentaires.
6. Même question pour les animaux de boucherie.
7. Même question pour les œufs.
8. Même question pour la farine d'avoine.
9. Même question pour la fleur à engrais.
10. Même question pour la fleur à pain ou pâtisserie.
11. Même question pour les patates.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Le gouvernement ne possède pas de statistiques suffisantes pour donner ces renseignements.

**Responsables de la perception  
des cautionnements forfaits**

**M. Renaud (Laval):** 1. M. P.-R. DuTremblay, M. P., a-t-il résigné comme avocat pour la perception des cautionnements forfaits? Dans l'affirmative, par qui a-t-il été remplacé?

2. M. Gilmour est-il nommé conjointement avec monsieur Bertrand pour remplacer M. DuTremblay?

3. Quel montant a-t-il été perçu par le gouvernement sur les cautionnements forfaits depuis 1906?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. En vue de l'organisation d'un nouveau bureau des substituts du procureur général, à Montréal, M. P.-R. DuTremblay a transmis sa démission devant prendre effet du 1<sup>er</sup> janvier afin de lui permettre de terminer des affaires pendantes.

2. M. Gilmour est nommé substitut du procureur général, conjointement avec MM. Lafortune, Walsh et Bertrand, et MM. Gilmour et Bertrand sont plus spécialement chargés de la perception des cautionnements forfaits.

3. Comme il résulte des deux questions précédentes que ce sont les cautionnements forfaits perçus à Montréal que l'on a en vue, la réponse à cette question est que \$35,805.40 ont été perçues.

**M. Bégin,  
contrôleur du revenu**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien a coûté la nouvelle comptabilité établie par M. Bégin, contrôleur du revenu?

2. Le contrôleur du revenu a-t-il reçu un bonus du département depuis son entrée en fonction?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. \$2,583.17.  
2. Non.

**The Congregation Agudath  
Achim of Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The St. Mary's Memorial Hospital**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Coaticook**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Testament  
Charles G. Brown**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 validant le testament de feu Charles G. Brown soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Successions**  
**L. et J.-O. Villeneuve**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**M. Jean Chauvin**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mercredi 7 janvier 1920, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

---



Séance du mercredi 7 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées devant la Chambre:

- de Salmon River & Northern Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de demoiselle Mathilda Guilmette et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec (M. Bercovitch);

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de Fraser Companies Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une convention passée avec Donald Fraser & Son Limited (M. Cannon);

- de la Société de patronage de l'hôpital des tuberculeux de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'hôpital Laval et lui donnant d'autres pouvoirs (M. Cannon);

- du Synod of the Diocese of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendement 14-15 Victoria, chapitre 176 (M. Gault);

- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant l'autorisation d'émettre des débentures (M. Gault);

- par M. Reed, la pétition de la ville Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Reed).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Poulin).

**Véhicules-moteurs**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 154 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Statuts refondus, 1909, articles 5030, 5032, 5033 et 5040**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 153 amendement les articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909<sup>2</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Protection  
des abeilles**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 18 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des abeilles.

Le bill accorde plus de protection aux abeilles dans les ruchers et donne certains pouvoirs aux apiculteurs dans le cas de dévastation de leurs ruchers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travail des détenus,  
écoles de réforme  
et d'industrie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 23 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au travail des détenus dans les écoles de réforme et d'industrie.

Le projet de loi permet à ces institutions de jouir du travail des détenus pour le support et l'entretien des détenus et de l'école elle-même au lieu de verser le fruit de ce travail directement dans le Trésor de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles  
techniques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 30 amendement la loi 4 George V, chapitre 25, relativement aux écoles techniques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Compagnies de chemin  
de fer subventionnées**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1919, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 13)

**Compagnies de chemin de fer,  
états, rapports et statistiques**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 30 juin 1919, en conformité des articles 6550 et 6552 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 14)

**Demande de documents:****État des recettes  
et des dépenses**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre l'état des recettes et des dépenses depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier jusqu'à date.

Adopté.

**Écoles  
techniques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 amendement la loi 4 George V, chapitre 25, relativement aux écoles techniques.

Adopté.

**Loi  
de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendement la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi concernant l'heure**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 concernant l'heure soit maintenant lu une deuxième fois.

Il tient à donner quelques explications pour faire disparaître une mauvaise interprétation que l'on fait voir en certains lieux, par certains journaux qui craignent de voir décréter "l'heure Taschereau" comme on a décrété "l'heure Borden", à Ottawa. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit d'empêcher la répétition des imbroglios qui se sont présentés l'été dernier, à l'occasion de l'avance de l'heure, lorsque les chemins de fer ont avancé l'heure, alors qu'il n'y avait pas de disposition afin de rendre légale l'heure avancée. La province souhaite maintenant être son propre maître en ce qui concerne l'heure.

Lorsque Ottawa décide de changer l'heure, la province se trouve dans une position difficile. La loi fixe les heures pour les élections, les actes d'enregistrement, les ventes par le shérif, etc., qui ne se trouvent pas, ainsi, en conformité avec l'heure générale fixée par le gouvernement fédéral. Le projet de loi n'a pour but que d'éviter des malentendus en donnant le pouvoir de fixer l'heure légale conformément à l'heure générale qui sera adoptée et décrétée par le gouvernement fédéral.

Si l'adoption de l'heure d'été devient générale et les horloges avancées d'une heure, le gouvernement pourrait, par ordre en conseil, décréter que la nouvelle heure soit substituée à l'heure normale, laquelle, à l'est du méridien de 68 degrés de longitude ouest, devrait être calculée quatre heures derrière l'heure de Greenwich, et, à l'ouest de ce méridien, cinq heures derrière l'heure de Greenwich.

La proposition est adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté.



**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si la province a le droit de changer l'heure légale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est bien évident que le gouvernement ne veut aucunement avancer l'heure ni la changer en aucune manière. Il veut tout simplement éviter des ennuis, lorsque le gouvernement fédéral décide d'avancer l'heure. Par ce projet de loi, il veut avoir le pouvoir de se conformer, pour ce qui concerne les heures légales, aux décisions d'une autorité supérieure.

Pour économiser la lumière du jour, le gouvernement fédéral a décrété qu'à certaines époques on avancera et on reculera les horloges. Or, cette décision d'Ottawa a donné lieu à des inconvénients, car les gouvernements provinciaux, même si tout le monde changeait l'heure aux horloges, étaient forcés de garder l'ancienne heure pour que l'heure fût légale.

Le but de notre projet est de nous donner le droit de suivre l'exemple d'Ottawa et de décréter que l'heure légale sera l'heure fixée par le gouvernement fédéral.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette question n'est-elle pas du domaine du fédéral? Pourquoi la Législature provinciale interviendrait-elle?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement que la question est du domaine fédéral.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, pourquoi embrouiller la population de notre province avec une nouvelle loi? Il semble qu'il y a déjà trop de lois dans nos statuts.

Il exprime l'opinion que c'était mettre dans nos statuts une loi absolument inutile, vu que le gouvernement prétend suivre à ce propos l'attitude du gouvernement d'Ottawa. Il suggère qu'il serait peut-être mieux d'avoir une conférence avec les autorités fédérales. Des conférences entre les autorités provinciales et fédérales ont été tenues dans le passé sur d'autres questions. Ça pourrait fonctionner de façon très insatisfaisante si le Québec avait une heure différente de celle de l'Ontario, et il est préférable que tout changement d'heure soit fait à la grandeur du dominion et ne soit pas limité à une province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'en voit pas l'importance. Il faut absolument une loi pour légaliser l'heure pour le printemps prochain.

Nous ne voulons pas prendre notre direction d'Ottawa, ajoute-t-il, mais la chose a été décidée à la suite de la conférence interprovinciale. C'est une question de bonne administration.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill décrète que la Commission des services publics peut fixer les horaires de tous les services publics sous son contrôle, dont les chemins de fer, de la même manière.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ce n'est pas nécessaire aujourd'hui, rien ne presse.

**M. Percy Flynn**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 81 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Percy Flynn à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Longueuil**

**M. Desaulniers (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Hôpital Noël**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 constituant en corporation l'Hôpital Noël, de Sherbrooke, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de East Angus**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Union nationale française et de refuge**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 amendant la loi constituant en corporation l'Union nationale française et de refuge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Questions et réponses:**

#### **Salaire minimum pour les ouvriers**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il étudié l'idée de fixer un minimum de salaire pour les ouvriers en cette province?

2. Dans l'affirmative, quelle décision a-t-il prise?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
1. Oui.

2. A passé la loi 9 George V, chapitre 2 et tient encore cette question sous étude.

### **Demande de documents:**

#### **Construction de routes régionales**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et le gouvernement fédéral au sujet d'argent pour la construction de routes régionales.

Il rappelle que le gouvernement fédéral a adopté une loi pour la construction et l'amélioration des routes dans tout le pays, et il est certain que le gouvernement fédéral a accordé pour ces fins à la province de Québec la part qui lui revenait dans les millions volés.

On demande partout des routes. On vient de partout en délégation auprès du ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) pour lui demander d'améliorer ou de construire telle ou telle route, et le ministre de la Voirie promet à tout instant que telle route sera construite de tel endroit à tel endroit. Pendant la dernière campagne électorale, le ministre de la Voirie s'est promené un peu partout dans la province pour annoncer la construction de nombreuses routes; les candidats ministériels dans chaque circonscription électorale ont supplié les électeurs de voter pour le gouvernement qui allait construire et améliorer des routes nationales et régionales par toute la province. Or, le gouvernement sait, et les députés aussi, que, depuis quelques années, il n'a pas construit une seule route nationale, ni n'en a amélioré. Ces dernières ont été tristement négligées. Il sait que ce sont les municipalités qui ont construit les routes qui existent. Il voudrait savoir maintenant si, dans la correspondance dont il demande la production, le gouvernement provincial, pour avoir droit à sa part d'argent voté par le gouvernement fédéral, s'est engagé à construire lui-même des routes et à décharger les municipalités de l'entretien de ces routes.

Je voudrais savoir si on va toujours laisser les municipalités supporter seules le coût de la construction et de l'entretien des routes. C'est un lourd fardeau.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** dit qu'il y a eu en effet des pourparlers entre le ministère de la Voirie et le gouvernement fédéral au sujet de ces routes à construire.

Le 23 décembre 1918, le ministre des chemins de fer et canaux d'Ottawa a avisé le chef de gouvernement de la province du vote de l'argent pour la construction de ces routes et de la formation d'un comité spécial à cette fin et avec lequel les gouvernements des provinces devraient s'entendre pour bénéficier de la loi.

À la suite des premiers pourparlers engagés à ce sujet, il a été conclu que l'une des premières conditions de l'octroi des subsides aux provinces était pour ces dernières de faire connaître l'énumération des routes qu'elles voulaient construire.

Nous avons été avisés de la nomination des commissaires. Le programme du gouvernement provincial du Québec à l'égard de ces routes a été soumis au comité fédéral, après quoi le comité, plus précisément le commissaire Campbell, chef du comité, a soumis au gouvernement de la province le montant qui lui reviendrait sur la somme globale à toutes les provinces. De ce chef, la province de Québec doit recevoir la somme de \$4,748,720. Le gouvernement fédéral accordait \$20,000,000 pour tout le pays.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est ce programme?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Vous le trouverez dans le rapport du ministère de la Voirie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais quel est ce programme? Je comprends que vous devez fournir les tracés des routes que vous voulez construire. Les avez-vous fournis à Ottawa?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les tracés que vous avez fournis?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Nous avons soumis le tracé de la route Sherbrooke-Montréal. D'autres suivront<sup>3</sup>. Le chef de l'opposition dit que le ministre de la Voirie a promis une foule de routes. Il a tort. Nous n'avons pas promis de routes, mais nous en avons construites.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme question de fait, depuis quatre ans, le gouvernement provincial a construit des routes, selon l'expression du ministre, mais ce sont les municipalités qui les ont payées. Le département de la Voirie n'a construit aucune route nationale et tout ce qui a été fait a été d'aider les municipalités en vertu de la loi des bons chemins de 1912.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement a eu le concours des municipalités, et le chef de l'opposition - il peut calmer là-dessus ses inquiétudes - peut être certain que, lorsque le gouvernement fédéral nous offrira des subsides pour notre voirie, si cela n'est pas incompatible avec notre autonomie, nous les accepterons.

Il dit que le gouvernement avait construit toutes les grandes routes qui existent actuellement et qu'il avait le relevé de plusieurs autres.

Il ajoute que la route de Montréal à Ottawa via Hull impliquait un passage par Saint-Eustache, Saint-Benoît et le comté du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), et Lachute.

Ceci ne sera pas pour déplaire au chef de l'opposition. Il (l'honorable M. Tessier) entend suivre son programme d'amélioration de la voirie, non seulement avec les subsides fédéraux, mais encore à même ses propres revenus, tant qu'il y aura moyen de développer cette importante politique.

Il (l'honorable M. Tessier) fait référence aux routes déjà construites, sans aide fédérale, telles que la route Montréal-Québec, la route Édouard VII, la route Lévis-Jackman et la Sherbrooke-Derby. Il admet que, depuis la construction de ces routes, d'autres constructions de routes ont été faites en vertu de la loi des bons chemins.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis heureux qu'à l'aurore de la nouvelle année le ministre de la Voirie, dans son premier effort oratoire, ait avoué candidement que, si on a amélioré la voirie un peu dans notre province, ce n'est pas, comme on l'a chanté pendant les élections, le gouvernement qui a payé l'amélioration de nos routes, mais ce sont les municipalités avec de l'argent qu'elles ont emprunté au gouvernement à 5 % d'intérêt, d'après la vieille loi, et à 3 %, d'après la nouvelle, les municipalités ayant à payer 50 % de l'entretien des soi-disant routes nationales.

On a proclamé que le gouvernement provincial fait des efforts immenses pour doter la province de belles routes, mais ce sont nos bons cultivateurs des campagnes qui ont payé pour. Ces députés ministériels, donc, qui, au cours des

dernières élections, ont dit qu'il fallait voter pour le gouvernement qui construisait et entretenait les routes régionales n'ont pas dit la vérité. Aujourd'hui, le gouvernement veut améliorer sa politique de voirie. Pour cela, va-t-il puiser l'argent qu'il lui faut dans le trésor de la province?

Non. Il va aller le chercher à Ottawa auprès de ce gouvernement avec lequel les ministres de Québec se défendent de ne vouloir avoir aucune relation. Ils vont obtenir pour les routes de la province plus de quatre millions qui permettront au gouvernement de construire de nouvelles routes et de décharger les municipalités des dettes qu'elles ont contractées pour construire et améliorer celles qui existent.

N'empêche que le gouvernement de la province s'attribuera le mérite de ces entreprises routières auprès des électeurs. De sorte qu'il peut venir parfois du bon du gouvernement d'Ottawa tant honni; sans lui, la construction des routes dites nationales serait singulièrement retardée puisque le gouvernement a renoncé à cette politique. Les routes sont désormais construites au moyen de bonis donnés par des industries particulières à des municipalités ou aux frais des municipalités elles-mêmes. Cependant, le gouvernement a fait ses élections avec cette question.

Le gouvernement, qui aime tant à bourrer nos statuts de nouvelles lois, n'a pas fait adopter de nouvelle loi pour les chemins. Il s'est tout simplement contenté de se servir de la vieille loi, vieille comme la "*Minerve*", selon l'expression du premier ministre.

À la dernière élection, le ministre lui-même a fait une tournée dans le comté de Labelle pour aider le député de Labelle (M. Achim), maintenant un fervent libéral, à être élu, et le ministre a fait des promesses dans ce comté et ce district pour une grande route qui passerait à travers, tout ceci afin que le député de Labelle puisse être élu, alors que, si un candidat de l'opposition était élu, rien de si bon n'arriverait au district. Il apparaît maintenant que c'est du trésor fédéral que le gouvernement provincial voulait puiser pour construire cette route.

Je suis content que l'honorable ministre de la Voirie nous ait avoué qu'il est prêt à accepter des subsides de ce gouvernement avec lequel le procureur général (l'honorable M. Taschereau) disait tout à l'heure qu'il ne voulait rien avoir à faire, ce gouvernement empoisonné...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je n'ai jamais dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Nous avons bien deviné ce que le procureur général (l'honorable M. Taschereau) voulait dire. Ce gouvernement, avec lequel le procureur général ne veut rien avoir à faire, le ministre de la Voirie est prêt à accepter de lui des subsides, comme le ministre de l'Agriculture d'ailleurs. Je les en félicite, mais il me semble que l'on devrait cesser de parler contre ce gouvernement, de dénoncer avec violence ce gouvernement, puisque l'on accepte son argent.

C'est après avoir dénoncé le gouvernement fédéral comme celui qui a mis le pays en faillite que le gouvernement provincial va maintenant à Ottawa pour de l'argent pour des routes.

Il (M. Sauvé) dit qu'il est fort heureux des explications données par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier). Il aurait voulu cependant qu'elles eussent été données avant ou pendant la récente campagne électorale.

La proposition est adoptée.

### Tracteurs Cleveland

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** suggère à M. l'Orateur la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) au sujet des tracteurs Cleveland.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministre de l'Agriculture et toute compagnie fabriquant ou vendant des tracteurs pour l'usage des fermes dans notre province.

Il rappelle que, récemment, des journaux qui appuient généralement le gouvernement, entre autres *La Patrie* de Montréal, ont trouvé assez étrange l'initiative du ministre de l'Agriculture qui publiait des annonces dans d'autres journaux, en particulier les gazettes agricoles, *Le Journal d'agriculture*, annonçant aux cultivateurs que le ministre de l'Agriculture avait passé un contrat avec une compagnie d'Ontario en vertu duquel le ministère de l'Agriculture devait fournir aux agriculteurs le tracteur Cleveland à des conditions qui excluaient, pour les cultivateurs, l'achat de tout autre tracteur. Comment, demande-t-il, le gouvernement pouvait-il décréter que seuls ceux qui achèteraient un tracteur Cleveland bénéficieraient des avantages offerts par le gouvernement? Il y a plusieurs manufactures canadiennes de tracteurs autres que celle de

Cleveland. On ne leur a pas demandé de soumission pour l'achat des tracteurs de la province; il ne me semble pas que le tracteur Cleveland ait des avantages si importants sur tous les autres qu'il puisse être proposé aux cultivateurs. Le ministre connaît sûrement d'autres compagnies de tracteurs.

Je ne suis pas une autorité au sujet des tracteurs, dit-il, mais je connais même quelqu'un dans le comté d'Argenteuil qui a un tracteur Cleveland qu'il a dû vendre à sacrifice parce qu'il ne pouvait fonctionner dans la terre argileuse. Il a été obligé de le revendre et il a perdu \$600.

J'ai lu à propos de compétitions de tracteurs incapables d'établir la supériorité d'une machine sur une autre. Il y a des ministres de la couronne, dit-il, qui ont de bonnes automobiles, cependant toutes ne portent pas le même nom de fabricant, même si toutes sont de bons véhicules, il en est certain.

Je suis certain que la Chambre sera heureuse d'entendre les explications du ministre de l'Agriculture.

La Chambre est composée en majorité de députés qui représentent des comtés ruraux et j'espère que ces députés seront soucieux de connaître ces explications. Je suis certain que les députés s'intéresseront à cette question, se feront un devoir de la discuter, afin d'aider le ministre de l'Agriculture et d'éclairer la population agricole de notre province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare que cette question de l'emploi des tracteurs en matière agricole est certes très importante et il est heureux qu'elle soit maintenant en vedette devant la Chambre, après l'avoir été depuis plusieurs mois dans le public.

Le tracteur est maintenant une machine indispensable aux cultivateurs pour assurer le maintien du progrès agricole en notre province, dit-il, activer davantage la production et suppléer à la rareté de la main-d'œuvre. Il est difficile de choisir quelle machine convient le mieux de façon absolue. Tout dépend de la nature du sol, de la dimension des terres, des conditions de travail, etc. Aussi le gouvernement n'y est-il pas allé à la légère et, avant de prendre sur lui de recommander aux cultivateurs telle ou telle machine comme plus avantageuse, a-t-il fait faire des expériences, a-t-il recueilli des renseignements.

Il dit qu'il ne pouvait être question de soumissions pour le contrat auquel fait allusion le chef de l'opposition; on ne pouvait demander de soumissions, par exemple, à des compagnies qui fabriquent des tracteurs comme ceux dont on se sert dans l'Ouest et qui sont absolument impraticables dans les provinces.

Il y a des tracteurs de toutes les dimensions, de tous les poids et de toutes les puissances. J'en cherche depuis six ans. Jusqu'à maintenant, nous avons examiné tous les genres de tracteurs.

Le chef de l'opposition a fait une comparaison entre les tracteurs et les véhicules-moteurs. Il ne semble pas réaliser que les véhicules-moteurs sont généralement choisis selon le goût et la fortune de l'acheteur, alors que le tracteur est acheté purement pour la somme de services qu'il rend. Le ministre peut s'être trompé, mais il croit avoir trouvé dans le Cleveland ce qu'il faut.

Il ne prétend pas que cette machine soit exempte de tout reproche, mais c'est elle qui fait le mieux l'affaire.

Nous avons cherché, dit-il, un tracteur qui convienne parfaitement à Québec et nous nous sommes attachés à choisir une machine qui fut commode à tous les points de vue pour les petites fermes et qui coûtât moins cher que toutes les autres. Le Cleveland réunit ces qualités essentielles. Nous sommes allés à tous les concours. Nous en avons vu 45 dans un concours à Ottawa, l'année dernière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui avez-vous envoyé à Ottawa à ce concours?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous avons envoyé le secrétaire du département, M. Savoie. Ce dernier a essayé d'obtenir l'opinion du gouvernement fédéral et il n'a pu l'obtenir. Notre représentant, bien qu'il ne soit pas fermier actif, est revenu avec la conviction que le meilleur tracteur était celui de Cleveland.

C'est forts de cette conviction que nous l'avons recommandé. Je dois dire que nous avons fait examiner le tracteur par des experts qui l'ont trouvé parfait.

Quant aux conditions de vente, pour nos cultivateurs, elles sont exceptionnelles<sup>4</sup>.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Où sont fabriqués ces tracteurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): À Cleveland, Ohio.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Où a eu lieu ce concours de tracteurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): À Wallawalla, dans l'État de Washington, en avril 1919.

Deux cents machines ont été admises. Plusieurs furent éliminées, mais le tracteur Cleveland est sorti de la compétition avec un grand succès.

Je me suis mis en communication avec la compagnie fabriquant le Cleveland, lui demandant si elle pourrait faire des conditions spéciales aux cultivateurs, et nous avons obtenu une réduction du prix, qui était de \$1,600, à \$1,100.

La compagnie Cleveland a accepté d'établir des stations-service à Montréal, Québec et Trois-Rivières et de poster un homme dans chaque district où une machine était vendue qui serait capable de faire les réparations et de fournir de petites pièces pour les remplacements.

Les fermiers, dans plusieurs cas, ne pouvaient payer \$1,600 pour un tracteur, mais \$1,100 était à l'intérieur de leurs moyens. Le gouvernement a même, dans d'autres cas, acheté du matériel aux cultivateurs. Nous faisons simplement pour les tracteurs ce que nous avons fait pendant des années pour les semences: aider les cultivateurs. Il n'y a aucune responsabilité du gouvernement dans ce contrat, pas d'argent impliqué, aucun profit, et il n'a reçu aucune commission. C'est simplement parce que le gouvernement a recommandé cette machine aux cultivateurs et la réduction a été donnée.

C'est un tracteur à chaîne sans fin ou à chenille d'une force supérieure au Fordson et qui convient admirablement à nos terres.

Il explique que le gouvernement fédéral a déjà, lui aussi, acheté sans soumissions des tracteurs, précisément des Fordson qu'il a revendus au prix coûtant par l'entremise des provinces pour favoriser leur emploi par les cultivateurs. Ces tracteurs se vendaient \$800; le gouvernement du Québec en a disposé de quelques-uns.

Pour le bien de la classe agricole, pour stimuler le mouvement de surproduction et faire face à la crise économique de plus en plus aiguë que nous traversons, enfin pour suppléer à la rareté de la main-d'œuvre, le gouvernement continue avec vigueur sa propagande en faveur des tracteurs, pour en faire comprendre à tous les avantages et les induire à les employer.

Il est bien entendu que le cultivateur a le droit d'acheter la machine qu'il lui plaira. Il est parfaitement libre d'acheter le Cleveland ou tout autre tracteur. Nous lui disons simplement: Nous avons obtenu des conditions spéciales pour le tracteur Cleveland. Si cela vous va, nous sommes prêts à transmettre vos commandes.

Je crois que ce marché est avantageux pour le cultivateur.

Les cultivateurs, laissés à eux-mêmes, n'auraient certainement jamais pu accomplir une telle chose. Aussitôt que les cultivateurs dans cette province réaliseront les avantages des tracteurs, ils en achèteront de plus en plus. De plus, le gouvernement a protégé les cultivateurs contre certains agents et représentants de compagnies de tracteurs qui vendent des machines qui ne sont pas convenables aux conditions locales. Ceci n'est pas une innovation car le gouvernement, dans le passé, a déjà acheté des machines de différentes sortes qu'il a vendues aux cultivateurs au prix coûtant.

**M. Hay (Argenteuil)** prend la parole.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend aussi la parole.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). Le député d'Argenteuil (M. Hay) a la parole, puisqu'il s'est levé le premier.

**M. Hay (Argenteuil)**<sup>5</sup> parle des tracteurs en les connaissant d'expérience et dit que les tracteurs qui peuvent être bons pour les grosses fermes de l'Ouest ne sont pas utiles pour les fermes plus petites de la province de Québec. Un petit tracteur est nécessaire dans cette province, dit-il. Il croit que le ministre a été injustement critiqué pour ses actions et qu'il a agi dans les meilleurs intérêts des cultivateurs. Le tracteur choisi a été l'un de ceux qui ont suscité l'impression la plus favorable à la démonstration d'Ottawa, et il est vendu à un prix raisonnable.

Il croit que le ministère a assuré aux cultivateurs l'avantage de pouvoir acheter de bons tracteurs à d'excellentes conditions.

Une démonstration sera tenue dans la province de Québec en octobre prochain, et il est confiant que l'on prouvera alors que le tracteur Cleveland est le meilleur disponible pour les besoins du Québec. Les cultivateurs pourront alors voir par eux-mêmes que le gouvernement a fait une bonne chose en faisant le contrat qui leur assure le tracteur de \$1,600 à moins de \$1,100.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit qu'il ne veut pas contester que ce que le ministre a fait était dans les meilleurs intérêts des cultivateurs et de la province de Québec, mais c'est certainement un arrangement inhabituel.

Le ministre prend le produit d'une usine non seulement de l'extérieur de la province, mais de

l'extérieur du pays. Le prix est peut-être raisonnable. Ça semble bon marché pour une machine supposée durer longtemps. Le ministre se rend responsable pour les machines. Si des pièces se brisent, le gouvernement sera tenu responsable, non pas directement, mais moralement, et sera dans une position défavorable, et je ne crois pas que le gouvernement doive se mettre dans une telle position.

Il rappelle au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) que le prix de vente annoncé d'une machine n'indique pas toujours le prix actuel, et tout ce qu'il peut voir dans l'entente est la grande publicité que ceci donnera à cette compagnie. Il aurait dû y avoir une clause disant qu'une usine doit être établie au Québec où la machine serait au moins assemblée.

Pour moi, c'est une mauvaise affaire, dit-il, le gouvernement ne doit pas se mettre agent d'une compagnie de tracteurs. Et, s'il l'a fait, pourquoi n'a-t-il pas demandé des soumissions?

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)**<sup>6</sup> dit qu'il s'intéresse aux tracteurs et qu'il en a un sur sa ferme coûtant \$1,600<sup>7</sup>. De son expérience des tracteurs, il dirait que celui choisi par le ministre de l'Agriculture est une très bonne machine pour les petites fermes dans la province et que rien de mieux ne pouvait être obtenu à cette fin. Le tracteur sur sa ferme s'est payé en un an, économisant cinq chevaux et deux hommes, et laboure neuf acres par jour à un coût inférieur à \$1 l'acre, alors que l'ancienne manière coûtait \$5 l'acre.

Il dit que généralement il ne croit pas que les gouvernements devraient se lancer en affaires, mais, lorsqu'un gouvernement va en affaires pour aider les cultivateurs, les règles devraient être mises de côté et l'on devrait aider le cultivateur à prendre sa place dans la marche du progrès. Le cultivateur devrait arriver en premier dans cette province, ajoute-t-il, et j'approuve le choix que le ministre a fait et j'approuve très sincèrement l'objectif à la base de cette action.

Il considère que le contrat paraphé par le ministre de l'Agriculture fera progresser les cultivateurs du Québec et les placera à égalité avec leurs collègues des provinces de l'Ouest qui utilisent tous des tracteurs maintenant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande aux représentants d'Argenteuil (M. Hay) et de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) quels tracteurs ils emploient sur leur ferme.

**MM. Hay (Argenteuil) et Miles (Montréal-Saint-Laurent)** répondent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne me suis jamais opposé à encourager l'usage de tracteurs dans cette province. Ce n'est pas la question. Pourquoi le ministre de l'Agriculture a-t-il, sans demander de soumissions, préféré le tracteur Cleveland à d'autres? Pourquoi a-t-il fait un contrat? Pourquoi n'a-t-on pas donné la chance à d'autres compagnies?

Il ajoute que les cultivateurs, si le ministre de l'Agriculture avait fait avec les autres compagnies de tracteurs les mêmes arrangements qu'il a conclus avec la compagnie de l'Ohio, les cultivateurs eussent pu payer encore moins que \$1,100 un tracteur. Le cultivateur du Québec aurait pu avoir une machine pour \$500 ou \$600 ou \$700. C'est bon d'encourager l'usage de tracteurs, mais pourquoi a-t-il donné ses faveurs à une seule compagnie? Ni le député d'Argenteuil (M. Hay) ni le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) n'utilisent le tracteur Cleveland. La compagnie bénéficiaire est étrangère au pays et va profiter de cette publicité pour augmenter ses affaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition est-il en mesure de me dire s'il connaît une compagnie de cette province qui pourrait offrir des tracteurs à des conditions comme celles de la compagnie Cleveland?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne suis pas le ministre de l'Agriculture. Si le ministre avait demandé des soumissions, il serait en mesure de donner ces renseignements à la Chambre. Que l'honorable ministre admette donc que, s'il avait demandé des soumissions...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'admettrai pas cela. Je n'admettrai jamais cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, si l'honorable ministre admettait...

**M. l'Orateur:** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas moi que vous rappelez à l'ordre, M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, c'est le ministre. On nous a cité un rapport d'expert... Peuh!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement. J'ai cité le rapport d'un concours tenu aux États-Unis et je ne permettrai pas au chef de l'opposition d'insinuer que j'ai lu à la Chambre un rapport qui n'est pas sérieux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tout le monde n'est pas de l'avis du ministre quant à la supériorité des tracteurs Cleveland.

Il cite, à ce sujet, un article signé par M. François Larose, expert-agronome, dans le *Bulletin des agriculteurs*, organe de la Société coopérative des agriculteurs, organe de la Société coopérative des fromagers de la province de Québec et l'un des organes aussi du ministre de l'Agriculture. Dans cet article, M. Larose est loin de donner la préférence au Cleveland et il exprime l'opinion qu'il serait peu sage de choisir en général un tracteur plutôt qu'un autre dans un concours comme celui qui a eu lieu à Ottawa.

En somme, j'ai eu raison de dire que l'on aurait dû demander des soumissions avant de donner la préférence au tracteur Cleveland. Les deux députés qui ont approuvé la conduite du ministre n'ont pas osé répondre à cette question<sup>8</sup>.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

## NOTES

1. Voici ce que déclare *The Gazette* à ce sujet:

Intoxicated motorists are to be sternly dealt with in virtue of a bill which Hector Laferte, of Drummond, has introduced in the Legislative Assembly, and which was given first reading today. Imprisonment up to two years without the option of a fine is the penalty to be imposed on those convicted of driving an automobile while intoxicated, whether licensed drivers or not. There is no option of a fine, and ipso facto conviction cancels any licence held by a driver. At present it is only an unlicensed driver who can be jailed, without the option of a fine, and the limit of sentence is six months. Pending cases are not affected by the measure.

Traduction: Les automobilistes ivres seront sévèrement traités en vertu du bill que Hector Laferté, de Drummond, a introduit à l'Assemblée législative et qui a été lu pour la première fois aujourd'hui. L'emprisonnement jusqu'à deux ans sans la possibilité d'une amende est la pénalité qui sera imposée à ceux reconnus coupables de conduire une automobile alors qu'ils sont ivres, qu'ils aient une licence ou non. Il n'y a pas l'option de l'amende et la conviction *ipso facto* annule toute licence que possède le conducteur. Présentement, seul un conducteur sans licence peut être emprisonné, sans l'option de l'amende, et la limite de la sentence est de six mois. Les causes pendantes ne sont pas affectées par la mesure.

2. Ce projet de loi concerne le Collège des chirurgiens dentistes.

3. Selon les journaux, les routes suivantes devraient être subventionnées par le gouvernement fédéral: Montréal-Sherbrooke; Montréal-Ottawa via Hull; Montréal-Mont-Laurier, via Sainte-Thérèse, Sainte-Agathe et Saint-Jovite; Montréal-Valleyfield; Montréal-Joliette, via L'Assomption; Lévis-Rivière-du-Loup et Rimouski; Rivière-du-Loup-Edmunston, N.B.; Lévis-Saint-Lambert; Sherbrooke-Norton Mills; Sherbrooke-Beauceville; Sherbrooke-Beauce, via Thetford Mines; Lacolle-Knowlton; Saint-Georges-Lac-Frontière; Saint-Vallier-Saint-Camille; Saint-Alexis, Chicoutimi-Kénogami, Roberval; Saint-Hyacinthe-Chambly, via Marieville; Québec-Saint-Siméon; Trois-Rivières-Grand'Mère, maintenant presque complétée; Richmond-Sainte-Agathe.

4. À ce moment, le ministre lit un long rapport - en anglais, qu'il traduit - dans lequel on affirme qu'à un concours entre tous les tracteurs, tenu aux États-Unis, le tracteur Cleveland a obtenu le premier prix, selon *L'Événement*.

5. Selon *The Gazette*, John Hay est cultivateur.

6. Henry Miles est un cultivateur important à Pointe-Fortune. Il est président de la Ferme de volailles nationale.

7. Le *Montreal Herald* précise que M. Miles ne mentionne pas la marque de son tracteur.

8. Selon *The Gazette*, il est rare que trois députés de langue anglaise prennent part à un débat.



## Séance du jeudi 8 janvier 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées devant la Chambre:

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de dame M.-E. Deguise et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Charles Théodore Viau (M. Beaudry);
- de The Stephens Estate Realities Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente consenti par G. W. Stephens et autres (M. Bercovitch).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Salmon River & Northern Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- de demoiselle Mathilda Guilmette et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec (M. Bercovitch);
- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à émettre des débentures (M. Gault);
- de la Société de patronage de l'hôpital des tuberculeux de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'hôpital Laval et lui accordant d'autres pouvoirs (M. Cannon).

## Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Hugh Walsh et autres, demandant l'adoption d'une loi leur donnant certains pouvoirs relativement au cimetière protestant du village de St. Andrews;
- de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;
- de Charles-Alfred Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession John Pratt;
- de dame Élodie Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert;
- du révérend P. Heffernan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Augustin et les constituant en une corporation distincte sous le nom de Les syndics de la paroisse de Saint-Augustin;
- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Jean-Baptiste Brouillette, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'expropriation par la cité de Montréal de certains lots lui appartenant;
- de William L. Ketchen et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Kipawa;
- de Carl Bush Thorne et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Kipawa Housing Co.";
- de Price Brothers & Company Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Saguenay;
- de la Société coopérative agricole des fromagers de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom;
- de Hector Barsalou ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga;
- de William McMillan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Wales Home";
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs additionnels;

- d'Émile Galibert et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Hôpital Français;

- de The Merchants Bank of Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 2 George V, chapitre 60, article 15;

- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la compagnie d'assurances La Prévoyance, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Dominion Corset Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de Léon Gélinas ès qual. et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Louis-Raymond Plessis-Bélair;

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'économie) et la Caisse de Remboursement, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;

- de Jean-Baptiste Desrochers, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Crédit international du Canada;

- de la corporation du village de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville Kénogami;

- de Théodore Bussière et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin;

- de dame Marie-Louise-Albine Gosselin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;

- de Frederick C. Harriman et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Colonization Railway Company";

- d'Alice Martel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat apostolique de La Malbaie;

- de l'Industrial Life Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la ville de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi révisant et refondant sa charte.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 96 amendant la charte de la ville de Roxboro;

- bill 130 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Daniel Prescott Mowry à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 80 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Norman Scott Cameron aux examens d'admission à la pratique du droit;

- bill 113 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Charles Montminy de pratiquer le droit, après examen;

- bill 68 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Grégoire au nombre de ses membres, après examen oral.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke;

- bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated;

- bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 amendant la charte de la Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre;

- bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau;

- bill 70 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

- bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;

- bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée;

Le bill 86 concernant la succession Charles-Théodore Viau a été rejeté.

#### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 115 amendant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Société coopérative agricole des fromagers de Québec**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dominion Corset Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 131 amendant la charte de la Dominion Corset Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Orphelinat apostolique de La Malbaie**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 108 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de La Malbaie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The St. Andrews Protestant Cemetery**

**M. Hay (Argenteuil)** demande la permission de présenter le bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lachute**

**M. Hay (Argenteuil)** demande la permission de présenter le bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Industrial Life Insurance Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 63 amendant la loi constituant en corporation la Industrial Life Insurance Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 72 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Expropriations à Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 95 décrétant l'expropriation par la cité de Montréal de certains lots appartenant à Jean-Baptiste Brouillette, de Montréal, et fixant les conditions de telle expropriation, ainsi que certains changements à faire au cadastre au sujet de ces lots.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Kipawa Housing Company**

**M. Simard (Témiscamingue)** demande la permission de présenter le bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 77 révisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de Kipawa**

**M. Simard (Témiscamingue)** demande la permission de présenter le bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Crédit international  
du Canada**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 85 constituant en corporation le Crédit international du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Wales Home**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 123 constituant en corporation The Wales Home.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Montréal**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 75 amendant la charte de la ville de Lasalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital Français**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 65 constituant en corporation l'Hôpital Français.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Propriétés du quartier  
Hochelaga, Montréal**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 103 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Union Saint-Joseph  
de Drummondville**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 73 refondant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**La Prévoyance**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 114 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Village de Kénogami**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
John Pratt**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 71 amendant la loi concernant la succession de John Pratt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de  
Saint-Augustin**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 66 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Augustin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
Louis-Raymond Plessis-Bélair**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Quebec Colonization Railway  
Company**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 97 constituant en corporation la Quebec Colonization Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
Louis-Herménégilde Hébert**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal,  
Caisse nationale d'économie et  
Caisse de remboursement**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 133 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) et la Caisse de remboursement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Westmount**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 136 amendant la charte de la cité de Westmount.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Hôtel-Dieu  
Saint-Michel de Roberval**

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 60 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de chemin de fer  
des fermiers de Normandin**

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Canton Décarie,  
comté de Labelle**

**M. Achim (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 152 concernant l'annexion du canton Décarie au comté de Labelle, pour toutes fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. M. Martin,  
maire de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puis-je poser à l'honorable premier ministre (l'honorable M. Gouin) une question au sujet d'une visite que lui aurait faite le maire de Montréal?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Si l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) veut me poser une question sérieuse, je lui répondrai avec plaisir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, M. l'Orateur, voilà. Les journaux de Montréal annonçaient hier que le maire de Montréal était venu à Québec pour rencontrer le premier ministre de la province de Québec au sujet des travaux d'aqueducs. Il n'aurait pu le rencontrer après l'avoir cherché partout. Le maire de Montréal est un personnage important. Le premier ministre nous dira-t-il s'il est vrai qu'il n'a pas voulu le recevoir?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** M. l'Orateur, le premier ministre ne s'est pas caché. J'étais ici, hier, j'y ai passé toute la journée. J'ai même eu le plaisir de rencontrer le chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Donc, le maire est dans l'erreur?

**Questions et réponses:**

**Actif et passif de la province,  
passif des municipalités et des  
corporations scolaires**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel est l'actif de la province de Québec?

2. Quel en est le passif?

3. Quel est le passif des municipalités de cette province pour les années 1917-1918 et 1918-1919?

4. Quel est le passif des corporations scolaires pour les mêmes années?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Actif disponible: \$10,713,867.40.

2. Passif direct: \$43,771,715.72.

3. Année 1917, \$199,311,468; rapports pour 1918 non complétés.

4. Année 1917-1918, \$34,742,244.85; rapports pour l'année 1918-1919 non complets.

#### Officiers de la loi des licences

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quels sont les officiers du département du Trésor nommés pour faire respecter la loi des licences par les vendeurs?

2. Quels sont les salaires respectifs de ces officiers?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1 et 2. J.-A. Bégin, contrôleur, Québec, \$4,000 par année; J. W. Lewis, inspecteur, Montréal, \$1,600 par année; Dr C. Amiot, inspecteur, Montréal, \$1,600 par année. Percepteurs du revenu de la province. (Voir la liste ci-dessous)

	District	
F.-P. Bruneau .....	Arthabaska .....	Commission.
W. Cliche .....	Beauce .....	Commission.
Dr P. McLaren .....	Beauharnois .....	Commission.
Carl. D. Griggs .....	Bedford .....	Commission.
J.-G. Cyr .....	Bonaventure .....	Commission.
H. Simard .....	Charlevoix .....	Commission.
V.-Nap. Tremblay .....	Chicoutimi .....	Commission.
R.-C. Lindsay .....	Gaspé-Est .....	Commission.
N. Lévesque .....	Gaspé-Ouest .....	Commission.
J. Régnier .....	Iberville .....	Commission.
Boulet & Prévost .....	Joliette .....	Commission.
L.-A. Dupuis, N.P. ....	Kamouraska .....	Commission.
T.-L. Desbiens .....	Lac-Saint-Jean-Est ....	Commission.
E.-R. Truchon .....	Lac-Saint-Jean-Ouest ..	Commission.
J.-N. Tremblay .....	La Tuque .....	Commission.
V. Arseneault .....	Îles-de-la-Madeleine ..	Commission.
C.-Sam. Lepage .....	Matane .....	Commission.
G.-a. Lamarre .....	Montmagny .....	Commission.
Boisseau & Finnie .....	Montréal .....	\$3,000 chaque par année.
Ern. Bélanger .....	Nicolet .....	Commission.
A. Labelle .....	Ottawa-Centre .....	Commission.
I.-J. Ouellette .....	Ottawa-Est .....	Commission.
H. Laflamme .....	Ouutawa-Ouest .....	Commission.
Stephen Smith .....	Pontiac-Est .....	Commission.
B. Desrochers .....	Pontiac-Ouest .....	Commission.
H.-A. Legendre .....	Québec .....	\$2,500 par année.
Tellier & Cousineau ...	Richelieu .....	Commission.

R. D'Anjou .....	Rimouski .....	Commission.
Bissonnet & Oughtred	Saint-François .....	\$2,500 chaque par année.
J.-H. Topping .....	Saguenay .....	Commission.
Rainville & Denis .....	Saint-Hyacinthe .....	Commission.
J. Lord .....	Témiscouata .....	Commission.
Dr P.-E. Pager .....	Terrebonne .....	Commission.
Ludger Jolin .....	Trois-Rivières .....	Commission.

À part ceux qui précèdent, il y a 55 officiers, mais il n'est pas dans l'intérêt public que leurs noms soient dévoilés.

#### Instituteurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y a-t-il eu d'instituteurs enseignant dans la province de Québec en 1919?

2. Combien de laïcs?

3. Mêmes questions pour les années 1916, 1917 et 1918.

4. Quel était le salaire de chacun d'eux pour les mêmes années?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1 et 2. La compilation des statistiques n'est pas encore terminée.

3. (Voir la liste ci-dessous)

Année 1915-1916	Nombre d'instituteurs .....	2263
	Nombre d'instituteurs laïcs ....	640
Année 1916-1917	Nombre d'instituteurs .....	2265
	Nombre d'instituteurs laïcs ....	627
Année 1917-1918	Nombre d'instituteurs .....	2394
	Nombre d'instituteurs laïcs ....	620

4. La moyenne des salaires des instituteurs laïcs a été comme suit :

Année 1915-1916 .....	\$ 966
Année 1916-1917 .....	1,022
Année 1917-1918 .....	1,039

#### Protection des abeilles

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des abeilles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi consiste à augmenter de un à cinq piastres le minimum, jusqu'à un maximum de \$50, l'amende imposée à ceux qui, en arrosant les arbres fruitiers au pulvérisateur ou autrement,

pendant l'époque où ces arbres sont en pleine floraison, font usage ou permettent de faire usage d'aucun mélange contenant des composés arsenicaux ou toute autre substance vénéneuse. L'amendement que j'introduis a été fait à la demande spéciale et très insistante de cultivateurs qui ont souffert très sérieusement par le passé, ajoute-t-il.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre cet amendement qui sera inopérant, dit-il. Trop de lois encombrant les statuts, telle la loi de prohibition, qui sont inobservées. Comment peut-on espérer que la majoration de l'amende sera d'un effet quelconque? Il conviendrait plutôt de faire l'éducation des gens et de leur faire connaître la loi actuelle, plutôt que d'augmenter l'amende. Certains des cultivateurs de mon comté ont payé l'amende parce qu'ils ne connaissaient pas la loi. Pourquoi présenter une nouvelle loi et de nouvelles réglementations, alors que l'inefficacité de l'ancienne loi n'a pas été démontrée?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il ne s'agit pas de créer une nouvelle loi, mais de rendre plus sévère celle qui existe déjà pour s'assurer que les cultivateurs soient mieux avisés lorsqu'ils arrosent leurs arbres fruitiers et leurs parterres où les abeilles sont susceptibles d'aller butiner. Il (l'honorable M. Caron) ajoute que l'amendement qu'il introduit est présenté à la demande spéciale et très insistante des cultivateurs qui, par le passé, ont souffert très sérieusement d'habitudes qu'avaient certains cultivateurs d'arroser leurs arbres fruitiers et leurs parterres pendant la saison où les abeilles butinent. Ils mettaient ainsi en danger la vie de milliers d'abeilles très précieuses.

**M. Cédilot (Laprairie)** défend l'action du gouvernement en cette affaire. Il croit que la loi actuelle n'est pas suffisamment sévère et qu'il faut la mettre en vigueur avec toute la sévérité possible pour assurer la protection des abeilles. Il parle de l'intérêt que porte à l'apiculture l'honorable premier ministre de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait observer que le député de Laprairie (M. Cédilot) a nommé premier ministre le ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Par le fonctionnement de cette loi, on n'a pas de rapport exact, mais on s'efforce de la rendre aussi efficace que possible.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Écoles de réforme et d'industrie, travail des détenus**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au travail des détenus dans les écoles de réforme et d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que, dans les écoles de réforme, on emploie les élèves à diverses industries pour leur apprendre un métier, la cordonnerie et l'imprimerie, entre autres. Or, un contremaître a déclaré qu'après trois mois d'apprentissage certains de ces apprentis, dans la fabrication des chaussures notamment, faisaient un travail qui devrait être payé à \$2.40 par jour au tarif ordinaire.

Il appert cependant que l'industriel qui les emploie ne verse que 15 sous par jour en échange de cette main-d'œuvre (pour chaque apprenti), à l'institution. C'est abusif. Je crois que les élèves devraient être payés davantage, ce qui permettrait de créer chez eux l'impression qu'ils défraient eux-mêmes leur entretien. Ce serait, croit-il, un excellent stimulant moral.

D'autre part, il n'y a pas de raison pour que le gouvernement paie \$160 à \$200 par année pour l'entretien des détenus quand le manufacturier retire des bénéfices de leur travail à un prix minimum. Tout contrat qui sera passé entre le gérant d'un établissement pénitentiaire et une compagnie qui voudra profiter du travail des pensionnaires de l'école devra être approuvé par le secrétaire provincial.

Par son amendement à la loi, le ministre veut obliger les directeurs de ces institutions à faire un rapport au gouvernement dans lequel on donnera en détail la qualité du travail accompli par chaque enfant dans ces écoles et l'argent que ce travail a rapporté.

Le gouvernement veut retenir un montant proportionnel pour la pension et placer la différence au crédit de l'enfant.

Il explique que le gouvernement dépense annuellement pour les écoles de réforme et d'industrie la somme de \$243,665 et qu'il retire des municipalités et des parents de ceux qui y sont internés volontairement \$97,920, une somme de \$126 pour les élèves payants, laissant au Trésor public à déboursier environ \$150,000 par année. C'est ce trou qu'il faut combler par la rémunération du travail des élèves.

Il n'est que juste que le gouvernement tente d'obliger les dirigeants de ces établissements à inscrire dans des livres les gains que leurs pensionnaires ont réalisés durant l'année. Ces livres, qui renfermeraient les comptes de l'établissement, seraient soumis au gouvernement à chaque année, sans quoi le gouvernement retiendrait l'octroi qui leur est destiné.

L'idée, c'est de voir ce que les institutions retirent réellement du travail effectué par les détenus. Le gouvernement se contenterait très bien d'un rapport démontrant ce que les pensionnaires ont réellement produit pour les écoles. Si leur travail ne produisait aucune valeur concrète, le gouvernement ne demanderait rien.

Il explique le désir de faire cette nouvelle loi aussi bonne que possible.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Smart (Westmount)** s'informe de la situation faite à l'école de Shawbridge.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** souligne que le travail des garçons à Shawbridge n'a pas commencé à payer pour leur entretien.

Vous ne croyez pas que c'est un faux principe? Vous n'allez toujours pas enlever aux institutions l'argent qu'elles peuvent toucher grâce au travail de leurs pensionnaires, car, alors, dit-il, c'est le public qui paiera davantage pour l'entretien de ces détenus.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La loi ne s'applique pas aux institutions qui n'ont pas de contrat avec un tiers parti, entre l'institution et le manufacturier. La Ferme des garçons Shawbridge, par exemple, n'a pas de tel contrat, et donc, l'octroi du gouvernement à son endroit ne sera pas affecté.

Aux termes de la loi qu'il fait adopter, tous tels contrats intervenant entre un ou des industriels et une école de réforme ou d'industrie devront recevoir la sanction du ministre et leurs termes pourront être modifiés par lui.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Le gouvernement sanctionne la sous-traitance du travail des enfants dans les écoles de réforme. Je ne pense pas que le gouvernement devrait sanctionner cela. Dans le passé, on a fait travailler les garçons pour leur apprendre des métiers, mais ceci n'a pas été sanctionné. Je crois qu'il y a quelque chose dans les statuts du Canada qui introduit certaines interdictions concernant la sous-traitance du travail. C'est un principe très dangereux. Aujourd'hui même, il y a un statut fédéral qui défend ce que le gouvernement provincial veut pratiquer.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La loi que je présente ne crée pas le travail des enfants, mais protège ceux employés par contrat chez des industriels.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Le but des écoles est de réformer les enfants sans tenir compte du coût, mais est-il juste de sanctionner la sous-traitance pour le travail des garçons? Certains pourraient s'objecter au fait que les garçons compétitionnent, dans certains secteurs de travail, avec des travailleurs à l'extérieur de l'école de réforme.

Le danger du principe n'est pas enlevé.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il serait bon pour les pensionnaires eux-mêmes de constater qu'ils ne sont pas entretenus dans ces institutions simplement par le biais de charités publiques, mais qu'ils gagnent dans les faits au moins une partie du coût de leur pension et de leur entretien.

Les élèves des institutions pénitentiaires seront plus encouragés à travailler, et à bien travailler, sachant qu'une bonne partie de l'argent qu'ils auront gagné leur reviendra après leur libération.

Ce n'est pas un principe nouveau, il a été adopté aux États-Unis.



La session précédente, la Législature a sanctionné le même principe en ce qui concerne le travail des internés des asiles d'aliénés. C'était dans l'intérêt de la province, dans l'intérêt des internés et dans l'intérêt des institutions aussi.

**M. Smart (Westmount):** Le principe du bill est sensé, mais il est sujet à de l'abus. Il ne s'applique pas à la Ferme des garçons Shawbridge, où les garçons travaillent sur la ferme. Il s'applique au travail industriel entrant en compétition avec d'autres secteurs industriels.

Il ne voit pas pourquoi le gouvernement devrait payer pour l'entretien des garçons s'ils sont utilisés en compétition avec ceux qui paient des taxes. Le gouvernement pourrait aller un peu plus loin et mettre de côté l'argent non consacré à l'entretien pour donner aux garçons un coup de pouce à leur libération. Ceci pourrait être investi et serait un incitatif pour les garçons à faire du bon travail.

**M. Tessier (Rimouski):** Pourquoi n'ajoutez-vous pas à cette loi que le gouvernement remettra à l'enfant, à sa sortie de l'école de réforme, le surplus de l'argent qu'il aura gagné pour payer en pension à l'État? Il me semble que vous enseigneriez ainsi l'économie aux enfants et que vous les aideriez à redevenir de bons citoyens.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'ai aucune objection.

Il propose un amendement mettant au crédit de l'enfant détenu la balance de la somme gagnée par lui durant sa détention, déduction faite des frais de sa pension.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Je crains que cet amendement ne fasse en sorte que les directeurs des écoles de réforme et les écoles industrielles ne gardent leurs détenus aussi longtemps que possible. Ainsi, ils hésiteraient à donner un témoignage de bonne conduite qui pourrait réduire le temps que les garçons doivent passer dans les établissements, parce qu'ils feraient de l'argent par leur travail.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les garçons sont condamnés par la cour à une période définie. S'il y avait lieu d'essayer de les faire sortir avant la fin de leur sentence, il serait plus facile d'obtenir les certificats de bonne conduite si l'institution ne retire pas d'argent de leur travail, mais doit l'utiliser pour leur entretien et donner le reste aux garçons lorsqu'ils quittent l'institution.

L'amendement est adopté.

**M. Tessier (Rimouski):** Où ces enfants travaillent-ils? À l'école ou dans les manufactures?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La question est générale et les cas sont particuliers. Il y a des manufactures qui sont dans le voisinage des écoles quand elles n'y sont pas attenantes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** participe au débat.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

### Écoles techniques

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 amendant la loi 4 George V, chapitre 25, relativement aux écoles techniques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 amendant la loi 4 George V, chapitre 25, relative aux écoles techniques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un directeur de l'enseignement technique dans la province avec un traitement qui ne pourra excéder cinq mille piastres par année.

Il s'agit de créer un poste de directeur général des écoles techniques de la province. Nos écoles se développent, dit-il. Elles ont besoin d'un directeur général.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Le ministre a-t-il choisi le titulaire de cette nouvelle position?

**L'honorable M. David (Terrebonne)** n'a aucune objection à affirmer que le directeur sera probablement Alexandre Macheras, l'actuel inspecteur général des écoles techniques<sup>1</sup>.

Il déclare que le salaire de M. Macheras est maintenant de \$4,000 par année, auquel le gouvernement contribue \$1,000, l'École technique de Montréal \$2,000 et l'École technique de Québec \$1,000. Un salaire de \$5,000 n'est pas trop pour un tel poste, fait-il remarquer.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que le fait que le gouvernement paie tout le salaire implique que Montréal serait libéré de sa contribution?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je ne peux répondre pour Montréal. Tout ce que j'ai dit est que \$5,000 est un salaire juste pour un homme qualifié.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 30 amendant la loi 4 George V, chapitre 25, relativement aux écoles techniques.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 30 amendant la loi 4 George V, chapitre 25, relativement aux écoles techniques.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. David (Terrebonne)**, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

M. Charles Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 18 décembre 1919, et approuvé par lui le 19 décembre 1919, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative. (Document de la session no 31)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 7 janvier 1920

#### Véhicules-moteurs

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, la loi dit qu'un homme qui est arrêté en état d'ivresse pour excès de vitesse en auto est passible d'une amende.

Ce n'est pas suffisant, selon moi, et le but de l'amendement est de substituer à l'amende la prison. La sentence ne devrait pas excéder deux ans d'emprisonnement. Je crois qu'on ne saurait exagérer la sévérité contre des chauffeurs coupables de contraventions qui exposent à de si graves dangers les piétons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment peut-on édicter une loi contre les chauffeurs en état d'ébriété alors que, l'an dernier, on a fait adopter par la Chambre un bill dit de prohibition qui devrait rendre la province aussi sèche qu'un Sahara?

Mais pourquoi voulez-vous envoyer en prison les chauffeurs qui peuvent être arrêtés en état d'ivresse? Il n'y a plus de boisson dans la province...

**M. Laferté (Drummond):** Mon bill aidera.

**M. Renaud (Laval):** Des automobilistes ivres? Pourquoi? Il y a la prohibition au Québec. Donc, comment un homme peut-il devenir ivre?

**M. Laferté (Drummond):** C'est le chef de l'opposition (M. Sauvé) qui s'en plaint.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député n'est pas sérieux. Pourquoi ne propose-t-il pas d'amender la loi des licences de façon à empêcher les chauffeurs de se procurer de la boisson?

Ce bill attaque la loi du trésorier provincial.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Statuts refondus, 1909,  
articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 amendant les articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Demande de documents:**

**Chambre de commerce  
des cultivateurs de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Chambre de commerce des cultivateurs de Montréal.

Il dénonce la Chambre de commerce des cultivateurs et lit à ce sujet un article publié par un journal commercial. C'est une organisation propre à surprendre et à exploiter la bonne foi de nos agriculteurs. Il a signalé que les directeurs de cette société vendent actuellement des débentures pour \$300,000, qui, en réalité, n'ont aucune valeur.

Les mêmes hommes organisent une autre société, la Chambre d'agriculture, dans le but de poursuivre leurs opérations fructueuses. Ces compagnies cessent leurs opérations dès qu'elles ont accumulé assez d'argent. Le gouvernement manque à son devoir en ne protégeant pas davantage les cultivateurs.

Il parle d'un notaire, qui est aussi gérant de banque, naguère organisateur politique libéral dans le comté de Drummond et d'Arthabaska et qui détiendrait un certain nombre de billets promissaires escomptés à des taux usuraires, des notes signées par des cultivateurs.

Il demande au gouvernement ce qu'il a l'intention de faire pour empêcher l'exploitation des cultivateurs. Pourquoi ne ferions-nous pas une enquête sur toute cette affaire au comité de l'agriculture? demande-t-il. Le comité de l'agriculture est-il si occupé qu'il n'a pas le temps de s'occuper d'une question aussi importante pour les cultivateurs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** parle de la nécessité de faire l'éducation de cette classe de la société et de la mettre en garde contre les charlatans.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** défend le gouvernement à ce sujet. Il dit qu'il est bien difficile pour le département du procureur général de refuser des chartes à des promoteurs de compagnies qui se conforment à la loi pour l'obtention de ces chartes. Il ne peut que sévir contre les compagnies frauduleuses, après qu'on les lui a dénoncées. C'est ce qui se fait actuellement contre une couple de ces compagnies contre lesquelles le gouvernement vient de prendre des procédures pour faire annuler leur charte. Il est prêt à procéder pour protéger les cultivateurs contre cette exploitation honteuse. Des détectives spéciaux travaillent sur cette affaire, dit-il.

Le Code criminel du Canada prévoit les sanctions nécessaires pour ceux qui ont essayé d'obtenir de l'argent sous un faux prétexte, par fraude ou par d'autres moyens illégaux. Si quelqu'un se faisait prendre à violer la loi, son département verrait certainement à ce qu'il soit traité avec la plus grande sévérité.

Le gouvernement provincial désire que les cultivateurs soient bien protégés et enquêtera minutieusement sur les plaintes qui lui seront soumises. Le gouvernement compte beaucoup sur la publicité faite dans les journaux pour émouvoir l'opinion.

Le gouvernement espère que, par une campagne d'éducation, on fera cesser cette exploitation. Nous ne pouvons pas adopter une législation spéciale contre ce genre de vol, dit-il, le Code criminel couvre toutes les offenses. Et, si le chef de l'opposition veut nous aider de ses lumières, nous poursuivrons tous les coupables. J'espère que l'agitation soulevée par les deux débats que nous avons eus à la Chambre éveillera l'attention publique et que nos braves cultivateurs seront plus prudents et ne se feront plus voler. Les cultivateurs doivent se renseigner sur les personnes et les compagnies qui les approchent.

**M. Monet (Napierville)** approuve les remarques du procureur général (l'honorable M. Taschereau). Les cultivateurs devraient être extrêmement prudents en signant quelque contrat ou note. Il signale que plusieurs citoyens de son comté ont été victimes de cette exploitation. Il dit qu'il est heureux que la question vienne de nouveau devant la Chambre afin que, par la voie des journaux, on attire l'attention des cultivateurs contre ces exploiters.

Il y aurait un moyen d'empêcher un peu ces exploitations. Ce serait de contrôler un peu mieux l'incorporation des compagnies. Le secrétaire provincial pourrait obliger, c'est mon opinion, les avocats qui demandent les incorporations à donner les noms des véritables promoteurs au lieu de donner des noms d'hommes de paille, comme cela se pratique aujourd'hui. Le public saurait alors à qui il a affaire, tandis qu'aujourd'hui on ne connaît, par la demande d'incorporation, que les noms des avocats, de leurs clerks et souvent de leurs sténographes, mais on ne sait pas quels sont les vrais promoteurs. Les trois quarts de ces compagnies étaient incorporées avec des sténographes et des clerks comme directeurs.

**M. Laferté (Drummond)** répond que le notaire dont parle le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est, en effet, organisateur du Parti libéral et qu'il a acquis des billets de bonne foi, en escomptant ces derniers avant qu'ils viennent à échéance. Si le chef de l'opposition croit le contraire, il n'a qu'à intenter contre lui, ainsi que l'en avise le procureur général, une poursuite. Les tribunaux jugeront.

Si le chef de l'opposition portait des accusations spécifiques contre un de ceux qui, dit-il, fraudent le public, il n'y a pas de doute que des actions seraient prises promptement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand il s'agit d'une société concernant les cultivateurs, il ne faut pas que ses directeurs soient des avocats, des sténographes, des poètes et des poèteux. Il a été admis que les cultivateurs devraient être éduqués contre ces compagnies, et quelle meilleure façon que d'amener les gestionnaires et directeurs des compagnies devant le comité de l'agriculture et les interroger, et aussi amener ceux qui ont des plaintes devant le comité?

Pourquoi le procureur général n'a-t-il pas parlé de ma suggestion de faire une enquête au comité de l'agriculture? Je regrette que pas un député des comtés ruraux, à l'exception du député de Napierville (M. Monet), n'ait élevé la voix sur cette question. Ces députés sont toujours prêts à dire à leurs électeurs qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour eux.

C'est une proposition dans l'intérêt des cultivateurs et il ne devrait pas y avoir un député dans cette Chambre représentant les cultivateurs qui refuse qu'il y ait une enquête.

Les députés de la majorité devraient appuyer cette suggestion. Le spectacle de cette Chambre refusant qu'il y ait une enquête ne fera pas en sorte que les cultivateurs aient confiance en elle comme elle est constituée aujourd'hui. Si les députés

ministériels souhaitent gouverner avec les ministres actuels, ils devraient voir à ce que les cultivateurs soient adéquatement protégés. Il n'y a pas beaucoup de questions importantes devant cette Chambre et il y a amplement de temps pour une enquête. Cette session est vieille de 15 jours et ils n'ont rien vu qui a été fait afin de respecter le discours du trône.

Pourquoi refuse-t-on ma suggestion? Parce qu'elle vient de l'opposition? Je suis prêt à la retirer et à la passer au procureur général ou à un des députés de la droite. Ah! Le procureur général a des policiers à son service, on les connaît! Comment se fait-il qu'ils laissent ces promoteurs, ces malfaiteurs opérer dans nos campagnes, faire souscrire des actions, voler notre population rurale? Nous avons beau protester, nous ne pouvons décider le gouvernement à agir, à faire quelque chose pour protéger le public.

**M. l'Orateur** lit la motion. Cette motion sera-t-elle adoptée? Adopté. Carried.

**M. Robert (Rouville)** veut prendre la parole.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) avait la réplique.

La proposition est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose d'étudier les subsides à l'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi ne pas nous prévenir la veille des subsides que nous serons appelés à voter?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis prêt à n'étudier aujourd'hui que les articles que l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) voudra.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**MM. Sauvé (Deux-Montagnes), Renaud (Laval) et Dufresne (Joliette)** posent des questions sur les subsides que l'on accorde aux cercles agricoles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que le nombre de ces cercles diminue et qu'ils ne semblent pas aussi prospères qu'on veut le faire croire.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond aux questions. Au contraire, les cercles agricoles vont très bien, dit-il. Si le nombre de leurs membres diminue, c'est que l'on ne veut plus accepter dans ces cercles des cultivateurs qui refusent de se conformer à leurs règlements.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministre des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1919. (Document de la session no 5)

La séance est levée.

---

#### **NOTE**

1. Selon *La Presse*, Alexandre Macheras serait le directeur de l'École technique de Montréal.



## Séance du vendredi 9 janvier 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame M.-E. Deguise et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Charles-Théodore Viau (M. Beaudry);
- de The Stephens Estate Realities Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente consenti par G.-W. Stephens et autres (M. Bercovitch);
- de Fraser Companies Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une convention passée avec Donald Fraser & Sons Limited (M. Cannon).

## Rapports de comités:

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Salmon River & Northern Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen;
- bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec;
- bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb.

## Charte de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 129 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## The Salmon River and Northern Railway Company

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 134 amendant la charte de The Salmon River and Northern Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Charte de Roxboro

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 amendant la charte de la ville de Roxboro.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement<sup>1</sup>.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## M. Daniel Prescott Mowry

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Daniel Prescott Mowry à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Norman Scott Cameron**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Norman Scott Cameron aux examens d'admission à la pratique du droit.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Charles Montminy**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Charles Montminy de pratiquer le droit, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Joseph-Ernest Grégoire**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Grégoire au nombre de ses membres, après examen oral.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Congregation Agudath  
Achim of Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Hebrew Sick  
Benefit Association  
of Montreal Incorporated**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Association of Montreal Incorporated.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**The Independent Hebrew  
Sick Benefit Association  
of Montreal Incorporated**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Compagnie de pouvoir,  
traction et fabrication  
de la vallée du Lièvre**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 amendant la charte de la Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.



**Compagnie du chemin de fer  
Québec et Chibougamau**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie du chemin de fer  
Roberval-Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette compagnie a-t-elle obtenu des subsides du gouvernement provincial?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelles sont les intentions de cette compagnie?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) a-t-il déjà visité cette région du Lac-Saint-Jean? S'il l'avait visitée, il se serait rendu compte de son développement et du grand avenir qui lui est réservé, mais, pour cela, il lui faut des chemins de fer.

La proposition est adoptée. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Bagotville Railway Company**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

général pour étudier le bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company<sup>2</sup>.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste pour obtenir des explications, d'abord du gouvernement puis du promoteur, sur les projets des promoteurs. Il demande au premier ministre si le gouvernement a reçu une demande de subside de la part de cette compagnie et si la région où l'on projette la construction de ce chemin de fer est une région de colonisation.

Il veut savoir si ce chemin de fer est destiné à aider la colonisation et l'industrie ou si on propose de le construire dans un but de spéculation. Il trouve qu'on a trop de ces compagnies de chemins de fer qui restent toujours à l'état de projet après qu'elles ont été octroyées en terres ou en subsides par le gouvernement.

**M. Laferté (Drummond):** Je regrette d'avoir à dire que je ne connais pas ce projet de loi. On m'a demandé de présenter le bill, ce que j'ai fait comme le veut la coutume.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Connaissez-vous le tracé de ce chemin de fer?

**M. Laferté (Drummond):** Non, mais il a dû être approuvé au comité des chemins de fer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, j'espère que le gouvernement va nous donner des renseignements au sujet de ce projet de chemin de fer de Bagotville.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ce n'est pas un bill du gouvernement. Le gouvernement n'a aucune information et n'a jamais reçu des promoteurs aucune demande de subside. Il appartient au promoteur de donner les explications. S'il y a des raisons qui motivent son rejet, rejetons-le.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, c'est extraordinaire, cela. Impossible d'avoir des renseignements alors sur ce bill. Est-ce parce que c'est l'opposition qui le demande?

**L'honorable M. Gouin (Québec-Est):** Pas du tout.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi le député de Québec-Centre (M. Cannon) crie-t-il "Adopté"? Est-ce qu'il peut nous donner des renseignements, lui?

**M. Cannon (Québec-Centre)** nie en savoir plus que le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut savoir pourquoi il veut passer un bill duquel il ne connaît rien.

**M. Cannon (Québec-Centre)** affirme que le bill est passé par le comité des chemins de fer qui en a fait rapport. Le chef de l'opposition n'a qu'à prendre connaissance de ce rapport.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande s'il sait ce que dit le rapport ou quelles explications ont été données. Ceci est un Parlement du peuple et, si ce système doit être suivi, pourquoi lire le bill?

**M. Cannon (Québec-Centre):** Je ne sais pas. Je suis prêt à l'adopter...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voilà l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) qui rentre, l'honorable ministre de la Colonisation qui parle si bien, selon les journaux. Ce dernier devrait expliquer si ce chemin de fer aidera à la colonisation. Tout le monde en cette Chambre serait heureux de l'entendre. Il dit qu'il n'insinue pas que quelqu'un est intéressé par de tels projets, mais il veut seulement de l'information.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne puis renseigner le chef de l'opposition aussi bien sur le chemin de fer de Bagotville que je pourrais le faire sur le chemin de fer de Roberval-Saguenay. J'ai visité, il y a quelque temps, la belle région de Lac-Saint-Jean et je me suis rendu compte encore d'une chose que je savais, c'est que c'est une des plus belles et des plus intéressantes de notre province et je souhaite que des chemins de fer s'y construisent. Quant au chemin de fer de Bagotville, je n'en connais pas les détails, mais, si l'honorable chef de l'opposition a des objections à l'incorporation de cette compagnie, je serais enchanté de les connaître. Mais je ne connais pas le tracé du nouveau chemin de fer. Je ne suis pas le parrain du bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ceci est le Parlement du peuple, mais, si la question est réglée par le comité des chemins de fer, pourquoi lire de nouveau le bill ici? Je peux comprendre si le premier

ministre dit que tout est correct, les députés l'approuvent, mais le premier ministre n'en connaît rien.

**M. Renaud (Laval)** dit que les ministres se font souvent poser des questions par l'opposition et affirment ne rien savoir à propos de sujets sur lesquels l'opposition a droit à de l'information. Il me semble, dit-il, que nous avons le droit de demander des renseignements au parrain du bill. Ce n'est que simple justice. L'opposition n'est pas forte, mais elle a des droits ici et on doit les respecter.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Sur quelle clause voulez-vous des renseignements?

**M. Renaud (Laval):** Sur la clause 9.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Qu'est-ce qu'elle dit, cette clause?

**M. Renaud (Laval):** Je vais la lire.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Avez-vous quelque objection à cette clause?

**M. Renaud (Laval):** Non, mais je tiens à obtenir des renseignements sur ce projet de chemin de fer.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Encore une fois, ce bill n'est pas une mesure du gouvernement. Ce dernier n'a rien à voir avec les bills privés qui sont du ressort exclusif de la Chambre.

Si l'opposition a des raisons pour le rejeter, elle devrait le rejeter; si elle n'est pas satisfaite des raisons des promoteurs, elle peut le reporter. Si l'honorable député de Laval veut avoir des renseignements, il doit les demander au promoteur du bill.

**M. Renaud (Laval):** Il me semble en effet que nous devrions être capables d'obtenir des explications du député qui est le parrain du bill, le député de Drummond (M. Laferté).

**M. Laferté (Drummond):** Je tiens à déclarer que je n'ai aucun intérêt dans le bill. Comme il arrive souvent, on m'a demandé de le présenter sans m'en donner d'explication. Si la Chambre veut le tuer, ça m'est parfaitement égal.

Il n'a accepté ce bill que pour accommoder un avocat. Il a fait ceci comme le veut la coutume.

Il signale que le bill a été adopté par le comité des chemins de fer où les intéressés pouvaient être entendus. Il était loisible alors au chef de l'opposition, comme à tous les membres de la Chambre, d'avoir tous les renseignements désirés. Le bill s'explique par lui-même puisqu'il s'agit de la construction d'un chemin de fer; mais il ne connaît pas les projets des promoteurs.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Stanley Bagg Corporation et succession S. C. Bagg**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **M. Jean Chauvin**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Le Soleil limitée**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande une explication de ce bill. Est-ce que le promoteur peut donner quelques informations à propos du nouveau Soleil? Est-ce que l'ancien manquait de pouvoir?

**M. Cannon (Québec-Centre):** Voilà. La compagnie de publication du journal *Le Soleil* a besoin de plus de capital en proportion de l'actif qu'elle possède. Elle se reforme et demande une nouvelle incorporation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Henri Bray, Phileas Cantin, Eugène Tanguay, Albert Demers et Léon Casgrain, qui demandent cette incorporation, sont-ils les directeurs du *Soleil*?

**M. Cannon (Québec-Centre):** Non, ce sont les directeurs provisoires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a une clause dans le bill qui parle de services rendus à propos de la question des bons, et il (M. Sauvé) veut savoir si cela veut dire des services au Parti libéral.

Pourquoi la Compagnie du *Soleil* demande-t-elle le droit d'acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre ou échanger des terres à bois, limites à bois, forces hydrauliques pour les fins de son entreprise en général ou entièrement, et ce, dans les districts de Québec, Charlevoix, Gaspé, Saguenay et Chicoutimi?

Il trouve assez étrange qu'un journal fortement subventionné et soutenu par le gouvernement veuille s'occuper de terres et de forces hydrauliques.

**M. Cannon (Québec-Centre)** dit qu'il ne connaît pas l'intention des directeurs. Les directeurs du *Soleil* veulent sans doute obtenir le droit de distribuer du papier et, pour cela, il leur faudra acheter des limites à bois.

Il présume qu'ils veulent se protéger contre un manque de pâte à papier et produire du papier. Il donne la réponse sous toutes réserves.

Si l'honorable chef de l'opposition, qui est un journaliste, avait un grand journal à publier à la place de *La Minerve*, il saurait que le papier est rare et qu'il faut prendre des précautions pour l'avenir. *Le Soleil*, qui est l'organe du Parti libéral, a grandi comme le Parti libéral; il n'y a pas de crainte qu'il en soit ainsi pour *La Minerve*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi sous toutes réserves, y a-t-il d'autres journaux qui l'ont?

**M. Cannon (Québec-Centre)** admet qu'il ne sait si d'autres journaux ont une telle clause.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est important de savoir quelles limites de bois le gouvernement a l'intention d'autoriser à son organe officiel.

**M. Tessier (Rimouski):** Pourquoi *Le Soleil* n'achète-t-il pas son papier de la Compagnie Price Brothers?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas que l'on pense que c'est par parti pris que je demande des renseignements. Il est vrai que *Le Soleil* est l'organe du gouvernement, qu'il publie des compte rendus des séances de la Chambre absolument faux, absolument déloyaux pour l'opposition. Mais cela ne m'influence pas. Je veux être renseigné sur les pouvoirs extraordinaires que l'on donne au *Soleil*.

Le député de Québec-Centre (M. Cannon) a parlé de *La Minerve*. Eh bien, M. le président, si le Parti conservateur était au pouvoir, que *La Minerve* fût son organe et si nous demandions les pouvoirs que demandent les directeurs du *Soleil*, les députés ministériels crieraient au grand scandale. Et cependant, ils vont tous approuver le bill du *Soleil*. On ne se gênerait pas de dire que c'est le gouvernement qui donnerait des limites à bois à son organe par des moyens détournés.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Si le chef de l'opposition (M. Sauvé) était au pouvoir et ses amis au ministère des Terres, au souvenir des événements passés, on aurait raison de craindre pareille chose, mais, avec les ministres actuels, on n'a rien à craindre.

Il croit que la Compagnie du *Soleil* a bien le droit de manufacturer son papier si elle le désire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** continue en parlant de 1897 et 1909, alors que l'honorable M. Décarie était le ministre de l'Agriculture, et que des attaques avaient été faites contre *La Minerve*.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** déclare que les députés de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et de Québec-Centre (M. Cannon) sont hors d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La compagnie *Le Soleil* est généreusement subventionnée par le gouvernement, reçoit de gros contrats d'imprimerie et d'autres considérations, mais, lorsqu'on cherche à obtenir une autorisation pour acheter des limites de bois du gouvernement pour développer la propriété commerciale du *Soleil*, il pense qu'il est grand temps de porter la question à l'attention de la population de la province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Lévis

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 amendant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Société coopérative agricole des fromagers de Québec

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Dominion Corset Company

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 amendant la charte de la Dominion Corset Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Charte de Lachute

**M. Hay (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Expropriations à Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 décrétant l'expropriation par la cité de Montréal de certains lots appartenant à Jean-Baptiste Brouillette, de Montréal, et fixant les conditions de telle expropriation ainsi que certains changements à faire au cadastre au sujet de ces lots soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Kipawa Housing Company**

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 révisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ville de Kipawa**

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Montréal**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 amendant la charte de la ville de Lasalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Propriétés du quartier Hochelaga, Montréal**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Village de Kénogami**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ville de Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Paroisse de Saint-Augustin**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Augustin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal,  
Caisse nationale d'économie et  
Caisse de remboursement**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) et la Caisse de remboursement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Westmount**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 amendant la charte de la cité de Westmount soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôtel-Dieu  
Saint-Michel de Roberval**

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Orphelinat apostolique de  
La Malbaie**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de La Malbaie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The St. Andrews Protestant  
Cemetery**

**M. Hay (d'Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Industrial Life Insurance  
Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 amendant la loi constituant en corporation la Industrial Life Insurance Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Crédit international du Canada**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 constituant en corporation le Crédit international du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Wales Home**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 constituant en corporation The Wales Home soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Hôpital Français**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 constituant en corporation l'Hôpital Français soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Union Saint-Joseph  
de Drummondville**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 refondant la charte de l'Union

Saint-Joseph de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **La Prévoyance**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession John Pratt**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession Louis-Raymond Plessis-Bélair**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession Louis-Herménégilde Hébert**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Canton Décarie, comté de Labelle**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant l'annexion du canton Décarie au comté de Labelle, pour toutes fins, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Quebec Colonization Railway Company**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 constituant en corporation la Quebec Colonization Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin**

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Questions et réponses:**

##### **Subventions à des universités et à l'École polytechnique de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quels sont les montants accordés à chacune des différentes facultés de l'Université McGill, pendant les années 1898 à 1919 inclusivement?

2. Quels sont les montants accordés à chacune des différentes facultés de l'Université Laval, de Montréal, pendant la même période?

3. Quels sont les montants accordés à l'École polytechnique de Montréal pendant la même période?

##### **L'honorable M. David (Terrebonne):**

1. (a) Université McGill :	
1898-1899 .....	\$ 4,150.00
1899-1900 .....	2,075.00
1900-1901 .....	2,075.00
1901-1902 .....	2,075.00
1902-1903 .....	2,075.00
1903-1904 .....	2,075.00
1904-1905 .....	2,075.00
1905-1906 .....	2,075.00
1906-1907 .....	2,075.00
1907-1908 .....	2,075.00
1908-1909 .....	3,000.00
1909-1910 .....	3,000.00

1. (a) Université McGill ( <i>suite</i> ) :	
1910-1911 .....	3,000.00
1911-1912 .....	3,000.00
1912-1913 .....	25,000.00
1913-1914 .....	25,000.00
1914-1915 .....	25,000.00
1915-1916 .....	32,000.00
1916-1917 .....	32,000.00
1917-1918 .....	32,000.00
1918-1919 .....	32,000.00
(b) École normale McGill :	
1898-1899 .....	\$13,866.67
1899-1900 .....	13,866.67
1900-1901 .....	16,866.67
1901-1902 .....	16,866.67
1902-1903 .....	16,866.67
1903-1904 .....	16,866.67
1904-1905 .....	16,866.67
1905-1906 .....	16,866.67
1906-1907 .....	16,866.67
(c) École normale McGill : Dr S.-P. Robins, principal retraité, \$500 de 1907-1908 à 1918-1919, soit : \$6,000.	
(d) Département de la pharmacie :	
1918-1919 .....	\$ 500.00
2. Université Laval, à Montréal :	
1898-1899 - Faculté de droit.....	\$ 2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1899-1900 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1900-1901 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1901-1902 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1902-1903 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1903-1904 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1904-1905 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1905-1906 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1906-1907 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1907-1908 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
1908-1909 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
Université Laval.....	4,000.00
1909-1910 - Faculté de droit.....	2,000.00
Faculté de médecine.....	2,000.00
Université Laval.....	4,000.00

2. Université Laval, à Montréal ( <i>suite</i> ) :	
1910-1911 - Faculté de droit .....	2,000.00
Faculté de médecine .....	2,000.00
Université Laval .....	4,000.00
1911-1912 - Faculté de droit .....	2,000.00
Faculté de médecine .....	2,000.00
Université Laval .....	4,000.00
1912-1913 - Université Laval .....	25,000.00
1913-1914 - Université Laval .....	25,000.00
1914-1915 - Université Laval .....	25,000.00
1915-1916 - Université Laval .....	25,000.00
1916-1917 - Université Laval .....	25,000.00
1917-1918 - Université Laval .....	25,000.00
1918-1919 - Université Laval .....	25,000.00
3. École polytechnique :	
1898-1899 .....	\$10,000.00
1899-1900 .....	10,500.00
1900-1901 .....	10,000.00
1901-1902 .....	13,000.00
1902-1903 .....	13,000.00
1903-1904 .....	13,000.00
1904-1905 .....	13,000.00
1905-1906 .....	13,000.00
1906-1907 .....	13,000.00
1907-1908 .....	16,000.00
1908-1909 .....	20,000.00
1909-1910 .....	20,000.00
1910-1911 .....	20,000.00
1911-1912 .....	25,000.00
1912-1913 .....	30,000.00
1913-1914 .....	31,500.00
1914-1915 .....	41,500.00
1915-1916 .....	41,500.00
1916-1917 .....	55,000.00
1917-1918 .....	40,000.00
1918-1919 .....	55,000.00

#### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est séparément présentée  
et déposée devant la Chambre:

- de la Maison Dupuis de Montréal (M. Vautrin).

#### Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la  
permission de présenter le bill 67 amendant la loi  
constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à  
Saint-Roch de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.



### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose l'ajournement, puis change d'idée.

Nous pourrions peut-être travailler jusqu'à 6 heures et continuer l'étude des subsides de l'agriculture que nous avons commencée hier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** réclame des éclaircissements au sujet des prêts faits par le gouvernement à des syndicats d'élevage.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ces prêts ont été faits pour encourager les élevages des races pures et le gouvernement n'a pas à le regretter car l'élevage a fait de grands progrès dans notre province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant avez-vous prêté l'an dernier aux cercles agricoles?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition (M. Sauvé) peut trouver cela dans les comptes publics. Je vais les lui trouver. (Il montre la liste des prêts qu'il a faits.)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le total en est de \$15,000. Quinze mille dollars, dit-il, c'est tout ce que l'on donne aux cercles agricoles pour encourager l'agriculture dans la vieille province de Québec. Ce n'est pas suffisant pour prétendre encourager sérieusement l'élevage.

M. le président, je dis que, si c'est tout ce que ce gouvernement à gros surplus peut donner à son

cercle agricole, \$15,000, les ministres n'ont pas le droit de venir prétendre qu'ils ont fait la prospérité de notre population agricole. Ce qui a fait la prospérité de nos cultivateurs, c'est le fait qu'ils ont trouvé des marchés en Europe pour leurs produits, grâce à la Commission des achats du gouvernement d'Ottawa. C'est parce que les conséquences de la guerre ont fait monter les prix des produits.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** soutient que la guerre n'est pas seule responsable des prix élevés des produits agricoles. Dès 1913 et 1914, avant la guerre, nos cultivateurs vendaient leurs produits deux ou trois fois plus cher qu'il y a 20 ans et cela ne dépendait pas de la guerre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais étudions les dépenses du ministère de l'Agriculture. Mon honorable ami m'a ouvert les comptes publics au chapitre des prêts. Je vois qu'il a prêté \$1,000 à l'Exposition de Trois-Rivières pour faire de l'élevage. Quelle sorte d'élevage a-t-on fait avec cet argent?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond qu'il n'en sait rien, mais qu'il présume que c'était pour fins d'amélioration qu'on avait du reste représenté au gouvernement, quand on a fait la demande de ces octrois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de refuser de lui donner les renseignements qui lui sont nécessaires et qui seront utiles du reste à toute la Chambre, et cela, malgré le grand nombre des employés de son département qui seraient capables, dans quelques minutes, de lui donner des renseignements qu'il demande.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. le président, s'il fallait apporter à la Chambre des documents pour chaque millier de dollars que nous dépensons, il faudrait venir ici avec des montagnes de paperasses et de documents, cela prendrait au moins deux ans.

L'honorable chef de l'opposition admet que la population agricole jouit d'une grande prospérité, mais il ne veut reconnaître rien de ce qu'a pu faire le gouvernement. Pour lui, la prospérité de nos cultivateurs, nous la devons au fait que la Commission des achats a acheté les produits de nos cultivateurs.

Mais pourquoi, M. le président, la Commission des achats est-elle venue chez nous

acheter des produits pour les vendre à l'Europe? Parce que les produits canadiens sont à prime, parce qu'ils ont la réputation d'être les meilleurs. Et pourquoi? Parce que le gouvernement de cette province a bien distribué ses crédits agricoles, parce que le gouvernement a bien administré la province, non seulement dans le ministère de l'Agriculture, mais dans tous les départements.

C'est bien beau de la part du chef de l'opposition de venir dans de grandes tirades dire que nous ne faisons rien pour le bien-être de la population de cette province. Mais cependant, nous avons des témoignages de tout le Canada, même de journaux qui appartiennent au parti du chef de l'opposition. Partout, dans notre pays, on cite la province de Québec comme modèle, on vante notre province comme étant la mieux administrée de ce dominion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer qu'il représente un important comté agricole. Le ministre (l'honorable M. Caron) représentait précédemment un comté important, L'Islet, mais y a été défait et a dû se faire élire dans le lointain et très petit comté des Îles-de-la-Madeleine.

J'ai, dit-il, un mandat à remplir et ce mandat, je le tiens de mon comté et je n'ai pas eu à aller à l'autre bout de la province pour me faire élire. Ce mandat, je veux le remplir selon ma conscience.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que c'est vrai qu'il fut battu dans L'Islet, mais que le comté l'a plus regretté que lui et que M. Morin, son adversaire, fut battu lui aussi subséquemment. Il est vraisemblable qu'il représente le plus petit comté de la province, mais les électeurs y sont aussi honnêtes que ceux du comté du chef de l'opposition. Il aimerait mieux être défait aux Îles-de-la-Madeleine qu'être le représentant de Deux-Montagnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tout ce que je demandais, ce n'est pas un grand discours, je voulais savoir pour quelle sorte d'élevage on avait accordé \$1,000 à l'Exposition de Trois-Rivières. Il s'excuse d'avoir ainsi provoqué le ministre de l'Agriculture à faire des discours uniquement pour expliquer ses défaites et faire perdre ainsi le temps de la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je promets à l'honorable chef de l'opposition de lui fournir ces renseignements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Vous promettez. Eh bien, je félicite l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de son beau geste.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au lundi le 12 janvier courant, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

### NOTES

1. Selon *L'Événement*, presque tous les bills que le comité des bills privés avait retournés à la Chambre ont été lus par M. Beaudry, et l'honorable M. Francoeur leur a fait subir leur troisième lecture avec l'assentiment de la Chambre... de la Chambre, entendons-nous, d'un petit groupe de députés plutôt, un peu plus d'une quinzaine, à part les ministres.

2. Voici ce que déclarent certains journaux sur ce projet de loi: Le projet de loi incorpore certains citoyens d'Ottawa comme compagnie avec un capital de \$500,000.

Cette route s'étendra, lorsque construite, d'un point sur le chemin de fer Québec et Saguenay, à Nairn Falls, ensuite en direction nord suivant la rivière Malbaie jusqu'à la rivière de la Cabane, ensuite au sud du lac Ha! Ha!, et après en direction nord entre la rivière Ha! Ha! et la rivière à Mars, ou près de l'une ou l'autre, par la route la plus praticable à un point à Chicoutimi ou tout près.

## Séance du lundi 12 janvier 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Charte de Saint-Jean

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Boisseau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus relativement à une pétition demandant le vote d'une loi amendant la charte de la cité de Saint-Jean, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouthillier);
- de dame M.-A.-A. Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une vente consentie en faveur de Dupuis Frères limitée (M. Vautrin).

## Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 27 amendant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Commission des services d'utilité publique

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exemptions de taxes  
par les municipalités

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exemption

des taxes par les municipalités de cité, ville et village, en certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Collège des chirurgiens dentistes

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 156 amendant l'article 5045 des statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Conciliation

**M. Stein (Kamouraska)** demande la permission de présenter le bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la conciliation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Taxes municipales

**M. Stein (Kamouraska)** demande la permission de présenter le bill 159 amendant l'article 5726 des statuts refondus, 1909, relativement à l'intérêt payable sur les arrérages de taxes municipales dans les cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Charte de Montréal-Ouest

**Une voix pour M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Adopté.

## En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer l'absence du parrain du bill (M. Ashby).

Il est vrai que ces bills ont été expliqués devant les comités, mais on a pris depuis quelque temps l'habitude de renvoyer les bills privés non seulement devant le comité des bills privés, mais devant le comité des chemins de fer et devant celui des bills publics. Cela fait que les députés ne peuvent suivre les bills privés dans les divers comités où ils sont expliqués et étudiés en détail. Il ne peut assister à toutes les réunions.

**M. Cannon (Québec-Centre)** prétend le contraire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** maintient son opinion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le chef de l'opposition a parfaitement raison. Le gouvernement n'a pas voulu lui refuser ce droit vendredi dernier. On peut exiger des explications de la part du parrain du bill.

Il dit que, si le chef de l'opposition s'y oppose, on ne procédera pas avec ce bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** n'insiste pas.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**Une voix pour M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Harrison Stephen**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 intitulé concernant la succession de feu Harrison Stephen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Salmon River and Northern Railway Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 amendant la charte de The Salmon River and Northern Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Loi électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 amendant la loi électorale de Québec.

Adopté.

#### **Commission des services d'utilité publique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 concernant la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais d'abord savoir si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) va nous donner les explications qu'il nous a promises au sujet de ces mille dollars qu'il a prêtés à l'Exposition de Trois-Rivières pour encourager l'élevage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) annonce qu'il a apporté le document.

Cette somme de mille dollars que nous avons prêtée à l'Exposition de Trois-Rivières a été employée pour acheter un étalon reproducteur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre sait-il son nom?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce son nom de baptême que vous voulez savoir?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne crois pas savoir le nom de ce reproducteur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On m'a dit qu'on l'appelait Jim Crow.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ah! Vous êtes mieux renseigné que moi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce le ministre de l'Agriculture ou le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier) qui a donné ce nom à l'étalon de l'exposition?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce n'est pas moi sûrement.

Il dit qu'il est prêt à donner toute l'information en son pouvoir, mais il refuse d'être bombardé de questions auxquelles il est impossible pour lui de répondre. Il est incapable d'informer le chef de l'opposition sur la raison de ce nom et ce qu'il signifie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tiens maintenant à protester contre le compte rendu de la séance de vendredi publié par un journal qui fait dire

au ministre de l'Agriculture que le chef de l'opposition était de mauvaise foi au sujet de cette affaire de l'Exposition de Trois-Rivières. Jamais le ministre n'a tenu pareil langage et l'eût-il tenu que j'aurais protesté. Pourquoi, M. le président, m'accuserait-on de mauvaise foi? Parce que je demande à être renseigné, à ce que tous les députés soient renseignés sur la façon dont se dépense l'argent du peuple? Mais tous nos électeurs veulent aussi savoir comment le gouvernement dépense leur argent. Comment le leur apprendre, sinon en exigeant du gouvernement des explications sur chacun des montants que nous avons mis à sa disposition pour l'administration.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare qu'il avait tenu avec plaisir sa promesse d'apporter au chef de l'opposition les explications au sujet du prêt à l'Exposition de Trois-Rivières, mais qu'il ne s'engageait pas à apporter à la Chambre des documents pour expliquer chaque millier de piastres que le gouvernement a dépensé pour l'administration de la province.

Quant à ce qui concerne le compte rendu du journal dont mon honorable ami se plaint, il me semble qu'il ne faut pas trop s'emballer à ce sujet. Il ignorait la chose, du reste il ne faut pas toujours s'occuper de ce que disent les journaux. S'il fallait prendre au sérieux tout ce que dit, par exemple, le journal du chef de l'opposition *La Minerve*, elle m'a bien traité d'ignorant, il y aurait souvent des occasions de se fâcher.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je connais assez le ministre de l'Agriculture pour que l'on puisse le soupçonner d'avoir une telle opinion de lui.

Encore une fois, je tiens à déclarer que, si je demande des explications au gouvernement, c'est qu'il est juste que les députés de cette Chambre soient éclairés, avant de voter les subsides. Le vote des subsides est une chose très importante et il faut y apporter un soin tout particulier.

Il demande au gouvernement pourquoi il n'établit pas un crédit agricole. Les prêts que le gouvernement fait aux syndicats d'élevage, c'est un commencement de crédit agricole. Pourquoi ne pas aller tout de suite droit au but?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est un commencement. Cela viendra.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que le ministre de l'Agriculture est favorable à

l'établissement d'un crédit agricole. Mais il est temps d'agir. La chose se fait dans les autres provinces. Pourquoi le ministre n'annonce-t-il pas formellement que le temps est venu pour notre province d'encourager l'agriculture par l'établissement d'un crédit agricole? C'est le désir général de la population, surtout chez les colons.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que le crédit agricole est une branche de l'activité agricole qui n'a pas encore été beaucoup touchée. Quant à lui, il y est favorable, mais il croit que l'on doit agir avec prudence. La chose a été organisée dans l'Ontario, c'est vrai, mais cette organisation ne fonctionne pas encore. Il vaut mieux attendre les résultats des essais dans les autres provinces avant de se lancer dans cette entreprise. Il n'est pas défendu d'espérer cependant, et le jour n'est pas loin où nous aurons un crédit agricole pour faciliter l'établissement des gens sur nos terres. Ce jour-là, dit-il, je serai bien content parce que je m'accorderai avec le chef de l'opposition et ce me sera un plaisir très sensible.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il n'est pas vrai que des plants ont été transportés de la pépinière de Berthierville à celle de Deschambault à une époque de froid tellement intense que la plupart de ces plants ont gelé. Il demande qui était en charge de ces transports.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il n'en sait rien. Il demande au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) quelle est la source de ce renseignement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il a entendu dire la chose et qu'il n'en croyait pas ses oreilles. Il a promis à son informateur de se renseigner auprès du ministre de l'Agriculture lors de la discussion sur le budget.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) s'informera de cela. Il ajoute que la personne chargée du transport était M. J.-H. Lavoie, un ingénieur forestier et un expert agricole en même temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande l'ajournement de cet item.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare qu'il est toujours disposé à donner tous les renseignements possibles mais qu'il ne peut pas

produire à la Chambre tous les documents de son département. Il proteste de se voir demander de petits détails qui demandent beaucoup de recherches et qui n'ont aucune valeur une fois obtenus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il est satisfait des explications que lui a données le ministre (l'honorable M. Caron). Il insiste sur la nécessité qu'il y a pour les députés d'obtenir tous les renseignements dont ils ont besoin pour se renseigner sur les dépenses publiques. Tous les autres députés, d'ailleurs, profitent des renseignements qu'il exige.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai qu'une ambition, celle de m'accorder avec mon honorable ami le chef de l'opposition, et le jour où j'y aurai réussi, ce sera une des joies de ma carrière politique.

L'adoption de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) annonce au chef de l'opposition que le gouvernement aidera, cette année, les cercles des fermières en leur donnant - il y en a 100 - à chacun une somme de \$25. Ces cercles font une belle campagne d'éducation dans les campagnes et dans les villes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les membres du Conseil d'agriculture sont-ils nommés par le gouvernement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, mais suivant leur mérite. C'est toujours la question du mérite qui a passé de l'avant depuis que je fais partie du cabinet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le Conseil d'agriculture ne doit pas être un conseil politique. L'honorable ministre décore souvent des chevaliers de l'agriculture en reconnaissance de leurs mérites, mais il ne leur ouvre pas souvent les portes du Conseil d'agriculture. Je crois qu'il reconnaît davantage les services politiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Bien au contraire, nous avons plusieurs membres du Conseil qui sont décorés du Mérite agricole.

Le ministre cite MM. Godbout, Ness et Carboneau. Le dernier membre nommé, M. Godbout, est réputé l'un des meilleurs agriculteurs de la région du bas de Québec. D'un autre côté, ce n'est pas une raison parce que des cultivateurs sont des libéraux pour qu'on ne doive pas les nommer. Je crois qu'il y a encore des conservateurs dans le Conseil d'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Eh bien, le chef de l'opposition connaît évidemment mieux que moi les couleurs politiques des membres du Conseil. Je crois, M. le président, qu'il ne faut pas oublier aussi que, si dans le Conseil il se trouvait des membres qui seraient influencés par leurs convictions politiques et critiqueraient tout le temps, cela nuirait au travail du Conseil. Encore une fois, il n'y a jamais eu de question politique au Conseil d'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans tous les cas, l'honorable ministre ne devrait pas ostraciser les conservateurs. Il y a de bons cultivateurs qui sont dignes d'entrer au Conseil et qui sont conservateurs. Qu'ils aient des convictions différentes de celles du gouvernement, mon Dieu! c'est leur droit. On ne peut pas toujours - selon le mot du procureur général, au cours d'une célèbre interview - être des hommes de paix!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Adopté, adopté!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Adopté.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les résultats de ces écoles et pourquoi augmente-t-on leur budget de \$5,000?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est que tout augmente pour l'entretien de ces écoles, le salaire des professeurs comme le reste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il y a des plaintes contre l'enseignement donné dans ces écoles, lequel enseignement serait trop peu pratique et toujours le même?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai jamais reçu aucune de ces plaintes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soutient que les résultats des études sont peu satisfaisants.

Il trouve que le ministre de l'Agriculture ne visite pas assez souvent les écoles d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il n'est plus besoin de visiter les salles des écoles d'agriculture pour se renseigner sur leur état et voir à l'amélioration. Des conversations et des discussions avec les professeurs ont bien plus de résultats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** voudrait voir le ministre de l'Agriculture visiter les fermes de ces écoles ainsi que leurs troupeaux. Il demande au ministre combien d'élèves diplômés de nos écoles d'agriculture sont devenus des agriculteurs réputés, possesseurs de fermes pouvant être cités comme des modèles? On devrait demander aux écoles une liste des élèves qui sont passés dans ces écoles, dit-il.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) n'a pas de liste de noms sous la main. Il croit qu'une liste de ce genre a été préparée il y a deux ans. Il cite de mémoire le cas de M. Roy qui possède une belle ferme à Saint-Henri de Lévis. D'ailleurs, il est difficile pour les écoles de suivre leurs élèves après leur sortie. Je crois que c'est exiger un peu trop des directeurs de ces institutions.

Il est certain que la plupart des élèves diplômés de nos écoles d'agriculture retournent à la terre. Il y en a 10 ou 15 % qui se consacrent à l'enseignement agricole. Nos agronomes, par exemple, font un bien immense pour l'agriculture dans notre province. Nos écoles d'agriculture n'auraient-elles formé que les excellents agronomes employés dans les services agricoles pour le gouvernement provincial, ce serait déjà un beau résultat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, les écoles d'agriculture ne doivent pas seulement former des agronomes dont on ne peut contester la valeur. Si on n'y forme jamais de cultivateurs modèles, il me semble que l'on devrait réformer ces écoles. Comment nous rendre compte de la bonne influence des écoles, si on ne sait pas ce que deviennent leurs élèves? Il me semble que le gouvernement devrait lui-même s'occuper des élèves. On devrait accorder des primes, prêter de l'argent aux élèves gradués de nos écoles d'agriculture, afin de

leur permettre d'établir des fermes modèles dans tous les comtés. Une par comté seulement, cela vaudrait beaucoup mieux que des conférenciers plus ou moins habiles et qui ne savent souvent que chanter les louanges du gouvernement. Il me semble, M. le président, que ma suggestion, si elle était écoutée, aurait de bons résultats. Le gouvernement pourrait faire suivre les élèves des écoles d'agriculture, choisir les meilleurs et les établir sur des fermes modèles où des cultivateurs de chaque comté viendraient puiser des renseignements. Il ne faudrait pas, bien entendu, ne favoriser que des amis politiques. C'est bien beau de former, dans les écoles d'agriculture, des agronomes qui deviennent fonctionnaires au ministère de l'Agriculture de Québec, mais il faut aussi former des cultivateurs instruits et pratiques. L'honorable ministre prête à l'Exposition de Trois-Rivières pour faire de l'élevage. Il pourrait bien prêter aux jeunes gens bien doués qui se destinent à l'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que l'on ajourne l'adoption de cet item jusqu'à demain.

L'adoption de la résolution est suspendue.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas beaucoup d'élèves dans cette école d'enseignement vétérinaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Il y en a 30.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avez-vous un vétérinaire parmi les conférenciers agricoles?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Oui, le docteur... Son nom m'échappe.

**M. Laferté (Drummond):** Le docteur Rajotte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est bon?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Il est très bon.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, le ministre devrait savoir son nom.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Disons que le ministre manque de mémoire, on commence à vieillir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, statuts refondus, 1909, articles 1958-1970, tels qu'amendés par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31 et O. C. no 75 du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déplore que les conventions d'industrie laitière n'aient pas aujourd'hui l'importance qu'elles avaient autrefois. Il se rappelle qu'autrefois, en 1893 par exemple, à Sainte-Thérèse, il y avait eu une convention magnifique. Aujourd'hui, cela se fait presque sans qu'on en parle. Il fait remarquer que les congrès d'industrie laitière ne sont jamais assez annoncés. Il me semble, dit-il, que l'on y fait de bien beaux discours, mais qu'on ne fait pas assez de choses pratiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)  
en profite pour inviter tous les députés et surtout le chef de l'opposition à la prochaine convention de la Société d'industrie laitière qui aura lieu le 4 février prochain à Québec, dans la salle des Chevaliers de Colomb. Ce sera une grande affaire. Il espère que le chef de l'opposition y fera des suggestions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il des invitations extraordinaires pour ce congrès?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
Nous avons invité Sa Grandeur Mgr Roy.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai demandé s'il y avait des invitations extraordinaires, car il paraît que l'on annonce, en effet, un congrès



extraordinaire. On parle de changement, de réformes, de remaniement même dans le ministère. C'est sans doute pour y préparer ceux qui s'intéressent à l'agriculture. On leur apprendra peut-être de gros remaniements ministériels...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):  
À tout événement, le chef de l'opposition est invité et nul doute que, grâce à son expérience, à ses connaissances, il nous dira des choses intéressantes sur l'agriculture.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

---



Séance du mardi 13 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commissaires d'écoles d'Outremont**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus relativement à une pétition demandant le vote d'une loi à l'effet que les commissaires d'écoles de la ville d'Outremont effectuent un emprunt de \$400,000 et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- des commissaires d'écoles de la ville d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à effectuer un emprunt de \$400,000 (M. Beaudry).

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 117 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;  
- bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 58 constituant en corporation l'Hôpital Noël, de Sherbrooke.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Montreal Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation ladite ville;

- de l'œuvre et fabrique de Saint-Irénée de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de prélever certaines sommes;

- de dame M.-E. Déguise et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Charles-Théodore Viau;

- de demoiselle Mathilda Guillemette et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions dans les cas suivants:

- de la Federal Zinc and Lead Company Limited, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à construire et à exploiter un chemin à barrières;

- de la Société de patronage de l'hôpital des tuberculeux de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'hôpital Laval et lui accordant d'autres pouvoirs;

- de Stephens Estate Realities Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente consenti par G. W. Stephens et autres, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par lesdits pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été régulièrement et suffisamment annoncées, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 101 amendant la loi constituant en corporation l'Union nationale française et de refuge.

Le bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau a été rejeté.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 128 validant le testament de feu Chs G. Brown, augmentant les pouvoirs de l'exécutrice dudit testament et nommant un curateur à la substitution créée par ledit testament;

- bill 106 constituant en corporation The Guarantee Title Bond & Trust Corporation of Canada.

#### **Composition des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que le nom du représentant de Nicolet (M. Savoie) soit ajouté à la liste des membres du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Adopté.

#### **Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Œuvre de l'hôpital Laval**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 141 modifiant la constitution de l'Œuvre de l'hôpital Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Federal Zinc & Lead Company Limited**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Charles-Théodore Viau**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 137 concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnie des tramways de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Hampstead**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 139 amendant la charte de la ville de Hampstead.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Stephens Estate Realities Limited**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 145 validant un acte de transport d'immeubles à The Stephens Estate Realities Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Paroisse Saint-Irénée, Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 79 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code municipal, articles 227 et 408**

**M. Forget (Iberville)** demande la permission de présenter le bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Admission des femmes au Barreau**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Instituteurs de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes au sujet des instituteurs de Montréal et du refus d'augmentation de leur salaire par la commission scolaire de Montréal?  
 2. Si oui, le gouvernement entend-il intervenir?  
 3. Le secrétaire de la province a-t-il fait des démarches auprès de ladite commission scolaire pour obtenir l'augmentation de salaires demandée par les instituteurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Un certain nombre d'instituteurs ont représenté au gouvernement que leur traitement est insuffisant.  
 2 et 3. Cette question sera considérée durant la présente session, lors de l'étude d'un projet de loi soumis par la commission scolaire de Montréal.

**Écoles de réforme et d'industrie, travail des détenus**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au travail des détenus dans les écoles de réforme et d'industrie soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Exemption de taxes par les municipalités**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exemption de taxes par les municipalités de cité, ville et village, en certains cas, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxes municipales**

**M. Stein (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 amendant l'article 5726 des statuts refondus, 1909, relativement à l'intérêt payable sur les arrérages de taxes municipales dans les cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Questions et réponses:****Infractions à la loi des licences**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des licences depuis le mois de mai 1919?

2. Quelle quantité de liqueurs a été saisie dans chacun des districts de cette province?

3. Quel est le nombre de certificats qui a été livré par les médecins pour achats de liqueurs dans la province depuis le mois de mai 1919 jusqu'au mois d'octobre de la même année?

4. Quels sont les noms de ces médecins et le nombre de certificats que chacun d'eux a délivré?

5. Combien y a-t-il de vendeurs licenciés dans la province?

6. Quels sont leurs noms?

7. Quelle quantité de liqueur chacun d'eux a-t-il vendu?

8. Quelle quantité de chacune des liqueurs?

9. Combien a-t-il été importé de liqueurs dans cette province depuis le mois de mai 1919?

10. Quelle quantité de chacune d'elles?

11. Combien y a-t-il d'inspecteurs de magasins de liqueurs dans la province?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Argenteuil, \$937.55; Arthabaska, \$600; Bagot, \$100; Beauce, \$2,925; Beauharnois, \$700; Bellechasse, \$560; Berthier, \$700; Bonaventure, \$100; Champlain, \$2,177; Châteauguay, \$100; Chicoutimi, \$515; Compton, \$500; Deux-Montagnes, \$200; Dorchester, \$1,000; Drummond, \$100; Frontenac, \$600; Gaspé no 1 et no 3, \$500; Hochelaga, \$28,320; Huntingdon, \$200; Iberville, \$100; Jacques-Cartier, \$100; Joliette, \$300; Kamouraska, \$220; Labelle no 1 et no 2, \$1,900; Lac-Saint-Jean no 1 et no 2, \$100; Laval, \$850; Lévis, \$1,600; Maskinongé, \$1,069.11; Matane no 1 et no 2, \$450; Mégantic, \$1,200; Montcalm, \$100; Montmagny, \$400; Napierville, \$100; Nicolet, \$800; Ottawa, \$1,800; Pontiac, \$400; Québec, \$450; Richelieu, \$1,050; Richmond, \$500; Rimouski, \$650; Rouville, \$300; Saguenay, \$220; Shefford, \$300; Soulanges, \$500; Stanstead, \$100; Saint-Hyacinthe, \$300; Saint-Maurice, \$2,600; Témiscamingue no 1 et no 2, \$200; Témiscouata, \$3,750; Terrebonne, \$923.75; Vaudreuil, \$200; Verchères, \$200; Wolfe, \$100; Yamaska, \$200.

2. Arthabaska, 147½ bouteilles, 5 gallons; Beauce, 26 gallons; Beauharnois, 30 caisses, 58

bouteilles, 18¾ gallons; Chicoutimi, 93 caisses; Iberville, 2 bouteilles; La Tuque, 7 gallons; Montmagny, 50 gallons, 2 douzaines; Montréal, 12,394 bouteilles, 2,465 gallons; Nicolet, 24 caisses, 1 bouteille; Ottawa-Centre, 11 caisses, 64 bouteilles, 2 barils, ½ gallon; Ottawa-Est, 63 bouteilles, 19 gallons; Ottawa-Ouest, 68 caisses et 110 gallons; Pontiac-Ouest, 6 bouteilles; Québec, 9 barils, 1 gallon, 356 bouteilles; Richelieu, 17 bouteilles; Saint-François, 53 bouteilles, 1 gallon; Témiscouata, 605 bouteilles, 52 gallons; Trois-Rivières, 326 bouteilles, 46¼ gallons.

3 et 4. Le gouvernement ne possède pas les statistiques nécessaires pour lui permettre de donner le renseignement requis.

5. 21.

6. F.-X. Saint-Charles & Co.; Moquin & Frère; Cie de liqueurs de l'Est; Auguste Germain; Alfred Legault; St. James Wine Company; Delorimier Limited; Mount-Royal Liquor Vendor; Joseph Meehan; James Murray; Canadian Liquor Co. Limited; D. McManamy & Co.; Arthur Bettez; Jos. Berthiaume & Em. Bouchard; Cie de liqueurs de Saint-Jean; J.-D.-A. Sauvé; J.-B. Gougeon; Éphrem Bolduc; Onésime Valois; Hull Liquor Vendors Limited; Sovereign Liquor Co.

7, 8, 9 et 10. Même réponse qu'aux questions 3 et 4.

11. 22.

#### **Fabrication de liqueurs enivrantes**

**M. Renaud (Laval):** Quelle quantité de liqueurs enivrantes a été fabriquée dans cette province depuis le 1<sup>er</sup> mai 1919?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le gouvernement ne possède pas ce renseignement.

#### **Référendum sur la prohibition**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien a coûté à la province le référendum sur la prohibition?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** \$112,514.17.

#### **Loi 9 George V, chapitre 18, article 21**

**M. Tessier (Rimouski):** Quel est le montant total perçu par le gouvernement de cette province en

vertu de l'article 21 du chapitre 18 de la loi 9 George V, du 1<sup>er</sup> mai au 1<sup>er</sup> novembre 1919?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** \$58,560.28.

#### **Loi des licences, employés congédiés**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1919, congédié des employés chargés de faire observer la loi des licences?

1. Quels sont les noms de ces employés et le lieu de leur domicile?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Oui.

2. Ce n'est pas dans l'intérêt du public que leurs noms soient connus.

#### **Conscrits insoumis, amendes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant le gouvernement de Québec a-t-il perçu des amendes payées par les conscrits insoumis depuis 1918?

2. Est-il vrai que le gouvernement se propose de remettre ces sommes auxdits insoumis?

Il comprend qu'il y a eu entente entre les deux gouvernements aux amendes appuyées par les insoumis; il voudrait savoir ce qu'il en est résulté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Le montant des amendes payées par les conscrits insoumis depuis 1918 et dont compte a été rendu au trésorier de la province s'élève à \$77,744. Nous n'avons pas encore de rapports pour les districts de Bonaventure, Gaspé, Montcalm et Saint-Hyacinthe. Les amendes perçues dans les districts de Chicoutimi, Hull, Joliette, Kamouraska, Montmagny, Pontiac et Richelieu ont été payées directement au ministère des Finances du Canada.

2. Les amendes qui ont été transmises à Québec sont réclamées par le gouvernement du Canada qui s'en prétend propriétaire. Vu cette prétention, le gouvernement de Québec ne peut en disposer et les a fait déposer dans un compte spécial.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) affirme qu'environ un cinquième des élèves diplômés des écoles d'agriculture retournent à la ferme, d'autres agissant comme enseignants et, parmi ceux qui ont pris le cours de deux ans, presque tous sont retournés à la terre. Il donne lecture d'une liste d'élèves qui se sont établis sur des terres, en sortant des écoles d'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que les rapports que le ministre a lus sont très intéressants. Je me demande pourquoi ces rapports ne devraient pas être rendus publics. Le ministre nous a dit qu'il avait besoin de bons agronomes, pourquoi ne les prend-il pas parmi les gradués des écoles d'agriculture, les agronomes dont il dit avoir tant besoin?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Eh bien, M. le président, le chef de l'opposition nous reproche aujourd'hui de ne pas prendre assez d'agronomes parmi les gradués des écoles d'agriculture; hier, il nous reprochait de ne pas établir assez de ces gradués sur les fermes, au lieu d'en faire des agronomes. Pour être agronome, il faut avoir d'abord une apparence physique favorable, avoir le don de la parole.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre (l'honorable M. Caron) n'a pas très bien compris la signification de mes paroles. Je veux dire qu'il se plaint de ne pas avoir d'agronomes compétents, pourquoi ne choisit-il pas que des gens qui ont fait leurs preuves dans les écoles d'agriculture et non pas des élèves gradués qui sont des fonctionnaires bien dévoués mais dont la compétence est bien contestable?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Enfin, nous faisons tout ce qui est possible de faire pour choisir les meilleurs agronomes et je crois que nous avons quelque succès.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose quelques questions au ministre.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) peut-il nous donner des renseignements sur la pépinière de Deschambault?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans un instant<sup>1</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À combien de cultivateurs avez-vous donné des patates pour les semences?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pourquoi m'interroger sur des questions de détails comme cela?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)<sup>2</sup>: Il y a 60 cultivateurs qui ont reçu chacun 4 minots de patates.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Où avez-vous acheté ces patates?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Sur l'indication du gouvernement fédéral, nous sommes allés au Nouveau-Brunswick, où on nous disait qu'il n'y avait pas de fanatiques et où nous aurions trouvé des patates excellentes pour les semences. Nous y sommes allés et on nous a fourni des patates de bien pauvre qualité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Espérons que lorsque le ministre de l'Agriculture traitera encore avec le gouvernement d'Ottawa, il sera plus prudent et fera comme le procureur général (l'honorable M. Taschereau). Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) n'a pas le passé politique de son collègue, mais le procureur général lui-même nous a dit qu'il ne voulait rien avoir à faire avec le gouvernement d'Ottawa.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais *L'Événement* lui-même est scandalisé ce soir, de la conduite du gouvernement d'Ottawa. Restons dans les patates.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans les patates du gouvernement!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elles valent bien les carottes d'Ottawa.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) en profite bien, des carottes d'Ottawa. Je vois sourire le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier), verrait-il dans les paroles du procureur général (l'honorable M. Taschereau) une allusion à son Jim Crow? À propos, quelle est la couleur de l'étalon de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Il est de la couleur de tous les Jim Crow.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** interroge le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) sur la pépinière de Deschambault.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond aux questions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le ministre a l'intention de dépenser quelque chose pour les industries agricoles?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai déjà dit au chef de l'opposition ce que nous avons fait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour les conserves alimentaires, par exemple, faites-vous voter des subsides?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Rien de bien spécial, mais nous les encourageons le mieux possible. Ces industries n'ont pas de chance, car elles ont à lutter avec la Dominion Cannery, d'Ontario, qui a étouffé cinq industries du comté de Laval et fait une lutte terrible aux industries provinciales qui restent. C'est un malheur. Il faut admettre que cette organisation a bien réussi jusqu'à présent dans sa tentative de tuer l'industrie des conserves dans notre province. C'est la principale raison qui empêche les capitalistes de placer des capitaux dans cette industrie dans la province de Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas seulement un malheur, c'est une faillite. Si le

gouvernement avait encouragé, avait donné des primes à ces industries provinciales, il leur aurait permis de lutter contre ce trust. Ces industries ne seraient pas forcées d'abandonner les affaires.

C'est ce qui a été démontré à l'enquête que nous avons tenue au comité d'agriculture, l'an dernier. Cette enquête n'a produit aucun résultat pratique. Et pourtant, cette industrie, si importante pour la caisse agricole, qui a fait la richesse des cultivateurs d'Ontario, aurait dû être encouragée par le gouvernement de cette province. Si l'on avait écouté les conseils que l'opposition donne, depuis 10 ans, au gouvernement, on aurait aujourd'hui des résultats et le ministre pourrait nous annoncer la prospérité d'une belle industrie dans notre province.

Des produits tels que des pois, des tomates et d'autres produits en conserve de ce genre ne peuvent être obtenus au Québec, excepté par importation dans la province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition (M. Sauvé), lorsqu'il a débuté cette discussion, a ouvert la porte toute grande.

M. le président, il y a longtemps que nous subventionnons ces industries de conserve alimentaire. Nous avons fait mieux, nous avons fourni à ces compagnies de la machinerie moderne. L'une d'elles, une fabrique de conserve alimentaire de Joliette, écrasée par le trust, a dû fermer ses portes et nous avons rapporté à Deschambault la machinerie que nous lui avions prêtée. Mais la lutte du trust et la pression qu'il fait sur les marchands qu'il tient à sa merci ne permettent pas à nos fabriques de résister, même avec l'assistance du gouvernement.

Pour que nos industries provinciales réussissent, il faudrait d'abord écraser le trust de l'Ontario. Il y a longtemps que le gouvernement fédéral doit mettre fin à ce trust. Tant qu'il n'aura pas réussi, nous ne verrons pas prospérer nos industries locales. Le gouvernement fédéral devrait voir à faire appliquer la loi contre les trusts et la concurrence induue.

Si le chef de l'opposition veut fonder une compagnie de conserve alimentaire dans son comté, je suis prêt à lui fournir la machinerie que Joliette nous a renvoyée et qui est actuellement à Deschambault.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement est fort pour acheter de l'outillage. J'en ai vu, des machines achetées par le ministre de la Voirie, par exemple, qui traînaient sur les routes de nos campagnes.



Le ministre de l'Agriculture nous raconte que des industries rapportent ces machineries en lui disant: "Gardez-les, la Dominion nous fait une trop forte concurrence, nous ne pouvons plus marcher." Au lieu d'accepter cela comme un fait acquis, le ministre devrait dire: "Allez-y, nous allons vous aider à faire un succès de votre industrie."

Il faut assister nos industries autrement, comme au moyen d'octrois, afin de les mettre en mesure de faire concurrence au trust. Au lieu de cela, le gouvernement continue sa politique de non-encouragement. Eh bien, je dis, M. le président, que cette politique ne nous conduira jamais à d'autre chose qu'à la faillite de l'industrie provinciale. Et j'espère que, si mon honorable ami, le ministre de l'Agriculture, atteint jamais une plus haute situation dans le gouvernement, il changera cette politique désastreuse pour notre province.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mais le chef de l'opposition est sourd et aveugle. Ce n'est pas la politique du gouvernement provincial qui a empêché les industries de conserve alimentaire de réussir dans notre province, la faute en est au gouvernement fédéral, qui, depuis 20 ans, depuis 15 ans au moins, essaie d'étouffer les petites industries.

Le trust est la ruine de l'industrie des conserves dans la province de Québec, car non seulement il inonde nos marchés de ses produits, mais encore il interdit à nos marchands d'en vendre d'autres. Par exemple, si un marchand n'accepte pas de vendre exclusivement des produits de la Canners, on lui a dit qu'il ne pourra se procurer aucun produit de quelque provenance que ce soit. Puisqu'ils sont obligés d'acheter les produits des trusts, et comme les producteurs locaux ne peuvent leur en fournir suffisamment, ils sont à la merci de cette organisation qui monopolise le marché et qui constitue par le fait même un trust qui contrevient aux lois du pays. La Dominion Canners a même acheté toutes les conserves de la province afin de hausser les prix et d'empêcher qu'elles soient vendues aux anciens prix.

Le gouvernement avait établi une fabrique de première classe à Sainte-Anne de Beaupré. Ses produits étaient placés sur les marchés locaux mais ne pouvaient être vendus à cause de la concurrence de la Dominion Canners. La compagnie nous tient par la gorge.

**M. Dufresne (Joliette)<sup>3</sup>:** Avec votre permission, M. le président, je veux faire remarquer au ministre (l'honorable M. Caron) que, si ce trust existe depuis 15 ans, il aurait dû s'en plaindre avant aujourd'hui.

Puisque, selon lui, depuis 15 ans le gouvernement fédéral n'empêche pas le trust de la Dominion Canners d'opérer dans la province de Québec, puisque le ministre est si scandalisé, pourquoi n'a-t-il demandé à ses amis, qui étaient au pouvoir il y a encore 10 ans, à Ottawa, d'abolir ce trust? Il déclare qu'il n'est pas impossible pour les gens d'acheter des produits en conserve de l'extérieur du trust.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami le député de Joliette (M. Dufresne), mon honorable ami, en défendant le gouvernement fédéral, semble plus s'occuper de la question politique que de la question des conserves alimentaires. Il devrait s'en tenir à son propre commerce et ne pas parler de choses qu'il ne connaît pas. La Dominion Canners n'avait pas, il y a 15 ans, l'emprise qu'elle a aujourd'hui sur le commerce et voilà pourquoi personne ne s'en occupait dans ce temps-là.

**M. Dufresne (Joliette):** Je demande pardon à l'honorable ministre de l'Agriculture, mais je suis indépendant, je ne suis pas venu ici pour servir un parti politique mais pour servir les intérêts de mon comté, pour servir l'intérêt public. Et je tiens à dire que l'honorable ministre a tort de venir attaquer un trust et avouer qu'il n'a rien à faire pour le combattre. D'ailleurs, l'honorable ministre a dit une chose inexacte. Il a affirmé que la Dominion Canners forçait ses clients à acheter ses produits. C'est faux.

Je précise que je suis épicier de gros, et nous avons le droit d'acheter partout. Si le gouvernement encourageait cette industrie dans la province, ça aiderait beaucoup. Nous sommes très désireux d'acheter des produits locaux, et je parle comme un homme qui achète, mais les producteurs dans cette province n'ont pas de soutien, et je ne suis pas prêt à dire que le ministre a exposé les faits lorsqu'il a dit à la Chambre que la Dominion Canners refusait de vendre ses produits à des clients qui ne lui donnaient pas leur entreprise entière. J'achète moi-même des États-Unis parce que nous n'en avons pas suffisamment ici, et c'est pourquoi le gouvernement devrait aider au développement de cette industrie.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** maintient que, lorsque des produits en conserve sont achetés des États-Unis et que la Dominion Canners ne s'objecte pas, c'est parce que cette dernière a des relations avec les manufacturiers aux États-Unis et, conséquemment, acheter des États-Unis revient à acheter de la Dominion Canners.

**M. Dufresne (Joliette)** demande au ministre s'il y a des manufacturiers dans cette province pour satisfaire la demande, et il est certain que le ministre sait qu'il n'y en a pas.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis désolé pour le chef de l'opposition que l'honorable député de Joliette ait fait cette déclaration d'indépendance. Il ne restera plus beaucoup de partisans à mon ami, le chef de l'opposition. J'eus été plus heureux d'entendre l'honorable député de Joliette (M. Dufresne) déclarer qu'il était prêt à m'aider à combattre ce trust de la Dominion Canners qui écrase nos industries.

**M. Forget (Iberville)** dit qu'il ne voit pas pourquoi le gouvernement et la province devraient se croiser les bras et ne rien faire en raison de la Dominion Canners. Les citoyens de la province seraient beaucoup plus satisfaits s'ils pouvaient voir des tonnes de légumes sur leur table avec l'étiquette indiquant qu'ils sont faits dans cette province, ajoutait-il, et il suggère que le gouvernement donne un certain soutien. Si, disons, un montant de \$600 par année était donné à un manufacturier comme prêt, cette situation serait améliorée de beaucoup. Il est vrai que l'influence de la Dominion Canners pèse lourd contre une tentative de fabriquer des produits en conserve au Québec. Mais des efforts devraient être faits pour aider ceux qui souhaitent manufacturer, et il demande au ministre de l'Agriculture de faire quelque chose.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite les députés de Joliette (M. Dufresne) et d'Iberville (M. Forget) de leurs excellents discours.

Le ministre de l'Agriculture a reproché à l'honorable député de Joliette d'être indépendant. Je suis indépendant, moi aussi. Il y a bien des sortes d'indépendants. Il y a des indépendants qui sont obligés de signer des papiers pour prouver leur indépendance. L'honorable ministre de l'Agriculture a déjà été indépendant. De ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons jamais été obligés de signer des lettres pour prouver que nous l'étions.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je le suis encore.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On a reproché à l'honorable député de Joliette d'avoir parlé du gouvernement d'Ottawa. Mais c'est le ministre de l'Agriculture qui, le premier, a mêlé le gouvernement

fédéral à ce débat. Ah! mon honorable ami a la manie de parler du gouvernement d'Ottawa à tout propos. Il le connaît beaucoup mieux que moi, beaucoup mieux que nous, le gouvernement d'Ottawa. Et, quand il en parle, c'est pour faire du pur capital politique.

L'honorable ministre de l'Agriculture, au lieu d'accepter la responsabilité de l'insuccès de son administration, essaie de la rejeter sur le gouvernement fédéral. Eh bien, M. le président, je dis que cela prouve que le ministre n'est pas capable de nous expliquer sa politique, n'est pas capable de nous prouver que son administration a du bon sens.

Je ne dirai pas que le ministre est aveugle et sourd, comme il l'a dit du chef de l'opposition. Non, mon honorable ami n'est sourd et n'est aveugle que lorsqu'il le veut et je regrette qu'il n'ait pas la même éloquence pour protester en dehors de la Chambre contre le trust de la Dominion Canners. S'il avait combattu ce trust, il aurait peut-être été en mesure de nous annoncer, aujourd'hui, quelques progrès dans le développement de nos industries provinciales.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Au fond, vous voulez absolument tenir le ministre de l'Agriculture responsable de tous les méfaits de tous les gouvernements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reprend que les déclarations du ministre ne valent pas grand-chose tant qu'il ne démontrera pas que le gouvernement a fait quoi que ce soit pour combattre le trust. Il ne croit pas qu'une protestation de la Législature produise grand effet.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition a une bien faible opinion de l'Assemblée législative s'il croit que nos protestations n'auraient aucun effet sur Ottawa. Il y a une chose qui est certaine, c'est que les remarques du chef de l'opposition ne changeront en rien l'attitude du gouvernement fédéral sur cette question.

Il est étonné que le chef de l'opposition, qui dit agir dans le meilleur intérêt du peuple de la province, n'aide pas le gouvernement à obtenir du gouvernement fédéral une action énergique pour mettre un terme aux entraves que la Dominion Canners met au commerce. Le ministre croit que toute l'influence du gouvernement et de l'Assemblée législative de la province devrait tendre à ce but.

Il dit qu'il croit qu'une protestation faite à la Chambre aiderait plus qu'une protestation officielle à Ottawa.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que le débat ne serait jamais apparu, n'eût été de l'énergie de l'opposition.

Il demande comment il se fait que le ministre ne soit pas entré en contact avec Ottawa en vue de dissoudre la Dominion Cannery s'il croit que c'est une si mauvaise affaire, mais apparemment le ministre n'a rien fait et ne peut montrer de correspondance avec Ottawa sur ce sujet.

Il lui semble que, s'il n'avait pas soulevé la question, ils n'auraient rien entendu à propos de la protestation contre la Dominion Cannery qui a été faite cet après-midi. Le ministre de l'Agriculture connaît le pouvoir qu'il y a à Ottawa mieux que lui (M. Sauvé).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Adopté!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, si le ministre nous promet qu'il protestera contre les trusts ailleurs que dans la Chambre.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Demande de documents:

##### Insoumis

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégramme, etc., entre le gouvernement et celui d'Ottawa au sujet des insoumis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle est très longue, très volumineuse, cette correspondance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant le gouvernement a-t-il perçu en amendes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$77,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous l'avez gardé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais nous croyons que cet argent appartient au gouvernement fédéral, et nous sommes à discuter en ce moment avec Ottawa pour savoir à qui doivent aller ces \$77,000.

Il dit que les rapports n'ont pas été encore reçus des districts de Bonaventure, Gaspé, Montcalm et Saint-Hyacinthe. Les amendes perçues dans les districts de Hull, Chicoutimi, Joliette, Kamouraska, Montmagny, Pontiac et Richelieu ont été payées directement au ministère des Finances à Ottawa.

#### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose l'ajournement de la séance.

Adopté<sup>4</sup>.

La séance est levée à 5 h 30.

#### NOTES

1. Selon *L'Événement*, le ministre Caron fait alors appeler M. J.-H. Lavoie, chef de la branche de l'horticulture.

2. Selon *L'Événement*, à ce moment, le ministre Caron consulte son sous-ministre, car il a fait venir à la Chambre ses principaux officiers.

3. Selon plusieurs journaux, M. Dufresne est un fabricant de biscuits et de bonbons. Selon *La Patrie*, il ferait des affaires avec la Dominion Cannery.

4. Voici ce que déclare *The Gazette* à ce sujet:

The House found that it had worked so hard, and the "going" was so rough that Sir Lomer Gouin kindly moved the adjournment half an hour ahead of time, no one apparently being in the mood for more trouble in one day.

Traduction: La Chambre a trouvé qu'elle a travaillé si durement et que ça allait tellement mal que Sir Lomer Gouin a gentiment déplacé l'ajournement une demi-heure plus tôt, personne, apparemment, n'étant d'humeur à plus de troubles en un jour.

## Séance du mercredi 14 janvier 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte  
de Saint-Michel

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Boisseau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus relativement à une pétition demandant le vote d'une loi amendement la charte de la ville de Saint-Michel, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

Une pétition demandant le vote d'une loi amendement la charte de la ville de Saint-Michel (M. Ashby).

## Rapports de comités:

**M. Robert (Rouville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a adopté à l'unanimité la proposition suivante:

Proposé par M. Sauvé, secondé par M. Dufresne, que le greffier en loi soit consulté au sujet des pouvoirs du comité d'agriculture de faire enquête sur les opérations de la Chambre commerciale des cultivateurs et de la Chambre d'agriculture.

Proposé en amendement par l'honorable M. Caron, secondé par M. Phaneuf, que les mots suivants soient ajoutés à la motion de M. Sauvé:

Alors que des procédures judiciaires ont été instituées pour faire annuler les chartes de ces deux compagnies, et qu'une enquête est à se faire sur leurs opérations. L'officier en loi est également prié de dire au comité s'il aura le droit de faire une enquête sur le fonctionnement des susdites compagnies dans

le cas où des procédures judiciaires n'auraient pas été instituées.

Le comité est ajourné au 20 janvier, à 8 heures du soir.

Adopté.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 89 amendement la charte de la ville de Saint-Jérôme, et sans amendement le bill 131 amendement la charte de la Dominion Corset Company.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 57 amendement la loi constituant en corporation The Crown Trust Company;
- bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery;
- bill 114 amendement la loi constituant en corporation La Prévoyance;
- bill 123 constituant en corporation The Wales Home.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 63 amendement la loi constituant en corporation la Industrial Life Insurance Company;
- bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shull Kinyan Torah;
- bill 152 concernant l'annexion du canton Décarie au comté de Labelle, pour toutes fins.

Le bill 154 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs a été rejeté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements en général. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la Commission des écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à émettre des débentures;

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de Sœur Céline Renaud et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs Sainte-Croix de Marieville; de Fraser Companies Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une convention passée avec Donald Fraser & Sons Limited, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par lesdits pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été régulièrement et suffisamment annoncées, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

#### **Pointe-aux-Trembles**

**M. Reed (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Hospice Sainte-Croix de Marieville**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix de Marieville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Donald Fraser & Sons Limited, Fraser Companies Limited**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 142 ratifiant la vente et le transport des propriétés et droits par Donald Fraser & Sons Limited à Fraser Companies Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Joliette**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 88 amendant la charte de la cité de Joliette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 140 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Véhicules-moteurs**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Instruction publique**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 163 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Commission des eaux courantes**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau le huitième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1919. (Document de la session no 17)

##### **Chambre d'agriculture de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau la réponse à un ordre, en date du 16 décembre 1919, concernant la copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Chambre d'agriculture de Montréal. (Document de la session no 33)

##### **Construction de routes régionales**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau la réponse à une adresse, en date du 7 janvier 1920, concernant la copie de toute correspondance, télégramme, etc., entre le gouvernement et le gouvernement fédéral au sujet d'argent pour la construction de routes régionales. (Document de la session no 34)

### Annuaire statistique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau l'*Annuaire statistique de Québec*, 1919. (Sixième année.) (Document de la session no 35)

### Rapport du ministre des Affaires municipales

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau le rapport du ministre des Affaires municipales 1918-1919. (Document de la session no 32)

### Questions et réponses:

#### Employés civils, salaires

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé une augmentation de salaire aux employés civils?

2. Dans l'affirmative, quel montant pour chaque employé?

3. Quel est le salaire des messagers en 1919?

4. Quel était-il en 1917-1918?

5. Quel est le salaire des menuisiers?

6. Quel était-il en 1917-1918?

7. Le gouvernement a-t-il accordé des bonis à ses employés?

8. Dans l'affirmative, à quel montant s'est élevé chacun de ces bonis?

9. Quel est le salaire de chacun des fonctionnaires étant au service de la province depuis au-delà de 15 ans, dans les départements: de la Colonisation, des Terres, de l'Agriculture et du secrétariat provincial?

10. Ces fonctionnaires ont-ils reçu un bonus pour 1919?

11. Dans l'affirmative, quel est ce bonus?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Oui.  
2. À la date de la Confédération, la moyenne du salaire des employés était de \$634.59 par année. Le 30 juin 1905, la moyenne de salaire était de \$1,031.42 et, au 30 juin 1919, la moyenne de salaire était de \$1,419.19. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1912, chaque employé permanent a reçu une augmentation de \$50, \$100 et \$200, suivant sa classification, tel qu'édicte par la loi 2 George V, chapitre 11.  
3. \$600 à \$900.

4. \$600 à \$800.

5. \$825.

6. \$702.62.

7. Oui.

8. Un mois de salaire à tous ceux qui reçoivent \$1,200 ou moins par année; \$100 à tous ceux qui reçoivent au-dessus de \$1,200 jusqu'à et y compris la somme de \$1,600 par année.

9. (Voir la liste ci-dessous)

#### Département de la Colonisation

S. Dufault.....	\$4,000.00
H. Caron.....	2,400.00
J.-A. Bellisle.....	2,400.00
W. C. J. Hall.....	2,400.00
Thos. Kirk.....	2,300.00
G. A. Varin.....	2,300.00
J. X. Mercier.....	1,950.00
E. Hamel.....	1,600.00
W. J. E. Lefrançois.....	1,600.00
J.-H. Samson.....	1,400.00
R. Genest.....	1,350.00
J. Marcoux.....	1,350.00

#### Département des Terres et Forêts

C. O. Lavoie.....	\$3,300.00
J. E. Girard.....	3,200.00
P. Blouin.....	3,000.00
W. Delaney.....	2,400.00
J. E. Samson.....	2,400.00
J. Bouffard.....	2,400.00
G. Rinfret.....	2,100.00
J. Grenier.....	2,100.00
F. X. Lemay.....	2,000.00
F. Keroack.....	2,000.00
F. X. Fafard.....	2,000.00
P. R. Plamondon.....	2,000.00
Eug. Rouillard.....	1,900.00
J. M. Gingras.....	1,700.00
A. M. Taché.....	1,600.00
Jos. Patry.....	1,600.00
J.-A. Mercier.....	1,600.00
A. Verreault.....	1,550.00
H. O. Fortier.....	1,350.00
W. H. Hatch.....	1,200.00
B. A. Turner.....	1,200.00
E. M. Clavet.....	900.00
C. Côté.....	850.00
A. Lacasse.....	850.00
O. Fiset.....	850.00
O. Beaulieu.....	850.00

## Département de l'Agriculture

O. Bresse .....	\$1,600.00
E. Bourbeau.....	2,000.00
A. Dion.....	1,650.00
G. Desrochers.....	1,450.00
O. Lessard .....	1,750.00
A. LaRue .....	1,600.00
L. P. Lacoursière.....	1,350.00
J. T. Lamb .....	850.00
J. A. Paquet .....	3,000.00
S. Roy.....	1,300.00
E. Turgeon.....	850.00
J. A. Marsan .....	1,000.00

## Département du secrétaire provincial

A. Desmeules .....	\$2,000.00
J.-O. Montreuil.....	1,300.00
A. Simard .....	1,200.00
J. G. Gingras .....	1,200.00
J. Lortie .....	900.00
J. E. Soucy.....	850.00
Wm. Murphy.....	850.00

10. Ceux qui reçoivent \$1,600 ou moins par année en ont reçu un.

11. Un mois de salaire à ceux qui reçoivent \$1,200 ou moins par année; \$100 à ceux qui reçoivent au-dessus de \$1,200 jusqu'à et y compris la somme de \$1,600 par année.

Collège  
des chirurgiens dentistes

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 amendant l'article 5045a des statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

## Conciliation

**M. Stein (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la conciliation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Admission des femmes  
au Barreau

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal,  
articles 227 et 408

**M. Forget (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

## M. Norman Scott Cameron

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), qu'il lui soit permis de retirer le bill 80 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Norman Scott Cameron aux examens d'admission à la pratique du droit, et que les droits que le promoteur de ce bill a payés lui soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Compagnie de pouvoir, traction et  
fabrication de la vallée du Lièvre

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 amendant la charte de la Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Hebrew Sick Benefit  
Association of Montreal Incorporated

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated.

Adopté.



Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Stanley Bagg Corporation et succession S. C. Bagg**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Coaticook**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôpital Noël**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 58 constituant en corporation l'Hôpital Noël, de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Union nationale française et de refuge**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 amendant la loi constituant en corporation l'Union nationale française et de refuge.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Testament Charles G. Brown**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 validant le testament de feu Charles G. Brown, augmentant les pouvoirs de l'exécutrice dudit testament et nommant un curateur à la substitution créée par ledit testament.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement et avec un changement dans le titre.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 constituant en corporation The Guarantee Title Bond and Trust Corporation of Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en n'a pas terminé l'examen.

#### **Université de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Il dit qu'il a accepté avec grand plaisir le parrainage de ce bill, trop heureux de faire quelque chose pour le progrès de l'éducation dans les limites de son rôle. Il s'agit, par ce bill, de donner une constitution civile, sous le nom d'université de Montréal, à une deuxième université catholique dans la province. Bien que de sa nature ce soit un bill privé, il est d'un intérêt qui appelle quelques explications afin d'en faire connaître parfaitement la portée.

Il explique que, comme son nom l'indique, la nouvelle université aura son siège à Montréal et que son principal champ d'action sera la province ecclésiastique de Montréal, qui comprend le diocèse de Montréal et ceux de Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Valleyfield et Joliette.

La nouvelle université prend la place de la section montréalaise de l'Université Laval qui disparaît et dont l'histoire se trouve résumée dans la lettre pastorale collective qui a été lue, le mois dernier, dans toutes les églises des diocèses ci-haut mentionnés. Il résume à grands traits l'histoire de la section universitaire de Laval. Il rappelle que, depuis 1850, alors que Mgr Bourget était évêque de Montréal, il est question de donner à l'université française son autonomie.

Il dit qu'il est évident que la métropole du pays, avec sa population catholique de près d'un million, y compris celle qui en dépend, avec des besoins économiques et des problèmes sociaux différents de ceux du reste de la province, devait

posséder chez elle, pour le bénéfice de cette partie catholique de sa population, une institution d'enseignement supérieur outillée et dirigée de façon à répondre à ces besoins et à résoudre ces problèmes.

Il me paraît aussi évident, M. l'Orateur, continue-t-il, étant donné l'esprit de notre population, que seule l'autorité religieuse pouvait prendre l'initiative d'une entreprise de ce genre.

Aussi c'est elle, ce sont les évêques de la province ecclésiastique de Montréal qui ont pris la direction du mouvement. Après s'être assurés du consentement, ou plutôt du désir des différentes facultés et écoles de Laval de Montréal de se fusionner en corps unique, ils ont obtenu de Rome ce qu'en langage canonique on appelle un rescrit par lequel est décidée l'érection en une université autonome de l'ancienne section de Laval de Montréal, la bulle d'érection ne devant toutefois être expédiée que lorsque la charge civile aura été obtenue - c'est ce que le bill demande - et après que les différentes facultés auront, de fait, abdiqué leur autonomie respective. C'est ce qu'elles ont fait depuis et c'est ce qu'elles ont confirmé en signant comme pétitionnaires la pétition introductive de ce bill.

M. l'Orateur, à la louange de ces différentes facultés, je crois qu'il est bon de dire ici un mot pour souligner la générosité avec laquelle elles abandonnent des situations et des avantages qui leur appartenaient légitimement et que nulle puissance au monde, je crois, n'aurait pu ou du moins voulu leur enlever. Chacune d'elles, ou presque, avait son existence juridique reconnue par une loi de cette province. Chacune d'elles était donc maîtresse absolue chez elle. Les professeurs qui les composent avaient sacrifié à leur succès respectif une grande partie de leur temps et de leurs travaux. Quelques-uns s'y étaient dévoués depuis 30 et même 40 ans. Ils avaient prodigué leur science aux élèves sans compter et pour des salaires dont ne se contenteraient pas aujourd'hui les apprentis de nos usines.

Et, aujourd'hui que le succès de leur œuvre est assuré, aujourd'hui que ces professeurs pouvaient espérer de meilleurs traitements et la récompense de leurs sacrifices passés, par esprit de dévouement à la grande cause de l'instruction supérieure, pour agrandir la sphère d'influence de leur race, pour l'amour de leurs concitoyens et de leur pays, ils abandonnent ces situations et ces avantages sans une condition et sans un regret. Ils font plus: ils sollicitent eux-mêmes la fin de leur indépendance et s'en rapportent à la générosité et à l'esprit de justice de la nouvelle institution pour les continuer dans leurs fonctions professorales.

Je ne sais pas, monsieur, si je m'exagère la beauté de leur geste, je ne le crois pas, mais il me semble que nous devrions être taxés d'ingratitude si nous ne savions reconnaître et apprécier à toute sa valeur cet exemple d'abnégation personnelle et de dévouement aux meilleurs intérêts de la patrie que nous donne ce groupe splendide de 250 de nos meilleurs professionnels.

Les différentes facultés et les administrateurs de l'Université Laval de Montréal nous soumettent donc ce projet de loi qui, dans mon humble opinion, doit être voté tel qu'il sera définitivement proposé au comité, puisque le texte révisé sera en quelque sorte celui d'un contrat sur lequel les différentes parties se sont mises d'accord.

Je ne sais si, à cette étape de la procédure parlementaire, je suis bien dans l'ordre en donnant les détails que je voudrais donner, mais, pour faire admettre le principe du bill et, en conséquence, pour en faire comprendre la portée, il me paraît nécessaire d'indiquer quelle sera la composition de l'université et de quelle façon elle sera réglée.

Et d'abord, elle succède activement et passivement aux facultés et écoles fusionnées; elle hérite de leurs actifs et se charge de leurs passifs.

Elle se composera de:

- A. la Faculté de théologie;
- B. la Faculté de droit;
- C. la Faculté de médecine;
- D. la Faculté de philosophie;
- E. la Faculté des lettres;
- F. la Faculté des sciences;
- G. l'École de médecine comparée et l'hôpital vétérinaire;
- H. l'École de chirurgie dentaire et l'hôpital dentaire;
- I. l'École de pharmacie;
- J. toutes les autres facultés et écoles qui pourront être admises dans l'université.

Elle comprend également des écoles affiliées et agrégées et annexées. Les écoles affiliées et agrégées sont celles qui acceptent les règlements et les programmes que l'université a établis comme siens, dont elle dirige les examens de près ou de loin et auxquels elle décerne ses propres diplômes; la différence entre elles consiste en ce que les écoles affiliées sont situées dans les limites de la province de Québec et les écoles agrégées en dehors de ces limites.

Les écoles affiliées sont:

- A. l'École polytechnique;
- B. l'Institut agricole d'Oka;
- C. l'École des hautes études commerciales;

D. les maisons d'enseignement classique établies dans les limites de la province ecclésiastique de Montréal;

E. l'École d'enseignement secondaire pour les jeunes filles.

Des écoles annexées, l'Université approuve seulement les programmes et les règlements et sanctionne les diplômes qu'elle décerne. Une liste en est donnée à la cédule du bill.

La corporation aura les pouvoirs civils ordinaires des corporations de ce genre et, en particulier, l'autorisation de décerner les grades et diplômes de bacheliers, de licenciés, de maîtres et de docteurs. Elle aura aussi les privilèges d'équivalence entre les brevets des chambres professionnelles et le diplôme de bachelier décerné par les universités aux élèves des maisons d'enseignements supérieur ou classique.

Nous arrivons maintenant à la partie principale du bill, la composition du corps administratif de l'université.

Des six premières têtes de l'université, trois seront des ecclésiastiques et trois des laïques. L'archevêque de Montréal sera le chancelier de cette université, le recteur en sera le vice-chancelier et le secrétaire général sera aussi un membre du clergé.

Elle sera administrée par un comité exécutif de neuf membres sous le contrôle et la direction de quatre corps dont deux, pourrais-je dire, sont les corps actifs et deux les corps régulateurs.

Les deux premiers sont au même plan dans leur sphère respective et s'appellent la Commission d'administration et la Commission des études. Leurs noms seuls définissent bien leurs fonctions: la Commission d'administration a pour objet de procurer le bien matériel de l'université et c'est d'elle que relèvent les questions d'ordre financier, son président doit être un laïc; la Commission des études s'occupe des questions d'ordre pédagogique et décerne les diplômes, le recteur en est le président *ex officio*. Chacune d'elles exerce en dernier ressort les pouvoirs qui lui sont attribués par les articles 22 et 27.

Ces deux commissions sont d'une extrême importance puisque c'est d'elles que dépendra l'avenir de l'Université et la place qu'elle prendra à côté de ses concurrentes. Aussi, le comité qui a préparé le projet de loi me paraît en avoir pesé la composition avec un soin jaloux et avoir réussi à y introduire tous les éléments qui peuvent assurer le succès.

Les membres de la Commission d'administration sont:

- A. le président;
- B. le recteur ou, en son absence, le vice-recteur;
- C. un représentant des messieurs de Saint-Sulpice au Canada;
- D. le secrétaire général;
- E. deux délégués du sénat académique, un évêque et un laïc;
- F. un délégué du conseil d'administration de chaque faculté et école fusionné;
- G. des représentants choisis en dehors du personnel universitaire, dans les professions libérales, la finance, le commerce, l'industrie ou le travail, ou parmi les anciens élèves dont un au moins pour représenter chaque diocèse de la province ecclésiastique de Montréal.

Ceux de la Commission des études sont:

- A. le recteur, son président;
- B. le président de la Commission d'administration;
- C. le vice-recteur;
- D. le secrétaire général;
- E. deux délégués du sénat académique, un évêque et un laïc;
- F. trois délégués de chaque faculté et école fusionnée;
- G. un délégué du conseil d'administration de chacune des écoles affiliées et de chacun des collèges affiliés, avec droit de délibération seulement.

C'est-à-dire que dans chacune des deux commissions, avec le recteur qui sera nécessairement l'âme de l'Université et avec le secrétaire général qui en sera la cheville ouvrière, on trouve l'autorité religieuse, le meilleur élément laïque, des représentants de chaque faculté et écoles fusionnées et affiliées et, enfin, des représentants du public choisis en dehors du personnel universitaire.

L'un des corps que j'ai appelés régulateurs s'appelle le Conseil universitaire et il se compose de la Commission d'administration et de la Commission des études siégeant conjointement. Il se donne un président qui devra être un laïc et portera le titre de président de l'université, et il nomme le secrétaire général qui devra aussi être un laïc. Il a pour mission d'approuver les règlements, ceux du comité exécutif, ceux des facultés et écoles et de plus, à titre transitoire, de suspendre le mode de composition des conseils particuliers de chaque faculté.

Enfin, dans un corps suprême, le sénat académique, on a réuni l'archevêque et les évêques de la province ecclésiastique de Montréal, le président de l'université, le recteur et le vice-recteur,

le président de la Commission d'administration, le supérieur, les messieurs de Saint-Sulpice au Canada, le secrétaire général, les doyens des facultés fusionnées et deux délégués de leur conseil, les présidents des conseils d'administration des écoles fusionnées avec un délégué de leur conseil, les présidents des conseils d'administration de trois écoles affiliées et au moins deux représentants choisis en dehors du personnel universitaire dans les professions libérales, la finance, le commerce, l'industrie ou le travail, ou parmi les anciens élèves.

Ce corps règle les questions imprévues et celles qui ne sont pas laissées à la décision finale des autres corps administratifs. Ses membres ecclésiastiques adoptent, amendent ou rejettent toutes les mesures disciplinaires d'ordre moral ou religieux et l'archevêque de Montréal et suffragants veillent à l'intégrité de la doctrine et à la pureté de la morale.

Dans la composition de ce corps central dont l'absence était si justement déplorée dans l'ancienne institution, ce qui frappe tout d'abord, monsieur, c'est qu'on y appelle des représentants de toutes les classes de la société. Le prêtre, le professeur, le savant, le financier, le commerçant, l'agriculteur, l'industriel et l'ouvrier se rencontrent au sein de ce cénacle de la haute intellectualité où ils pourront poser les problèmes qui les préoccupent, les discuter et y chercher les meilleures solutions.

Ce qui me frappe, en second lieu, c'est que l'élément ecclésiastique s'y unit avec l'élément laïque dans une telle proportion et dans des attributions si bien établies qu'il n'est pas possible de dire que l'un domine l'autre. Chacun d'eux contribuera dans son domaine propre à faire de l'université le foyer de toutes les sciences et le centre intellectuel d'où partira la poussée vers tous les progrès, pour Montréal et son district, surtout, sans doute, mais aussi pour toute la province et pour toute notre race, où qu'elle se soit répandue.

J'aurais voulu, M. l'Orateur, dire un mot de l'intérêt que suscitera sans doute dans le monde universitaire le fonctionnement de la Commission des études. Qu'il me suffise de dire qu'une telle commission existe encore nulle part ailleurs et qu'on en attend les meilleurs résultats non seulement au point de vue pédagogique, mais encore pour la formation d'un idéal religieux, social et patriotique commun à tous les universitaires d'abord et, comme conséquence, à tous les milieux populaires où leur influence se fera nécessairement sentir.

J'aurais voulu souligner l'importance de la sous-commission d'immatriculation chargée d'établir les conditions d'admission aux différents cours.

Voilà donc l'institution éducationnelle à laquelle on nous demande de donner la vie civile et dont l'objet, comme le dit l'article 9 du bill, "est de donner l'enseignement moderne, spécial, pédagogique, classique et supérieur", c'est-à-dire de former le corps des professionnels: professionnels du sacerdoce, du droit, de la médecine, des sciences, des lettres, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, car le professionnel n'est pas seulement celui qui exerce une profession libérale, mais celui qui, par l'étude de l'expérience du passé comme des besoins et des moyens nouveaux, a su acquérir les connaissances spéciales nécessaires pour devenir un expert dans le domaine de son activité, quelle qu'elle soit.

Et ce sera le rôle de la nouvelle université, si la bonne volonté et la générosité de tous la font ce qu'elle doit être, de préparer non seulement aux professions dans lesquelles jusqu'ici nous sommes confinés, mais à toutes les nouvelles dans lesquelles nous devons entrer si nous voulons marcher de pair avec tous nos concitoyens et atteindre notre perfectionnement social.

La nouvelle Faculté des sciences à l'École polytechnique nous formera des chimistes, des métallurgistes et des ingénieurs de toutes les spécialités. La Faculté des lettres donnera le fini, le poli de la haute culture littéraire à nos fils qui la répandront par la parole, par le livre et par le journal, car les journalistes de l'avenir prochain seront évidemment tous des licenciés et des docteurs ès lettres.

Les beaux-arts embelliront le milieu où nous vivons et nous feront l'existence plus douce et plus agréable.

Je pourrais continuer longtemps cette énumération, mais ai-je besoin d'en dire plus, M. l'Orateur, pour montrer l'importance de cet événement national que constitue, à mon sens, la création d'une université comme celle-ci?

Le besoin de bonnes universités pour un peuple correspond à son besoin de classes non pas privilégiées, mais de classes issues de lui-même et faisant corps avec lui, qui, par leur instruction solide et étendue, sachent le protéger si l'occasion le demande, le pousser sans cesse vers le progrès et le maintenir à la hauteur de toutes les concurrences.

Ce besoin, j'estime que notre population l'a toujours senti et compris, car elle a toujours accepté la direction de son clergé et de ses professionnels qui l'ont guidée avec sagesse jusqu'à ce jour, puisque, au témoignage même des étrangers, elle est aujourd'hui la plus paisible, la plus sérieusement progressive et celle sur qui l'on doit s'appliquer pour maintenir le bon ordre dans tout le pays.

Elle le comprend mieux encore aujourd'hui qu'elle est plus riche, plus mûre pour toutes les légitimes ambitions et que l'âpreté des luttes de classes, à côté de nous, a mis en plus belle lumière la valeur de nos traditions politiques et sociales qui sont les seules solides parce qu'elles ont pour base la vérité de nos croyances chrétiennes.

Et l'heure me semble providentielle pour la fondation de ce nouveau foyer catholique de science moderne qui prend la proportion d'un événement national parce qu'elle se produit à l'heure exacte où, du sentiment de tous, la nécessité s'impose de moderniser notre enseignement supérieur, de l'étendre, de le compléter et, dans certains cas, de le créer de toutes pièces, si nous voulons garder pour nous-mêmes le bénéfice de l'exploitation raisonnée et méthodique de nos ressources naturelles et prendre notre large part de la richesse qui découle des entreprises agricoles, financières, commerciales et industrielles bien organisées et bien conduites.

Mais, encore une fois, M. l'Orateur, pour qu'elle nous rende ce service, il faut que l'université soit mise en état de le faire. Il faut que toute la population comprenne, celles des campagnes comme celles des villes, que la formation universitaire ne tend pas à créer une classe de parasites, que les fonctions professionnelles ne sont pas des sinécures ou des privilèges mais que leur fin est de contribuer au bien-être et au bon ordre général, de les provoquer et de les conserver.

Il faut qu'elle souscrive généreusement pour que cette université soit son université et qu'elle soit établie sur des bases larges et solides non pas pour l'installer dans des édifices prétentieux, mais pour qu'on y trouve les bibliothèques, les laboratoires, les ateliers de démonstration, les musées, en un mot, tout l'outillage intellectuel et matériel qui permette à des professeurs de carrière de former cette élite dirigeante qui seule nous assurera l'avenir que nous voulons.

Et cet avenir, M. l'Orateur, dans ce pays, où nous sommes la minorité, il n'y en a qu'un qui convienne à notre dignité nationale, à nos talents et à notre intelligence, à la supériorité de nos croyances et de nos traditions, en un mot, à la valeur de notre race, c'est celui qui nous verra sur les cimes aussi hautes, sinon plus, que nos émules dans la patrie canadienne.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Il semblerait que certains problèmes de notre vie nationale ne s'étudient jamais qu'à la lueur d'un incendie. Que d'institutions n'avons-nous pas vues naître des

ruines plus fortes qu'auparavant! Ces malheurs engendrent généralement les sympathies et les sacrifices, et c'est ce qui se manifeste présentement à l'égard de l'Université de Montréal.

Il parle de la manière avec laquelle les yeux des gens se sont tournés vers les ruines de Laval et y ont vu, avec vision, la fondation d'une grande université canadienne. Depuis l'incendie, plus de progrès a été accompli au sujet d'une université pour Montréal que dans le dernier quart de siècle du côté de l'initiative privée et de la part des pouvoirs publics.

Si l'initiative privée a pu en faire autant, à quoi ne peut-on pas s'attendre d'un gouvernement qui, en temps normal, a montré un intérêt profond pour les questions d'éducation?

Tous les députés de cette Chambre doivent se faire un devoir d'appuyer de leur vote toute mesure destinée à porter secours à cette université. Nous ne devons pas marchander sur ce sujet, car nous avons toutes les raisons du monde de favoriser cette institution pour la renaissance de laquelle coopèrent toutes les personnalités religieuses et laïques de la province.

Je ne doute pas, dit-il, que cette union du clergé et des laïcs depuis le début de la campagne pour l'université entraînera de nombreuses et généreuses souscriptions, mais je doute qu'elles débouchent sur plus d'une couple de millions de dollars. Considérant la fortune de la majorité de nos compatriotes et l'hésitation qu'ils ont à placer leur argent dans des entreprises similaires, c'en est presque une question de témérité que d'espérer un résultat si splendide.

Peut-on, avec deux ou trois millions, construire une université digne de la métropole, de la majorité de langue française, qui sera à la fois la lumière de notre demeure et le foyer? Je ne veux pas être jaloux du succès des autres, mais je suis jaloux de l'honneur de notre nom. On nous dit que McGill vaut \$30,000,000. J'affirme que l'université de Montréal ne devrait pas valoir un cent de moins. Je suis fatigué d'entendre répéter que, si les professeurs de Laval sont aussi bons que ceux de McGill, notre institution lui est néanmoins inférieure.

Le temps est maintenant venu d'établir un bon équilibre entre les deux et nous manquons à notre devoir si nous laissons cette opportunité passer. Je sais que le gouvernement n'a pas bâti McGill, mais je demande si les milliers de professeurs de notre race qui, pendant les 300 dernières années, ont dévoué tout leur temps sans salaire ou presque, n'ont pas le droit à une restitution de la part du gouvernement.

Le député de Montréal-Laurier parle de la cause sacrée de l'éducation, du vice fondamental de notre système d'enseignement. Enfin, il faut des réformes! On en parle depuis longtemps dans les salons, dans les clubs, il est temps d'en parler ici.

Ils ont entendu beaucoup parler de la réforme de leur système d'éducation, mais il croit que la faiblesse se situe au niveau de l'éducation supérieure.

Il faut faire quelque chose qui ne nous obligera pas à traîner de l'aile pendant des siècles. Nous avons un excellent personnel de professeurs, il ne faut pas mesquiner.

S'ils étaient prêts à fournir l'argent, ils auraient le personnel et le succès serait assuré.

L'Université de Montréal, aux points de vue moral et intellectuel, vaut l'université anglaise. Je ne prétends pas, dit-il, que le gouvernement seul doive se faire le reconstruteur de l'Université de Montréal, mais c'est le devoir du gouvernement d'aider puissamment à cette reconstruction.

Dans la réalisation de ce projet, nous devons surtout employer les moyens directs et certains. Il ne faudra pas toujours compter sur l'initiative privée pour promouvoir cette éducation chez nous, et nous savons que le gouvernement n'a jamais reculé devant cette tâche; nous savons ce qu'il a fait en faveur de l'éducation technique et de l'École des hautes études commerciales. Jusqu'à présent, il n'a pas eu à regretter ces bons mouvements. Lorsque le Canada a voulu mettre sur pied une armée de volontaires, il a commencé par y mettre le prix, et il s'est chargé, au nom de la nation, de toutes les dépenses. L'histoire dira qu'il n'a pas hésité. Il a demandé ensuite aux soldats le dévouement et les sacrifices nécessaires. C'est absolument la même chose pour notre université. Nous devons y mettre le prix, d'autant plus que les circonstances sont des plus favorables, à cette œuvre; d'autant plus aussi que nous avons assez de foi et assez de fierté nationale pour comprendre l'importance d'une culture française et catholique.

D'ailleurs, les Canadiens français veulent quelque chose de grand et de beau. Qu'est-ce qu'on entend dire? Nos concitoyens de Montréal répètent: Taxez-nous s'il le faut, nous aimons mieux payer \$50 pour l'Université de Montréal que 50 centins pour une marine qui ne serait pas la nôtre. Au reste, les Canadiens français de la région de Québec, qui ne sont pas directement intéressés dans ce projet, et les Anglais protestants de la province savent parfaitement que toute la province se doit à elle-même de contribuer à cette reconstruction. Nous savons que le gouvernement provincial y est favorable et nous avons tout lieu de croire que tous

les députés le sont également, et qu'ils sont de plus partisans de la subvention la plus élevée possible.

La nouvelle université préparera notre jeunesse, elle formera les intellectuels dont nous avons besoin, sera à la hauteur de nos institutions, de notre langage et de nos lois; voilà quelque chose de neuf, elle contribuera enfin à la grandeur de la patrie canadienne.

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** déclare que la mesure présentement discutée est d'une importance primordiale, elle marque la fin d'un état de choses qui a trop duré et elle commence un régime nouveau.

Maintenant verra désormais la réalisation de ses plus chères espérances, une université qui portera son nom. Montréal, à plusieurs reprises, a réclamé son autonomie et son indépendance, elle se buta à des refus et elle eut à subir des retards. Ces refus ne la découragèrent jamais, les retards et les réserves semblèrent redoubler son énergie. Aujourd'hui, l'occasion lui est fournie de revenir à la charge quant à ce qui concerne son université, puisque maintenant ses doléances pour la séparation ont été écoutées. Elle connaît les dangers et les difficultés de la fondation d'une telle université, elle sait que, malgré toutes les bonnes volontés, un échec est toujours possible. Il est donc de notre devoir de faire tous les sacrifices possibles pour arriver à bonne fin.

À la demande des intéressés, nous allons être appelés à participer à une œuvre de paix, d'instruction et d'éducation. Le moment est venu pour nous d'agir. Faisons de l'Université de Montréal le temple de l'instruction le mieux outillé, le plus perfectionné de l'esprit français en Amérique.

Il parle aussi du rôle que jouent les universités dans la formation d'une élite<sup>1</sup>.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Federal Zinc & Lead Company Limited**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession Charles-Théodore Viau**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Stephens Estate Realities Limited**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 validant un acte de transport d'immeubles à The Stephens Estate Realities Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Œuvre de l'hôpital Laval**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la constitution de l'Œuvre de l'hôpital Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Compagnie des tramways de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Hampstead**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 amendant la charte de la ville de Hampstead soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse  
Saint-Irénée, Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 5 heures.

---

**NOTE**

1. Selon plusieurs chroniqueurs parlementaires, M. Boisseau ne parle pas assez haut pour se faire entendre. Durant son discours, selon *L'Événement*, il aurait adopté les expressions: "la tendresse maternelle de l'*alma mater*", "les destinées insondables de la Providence", "un monument solide comme l'airain".



Séance du jeudi 15 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Montréal-Nord**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus relativement à une pétition demandant le vote d'une loi amendant la charte de la ville de Montréal-nord, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

Une pétition demandant le vote d'une loi amendant la charte de la ville de Montréal-Nord (M. Achim).

**Rapports de comités:**

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil;
- bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 136 amendant la charte de la ville de Westmount.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la conciliation;
- bill 159 amendant l'article 5726 des statuts refondus, 1909, relativement à l'intérêt payable sur les arrérages de taxes municipales dans les cités et villes.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame A.-A. Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une vente consentie en faveur de Dupuis Frères limitée;
- de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**Vente d'immeuble de M.-A.-A. Rodier  
à Dupuis Frères limitée**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Marie-Angélique Rodier et autres à Dupuis Frères limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
d'Iberville**

**M. Forget (Iberville)** demande la permission de présenter le bill 104 amendant la charte de la ville d'Iberville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Instruction  
publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 20 amendant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Frais d'entretien des aliénés

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 31 amendant l'article 4140 des statuts refondus, 1909, relativement au recouvrement des frais d'entretien des aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Conseil législatif

13 janvier 1920

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative informant cette Chambre que le Conseil législatif consent à s'unir à la formation d'un comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions de la Chambre durant la présente session et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Paradis, Pérodeau, Roberge, Robillard, Savoie, Smith, Turgeon et Vilas soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité collectif.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 amendant l'article 5814 des statuts refondus, 1909, relativement à la nomination des recorders;
- bill 6 amendant l'article 3323 des statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de magistrats;
- bill 7 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement du nom du comté d'Ottawa en celui de Hull;
- bill 8 égalisant certaines entrées aux index aux immeubles des cantons Law, Hincks, Northfield et Egan en usage depuis le 20 janvier 1902, dans le bureau de la division d'enregistrement de Hull;
- bill 12 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à l'entrée en fonction de certains officiers de justice;
- bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la convocation de la Législature.

### The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 106 constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Association générale des comptables de la province de Québec

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Charte de Saint-Jérôme

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose un amendement afin que la ville puisse dépenser jusqu'à \$1,200 pour fins de publicité. Il croit qu'il serait mieux de fixer cette somme en tant que limite pour toutes les villes, afin d'éviter les demandes d'octrois supplémentaires. Les cités seront sur une base différente<sup>1</sup>.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Dominion Corset Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 131 amendant la charte de la Dominion Corset Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Crown Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 amendant la loi constituant en corporation The Crown Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un journal a attiré l'attention de la Chambre sur ce projet de loi. Ce journal prétendait que nous allions accorder des pouvoirs extraordinaires à cette compagnie si nous adoptions ce projet de loi. Je dois faire remarquer que tous les pouvoirs que la compagnie obtient par ce bill, elle les détient depuis 10 ans. Si donc, en adoptant ce bill, nous faisons une mauvaise action, comme le journal semble le dire, il faut en accuser non pas la Législature d'aujourd'hui, mais celle d'il y a 10 ans qui a donné à la Crown Trust Company tous les pouvoirs qu'elle détient aujourd'hui<sup>2</sup>.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The St. Andrews Protestant Cemetery**

**M. Hay (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 120 constituant en corporation the St. Andrews Protestant Cemetery.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hay (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**La Prévoyance**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Wales Home**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 123 constituant en corporation The Wales Home.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Industrial Life Insurance Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 amendant la loi constituant en corporation l'Industrial Life Insurance Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Congregation Pinsker Shul  
Kinyan Torah**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Hospice Sainte-Croix de Marieville**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix de Marieville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Questions et réponses:**

**Logements ouvriers**

**M. Tessier (Rimouski):** 1. Quelles sont les municipalités qui ont demandé au gouvernement de cette province des avances en vertu de la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités?

2. Quel montant a été demandé par chacune des municipalités?

3. Quel montant a été accordé et combien à chaque municipalité?

4. Quel montant a été payé et combien à chaque municipalité?

5. Si aucune avance n'a encore été faite en vertu de ladite loi, pourquoi?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1 et 2. (Voir la liste ci-dessous)

*Demandes légales, par règlements*  
Règlement

Cité de Québec.....	no 12	\$3,000,000
Cité de Sherbrooke.....	no 390	500,000
Cité de Hull.....	no 197	1,000,000
Cité de Trois-Rivières.....	no 379	1,000,000

*Demandes légales, par règlements (suite)*

Ville de Drummondville.....	no 70	100,000
Ville de La Tuque.....	no 92	150,000
Ville de Montréal-Est.....	no 82	500,000
Ville de Cap-de-la-Madeleine ....	no 7	500,000
Ville Sainte-Anne-de-Bellevue ..	no 50	150,000
Ville Laval-sur-le-Lac.....	no 11	100,000
Ville de Saint-Lambert.....	no 115	600,000
Ville de Montréal-Sud.....	no 39	500,000

*Demandes irrégulières, par résolution :*

Cité de Lachine.....	750,000
Cité de Verdun.....	600,000
Cité de Thetford Mines.....	200,000
Cité de Joliette.....	250,000
Ville de Lasalle.....	200,000
Ville de Pointe-Claire.....	300,000
Ville de Chicoutimi.....	200,000
Ville de Greenfield Park.....	250,000
Ville de Black Lake.....	200,000
Ville de Rimouski.....	30,000

*Demandes irrégulières, par résolution,  
montant non déterminé :*

Ville d'Aylmer  
Ville de Saint-Jérôme  
Cité d'Outremont

*Demandes irrégulières, par lettre,  
montant déterminé :*

Ville de Mont-Royal.....	500,000
Cité de Granby.....	100,000
Ville de Dorval.....	150,000
Ville de Longueuil.....	1,000,000

*Demandes irrégulières, par lettre,  
montant non déterminé :*

Ville de Westmount  
Ville de Laval-des-Rapides  
Ville de Saint-Laurent

3. \$650,000 dont \$500,000 à la cité de Sherbrooke et \$150,000 à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

4. \$60,000 à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

5. Voir réponse 4.

**Logements ouvriers,  
cité de Montréal**

**M. Tessier (Rimouski):** 1. Le gouvernement a-t-il créé une commission pour assurer la mise en opération dans la cité de Montréal de la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers?

2. Si oui, à quelle date?

3. Quels sont ceux qui ont été nommés membres de ladite commission?

4. Reçoivent-ils une rémunération? Si oui, combien?

5. Des membres de ladite commission ont-ils résigné? Si oui, qui sont-ils, quand ont-ils résigné, pour quelles raisons?

6. Le gouvernement entend-il remplacer ceux qui ont ainsi résigné?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

**Canton Décarie,  
comté de Labelle**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 152 concernant l'annexion du canton Décarie au comté de Labelle, pour toutes fins. Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des explications.

**M. Achim (Labelle):** D'abord, le canton Décarie comprend deux belles paroisses qui font actuellement partie du comté de Montcalm. Les deux paroisses ont des intérêts communs avec ceux du comté de Labelle. Les communications sont plus faciles avec les paroisses du comté de Labelle; cela est dans leur meilleur intérêt.

Il dit qu'il n'y a là aucune préoccupation politique. Il me semble, ajoute-t-il, que les électeurs de ce canton seraient enchantés, M. le président, de venir voter aux élections pour votre humble serviteur car, franchement, ils n'ont aucune communication avec Montcalm.

Les deux paroisses n'ont été érigées que tout dernièrement et leurs populations désirent faire partie du comté de Labelle. Bien que ces deux paroisses soient encore toutes neuves, je dois dire qu'elles ont déjà prospéré grâce à l'encouragement qu'elles ont reçu du ministre de la Colonisation, grâce à l'excellente politique du gouvernement provincial. Il déclare que la voirie dans son comté s'est beaucoup améliorée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'on ne connaît guère cette région que l'on veut annexer au comté de Labelle. Si le premier ministre n'avait pas

précipité les élections, si le ministre des Travaux publics d'alors avait tenu sa parole de ne pas faire d'élections pendant la vacance parlementaire, les électeurs du comté de Labelle auraient peut-être eu l'occasion de juger mon honorable ami, mais, comme nous avons été précipités en campagne électorale, nous n'avons pu donner aux électeurs de Labelle l'occasion d'apprécier la valeur du député de Labelle.

On aurait eu le temps de visiter ces paroisses; on aurait pu, par exemple, aller raconter à la population de ces paroisses quel beau rôle politique a joué le député de Labelle, quel bel exemple il a donné à nos hommes politiques. Il remarque que le mouvement politique dans cette région est beaucoup plus sensible que celui de la colonisation.

M. le président, l'honorable député de Labelle voudra-t-il maintenant répondre à une question au lieu de faire un discours? Quelle est la population de ce canton, de ces deux belles paroisses?

**M. Achim (Labelle)** fait remarquer que le leader de l'opposition attaque volontiers ceux qui ne sont pas présents et ne peuvent se défendre eux-mêmes.

Si j'ai prononcé un discours, c'est que le chef de l'opposition m'y a forcé. Je crois que la population de l'une de ces paroisses est de 250 à 300 âmes. L'autre en a autant. Toutes deux sont déjà prospères grâce à la politique de notre gouvernement provincial.

Il ajoute qu'il est moins soucieux des choses politiques que le chef de l'opposition. Je ne veux pas, dit-il, annexer les électeurs que je compte dans ces paroisses, mais toute la population.

Je ne voudrais pas comparer l'œuvre du ministre actuel de la Colonisation avec celle des amis du chef de l'opposition, car il me faudrait rappeler des temps presque préhistoriques...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Des vôtres que vous avez lâchés<sup>3</sup>...

**M. Achim (Labelle)** déplore que le chef de l'opposition ne fût pas plus au courant de la disposition du réseau ferroviaire et des routes dans son comté. Je vois, continue-t-il, que l'honorable chef de l'opposition ne connaît pas les régions de colonisation de mon comté. Je suis heureux cependant de lui avoir fourni les équipements qu'il m'a demandés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Labelle (M. Achim) prétend que ces régions se sont développées. Quels sont ces développements? Les renseignements qu'il donne sont très vagues.

Je crois franchement que l'honorable député de Labelle ne sait pas quelle est la population de ces deux paroisses. Mais je tiens maintenant à entendre l'honorable député de Montcalm (M. Daniel) à qui son collègue de Labelle veut enlever deux paroisses si prospères.

**M. Monet (Napierville):** L'honorable chef de l'opposition sait-il que l'honorable député de Montcalm n'est pas en Chambre en ce moment?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** S'il n'y est pas, nous nous en apercevrons bien. Il ne répondra pas à mon appel.

Il s'oppose à la passation du bill, étant donné l'absence du député de Montcalm. Il y voit d'ailleurs une machination politique pour fins électorales.

**M. Achim (Labelle):** Il est vrai que l'honorable député de Montcalm n'est pas en Chambre, mais je suis prêt à fournir au chef de l'opposition les explications qu'il demande. Encore une fois, je répète que les paroisses du canton Décarie ne sont érigées que depuis peu de temps. Je suis certain que l'honorable député de Montcalm ne connaît pas ces paroisses qui touchent à mon comté. Les paroisses n'étaient pas organisées au moment des dernières élections.

Le député de Montcalm, à cause des communications difficiles entre son comté et ces paroisses, n'a guère l'occasion d'y aller et il n'y tient pas.

L'honorable chef de l'opposition me connaît assez pour savoir que je ne demande cette annexion que dans le meilleur intérêt de ce canton. Et je crois qu'il sera satisfait de ces explications. Il se plaint de ce que son collègue de gauche l'ait obligé à rompre un silence qu'il aimait. Depuis trois sessions qu'il est à la Chambre, personne en effet ne peut lui reprocher d'avoir trop parlé puisque c'est la première fois qu'il prononce à son corps défendant un discours. Il n'est pas un grand parleur parlementaire.

Il ne demanderait pas mieux que de se taire, d'ailleurs, si le chef de l'opposition ne continuait de le harceler de questions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il n'avait pas d'opposition au bill, mais qu'il voulait tout simplement qu'il fût expliqué.

C'est vrai que je connaissais bien l'honorable député de Labelle, mais je ne le reconnais plus, maintenant. Ah! je me souviens du temps où il dénonçait le gouvernement, l'accusant de laisser

mourir la colonisation. Aujourd'hui, il n'a que des compliments à faire à ce même gouvernement. Comme il a changé!

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Achim (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Établissement de soldats sur les terres de la couronne**

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial relativement à l'établissement des soldats sur les terres de la couronne.

En demandant la production des documents publics, suivant la motion que j'ai eu l'honneur de déposer il y a quelques semaines, je dois tout d'abord reconnaître que j'aborde une question bien délicate et que, par suite de mon inexpérience, je n'ai peut-être pas toutes les qualifications voulues pour rendre pleine et entière justice à la cause que je veux exposer.

Me sera-t-il permis, M. l'Orateur, de solliciter l'attention de mes honorables collègues, et de leur demander une faveur? C'est de ne pas me taxer de présomptueux. J'accomplis ce que je crois être de mon devoir en discutant la double fonction de l'établissement de nos soldats dans le Canada agricole et la nécessité pour nous de développer sur une grande échelle la colonisation de la province de Québec.

Quand le Prussien, au mois d'août 1914, se rua sur la Belgique comme un vautour sur sa proie et que, comptant sur la force brutale, il eut l'espoir de tenir en ses serres meurtrières le cadavre sanglant de cette vaillante nation, l'humanité fut un instant plongée dans un état de stupeur devant le spectacle inouï du mépris de la foi jurée.

Se ressaisissant presque aussitôt, elle se redressa majestueusement et, sans faiblesse comme sans terreur, elle accepta le défi, elle descendit en champ clos après avoir appelé ses enfants à la nouvelle croisade qui devait refouler la barbarie en assurant le triomphe de la civilisation chrétienne.

Le Canada, dès le début des hostilités, avait décidé de participer à la guerre mondiale, et ses fils valeureux, dans leur désir de conserver aux populations du globe la liberté sacro-sainte, coururent aux armes; et ils traversèrent l'océan pour offrir leur poitrine comme une digue vivante, pour arrêter la vague déferlante des hordes germaniques.

Notre peuple manquait cependant de préparation pour cette colossale entreprise.

Pendant plus de cent années, nous avons vécu en paix avec nos voisins comme avec le reste du monde.

Il n'avait aucune propension pour le militarisme et il n'avait eu aucun entraînement pour la vie des camps.

Mais, devant le danger commun, l'énergie de notre peuple se décuple merveilleusement: de 7,500,000, nous pûmes lever avec le volontariat une armée de 250,000 hommes.

Ces soldats canadiens, par leur crânerie, par leur vaillance, par leur héroïsme, ont accompli des faits d'armes qui ont excité l'admiration de la vieille Europe.

Les uns sont revenus couverts de blessures et couverts de gloire; les autres, au nombre de 80,000, dorment maintenant leur dernier sommeil sur la terre européenne qu'ils ont rougie de leur sang et pour laquelle ils ont donné leur vie.

Devant la tombe de ceux qui sont morts, comme devant ceux qui nous sont revenus vivants, je m'incline respectueusement.

J'offre aux uns comme aux autres le témoignage ému de ma profonde admiration et le modeste tribut de ma sincère reconnaissance pour la page glorieuse qu'ils ont écrite dans l'histoire de l'humanité.

La barbarie, après sa chevauchée sanglante, a été forcée de s'avouer vaincue; et la civilisation est sortie de cette longue épreuve, meurtrie, épuisée, affaiblie, mais victorieuse, triomphante et auréolée de gloire, ce qui lui a permis d'imposer à la Germanie humiliée les conditions d'une paix que nous croyons devoir être durable et permanente.

Espérons, M. l'Orateur, que, grâce à cette paix, nos enfants ne seront jamais exposés à souffrir un cauchemar pareil à celui que nous ont fait subir plus de quatre années d'anxiété, d'angoisse, de chagrin et de deuils.

Mais il est inutile d'espérer, M. l'Orateur, que la civilisation pourra utiliser la victoire qu'elle a remportée, à moins que les populations ne s'astreignent au dur labeur de la reconstruction.

Tous les hommes publics, tous les chefs d'État répètent à tour de rôle que, pour rétablir l'équilibre entre la production et la consommation, il va nous falloir intensifier notre production et pratiquer la plus stricte, la plus sévère et la plus rigide économie.

Pendant 52 mois, M. l'Orateur, 20,000,000 d'hommes se sont ingéniés à détruire sans rien produire.

Les industries ont été mobilisées pour manufacturer des engins de guerre sans concurrence, sans compétition et pratiquement sans contrôle.

Il nous faut maintenant transformer de nouveau les usines de guerre en des usines de paix et surtout amener à la terre le plus de bras que nous pourrons.

En fin de compte, c'est encore la terre qui seule peut produire assez pour nourrir les populations établies sur les territoires ravagés.

Le marché d'Europe est en état pour bien des années à venir d'absorber tout le surplus de nourriture que nous pourrons sortir du sol.

Le développement de notre industrie agricole acheminera vers l'Europe affamée les produits de notre sol si fertile, et il nous amènera en retour l'argent et l'or dont nous avons tant besoin pour acquitter la taxation qui se fait plus lourde d'année en année et pour éteindre notre dette nationale qui a atteint un chiffre stupéfiant.

Les gouvernements au Canada ont décidé de faire appel aux soldats revenus du front, pour qu'ils aillent s'implanter sur la terre en culture et sur les terrains de colonisation.

Il y a là, M. l'Orateur, 500,000 hommes qui doivent être réintégrés dans la vie civile; ils ont connu la vie des camps, avec sa discipline sévère, et les hasards d'une carrière périlleuse.

Tâchons de les attirer dans la carrière de l'agriculture; incitons-les à vivre de la vie calme des champs.

Ils sont assurés à l'avance que, sur la ferme où nous voulons les placer, ils auront la paix, la tranquillité, la prospérité et l'abondance.

Quand nous leur avons demandé de descendre dans la fournaise, quand ils ont accepté d'offrir leur vie pour écraser et endiguer le flot montant de la barbarie, ils ont répondu et ils ont souscrit au sacrifice suprême que nous leur demandions.

Aujourd'hui comme hier, nous avons encore besoin de ces braves compatriotes et ce n'est pas en vain que nous voulons les solliciter pour donner leur concours à l'œuvre de la restauration.

Mais, si, M. l'Orateur, le rétablissement civil de nos soldats sur les fermes est une question importante pour le Canada, comme pour le reste de l'humanité, je dis, M. l'Orateur, que, pour nous de la province de Québec, cette question en est une de première importance. Il faut faire tout ce qui est possible de faire pour réussir dans cette grande entreprise.

Des milliers d'acres de terre arable dans notre province sont prêtes pour les nouveaux colons, et les députés savent que le gouvernement de la province a décidé d'investir un montant de \$5,000,000 pour ouvrir des terres nouvelles à la colonisation. Cela démontre la grande importance que le gouvernement accorde à la colonisation.

Notre situation topographique nous donne l'avantage d'être plus près du marché d'Europe que les provinces de l'Ouest et d'Ontario.

Nous avons le sol, nous avons les facilités de transport, nous avons la protection de notre gouvernement provincial et, en face de cet état de choses si favorable, il me semble que le devoir de tous ceux qui s'intéressent au développement, au progrès ou à l'expansion de la province de Québec devrait commencer par une campagne d'éducation, pour que ces terres de la colonisation soient prises, cultivées et améliorées par nos militaires revenus au pays.

Il est une autre considération, M. l'Orateur, sur laquelle je désire insister.

D'après l'acte de la Confédération, la députation fédérale de notre province ne comptera toujours que 75 représentants. Il faut de toute nécessité que nous augmentions notre population afin que l'unité de représentation soit augmentée.

Dans le Parlement actuel, chaque député de la province de Québec représente 30,600 électeurs, mais il faudrait que, d'ici 20 ans, cette unité de représentation soit doublée, si nous ne voulons pas que la voix de nos députés fédéraux soit étouffée par le nombre des députés venant des autres provinces.

En 1904, le développement des prairies de l'Ouest a nécessité la création de deux provinces nouvelles, l'Alberta et la Saskatchewan, et la politique des autorités fédérales consiste à attirer à l'ouest du lac Supérieur la masse des immigrants qui nous arrive de tous les pays du globe.

L'Ouest canadien envoie aujourd'hui à la Chambre des communes d'Ottawa 54 députés et

l'augmentation de population dans les quatre provinces de l'Ouest causera certainement une augmentation dans la députation venant de ces provinces.

Citoyen du Canada, je n'ai pas le droit de demander, M. l'Orateur, que le progrès des provinces de l'Ouest soit arrêté.

Je suis intéressé à ce que l'immigration vienne grossir notre population, à ce que d'année en année un plus grand nombre de bras s'efforce d'arracher au sol de l'Ouest la plus grande somme de richesse au point de vue du développement de mon pays.

Mais, enfant de la province de Québec, issu de la race française, comprenant la grandeur du rôle qui doit être joué sur le continent par la race à laquelle j'appartiens, soucieux de laisser à ceux qui viendront après nous un héritage plus beau, plus grand, plus riche que celui qui nous a été légué par ceux qui nous ont précédés, je dis aux membres du cabinet provincial: Efforcez-vous par tous les moyens en votre pouvoir de développer nos richesses provinciales, de grossir notre population, d'agrandir notre sphère d'influence et de nous faire respecter par les autres races et par les autres provinces.

Le temps est arrivé, M. l'Orateur, où notre province doit donner la plus pleine mesure du bien qu'elle peut accomplir.

Un vent de révolution souffle en ce moment sur le monde, disséminant partout le germe séditieux qui menace d'empoisonner l'humanité.

Un malaise général répand partout l'anxiété.

Les classes s'agitent dans des convulsions multiples, et elles se préparent dans une angoisse fébrile à se ruer les unes sur les autres.

Dans la période fiévreuse et tourmentée à travers laquelle nous passons, c'est un spectacle réconfortant de voir la vieille province française de Québec garder son calme et sa placidité, refusant de prêter l'oreille à toutes les folies qui sont prêchées par des agitateurs de tout acabit.

Chez nous, M. l'Orateur, le radicalisme, le communisme et toutes les autres maladies au monde durant la période de guerre qui vient de se terminer n'ont aucune chance de prendre racine.

Notre peuple est réfractaire à ces doctrines subversives.

Les industriels et les capitalistes ont confiance dans le bon sens de notre peuple et dans sa stabilité.

Au cours de l'année précédente, comme durant celles qui vont suivre, nos centres urbains vont accroître leur population et leur richesse par l'ouverture et l'établissement d'industries nouvelles.



Notre devoir à nous, législateurs, c'est d'étudier la situation présente, mais c'est aussi et surtout de prévoir la situation qui nous sera faite à brève échéance.

La meilleure façon d'empêcher que ne se répandent les doctrines radicales, c'est de voir à ce que les travailleurs jouissent de ce qui est nécessaire pour subsister, et que ce nécessaire soit produit par le cultivateur et celui qui laboure la terre. Il est donc évident que le développement de nouvelles colonies peut constituer un remède ou une façon de prévenir les troubles et la révolution.

Si l'industrie développe nos villes, nous devons assurer par la culture de la terre la subsistance de nos populations ouvrières. Il y a plusieurs régions dans la province qui, quoique très peu développées, sont prêtes et disponibles pour accueillir de nouveaux colons.

Les vieilles paroisses sont encombrées, et leur production agricole ne peut être suffisante pour nourrir le surplus d'ouvriers que nous aurons dans nos villes. Que nous reste-t-il à faire?

Ouvrir des avenues nouvelles, bâtir des paroisses nouvelles, coloniser avec intensité nos terrains encore inoccupés, grossir la fortune publique, décupler la population de la province, ne pas craindre de nous engager jusqu'à la limite de notre crédit, lancer l'administration dans une politique agressive d'accroissement, d'extension et de développement.

Les esprits sont préparés pour une telle campagne.

Le gouvernement vient de sortir d'une élection générale et il a obtenu un mandat impératif de l'électorat.

Il jouit de l'estime et de la confiance de notre peuple.

Il a sur les marchés financiers un crédit sans bornes.

Il commande le respect de tous les hommes bien pensants et l'heure a sonné pour lui de mettre le couronnement à une politique rêvée par ses devanciers et soutenue par la presque totalité de notre peuple.

Les régions du Témiscamingue, de l'Abitibi, du Lac-Saint-Jean, comme celles situées entre le Saint-Laurent et la frontière américaine, sont prêtes à recevoir le flot de colons qu'une politique sage, prévoyante, prudente pourra y conduire.

Cette politique ne peut être envisagée sous l'angle étroit de l'esprit de parti.

Cette politique ne peut appartenir à un homme ou à un groupe d'hommes dans cette province, car cette politique, elle est la question par excellence au point de vue national.

Elle a été préconisée par tous ceux qui se sont identifiés avec le développement de notre province.

Elle a été prêchée avec une conviction d'apôtre par le grand patriote qui a laissé dans la mémoire de tous les hommes de Québec le souvenir du colonisateur par excellence. Je veux parler, M. l'Orateur, du celui que l'on appelait le roi du Nord: le vénérable curé Labelle.

Elle a été entrevue dans les méditations profondes de ce géant de la politique canadienne, de ce génie qui a passé dans notre firmament politique comme un météore lumineux.

Je veux parler de l'ancien député de Saint-Hyacinthe, l'honorable Honoré Mercier, premier ministre de cette province de 1886 à 1891.

L'apostolat du curé Labelle, comme les vues prophétiques de Mercier, n'ont pu pendant longtemps réaliser et porter les fruits qu'on en attendait.

C'est que la province de Québec, déchirée par l'esprit de parti, affaiblie par des administrations imprévoyantes, s'était vue en un moment de son histoire acculée à une situation presque désespérée.

Mais des hommes sont venus en 1897, qui, courageusement, mirent leur talent et leur énergie à l'œuvre de la restauration financière de cette province.

Pendant des années, ils eurent à lutter contre les préjugés et contre les factions; mais ces hommes d'énergie ont renversé sur leur passage tous les obstacles qui s'offraient à eux; ils ont maîtrisé toute opposition, ils ont établi dans la gouverne de la chose publique des méthodes nouvelles, basées sur l'expérience et dirigées par la prudence et la sagesse.

Ils ont pourvu abondamment à tous les besoins des diverses branches de l'administration; ils ont versé chaque année pour l'instruction publique des sommes sans cesse grandissantes. Ils ont donné à l'agriculture des écoles où la jeunesse de nos campagnes a pu apprendre les domaines scientifiques de l'exploitation agricole.

Ils ont ouvert dans la limite de leurs moyens des terrains nouveaux à la colonisation et ils ont su réparer certaines erreurs commises autrefois. Depuis quelques années, ils ont voulu améliorer la voirie publique et notre province est aujourd'hui sillonnée de chemins qui font l'admiration du public voyageur.

Malgré toutes les dépenses occasionnées par les nombreuses appropriations dans tous les départements de l'administration, ils ont pu cette année présenter au public des surplus annuels.

Pendant la guerre, ils ont versé généreusement de larges contributions pour aider la cause des alliés.

Et, cependant, M. l'Orateur, malgré toutes les entailles faites dans leurs revenus, ils ont créé sur le marché financier du monde un crédit qui n'a pas de supérieur.

C'est à ces hommes, M. l'Orateur, c'est à ces hommes que je demande aujourd'hui d'entreprendre une campagne qui doublera la population de notre province.

Quand, une fois, nos militaires revenus du front, ces braves que nous avons acclamés à leur retour, auront été placés sur des terres nouvelles, ce sera pour leur profit individuel, mais aussi dans l'intérêt général.

Il me semble que, dans un avenir prochain, nous aussi, nous pourrions compter sur l'appoint du flot migrateur, venu des pays d'Europe, se fixant dans notre province.

Ces nouveaux venus jouiront des avantages que nous pourrions leur offrir; ils grossiront le volume de notre population, ils augmenteront la richesse nationale.

À la suite des colons dans les terrains aujourd'hui inoccupés, nous verrons surgir des paroisses nouvelles.

L'église groupera autour de son clocher les colons désireux de se bâtir un foyer; l'école recevra leurs enfants, leur communiquant en même temps les données de l'instruction religieuse et profane et leur inculquant dans l'âme l'amour du sol et l'admiration pour notre histoire glorieuse.

Grâce à leur appui, grâce à leur concours, grâce à leur travail, à leur énergie et à leur économie, nous donnerons à la province de Québec le rang qui lui appartient dans la Confédération. Ce rang est tout indiqué. Elle a été la première, elle est la plus ancienne, elle est la plus homogène, elle a la même religion, la même langue, le même idéal. Descendant de la France et jetée sur ce continent pour y perpétuer les traditions glorieuses de son ancienne mère patrie, elle continuera à se faire respecter, elle résistera à l'absorption qu'ont rêvée certains centralisateurs; elle ne veut dominer personne, elle ne veut régenter personne, elle demande simplement et uniquement le droit d'accomplir la mission qui lui a été tracée d'avance sur ce continent.

Sur cette terre d'Amérique, découverte par ses ancêtres évangélisés par ses missionnaires, sillonnée par ses découvreurs et ses trappeurs, rougie du sang de ses martyrs et gardant dans ses entrailles les mânes de ses grands morts, elle veut faire revivre par son labeur, par ses luttes et par ses triomphes le vieil adage si connu: *Gesta dei per francos*. Quand Dieu a fait de grandes choses, ce fut toujours par la main des Francs.

**M. Cédilot (Laprairie)**<sup>4</sup> félicite le député de Saint-Hyacinthe (M. Boisseau) de l'intérêt, du dévouement qu'il porte aux soldats de retour du front

en voulant en faire des colons et les installer sur des terres comme cultivateurs. Ne trouvez-vous pas sage que l'on puisse joindre à ce mouvement de la colonisation non seulement ces nobles soldats, dont le courage et la bravoure héroïques resteront à jamais mémorables et qui, je n'en doute pas, sauront attirer l'attention de cette Chambre, ces familles nombreuses, ces hommes remplis de courage et d'espérance, qui, malgré les obstacles qu'ils s'attendent à rencontrer là-bas, n'hésiteraient pas à se joindre à ce mouvement, sachant trouver leur vie et l'avenir de leur famille, dans leur propre patrie? Avant de commencer cette grande entreprise, cette nouvelle orientation de notre population vers les terres nouvelles, ne serait-il pas sage d'étudier ensemble ce grand problème de colonisation, de suggérer quelques moyens et choisir les plus convenables pour arriver au succès que l'on propose?

Comme moi, M. l'Orateur, vous savez que les terrains à coloniser sont vastes et que les avantages en sont multiples, mais que l'on redoute le dur travail d'autrefois, qui est de nature à décourager les défricheurs d'aujourd'hui. Comment faire disparaître ces obstacles? C'est là le point difficile et le découragement pour un grand nombre.

Pour moi, M. l'Orateur, je crois qu'une partie de ce travail se remplace avec de nouvelles machines qui peuvent s'utiliser là comme ailleurs.

Alors, le gouvernement fournissant l'outillage le plus perfectionné, choisissant un homme de connaissance et d'expérience pour conduire les travailleurs qui non seulement ouvriraient les chemins nouveaux, mais aussi défricheraient quelques acres de terre par lots, tout en faisant payer cet ouvrage aux futurs propriétaires, ces derniers, par ce moyen, pourraient cultiver immédiatement afin de subvenir à leurs besoins.

N'est-ce pas un double moyen d'attirer vers les places nouvelles non seulement le colon pauvre, mais aussi le cultivateur à l'aise qui, père de plusieurs garçons et voyant son terrain trop restreint pour leur avenir, veut agrandir son domaine ailleurs? Trop de fois j'ai vu dans mon comté de braves cultivateurs avec leur famille et leur argent laissant à regret la belle province de Québec pour aller tenter fortune ailleurs.

Vous me dites encore: Comment arrêter ce courant d'immigration? Serait-ce une indiscretion de ma part de vous suggérer encore mes idées? Je crois, M. l'Orateur, que le Pacifique Canadien a attiré, au moyen de passage réduit et limité aux travailleurs, un grand nombre d'immigrants vers l'Ouest et que cette politique serait très avantageuse pour les comtés éloignés des terres nouvelles.

En conséquence, les passages réduits, quelques acres de terre faits sur chaque lot, grouper par cantons respectifs les colons qui viendraient du même comté, afin de faire disparaître l'ennui pour celui qui s'éloigne de son clocher, faire la propagande de nos avantages, de nos richesses en bois, en chasse, en pêche, en terrain de toutes sortes, démontrer toutes les libertés et les avantages dont jouissent les habitants de notre belle province de Québec, voilà en résumé les moyens à employer.

Ensemble, unissons notre travail, nos idées vers un même but, qui est celui de la prospérité générale, et tâchons de détourner l'orage qui menace l'ouvrier des villes et des campagnes en le dirigeant vers les terres nouvelles. Alors notre belle province grande, riche et prospère, unique par son site, ses lois et ses libertés, qui sont la garantie de sa prospérité.

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Gaudrault) que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que c'est le même montant que l'an dernier?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, c'est une augmentation de \$9,000. Nous voulons encourager la culture des petits fruits, etc., enfin nous voulons aider davantage l'horticulture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avez-vous l'intention d'encourager les fabriques de conserves alimentaires?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous encouragerons par tous les moyens possibles

ces fabriques et nous serons enchantés de trouver un moyen de les aider à résister au trust.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut que l'opinion publique soit mieux fixée sur le débat qui a eu lieu l'autre jour sur l'industrie des conserves alimentaires. Il soutient que, si le gouvernement avait suivi la politique préconisée à ce sujet par l'opposition depuis 1910, le ministre de l'Agriculture ne serait pas obligé de rejeter sur la tête de la Dominion Canners le piètre résultat de sa politique. Le gouvernement n'a rien fait de pratique pour encourager le développement de cette industrie dans notre province; il a refusé d'accorder des primes suffisantes pour aider ceux qui voulaient développer cette industrie dans leurs localités respectives. Le ministre proteste aujourd'hui contre la Dominion Canners. Le ministre, après avoir fait un crime au gouvernement fédéral d'avoir toléré la Dominion Canners et de ne l'avoir pas dissoute, me demande de me joindre à lui pour protester contre la dissolution de ce trust.

Je lui demande ce qu'il fait auprès du gouvernement d'Ottawa contre le prétendu trust de la Dominion Canners, et le ministre répond qu'il n'a rien fait, mais qu'il proteste en Chambre contre ce trust. Alors, c'est le ministre de l'Agriculture qui se joint à l'opposition pour protester, puisque c'est celle-ci qui suscita le débat à ce sujet et puisque c'est aussi l'opposition qui, au comité de l'agriculture, l'an dernier et il y a deux ans, demanda pour combattre la Dominion Canners d'accorder des primes aux fabricants, à condition qu'ils ne puissent vendre leurs fabriques primées à un étranger, sans le consentement du ministre de l'Agriculture. Il lit les témoignages des principaux témoins qui ont dit au gouvernement: Aidez donc cette industrie dans l'intérêt des cultivateurs!

Depuis ce temps, le gouvernement n'a rien fait.

Cette proposition de l'opposition dont je me suis fait l'interprète, dit-il, était la plus efficace pour empêcher la Dominion Canners d'acheter nos petites manufactures de conserves. Je l'ai dit l'autre jour et je le répète, pour avoir de bonnes fabriques, il faut de la matière première et, pour avoir de la matière première, il faut que les cultivateurs puissent la cultiver avec bénéfice, et les manufacturiers pourront accorder ce bénéfice s'ils reçoivent de l'État, du gouvernement, la proposition, l'aide dont ils ont besoin à la naissance de cette industrie. Les quelques manufacturiers que nous avons comme Raymond et autres sont obligés d'acheter leurs fruits des États-Unis.

L'honorable ministre de l'Agriculture a-t-il une politique définie sur l'industrie des conserves alimentaires? À la suite de l'étude des crédits de l'agriculture, avant-hier, l'honorable ministre, si l'on en croit son organe, s'est posé comme le champion qui combat le trust de la Dominion Cannery. Eh bien, c'est le temps aujourd'hui, pour le ministre, de prouver qu'il est le champion qu'il dit en nous montrant qu'il a une politique définie.

Maintenant, l'honorable ministre de l'Agriculture prétend que le gouvernement d'Ottawa est blâmable parce qu'il laisse la Dominion Cannery opérer en maîtresse dans notre province; il blâme le gouvernement de n'avoir pas dissous ce trust. A-t-il demandé la dissolution de ce trust au gouvernement d'Ottawa en cour ou auprès de l'instance appropriée?

Il savait que les opérations de la Canadian Cannery étaient en contravention avec la loi. Il a été forcé, l'autre jour, de déclarer qu'il n'avait rien fait. Mais le ministre de l'Agriculture pouvait lui-même, en vertu de la loi contre les trusts, exiger la dissolution de ce trust, du moment qu'il pouvait prouver l'existence et l'abus de ce trust. Il n'a rien fait et, aujourd'hui, parce que l'opposition l'accule au pied du mur, nouveau Pilate, il voudrait se laver les mains en disant au gouvernement d'Ottawa: C'est à vous la responsabilité.

Quand le gouvernement d'Ottawa lui accorde l'argent pour développer l'agriculture dans notre province et ouvre ses marchés à nos produits agricoles, le ministre répond: À moi le mérite de cette politique d'expansion, de diffusion, de générosité. Mais, quand l'opposition reproche l'imprévoyance du ministre sur une question comme celle de l'industrie des conserves, le ministre répond: C'est la faute à Ottawa. Le ministre a-t-il demandé à Ottawa d'accorder de l'argent pour augmenter les primes à l'industrie des conserves alimentaires? Non. Je dis que, si l'opinion publique était bien renseignée sur ce point, elle désapprouverait le ministre de l'Agriculture.

Il est possible, dit le leader de l'opposition, que le ministre de l'Agriculture ne soit pas responsable du manque d'encouragement accordé à cette industrie, car peut-être ses collègues ne l'ont-ils pas assez supporté. Il cite les opinions émises par MM. Z. Hébert, Bédard et le représentant de Soulanges (M. Farand) lors de l'enquête sur le coût de la vie et ajoute que le premier ministre n'a rien fait inscrire dans les conclusions de l'enquête contre la Dominion Cannery.

Le député de Soulanges (M. Farand), dit-il, était aussi l'un de ceux qui demandaient le plus l'encouragement à cette industrie.

**M. Farand (Soulanges):** Il y a deux ans, après l'enquête, comme j'étais propriétaire d'une industrie de conserves alimentaires, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture, à Québec, d'aider mon industrie. L'honorable ministre m'a répondu qu'il ne pouvait pas donner de subvention à une nouvelle industrie. Je me suis dit que notre jour viendrait. Depuis, j'ai vendu mon industrie à cause de mes occupations. Les nouveaux propriétaires en sont très satisfaits.

Le succès est attribuable à l'initiative des agriculteurs eux-mêmes. Cela prouve que l'honorable chef de l'opposition a tort de dire que l'industrie des conserves périclité dans cette province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que le gouvernement avait eu l'intention et qu'il l'a encore d'encourager l'industrie des conserves alimentaires dans toute la mesure du possible. Mais il soutient que, tant qu'il y aura à lutter contre la Dominion Cannery dans la province, il sera impossible de faire quoi que ce soit de pratique et d'efficace. Le chef de l'opposition me demande le programme du gouvernement quant à ce qui se rapporte à cette industrie. Mon premier article, c'est pas à moi, dit-il, de porter une plainte, d'instituer une enquête ou un procès, mais au gouvernement fédéral de poursuivre ce trust et de le dissoudre, parce qu'il a tous les moyens de le faire.

Il n'est pas tenu de faire le travail pas plus que le chef d'opposition, d'ailleurs, et il ne lui fait point reproche de n'avoir pas secoué l'apathie de ses amis. Comme cela se fait aux États-Unis, le gouvernement fédéral doit faire la preuve, instituer une enquête et sévir contre les coupables. C'est là son devoir et ce n'est pas aux citoyens à procéder.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le trust n'existait pas, qu'est-ce que vous feriez?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Eh bien, nous augmenterions les octrois aux sociétés qui voudraient s'occuper de l'industrie des conserves alimentaires et nous nous efforcerions d'aider dans la plus grande mesure possible au développement de cette industrie. Nous ferions l'éducation du peuple quant à la culture des tomates, par exemple.

Il explique que, si cette industrie n'a pas chez nous le succès qu'elle a dans l'Ontario, c'est que, d'abord, nous n'avons pas dans les districts de Trois-Rivières et de Québec les avantages au point de vue du climat que les cultivateurs de l'Ontario ont dans leur province.

La culture des tomates, par exemple, souffre de ces inconvénients, de ces désavantages climatiques. Il y a un risque de gel, alors qu'en Ontario les tomates peuvent être cultivées dans tout le district de Niagara et de Lake Ontario sans craindre pour le gel.

Mais nous faisons des expériences sur la culture des tomates, à Henriville, par exemple, et nous avons eu des succès.

Quant au trust de la Dominion Cannery, il réussit à étouffer nos industries locales, cela ne veut pas dire qu'elles sont en banqueroute, mais le trust leur offre un prix tentant et, comme cela fait leur affaire, elles acceptent et vendent.

L'honorable député d'Iberville (M. Forget) nous a demandé s'il ne serait pas possible d'aider encore davantage cette industrie. Je dois dire à l'honorable député que nous sommes prêts à aider les industries provinciales, mais nous ne voulons pas donner de l'argent qui servira à aider les affaires du trust. Nous devons tous ensemble travailler à empêcher ce trust de venir tuer l'industrie des conserves dans la province.

En ce qui concerne l'industrie d'Henriville située dans le comté d'Iberville, industrie très prospère, je suis heureux de dire à l'honorable député que nous avons prêté pour \$3,000 de machinerie à cette industrie et que les directeurs sont très satisfaits de ce que nous avons fait.

Il y a un autre point sur lequel je voudrais revenir. Des journaux ont rapporté que j'avais dit à l'honorable député de Joliette (M. Dufresne) qu'il parlerait en meilleure connaissance de cause de l'industrie qu'il dirige lui-même à Joliette plutôt que de venir parler de l'industrie des conserves. Je sais l'honorable député de Joliette assez intelligent pour m'avoir bien compris et savoir que je n'ai jamais tenu pareils propos.

Les députés ont le droit, en cette Chambre, de parler de tout ce qui les intéresse et intéresse la province et je serais désolé que mon honorable ami de Joliette eût pensé que je ne lui avais pas reconnu ce droit.

**M. Renaud (Laval):** Il me semble que, si le cultivateur avait une prime à gagner, cela l'encouragerait davantage et nous aurions plus de produits, ce qui veut dire que l'industrie prospérerait davantage, car ce qui peut assurer la prospérité de l'industrie des conserves, c'est l'augmentation de la production.

Il suggère au gouvernement d'encourager la culture des tomates.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'idée de l'honorable député de Laval (M. Renaud), si nous l'adoptons, nous entraînerait sur un terrain bien dangereux. S'il fallait donner des primes d'argent aux cultivateurs, il faudrait non seulement leur en donner pour produire des tomates, mais pour produire du lard, du bœuf, etc.

**M. Renaud (Laval)** suggère au ministre de l'Agriculture que le gouvernement accorde un octroi de \$1,000 à chaque conserverie de la province, ce qui leur permettrait ainsi de lutter contre la Dominion Cannery<sup>5</sup>.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) affirme qu'une telle politique serait imprudente, puisqu'elle entraînerait l'apparition de l'industrie dans des districts impropres à la culture de la tomate.

Si les fabricants se voyaient acculés au pied du mur, le gouvernement, naturellement, perdrait l'argent qu'il leur aurait avancé pour les aider dans leur lutte. Le meilleur moyen serait de faire l'acquisition de la machinerie et de la louer aux fabricants. Le gouvernement l'a fait par le passé. Il a conservé un privilège sur la machinerie, privilège que la Dominion Cannery ne pouvait acquérir même si elle avait acheté la fabrique.

**M. Renaud (Laval):** C'est une suggestion que je fais, à vous d'en tirer parti.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, je comprends et je remercie l'honorable député de Laval (M. Renaud) de sa suggestion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au député de Soulanges (M. Farand) si la fabrique de conserves qu'il a vendue et qui est prospère a eu de l'encouragement du gouvernement ou si elle doit sa prospérité à la simple initiative de ses directeurs.

**M. Farand (Soulanges):** Je dois dire que, si nous avons eu de meilleurs résultats à notre fabrique, c'est que nous sommes à l'ouest de Québec, tout près d'Ontario, et que nous avons les mêmes avantages du climat que notre province voisine, de sorte que nous pouvons produire plus de légumes qui peuvent être mis en conserve.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais dites-nous donc si c'est le gouvernement qui a fait prospérer votre industrie ou bien les propriétaires et les cultivateurs?

**M. Farand (Soulanges):** Je dois dire que nous n'avons eu aucun encouragement du gouvernement provincial. C'est dû à l'initiative des cultivateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) s'il pourra revenir sur le sujet.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) promet que le chef de l'opposition (M. Sauvé) pourra encore revenir sur le sujet.

La proposition est adoptée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au premier ministre pourquoi d'autres questions n'étaient pas soulevées, comme par exemple la motion du député de Napierville (M. Monet) concernant la question des salaires des employés civils.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** répond que le député de Napierville (M. Monet) doit prendre la parole mardi prochain.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Voici ce qu'ajoute le *Montreal Daily Star* à ce sujet: "In the committee stage the previous day, an effort was made by Peter Bercovitch to reduce the figure to \$500 and it was eventually agreed on at \$1,000. The further increase of \$200 was a welcome surprise to the promoters of the measure."

2. Le journal signalé par le ministre Taschereau serait *L'Événement*. Voici ce que déclare ce dernier journal: "C'est de *L'Événement* que l'honorable M.

Taschereau voulait parler. Notre journal affirmait que le bill en question introduisait du droit anglais dans nos lois françaises de la province de Québec. Le Crown Trust Co. a le droit d'agir comme tuteur à la personne curateur aux interdits, etc. Après les remarques de l'honorable M. Taschereau, le bill a été adopté en troisième lecture."

3. Voici ce qu'écrit *Le Devoir* au sujet de M. Achim: "On se souvient que M. Achim fut naguère des amis de M. Sauvé, mais qu'il se sépara du gouvernement fédéral lors de l'affaire de la conscription pour se joindre au petit groupe de libéraux fidèles à Laurier. Il ne se présenta pas ensuite aux élections fédérales, mais céda son siège à M. Fortier, qu'il remplaça plus tard à la législature. Depuis, il est resté rouge vif."

4. Selon plusieurs journaux, M. Cédilot a été éprouvé au début de cette semaine parlementaire par l'incendie de sa maison.

5. Le *Montreal Daily Star* attribue cette intervention à M. Renaud (Laval), tandis que le *Montreal Herald* mentionne que c'est plutôt M. Sauvé qui fait cette suggestion au ministre.

Séance du vendredi 16 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 65 constituant en corporation l'Hôpital Français;
- bill 73 refondant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski;
- bill 75 amendant la charte de la ville de Lasalle;
- bill 77 révisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

Votre comité recommande de prolonger au 23 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la corporation du village de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville.

Votre comité recommande de prolonger au 23 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**Ville  
de Lennoxville**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Collège  
des chirurgiens dentistes**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
articles 210 et 1318**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 4 amendant les articles 210 et 1318 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 30 amendant la loi 4 George V, chapitre 25, relative aux écoles techniques.

**Questions et réponses:**

**Forces  
hydrauliques**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien de forces hydrauliques de plus de 1,500 chevaux-vapeur ont été concédées par le gouvernement depuis 1907?

2. À qui et en quelles années ces forces ont-elles été concédées?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Voir réponses à la page suivante)

1. 25	
2. Aux personnes ou Compagnies suivantes :	
Cité de Sherbrooke.....	1910
M. J. O'Brien .....	1910
The Cedars Rapids Manufacturing & Power Company .....	1910
Île-au-Héron Development Co. Inc.....	1911
E. A. Walberg .....	1912
The North Shore Power Company .....	1912
Hubert Moisan .....	1912
National Trading Company.....	1912
Henry Miles & Ls. Gosselin .....	1912
The South Shore Power Co. Ltd. ....	1912
The South Shore Power Co. Ltd. ....	1912
The British Canadian Industrial Company .....	1912
The Grès Falls Company .....	1913
O. E. Dorais.....	1913
The St. Lawrence Lumber Industrial Company .....	1913
La Compagnie de pulpe de Chicoutimi .....	1914
Clarence McGuaig <i>et al</i> .....	1914
The St. Maurice Lumber Company .....	1916
The Southern Canada Power Co., Limited .....	1917
Donnacona Paper Co., Limited .....	1917
Canada Paper Co., Limited .....	1917
The Riordon Pulp & Paper Company .....	1918
Southern Canada Power Company, Limited...	1918
Eugène Gagné .....	1918
Ungava Miners and Traders Company, Limited .....	1919

#### Droits sur l'amiante

**M. Smart (Westmount)<sup>1</sup>:** Quels montants ont été versés au Trésor de la province, provenant des droits régaliens sur l'amiante: *a.* du 1<sup>er</sup> mai 1917 au 31 décembre 1917; *b.* du 1<sup>er</sup> janvier 1918 au 31 décembre 1918; *c.* du 1<sup>er</sup> janvier 1919 au 30 juin 1919?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1917 au 31 décembre 1917, \$101,646.98; *b.* du 1<sup>er</sup> janvier 1918 au 31 décembre 1918, \$254,295.21; *c.* du 1<sup>er</sup> janvier 1919 au 30 juin 1919, \$156,401.17.

#### Loi des licences

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter à cette session des amendements à la loi des licences?

2. A-t-il reçu des plaintes au sujet de l'application de la loi et des infractions à cette même loi?

3. Dans l'affirmative, quelles sont ces personnes qui ont fait ces plaintes?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Sous considération.

2. Oui.

3. Il n'est pas dans l'intérêt public que leurs noms soient dévoilés.

#### Conciliation

**M. Stein (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la conciliation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Stein (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** exprime son regret de la disparition de cette loi abolissant la conciliation pour les causes en bas de \$25.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'expérience a démontré qu'elle était plutôt une cause de désagrément qu'un avantage pour les centres ruraux.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Instruction publique

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Charte de Longueuil

**M. Desaulniers (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.



**M. Desaulniers (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Société coopérative agricole des fromagers de Québec**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** donne lecture du préambule.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que cette Société fait de grandes affaires dans notre province, qu'elle accapare tous les produits de nos cultivateurs et réalise de grands bénéfices. Je ne porte pas d'accusations contre elle.

Il prétend qu'il ne s'agit pas d'une société de type coopératif, mais que c'est plutôt une compagnie à but lucratif. Certains, ajoute-t-il, croient qu'il s'agirait d'intérêts commerciaux qui s'approprient d'importants pouvoirs sous les dehors d'une société agricole.

Je sais qu'elle publie même un journal subventionné largement par le ministre de l'Agriculture. Je ne sais pas, cependant, si cette Société sert les intérêts des cultivateurs ou des intérêts particuliers. Son gérant a déclaré au comité qu'il gagnait un salaire de \$4,000; d'autres disent qu'il gagne \$8,000. Je voudrais que l'honorable ministre de l'Agriculture nous donnât des renseignements. Pourquoi tous ces mystères qui y sont rattachés?

Je voudrais savoir s'il est vrai que cette Société a des relations avec le Comptoir coopératif de Montréal. Je voudrais savoir quelle sorte d'affaires fait cette Société et à quoi elle sert.

**M. Thériault (L'Islet):** Je tiens à déclarer que la Société coopérative travaille dans l'intérêt de ses membres et favorise la vente de leurs produits. Son but n'a pas de caractère commercial et elle supprime les intermédiaires. Elle fait énormément pour la classe agricole, ses publications sont un

stimulant. Elle fait des succès de tout ce qu'elle entreprend, elle ne favorise aucun intérêt particulier. Je ne connais pas les relations qui existent entre elle et le Comptoir coopératif.

Elle a fait, l'an dernier, pour \$7,000,000 à \$8,000,000 d'affaires; elle a même un abattoir à Princeville, dans le comté d'Arthabaska, elle a des conférenciers qui parcourent nos campagnes. Les cultivateurs, ceux de mon comté dans tous les cas, sont très satisfaits de cette Société. La compagnie demande des pouvoirs plus étendus parce que ses affaires augmentent considérablement de jour en jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le salaire de son gérant? Il paraît qu'il gagne \$8,000 et il a déclaré, la veille, au comité des bills privés, qu'il avait un salaire de \$4,000.

**M. Thériault (L'Islet)** rectifie le chiffre du salaire du gérant qui avait été établi à \$4,000 l'autre jour en comité. Il touche en effet \$4,000, mais, avec ses commissions, son revenu est de \$8,000 par année. Il en mérite en réalité plus. Il ne croit pas qu'un salaire de \$10,000, pour un gérant qui fait \$8,000,000 d'affaires par année, serait exagéré.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne croit pas qu'il y ait de quoi fouetter un chat, mais il signale simplement cette cachotterie. Quel peut bien en être le but?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois que le salaire du gérant de la Société coopérative est de \$4,000, mais il a une commission. Donc, quand, au comité, l'autre jour, le gérant a dit que son salaire était de \$4,000, il a dit la vérité. Si on lui avait demandé quels sont ses revenus comme gérant de la coopérative, il aurait pu répondre avec plus d'exactitude.

Il ajoute que la coopérative de M. Trudel a fait beaucoup pour les cultivateurs. Il dit que ce qui est payé à M. Trudel n'est pas trop payé, attendu que M. Trudel est un homme qui vaut beaucoup plus que cela. C'est grâce à son talent et à son labeur incessant que la Société coopérative des fromagers occupe aujourd'hui le rang qu'elle occupe dans le monde des affaires. Elle a fait l'an dernier pour \$8,000,000 d'affaires et elle va en faire cette année pour plus de \$10,000,000.

Il ne faut pas y voir la menace d'un trust, comme l'a affirmé le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault).

Ce n'est pas une compagnie commerciale ni un monopole, mais une véritable coopérative. Elle ne favorise que les cultivateurs et nulle affaire particulière. Le principal mérite de la Société, c'est d'avoir réussi la classification des produits de la ferme suivant leur qualité au lieu de la classification arbitraire du passé suivant l'endroit de provenance. Cela était nuisible aux intérêts du producteur avec ce système, ils n'avaient pas d'intérêt à améliorer leur production. C'est une chose qu'ils ont tenté d'obtenir pendant 20 ans.

Il explique le fonctionnement de cette Société qui a pour but de faire disparaître l'intermédiaire et de permettre aux sociétaires de vendre directement le fromage qu'ils fabriquent. La Société n'achète pas le fromage à l'agriculteur pour ensuite le revendre, mais intervient simplement en tant que représentant. Elle vend donc le fromage qu'on lui envoie à Montréal et touche une commission de 2.5 % sur la vente, les prix étant ceux que fixe la Chambre de commerce à Montréal.

Le ministère de l'Agriculture a fourni et fournit encore deux de ses employés pour classer le fromage et le beurre avant qu'ils soient vendus à l'enchère. On écrit ensuite aux fabricants pour les informer comment leurs produits ont été classifiés, en donnant les raisons. On leur explique pourquoi ils ont été placés dans la première, deuxième et troisième qualités en leur démontrant ce qu'ils devraient faire pour obtenir des produits de qualité supérieure lorsqu'ils sont de qualité inférieure. La Société ne manque jamais de faire savoir aux cultivateurs pourquoi leurs produits ont été placés dans telle classe plutôt que dans telle autre. C'est cette campagne d'éducation agricole qui a fait rapporter aux fabricants de beurre et de fromage des premiers prix. C'est grâce à cette classification que la renommée de nos produits laitiers a grandi en ces dernières années.

Autrefois, nous avions 20 % de fromage qui était classé no 1; aujourd'hui, 80 % du fromage produit dans notre province est de première qualité. Le fromage de deuxième qualité représente 18 % et le fromage de troisième qualité, 2 % seulement. Aujourd'hui, notre beurre peut prendre, soumis au jugement d'un jury peu sympathique, tous les premiers prix pour le beurre à l'exposition de Toronto, la moitié des prix pour le fromage et les quatre cinquièmes de tous les premiers prix à l'exposition de Sherbrooke. De plus, le Quebec Cheese, formé de fromages de troisième classe, ne nuit plus à notre réputation et on ne vend pas comme provenant de Brockville ou de Belleville, Ontario, les meilleurs fromages de la province.

Grâce à la Société, le fromage de Québec est beaucoup plus apprécié à Londres, partout dans le monde, et c'est véritablement du fromage de Québec que l'on y vend. Maintenant, la Société applique le système de la classification à divers autres produits, avec les mêmes excellents résultats, notamment aux œufs, volailles, lard, etc. Elle n'achète que des sociétaires et améliore leur industrie en leur montrant en quoi ils ont manqué. Elle fera maintenant le commerce des animaux vivants. Elle a vendu aux fermiers des instruments agricoles; elle vend les produits des fermes de ses membres aux grands marchands de produits des grandes villes, moyennant une commission de 2½ %, comme je l'ai dit. La Société a ses portes ouvertes à tous les marchands, toujours dans l'intérêt du cultivateur. Elle donne au commerce l'avantage d'avoir des produits de première classe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi cette commission?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pour payer le salaire du gérant, le loyer de l'entrepôt. La Société fera cette année \$10,000,000 d'affaires. Elle réussit à faire une classification parfaite non seulement du fromage, mais de tous les produits et donne aux cultivateurs les raisons pour lesquelles on classe leurs produits de première et de deuxième classes, ce qui permet aux producteurs d'améliorer leurs produits. Voilà l'œuvre de la Société et le ministère en est fier. Bien entendu, en faisant l'affaire des producteurs, elle a mécontenté quelques particuliers qui spéculaient sur les produits. Il va de soi que la Société s'est fait des ennemis. Il ne pouvait s'en faire autrement, elle dérangeait trop d'intérêts. Mais la Société a eu raison de faire l'affaire des vrais producteurs qui sont les cultivateurs.

Aujourd'hui, la Société veut étendre ses affaires. Elle a deux abattoirs, un à Princeville, l'autre à Saint-Vallier, où l'on prépare la viande. Enfin, comme la Société veut étendre ses affaires, il lui faut obtenir plus de pouvoirs. Il n'y a aucune spéculation dans cette compagnie, elle demande l'augmentation de son capital. Mais elle ne peut payer plus de 10 % de dividendes à ses actionnaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le montant que le gouvernement a donné à la Société?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous n'avons donné aucun octroi, pas même pour le journal dont mon honorable ami a parlé, mais nous avons fourni à la Société des employés, des

classificateurs pour le beurre, le fromage et les œufs. Ce sont des experts qui font les campagnes, ce qui représente, si nous ne nous trompons pas, un joli boni. Voilà l'aide que nous avons donnée à la Société.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'étonne de la sollicitude que le gouvernement porte à la Société coopérative agricole des fromagers de Québec. Il existe pourtant plusieurs autres sociétés du même genre qui devraient mériter la même attention. Ainsi, le Comptoir coopératif est une institution très utile aux cultivateurs et la Société coopérative demande aujourd'hui des pouvoirs qui vont faire à la première une grande concurrence. Y a-t-il une différence entre le Comptoir coopératif et la Société coopérative?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement, la Société vend des produits des cultivateurs, tandis que le Comptoir vend aux cultivateurs. Le gouvernement a aussi encouragé le Comptoir et lui a payé des employés. M. Trudel, le gérant, est un directeur du Comptoir. Ces deux sociétés sont étroitement unies, mais elles ne poursuivent pas le même but.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voilà qui est intéressant. Le ministre nous dit que ces deux sociétés n'ont pas le même but bien qu'elles soient sœurs. Alors, pourquoi, dans le bill, la Société demande-t-elle les mêmes pouvoirs que ceux que détient le Comptoir coopératif, puisque les deux n'ont pas le même but?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, je ne sais pas ce qui se passera dans l'avenir. Le Comptoir coopératif fait des affaires pour le capital qu'il a. Je ne sais pas si la Société coopérative n'entrera pas sur son terrain et si elle ne deviendra pas, en même temps qu'une société pour la vente des produits des cultivateurs, une société pour vendre aux cultivateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre nous a affirmé que les deux sociétés dont il nous a fait éloges ne poursuivaient pas le même but, ne pouvaient pas se nuire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le président...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Laissez-moi continuer mon argumentation, vous parlerez ensuite.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je me lève sur un point d'ordre. Je n'ai jamais dit que ces deux sociétés ne pouvaient pas se nuire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous avez voulu tellement dire cela que vous avez déclaré que M. Trudel, gérant de la Société coopérative, était directeur du Comptoir. D'ailleurs, M. le président, je sais où le ministre allait dans ses explications, je le voyais venir. Encore une fois, je répète que le ministre dit que ces deux entreprises poursuivent le même but.

Or, il veut donner à la Société le droit de poursuivre le but du Comptoir. La coopération doit avoir pour base l'entente. Pourquoi donner à la Société coopérative les pouvoirs de faire la guerre au Comptoir, puisqu'elle poursuit un but complètement opposé?

Il craint que la Société coopérative, qui passe pour un trust, ne puisse écraser le Comptoir coopératif. La Société coopérative a-t-elle payé des dividendes à ses actionnaires? demande-t-il.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, je crois qu'elle a payé 6 % à ses actionnaires et qu'elle a un surplus de \$80,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien compte-t-elle de membres?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Six à sept mille, je crois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre va-t-il continuer à payer les employés de la Société?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement, dans l'intérêt public, afin d'éviter les fraudes.

**M. Smart (Westmount):** Je pense que la Société pourrait aller un peu plus loin. Et, bien qu'il soit agréable pour les cultivateurs d'avoir de bons prix, le ministre ne pourrait-il pas faire en sorte que les consommateurs puissent se procurer les produits agricoles pour moins cher et ainsi réduire le coût de la vie, comme on l'a fait ailleurs?

Allez-vous aider à réduire le coût de la vie avec cela ou si vous allez tout simplement permettre à la Société de faire plus d'argent, de payer de plus gros dividendes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, la Société aidera sans doute à réduire le coût de la vie. D'un autre côté, je ne vois pas pourquoi les cultivateurs n'auraient pas de bons prix pour leurs produits.

Il dit que la Société réduit le coût de la vie en offrant au public un produit de qualité supérieure à ce que l'on peut trouver sur le marché. Ils doivent suivre le marché et obtenir le meilleur prix possible, parce que les cultivateurs paient un prix élevé sur tout ce qu'ils achètent dans les villes.

Il ne pense pas que le député de Westmount (M. Smart) ait voulu dire que, parce qu'ils ont de bons prix pour leurs produits, les cultivateurs devraient être amenés à réduire le prix des biens qu'ils vendent. Si c'est le cas, pourquoi les fabricants de chaussures et autres ainsi que les distributeurs installés dans les villes, dont le prix des produits est également beaucoup plus élevé que par le passé, ne réduisent pas aussi leurs prix?

On daube depuis assez longtemps sur le sort des cultivateurs. On ne saurait répéter trop souvent que le cultivateur travaille fort et gagne petit. Je suis fatigué d'entendre dire que les cultivateurs font du profit, particulièrement quand l'accusation vient de gens qui ne réalisent pas ou ne savent pas que les cultivateurs travaillent non seulement huit ou même six heures par jour, six jours par semaine, mais 12 et même jusqu'à 15 heures à chacune des 365 journées de l'année.

La solution au problème, c'est l'intensification du travail sur la terre. Pour baisser le coût de la vie, il faut augmenter la production. Or, pour augmenter la production, il faut plus d'hommes sur la terre. Il faut des heures de travail pleines et productives et non pas la journée de huit heures et encore moins de six, des villes, qui contribue à vider les campagnes. Il faut tout d'abord garder les cultivateurs sur les terres et tâcher d'attirer sur les fermes ceux qui ne font rien dans les villes.

Il y a 10,000 hommes dans les cités qui sont sans travail. Si seulement ils pouvaient travailler sur la ferme et y rester, ils augmenteraient la production et cela réduirait le coût des produits.

On prétend améliorer le sort de l'ouvrier en augmentant les salaires. C'est empirer la situation que d'agir ainsi. Vous aurez plus d'hommes sur les terres si vous donnez un bon prix aux cultivateurs pour leurs produits. C'est une grave erreur, c'est une injustice de dire que les cultivateurs sont des profiteurs. Il y a une tendance, dans les villes, à crier que le cultivateur fait beaucoup d'argent et est responsable de la cherté de la vie. J'ai fait une enquête moi-même sur cette question et j'ai découvert que c'est une grave erreur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si nous continuons à étudier le bill?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Très bien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois que le gouvernement est en train de doter notre province - je ne dirai pas d'un trust - mais d'une société qui contrôlera tous les produits de nos cultivateurs, qui pourra faire un commerce extraordinaire, qui pourra fabriquer des instruments agricoles. Qui sait si, un jour, elle ne fabriquera pas un tracteur supérieur à celui de Cleveland?

Pourquoi favoriser la plus forte des sociétés au détriment de la plus faible? Pourquoi encourager non pas les ambitions, mais les énergies nouvelles de la Société des fromagers?

Il accorde à la Société coopérative des fromagers le droit de faire augmenter ses pouvoirs, mais il blâme le gouvernement de continuer à la subventionner au détriment des autres, qui sont tout aussi bonnes et qui opèrent dans le même champ d'opération. Si le ministre continue à entourer cette Société de sa sollicitude, elle pourra bientôt contrôler tout le marché. Mais où donc est la politique du Parti libéral?

Il n'est plus question de liberté commerciale, alors? Voilà une Société à qui le ministre paie des employés, à qui il donne des pouvoirs extraordinaires et qui, demain, contrôlera tout le commerce des produits agricoles. Je dis, M. le président, que cela constitue un attentat à la liberté du commerce et est la négation des principes du Parti libéral.

Il prétend que la Société se développera ultimement en trust, ce qui serait désastreux pour le cultivateur autant que pour le public et pour les conserveries, que M. Caron a si vigoureusement dénoncées.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): En quoi cela constitue-t-il un attentat à la liberté commerciale que de donner à la Société des pouvoirs que le Comptoir coopératif a déjà?

Il dit ne pas croire au sérieux des remarques du leader de l'opposition.

Je crois que le chef de l'opposition, qui nous a dit que nous voulions étouffer le Comptoir coopératif, a une idée derrière la tête. Qu'il nous l'exprime donc franchement, qu'il ne nous cache donc rien de ce qu'il pense.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai rien derrière la tête, pas même un seul membre du gouvernement libéral, lequel est censé prendre un intérêt profond dans les questions agricoles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, la Société représente 6,000 à 7,000 cultivateurs; elle demande des pouvoirs pour aider les cultivateurs, et l'honorable chef de l'opposition s'y objecte. Qu'il en prenne la responsabilité.

Il rappelle que plusieurs électeurs sont membres de la Société coopérative des fromagers et il se demande ce que ces électeurs doivent penser de l'opposition faite par le chef de l'opposition à ce bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je proteste, M. le président, dit-il avec indignation, je n'ai jamais combattu la Société coopérative. Le ministre veut essayer de me faire dire que je combats l'intérêt des cultivateurs.

Il (M. Sauvé) n'est pas contre les coopératives. La preuve, c'est qu'il s'oppose à ce qu'on en détruise une au bénéfice de l'autre, qu'on immole les comptoirs coopératifs à la Coopérative centrale des agriculteurs de la province de Québec.

Eh bien, je dis qu'il n'est pas loyal à son adversaire de parler ainsi et il sait qu'il ne dit pas la vérité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, je me lève sur un point d'ordre. Je demande que le chef de l'opposition retire ces paroles; il n'a pas le droit de dire que le ministre de l'Agriculture sait qu'il n'a pas dit la vérité.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** intervient.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande au chef de l'opposition (M. Sauvé) de retirer son expression qui est contraire aux règles de la Chambre.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je retire mes paroles, mais elles exprimaient ma pensée.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je m'en tiens à mon point d'ordre, que l'honorable chef de l'opposition retire ses paroles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a une majorité obéissante en Chambre et, si je ne retirais pas mes paroles, il m'y forcerait.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Encore une fois, M. le président, j'exige que le chef de l'opposition retire ses paroles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les règles de la Chambre et les règles du ministre me forcent à retirer mes paroles. Le ministre de l'Agriculture, en plus des règles, a un pouvoir autocratique.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je me lève sur un nouveau point d'ordre. L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de se servir de paroles semblables à la Chambre.

C'est un gouvernement démocratique et le chef de l'opposition connaît les règles de la Chambre aussi bien que quiconque.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, M. le président, poursuivons l'étude du bill.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pardon, monsieur, j'insiste sur mon point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je retire mes paroles. Continuons l'étude du bill, sur le beau sourire du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

Je retire ces mots et les remplace par d'autres de sorte à me conformer aux règles de la Chambre. Je regrette que le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) n'ait pas compris exactement le sens des mots que j'ai employés, et d'avoir employé une expression que je n'aurais pas dû employer.

Il dit que ce projet de loi est l'une des "filles adoptives" du ministre.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Westmount

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 136 amendant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie de  
chemin de fer des fermiers  
de Normandin**

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville  
de Pointe-aux-Trembles**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la ville de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Joliette**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 amendant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
d'Iberville**

**M. Forget (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendant la charte de la ville d'Iberville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Donald Fraser & Sons Limited,  
Fraser Companies Limited**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 ratifiant la vente et le transport de propriétés et de droits par Donald Fraser & Sons Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau des commissaires d'écoles  
protestants de la cité de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Vente d'immeuble de M.-A.-A. Rodier  
à Dupuis Frères limitée**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Marie-Angélique-Amanda Rodier *et vir* et autres à Dupuis Frères limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce le même montant que l'an dernier?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, une augmentation de \$3,000. Je dois dire que nous allons ouvrir deux nouvelles écoles.

La proposition est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) veut que les inspecteurs de fabriques travaillent huit mois au lieu de six. Il faut donc les payer un peu plus.

La proposition est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté<sup>2</sup>.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 20 janvier, à 3 heures de l'après-midi.

Je demanderais aux députés d'être ici mardi matin pour les séances des comités. Je voudrais que nous ayons des séances de comités le soir, la semaine prochaine. Je veux donner tout le temps nécessaire aux députés pour étudier la législation; d'un autre côté, il ne faut pas prolonger inutilement la session.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Selon *L'Événement*, le général Smart s'exprime en français, la Chambre lui fait une ovation.

2. Selon *Le Canada*, le comité aurait également étudié l'article concernant le *Journal de l'agriculture*. L'item n'aurait pas été adopté.





Séance du mardi 20 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;
- bill 146 concernant la Federal Zinc and Lead Company Limited.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 145 validant un acte de transport d'immeuble à The Stephens Estate Realities Limited;
- bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et feu l'honorable J.-O. Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage.

**M. Beaudry (Verchères):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 133 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) et la Caisse de remboursement.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Outremont, dans le comté de Westmount, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à effectuer un emprunt.

**Commissaires d'écoles  
d'Outremont**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 149 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, à emprunter une somme de \$400,000 pour certaines fins et à émettre des débetures.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cadavres pour  
l'étude de l'anatomie**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cadavres qui peuvent servir à l'étude de l'anatomie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cimetières protestants**

**M. Hay (Argenteuil)** demande la permission de présenter le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Demande de documents:**

**Augmentation des salaires  
des fonctionnaires**

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et l'Association des fonctionnaires du gouvernement de Québec relativement à une demande de boni ou d'augmentation de salaires.

On a fait beaucoup de bruit autour de cette motion. En quoi, cependant, je vous le demande, sort-elle de l'ordinaire? Depuis que cette demande de production de documents est sur l'ordre du jour, les journaux ont publié sur cette question divers commentaires dont je ne suis en aucune façon responsable. Les uns, à tort, m'ont annoncé dans un grand discours, pendant qu'en certains milieux on

déclarait que jamais aucun débat n'aurait lieu sur la présente motion. Quoi qu'il en soit de ce qu'on a pu dire ou écrire à ce sujet, je tiens à déclarer au début de mes remarques que ce n'est à la demande de personne que j'ai proposé la présente motion, et que personne, non plus, ne m'a demandé de ne pas soulever le débat sur cette question.

Le but de cette motion est de faire connaître à cette Assemblée la position actuelle des employés civils quant à ce qui concerne leur salaire, de signaler à l'attention des honorables membres de cette Chambre la situation pénible dans laquelle se trouve la majorité des fonctionnaires du gouvernement, et de chercher s'il n'y a pas quelque moyen de remédier à un mal qui existe: l'insuffisance du salaire, de façon à améliorer comme il convient le sort des employés civils.

Les employés civils constituent une classe de la société qui, à mon sens, est trop ignorée par nos gouvernants et n'est pas considérée comme elle devrait l'être. Ceux de cette province ont, à maintes reprises dans le passé, soit par requête ou autrement, toujours avec respect cependant, fait des démarches auprès du gouvernement actuel dans le but d'obtenir justice. Ils n'ont qu'un seul désir: être au même rang que les autres chefs de famille et obtenir un salaire qui leur permette de vivre et de faire vivre leurs enfants.

Ils se sont formés dernièrement en association non pas dans un but de faire du trouble ou une grève, mais, je suis heureux de l'affirmer, dans un but de protection et de secours mutuels. Lisez les statuts et les règlements de cette Association des fonctionnaires de Québec et vous constaterez que cette dernière n'a qu'un but: grouper fraternellement les employés du gouvernement afin qu'ils se connaissent mieux les uns les autres, de façon à protéger et à sauvegarder leurs intérêts individuels et collectifs; faire l'éducation de tous les fonctionnaires et employés civils; assurer à la province et à ses ministres un service plus effectif.

Pour ma part, je ne vois aucun mal dans la formation d'une association de ce genre, organisée dans un but de justice et d'équité, et je serais le premier à le dénoncer si son organisation était basée sur le principe de la plupart des unions qui se fondent un peu partout aujourd'hui, et dont le but est tout autre, puisqu'il conduit, à l'occasion, au renversement de l'ordre social.

Je tiens à déclarer de plus que je ne parle pas, en ce moment, au nom de cette association, je ne suis pas avocat de l'association, je plaide actuellement en mon nom personnel la cause de l'employé civil,

parce que j'ai foi en la justice de sa cause et que l'amélioration de son sort, si elle lui donne plus de bien-être, assurera en même temps la bonne administration des différents départements et le bien général de la communauté.

Il n'y a pas à se le dissimuler, un mal réel existe, et il y a sûrement de la misère dans plusieurs des familles de ceux qui sont les serviteurs de la province, et tout particulièrement chez les petits salariés. Ce mal, c'est l'insuffisance du salaire. Une amélioration s'impose et il faut de toute nécessité que le gouvernement fasse quelque chose en ce sens.

Quant à moi, j'ai cru que cette question du réajustement des salaires des fonctionnaires civils devait être discutée par cette Assemblée. Les journaux m'ont félicité de l'idée, je les remercie, mais je ne m'exagère pas les mérites que je puis avoir. Je n'ai pas même le mérite de l'idée, car celle-ci m'est venue à la lecture d'un article sur le même sujet, dont je vous ferai lecture tantôt, et qui est dû à la plume de l'un de nos meilleurs écrivains canadiens-français. Elle m'est venue également à la lecture du programme de mon honorable ami le député de Saint-Jacques (M. Vautrin), dont l'article 5, je crois, comportait une augmentation de salaire pour les employés civils comme pour les instituteurs.

J'aime à croire que l'honorable député de Saint-Jacques saura trouver, pour appuyer sa motion, des paroles aussi éloquentes et aussi persuasives que celles dont il s'est servi pour proposer dans un magnifique discours l'adresse en réponse au discours du trône. J'ai voulu connaître l'opinion des honorables membres de cette Chambre, et j'ai posé la question: Nos employés civils sont mal payés, il leur faut un salaire raisonnable.

Pour bien examiner l'opportunité de l'octroi d'un salaire raisonnable, une considération doit primer toutes les autres, c'est la situation faite au petit salarié par l'énorme coût de la vie. Que le coût de la vie, même depuis la fin de la guerre, ne diminue nullement, personne ne le contestera.

Les statistiques du département du Travail à Ottawa, tirées du *Canada Labor Gazette*, démontrent que l'augmentation du coût de la vie pour une famille ordinaire a été approximativement, de décembre 1900 à mai 1919, de 129 %, de décembre 1908 à mai 1919, de 87 %, de juillet 1914 à mai 1919, de 75 %, soit une hausse normale, de 1900 à 1914, de 3.3 par année ou 45 %.

En Grande-Bretagne, de juillet 1914 à juillet 1918, l'augmentation a été de 74 %, alors qu'aux États-Unis, pour la même période, elle est évaluée de 60 à 86 %.

Au Canada, si l'on se base sur le rapport du bureau du travail des États-Unis publié en avril 1919, la hausse a été plus rapide encore qu'aux États-Unis.

M. Georges Pelletier, dans une brochure intitulée *Tout est cher. Pourquoi?*, éditée en 1917, écrivait ce qui suit:

"La hausse graduelle des prix de gros en 1914-1915-1916 s'est naturellement traduite par une augmentation proportionnelle du coût de la vie pour le consommateur ordinaire, de budget et de conditions modestes. Il l'a sentie plus vivement que qui que ce soit. La *Gazette du travail* résume mois par mois cette hausse, en faisant le relevé de la dépense hebdomadaire moyenne en aliments de consommation générale, en combustible, en éclairage et en loyer, pour une famille de cinq personnes, selon les moyennes des prix dans une soixantaine de villes du Canada." On peut ainsi se rendre compte du renchérissement du coût de la vie pour des milliers et des centaines de milliers de Canadiens et le suivre à la piste mois par mois.

"Ainsi, la moyenne hebdomadaire pour 1910, au chapitre des aliments, est de \$6.95. Pour 1911, elle est de \$7.13, pour 1912, de \$7.31, pour 1913, du même chiffre, pour 1914, de \$7.73, pour 1915, de \$8.76, et pour décembre 1916 - dernier mois mentionné par la *Gazette du travail* - de \$10.10. Donc, pour 6 ans, hausse de \$3.15 en une semaine: de novembre 1914 - tout au début de la guerre - à novembre 1916, la dépense passe de \$7.95 à \$9.81, soit hausse de \$1.86 par semaine. Le même accroissement hebdomadaire de la dépense s'enregistre pour le combustible, bois, charbon, kérosène, et pour l'éclairage. Le budget hebdomadaire passe de \$1.75 en 1910 à \$1.88 en décembre 1914, et à \$2.10 en décembre 1916.

"Le prix du loyer hebdomadaire reste à peu près égal, en décembre 1916, à ce qu'il était en 1910, \$4.05 alors et \$4.08 aujourd'hui. L'ensemble du budget de semaine, de \$12.79 en 1910, de \$14.24 en décembre 1914, est de \$16.52 en décembre 1916. La famille de 5 personnes vivant en 1910 avec \$665 a dû dépenser, selon les moyennes de décembre 1916, \$848.64 l'an denier, si elle a voulu vivre de la même façon qu'il y a sept ans. La hausse, depuis 1910, se traduit donc par une moyenne de \$183.64 pour l'ensemble des citoyens canadiens de modestes ressources."

Ces statistiques dictées par M. Pelletier sont basées sur le budget d'une famille de 5 personnes étudié article par article, de mois en mois, dans la *Gazette du travail*. La conclusion de cette enquête détaillée est la suivante: Ce qui s'achetait en 1900

pour environ \$800 et pour \$985 en 1908 coûtait, en avril 1919, au moins \$1,840 pour la même liste d'articles.

Je ne sais pas si les honorables membres de cette Chambre ont jeté un coup d'œil sur le pamphlet qui leur a été distribué la semaine dernière. Si oui, leur attention a sans doute été attirée sur le tableau contenu dans les pages 10 et suivantes. Il y a dans ces pages un état détaillé des choses essentielles à la vie, pour une famille de 5 personnes. Cet état n'est pas fictif. La mère, en excellente ménagère, y a inscrit les dépenses de chaque jour, réellement encourues, dont elle donne en détail tous les items, état qu'elle est prête à assermenter en tout temps.

Ce budget démontre qu'une famille de 5 personnes, dont 3 enfants de 5 à 12 ans, ne peut vivre à moins de \$1,444.96 par année, dont \$676.63 pour la nourriture et \$768.33 pour le loyer, le chauffage, les vêtements et les autres choses nécessaires à la vie. Il y a, dans cet état que je signale à l'attention de cette Chambre, des chiffres qui parlent par eux-mêmes. Et vous ne taxerez sûrement pas d'exagération ce budget quand vous constaterez, par exemple, qu'il n'en coûte à cette famille de 5 personnes que \$1.74 par jour pour les trois repas. Ce sont là des chiffres et l'éloquence des chiffres est indiscutable. J'entends d'ailleurs, au cours de mes remarques, ne me servir que de cette éloquence pour démontrer le bien-fondé et la justice de la cause que je défends présentement.

Il y a plus, Monsieur, le coût de la vie ne diminue pas. Il est excessivement élevé, bien que la guerre soit terminée, et, d'après le témoignage d'autorités dans la matière, il s'écoulera quelques années encore avant que celui-ci redevienne ce qu'il était avant la guerre. C'est un économiste français, M. Yves Guyot, qui notait, en janvier 1917, qu'après la guerre de 1870 les prix ont continué de monter jusqu'à 1873, alors qu'ils atteignirent un maximum, pour descendre ensuite. Il laissait entrevoir une période assez longue de prix de plus en plus élevés, après la Grande Guerre qui vient à peine de se terminer.

Examinons maintenant si l'échelle des salaires a suivi la hausse normale ou anormale des prix pendant la guerre. La plupart des compagnies, corporations et individus mêmes, quelle que soit leur importance, ont compris l'obligation qui s'imposait pour eux de hausser l'échelle des salaires qu'ils payaient à leurs employés pour leur permettre de vivre selon les conditions de vie existantes pendant la guerre, et ceux qui n'ont pas haussé le salaire ont accordé des bonis de guerre.

Il ne serait peut-être pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil sur les augmentations de salaires accordées aux ouvriers des divers métiers depuis 1912, pour leur permettre de faire face à l'augmentation du coût de la vie. On constate, toujours d'après la *Gazette du travail*, les augmentations suivantes:

Charpentiers, \$2.50 par jour en 1912; \$4.95 en 1919.

Maçons, \$3.50 par jour en 1912; \$5.20 en 1919.

Briquetiers, \$3.50 par jour en 1912; \$5.20 en 1919.

Forgerons, \$3.25 par jour en 1912; \$5.40 en 1919.

Électriciens, \$2.50 par jour en 1912; \$4.50 en 1919.

Plombiers, \$2.50 par jour en 1912; \$4.50 en 1919.

Peintres, \$2.25 par jour en 1912; \$3.60 en 1919.

Plâtriers, \$3.50 par jour en 1912; \$4.50 en 1919.

Journaliers, \$2 par jour en 1912; \$4.50 en 1919.

Quant aux employés des chemins de fer, les augmentations variant de 86 % à 130 % se répartissent comme suit:

Ingénieurs, \$160 par mois en 1912; \$275 en 1919.

Conducteurs, \$140 par mois en 1912; \$275 en 1918.

Serre-freins, \$90 par mois en 1912; \$130 en 1918.

Chauffeurs, \$90 par mois en 1912; \$180 en 1918.

Agents de billets et télégraphistes, \$75.23 par mois en 1912; \$182 en 1918.

Agents de station, \$98.25 par mois en 1912; \$182 à \$200 en 1918.

Quant aux hommes de police dans les principales villes du Canada, l'échelle des salaires demandée et même accordée en certains cas est la suivante:

Winnipeg: sergent, \$1,890; constable de 1<sup>ère</sup> classe, \$1,482.

Saint-Jean, N.-B.: sergent, \$1,560 par année.

Toronto: sergent, \$1,650; constable de 1<sup>ère</sup> classe, \$1,300.

Windsor, Ont.: sergent: \$1,490; constable de 1<sup>ère</sup> classe, \$1,320.

Québec: sergent, \$1,400; constable de 1<sup>ère</sup> classe, \$1,300.

Montréal: sergent, \$1,600; constable de 1<sup>ère</sup> classe, \$1,500.

Hommes d'écurie à Montréal, \$1,000 par année.

Pour ce qui est du salaire payé par le gouvernement fédéral à ses employés civils, je me permettrai d'emprunter au rapport Jacobs, de Chicago, certains renseignements qui ne manquent pas d'être intéressants. Ce rapport nous apprend qu'avant 1908 la moyenne des traitements du service civil du Canada, intérieur et extérieur, était estimée à \$925 par an. Par la classification dans l'Acte du service civil de 1908, cette moyenne avait été portée à \$1,125. Quant au service intérieur, l'an dernier, les employés ont reçu un supplément variant de \$150 à \$250, de manière à fermer dans tous les cas un salaire d'au moins \$1,880, considéré comme salaire de subsistance.

De plus, on est actuellement à préparer une reclassification plus systématique et équitable. Ottawa a compris que l'intérêt du pays, du gouvernement comme du service civil, demande la création d'une nouvelle échelle des salaires sur des bases uniformes et générales. Il est temps pour Québec d'emboîter le pas et de faire pour ses fonctionnaires ce qu'Ottawa entend faire pour les siens. Ici, si je suis bien informé, aucune classification des salaires n'a été faite depuis 1909, et tout particulièrement depuis le début de la guerre. Il y a bien eu, en 1912, une augmentation quasi générale, et il y a bien, de temps en temps, des augmentations individuelles assez considérables, mais les salaires n'ont pas progressivement augmenté en conformité de la hausse du coût de la vie.

Les salaires payés par le gouvernement actuel sont insuffisants dans la majorité des cas, ridicules même dans plusieurs cas. Je n'ai pas l'intention de discuter en détail devant cette Assemblée les salaires payés dans chacun des départements de l'administration provinciale. Qu'il me suffise de dire, M. l'Orateur, que, sur 1,686 employés civils, 1,008 reçoivent un salaire ne dépassant pas \$1,000 par année, 259 gagnent de \$1,050 à \$1,200, 183 reçoivent un salaire annuel variant de \$1,250 à \$1,600, 89 gagnent annuellement de \$1,650 à \$2,000, les autres recevant un salaire plus élevé. Ces chiffres se passent de commentaires.

Je connais peu de détails sur le service intérieur permanent ou surnuméraire. Je laisse aux honorables députés du district de Québec le soin d'exposer la situation des employés du service civil extérieur, région de Québec. Je suis, vous ne l'ignorez pas sans doute, M. l'Orateur, du district de

Montréal et je me permettrai de donner certains renseignements additionnels concernant les employés civils de Montréal.

Sur les 138 employés du bureau du protonotaire, 122 gagnent moins de \$1,210 et 11 de \$1,250 à \$1,650; sur les 48 employés de la Cour de circuit, 44 gagnent moins de \$1,210, 2 de \$1,250 à \$1,500; sur les 28 employés du bureau du shérif, 17 gagnent moins de \$1,210 et 8 de \$1,250 à \$1,500; sur les 50 employés du greffe de la couronne et de la paix, 34 gagnent moins de \$1,210 et 10 de \$1,250 à \$1,500; sur les 98 employés du bureau d'enregistrement, 88 gagnent moins de \$950, 4 de \$1,100 à \$1,200; enfin, sur les 136 autres employés du palais de justice, y compris ceux de la prison, 132 gagnent moins de \$1,200. Tous ces salaires sont ceux payés au 30 juin dernier.

Je résume brièvement. La moyenne du salaire annuel au bureau du protonotaire est de \$924.71; au bureau du shérif, de \$862.43; au bureau de la couronne et de la paix, de \$1,158.85; à la Cour de circuit, de \$1,041.59, formant en tout une moyenne générale de \$968.01.

À la lumière de ces chiffres, on se demande parfois comment a pu vivre le petit salarié durant cette période pénible de la hausse toujours croissante des choses nécessaires à la vie. Comment un père de famille de 5 ou 6 enfants recevant un salaire de \$900 peut-il réussir à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille? Il est absolument impossible par ces années exceptionnellement difficiles de vivre avec un tel salaire sans avoir la misère pour compagne au foyer.

Il y a plus. Le petit salarié a en outre souffert de l'augmentation de salaire accordée aux ouvriers, aux hommes de métier et aux journaliers, car le prix de la chaussure, du vêtement, de la nourriture et du combustible a augmenté en proportion des salaires payés à ces derniers et auxquels les fonctionnaires civils n'ont pas eu l'avantage de participer.

Tant que la guerre a duré, la plupart des employés du gouvernement se sont résignés à souffrir en silence et ont subi sans se plaindre la cherté de la vie.

La paix est venue mais elle n'a pas apporté avec elle de meilleures conditions économiques. La permanence du coût de la vie au même niveau justifie une échelle plus précise des salaires. C'est le devoir de l'heure présente: amélioration du sort du fonctionnaire par la réorganisation du service civil sur des bases conformes aux nécessités et aux exigences de la vie.

Il convient de dire que le gouvernement actuel a déjà fait quelque chose en ce sens. Le 22 décembre dernier, le lieutenant-gouverneur approuvait et sanctionnait une résolution de

l'honorable Conseil exécutif en date du 20 décembre 1919 et portant le numéro 2127, en vertu de laquelle on accordait aux fonctionnaires du gouvernement un mois de salaire à ceux recevant annuellement \$1,200 au moins et la somme de \$100 à ceux recevant de \$1,200 à 1,600 inclusivement.

La raison d'être de ce bonus nous est donnée dans l'ordre en conseil lui-même, c'est à cause de la continuation du coût élevé de la vie. Ce bonus était insuffisant et, dans mon opinion, injuste pour le petit salarié, puisque ce dernier ne recevait qu'un mois de salaire alors que celui qui avait un meilleur salaire obtenait davantage. Un bonus, pour être équitable, doit être proportionné aux salaires, le salaire plus élevé recevant évidemment un bonus moindre que le salaire inférieur. Il doit également être basé sur les conditions de vie dans lesquelles se trouve l'employé à qui il est accordé. Il faut considérer que le célibataire ou l'homme marié sans enfants n'a pas les mêmes besoins que celui qui a charge d'une famille et est l'unique soutien.

"Tout travailleur a droit à un salaire lui assurant un niveau de vie convenable en rapport avec la civilisation de son temps et de son pays", a écrit Léon XIII dans son encyclique sur la condition des ouvriers. "Parmi les principaux devoirs du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui lui convient. Le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête", tel est l'un des principes admis par la Conférence internationale du travail, en avril 1912. Donner à l'employé un salaire qui lui permettra de vivre convenablement, c'est un principe de justice et d'équité, et c'est tout ce que je demande pour le fonctionnaire civil.

On objecte les nombreuses demandes de position. Ce n'est pas un argument sérieux. Dès que le gouvernement prend un employé à son service, il contracte l'obligation formelle de lui fournir les moyens de subsistance. Non, ce qui s'impose, c'est une reclassification de tout le service civil intérieur et extérieur, et il y aurait peut-être lieu aussi d'abolir la multiplicité des emplois et d'adopter, pour quelques années du moins, un système d'élimination et de diminution graduelle en vertu de laquelle on arriverait un jour à employer non pas, comme aujourd'hui, le plus grand nombre possible avec un salaire moindre, mais plutôt un nombre moindre avec un salaire plus élevé. Le plus court moyen, ce serait, comme on l'a suggéré quelque part, de laisser les démissions volontaires et les décès dégorger la liste des divers départements et de répartir ensuite sur les employés compétents et travailleurs le salaire de ceux qui seraient ainsi partis.

Cette façon de procéder aurait pour effet de rendre les salaires plus élevés, sans aucune dépense additionnelle, en même temps qu'elle procurerait le moyen d'augmenter l'efficacité du service.

Il y aurait beaucoup d'autres moyens à suggérer pour remédier à l'état de choses actuel, mais je crois qu'il est de mon devoir de laisser à ceux de mes collègues qui ont manifesté le désir de parler sur cette question le soin de les exposer devant cette Assemblée.

Quant à moi, M. l'Orateur, j'ai voulu tout simplement plaider la cause des fonctionnaires civils, vous faire connaître leur situation. Je n'ai pas discuté cette question dans le but de me faire du capital politique, je ne crois pas avoir un seul électeur dans le service civil et, jusqu'à aujourd'hui, au fils du cultivateur qui est venu me demander une position du gouvernement, je me suis efforcé de lui faire comprendre que son devoir est de s'attacher à sa "grande amie" qu'est la terre, et j'ai été assez heureux pour constater que mon appel avait été entendu.

Je suis d'opinion que, dans l'intérêt même de la province, une augmentation de salaire s'impose et, avec l'honorable M. Fielding, je crois que le gouvernement, en ne leur accordant pas un salaire suffisant, perd des hommes de valeur qui seraient utiles à la communauté.

J'ai fini, M. l'Orateur. On me reprochera peut-être, en certains milieux, d'avoir amené cette question devant la Chambre. On me taxera d'être un mauvais libéral. Qu'importe, j'aurai fait ce que je crois être mon devoir.

D'ailleurs, je l'ai dit au début de mes remarques, l'idée de discuter cette question m'est venue à la lecture d'un article dû à la plume de l'un de nos meilleurs écrivains canadiens-français, d'un homme qui toute sa vie fut un vaillant défenseur de la cause libérale, d'un patriote éclairé et d'un citoyen intègre, j'ai nommé l'honorable sénateur L.-O. David.

Le sénateur David, dans son volume *Mélanges historiques et littéraires*, édité en 1917, consacre aux petits salaires un chapitre dont je recommande à tous la lecture et dont je voudrais, en terminant, citer quelques extraits.

"On se demandait souvent comment un gouvernement pouvait croire juste et utile de payer à ceux qui servent l'État des salaires qui ne leur permettent pas de soutenir une famille.

"Un gouvernement qui ne donne pas à ses employés un salaire suffisant pour les faire vivre convenablement est responsable moralement des fautes qu'ils commettent sous l'aiguillon du besoin.

"Les mêmes remarques s'appliquent aux corporations, aux compagnies commerciales et industrielles, et en général à tous ceux qui donnent

du travail, emploient les bras ou l'intelligence de leurs semblables.

"Le travail bien rémunéré est le meilleur, le plus utile, le plus fécond. L'employé, l'ouvrier mal payé travaillera avec moins de joie et de cœur, il se plaint, s'irrite... Quel intérêt aurait-il à conserver un état social où il est malheureux?" Tout changement lui semble un progrès.

On dit quelquefois: Les solliciteurs se culbutent pour accepter les salaires que ces emplois procurent. Ce n'est pas un argument, un raisonnement honnête. Parce qu'un pauvre homme préférera donner le pain tout entier dont il a besoin et qu'il gagne plutôt que rien du tout. Les gouvernements et les corporations surtout n'ont pas le droit de faire ce raisonnement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** dit que l'état des dépenses essentielles à la vie qui a été soumis aux députés dans la brochure de l'Association des fonctionnaires omet bien des choses essentielles et qu'il est évident que les salaires payés par le gouvernement ne sont pas suffisants. Il y a eu une augmentation énorme dans le prix de toutes les nécessités de la vie et le dollar ne vaut guère plus aujourd'hui que quarante centins. Les salaires des employés civils n'ont pas été augmentés proportionnellement à la hausse du coût de la vie. Il (M. Bercovitch) rappelle aux ministres que les œufs coûtent \$1.00 la douzaine, le beurre, 72, le sucre, 16, le lait 8 sous la chopine... enfin que tout est cher. Le budget hebdomadaire d'une famille ne peut pas être moindre maintenant de \$22.93. Bien des employés, dit-il, ne reçoivent pas ce salaire.

Un certain nombre de choses, qui ne sont peut-être pas absolument nécessaires à la subsistance mais desquelles on ne peut se passer, ne sont pas prises en considération dans la composition du budget familial. Si ces calculs sont véridiques, comment un homme et sa famille arrivent-ils à vivre avec les salaires payés à l'employé civil moyen?

En toute justice, on doit admettre que le gouvernement a voté quelques bonis, mais ceux-ci n'étaient qu'une miette de pain.

Ces augmentations n'ont pas été suffisantes pour s'accorder à la croissance incessante du coût de la vie.

Beaucoup de corporations commerciales et de corps publics ont réalisé cette augmentation considérable du coût de la vie et ont cherché à y remédier en accordant des augmentations de gages et de bonis proportionnées à l'accroissement du coût de la vie. Mais le gouvernement, tout en accordant de temps à autre des augmentations, n'a pas fait assez pour arriver à la proportion du coût de la vie.

La mortalité infantile dans la province de Québec est très élevée et il croit qu'elle est due en bonne partie aux petits salaires payés. D'après la *Gazette du travail*, le taux le plus élevé de la mortalité chez les enfants se trouve chez ceux dont les pères gagnent moins de \$450 par année. Le taux de la mortalité chez ceux-là est de 129.5 par mille, tandis que, chez ceux dont les pères gagnent \$1,250 et plus, le taux n'est que de 22.9 par mille.

Il dit qu'il a été établi, aux États-Unis, que dans les villes où les employés sont mal payés, la mortalité infantile augmente. Il cite le rapport d'une enquête. Le fait que les employés du gouvernement provincial sont mal payés a des conséquences très graves. Non seulement les parents souffrent des traitements injustes du gouvernement, mais leurs enfants souffrent. Et cela, le gouvernement n'a pas le droit de l'ignorer. Qu'un homme ne gagne pas l'argent nécessaire pour faire vivre sa famille, il lui reste, comme on nous l'a dit, l'alternative de démissionner. Évidemment, cela est injuste, mais enfin, c'est une réponse. Mais qu'on laisse souffrir les enfants, cela est incroyable! Il cite un extrait de la requête des employés au premier ministre où il est dit: La misère et la souffrance sont réelles dans certaines familles où des jours peuvent se passer sans qu'il n'y ait de pain sur la table, où l'on ne mange de la viande qu'une fois par mois.

On nous dit: "Augmenter tous les salaires des fonctionnaires, cela coûterait bien cher!" À cela, je réponds: Vous avez de gros surplus! Vous vous en vantez! Eh bien, ayez des déficits, cela m'est égal! Il vaut mieux avoir des déficits que de laisser les employés dans la misère. Que cela coûte \$500,000, \$1,000,000, peu importe, pourvu que les hommes qui sont chargés de l'administration des affaires de la province de Québec - qui est prospère - ne souffrent pas, eux, de cette prospérité. Si nous avons un déficit jusqu'à ce que le coût de la vie diminue, nous saurons au moins que nous donnons à ceux qui travaillent pour nous et qui se dévouent un salaire leur permettant de vivre. C'est tout ce qu'ils demandent et leur boni devrait être augmenté afin qu'ils puissent vivre convenablement. Ce n'est certainement pas trop demander. Je demande simplement un juste salaire pour une bonne journée de travail et j'espère que le gouvernement accédera à cette demande.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** rappelle que l'augmentation des salaires était le cinquième article de son programme, lors de sa campagne électorale. Il remercie donc le député de Napierville

(M. Monet) de lui avoir donné l'occasion de réclamer en Chambre ce que, depuis son élection, il n'a cessé de réclamer: l'amélioration du sort des fonctionnaires.

J'aurais préféré cependant, dit-il, voir discuter cette question dans une conférence entre les représentants de tous les employés civils et les ministres. J'aurais proposé qu'une délégation des députés de Montréal se rendît auprès des membres du gouvernement afin de discuter la situation. Mais, puisque la question est maintenant devant la Chambre, je n'ai aucune hésitation à exprimer ici ma façon de penser.

Cette question des employés civils, ou plutôt celle des salaires que gagnent ces employés n'est pas nouvelle. Elle a déjà fait couler des flots d'encre et agite bien des esprits et, dans cette Chambre, elle a toujours éveillé de chaudes sympathies.

Ce que nous ont fait entendre aujourd'hui les honorables députés qui ont bien voulu reprendre la discussion de cette question me confirme dans l'opinion que j'avais et que j'ai encore que tous nous croyons qu'il est temps, plus que temps de passer des paroles aux actes.

Le char de l'État, celui de la province de Québec, comme celui des autres provinces de notre beau pays, est un agencement élaboré de délicats et merveilleux rouages. Personne, de propos délibéré, ne me taxera de présomption, si j'affirme que le gouvernement de notre province est celui dont les rouages fonctionnent le plus harmonieusement et surtout le plus équitablement. Personne non plus n'osera nier que ce bon fonctionnement dépend en premier lieu de l'esprit de sagesse et de justice de ceux qui sont chargés de sa surveillance.

Pour moi, le progrès de la chose publique est inséparable du progrès du corps des employés civils, qui est chargé d'aider à l'administration générale.

Les employés civils sont partie intégrale de la chose publique. Ils sont les rouages multiples de la merveilleuse machine gouvernementale et c'est de leur dévouement constant que découlent en bonne partie les progrès dont notre gouvernement veut réclamer la paternité.

Avec de bons employés, une entreprise ne peut que marcher au succès; avec de mauvais employés, elle ne peut que périr pour aboutir au désastre.

Aujourd'hui, comme dans le passé, les employés civils, malgré les exigences croissantes de la vie matérielle qui les accablent, sont restés fidèles à leurs postes et à leurs devoirs. Cette fidélité, qui seule devrait leur mériter notre reconnaissance, s'impose à notre attention par l'éloquence des sacrifices qu'ils consentent et qu'ils font chaque jour, car dans bien des cas elle a été une véritable abnégation.

M. l'Orateur, il n'y a rien d'aussi brutal que des chiffres, mais il n'y a rien d'aussi vrai et d'aussi positif.

J'ai l'honneur de représenter la grande majorité des petits salariés de Montréal. Si je suis bien renseigné, sait-on que dans le district de Montréal, ou plutôt à Montréal même, 88 % des employés gagnent \$1,200 et moins par année, et que 76 % de ces mêmes employés gagnent \$1,000 et moins? Sait-on que la grande majorité de ces employés sont pères de famille pour la plupart nombreuse et qu'ils sont tenus à de lourdes obligations? Ils doivent pourvoir non seulement la nourriture et les vêtements pour leurs enfants, mais aussi l'éducation et l'instruction. La minime rémunération qu'ils reçoivent suffit à peine, ne suffit pas, ne suffit plus à leur assurer même l'existence matérielle. Ils souffrent, leur famille souffre, et c'est au gouvernement de cette province, qui est en quelque sorte leur bienfaiteur, qu'ils ont aujourd'hui recours pour triompher de la crise économique épouvantable, crise qui est la cause de leurs angoisses et qui sera peut-être demain celle de leur découragement.

Je me fais ici, avec plaisir, le porte-parole des petits salariés de Montréal. Je connais la force de leur intelligence, de leurs aptitudes et de leur dévouement. Ils servent et veulent servir leur pays, ils veulent que notre province reste à la tête de toutes les autres, ils veulent qu'elle garde sa réputation justifiée de province bien administrée, prospère, et de développement dans un sentiment de calme et de paix exemplaire. La plupart de ces employés souffrent en silence, mais pour combien de temps encore?

Je vais même plus loin, M. l'Orateur, et je sou mets respectueusement à l'attention de mes honorables collègues des deux côtés de cette Chambre l'impérieux devoir qui nous incombe d'assurer à nos serviteurs immédiats une rémunération compatible avec le coût actuel de la vie et l'obligation que nous avons d'assurer non seulement leur existence, mais aussi leur avenir.

Pour bien servir leur province, ils ont fait abnégation complète des chances de succès, qui, dans d'autres sentiers de la vie, auraient peut-être pu les conduire à la fortune sinon à la gloire. Ils ont tout donné, énergie, santé et vie. La province ne peut donc, sans être taxée d'ingratitude, faire moins que de leur assurer aujourd'hui de quoi vivre selon le plein rendement de leurs efforts, et que d'organiser pour Montréal un système de pension, faisant ainsi pour eux le geste de noble prévoyance qui plus tard, sur leurs vieux jours, les mettra entièrement à l'abri du besoin.

**M. Cannon (Québec-Centre)** dit qu'il pourrait difficilement laisser passer ce débat sans dire quelque chose, car il représente une division dans laquelle il y a un bon nombre d'employés du service civil.

Il trouve étrange que, pendant que des employés civils viennent le trouver pour se plaindre qu'ils ne sont pas assez payés, un grand nombre d'autres personnes viennent à lui pour lui demander ces mêmes positions. Il dit que la demande des employés civils mérite certainement la plus grande considération et la plus parfaite sympathie de la part du gouvernement, car les petits salariés sont les victimes de la guerre et des circonstances. Il rappelle qu'il a travaillé en faveur des employés civils bien avant la présente session. Il a accompagné les délégations qui sont allées auprès du gouvernement et du premier ministre. Les demandes qui ont été soumises au gouvernement n'ont pas été infructueuses, puisque depuis, deux bonis ont été accordés aux employés civils, comprenant les petits salariés.

Il veut aussi que l'on fasse subir des examens pour certaines branches du service civil, aux bureaux des protonotaires par exemple. On pourrait ainsi faire une élimination systématique des employés inutiles, jusqu'à ce que le nombre en soit réduit au chiffre strictement nécessaire, ce qui améliorerait le service.

Il croit que, puisque les ouvriers, d'après la loi des accidents du travail, ont droit à un salaire d'au moins \$1,000 par année, il est juste que les employés du service civil provincial aient au moins ce salaire de \$1,000. Il est vrai qu'une augmentation générale nécessiterait une dépense considérable.

Personne ne peut prétendre que même la plus basse classe de travailleurs, ceux qui sont connus généralement sous le nom de "journaliers", peuvent vivre avec moins de \$1,000 par année. En fait, la loi elle-même l'a reconnu quand elle a augmenté le salaire minimum à \$1,200 par année en vertu de la loi de compensation.

Il conseille au président de l'Association des employés civils, M. Onésiphore Talbot, de faire une campagne à travers la province en faveur du relèvement du traitement des serviteurs de l'État. Il est sûr que cette campagne produirait ses fruits et qu'on serait disposé à accepter les taxes nouvelles que nécessiterait un relèvement du budget des salaires. Les députés de la campagne comme ceux de la ville s'accordent à réclamer du gouvernement l'augmentation des salaires des employés civils.

Il réclame la reclassification des employés, comme à Ottawa, et la nomination d'une commission



du service civil, comme à Ottawa, telle que réclamée par l'Association des employés civils. Nous serions alors débarrassés, comme à Ottawa, de la plaie du patronage qui est un ennemi pour tous ceux qui s'occupent d'affaires publiques. Les députés seraient les derniers à s'en plaindre car ils cesseraient d'être ni plus ni moins que des agents de placement.

Grâce à une commission du service civil, ceux qui désirent un emploi au gouvernement sauraient ce qui les attend et quels types d'augmentations ils pourraient espérer, ils n'auraient aucune attentes indues. Une reclassification du service civil résulterait en une meilleure productivité, une réduction du personnel et, conséquemment, des salaires plus élevés.

Il faut un peu plus d'égalité qu'il n'y en a dans le service civil. Il est en faveur de l'uniformité des salaires. Il s'étonne que des employés aient été augmentés depuis quelques années dans la proportion de 58 % tandis que d'autres ne l'ont pas été du tout. Il demande au gouvernement de donner à la question non seulement son attention, mais aussi toutes ses sympathies.

Le jour où le gouvernement aura rendu justice à ses employés, il n'y en aura pas de plus heureux que moi et j'en bénirai le Seigneur.

**M. Grégoire (Frontenac):** Cette question étant l'une des plus sujettes aux devis de justice, il faut y accorder la plus entière attention.

Il fait l'éloge des employés, dont quelques-uns ont été réduits, s'il en croit certains rapports, à la mendicité. Les employés civils ont droit, dit-il, de recevoir un traitement plus conforme aux nouvelles exigences de la vie.

Il ajoute que pour conserver sa bonne réputation, le gouvernement devrait se montrer un peu plus généreux pour ses employés. Il trouve que le gouvernement ne paie pas assez cher pour s'assurer les services de bons gardes-chasse et gardes-pêche.

**M. l'Orateur:** Adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon! Les remarques du député de Napierville (M. Monet) ont été très intéressantes. Il a eu l'impression plutôt étrange de voir... un député de la droite se lever et revendiquer contre une injustice dont le gouvernement est responsable.

Je me rappelle le débat de 1916, alors que la petite opposition réclamait ce que l'on réclame aujourd'hui. Mon honorable ami a même cité des

paroles de l'honorable sénateur David. Ces mêmes paroles, nous les avons citées nous-mêmes, en 1916, en exigeant du gouvernement une amélioration du sort des employés.

Il espère que le gouvernement les appréciera plus maintenant que ces remarques viennent d'un membre de la droite.

La question qui vient d'être soulevée mérite la plus entière attention. Je suis heureux d'avoir à féliciter non seulement le député de Napierville, mais les honorables députés de Frontenac (M. Grégoire), de Saint-Louis (M. Bercovitch), de Saint-Jacques (M. Vautrin), de Québec-Centre (M. Cannon), mais je regrette de voir que les véritables représentants des ouvriers, ceux qui s'intitulent députés-ouvriers, en cette Chambre, aient gardé le silence sur une si importante question.

Il (M. Sauvé) les accuse de n'être des amis de l'ouvrier que lorsque vient le temps de s'attirer le vote des électeurs de leurs comtés.

Il aurait aimé aussi connaître l'opinion du nouveau ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) de même que de l'aspirant au ministère du Travail (M. Séguin).

Nous aurons l'occasion de discuter de nouveau cette question et j'espère que ces messieurs, les députés-ouvriers, n'oublieront pas les promesses qu'ils ont faites à leurs électeurs, qu'ils ne seront pas aussi obéissants devant l'autorité (M. Sauvé fait ici un petit salut à l'honorable M. Gouin).

Il ne croit pas que le premier ministre verrait d'un mauvais œil les députés exprimer librement leurs opinions sur cette question. Elle a déjà été traitée, dit-il, et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) a déclaré que le gouvernement payait ses ouvriers plus cher que celui de l'Ontario, voire même plus cher que ceux d'Ottawa, puis il a accordé une augmentation de 50 sous aux journaliers. Cela n'est pas sérieux quand on considère le coût de la vie.

On s'est vanté de gros surplus. J'ai déjà dit que, si le gouvernement administrait la chose publique de façon à donner justice à tout le monde, il n'y aurait pas de surplus. S'il y a un surplus, c'est qu'en réalité on n'a pas rempli ses obligations à l'égard de quelques classes de la population.

Nous avons des surplus, mais le député de Saint-Jacques (M. Vautrin) vient de déclarer que 90 % des employés civils qui sont dans les divisions souffrent. Il espère que le premier ministre, qui aime à entendre la belle voix du député de Saint-Jacques (M. Vautrin), sera sensible à cette voix et rendra justice.

Avez-vous répondu aux besoins de vos employés avant de vous assurer ce surplus dont vous vous enorgueillissez? Les députés ministériels, qui ont parlé aujourd'hui, ont répondu à toutes ces questions, enfin: Où serait ce gros surplus si l'on avait répondu aux besoins des braves employés du gouvernement provincial?

Les députés ministériels se sont apitoyés sur le sort des petits employés qui souffrent. Mais il y a longtemps que le gouvernement le sait, que ses employés souffrent. S'en est-il inquiété? Non.

Il (M. Sauvé) cite des chiffres relativement aux augmentations qui se sont produites depuis quelques années dans les gages de certaines catégories d'ouvriers qui gagnent aujourd'hui plus que la moyenne des employés civils.

Il dit qu'il entend prouver la culpabilité du gouvernement non seulement vis-à-vis des employés, mais même vis-à-vis de l'opposition. Le député de Deux-Montagnes rappelle que le trésorier a répondu, dernièrement, à une interpellation, dans laquelle il demandait quelle augmentation de salaire on avait donnée aux employés, en comparant les salaires du temps de la Confédération avec ceux d'aujourd'hui. Le trésorier, au risque de froisser son chef, qui n'aime pas cette époque lointaine, l'époque de *La Minerve*, a osé comparer les salaires de 1920 avec ceux de 1867.

Mais il y avait mieux que cela dans la réponse du gouvernement à mon interpellation. Le trésorier nous a appris que le gouvernement avait accordé depuis 1912, depuis l'époque où le coût de la vie a commencé à augmenter, une augmentation à ses employés de \$50 à \$100, voire même de \$45 en certains cas.

En 1918, ils ont dit à l'opposition que tous les employés étaient satisfaits de leur traitement.

Il (M. Sauvé) s'indigne de cette façon d'ignorer les services de bons employés. Si on était dans une période financière difficile, dit-il, cela pourrait se concevoir, mais, d'après le trésorier, nous sommes dans une situation brillante. On peut donc dire qu'il n'a pas répondu aux besoins de toute la population et qu'il n'a pas fait son devoir.

Il cite les paroles du colonel Talbot, le président de l'Association du service civil, un ami du gouvernement, qui dit, dans son pamphlet au premier ministre, que, dans beaucoup de familles de fonctionnaires, il n'y a pas de quoi manger trois fois par jour.

M. l'Orateur, il est plus temps que jamais de remédier à cet état de choses. Il faut y remédier non pas par des ruses. Ainsi, on a augmenté le menuisier.

On lui donnait \$1.75 pour 365 jours. On lui a accordé \$2.25 par jour, mais on lui a retranché les dimanches.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le chef de l'opposition est-il prêt à dire que c'est là l'augmentation que nous avons accordée à ces employés?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois pouvoir affirmer que c'est ce qui leur revient comme augmentation.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Eh bien, c'est inexact. Et il en présente les faits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les menuisiers ne gagnent que \$2.75 par jour.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est à présent \$3 par jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'est-il pas vrai que vous avez coupé le salaire du dimanche?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les ouvriers qui travaillent le dimanche sont payés pour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces employés ont souffert en silence dans l'espoir qu'un jour le gouvernement les prenne en pitié. Mais ils ont presque perdu espoir et ont formé une association qui voit à leurs intérêts. Les membres ont constaté, par le biais de leur pétition, la situation dans laquelle ils se trouvent. Comment le gouvernement peut-il affirmer devant ces faits que ses gens sont heureux et que la province est bien administrée?

Il promet au gouvernement que la situation réelle sera exposée quand les employés civils seront considérés, et il termine avec une petite pointe à l'endroit des députés-ouvriers pour le silence dont ils font preuve.

Nous aurons l'occasion de revenir là-dessus. Le gouvernement, sollicité par tant de ses amis, devrait enfin faire quelque chose pour ses employés.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose l'ajournement du débat.

**M. Lacombe (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, je ferai remarquer au chef de l'opposition...

**M. l'Orateur:** À l'ordre. Le débat a été ajourné sur motion du député de Laurier (M. Poulin).

**M. Lacombe (Montréal-Dorion):** Très bien, M. l'Orateur<sup>1</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Dorion (M. Lacombe) semble avoir quelque chose à dire sur cette question et, si l'honorable député de Laurier (M. Poulin) n'insistait pas pour obtenir l'ajournement du débat, peut-être pourrions-nous entendre le député de Dorion maintenant.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Laurier (M. Poulin) insiste-t-il sur sa motion?

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Certainement<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur:** Alors, le débat est ajourné<sup>3</sup>.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, je retire ma motion d'ajournement.

**M. Lacombe (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, je ferai remarquer au chef de l'opposition que lorsqu'il s'est levé, l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) s'est levé aussi. De sorte qu'il y a plusieurs députés qui veulent parler sur cette question sans qu'ils aient besoin, pour cela, d'une invitation du chef de l'opposition. Je suis un de ceux-là. Je me suis toujours intéressé au sort des employés civils. Je suis heureux que la question de leurs salaires ait été soulevée en Chambre et j'ai confiance que le gouvernement leur rendra justice, après les remarques qui ont été faites par quelques-uns de mes collègues.

Je n'étais pas pour adresser la parole, mais, quant au petit bluff du chef de l'opposition au sujet des députés-ouvriers, qui ne se sont pas levés avant lui, je lui dirai que j'ai l'orgueil d'avoir fait, au cours de mon humble carrière, plus qu'il ne fera jamais pour les ouvriers. C'est au chef de l'opposition que l'on pourrait appliquer le proverbe: Moins de paroles et un peu plus de faits.

La raison pour laquelle il (M. Lacombe) n'a pas voulu prendre la parole était justement pour donner aux avocats, aux notaires et aux autres professionnels l'occasion de s'exprimer pour la cause des ouvriers, de sorte qu'il puisse ensuite conclure en les remerciant tous ensemble. Il est heureux de voir la classe professionnelle parler pour les ouvriers. Pour le moment, il ne se prononcera pas sur le salaire des employés civils. Il assure cependant à la Chambre qu'il profitera d'une autre occasion pour en parler.

**M. Laurendeau (Maisonnette):** L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) s'est bien trompé quand il a cru que nous ne sommes ouvriers que de nom, que nous ne sommes pas ouvriers de cœur.

Il nie le fait qu'il n'est l'ami des ouvriers que dans ses discours électoraux. Il entend bien prendre leur défense de façon impartiale.

Si la question d'améliorer le sort des employés du gouvernement n'avait pas été amenée devant la Chambre par l'honorable député de Napierville (M. Monet), je l'aurais amenée moi-même. Il réclame de meilleurs salaires pour les fonctionnaires. Le gouvernement devrait, dit-il, améliorer surtout le sort des petits salaires. Ailleurs, dans certaines industries, comme dans divers services publics, on a donné des augmentations de 100 %, afin de faire face à la situation devenue alarmante en raison du coût élevé de la vie.

Il donne l'exemple des employés de chemins de fer, lui-même étant un employé de magasin au C. P. R., desquels les salaires sont passés de 36 cents l'heure à 72 cents. Il raconte avoir représenté pendant 15 ans les hommes du C. P. R. dans des négociations. Il ajoute qu'en tant qu'ouvrier il n'est pas là pour attaquer le leader de l'opposition ni le premier ministre, mais bien pour défendre les droits de la classe ouvrière. Il reproche au chef de l'opposition de faire du capital politique avec cette question. Il a toujours travaillé pour la classe ouvrière et c'est ce qui lui a permis d'atteindre le poste de confiance qu'il occupe aujourd'hui. Il s'en est bien plus occupé que le chef de l'opposition.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Lemay), que le débat soit ajourné.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** fait demande pour que le débat soit continué l'après-midi suivant, alors qu'il prendra probablement la parole sur le sujet avec d'autres membres du cabinet, étant donné que la question touche tous les départements.

Il fait remarquer que le débat suscite beaucoup d'intérêt et qu'il est important qu'il se poursuive.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

### Charte de Lasalle

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 révisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Union Saint-Joseph de Drummondville**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 refondant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôpital Français**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 constituant en corporation l'Hôpital Français.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Lennoxville**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Succession Joseph Gareau**

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Robert), que le bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Succession Charles-Théodore Viau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que le bill 86 concernant la succession Charles-Théodore Viau soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **North Railway Company**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que les règles établies par les articles 503 à 508 inclusivement, et 510 à 516 inclusivement, soient suspendues relativement à une pétition et à un bill que The North Railway Company désire présenter pour amender sa charte, qu'il soit permis à ladite compagnie de présenter ladite pétition, et que cette pétition, sitôt présentée, soit lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter immédiatement le bill 202 amendant la charte de The North Railway Company.

Adopté.

#### **Dépôt et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de la North Railway Company, pour amender sa charte (M. Létourneau).

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 202 amendant la charte de The North Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. Voici ce qui se passa alors à la Chambre, selon *L'Événement*: Sir Lomer et l'honorable M. Taschereau intervinrent à ce moment et parlèrent tout bas au député de Laurier, le priant de retirer sa motion. M. Poulin ne comprit rien.

2. Selon *L'Événement*, le député Poulin ne comprenait pas encore que les ministres voulaient faire parler le député-ouvrier de Dorion, que M. Sauvé avait piqué au vif.

3. À ce moment, selon *L'Événement*, Sir Lomer et l'honorable M. Taschereau firent "pstt, pstt" à M. Poulin. On lui expliqua qu'il avait coupé le sifflet à M. Lacombe.



Séance du mercredi 21 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Grève des employés  
de l'aqueduc de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec la permission de la Chambre, je me permettrai de demander au premier ministre s'il n'a pas de déclaration à faire au sujet du différend qui existe entre les autorités municipales de Montréal et les employés de l'aqueduc. Il y a grève depuis trois semaines. Nous avons appris que des ministres avaient fait des voyages à Montréal dans le but de régler cette grève. Pouvons-nous savoir ce que le gouvernement a fait pour rétablir la paix entre les éléments qui se querellent dans la métropole? Est-il vrai qu'une commission a entrepris le règlement de la grève des employés de l'aqueduc de Montréal?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** M. l'Orateur, je dois dire que le Conseil des métiers et du travail a fait une demande au gouvernement pour que nous intervenions dans cette affaire de l'aqueduc de Montréal. D'autre part, la Commission administrative nous a demandé aussi d'intervenir et de nommer une commission pour s'enquérir sur les circonstances qui ont précédé la grève de l'aqueduc de Montréal.

En réponse à l'honorable chef de l'opposition, je suis heureux d'annoncer que nous avons nommé ce matin cette commission et qu'elle devra nous faire rapport le 28 de ce mois<sup>1</sup>.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmagny):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair;

- bill 137 concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau.

Sans amendement, le bill suivant:

- bill 86 concernant la succession Charles-Théodore Viau.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeubles par dame Marie-Angélique-Amanda Rodier *et vir* et autres à Dupuis Frères limitée;

- bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 134 amendant la charte de The Salmon River and Northern Railway Company.

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 66 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Augustin;

- bill 115 amendant la charte de la ville de Lévis;

- bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

**Questions et réponses:**

**Imprimerie Yamaska**

**M. Dufresne (Joliette):** De 1912 à 1919, quel montant a-t-il été payé par le gouvernement à l'Imprimerie Yamaska inc., pour travaux d'impression et de publication?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** \$28,293.28.

**Augmentation des salaires  
des fonctionnaires**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le

mardi 20 janvier courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et l'Association des fonctionnaires du gouvernement de Québec relativement à une demande de boni ou d'augmentation de salaires.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** J'ai écouté avec beaucoup d'attention les arguments apportés à l'appui de la motion et, tout en faisant certaines réserves, je comprends comme tout le monde la justice des revendications des employés civils. Le coût de la vie a augmenté de 300 % depuis cinq ans.

J'aurais aimé que l'honorable chef de l'opposition, en discutant cette question comme il l'a fait hier, se fût placé sur un terrain plus élevé que celui de l'esprit du parti et qu'il n'eût point cherché à se faire du capital politique en exploitant la misère, les angoisses et les soucis des employés civils.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a deux sortes d'exploiteurs, je ne me ferai jamais arrêter pour celle-là.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Votre tour viendra. Il ajoute que les fonctionnaires publics ne doivent pas oublier qu'ils ne sont pas les seuls à souffrir de la cherté des vivres. Les employés de banque, par exemple, travaillent autant qu'eux, portent de grandes responsabilités et reçoivent des salaires inférieurs aux leurs. Il faut donc se rendre compte qu'il est impossible en certains cas de changer cet état de choses. Le gouvernement a toujours administré les affaires publiques avec prudence, sagesse et prévoyance. Nous ne pouvons nous empêcher d'admirer cela.

Il a à sa tête un chef désireux de donner à chacun sa part de justice et il est mieux placé que tout autre dans les circonstances pour étudier le problème soumis et le résoudre en toute équité en faveur des intéressés. Connaissant les ressources financières de la province, il sait aussi quels sont les besoins des employés civils et il a confiance qu'on leur rendra justice.

Il est vrai que les employés civils ne gagnent pas des salaires considérables, mais ils ont bien des avantages que d'autres n'ont pas. Ils ont un fonds de pension, par exemple, un grand avantage qu'ils doivent reconnaître. Ils ont également la possibilité d'effectuer beaucoup de travail à l'extérieur, pour augmenter leurs revenus. Ces éléments doivent être pris en considération lorsqu'on discute de la situation.

Il renouvelle sa confiance en l'esprit de justice du gouvernement pour améliorer le sort des employés civils.

**M. Robert (Rouville)** a confiance dans le gouvernement actuel pour régler cette question délicate. Il demande de bien étudier la question afin de ne pas nuire à une classe quelconque de la société. Le gouvernement a donné maintes fois des preuves de la sollicitude à l'endroit de toutes les classes de la société, dit-il.

Rappelons-nous bien qu'en augmentant les dépenses de la province il faudra trouver des revenus correspondants et que c'est sur la classe agricole que pèsera alors ce mauvais fardeau. Le gouvernement devra résoudre le problème en songeant bien à cela.

Je me permettrai de différer d'opinion avec les honorables députés qui réclament de plus gros salaires pour les employés civils.

Comment, monsieur! On parle de la cherté de la vie et l'on veut augmenter les salaires! Mais alors, si vous réclamez de plus gros salaires, vous voulez faire hausser le coût de la vie. Les employés civils sont obligés de faire, comme tout le monde, de petits sacrifices. Des demandes similaires pourraient être faites par d'autres salariés de la province, et tout ça mènerait naturellement à une hausse du coût élevé de la vie.

Il n'est pas en faveur d'une nouvelle augmentation de salaire, bien qu'il admette que certains employés ne sont pas assez payés.

On a parlé d'une commission. Eh bien, je crois que, si nous nommions une commission pour faire une enquête, elle trouverait qu'il n'y a qu'un certain nombre d'employés qui ne gagnent pas le salaire qu'ils méritent. Il y a une foule de gens qui sont dans le service civil. S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à ne plus rester au crochet du gouvernement et à se lancer dans un autre genre d'affaires; qu'ils aillent sur les fermes, par exemple, où on a tant besoin de bras. Ils sont assez jeunes pour choisir une nouvelle carrière où ils auront sans doute du succès.

Ce n'est pas en donnant de gros salaires dans les villes qu'on empêchera la désertion des campagnes.

Les cultivateurs, pris de vertige à la vue des gros salaires des villes, peuvent abandonner les terres pour venir grossir les populations urbaines au détriment de la province.

Il faut continuer l'ère des surplus qui a valu à la province de Québec la réputation d'être la province la mieux administrée de toutes les provinces du dominion.



**M. Létourneau (Québec-Est)** connaît bien les employés civils dont bon nombre résident dans son comté et dont plusieurs lui doivent en partie leur nomination. Il a eu plusieurs fois déjà l'occasion de plaider leur cause auprès du gouvernement.

Il parle du coût élevé de la vie, référant à des statistiques pour montrer à quel point celui-ci n'a fait qu'augmenter depuis plusieurs années. Il souligne que les employés sont payés pour tous les jours de l'année, alors que, dans la plupart des industries, les hommes sont payés uniquement pour les journées travaillées. Il admet que les employés civils devraient se voir accorder une augmentation, si toutefois il est possible de le faire, et particulièrement les petits salariés.

Malgré les nombreux avantages dont ces derniers jouissent, le coût élevé de la vie qui se fait sentir de plus en plus fort depuis quelques années justifie une augmentation de salaire.

Je ne veux pas dicter au gouvernement sa politique, mais je crois qu'il peut améliorer le sort des fonctionnaires et qu'il le fera.

Il est absolument opposé au renvoi des petits salariés et même de tout employé public à moins d'insubordination grave ou d'incompétence.

Il reconnaît que l'augmentation demandée par les employés civils représentera une bonne somme à prendre dans le Trésor de la province, mais il a confiance que le trésorier de la province, qui a donné bien souvent les preuves de son habileté, saura faire face à la situation de manière à satisfaire tout le monde.

Pour ce qui concerne le projet de l'établissement d'une commission du service civil pour régler la question des salaires des employés, il ne croit pas qu'elle puisse régler complètement la question et être un remède efficace.

Il considère qu'il y aurait quelque bénéfice à ce qu'une commission temporaire se penche sur les surplus des employés.

Il déclare que le chef de l'opposition a beaucoup critiqué le gouvernement, mais il n'a guère apporté de remède à l'état de choses dont on se plaint.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** est en faveur d'une augmentation de salaire qui serait sage et qui ne grèverait pas nos revenus. Il faut examiner la question d'une manière impartiale, étudiant bien les deux côtés de la médaille. Il ne faut pas brusquer les choses et y aller lentement, dit-il. Ainsi, la réorganisation du service civil ne peut pas se faire du jour au lendemain. Elle doit être pratique.

Il ne faudra pas aussi favoriser les intérêts d'une classe au détriment d'une autre. Le gouvernement est comme un bon père de famille. Il étudie bien sa situation avant de pouvoir se rendre à la demande de ses enfants. Il ne faut pas qu'il dissipe sa fortune pour améliorer leur sort. Que les employés, ses enfants, aient confiance en lui. Le gouvernement ne les oubliera pas, mais qu'ils ne soient pas trop exigeants! Il craint qu'afin d'augmenter les revenus pour pouvoir les accorder avec l'augmentation des salaires il serait nécessaire de taxer la terre et les cultivateurs.

Je sais que le gouvernement, qui a déjà donné des preuves de sa sollicitude envers les employés civils, est bien disposé envers eux. Les employés le savent et peuvent avoir confiance en ce gouvernement.

**M. Forget (Iberville)** veut exprimer les mêmes idées que le député de Rouville (M. Robert). Il n'a qu'à le féliciter de la façon dont il a parlé. Il ajoutera quelques mots brefs. Tous les orateurs, dit-il, à l'exception du député de Rouville, s'accordent pour demander l'augmentation. Que veut-on? Est-ce une augmentation pour les employés civils de 5, 10 ou 25 %? Il a remarqué qu'aucun député n'a fixé de limite fixe pour l'augmentation de salaires et se demande où s'arrêtera cette augmentation. Si l'on veut augmenter les salaires des employés civils de façon raisonnable, très bien, mais qu'on soit prudent!

Chaque augmentation de salaire, où qu'elle se produise, est un dérangement de l'équilibre actuel, peut entraîner toute une série de répercussions auxquelles il faut songer. On peut voir d'ici les résultats trop faciles à prévoir du relèvement du traitement des employés civils. Dans l'industrie, dans le commerce, les employés fonderaient sur ce fait de nouvelles réclamations. Il faudra, par conséquent, augmenter les prix des produits manufacturés.

Les employés de la ferme, qui surveillent étroitement ce qui se passe en ville, ne seraient pas lents à réclamer à leur tour. Commerçants et industriels passeraient, suivant l'usage, le compte au consommateur. Le moment viendra nécessairement où le cultivateur devra, à son tour, augmenter ses produits, ou il se dira: Puisqu'on me fait payer plus cher tout ce que j'achète, n'ai-je pas le droit de demander plus cher de mes produits?

On se plaint actuellement de la hausse du coût de la vie. C'est la guerre qui en a été la cause. Nous verrons fatalement s'élever le coût de la vie contre lequel crient tous les journaux et toute la population. Songeons-y donc à deux fois avant de

réclamer une augmentation quelconque. Je conseille, termine le député d'Iberville, aux honorables membres de cette Chambre de méditer cette pensée: Où allons-nous?

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** félicite le député de Napierville (M. Monet) et les autres qui ont exprimé leur sympathie pour les employés civils, et considère la demande des employés juste et appropriée. Il se dit confiant que la question se réglera de façon amicale par le gouvernement, lui qui a déjà eu à traiter des questions beaucoup plus difficiles.

**M. Roy (Lévis)** félicite le député de Napierville (M. Monet) qui a soulevé le débat sur les salaires des employés civils. Tous les députés qui ont pris la parole sur ce sujet s'accordent à dire qu'ils sont favorables à l'augmentation des salaires: augmentation du coût de la vie et disproportion entre les montants que reçoivent les employés et le coût des vivres.

L'honorable chef de l'opposition est allé jusqu'à dire qu'il serait bon de faire disparaître même le surplus qu'il y a dans le Trésor de la province pour satisfaire la demande des employés. Le chef de l'opposition a profité de la circonstance où se fait aussi ce débat pour dire que, si le gouvernement ne se rend pas aux demandes qui lui sont faites, c'est parce que le surplus qu'il a annoncé est fictif. Comme tous mes collègues, il a à cœur de donner un bon traitement aux employés civils et ajoute qu'il l'a prouvé par ses actes.

Il ajoute que la province doit continuer d'avoir des surplus, car autrement, notre administration prouverait qu'elle n'est pas à la hauteur de la situation. Une maison d'affaires prouve sa force et ses administrateurs prouvent leur habileté quand ils montrent des surplus. Si le contraire se produit, on demande au principal administrateur sa démission ou, tout au moins, une promesse formelle que la chose ne se répétera plus. Ce qui s'applique à une maison d'affaires peut s'appliquer et davantage au gouvernement d'une province.

Sur cette question, il convient que nos administrateurs montrent beaucoup de sagesse et n'aillent pas faire un mouvement qui serait de nature à nuire à la bonne administration financière de notre province, dit-il. Il croit que la députation tient au maintien du surplus du trésorier. Or, si on veut maintenir le surplus, cela veut dire qu'on devra trouver des sources de revenus, autrement il serait impossible de donner immédiatement les augmentations de

traitements que les fonctionnaires attendent; un certain nombre d'entre eux devront disparaître, dont on pourra répartir le traitement sur ceux qui resteront au service de la province. Il ne faudrait pas que ces augmentations créassent des taxes sur les contribuables de la province. Il convient que la plus grande sagesse préside aux décisions qui seront prises. Il est d'accord avec l'idée d'une commission du service civil.

**M. Renaud (Laval):** J'ai écouté attentivement les honorables députés de cette Chambre et je tiens à dire les conclusions que j'en ai tirées. Des deux côtés de la Chambre, on a traité cette question sous toutes ses faces. Les employés du gouvernement sont en grande partie des pères de famille. Ils gagnent en moyenne de \$700 à \$1,200 par année. Depuis que le coût de la vie est augmenté de 75 % à 100 %, ils ont reçu de \$40 à \$100 d'augmentation par année. Ce n'est pas suffisant.

Je voyais, ces jours derniers, à Montréal, vendre des patates à \$4.50 le sac. Je ne crois pas qu'un homme qui gagne \$700 et qui a des enfants puisse acheter des produits à des prix aussi élevés.

Le gouvernement n'a pas le droit de laisser souffrir les familles de ses employés. Il ne doit pas faire comme un père sans cœur qui refuse de pourvoir aux besoins de sa famille. Ces pères-là, la loi les condamne à la prison parce qu'ils le méritent.

Voici que le prix des loyers va encore augmenter de 20 % à 40 %, ce printemps. Le gouvernement ne devrait pas refuser l'augmentation demandée.

Enfin, j'espère que le débat qui a été soulevé en cette Chambre fera comprendre au gouvernement qu'il doit améliorer le sort de ses fonctionnaires qui lui assurent la bonne administration dont il se vante. Quand on veut que nos serviteurs nous servent bien, il faut bien les payer.

**M. Dufresne (Joliette):** Au cours de ce débat, j'ai entendu avec plaisir les honorables députés de la droite et la gauche demander au gouvernement une augmentation de salaire pour les employés civils. Je félicite mes collègues d'avoir réclamé cette augmentation que justifie l'augmentation quotidienne du coût de la vie.

L'honorable député de Laurier (M. Poulin) a trouvé exagéré le discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) et il a dit que ce dernier avait fait un discours politique sur ce sujet. Je trouve, au contraire, que l'honorable député de Deux-Montagnes a bien rempli son devoir en prenant la part des employés civils et en venant à leur secours.

Après avoir examiné les salaires payés par le gouvernement, je me suis demandé comment l'employé civil pouvait se procurer les choses nécessaires de la vie. Un salaire de \$600 est-il suffisant pour faire vivre une famille pendant une année? Je crois que non, M. l'Orateur.

Le gouvernement, l'industriel, le commerçant sont obligés en conscience de donner un salaire raisonnable à leurs employés. Le gouvernement plus que tout autre devrait donner l'exemple et payer ses employés raisonnablement.

Si je regarde les chiffres fournis par l'honorable député de Napierville, chiffres qui n'ont pas été contredits, je constate que les salaires payés par le gouvernement ne sont pas suffisants pour subvenir aux besoins d'une famille de cinq enfants.

Nous payons aujourd'hui les choses nécessaires à la vie trois fois plus cher qu'autrefois.

En 1914, les œufs étaient à 20 cents, aujourd'hui ils sont à 80 cents; le bœuf se vendait 10 cents la livre, nous le payons 30 cents aujourd'hui; le beurre nous coûtait 25 cents la livre, il nous coûte 75 en 1920; le sucre se vendait 5 cents la livre, aujourd'hui nous le payons 16 cents la livre; le charbon était à \$8 la tonne, il est aujourd'hui à \$14; les chaussures de \$5 la paire valent \$12; les habits de \$15 nous coûtent \$40. Et il faut aussi tenir compte de l'augmentation des loyers, de la taxe locative et de la taxe d'eau. Si le gouvernement se plaint du patronage, il n'a qu'à créer une commission du service civil, dont on a parlé hier.

Le gouvernement réclame un surplus auquel je ne crois pas, mais, s'il a réellement un surplus, pourquoi alors ne s'en sert-il pas pour augmenter les salaires? Je ne connais pas d'industries ni de commerçants qui paient à leurs employés des salaires aussi bas que ceux du gouvernement. Cette question n'est pas une question de parti, mais bien une question d'affaires. Si l'on veut de bons employés, il faut les payer raisonnablement. Toutes les questions qui se discutent dans cette Chambre, d'ailleurs, devraient être discutées non pas avec esprit de parti, mais avec un sens d'hommes d'affaires pour le bien commun, dans l'intérêt de nos comtés et de la province.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je remercie tous les députés de la Chambre qui ont bien voulu témoigner leur sympathie cordiale et profonde envers les employés du service civil. Je les en remercie beaucoup, car je suis moi-même très sympathique aux employés civils et je dois dire que 75 % des employés actuels ont été nommés grâce à

la recommandation de mes collègues et à ma propre recommandation. Les 25 % qui restent, nommés antérieurement à notre administration, ont été traités de la même manière que les autres, soit avec la plus grande justice et équité possible. Nous n'avons fait aucune différence entre leurs allégeances politiques, qu'ils aient été conservateurs ou libéraux.

Je suis heureux de déclarer de plus que, pendant les quinze années que j'ai été à la tête de la présente administration, pas un seul homme n'a été destitué dans la province, qu'il ait été nommé par le gouvernement libéral ou par un gouvernement conservateur. Nous leur avons demandé tout simplement de faire leur devoir et je dois dire que tous, en général, ont été des serviteurs modèles.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention les discours qui ont été prononcés sur la question de l'augmentation de salaire des employés civils. Tous, j'en suis convaincu, étaient absolument sincères et, en entendant les paroles de quelques députés et en pensant aux responsabilités de ceux qui administrent la chose publique, je me disais que peut-être plusieurs changeraient d'opinion s'ils avaient la responsabilité que nous avons.

Il ne doute pas que le chef de l'opposition, s'il arrive jamais au pouvoir - ce qui sera beaucoup plus tard que tous les autres orateurs qui ont pris part au débat - modifiera son sentiment. Je n'ai pas un mot à dire en contradiction de ce qui a été déclaré en faveur des employés civils. Comme je suis directement en cause, il me semble que j'ai le droit de demander aux députés de cette Chambre d'écouter les explications que j'ai à donner en réponse aux représentations qui ont été faites.

D'abord, on prétend que nous n'avons pas fait notre devoir pour les employés civils et que ces derniers ne reçoivent pas les salaires qu'ils méritent. On cite des chiffres très intéressants, mais le dois attirer l'attention de la Chambre sur le fait que ces chiffres ont été compilés et fournis par l'Association des fonctionnaires du gouvernement de Québec. L'on a dit que, dans la province de Québec, il y a au moins 1,000 employés qui reçoivent un salaire ne dépassant pas \$1,000 par année. Mais, en jetant un coup d'œil sur la liste des employés gagnant moins de \$1,000, on constate qu'il y a un bon nombre des femmes de peine. Peut-on prétendre que les femmes de peine, qui travaillent quelques heures par jour pour le gouvernement, devraient gagner plus de \$1,000 par année? Y a-t-il une institution, une corporation, une association ou un gouvernement quelconque dans le monde, qui paie pour des femmes de peine un salaire de \$1,000 et plus?

Il y a aussi des jeunes filles employées dans les bureaux du gouvernement. Peut-on prétendre aussi que nous sommes injustes et cruels en ne leur payant pas un salaire de \$1,000 et plus? Il y en a des centaines qui travaillent dans nos bureaux et un certain nombre à l'extérieur dans des bureaux d'état civil en tant que dactylos, communément appelées. copistes. Certaines d'entre elles gagnent \$400 dès qu'elles entrent en fonction, et d'autres gagnent \$500 dès qu'elles ont appris leur travail, d'autres encore gagnent \$600.

Si l'on regarde dans toutes les administrations du pays, dans les banques, dans les compagnies de chemin de fer, dans les bureaux commerciaux, on verra qu'il y a très peu de jeunes filles gagnant plus de \$600 et qu'il y en a qui gagnent beaucoup moins. Quand nous avons des témoignages de ces jeunes filles qui se déclarent satisfaites de leur salaire, je me demande pourquoi notre gouvernement serait coupable d'avoir manqué à son devoir.

On a prétendu que nous n'avions rien fait pour les employés civils. Les honorables députés de Joliette (M. Dufresne) et de Laval (M. Renaud), en toute bonne foi, nous l'ont dit et l'honorable chef de l'opposition nous l'a répété. Ils disent: "Vous avez accordé aux employés civils la généreuse augmentation de \$50." Eh bien, je leur répondrai que nous avons fait beaucoup plus que ça.

Eh bien, je vais essayer d'établir la véritable situation, tâchant d'être aussi bref que possible. Je citerai en premier lieu des statistiques couvrant la période de 1905 à 1919, dont nous sommes particulièrement responsables. Je dois dire que, depuis 1905, nous avons non seulement augmenté et doublé les salaires, mais que nous les avons triplés, et je le prouve. Nous voyons dans les comptes publics qu'en 1905 le gouvernement payait en salaires \$294,853. En 1919, il en payait \$677,297. Nous avons donc presque triplé le montant des salaires...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avez-vous fait la même chose avec le service extérieur?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Oui, nous avons fait beaucoup pour le service extérieur aussi. Ce n'est pas de \$50 et de \$100 que nous avons augmenté les salaires. Ainsi, en 1912, nous avons fait une classification dont tous les employés ont bénéficié. Il y en a qui ont reçu une augmentation de \$50 par année. Ce sont ceux de la troisième classe. Ceux de la deuxième classe ont eu une augmentation de \$100, et ceux de la première, de \$200. Je dois dire que l'augmentation de \$100 par année fut celle généralement accordée.

Les messagers - qui sont joliment nombreux dans ce bâtiment - ne reçoivent que \$600 par année en rentrant en fonction; l'année dernière, on a monté le maximum de \$800 à \$900 et ce sont eux-mêmes qui ont demandé ce maximum. Leur salaire augmente jusque-là, à raison de \$50 par année. Ils se sont déclarés entièrement satisfaits, ils en ont remercié le gouvernement.

Nous n'avons pas fait seulement que la classification des employés et nous n'avons pas fait seulement qu'accorder des augmentations de traitements aux employés civils, augmentations variant entre 20 et 100 %. Nous avons fait plus. Nous avons donné un boni de guerre à deux reprises. On a dit que notre boni n'était pas gros. J'ai entendu des employés déclarer qu'ils étaient satisfaits et me dire qu'ils étaient encore plus satisfaits quand ils regardaient ce qui a été fait ailleurs pour les employés, comme les employés des chemins de fer et d'autres gros intérêts commerciaux.

L'an dernier, en réponse à une délégation de l'Association des fonctionnaires, nous avons accordé un boni d'un mois de salaire pour les employés gagnant moins de \$1,200 et de \$100 pour les employés gagnant de \$1,200 à \$1,600, et nous avons entendu des employés déclarer leur satisfaction à ce sujet.

Il (l'honorable M. Gouin) cite plusieurs lettres de chefs de département, entre autres du surintendant du Bureau des statistiques de la province, du greffier de la Cour de circuit de Montréal qui ont exprimé la reconnaissance de leurs employés. Il lit alors les lettres de M. G.-E. Marquis, chef du Bureau des statistiques, et de M. F.-X. Roy, greffier de la Cour de circuit de Montréal.

On compare les salaires des employés civils avec ceux des charpentiers, menuisiers, maçons, briquetiers, etc., et l'on se demande s'il est raisonnable de payer certains de nos employés \$900 ou \$800 ou même \$600 quand les ouvriers dans l'industrie gagnent beaucoup plus cher. Va-t-on prétendre qu'un salaire de \$600 par année n'est pas convenable pour certains employés qui, dans les palais de justice ou ailleurs, sont incapables de faire d'autre travail que d'ouvrir et de fermer une porte? D'ailleurs, c'est le très petit nombre.

Avez-vous jamais pensé à la différence qu'il y a à la fin de l'année entre le salaire gagné par les charpentiers, les tailleurs de pierre ou les briquetiers et ceux gagnés par les employés du gouvernement? Il n'y a pas de chômage quand on travaille pour le gouvernement. Il n'y a pas de tempête pour faire cesser le travail et les gages. Par contre, nos employés ont au moins un mois de congé par année

et ils sont payés quand même. Les autres ouvriers, quand ils perdent une journée de travail, perdent leurs gages. L'employé civil est payé du premier au dernier jour de l'année, même s'il est absent de son travail. Nous payons nos employés quand la Providence veut que leurs forces ne leur permettent plus de travailler. J'en connais, et vous en connaissez tous, qui ont été des mois et des années dans l'incapacité de travailler et qui ont retiré leur salaire quand même. Nous avons peut-être eu tort et nous aurions pu les renvoyer du service. C'est peut-être de ceux-là que parlaient les employés à gros salaire, ceux qui gagnent \$2,000, \$2,400 et \$3,000, quand ils écrivaient cette brochure dans laquelle on déplore que tous les employés civils n'aient pas les moyens de mettre la poule au pot, comme au bon temps d'Henri IV.

Ces messieurs auraient voulu, pour avoir un meilleur salaire, que nous renvoyions les petits salariés qui sont dans leur entourage. Nous aurions peut-être dû les écouter, mais, M. l'Orateur, si vous aviez eu la responsabilité de l'administration, je crois que vous auriez fait comme nous et que vous auriez refusé de renvoyer ces petits employés et qu'au contraire vous les auriez protégés et vous les auriez gardés à votre emploi. Qu'est-ce que nous avons fait? Nous avons préféré ne pas jeter ces malheureux sur le pavé et garder le pain à leur famille.

Je me souviens que, l'été dernier, un brave citoyen venait me demander une position de \$900 par année. C'était un maître ouvrier, maçon ou briquetier. Je lui ai demandé pourquoi il aspirait à une position de \$900 par année quand il pouvait gagner beaucoup plus avec son métier, soit plus de \$4 par jour. Il m'a répondu qu'il ne fallait pas se faire d'illusion sur les gages des maçons ou des briquetiers à Québec. Pour lui, un maçon ou un briquetier qui peut s'assurer \$900 par année est en meilleure posture que celui qui gagne \$4 par jour quand il a de l'ouvrage. Ce qui est vrai de ce métier l'est aussi pour la plupart des autres.

On a fait des comparaisons avec les salaires des employés du gouvernement d'Ottawa. Sait-on qu'un employé du gouvernement d'Ottawa qui s'absente de son travail durant deux mois se voit retrancher son salaire, qu'il soit juge de la Cour suprême ou humble balayeur? Ici, nous ne renvoyons jamais un employé.

Pensons aux cultivateurs. Voilà un brave travailleur. Il se lève avec le soleil et travaille péniblement jusqu'après le soleil couché. Gagne-t-il plus? Je crois qu'ils sont rares, ceux qui se font un traitement d'au-delà de \$1,500.

Je recevais, il y a six mois, à mon bureau, un brave cultivateur de mon comté établi sur une bonne terre où cinq générations de sa famille avaient vécu. Il a trois fils. L'aîné est établi sur une terre dans le voisinage et réussit bien. Le second est employé du gouvernement et le troisième voulait l'être aussi. Je disais à ce brave cultivateur: Pourquoi ne donnez-vous pas votre terre à votre fils? C'est une terre magnifique au bord du ruisseau avec sa vieille maison de pierres construite en contrebas d'une montagne verdoyante comme en construisaient nos pères, les Français, de la belle terre ombrée, de grands arbres. Un beau tableau, quoi.

Cet homme me répondit: Mon fils ne veut pas. Il voudrait être employé du gouvernement comme son frère. Le salaire de ce frère est de \$1,000 par année. J'ai essayé de le convaincre qu'un jeune homme établi sur une terre, sur une bonne ferme à lui, devrait être mieux et gagner plus d'argent qu'un employé civil. Cet homme m'a répondu: Il aime mieux la position de son frère, c'est moins dur.

C'est vous dire ce que le cultivateur pense du sort des employés civils. On a encore comparé le sort de nos employés à deux des autres provinces. Je vous défie de citer une seule province qui accorde de meilleurs traitements à ses employés.

Voyons dans l'industrie, dans le commerce, dans les banques. Est-ce qu'on fait mieux que nous? Je ne le crois pas parce que chaque semaine, chaque année depuis 15 ans, j'ai vu des employés de maisons de commerce ou d'industrie venir me demander des positions dans le service civil. J'ai vu les patrons eux-mêmes venir appuyer ces demandes. Voilà donc la position des employés du commerce et de l'industrie. Que le sort de nos employés civils soit susceptible d'être amélioré, j'en conviens. Mais que le chef de l'opposition prétende que nous sommes coupables de cruauté envers eux, voilà qui est insoutenable. Comparons donc maintenant ce que nous faisons avec ce que faisaient les conservateurs quand ils étaient au pouvoir. En 1883, le gouvernement Mousseau nomma une commission du service civil. Les commissions étaient déjà à la mode dans ce temps-là. Cette commission devait désigner quels seraient les employés civils qui pourraient être éliminés. Elle ne fit jamais de rapport. Le seul résultat fut que, quelque temps après, plusieurs employés furent mis sur le pavé. De 1892 à 1897, le gouvernement conservateur ne fut pas plus généreux pour les employés civils. Un ancien leader de l'opposition a même déclaré qu'il y avait trop d'employés et qu'un certain nombre d'entre eux devaient être retirés du service.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le coût de la vie n'était pas alors aussi élevé qu'aujourd'hui.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Dans tous les cas, le coût de la vie ne baissait pas et rien ne justifiait un gouvernement de baisser les salaires.

C'est pourtant ce que le gouvernement conservateur a fait. Bien plus, les conservateurs destituèrent des centaines d'employés qui n'avaient commis d'autre crime que d'être des libéraux. Ils ont fait plus, ils ont aboli le fonds de pension. Enfin, pour comble, ils ont taxé les salaires des employés civils en prélevant 2.5 % sur les traitements au-dessus de \$600. Voilà ce qu'a fait le Parti conservateur, dont se réclame le chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La situation financière de la province était-elle la même qu'elle est aujourd'hui?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Non, car les conservateurs étaient au pouvoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils n'y étaient que depuis six mois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** En effet, ils n'y étaient que depuis six mois quand ils ont fait cela et ils avaient déjà réussi à rendre notre situation financière désastreuse.

Il cite ensuite une brochure publiée par les conservateurs alors qu'ils étaient au pouvoir, à la veille des élections de 1897. Ces messieurs se vantaient d'avoir économisé \$16,200 sur les salaires des employés civils. Ils avouaient avoir aboli le fonds de pension. Telle était la générosité des conservateurs envers les employés civils.

Nous avons rétabli le fonds de pension. En 1912, nous avons fait une classification des employés et il n'y en a pas un qui n'en ait bénéficié.

Enfin, nous avons accordé deux bonis qui ont été accueillis de la façon que je vous ai démontrée.

On nous reproche d'avoir trop d'employés. Il n'y a pas six mois, une délégation de l'Association des fonctionnaires venait à nous et se plaignait du patronage, à cause du trop grand nombre d'employés. À l'exception d'un seul, les délégués étaient tous des employés supérieurs gagnant par conséquent de gros salaires.

J'ai essayé de leur expliquer comment ils avaient été nommés. Je ne sais pas si je les ai convaincus. Ils n'insistèrent pas et je vois qu'ils n'ont pas fait cette demande dans leur requête.

Ce que je sais bien, c'est que, trois jours après, l'un des délégués qui avait déjà deux fils employés au gouvernement venait me demander d'en placer un troisième. Je suis encore à essayer de lui trouver un poste. Quand un employé voudra améliorer son sort, qu'il aille donc voir son chef plutôt que d'aller trouver certains employés supérieurs qui ont de gros salaires. Je lui recommande fortement d'aller voir son ministre respectif et de discuter de cette question avec lui. Il recevra de celui-ci sympathie et pleine justice.

Il y en a qui croient que nous devrions affronter des déficits pour augmenter les salaires. Nous n'avons pas eu des déficits depuis un bon nombre d'années. Et nos surplus ne sont pas des surplus fantômes comme le prétend le chef de l'opposition. C'est grâce à eux que notre province a pu traverser la crise que vous savez sans avoir recours au moratorium, ni pour les corps publics ni pour les individus. C'est grâce à eux que la province de Québec jouit d'un crédit comme elle n'en avait jamais eu depuis la Confédération. C'est grâce à eux que le commerce et l'industrie dans notre province jouissent d'un crédit supérieur. C'est grâce à eux que, chaque fois que nous sommes allés devant le peuple, ce dernier, satisfait des résultats que nous lui présentions, nous a réélus avec les résultats que vous savez. Depuis que nous avons l'honneur d'administrer les affaires de cette province, nous nous sommes dit que le premier principe d'une bonne administration était de boucler notre budget. C'est ce que nous avons fait. Si nous avons un déficit, il faudra le combler. Il faudra taxer. Qui? Les villes? On prétend pourtant avoir assez de taxes dans les villes. Alors, il faudrait se tourner vers les cultivateurs.

Il faudra trouver des revenus nouveaux. Faudra-t-il taxer la propriété? Je sais qu'un gouvernement plus grand que le nôtre et supérieur au nôtre y songe, mais je crois que ce serait un désastre.

Je me flatte d'avoir la confiance de ma province et je n'ai jamais plus aimé les compliments que lorsqu'on loue le gouvernement de ne pas dépenser plus que les revenus.

Je crois que nous avons bien fait dans le passé. Si nous avons eu tort, nos successeurs feront autrement. Mais je demande à ceux qui viendront après nous de ne jamais, pour aucune considération, aller sciemment et délibérément vers un déficit budgétaire, que ce soit pour encourager l'agriculture, la colonisation ou l'instruction publique. Qu'ils n'encouragent ces grandes œuvres qu'après avoir bouclé le budget.

On nous a demandé pourquoi nous ne mettions pas le service civil sous le contrôle d'une commission. Il peut être nécessaire, en certains cas, d'avoir des commissions. Mais je crois qu'avec le système constitutionnel que nous avons un gouvernement doit avoir le courage de faire lui-même ce qui doit être fait pour la bonne administration.

Les meilleurs juges des mérites des employés civils, ce sont les ministres qui les voient travailler dans leurs bureaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a créé la Commission du service civil à Ottawa?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ce sont les libéraux. Je crois qu'ils ont eu tort et je le leur ai dit dans le temps. D'ailleurs, que se passe-t-il à Ottawa actuellement? Il lit des extraits tirés de plusieurs journaux. On destitue des centaines d'employés chaque semaine. La Commission, dit-il, n'offrirait même pas aux aînés de 65 ans le service douteux d'une dose de chloroforme.

Voici le résultat de la classification qui a été faite à Ottawa. Pas un employé n'est satisfait, c'est la désorganisation. On a suggéré de faire passer des examens aux aspirants fonctionnaires. Je ne sais pas si les employés supérieurs qui nous ont exprimé cette idée seraient prêts à subir eux-mêmes cet examen. Ils demandent cela pour les petits salaires. Pour moi, je ne suis pas prêt à sacrifier les petits.

Si le chef de l'opposition arrivait au pouvoir, il suivrait la tradition de ses aînés. Il diminuerait les salaires et destituerait les employés qui ne sont pas conservateurs. Je conseillerais fortement aux employés civils de se souvenir du traitement qu'ils ont reçu avant eux leurs pères, puis celui qu'eux-mêmes reçoivent.

Il n'est pas nécessaire que je fasse quelque promesse que ce soit quant à ce qui sera ou pourra être fait afin d'améliorer la position des employés civils. Notre passé est le gage de ce que nous ferons dans l'avenir. Nous sommes bien disposés envers les employés publics. Nous comprenons que les circonstances qu'ils traversent sont dures. Qu'ils soient convaincus que chaque fois que nous pourrions améliorer leur sort, nous le ferons avec plaisir.

**M. Monet (Napierville):** J'ai l'honneur de demander l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je ne veux pas insister dans ce cas-ci, mais je crois que

l'honorable député de Napierville (M. Monet) n'est pas dans l'ordre. Mais, encore une fois, je n'insiste pas.

Il fait observer que l'usage, plutôt que les règles de la Chambre, veut que le proposeur d'une telle motion fasse sa réplique à la même séance qui voit la fin du débat.

**M. Monet (Napierville):** Je demande pardon à l'honorable premier ministre, mais je crois qu'en vertu de l'article 180 des règles de la Chambre j'ai le droit de proposer l'ajournement du débat, si je veux répliquer.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Encore une fois, je n'insiste pas.

**M. l'Orateur** permet la motion.

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent, (M. Miles) que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Établissement des soldats sur les terres de la couronne**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 15 janvier courant: Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial relativement à l'établissement des soldats sur les terres de la couronne.

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** réserve ses remarques pour l'étude des crédits de la Colonisation parce qu'il veut parler de colonisation et que ce sujet relève surtout du département des Terres.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) félicite le député de Saint-Hyacinthe (M. Boisseau) d'avoir amené cette question devant la Chambre.

Le gouvernement fédéral a décidé d'aider aux soldats à s'établir sur des terres. Il leur avance quelques milliers de dollars pour cela. Depuis quelques années, dit-il, le gouvernement s'intéresse à cette question. Les ministères des Terres et de la Colonisation ont été constamment en communication avec les diverses commissions et les employés nommés par le gouvernement provincial.

Il y a eu plusieurs entrevues avec l'honorable M. Simard, conseiller législatif, qui représentait la province dans le comité général. Le gouvernement a mis les cantons de Longué et de Dacros, dans l'Abitibi, à la disposition des soldats, après qu'un comité eût visité la région. Ces deux cantons ont été trouvés très favorables à la culture.

Une loi a été adoptée à la dernière session pour assurer des terres aux soldats gratuitement et a fait tout ce qu'il est possible pour leur aider.

Depuis, de nombreux ordres en conseil ont été passés à ce sujet et le département s'est toujours fait un agréable devoir de donner tous les renseignements requis. On a aussi amendé la loi de façon à permettre aux soldats d'hypothéquer leurs terres afin de profiter des prêts fédéraux pour acheter des outils et des instruments nécessaires à leur exploitation.

Le gouvernement provincial s'est dit prêt aussi à construire des routes pour les colons et à les faire bénéficier d'autres avantages.

En un mot, dit le ministre, le gouvernement est désireux d'aider dans la plus large mesure possible le soldat qui veut s'établir sur des terres.

La proposition est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 concernant l'heure;
- bill 81 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Percy Flynn à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 113 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Charles Montminy de pratiquer le droit, après examen;
- bill 130 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Daniel Prescott Mowry à l'exercice de l'art dentaire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée.

#### **Le Soleil limitée**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Code civil, article 953a**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 amendant l'article 953a du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Véhicules-moteurs**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, articles 210 et 1318**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 amendant les articles 210 et 1318 du Code Civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Cimetières protestants**

**M. Hay (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Caisse nationale d'économie et Caisse de remboursement**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) et la Caisse de remboursement.



Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association  
des gardes-malades enregistrées  
de la province de Québec**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Federal Zinc & Lead  
Company Limited**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Dépôt de documents:**

**Statistiques  
de l'enseignement, 1917-1918**

**L'honorable M. David (Terrebonne)**, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1917-1918. (Document de la session no 11)

**Statistiques municipales  
pour l'année 1918**

**L'honorable M. David (Terrebonne)**, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la

Chambre les statistiques municipales pour l'année 1918. (Document de la session no 18)

La séance est levée.

**NOTE**

1. Selon *L'Événement*, M. Médéric Martin, maire de Montréal, assistait à la séance dans la galerie réservée aux conseillers législatifs. Voici ce qu'ajoute *Le Canada* au sujet de cette commission: "La commission se composera comme suit: président, M. Aimé Geoffrion, C. R.; MM. J. T. Foster, président du Conseil des métiers et du travail; Jos. Carrier, président de l'Union typographique Jacques-Cartier, no 145; Grant Hall, vice-président du Pacifique Canadien; Joseph Quintal, président de la Chambre de commerce. M. Édouard Montpetit agira comme secrétaire. M. Charlemagne Rodier, C. R., a refusé d'être secrétaire de cette commission parce qu'il est l'aviseur légal des unions ouvrières intéressées et qu'il a déjà comparu devant la Commission administrative dans le conflit actuel."



Séance du jeudi 22 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Lecture des discours  
des députés**

**M. l'Orateur** rappelle aux députés que les règles de la Chambre leur défendent de lire leurs discours.

**Rapports de comités:**

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital;
- bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay;
- bill 60 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Saint-Michel de Roberval;
- bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami;

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 139 amendant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 141 modifiant la constitution en corporation de l'Oeuvre de l'hôpital Laval.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la ville Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 153 amendant les articles 5030, 5032, 5033, 5035, 5040 des statuts refondus, 1909.

Le bill 156 amendant l'article 5045a des statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec est rejeté.

**Association générale des comptables  
de la province de Québec**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec.

Adopté.

**En comité:**

**M. Smart (Westmount)** veut que l'on omette le préambule. Il y a déjà deux associations de comptables dans cette province. Les Comptables agréés, la vieille association, et l'Institut des auditeurs et comptables agréés incorporé à la Législature il y a de cela plusieurs sessions.

Il dit que la Chambre de commerce, le ministère du Commerce et l'université McGill s'opposent à la formation de la nouvelle association.

Il y a déjà une association des comptables agréés de la province composée d'hommes qualifiés, après avoir été soumis à une évaluation stricte, pour prendre en charge la vérification des livres des corporations publiques et des firmes privées. On a prétendu par le passé que cet organisme était contrôlé par les comptables agréés de langue anglaise et, afin de remédier à cela, une nouvelle organisation, l'Institut de vérificateurs et de comptables agréés, fut formée, composée en majorité de Canadiens français et de seulement sept ou huit comptables agréés de langue anglaise.

Il n'y a pas de pression pour la formation d'une troisième association, qui serait de toute façon composée de tous ceux qui n'auraient pas réussi l'évaluation des deux autres.

Il s'oppose également au sigle C.P.A., dont l'usage, selon le bill, revient de droit aux membres de la nouvelle association et qui signifie Certified Public Accountants. Il dit que le même sigle est utilisé par l'Association of Accountants, aux États-Unis, ce qui provoquerait une confusion.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** souligne qu'il ne s'agit pas là d'une nouvelle association qui cherche à s'associer, puisqu'elle a les lettres patentes fédérales, mais qu'elle sollicite à présent plutôt une confirmation. Il ajoute également que la Chambre de commerce a retiré avec grand plaisir son objection, dans une lettre adressée au premier ministre. Il met bien en évidence que le bill n'interfère avec aucune des autres associations et ne cherche pas non plus à créer un monopole ou une profession exclusive. Afin d'éviter toute confusion quant au titre des membres, il propose qu'aux lettres C.P.A. les mots "de Québec" soient ajoutés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit qu'il serait préférable, puisque le bill a passé le comité de la législation, qu'il soit à présent soumis à la Chambre; ainsi, ceux qui s'y opposent pourront soumettre leurs objections devant le comité des bills privés du Conseil législatif.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** a des objections similaires à celles du membre de Westmount (M. Smart), mais accepte l'amendement proposé par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch).

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Federal Zinc & Lead Company Limited**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited.

Cette compagnie, qui a son territoire minier dans la Gaspésie, demande le privilège d'imposer un droit de péage aux prospecteurs de mines qui pourraient passer sur le chemin qu'elle construit à ses frais.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je comprendre que l'honorable député de Laurier (M. Poulin) veut nous faire retourner à l'ancien système des taux de péage? Est-ce la politique d'après-guerre du gouvernement?

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je crois que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pourrait fournir des renseignements à l'honorable chef de l'opposition. Je crois comprendre que les électeurs de Gaspé, où est situé le territoire minier de cette compagnie, approuvent ce projet.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il est vrai que la politique du gouvernement est de supprimer tous les taux de péage. D'un autre côté, voici un cas spécial. Il s'agit d'un territoire non pas de colonisation, mais d'un territoire minier. Il est bien entendu que tous ceux qui auront des permis de chasse, par exemple, n'auront aucun droit de péage à payer. Ce droit qui est imposé n'affecte pas les prospecteurs de mines.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) n'était peut-être pas en Chambre lorsque le gouvernement a décrété qu'il n'y aurait plus aucun droit de péage d'imposé.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition doit comprendre les circonstances dans lesquelles nous accordons ce privilège. La Federal Zinc construit un chemin à ses frais. Il est juste que les autres prospecteurs de mines, quand ils voudront se servir de ce chemin, paient quelque chose pour l'entretien du chemin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais s'il y venait des colons?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le territoire n'est pas propice à la colonisation, mais, s'il le devenait, l'honorable chef de l'opposition, qui connaît bien nos sentiments vis-à-vis des colons, peut être certain que nous verrons à les protéger.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais pourquoi ne prévenez-vous pas pour l'avenir?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition parle d'une chose

qui n'existe pas. Il nous demande de prévoir le cas où des colons iraient s'établir sur ce territoire minier. Que mon honorable ami soit certain que, si jamais ce territoire est propice à la colonisation, nous verrons à assurer aux colons la protection qu'ils méritent.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Loi des accidents du travail**

**M. Lacombe (Montréal-Dorion):** J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'adresse de l'honorable député de Saint-Hyacinthe sur la colonisation, sujet très intéressant et très important pour la classe ouvrière et très à propos pour la politique que l'on prêche dans tout le Canada depuis quelques années. Je veux dire le retour à la terre, sujet sur lequel j'aurai l'occasion de revenir dans quelque temps.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Boisseau) a si bien développé son sujet que la majorité de cette Chambre est partie convaincue qu'il avait raison. M. l'Orateur, je voudrais pouvoir vous convaincre à mon tour que le sujet que je vais traiter est très important et absolument nécessaire dans les conditions actuelles. L'intérêt que tous semblent porter aux choses ouvrières m'assure que ma suggestion sera reçue favorablement par les députés de cette Chambre.

Tous connaissent le malaise qui existe chez les ouvriers depuis que le coût de la vie a doublé, c'est-à-dire depuis le commencement de la guerre, depuis cinq années. Je pourrais m'étendre longuement sur cette question, mais j'aurai aussi l'occasion d'y revenir. J'arrive immédiatement au point. Est-ce que la loi des accidents du travail de la province de Québec sauvegarde bien à l'heure actuelle les intérêts des ouvriers? M. l'Orateur, je vous laisse juger.

Je lis dans la loi des accidents du travail de la province de Québec, l'article 7322, paragraphe c, et 7326, ce qui suit:

c. Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité égale à la moitié du salaire journalier touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de sept jours et à partir du huitième jour, ladite indemnité ne devant pas être moindre que \$4 par semaine.

Article 7326. Si la rémunération annuelle de l'ouvrier dépasse \$800, elle n'est prise en considération que jusqu'à concurrence de ce montant. Pour le surplus et jusqu'à \$1,200, elle ne donne droit qu'au quart des indemnités susdites.

Dans le cas d'une rémunération annuelle de \$1,200, la présente loi ne s'applique pas.

Donc, M. l'Orateur, seuls ceux qui retirent un salaire moindre de \$800 ont droit à 50 % de leur salaire pour le cas d'un accident qui cause l'incapacité temporaire; de \$800 à \$1,200, la présente loi ne donne droit qu'à un quart de leur salaire, et ceux qui gagnent au-dessus de \$1,200, la présente loi n'y pourvoit pas.

Dans le passé, cette loi était certainement bonne et juste pour l'ouvrier, mais les années se suivent et ne se ressemblent pas, et je crois que les lois s'amendent ou se font suivant les exigences des circonstances. Aujourd'hui, l'ouvrier, par le haut coût de la vie, gagne un salaire double de celui qu'il gagnait il y a quelques années, et cependant tout juste ce qu'il lui faut pour vivre. Les salaires payés aux ouvriers maintenant varient de \$1,000 à \$1,800 sans qu'ils puissent réussir à épargner. C'est pourquoi je demande à cette Chambre s'il ne serait pas temps d'amender cette loi de façon à pouvoir donner à tous ceux qui ont le malheur de subir un accident de travail de bénéficier de 50 % de leur salaire, quel que soit le montant de leur salaire annuel, et un minimum de \$7 par semaine pour le petit salarié. Je lis maintenant l'article 7323 qui se lit comme suit:

Article 7323. Lorsque l'accident a causé la mort, l'indemnité comprend une somme égale à quatre fois le salaire moyen annuel du défunt au moment de l'accident, ne devant dans aucun cas, sauf le cas mentionné dans l'article 7325, être moindre que \$1,000 ni excéder \$2,500.

M. l'Orateur, dans cette partie de l'article, il faudrait indiquer que le maximum de l'indemnité devrait être porté au moins à \$3,000 au lieu de rester comme il est, c'est-à-dire \$2,500.

Je continue à lire ce qui suit:

Il est en outre payé une somme n'excédant pas \$25 pour les frais de médecins et pour les funérailles, à moins que la victime ne soit membre d'une association tenue d'y pourvoir et qui y pourvoit.

Pour les mêmes raisons que je donnais il y a quelques instants, les médecins et les entrepreneurs de pompes funèbres chargent aujourd'hui pour leurs services au moins deux fois plus qu'autrefois. Ce n'est pas un reproche à leur faire, car les circonstances l'exigent.

Dans mon humble opinion, ce ne serait que justice de mentionner dans cet article un montant double, c'est-à-dire \$50 pour les frais de médecins et de funérailles.

Il y aurait encore plusieurs modifications à faire, et même je ne sais pas s'il ne serait pas bon d'adopter quelques clauses de la loi d'Ontario qui, à mon point de vue, sont très bonnes et exemptent les employés de se servir de la loi en maintes circonstances, mais je sais qu'il doit y avoir une conférence bientôt, à Ottawa, dans le but d'étudier la question de l'unification des lois ouvrières dans tout le dominion du Canada. En attendant, je serais satisfait si cette Chambre accordait les quelques suggestions que j'ai faites.

Maintenant, M. l'Orateur, comme j'ai entendu hier après-midi un bon nombre de députés de cette Chambre qui se sont faits les défenseurs de la classe ouvrière que j'ai l'honneur de représenter, je profite de l'occasion pour les féliciter encore une fois, et en particulier l'honorable député de Napierville qui a été l'auteur de la motion, chose que j'aurais voulu faire hier après-midi en parlant sur la question des employés civils, mais que l'honorable chef de l'opposition m'a forcé de traiter plus tôt que je l'aurais voulu.

Ce qui me flatte, c'est que la question a été soulevée par un de mes électeurs qui est l'honorable député de Napierville (M. Monet), qui connaît mes sympathies pour l'ouvrier, comme les employés civils eux-mêmes les connaissent et savent que je suis en faveur de leur augmentation de salaire.

J'espère que d'autres députés qui ont l'honneur de représenter des comtés où les ouvriers comptent en grand nombre me donneront leur appui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable député avait parlé un peu plus longtemps sur la question des salaires des employés civils, il se tiendrait aujourd'hui dans l'ordre, M. l'Orateur. Je soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre me semble bien compris. L'honorable député de Dorion (M. Lacombe) ne peut traiter une question qui a déjà fait le sujet d'un débat en cette Chambre.

**M. Lacombe (Montréal-Dorion):** Je termine en formulant le vœu que cette Chambre prenne en sérieuse considération cette question.

Il remercie la Chambre de l'accueil qu'elle lui a fait.

**M. Lemay (Sherbrooke)** se lève pour prendre la parole.

**M. l'Orateur** prie le député de Sherbrooke (M. Lemay) de bien vouloir attendre que la motion soit lue avant de la discuter.

**M. Lacombe (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Moreau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et les associations ouvrières ayant trait à la modification de la loi des accidents du travail en ce qui concerne le quantum du salaire des ouvriers.

**M. Lemay (Sherbrooke):** Le débat sur les salaires des employés civils, hier, ne traitait que d'une faible proportion des travailleurs de la province.

Il ajoute qu'en tant qu'ancien journaliste de Montréal il demande que la loi de la compensation des accidents du travail s'appliquât à ses anciens confrères ou, du moins, à ceux qui gagnent moins de \$2,000 par année.

J'ai écouté avec grand plaisir, dit-il, les remarques et les suggestions qui ont été faites concernant certains amendements à la loi des accidents du travail de la province de Québec. J'y concours pour une bonne partie. Cependant, je diffère d'opinion sur certains points avec l'honorable député de Dorion (M. Lacombe).

Nous avons entendu hier des discours très intéressants au sujet des employés civils. Les griefs et les revendications qui ont été soumis m'ont vivement intéressé et je n'ai pas besoin de vous dire que je suis en faveur de l'amélioration du sort des ouvriers et des employés en général.

On se demandera peut-être pourquoi un avocat vient défendre la cause des ouvriers. Il est vrai qu'en certains milieux on dit beaucoup de mal des avocats, mais bien souvent on a recours à eux. Comme avocat, j'ai eu l'occasion de diriger une foule de causes concernant des accidents du travail et je me suis aperçu que cette loi, si parfaite et si minutieuse qu'elle soit, présente quelques lacunes par suite du changement des circonstances et des conditions de la vie. Il y a aussi une autre raison qui me pousse à défendre la cause des ouvriers. Il est vrai que je suis un avocat, mais je dois ajouter que je suis le fils d'un pauvre ouvrier. C'est pour aider aux femmes des ouvriers morts à la suite d'accidents du travail que nous faisons des suggestions afin qu'elles reçoivent l'indemnité qu'elles sont en droit d'attendre et qui les mettrait à l'abri de bien des misères.

La loi des accidents du travail a besoin d'être amendée. Ainsi, la loi permet, en cas de décès d'ouvriers tués par accident, une allocation de \$2,500, mais seuls les employés qui gagnent moins de \$1,200 ont droit de bénéficier de la loi. Je dois dire ici que je diffère d'opinion avec le député de Dorion à ce que l'on devrait amender la loi de manière à accorder cette allocation à tous les ouvriers sans distinction de salaires.

Je me permettrai de dire que la loi des accidents du travail a pour but de protéger le petit travailleur, le pauvre, en un mot, celui qui ne gagne pas assez pour se payer des polices d'assurance ou mettre de l'argent de côté. La loi n'a pas pour but de protéger l'ouvrier qui gagne \$175 ou \$200 par mois et qui peut ainsi économiser des centaines de dollars. Pour moi, nous aurions tort d'admettre tous les ouvriers et d'ouvrir toutes grandes les portes à la loi des accidents du travail. Je crois que l'on agirait sagement en fixant une limite jusqu'à \$1,500.

Sous l'ancienne loi, le travailleur devait prouver la négligence et la responsabilité de l'employeur, mais la nouvelle loi n'exige plus cela.

Il me semble que c'est dans l'intérêt des patrons comme celui des ouvriers que ces derniers, qui risquent leur vie, soient protégés d'une manière spéciale, et cela n'est pas du socialisme, c'est de la justice. Si l'ouvrier n'est pas protégé, comment pourra-t-il travailler avec une gaieté de cœur et sans crainte? Une protection adéquate assurée par la loi aux travailleurs s'avèrera une protection contre le désordre et la révolution.

Qu'il me soit permis d'ajouter que notre population ouvrière est la plus respectueuse des lois. Elle tient à revendiquer ses droits d'une manière juste et sage. Le gouvernement a certains devoirs à remplir à l'égard des ouvriers, qui sont de les protéger convenablement.

Depuis qu'il est au pouvoir, je sais que le premier ministre s'est fait un devoir de protéger les faibles et j'espère qu'il prendra en sérieuse considération les remarques que nous venons de lui faire.

J'ai l'honneur de représenter le beau comté de Sherbrooke, qui comprend en majeure partie des ouvriers et ce sont leurs demandes que je sou mets actuellement. Laissez-moi vous dire en terminant qu'il y a dans les rangs du Parti libéral place pour toutes les classes de la société et pour toutes les revendications, et je suis certain que les suggestions qui viennent d'être soumises à l'attention des députés de cette Chambre seront sérieusement étudiées par le gouvernement, qui ne cesse jamais de travailler en faveur de l'ouvrier.

**M. Lapierre (Mégantic):** Je veux tout d'abord saisir l'occasion qui m'est offerte de féliciter chaleureusement l'honorable député de Dorion (M. Lacombe) pour l'heureuse initiative qu'il a prise en soulevant ce débat si important et d'une grande actualité. Représentant dans cette Chambre d'une division électorale qui attire depuis quelques années l'attention de tout le pays par sa grande production d'amiante, à savoir 90 % du marché mondial, l'on comprendra facilement tout l'intérêt que porte notre population ouvrière, exposée beaucoup plus qu'ailleurs aux accidents du métier, à ses amendements et suggestions soumis à notre considération avec tant de verve et tant de clarté par les honorables députés de Sherbrooke (M. Lemay) et de Dorion.

Aussi, je crois interpréter les sentiments de mes électeurs en appuyant, en cette circonstance, de ma parole la proposition que nous discutons actuellement.

Cependant, en soulignant et en appuyant dans la mesure du possible les nombreuses suggestions que nous venons d'entendre, je crois devoir déclarer que je n'ai certainement pas l'intention, dans le cours des quelques remarques que je dois faire devant cette Chambre, de critiquer en aucune manière l'effort et le travail accomplis par l'ancien ministre du Travail. Je sais que notre population ouvrière apprécie hautement les nombreuses réformes dont le gouvernement actuel a pris l'initiative, lesquelles réformes ont contribué largement à améliorer l'état et les conditions des ouvriers.

Je sais de plus, M. l'Orateur, que notre population ouvrière reconnaît qu'avant l'avènement au pouvoir de l'administration actuelle l'ouvrier était, pour ainsi dire, un homme ignoré par les lois de cette province. Mais, tout en appréciant à leur juste valeur toutes ces bonnes mesures adoptées en faveur de l'ouvrier, je crois, M. l'Orateur, que les amendements suggérés sont tout à fait dans l'ordre et auraient pour effet de rendre cette loi de compensation des accidents du travail plus conforme et plus proportionnée aux conditions actuelles.

Il y a maintenant deux ans, le ministre du Travail d'alors soumettait à l'étude de la députation un projet d'amendement à la loi existante, projet portant de \$1,000 à \$1,200 par année le salaire maximum de l'ouvrier qui bénéficierait des avantages incontestables de la loi de compensation des accidents du travail.

J'ai suivi et étudié en même temps avec beaucoup d'intérêt l'amendement en question et je n'hésite pas à déclarer que l'intention de l'honorable

ministre du Travail et de tous les législateurs était de couvrir et de protéger tous les ouvriers en faisant ce montant comme salaire maximum, car à cette époque, bien que notre pays et notre province et presque tous les pays du monde aient été engagés dans ce grand conflit mondial qui a ensanglanté l'Europe, le salaire de la presque totalité de nos ouvriers ne dépassait pas ce montant de \$1,200 par année, ce qui justifiait à mon avis l'honorable ministre du Travail ainsi que toute la députation de fixer un montant aussi bas.

Mais il n'y a pas à se le cacher, les conditions ont changé depuis ce temps et la province de Québec a malheureusement ressenti un peu les effets de cette dépression économique qui existe un peu partout dans le monde.

Le coût de la vie augmentant constamment et rapidement, l'échelle des salaires pour les ouvriers a dû nécessairement augmenter, peut-être pas aussi rapidement, mais au moins graduellement, car, aujourd'hui, nous sommes forcés d'admettre et de constater qu'un grand nombre de nos ouvriers ne sont plus protégés par cette loi qui avait été présentée à cette intention.

L'expérience que j'ai dans l'industrie de l'amiante, où les accidents sont malheureusement trop fréquents, m'a permis de signaler cette lacune à plusieurs reprises dans le passé et voilà pourquoi je profite de l'occasion qui m'est offerte de m'associer à l'honorable député de Sherbrooke pour attirer l'attention de l'honorable ministre du Travail et de toute cette Chambre.

Je demande que cette loi aille plus loin, qu'elle protège également les ouvriers qui gagnent plus de \$1,200 par année et qu'elle s'applique au moins dans les cas où le salaire est moins de \$1,500 par année, étant convaincu à l'avance que tout représentant du peuple qui a réellement à cœur les intérêts des ouvriers ne peut raisonnablement prétendre que ce montant est exagéré et trop élevé dans les circonstances.

La loi de compensation des accidents du travail actuellement en vigueur dit qu'en cas d'accident fatal on devra payer un montant de \$25<sup>1</sup> pour frais funéraires. Je croirais perdre mon temps, M. l'Orateur, et en même temps abuser de l'indulgence de cette Chambre si je vous donnais les nombreux arguments qui prouvent et établissent que ce montant est disproportionné aux conditions actuelles de la vie et qu'il n'y a aucune possibilité de donner des funérailles convenables avec cette somme à une personne victime d'accident fatal. Ceci est tellement compris et admis par tout le monde que

certain patrons ne s'occupent plus des termes de la loi et n'hésitent en aucune manière à avancer le montant nécessaire pour procurer à ces victimes des funérailles dignes de leur état. Il arrive assez souvent, M. l'Orateur, dans les centres industriels tant soit peu considérables où la main-d'œuvre est plus ou moins variable à cause du travail que l'on a effectué, qu'un grand nombre de ces ouvriers soient des immigrants ou des étrangers au pays qui n'ont aucun parent ou ami pour s'occuper d'eux.

Si les patrons voulaient se prévaloir de la loi actuelle, les ouvriers qui sont frappés de mort ne recevraient pas de funérailles ou encore, s'ils en avaient, ils seraient à la charge du conseil municipal où l'accident s'est produit, ce qui équivaut à dire qu'ils seraient à la merci de la charité publique.

Je prétends que nous ne pouvons pas tolérer davantage cet état de choses et qu'il est de notre devoir d'y remédier en amendement la loi de façon à ce qu'un montant raisonnable soit garanti à l'ouvrier, de façon à ce que le patron soit tenu de doubler ou de tripler ce montant de \$2,500 en faveur de ces victimes qui ont contribué au progrès et à l'avancement de leurs industries.

Je passe rapidement, M. l'Orateur, sur ce point car il nécessiterait de trop longs commentaires. Je sais, de plus, que la députation est unanime à reconnaître l'opportunité de l'amendement suggéré.

Il y a un autre point que je voudrais signaler à l'attention de cette Chambre, c'est un amendement qui, d'après moi, s'impose tout spécialement et qui doit être apporté à la loi actuelle. Il nous faudrait fonder un bureau médical permanent chargé d'établir la diminution de capacité dans les malheureusement trop nombreux cas d'incapacité permanente. Que voyons-nous aujourd'hui d'après la loi que nous avons? Un ouvrier est victime d'un accident. Il a heureusement échappé à la mort, mais il est atteint d'une infirmité dont il ne guérira jamais. Il n'aura plus, à l'avenir, la même capacité de travail qu'il possédait antérieurement à cet accident. Le médecin de famille est appelé et consulté et, de bonne foi, il fixe un certain pourcentage de cette diminution de capacité. À son tour, la compagnie pour laquelle cet ouvrier travaille, dans l'exercice d'un droit que la loi lui accorde, fait examiner le patient par son médecin dans le même but de fixer cette diminution de capacité.

Ces deux médecins sont sans doute de bonne foi, mais l'expérience nous enseigne que ces deux hommes tombent rarement d'accord et sont absolument opposés l'un à l'autre et occasionnent invariablement un conflit qui malheureusement ne se termine que devant nos tribunaux et généralement au



désavantage du travailleur. C'est ce conflit qu'il faut, suivant moi, essayer de faire disparaître en amendant cette loi dont le but ultime, lors de sa passation, était de faire cesser la lutte entre le patron et l'ouvrier et de lui donner justice.

Pour opérer cette réforme qui, suivant moi, s'impose, je soumets, M. l'Orateur, qu'un bureau médical permanent composé de médecins n'ayant aucun intérêt dans la cause où ils devront se prononcer ramènerait la confiance mutuelle entre le patron et l'ouvrier et empêcherait des procès coûteux. M. l'Orateur, en discutant cette motion de l'honorable député de Sherbrooke, sujet qui touche de si près la classe ouvrière, il me semble qu'en ce moment nous n'avons moins le droit que jamais d'oublier que nous sortons d'une guerre dont le succès définitif fut le triomphe de la démocratie dans le monde.

S'inspirant de la leçon qui s'en dégage, n'appartient-il pas à chacun de nous, députés de cette Chambre, de faire des efforts pour promouvoir les principes démocratiques qui ont surgi du conflit?

Si les amendements qui nous sont suggérés sont adoptés par cette Chambre, ce sera une nouvelle preuve de notre désir sincère d'améliorer les conditions de l'ouvrier, ce sera la réponse de cette province aux socialistes et aux bolchevistes d'ailleurs, qu'entre les deux systèmes, celui qui tend à saper notre société et celui qui ne veut que la rendre plus forte et plus paisible en remédiant aux maux dont elle souffre, nous optons sans hésiter pour cette dernière.

**M. McDonald (Pontiac)** dit qu'il abonde chaleureusement dans le sens de ce qu'a dit le précédent orateur ayant traité de la question. Il souhaite seulement que les amendements au bill le rendront applicable aux bûcherons et aux hommes employés dans le transport des bois de construction et de charpente, au printemps.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** félicite tous les députés qui ont traité la question de la loi des accidents de travail, car ils l'ont traitée d'une manière fort intéressante et ont bien parlé en faveur de l'ouvrier. Ils ont obtenu un grand succès auquel il est heureux d'applaudir.

Il déclare que la note complimentaire décernée au gouvernement était bien méritée, car se fait-on une juste idée de ce qu'a fait le gouvernement dans la législation ouvrière? Il n'y a pas très longtemps, on a entendu des chefs ouvriers avertis, à Ottawa et aux États-Unis, déclarer que le code de la législation ouvrière de la province de Québec était comparable sinon supérieur aux meilleures législations ouvrières qui existent actuellement. On l'a reconnu tout dernièrement

encore, à Washington, à un congrès international d'ouvriers. C'est là l'opinion émise par les plus reconnus des chefs syndicaux tant dans ce pays qu'à l'étranger. La loi a été préparée minutieusement dans le meilleur intérêt des ouvriers. Le maximum a été haussé, tout récemment, de \$200 à \$1,000.

On nous demande d'augmenter le salaire minimum des travailleurs qui ont droit aux avantages de la loi, mais le gouvernement n'a jamais eu l'intention de faire appliquer la loi à chaque classe de travailleurs, mais plutôt à cette classe qui a le plus de chances de souffrir le plus gravement des accidents de travail.

Il va de soi que les travailleurs qui gagnent de \$1,500 à \$1,600 par année sont dans une situation souvent très supérieure à celle des employés des établissements de commerce ou au service du gouvernement, qui ne bénéficient pas de la loi de compensation.

Le gouvernement devrait-il étendre l'application de la loi aux gens qu'il vient de mentionner tels que les employés d'ascenseurs au cas où le gouvernement en permettrait l'application aux ouvriers de l'industrie gagnant jusqu'à \$1,500? C'est une question quelque peu compliquée. Je crois que nous devons faire tout ce qui est nécessaire pour améliorer le sort des ouvriers, mais, d'un autre côté, il faut là aussi de la prudence. Si on augmente le montant de l'indemnité payable aux ouvriers, il ne faut pas oublier que c'est l'industriel qui sera affecté par cette augmentation et il faudra élever le prix de ses produits. En somme, ce serait atteindre le consommateur et c'est pour cela qu'il faut être prudent.

Les statistiques démontrent que, dans 40 % seulement des cas, les ouvriers sont responsables des accidents dont ils ont été victimes et, si l'on considérait les ouvriers experts, le pourcentage serait beaucoup moindre. Dans la majorité des cas, donc, les ouvriers qui reçoivent en général un revenu plus élevé peuvent être indemnisés, en vertu du droit commun. Augmenter le maximum signifie que les ouvriers les plus coûteux sont soumis à la loi et perdent de ce fait tout recours en vertu du droit commun, sont davantage affectés lorsqu'ils ne sont pas responsables eux-mêmes des accidents, et seulement un faible pourcentage des ouvriers coûteux plus qualifiés se trouvent responsables des accidents qu'ils subissent.

L'honorable ministre du Travail déclare qu'il a comparé notre loi avec celle d'Ontario et qu'il en a conclu à la supériorité de la nôtre. Là cependant on a constitué un bureau médical.

J'ai écouté la suggestion du député de Mégantic (M. Lapierre) au sujet de la création d'un

bureau médical permanent. Je dois dire que cette question occupe actuellement l'attention du gouvernement, mais je doute que cela soit avantageux pour les ouvriers.

Je suis heureux de ce débat, car il éclairera le gouvernement et nous facilitera la tâche qui nous incombe.

La proposition est adoptée.

#### **Loi des accidents du travail, frais funéraires**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Lapierre), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de correspondance échangée entre le gouvernement et les associations ouvrières au sujet de l'extension de la loi des accidents du travail quant au quantum du salaire des ouvriers et quant au quantum de l'indemnité pour frais funéraires.

Adopté.

#### **Augmentation de salaire des fonctionnaires**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 20 janvier courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et l'Association des fonctionnaires du gouvernement de Québec relativement à une demande de bonis ou d'augmentation de salaire.

**M. Monet (Napierville):** Je suis loin de regretter d'avoir proposé la motion relative à une demande d'augmentation ou de bonis pour ces employés. Cette motion a suscité devant cette Chambre un débat que, pour ma part, j'ai trouvé excessivement intéressant. Plusieurs des honorables membres de cette Chambre ont donné librement leur opinion sur la question et ont amené l'honorable premier ministre lui-même à déclarer, lors de l'ajournement mardi dernier, que le débat sur la motion du modeste représentant de Napierville était très intéressant.

Je remercie les bons députés de cette Chambre qui ont bien voulu adresser la parole sur la motion que j'ai eu l'honneur de présenter devant cette Assemblée. Plus nombreux que sur toute autre question sont ceux qui ont donné leur opinion sur une motion de ce genre, 18 membres de cette Chambre.

La majorité des députés qui ont émis une opinion sur la question ont été d'accord sur un point: le salaire actuellement payé aux employés civils n'est pas suffisant et une augmentation s'impose. Jusqu'à l'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud) que l'on ne traitera pas d'être un violent qui se déclare en faveur d'une augmentation sage et lente, il est vrai, mais d'une augmentation tout de même.

Dans l'exposé de la question qui a fait l'objet du présent débat, j'avais dit: Nos employés civils sont mal payés, il leur faut un salaire raisonnable. Je voulais connaître l'opinion de mes honorables collègues à ce sujet. J'ai constaté non sans quelque intérêt que, dans l'expression d'opinions de ceux qui ont parlé, hier et mardi, si tous ne favorisent pas une augmentation de salaire, tous admettent que le salaire actuellement payé au petit salarié n'est pas en conformité de l'énorme coût de la vie.

Le premier ministre m'a fait l'honneur de prendre part au débat suscité par cette motion. Il a déclaré que, chaque fois qu'il pourrait augmenter les salaires des employés, il le ferait. C'est ce que nous demandons.

S'il ne partage pas entièrement ma manière de voir sur la question telle que je l'ai présentée devant cette Chambre, il me sera sans doute tout de même reconnaissant d'avoir proposé cette motion puisqu'elle lui a fourni l'occasion de prononcer l'un des meilleurs discours parlementaires de sa carrière politique.

Le premier ministre consentait, hier, à l'ajournement du débat pour permettre, disait-il, au député de Napierville de préparer sa réponse. Il prétend que, ce faisant, il n'a pas insulté le premier ministre, comme certains l'affirmaient hier.

J'avais le droit de faire une motion d'ajournement. D'ailleurs, je n'ai pas l'intention de donner la réplique au premier ministre, je ne m'en sens pas les capacités. Le premier ministre cependant ne peut pas nier les statistiques citées au point de vue de l'augmentation du coût de la vie.

Il ne nie pas non plus qu'une famille de cinq personnes a besoin d'au moins \$1,200 pour vivre.

Il a laissé entendre que l'augmentation de salaire demandée par l'Association des fonctionnaires était suggérée par les employés qui reçoivent de hauts salaires, au détriment des petits. Je n'ai rien à faire avec l'Association des fonctionnaires. Je n'ai pas agi sur leur suggestion, je n'ai plaidé qu'une cause, c'est celle du petit salarié.

On a parlé des augmentations accordées depuis 1912. Le premier ministre me rendra le témoignage que j'ai noté moi-même cette augmentation. Depuis, il a été accordé d'autres

augmentations, mais aux gros salariés seulement, dans la majorité des cas. On a parlé de bonis, mais j'ai noté que ces bonis n'étaient pas équitables parce que ce sont ceux dont les salaires sont les plus élevés qui en ont le plus profité.

Je ne veux pas que les membres de cette Chambre soient sous l'impression que j'ai été l'avocat des gros salariés lorsque j'ai formellement déclaré que la cause que j'entendais défendre était celle des petits salariés.

Le premier ministre a déclaré qu'il n'était pas prêt à sacrifier les employés recevant un petit salaire. J'aime à croire que ce n'est pas à moi qu'il attribue cette intention. Je ne demande la suppression de personne. J'ai indiqué seulement quelques moyens d'arriver à une élimination graduelle des employés dans le sens où l'a suggéré le membre de Rouville (M. Robert).

Il indique que cela pourrait être provoqué par la résignation ou la mort de certains d'entre eux, et que les employés qui resteraient pourraient ainsi bénéficier des économies de salaires résultantes.

Il est heureux que le premier ministre ait laissé entendre que le gouvernement actuel ferait quelque chose pour augmenter les petits salaires. Il n'a jamais demandé qu'une commission du service civil abonde avec le premier ministre sur ce point, et s'oppose à une reclassification des employés par un tel organisme.

Que résultera-t-il de ce débat? Je l'ignore. Je suis convaincu cependant que les membres de ce gouvernement décideront quelque chose pour améliorer le sort des petits employés.

La proposition est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;
- bill 68 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Grégoire au nombre de ses membres, après examen oral;
- bill 101 amendant la loi constituant en corporation l'Union nationale française et de refuge;
- bill 131 amendant la charte de la Dominion Corset Company;

- bill 136 amendant la charte de la cité de Westmount.

#### **Succession McDuff Lamb**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Germain-de-Rimouski**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie des tramways de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Stephens Estate Realties Limited**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 145 validant un acte de transport d'immeubles à The Stephens Estate Realties Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Successions L. et J.-D. Villeneuve**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et feu honorable Joseph-Octave Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Paroisse de Saint-Augustin**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Augustin.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de East Angus**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Succession Louis-Raymond Plessis-Bélair**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Vente d'immeubles de M.-A. Rodier à Dupuis Frères limitée**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeubles par dame Marie-Angélique-Amanda Rodier *et vir* et autres à Dupuis Frères limitée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Salmon River and Northern Railway Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 134 amendant la charte de The Salmon River and Northern Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Commissaires d'écoles d'Outremont**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, à emprunter une somme de \$400,000 pour certaines fins et à émettre des débentures soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du bibliothécaire de la Législature**

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, février à décembre 1919. (Document de la session no 25)

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal;
- bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal;
- bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg.

#### **The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 constituant en

corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal Incorporated**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Stanley Bagg Corporation et succession S. C. Bagg**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ville Montréal-Nord**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 201 concernant la ville Montréal-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Comité permanent des bills privés**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande, à la fin de la séance, aux députés qui sont parrains de bills privés de faire en sorte que l'absence des promoteurs de ces bills ne puisse pas arrêter le travail du comité.

Ainsi, ce matin, le comité aurait pu siéger une heure de plus si les personnes intéressées dans certains bills avaient été présentes.

Il rappelle le massacre des innocents, grâce auquel tous les bills négligés sont envoyés au panier à la fin de la session.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remarque qu'un grand nombre de bills sont envoyés au comité des bills publics ou au comité de législation. Il se demande s'il y a entente entre ces comités.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** ne le croit pas. Depuis la refonte de nos statuts, il y a quatre ou cinq ans, la loi permet à la Chambre d'envoyer à un autre comité que celui des bills privés tous les bills qui ont un caractère plus privé que général. Il n'a pas l'intention de presser la législation.

La séance est levée.

---

#### NOTE

1. Chiffre du *Soleil*. Le *Montreal Herald* mentionne plutôt \$35.

## Séance du vendredi 23 janvier 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants:

Le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec a été rejeté.

Avec des amendements, les bills suivants:

- bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;

- bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix de Marieville;

- bill 142 ratifiant la rente et le transport de propriétés et de droits par M. Donald Fraser & Sons Limited à Fraser Companies Limited;

- bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 4 amendant les articles 210 et 1318 du Code civil.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville;

- bill 129 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

**M. Robert (Rouville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est ajourné à mardi prochain, le 27 courant, à 8 heures du soir, après avoir discuté certaines questions agricoles.

Charte  
de Saint-Jean

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 148 amendant la charte de la ville de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

Écoles des  
hautes études commerciales

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quel a été le montant total payé par le gouvernement pour la construction et l'équipement de l'École des hautes études commerciales de Montréal?

2. Quels montants ont été accordés chaque année depuis que l'École a été établie?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. \$13,000 pour l'aménagement du musée.

2. Les montants suivants ont été octroyés de 1907 à 1920, pour le maintien de l'école:

1907 .....	\$ 5,000.00
1908 .....	25,000.00
1909-1910 .....	35,000.00
1910-1911 .....	50,000.00
1911-1912 .....	50,000.00
1912-1913 .....	50,000.00
1913-1914 .....	50,000.00
1914-1915 .....	50,000.00
1915-1916 .....	50,000.00
1916-1917 .....	50,000.00
1917-1918 .....	50,000.00
1918-1919 .....	50,000.00
1919-1920 .....	60,000.00

**Taxes municipales**

**M. Stein (Kamouraska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 159 amendant l'article 5726 des statuts refondus, 1909, relativement à l'intérêt payable ou les arrérages de taxes municipales dans les cités et villes.

Le bill permet aux cités et villes d'augmenter de 5 % à 6 % le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes municipales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Stein (Kamouraska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Statuts refondus, 1909,  
articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 153 amendant les articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 amendant la charte de la cité de Lévis.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The St. Mary's Memorial  
Hospital**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville  
de Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Hôtel-Dieu  
Saint-Michel de Roberval**

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Village  
de Kénogami**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité



général pour étudier le bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Hampstead**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 139 amendant la charte de la ville de Hampstead.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Oeuvre de l'hôpital Laval**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 141 modifiant la constitution de l'Oeuvre de l'hôpital Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The North Railway Company**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 amendant la charte de The North Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Ville Montréal-Nord**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant la ville Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 amendant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que l'une des clauses fixait à \$2,000 le maximum des salaires qui pourraient être payés aux inspecteurs d'écoles. En juillet dernier, le salaire des inspecteurs a été porté à \$1,600 de \$1,400 qu'il était. En 1909, il était de \$1,200. De plus, nous voulons accorder \$100 de plus aux inspecteurs pour leurs dépenses de voyage.

Ainsi, à l'avenir, lorsque le gouvernement le jugera à propos, il pourra décréter une augmentation de salaire sans attendre l'adoption d'une nouvelle loi, puisqu'il reste encore une marge de \$400 entre le salaire actuel et le maximum qui est fixé.

Dans un autre amendement, il s'agit de fixer au mois d'avril l'élection des commissaires d'écoles dans les municipalités à l'est de la rivière Saguenay qui se faisait au mois de juin, afin de permettre aux pêcheurs de pouvoir voter, car dans ce dernier mois, ils sont occupés à faire la pêche. La mesure présentée facilite de plus l'obligation des avis d'assemblées et la remise des chèques aux instituteurs en retraite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement apportera-t-il de nouveaux amendements à la loi de l'instruction publique au cours de cette session?

Il s'étonne de voir que voilà la plus importante réforme proposée par le gouvernement, après avoir provoqué des élections générales sous le prétexte que, la guerre étant finie, il fallait faire face à la période de reconstruction et apporter des réformes considérables. Il demande au ministre s'il n'a pas de réforme plus importante que cela à proposer<sup>1</sup>.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Pour le moment, ce sont les seules réformes que j'ai à offrir à la Chambre.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas critiquer inutilement, mais il me semble que le gouvernement devrait améliorer l'inspection scolaire. Les inspecteurs devraient avoir un salaire plus élevé, plus en proportion avec l'importance de leurs travaux. De plus, les inspecteurs devraient être plus nombreux. Aujourd'hui, ils ont 8,060 élèves sous leur juridiction. C'est trop, ils ne peuvent faire du travail efficace.

Je regrette, M. le président, que le gouvernement ne propose pas d'améliorer en même temps que le sort des inspecteurs celui des institutrices. Les institutrices se font rares, elles ne restent pas longtemps dans l'enseignement et le nombre des institutrices diminue malheureusement tous les ans. Pourquoi? Parce que le gouvernement n'a pas rendu la carrière attrayante. Il pourrait aider de ce côté les commissions scolaires. Enfin, il y aurait beaucoup à faire pour améliorer le système d'enseignement et le gouvernement ne fait rien ou à peu près rien.

Il reproche au gouvernement de faire des dépenses inutiles comme, par exemple, de faire relier *l'Enseignement primaire*, dont les institutrices se servent si peu. Il vaudrait mieux augmenter les traitements de nos maîtres et maîtresses d'école plutôt que de dépenser de l'argent pour faire relier des livres.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je me sens parfaitement à l'aise pour répondre au chef de l'opposition. Il (M. Sauvé) trouve que les salaires des inspecteurs sont trop petits, que les districts des inspecteurs sont trop grands. Enfin, troisième objection, il ne croit pas à l'efficacité de l'inspection et il regrette que les commissions scolaires ne soient pas, à ce sujet, plus actives.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai jamais dit cela.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'accepte la déclaration de mon honorable ami.

D'abord, pour ce qui a trait aux salaires, il (l'honorable M. David) est fier de dire que le

gouvernement a agi avec beaucoup de sagesse et sollicitude. En 1909, le salaire des inspecteurs était de \$1,200. En 1910, il était porté à \$1,400, puis, en 1919, à \$1,600, et voilà que l'on augmente le maximum de \$400 qui pourra être atteint aussitôt que les finances de la province le permettront. Les frais de voyage ont été augmentés aussi de \$100 et sont maintenant de \$400, c'est-à-dire \$200 par visite. On sait que les inspecteurs font deux visites par année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En plus des \$2,000?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** En plus des \$1,600, et nous ne paierons cette somme que si la dépense en est établie par des comptes.

Il fait remarquer qu'il a clairement montré qu'il est le véritable ami de l'éducation et a toujours considéré l'éducation comme l'une des questions les plus importantes et vitales devant obtenir l'attention de tous les gouvernements. Le gouvernement de cette province, dit-il, a fait son devoir envers les inspecteurs scolaires malgré tout ce que le chef de l'opposition peut dire.

Je ne veux pas dire que je suis compétent pour parler de l'inspection. Il y a peu de temps que je suis dans le gouvernement. Je crois qu'avec le travail on peut devenir compétent et, si je ne le deviens pas, ce ne sera pas parce que je n'aurai pas reconnu cette vérité.

Je crois qu'il est difficile de trouver à redire à cela. Il admet que, dans le système scolaire, la pierre fondamentale, c'est l'inspecteur d'écoles. Les bons résultats dépendront surtout d'une inspection sévère et intelligente.

L'honorable chef de l'opposition a regretté de voir diminuer le nombre des institutrices. Malheureusement, des jeunes gens, qui ne croyaient pas que l'enseignement fût un apostolat, désireux de gagner de l'argent, se sont dirigés vers le commerce. Cela nous a enlevé des institutrices. La même situation existe chez les protestants où, pourtant, l'on offre des salaires considérables. On n'a qu'à lire le rapport de l'Inspecteur général des écoles protestantes dans la province de Québec. Elle existe aussi dans d'autres pays.

Le chef de l'opposition dit que les inspecteurs ne sont pas satisfaits de leur salaire. Eh bien, il pourra se convaincre du contraire en parcourant leurs rapports envoyés au surintendant de l'Instruction publique. Il verra que les inspecteurs remercient le gouvernement de l'augmentation qu'ils ont reçue et se déclarent tout à fait satisfaits.

Le chef de l'opposition prétend que les inspecteurs d'écoles ont des districts trop grands et qu'il faudrait augmenter leur nombre. Je dois dire que, depuis octobre, deux nouveaux districts ont été fondés. Le nombre de ces districts a été porté de 55 à 57, réduisant ainsi la taille de ceux-ci. Nous en créerons d'autres lorsque nous serons en état de le faire. C'est sur la recommandation de l'Inspecteur général, M. C.-J. Magnan, qui est très compétent, comme veut bien le reconnaître le chef de l'opposition, que nous établissons de nouveaux districts d'inspection scolaire. Il est vrai que les districts d'inspection ne sont pas partagés également, mais nous sommes à redistribuer les districts et nous continuerons à redistribuer jusqu'au jour où nous pourrions assurer à chaque école les deux visites annuelles que l'inspecteur doit y faire.

Le chef de l'opposition se plaint que les institutrices ne restent pas longtemps dans l'enseignement. S'il veut jeter un coup d'œil sur les gratifications que le gouvernement accorde aux institutrices qui ont cinq ans, 10 ans d'enseignement et plus, il verra que ce n'est pas tout à fait le cas. Et d'abord, M. le président, quand les jeunes filles quittent nos écoles, souvent elles ne restent plus jeunes filles. Mon honorable ami voudrait-il que le gouvernement passât une loi pour empêcher les institutrices de fonder des foyers?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh non!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Au sujet du bulletin de *l'Enseignement primaire*, il déclare que les inspecteurs d'écoles recommandent sérieusement et d'une manière attentive aux commissions scolaires de faire relier le bulletin afin de pouvoir suivre les progrès et le développement de l'enseignement. Ainsi, on ne se contentera pas seulement de le faire distribuer, mais on tâche de le faire conserver.

Il déclare qu'il est à la disposition de tous ceux qui dirigent l'enseignement primaire dans la province. Il accueillera toujours avec plaisir les suggestions et les conseils qu'on voudra bien lui donner.

Il faut un effort persévérant et constant pour améliorer notre système. Enfin, un peuple qui admet avoir atteint la perfection est loin d'avoir l'instruction qu'il croit avoir, à mon avis. Il y a des progrès évidents dans notre province. Nous ne devons pas atteindre les sommets trop tôt, mais nous ne devons pas, cependant, nous arrêter en chemin. Il faut y aller avec prudence, il faut prendre l'avis des hommes d'expérience. Car n'est bon et n'est durable que ce qui est le fruit de la réflexion et du travail.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne me suis peut-être pas assez élevé dans le débat pour être compris de l'honorable secrétaire provincial. Je l'invite à descendre au niveau des honorables membres de cette Chambre afin de mieux nous comprendre.

Il (M. Sauvé) se méfie de ces lettres ou de leur sincérité, croyant qu'elle furent écrites seulement pour plaire au ministre, bien qu'il soit toujours de bonne humeur comme son prédécesseur. Les inspecteurs ne sont pas assez nombreux et sont sous-payés, dit-il, et sont incapables de prendre la position dans la société que l'importance de leur travail leur assigne.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) admet que les instituteurs disparaissent, mais il dit que c'est pour aller travailler dans les affaires. Je crois plutôt que c'est parce que des commissions scolaires qui ont le moyen de payer des salaires de \$1,200 n'en paient que \$700 ou \$800. Or, un homme qui a une famille ne peut pas vivre avec un aussi petit salaire.

Quant aux institutrices, je sais bien qu'elles ne restent pas longtemps dans la carrière. Elles fondent des foyers. Je le sais aussi. Et c'est justement parce que les institutrices ne restent pas longtemps dans l'enseignement que nous devons essayer d'attirer plus d'instituteurs dans l'enseignement.

M. le président, les grands apôtres de l'éducation, les grands politiciens qui font des élections à l'épouvante, en disant: "La guerre est finie, donnez-nous un mandat pour que nous exécutions un grand programme de réformes", ces grands hommes, nous les voyons à l'œuvre aujourd'hui. Toutes les grandes réformes éducationnelles qu'ils ont à nous offrir, c'est une augmentation maximum des salaires des inspecteurs. Et remarquez bien, M. le président, que cela ne veut pas dire que les inspecteurs auront un meilleur salaire. Non, on augmente le maximum, mais on ne sait pas si les inspecteurs l'auront, cette augmentation. L'honorable secrétaire provincial nous a dit que son ambition était d'assurer à chaque école deux visites de l'inspecteur par année. Ce n'est pas suffisant, monsieur. Deux visites par année ne suffisent pas à assurer à l'école les réformes nécessaires.

Il dit que le gouvernement de demain, s'il comprend l'intérêt national, sera obligé d'assurer à notre enseignement des réformes. Il rappelle qu'à un congrès, tenu dans le comté du ministre, l'Inspecteur général, M. Magnan, qui est compétent, au cours d'une conférence très intéressante, fit des suggestions que le gouvernement n'a jamais mises en pratique.

Je ne veux pas faire de critiques injustes, mais c'est mon devoir de protester contre l'attitude du gouvernement. On me répond que je ne trouve jamais rien de bien. Attendez et vous verrez que vous serez obligés de faire ce que nous disons si vous voulez obtenir des résultats.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition, chaque fois que nous lui répondons, se relève et s'écrie: C'est drôle que je ne puisse jamais rien dire ici, on m'accuse toujours de critiquer le gouvernement; on ne croit pas à ma bonne foi. Que mon honorable ami se rassure. Nous ne voulons faire de lui ni un martyr, ni un persécuté. Son rôle est de critiquer et il s'en acquitte du mieux qu'il peut.

Je remercie le chef de l'opposition d'avoir décerné un témoignage de compétence à celui dont relèvent les inspecteurs, à M. Magnan. L'Inspecteur général continuera son travail intelligemment et il fera des réformes à mesure qu'il les jugera nécessaires et opportunes.

Je regrette que l'honorable chef de l'opposition ait jeté sa mauvaise humeur sur la Chambre en lui décochant cette flèche que, pour être à son niveau, il faut descendre. Quand j'ai été élu député de cette Chambre, je n'ai pas considéré mon élection comme une descente, mais comme une ascension.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas éterniser le débat, M. le président, mais je crois que l'honorable secrétaire provincial, puisqu'il trouve M. Magnan compétent, devrait prendre en considération ses suggestions. Il y a eu des résolutions d'adoptées par les inspecteurs d'écoles et on ne les a jamais écoutées...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition veut-il dire qu'il y a eu des résolutions d'adoptées récemment qui n'ont pas été prises en considération?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Laissez-moi terminer. Je sais que M. Magnan a déjà fait des suggestions. Je suis même certain qu'il serait enchanté que l'on nommât plus d'inspecteurs, par exemple. Mais je ne conseillerai pas à M. Magnan d'aller faire des suggestions au ministre, car on pourrait lui répondre ce que des prédécesseurs de l'honorable secrétaire provincial lui ont répondu, à savoir que ce n'est pas lui qui gouverne. J'espère, M. le président, que le nouveau secrétaire provincial prendra mes remarques en sérieuse considération.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en n'a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 amendement la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse fixer le traitement des inspecteurs pour les écoles publiques, mentionné dans l'article 2569 des statuts refondus, 1909, à un montant n'excédant pas deux mille piastres par année.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 amendement la loi de l'instruction publique.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 20 amendement la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Frais d'entretien des aliénés

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 amendement l'article

4140 des statuts refondus, 1909, relativement au recouvrement des frais d'entretien des aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

L'on veut, par cet amendement, faciliter la procédure dans les cas où il s'agit de réclamer les frais d'entretien des aliénés.

L'amendement se lit comme suit: Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'un ou de plusieurs aliénés dans un asile, une copie certifiée par le secrétaire de la province ou son assistant, de la lettre ou des lettres du secrétariat, ordonnant ou ratifiant l'internement, et un compte, également certifié par le secrétaire de la province ou son assistant, pour le montant dû pour chaque aliéné par la municipalité énonçant le nom de chacun, la date et la durée de son internement, ainsi que la mention de l'endroit d'où il a été envoyé à l'asile ou, suivant le cas, de la municipalité dans laquelle le malade a eu son domicile au sens du deuxième alinéa de l'article 4137, constituent une preuve *prima facie* suffisante, sans autre preuve, pour obtenir jugement.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 31 amendement l'article 4140 des statuts refondus, 1909, relativement au recouvrement des frais d'entretien des aliénés.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 amendant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer aux réviseurs qui seront nommés pour la cité de Lachine, à même le fonds consolidé du revenu, la moitié de l'indemnité de cent piastres, payable à chacun de ces réviseurs, suivant l'article 224 des statuts refondus, 1909, tel qu'il sera amendé par le bill qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 27 amendant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 27 amendant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Un des buts de ces amendements est de faire une redistribution des bureaux de votation. Nous croyons que, grâce à cette réforme, nous pourrions diminuer le nombre des polls à 500 à Montréal et, dans le reste de la province, à 800<sup>2</sup>.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Juges de paix, magistrats de police et magistrats de district**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 53 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix, aux magistrats de police et aux magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les cas où un juge des sessions voudra donner sa démission et obtenir une pension conformément aux règles énoncées aux articles 3278, 3279 et 3280 des statuts refondus, 1909, de mettre tel juge des sessions à sa retraite et de lui accorder la même pension que celle à laquelle il aurait eu droit s'il avait donné sa démission en vertu desdits articles.

Adopté.

2. Que les dispositions de la résolution no 1 s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, aux magistrats de police nommés sous l'autorité de la section cinquième du chapitre troisième du titre sixième des statuts refondus, 1909.

Adopté.

3. Que les dispositions de la résolution no 1 s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, aux magistrats de district nommés sous l'autorité de la section première du chapitre quatrième du titre sixième des statuts refondus, 1909.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix, aux magistrats de police et aux magistrats de district.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix,

aux magistrats de police et aux magistrats de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est bien cher, ça. Est-ce une augmentation?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce n'est pas une augmentation réelle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce une augmentation factice alors?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, mais, comme nous avons été obligés d'avoir recours à un budget supplémentaire l'an dernier, nous sommes plus prudents cette année.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois dans le rapport du ministre que l'on a changé le système de chauffage. Est-ce pour cela qu'on gèle ici, depuis le commencement de la session? Des étrangers sont même partis à cause du froid qui règne dans l'édifice. Ces gens-là sont partis bien en froid avec le gouvernement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

L'honorable chef de l'opposition trouve qu'il fait froid, rien d'étonnant à cela: il est dans les froides régions de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Je vois que Spencer Wood nous a coûté bien cher. N'a-t-on pas l'intention de faire un peu d'économies de ce côté-là?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La propriété de Spencer Wood a été réparée de façon à la rendre digne de la haute situation du représentant de l'autorité en cette province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Si j'ai fait allusion aux dépenses de Spencer Wood, c'est que je me souviens des articles de l'honorable procureur général (l'honorable M. Taschereau), dans l'*Union libérale*, dénonçant les conservateurs et promettant que, quand le parti démocrate, le Parti libéral, arriverait au pouvoir, il verrait à faire cesser ces dépenses.

Le groupe de l'*Union libérale* dénonçait ce qu'il appelait un abus indigne. Que voyons-nous aujourd'hui? Le Parti libéral est arrivé au pouvoir et il dépense \$45,000 pour l'entretien de Spencer Wood l'an dernier. Remarquez bien, M. le président, que je proteste parce que je suis informé que ces dépenses ont été faites contre le gré du lieutenant-gouverneur, qui est d'ailleurs bien au-dessus de cela.

Je vois que l'on a payé \$150 pour une jardinière, que l'on a payé \$11,000 pour l'entretien du château... La rémunération du personnel s'élève à \$6,939 en plus des frais... \$250 à la maison Birks. Pourquoi cela? Est-ce pour des diamants?

**M. Galipeault (Bellechasse):**

Pour un centre de table.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Un joli centre? C'est bien cher. En quoi est-ce fait?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

En point de Venise.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Quelle sorte de point? Il y en a plusieurs sortes.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Du meilleur.

Il s'aperçoit qu'il s'est trompé. C'est un centre de table en argent qui a été acheté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

En argent massif? Comme ça doit être beau!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Oh oui!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

C'était donc bien laid avant qu'on ait été obligé d'acheter tant de belles choses. Je vois encore que l'on a payé des dépenses de voyage à un jardinier de Montréal. Était-il venu porter des fleurs au ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non, on a changé de jardinier à Spencer Wood et on lui a payé \$15 pour ses dépenses de voyage. C'est un bon placement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Ah bien, en voilà une bonne. Je vois qu'on a payé \$25 pour du gruaud pour Spencer Wood. Pourquoi ce gruaud? En quel honneur que l'on achète du gruaud pour Spencer Wood aux frais de la province?

Quels animaux? Des chats et des chiens? Des serins, des goglus, des poules?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Pour les chevaux et les vaches.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Comment! On nourrit les chevaux et les vaches de Spencer Wood au gruaud?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Quand ils sont malades. Je ne suis pas cultivateur, mais, comme me le fait observer le député de Rouville (M. Robert), on soigne souvent les chevaux et d'autres animaux, même des chiens et des chats, surtout quand ils perdent l'appétit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Ah! C'est le député de Rouville (M. Robert) qui est chargé d'expliquer les affaires de gruaud.

**M. Robert (Rouville):**

Je ferai remarquer au chef de l'opposition qu'il n'y a pas que les animaux qui peuvent manger du gruaud. Il y a bien du monde qui mange du gruaud.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

C'est extraordinaire. Il fallait un cultivateur expert comme le député de Rouville pour venir au secours du gouvernement et dire que le gruaud sert à nourrir le monde. Tout le monde sait cela. Je voudrais savoir si

ce grua a servi à nourrir les gens de Spencer Wood ou bien leurs chiens, ou leurs chats, ou leurs goglus.

Il suggère que le député de Rouville (M. Robert) s'y adonne trois fois par jour.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je dois dire que j'ai été informé que ce grua a servi aux animaux de la basse-cour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On a payé plus de \$700 pour des tapis.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est grand, Spencer Wood.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui et c'est bien beau. J'ai visité ce château, il y a trois ans, et je l'ai trouvé bien aménagé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vois que les tapis en question étaient justement là cette année-là.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On a payé \$27.50 pour réparer une horloge. Est-ce l'horloge que le ministre nous a dit avoir payée \$1.50?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois encore dans les comptes publics que l'on a payé \$140 pour transport d'une auto.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est pour le transport des autos des anciens châtelains de Spencer Wood.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme notre temps ne ressemble pas à autrefois! Ah! si les maîtres de la pensée libérale avaient vu alors les chiffres que nous avons devant nous.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les maîtres de la pensée conservatrice les auraient défendus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous oubliez que vous avez promis d'abolir cette institution conservatrice.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous étions pauvres dans ce temps-là.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'aime pas la fourberie et le mensonge. Un homme public ne s'élèvera jamais par le mensonge et je ne permettrai pas que l'on vienne ici prétendre que les conservateurs ont donné une ère de pauvreté à la province. (Rires)

Pourquoi cette ère de pauvreté? Parce qu'avant le régime conservateur nous avions des scandales de la Baie des Chaleurs, parce que les libéraux s'étaient partagé la richesse de la province. Il y a même des libéraux qui se sont révoltés pour cela.

Revenons à Spencer Wood. J'arrive à un compte pour les harnais. Ah! ça va être le temps d'avoir recours au député de Rouville.

**M. Robert (Rouville):** Je suis toujours prêt à atteler.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est perplexe devant la réparation d'un harnais au coût de \$197.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les deux derniers gouvernements utilisaient des automobiles et non des chevaux alors que Sir Charles Fitzpatrick utilise seulement des chevaux, et le harnais, parce qu'il n'a pas été utilisé pendant si longtemps, avait tristement besoin de réparations.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est étonné du montant de \$41.71 pour le *Quebec Daily Telegraph*.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** explique que cela a payé les annonces des funérailles de feu Sir E. Leblanc et aussi pour demander des employés à Spencer Wood, quand on en avait besoin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a une dépense de \$200 pour des œufs achetés des RR. PP. Dominicains et une autre de \$366 pour d'autres œufs achetés à l'abbaye de Notre-Dame-du-Lac.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** explique que ces œufs étaient pour renouveler la basse-cour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! il y a une basse-cour à Spencer Wood. Quel est le merle de la basse-cour?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est le coq.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y avait pas de volailles avant à Spencer Wood?



**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il y en avait très peu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors on élève des volailles, là. Qu'est-ce qu'a rapporté la vente de ces volailles?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je ne crois pas qu'on ait vendu les animaux de la basse-cour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, on les a mangés.

Il veut savoir pourquoi il en a coûté \$1,157 pour peindre les barrières et d'autres choses, puisque l'endroit fut complètement rénové il y a seulement un an ou deux.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les travaux étaient nécessaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On a payé plus de \$4,000 pour le charbon?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est pour le chauffage, ça prend 300 tonnes de charbon par année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Si nos amis du pouvoir étaient dans l'opposition, les entendez-vous, M. le président, dire: "Rien que pour chauffer la maison du lieutenant-gouverneur, ça coûte \$4,000!"

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les idées ont évolué. Regardez en Ontario. Le gouvernement Drury, d'Ontario, avait inscrit dans son programme l'abolition de la résidence du lieutenant-gouverneur. Quand il est arrivé au pouvoir, il a continué à payer pour cette maison. Ce que nous payons pour Spencer Wood est une bagatelle comparé à ce que la résidence du lieutenant-gouverneur coûte à la province d'Ontario. Je crois qu'il en coûte \$250,000 chez nos voisins pour l'entretien de cette résidence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il faut remarquer que M. Drury est un ancien libéral. On a payé \$122.50 pour des gravures. Qu'est-ce que c'est que ça? Des toiles, des chromos?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non, c'est pour acheter des aquarelles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve que l'on a exagéré en payant \$4,183.30 pour la plomberie. Pourquoi cela?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** On a changé tout le système électrique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais je vois un peu plus bas qu'on a acheté une lampe de \$30.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était pour la chapelle de Spencer Wood. Elle provient des Révérends Pères du Saint-Sacrement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** parle d'une machine à coudre coûtant \$47.60. Qui utilise la machine? Je vois qu'on a payé \$350.70 pour de la vaisselle. N'est-ce pas exagéré, ça, \$350.70 en un an pour de la vaisselle?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est cassant, la vaisselle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Encore une fois, si j'ai fait des observations, c'est que les dépenses de Spencer Wood ont augmenté considérablement depuis quelque temps. Ça coûte les yeux de la tête aujourd'hui.

Je comprends que ce n'est pas le lieutenant-gouverneur qui a fait ces dépenses. Ce sont ses gérants et il importe d'attirer leur attention sur l'exagération qu'ils ont faite<sup>3</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cent soixante-dix-neuf piastres et cinquante-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des bâtisses et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour construction d'une voûte et réparations générales du palais de justice, Amherst, Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Dépôt de documents:

##### **Chambre de commerce des cultivateurs de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 8 janvier 1920, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Chambre de commerce des cultivateurs de Montréal. (Document de la session no 36)

#### **Ajournement**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 27 janvier, à 3 heures de l'après-midi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À quand?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): À mardi, mais c'est le dernier lundi que nous ne siégeons pas.

M. l'Orateur: Alors, la Chambre est ajournée à mardi après-midi, à 3 heures.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 7 h 15.

#### **NOTES**

1. Voici ce qu'ajoute *La Presse* au sujet de M. Sauvé: Il faisait évidemment allusion à un article récemment publié par lui et dans lequel il disait que l'honorable M. David avait l'intention de se faire nommer avant longtemps ministre de l'Instruction publique.

2. Ce chiffre est tiré de *L'Événement*. *La Patrie* donne 600 au lieu de 500 polls.

3. Voici ce que le journal *Montreal Star* se permet comme commentaire: "The discussion caused much amusement among the Liberal rank and file, many of whom in the past had expressed their disapproval privately of the expense of the mansion." Traduction: La discussion a causé beaucoup d'amusement dans les rangs des libéraux, dont plusieurs, dans le passé, ont exprimé leur désapprobation en privé à propos des dépenses de la résidence.

Séance du mardi 27 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute;
- bill 88 amendant la charte de la ville de Joliette.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal.

**Élection des  
conseillers municipaux**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 165 amendant le Code municipal de Québec, relativement à l'élection des conseillers municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois<sup>1</sup>.

**Instruction publique**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** demande la permission de présenter le bill 166 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique  
de Trois-Rivières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 39 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Maladies vénériennes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemins  
de colonisation**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux chemins de colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la pêche**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 45 amendant la loi de la pêche de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Drainage des terres**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 34 amendant le Code municipal relativement à certains travaux de drainage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill B du Conseil législatif amendant l'article 5268 des statuts refondus, 1909, relativement aux cités et villes.

#### **Cités et villes**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), que le bill B du Conseil législatif amendant l'article 5268 des statuts refondus, 1909, relativement aux cités et villes soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **École technique de Trois-Rivières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

Adopté.

#### **Frais de transport des aliénés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux frais de transport des aliénés.

Adopté.

#### **Maladies vénériennes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes.

Adopté.

#### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Richmond

(l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

#### **Agent général au Royaume-Uni**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'agent général de la province dans le Royaume-Uni.

Adopté.

#### **Édifices publics, protection contre les incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

#### **Compagnies et corporations**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 concernant certaines compagnies et corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Il fait remarquer que la mesure a été suspendue à la dernière session, à la demande d'organismes publics et d'avocats qui voulaient l'étudier davantage.

Le but du projet de loi, dont nous avons commencé l'étude l'an dernier, est de simplifier le mode d'incorporation des compagnies et de donner plus de protection au public. Depuis l'an dernier, nous avons reçu des chambres de commerce, des hommes d'affaires un grand nombre de suggestions et nous avons modifié le projet que nous soumettons à la Chambre. On a compris, chez nos hommes d'affaires, l'importance de faire une loi aussi bonne que possible.

Il souligne que le Conseil privé a clairement établi, pour toujours, que l'incorporation par les provinces permet les mêmes avantages que l'incorporation par l'autorité fédérale, les compagnies incorporées dans les provinces ayant les mêmes pouvoirs en dehors de leur province respective, et ce jugement devrait détruire la vieille légende qui existe qu'il est préférable d'être incorporé à Ottawa.

Si les députés de cette Chambre veulent comparer le projet de loi présenté l'année dernière avec celui présenté cette année, ils constateront par eux-mêmes la différence. Notre premier but est de rendre l'incorporation facile et peu coûteuse, de la rendre aussi sélective qu'à Ottawa. D'après la loi actuelle, on prétend que les procédures pour l'incorporation des compagnies sont trop longues.

Le deuxième est de rendre le fonctionnement des compagnies plus facile. Enfin, le troisième est de donner plus de protection au public en obligeant toutes les compagnies à faire des rapports au secrétaire provincial. Les premières lois d'incorporation remontent à 1868; on les a incorporées dans les statuts en 1888. En 1907, on a créé une nouvelle loi, qui reproduisait la loi fédérale, qui elle-même s'inspirait de la loi anglaise de 1862.

Notre projet est divisé en trois parties: 1<sup>ère</sup> partie, les compagnies incorporées par lettres patentes; 2<sup>e</sup> partie, les compagnies incorporées par acte de la Législature et qui échappent aux lois générales; 3<sup>e</sup> partie, les compagnies qui sont incorporées sans capital spécial, comme les compagnies religieuses, littéraires, etc., qui n'ont pas besoin de capital.

Comme je l'ai dit, depuis la dernière session, nous avons reçu plusieurs suggestions et nous avons apporté à notre projet de l'an dernier plusieurs amendements.

Des parties de la loi fédérale et des lois des autres provinces sont incluses dans cette nouvelle loi.

Dans la première partie, on a fait plusieurs changements. Nous avons d'abord supprimé des annonces d'avis d'incorporation dans les journaux autres que la *Gazette officielle*. Deuxièmement, nous avons créé des actions sans valeur nominale et au pair, en vigueur dans certaines parties du Canada et des États-Unis. Troisièmement, nous pourvoyons à la fusion des compagnies tout en prenant les précautions nécessaires pour protéger les actionnaires et les créanciers. Quatrièmement, nous avons amendé le projet de façon à obliger les compagnies à renoncer à leur charte quand, dans une période raisonnable, elles n'ont pas profité des privilèges qu'elles ont obtenus. Cinquièmement, nous

introduisons le système du "share warrant" qui facilite l'émission et le transfert des parts. Sixièmement, nous avons ajouté au projet des dispositions relatives à l'augmentation et à la diminution du capital et au remboursement aux actionnaires de leurs actions. Septièmement, nous obligeons les compagnies à fournir au gouvernement leur bilan complet tous les ans. Huitièmement, enfin, nous soumettons les compagnies à une inspection rigoureuse sous la direction du secrétaire de la province.

Ces deux dernières dispositions ont pour but de protéger le public. Le projet de l'an dernier a subi d'autres modifications importantes. Nous avons retranché de la loi la nécessité d'un prospectus, car nous croyons que c'est une affaire trop compliquée et sans protection efficace. Nous avons biffé cet article à la demande d'hommes d'affaires.

Ceci suit le système fédéral.

Une autre modification que nous avons faite: les lettres patentes seront encore signées par le lieutenant-gouverneur, mais il pourra se nommer un remplaçant qui signera pour lui. Ce sera plus expéditif. Dans la deuxième partie du projet de loi, on traite des compagnies incorporées par actes de la Législature; elles sont soumises à la même réglementation, le tout cependant sujet à leur charte. Dans la troisième partie, on s'occupe des compagnies sans capital social qui ont un but littéraire, etc. "Time is money." Nous avons compris cette vérité et nous voulons faciliter, nous le répétons, l'incorporation des compagnies qui assureront un revenu raisonnable à la province et sur lesquelles nous aurons le contrôle.

Il invite les députés, les avocats, les hommes d'affaires à se rendre au comité des bills publics. Tous ceux qui ont des suggestions à nous faire sont invités à venir nous les faire. Si elles sont pour le bien de la province, nous serons heureux de les incorporer dans le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre.

Il est entendu qu'au comité des propositions importantes seront faites traitant de compagnies qui ont leurs principaux capitaux et leur organisation à l'extérieur du Canada, mais qui ont établi des compagnies subsidiaires au Canada et sont sujettes à la taxation sur celles-ci.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Cimetières protestants

**M. Hay (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hay (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Code civil, articles 210 et 1318

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 4 amendant les articles 210 et 1318 du Code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Succession Joseph Gareau

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

### The Salmon River and Northern Railway Company

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 134 amendant la charte de The Salmon River and Northern Railway Company.

Adopté.

### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements au promoteur du bill (M. Bercovitch).

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** n'est pas au courant des privilèges qui sont demandés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements au gouvernement. Je voudrais, dit-il, que le chef de la province (l'honorable M. Gouin) me donne des explications là-dessus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne suis pas le chef de la province, mais je puis donner des renseignements au chef de l'opposition. Cette compagnie a obtenu sa charte en 1905. Cette année, elle demande quelques amendements à sa charte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve les renseignements chiches et regrette que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) ou le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) ne fussent pas à leur siège.

Le gouvernement va-t-il donner un subside à cette compagnie? Lui a-t-on fait des promesses pendant les élections? Pourquoi vient-elle cette année devant la Législature? Il veut savoir ce qui a été fait avec les pouvoirs qui lui ont été donnés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons fait aucune promesse, nous ne donnons aucun subside. La compagnie dit, dans ses amendements de cette année, qu'elle est prête à s'engager à construire 50 milles de chemin de fer d'ici à 10 ans. J'admets que c'est peut-être un peu long. Je ne sais pas si la compagnie est sérieuse, mais, si elle est vraiment sérieuse, il me semble qu'elle peut nous le prouver dans cinq ans. Alors, je suis prêt à amender le bill dans ce sens-là.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve excessif de prolonger la charte de 10 ans. Quels sont les promoteurs de ce bill? Sont-ils des intéressés de la région? Veulent-ils développer cette région de colonisation<sup>2</sup>?

Les promoteurs de ce bill, sauf un, étaient, en 1905, des millionnaires américains<sup>3</sup>. Le gouvernement ne craint-il pas que ces messieurs ne construisent jamais ce chemin de fer que la population du Nominigüe attend peut-être? Et n'a-t-il pas peur qu'ils empêchent d'autres de réaliser ce projet? Il cite un article de *La Presse*.

En octroyant ces chartes, le gouvernement ne fait qu'encourager la spéculation. Si le gouvernement faisait plus attention dans l'octroi des chartes, il aurait beaucoup plus de lignes de chemin de fer construites. Le gouvernement est naturellement intéressé à donner des chartes parce que, depuis 20 ans, il fait des promesses de chemins de fer partout dans la province, mais, par-delà l'octroi de chartes et de terres, peu a été fait.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il me semble qu'il n'y a pas de mal à ce que des millionnaires américains apportent du capital dans notre province pour construire des chemins de fer. Mon honorable ami dit que la compagnie a obtenu sa charte il y a 15 ans et qu'elle n'a pas commencé son entreprise. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu la guerre et que, pendant la guerre, on ne pouvait pas facilement construire de chemins de fer. C'est pourquoi on demande la prolongation de la charte. Cela démontre que la compagnie est sérieuse, et il n'y a aucune raison de suspecter sa bonne foi.

Bien loin de penser comme le chef de l'opposition, je trouve que nous ne donnerons jamais assez de pouvoirs à des compagnies qui veulent construire des chemins de fer dans notre province. Si nous voulons développer notre province, il nous faut des chemins de fer. Et comment les obtenir? En encourageant l'initiative privée. Je crois que nous devons renvoyer le bill au comité des chemins de fer où on l'étudiera, où on l'amendera. Si l'honorable chef de l'opposition veut tuer ce bill, il n'aura certainement pas l'appui des membres de cette Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre (l'honorable M. Galipeault) a tort de dire: Donnons des chartes à tous ceux qui nous en demandent. Il n'a pas répondu à ce que je demandais. M. le président, ce que nous devons vouloir, c'est d'avoir des compagnies qui bâtiront tout de suite des chemins de fer, et non pas donner des chartes à des promoteurs qui ne construisent jamais rien. Pour cela, il faut être prudent en donnant des privilèges. Il y a un instant, personne ne savait où devrait être construit ce chemin de fer et quels en étaient les promoteurs.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) avait lu le statut de 1905, il l'aurait appris.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le procureur général (l'honorable M. Taschereau) n'avait pas lu ce

statut tout à l'heure, son collègue le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault) n'en saurait rien encore lui non plus. Il conseille plus de prudence au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose en amendement qu'on permette à la compagnie de construire des embranchements à six milles seulement de chaque côté de la voie principale, suivant la loi générale.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose en amendement que l'extension de la franchise soit portée à cinq ans au lieu de dix.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** ou **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ou **M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose en amendement que la compagnie commence ses travaux d'ici à trois ans.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Charte de Trois-Rivières

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières<sup>4</sup>.

Adopté.

### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne voudrais pas intervenir plus que de raison dans l'administration municipale présidée depuis sept années par l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier). Aussi, je prie la Chambre de bien croire que, dans mes remarques, il n'y a aucun désir, aucune intention d'atteindre un des

membres du gouvernement. Je veux simplement mettre cette Chambre en garde contre les administrations de certaines municipalités où les "schemers" rôdent autour du trésor municipal. Trop de petites villes environnantes ont été victimes de la spéculation véreuse au détriment des contribuables, et la Législature a trop répondu aux besoins de la spéculation par les amendements néfastes pour qu'aujourd'hui les membres de cette Chambre ne se montent pas excessivement prudents sur la législation qui nous est proposée.

Il est bien extraordinaire de voir que, tous les ans, la ville de Trois-Rivières vient demander de nouveaux privilèges à la Législature et on les lui accorde. Nous donnons tellement de pouvoirs que cela a, paraît-il, causé une révolte dans un camp politique. Avons-nous aidé les autorités municipales de Trois-Rivières en leur donnant tant de privilèges? Quelle est la situation financière de Trois-Rivières? Jusqu'à 1904, il y a eu des surplus dans cette administration, alors qu'on ne demandait pas tant de pouvoirs à la Législature. Il y a quelque temps, un homme politique éminent disait qu'un bon gouvernement doit avoir des surplus. Or, depuis 1904, il n'y a eu que des déficits.

L'administration actuelle de Trois-Rivières a commencé en 1913, mais c'est dans les rapports de 1914 que nous en avons les premiers résultats. Voici l'état financier de la cité démontrant le déficit ou le surplus sur l'exercice fiscal pour les années 1901 à 1919 inclusivement:

Année	Surplus	Déficit
1901	.....	\$13,000.73
1902	\$5,142.37	
1903	2,131.81	
1904	1,092.10	
1905	.....	4,139.93
1906	.....	956.17
1907	.....	5,201.19
1908	.....	18,469.24
1909	.....	23,163.66
1910	.....	43,988.13
1911	.....	53,769.15
1912	.....	28,073.61
1913	.....	17,906.66
1914	.....	31,614.50
1915	.....	53,421.94
1916	.....	111,350.65
1917	.....	132,745.36
1918	.....	73,969.23
1919	(Déficit approximatif)	60,000.00

Les divers taux de taxes payés par les contribuables sont les suivants:

Taxe municipale: \$1.50 par \$100.

Taxe pour drainage: 16½ cts par \$100.

Taxe pour pavage: 28 cts par \$100.

Taxe pour rues sous contrôle: 17 cts au pied courant.

Taxe pour écoles: \$1 par \$100.

Les taxes totales sont de \$2.94½ par \$100.

La dette consolidée de la cité est de \$3,969,000.

La dette flottante de la cité est de \$441,638.83.

Pendant les années 1916 à 1919 inclusivement, voici pour le département de l'Exposition quels sont les déficits accumulés, comprenant intérêt sur capital et amortissements annuels pour l'extinction de la dette:

1916	.....	\$10,207.45
1917	.....	13,120.13
1918	.....	12,920.44
1919	.....	11,404.13

Soit, pour les quatre années, un grand total de \$46,652.20<sup>5</sup>.

Depuis 1914, sur le premier état fourni par le trésorier, les déficits se sont accumulés d'une façon anormale et ont grossi dans des proportions étonnantes, et je tiens à faire remarquer de suite que le déficit de 1918 et celui de 1919 ne paraissent pas correspondre à la réalité.

Dans le but de diminuer les déficits de ces années et de masquer la vérité, les comptables de la corporation ont ajouté aux revenus des sommes d'argent qui ne sont devenues dues et ne deviendront exigibles que l'année suivante. Ces revenus à venir représentent, pour l'année 1918, une somme de plus de \$90,000, de sorte que le déficit réel, en 1918, est d'au-delà de \$170,000. En 1919, par ce jeu de calcul, on a encore retranché une somme de plus de \$75,000, de sorte que le déficit réel, en 1919, sera de plus de \$135,000.

L'administration a augmenté considérablement le taux de la taxe scolaire et de la taxe municipale et elle a de plus considérablement grossi l'évaluation municipale et, partant, le rôle de perception. Cependant, malgré l'augmentation considérable de revenus, la dette est augmentée dans des proportions considérables et les déficits se succèdent d'une manière désespérante, si les chiffres que je soumets sont exacts.



J'en viens à la conclusion que, dans une semblable situation, il importe que la législation, au lieu de favoriser les extravagances et les abus, doive exiger l'observance rigoureuse des lois en vigueur. Dans l'un des états préparés par le trésorier, je trouve les déficits annuels de la Compagnie d'exposition. Comme vous le savez, le terrain de l'exposition appartient à la corporation, sous la surveillance d'un gérant qui retire au moins \$1,000 annuellement et qui occupe en même temps la charge d'échevin de Trois-Rivières, charge qui ne comporte aucun salaire. Cet échevin est le docteur Vigneault, un employé du gouvernement provincial. Serait-il utile de dire que le fameux Jim Crow dont on a tant parlé, l'étalon qu'on a acheté avec les \$1,000 que le ministre de l'Agriculture a prêtés à l'Exposition de Trois-Rivières, a fait résidence sur les terrains de l'exposition et constitue une charge qui gêne le budget déjà trop obéré de la cité de Trois-Rivières? La nourriture de Jim Crow coûte à la corporation la somme de \$302 par année. À part cela, Jim Crow a des appartements luxueux et un employé ou deux spécialement proposés à son bien-être et payés à même les deniers de la corporation, c'est-à-dire que Jim Crow partage avec ses congénères les carottes municipales.

Je dois aussi dire que l'item 1 de l'état du trésorier, en date du 10 janvier, est incomplet, puisque le trésorier a oublié la taxe d'eau dont le taux est de \$0.75 dans le \$100 et basé sur l'évaluation des propriétés. Si je ne me trompe, je crois qu'à l'heure qu'il est la ville des Trois-Rivières est l'une des villes les plus taxées de la province sinon de tout le Dominion. Les contribuables des Trois-Rivières s'opposent au paragraphe 4 du bill amendant la charte de la cité, et cela, pour les raisons suivantes.

Le 13 novembre 1919, la corporation a acheté de la succession Houlston un terrain qu'elle a payé \$80,000. Le 13 novembre de la même année, la corporation a cédé gratuitement ce terrain à la compagnie Canada Steamship Line, c'est-à-dire qu'une corporation en déficit a fait un cadeau de \$80,000 à une compagnie millionnaire. M. le maire s'est alors fortement opposé à ce projet. Il a même refusé de signer le règlement à ce sujet, déclarant le tout illégal. Mais, lorsque les amendements à la charte sont venus devant la Législature, M. le maire s'est constitué le champion de cette transaction qu'il dénonçait quelques mois auparavant avec toute la puissance de sa voix sonore, et c'est pourquoi la Législature ratifia cette transaction injustifiable en se basant sur le fait que la compagnie Canada Steamship Line était obligée de construire des logements sur tous les lots cédés et que la

corporation retirerait ainsi, au moyen de taxes et l'augmentation correspondante d'évaluation, les revenus plus que nécessaires pour rembourser la corporation en capital et intérêt. Cette transaction ratifiée par la Législature, la compagnie Canada Steamship Line transporta tous ses terrains à la Tidewater Realty, compagnie qui obtint du gouvernement de Québec une charte lui permettant de faire le commerce d'immeubles, de bâtir des logements ouvriers, etc.

De plus, cette année, la commission scolaire acheta à même le terrain donné gratuitement, comme susdit, un emplacement pour la construction d'une maison d'école, lequel emplacement fut payé la somme de \$14,000. Par l'amendement projeté à l'article 5775, la corporation obtient le droit d'exempter de taxes cette compagnie Tidewater Realty et, par conséquent, en donnant à la corporation le droit d'exempter de taxes les terrains en question, la Législature donnerait en même temps au conseil le droit de faire disparaître les seuls avantages que la ville peut retirer de cette transaction de \$80,000. Comme la ville devait être remboursée à même les taxes, si ces compagnies sont exemptées de taxes, il n'y aura aucun remboursement possible. Devant les bills privés, le représentant des Trois-Rivières a déclaré que la corporation n'avait pas l'intention d'exempter de taxes la Tidewater et que cet amendement ne conférerait pas le droit d'accorder une exemption de taxes à la Tidewater Realty.

Des contribuables des Trois-Rivières répondent: Si le conseil ne veut pas exempter de taxes la Tidewater ou toute autre compagnie propriétaire des terrains en question, pourquoi s'objecter à mettre une clause spéciale à cette loi? Il n'y a aucun doute que l'article 5775, tel qu'on veut l'amender, donnera à la corporation le droit d'accorder ces exemptions de taxes. En effet, en vertu de l'amendement projeté, la corporation aura le droit d'exempter toute compagnie ou toute personne qui construit des logements ouvriers. Or, rien n'empêche la Tidewater ou la Canada Steamship Line de construire des logements ouvriers. Absolument rien dans la loi n'empêche ces compagnies de se prévaloir des dispositions 4 George V ou 9 George V. Il est évident que l'amendement projeté s'applique au propriétaire du terrain Houlston. Mais je suppose que, si ces lois ne s'appliquent pas au propriétaire actuel du terrain Houlston, elles pourront certainement s'appliquer à d'autres propriétaires qui achèteront du propriétaire actuel et alors la corporation pourra donner l'exemption de taxes. On en a un exemple dans la dernière transaction de la commission scolaire.

En achetant un emplacement, la commission scolaire a déchargé la Canada Steamship Line ou toute autre compagnie de l'obligation non seulement de bâtir, mais même de payer des taxes sur cette partie du terrain. Cette transaction de la commission scolaire nous fait bien voir que nous avons droit d'attendre de la Législature qu'elle mette une clause spéciale à l'effet d'assurer à la corporation l'exécution intégrale des obligations contractées lors de la transaction des terrains du parc Houlston, c'est-à-dire que la Législature devrait garantir les contribuables des Trois-Rivières contre tout acte du conseil de nature à décharger la Canada Steamship Line ou toute autre compagnie de ses obligations, et spécialement de nature à priver la corporation du revenu des taxes provenant de ces terrains donnés. Ceci, je crois, est très important.

Quant à la clause 5 du bill, nous voulons que le peuple soit consulté sur les emprunts y allégués. Des contribuables des Trois-Rivières protestent de plus contre les pouvoirs exorbitants accordés aux conseillers qui pourront emprunter sur simple résolution, sans même passer par les formalités d'un règlement. Si le conseil n'est pas capable de faire face aux obligations, la loi lui donne le droit de prélever une taxe spéciale. Ces contribuables veulent que leurs conseillers portent la responsabilité de leurs notes.

Ils veulent aussi que le conseil emploie l'argent des contribuables pour autre chose que pour payer les dettes de compagnies en liquidation. Cet article 5 vient en contradiction flagrante avec la loi 9 George V, chapitre 59, adoptée à l'instigation du trésorier provincial qui, alors, a déclaré qu'il entendait faire respecter la loi. On demande, cette année, à la Législature d'enfreindre les dispositions de la loi soumise par le trésorier provincial et on demande à la Législature de mettre de côté les avertissements solennels donnés alors par l'administrateur du ministère des municipalités, et cela au détriment des contribuables et de leurs privilèges les plus sacrés.

Quant aux paragraphes 4, il contredit aussi également la loi du trésorier provincial et méprise ses avertissements publics. Il enlève de plus aux propriétaires fonciers le droit inaliénable de décider si, oui ou non, ils veulent grever leurs propriétés. J'allais oublier de mentionner, par surcroît, que l'opposition à la clause 5 du bill est d'autant plus forte qu'il s'agit non seulement d'anciennes obligations pour le paiement desquelles la corporation voudrait emprunter sans le consentement du peuple, mais qu'il s'agit de plus d'obligations nouvelles pour aider à la construction de maisons

d'habitation. Or, non seulement cette clause est en contradiction flagrante avec la loi adoptée à l'instigation du trésorier provincial l'an dernier, non seulement cette loi méprise les avertissements donnés par le trésorier, mais, de plus, cette clause viole ouvertement la loi 4 George V, chapitre 47, qui décrète formellement, aux articles 4 et suivants, que tout emprunt doit être approuvé par le peuple. Si les clauses 4, 5 et 6 n'étaient pas traitées par la Législature dans le sens dont je parle, les contribuables des Trois-Rivières, qui ont déjà à déplorer nombre d'abus, seraient exposés davantage à se faire plaindre.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** ne comprend pas pourquoi le chef de l'opposition a fait un discours si long à propos de ce bill. Le bill des Trois-Rivières ne comporte aucun privilège extraordinaire. La ville a consenti à retrancher de son bill tous les pouvoirs d'emprunt. Il reproche aussi au chef de l'opposition d'avoir réédité le discours entendu à toutes les élections municipales aux Trois-Rivières et de servir ainsi des fins politiques.

On a parlé de déficits, dit-il. Les pères de ces déficits sont les anciens administrateurs et non ceux d'aujourd'hui. Trois-Rivières a progressé beaucoup depuis quelques années. Peu de villes ont autant profité de la guerre que la nôtre. Notre population a augmenté considérablement. L'agglomération compte actuellement 30,000 âmes; elle en avait 10,000 ou 12,000 en 1910. Il a fallu faire de grands travaux pour faire de Trois-Rivières une ville moderne. Ces travaux ont coûté cher et c'est ce qui explique pourquoi l'administration actuelle a eu des déficits. Mais l'avenir de Trois-Rivières est brillant et l'ère des déficits est finie. La ville a trouvé, malgré les exigences de la situation, le moyen de réduire, l'an dernier, à \$60,000 le chiffre de cet excédent du passif, de près de \$74,000 qu'il était l'année précédente. Les compagnies jusqu'ici exemptées de taxes vont maintenant être assujetties à l'impôt et je vous assure que le prochain exercice financier se soldera par un surplus. La ville tirera sur d'autres sources de revenus.

Quant aux exemptions, le ministre dit que les compagnies qui vont en profiter sont celles qui construiront des habitations ouvrières conformément aux dispositions de la loi spéciale récemment soumise à la Législature.

Il n'est pas question d'exempter la Tidewater de taxes. Il y a 300 familles à Trois-Rivières qui sont entassées dans des pièces ou dans des maisons inhabitables en raison du manque de logements, et la

ville veut encourager la construction de plus de maisons.

Il n'y a qu'une clause sur laquelle on ne s'est pas entendus au comité des bills publics, c'est la clause 6 dans laquelle nous demandons des pouvoirs d'emprunt. Je suis prêt à amender cette clause. Nous n'insisterons pas pour demander le pouvoir d'emprunt. Nous ne demandons qu'à emprunter \$5,000 pour élever un monument aux soldats.

Il souligne que cet item est tombé par accident lors de l'hécatombe générale au comité des bills privés, et demande qu'il soit restitué. Il veut faire aussi une exception au sujet du \$75,000 nécessaire à la consolidation de la dette.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! ah! du moment que vous ne demandez plus de pouvoirs extraordinaires, j'en suis.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Oui, après votre charge de tout à l'heure, nous avons décidé de ne pas demander d'emprunter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi ne pas soumettre le pouvoir d'emprunt pour bâtir ce monument aux contribuables?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Oh! ça coûte si cher! Tous les citoyens de Trois-Rivières sont heureux de rendre hommage aux héros de la guerre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Ce n'est pas si grave.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose d'amender l'article 6 de la manière suivante:

"6. La corporation de la cité de Trois-Rivières est autorisée à emprunter les montants ci-après indiqués:

"1. Cinq mille piastres à être exclusivement affectées à un octroi que la cité pourra souscrire pour aider à l'érection d'un monument aux braves Trifluviens morts au champ d'honneur, durant la Grande Guerre.

"2. Soixante-quinze mille piastres à être exclusivement affectées à la consolidation de la dette flottante de la cité, existant actuellement.

"Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil est autorisé à effectuer lesdits emprunts, ou quelques-uns d'entre eux, par obligations ou débentures de la cité, émises par règlement, suivant tels détails ou conditions, qui seront déterminés.

"Le conseil pourra faire les emprunts ci-dessus sans soumettre aux électeurs propriétaires les règlements qui les détermineront."

La proposition est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession

##### Charles-Théodore Viau

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 137 concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ville de Lennoxville

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le but de ce bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce bill a été étudié par le comité des bills publics. J'y ai apporté une couple d'amendements, dont un qui permettait à la ville d'avoir sa propre censure de cinéma.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi avez-vous refusé cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parce qu'il y a déjà une censure provinciale. Il suggère un amendement pour soumettre la ville à toutes les lois de la province en ce qui concerne les droits du conseil de ville de Québec de passer des règlements.

Adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On se plaint partout dans la province des spectacles que l'on donne au cinéma. On se plaint que le cinéma est une école de vice où l'on enseigne le vol...

**M. le président (M. Beaudry, Verchères):** Je regrette d'être obligé de rappeler à l'ordre le chef de l'opposition, mais je ne puis le laisser parler sur une clause qui a été biffée par le comité des bills publics. Ce comité a biffé la clause au sujet de la censure du cinéma, l'honorable chef de l'opposition ne peut donc la discuter puisqu'elle n'existe plus. Si l'honorable député avait voulu faire revivre la clause, il aurait dû en donner avis à la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous ferons revivre autre chose.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 amendant la loi des mines de Québec;
- bill 23 amendant les statuts refondus, 1909,

relativement au travail des détenus dans les écoles de réforme et d'industrie.

**Succession****Louis-Herménégilde Hébert**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Hospice****Sainte-Croix de Marieville**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix de Marieville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Donald Fraser & Sons Limited,  
Fraser Companies Limited**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 142 ratifiant la vente et le transfert de propriétés et droits par Donald Fraser & Sons Limited à Fraser Companies Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Jean**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 amendant la charte de la ville de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Cadavres pour l'étude de l'anatomie**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cadavres qui peuvent servir à l'étude de l'anatomie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 5 h 55.

4. Voici ce qu'affirme *Le Devoir* au sujet de ce bill:

"On sait, en effet, à ce sujet, que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier), qui cumule cette fonction avec celle de maire de Trois-Rivières, avait eu maille à partir avec notre ministre des finances (l'honorable M. Mitchell). Ce dernier, au comité des bills privés, avait coupé les parties essentielles du bill et réduit à \$75,000 le pouvoir d'emprunt qui, dans le texte original du bill, était de \$400,000. On prétendait les deux collègues à couteaux tirés et on espérait même que l'on verrait sur le parquet de la Chambre une répétition du duel terrible qu'ils se sont livré dans la coulisse. Trapu, ramassé, nerveux, Son Excellence le ministre de la Voirie passe pour peu commode. Mais il n'en fait rien. M. Tessier lui-même proposa de circonscrire le bill de toutes les extravagantes demandes d'emprunt qui avaient suscité l'ire du trésorier provincial."

5. *L'Action catholique* indique un total de \$46,652.20, mais la somme des quatre montants est bel et bien de \$47,652.20.

#### **NOTES**

1. Voici ce que déclare *L'Événement* à ce moment de la séance: "À l'ouverture de la séance, l'honorable M. Francoeur, avec l'assentiment de la Chambre, fait subir leur première lecture à plusieurs bills publics."

2. Selon les journaux, il s'agit de la région du Nomingue.

3. Selon *L'Événement*, M. Sauvé apprend ces faits en lisant à la Chambre la loi d'incorporation de la compagnie de chemin de fer.



## Séance du mercredi 28 janvier 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 72 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 140 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 79 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, Montréal;

- bill 98 concernant la Société de construction de Montréal.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 74 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan;

- bill 149 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, à emprunter une somme de quatre cent mille piastres pour certaines fins et à émettre des débentures;

- bill 67 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec.

Charte  
de Saint-Michel

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que les

articles 513 à 516 inclusivement du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill que la ville de Saint-Michel désire présenter pour amender la charte, et qu'il lui soit permis de présenter immédiatement le bill 200 amendant la charte de la ville de Saint-Michel.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la ville de Saint-Michel lui permettant d'amender sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 200 amendant la charte de la ville de Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Z.-Armour Côté

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), que les articles 503 à 508 inclusivement et 510 à 516 inclusivement du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill que Z.-Armour Côté désire présenter pour être admis à l'exercice de l'art dentaire, dans la province de Québec, et qu'il soit permis audit Z.-Armour Côté de présenter ladite pétition, et que cette pétition, si tôt présentée, soit lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter immédiatement le bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Z.-Armour Côté, lui permettant d'être admis à l'exercice de l'art dentaire est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Droits de  
prohibition et de licences**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En vertu de la loi de prohibition et des licences, (chapitre 18, George V, 1919, S. P. Q.), quelles sommes le gouvernement a-t-il perçues pour taxes sur:

a) Loi de prohibition:

1. Droits payables pour vente de liqueurs par les vendeurs autorisés (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 4, George V, 1919)?

2. Droits payables pour transfert des droits des vendeurs (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 4, George V, 1919)?

3. Droits de licence pour disposer des liqueurs après le 30 avril 1919 (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 16, George V, 1919)?

4. Droits de licences aux agents de commerçants étrangers (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 17, George V, 1919)?

5. Droits de 1½ % payables par les brasseurs, distillateurs, etc., pour ventes faites par eux aux porteurs de licences de liqueurs de tempérance sous l'autorisation de la section 26 de la loi des licences; aussi droits de 2½ % payables par les brasseurs et les distillateurs et autres pour ventes faites par eux aux porteurs de licences de bière et de vin sous autorisation de la section 26 de la loi des licences (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 18, George V, 1919)?

6. Droits de 5 % du prix d'achat payables par toute personne achetant des liqueurs enivrantes (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 21, George V, 1919)?

b) Loi des licences:

1. Droits payables pour licences de bière et de vin (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 25-4a, b, c, d, e, George V, 1919)?

2. Droits payables pour licences de liqueurs de tempérance (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 26-2, George V, 1919)?

3. Droits payables pour transfert des licences de liqueurs de tempérance (S. P. Q., chapitre 18, paragraphe 26-3, George V, 1919)?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

a) Loi de prohibition:

1. \$72,000.

2. Aucun.

3. \$7,615.40.

4. \$25,000.

5. Droits de 1½ % en vertu de la section 18, aucun.

Droits de 2½ % en vertu de la section 18, \$111,139.36.

6. \$84,635.63.

b) Loi des licences:

1. \$430,854.75.

2. Aucun.

3. Aucun.

**Infractions  
par des conducteurs  
de véhicules automobiles**

**M. Laferté (Drummond):** Combien d'infractions à la loi des véhicules-moteurs ont été commises dans chaque district de cette province au cours des 10 dernières années par des personnes munies ou non de licences de chauffeurs ou de conducteurs et en état d'ivresse, et sous l'influence des liqueurs enivrantes?

**L'honorable M. Michell (Richmond):** Beauce, 2; Beauharnois, 6; Joliette, 1; Kamouraska, 1; Montréal, 91; Québec, 16; Richelieu, 1; Saint-François, 9; Témiscouata, 5; Trois-Rivières, 3.

**Demande de documents:****Tenue d'une exposition universelle  
à Montréal**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Conroy), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, des rapports et des résolutions concernant la tenue d'une exposition universelle à Montréal.

Il dit que l'Association de l'exposition industrielle de Montréal fut incorporée par la Législature en 1903, l'idée étant d'avoir une exposition annuelle à Montréal. La première assemblée des directeurs provisoires eut lieu le 20 mai de la même année.

De 1903 à 1909, on travailla en vue de l'organisation, mais les progrès furent très lents. En 1909, la charte de l'Association fut amendée de sorte que le contrôle des finances du projet revienne à l'administration civique de Montréal. La charte fut amendée pour que la ville de Montréal soit le joueur principal dans le projet, et ait ainsi la plus grande représentation au conseil. En 1910, la ville de Montréal et le gouvernement provincial ont chacun voté \$10,000 pour le fonds de garantie, et ce montant, qui a augmenté avec les intérêts à \$25,000, est toujours disponible. Le fonds donne à l'Association une existence légale.



Toutes les organisations d'affaires de Montréal, les organisations agricoles et industrielles et les compagnies de transport et de chemin de fer sont membres de l'Association. Les premiers membres de l'Association furent 11 représentants du conseil de ville de Montréal, cinq membres des organismes publics suivants: le Bureau de commerce, la Chambre de commerce et l'Association des manufacturiers. La ville de Westmount, le Conseil des arts et manufactures, la Société d'horticulture, l'Association du concours hippique et deux ou trois autres, toutes les compagnies de chemin de fer et de transport de la province ont promis d'envoyer des délégués. Les premiers officiers de l'Association sont: les présidents honoraires, les ministres de l'Agriculture des gouvernements fédéral et provincial; le président, Sir George Drummond; le vice-président, l'honorable sénateur Béique et M. N.-H. Laporte; le secrétaire-trésorier, M. Henry Miles.

Pendant quelques années, il y eut une impasse concernant le choix d'un site qui serait approprié. Le choix d'un site approprié pour l'exposition fut alors retardé par la spéculation excessive sur les terrains et les immeubles, et la question fut laissée au conseil de ville de Montréal qui n'en vint jamais à une solution.

En 1913, dit-il, feu l'honorable M. Berthiaume lança dans *La Presse* l'idée de tenir, en 1918 ou 1919, une exposition internationale à Montréal pour célébrer le cinquantième anniversaire de la Confédération. Parmi les personnalités qui se prononcèrent catégoriquement en faveur de ce projet se trouvaient Lord Strathcona, Lord Grey, Lord Desborough, Sir Thomas Skinner, M. Smither, président du chemin de fer Grand Trone, Sir Trevor Dawson et plus de 300 des principaux manufacturiers d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Lord Atholstan, le propriétaire du *Star* de Montréal, donna aussi son adhésion au projet dans une lettre dont j'extraits le passage suivant: "Je suis heureux de pouvoir profiter de l'occasion qui m'est offerte de collaborer à une œuvre dont le Canada retirera, je crois, les plus grands bénéfices surtout avec la coopération d'un journal aussi influent que *La Presse*. C'est une œuvre patriotique qui mérite l'encouragement de toutes les sections de la communauté et elle ne pouvait trouver de meilleur parrain qu'un grand journal français." Une grande consultation populaire eut lieu ensuite par l'entremise de *La Presse* et du *Star* et de tous côtés les adhésions au projet arrivèrent.

Dans les premiers mois de 1914, un appui important est venu de toutes les parties du dominion.

Des villes d'Ontario, incluant Toronto, ont répondu d'une manière qui indiquait que la province de Québec et la ville de Montréal auraient un appui de l'ensemble du dominion pour l'organisation d'une exposition internationale. Des municipalités, des villes, des manufacturiers et des gens importants à travers le dominion appuyaient l'idée comme étant une bonne chose pour le Canada.

Il se rappelle la déclaration de guerre qui a empêché l'exécution du projet, et il a été suggéré que la charte soit amendée et que l'argent souscrit par la ville et la province soit retourné à ceux qui ont voté ce montant.

Une rencontre fut organisée en 1917 et les représentants de la ville de Montréal et de la province ont exprimé l'opinion que la charte soit maintenue, de sorte que l'ensemble du projet puisse être reconsidéré après la déclaration de paix. C'était principalement une question d'intérêt public. Il dit que, maintenant que débute une période de reconstruction après la guerre, les hommes d'affaires ont le sentiment que le moment est opportun de commencer à organiser l'exposition internationale qui prendra environ quatre ans.

Une très grande part de responsabilité reviendra au gouvernement de cette province et aussi à la ville de Montréal.

Ceci demandera la coopération du gouvernement fédéral à Ottawa et des provinces sœurs. Il ne croit pas qu'il y ait des raisons d'anticiper autre chose que la coopération d'Ottawa pour un projet si manifestement dans l'intérêt du dominion. Ils n'ont malheureusement pas une influence sur Ottawa comme cela a été le cas dans les années passées, mais, bien que cette grande province n'ait pas de représentation directe au gouvernement du pays, ce qu'ils ont peut-être glorifié dans le passé, le gouvernement n'ignorera pas l'appel de la province de Québec pour une coopération enthousiaste et une assistance financière pour un projet de la magnitude suggérée ou renfermant la possibilité de résultats merveilleux pour l'industrie du commerce et la prospérité pour le dominion entier.

Si cette idée est reçue favorablement, il croit qu'ils ne devraient pas hésiter à enclencher les plus sérieuses représentations à ce sujet auprès d'Ottawa, la plus sérieuse demande de contribution, une approbation sympathique et un appui financier. Sa suggestion est de décider de la tenue d'une exposition internationale, disons, dans quatre ans à Montréal. La mécanique pour l'organisation est en place dans la charte de l'Association de l'exposition industrielle de Montréal, un amendement pourrait facilement être apporté si cela

est requis, mais il s'agit d'une base satisfaisante pour l'opération par le public d'une grande entreprise collective.

L'Exposition de Toronto a été un échec financier pendant quelques années, mais elle a rapporté des millions de dollars à Toronto et a fait que cette ville est mieux connue dans le monde civilisé que Québec ou Montréal.

La publicité reliée à ces expositions a apporté beaucoup de capitaux et plusieurs industries en Ontario et, s'ils organisaient une exposition internationale à Montréal, des arrangements pourraient être pris en vue de la tenue d'expositions annuelles dans les années futures.

Nous parlons beaucoup de la période de reconstruction, de ramener les soldats canadiens à la vie civile, de fournir du travail à ces hommes qui reviennent après avoir servi le pays si généreusement. Ça me semble un moment très approprié d'entreprendre des dépenses encore plus extravagantes que ce qui serait engagé dans une exposition internationale dans le but de donner du travail à ceux qui sont au chômage, de faire notre devoir envers les travailleurs sans emploi. Il y a malheureusement aujourd'hui plusieurs milliers d'hommes, des hommes avec des familles aussi, qui sont sans emploi, et il n'est pas difficile de voir dans ceci l'indication du monde.

La noble valeur d'une exposition nationale que plusieurs milliers de gens auraient du travail pendant trois ou quatre ans, et que les dépenses ou les coûts engagés le seraient pour notre véritable devoir, en un sens à notre responsabilité envers l'ouvrier et en même temps en un réel service patriotique à notre pays. Si nous ne nous occupons pas de cette question avec tout notre cœur, énergiquement et sans délai, je crois que nous perdrons une opportunité dont notre province sœur prendra sûrement avantage. Le Canada est apparu sous les feux de la rampe par sa participation à la guerre, par les sacrifices immenses qui sont parvenus à l'attention du monde. La noble valeur des soldats canadiens a aussi retenu l'attention du monde entier.

Notre exemple de sacrifice, de dévouement et de patriotisme est ressorti devant le monde. Ce serait maintenant le moment approprié de montrer au monde les ressources naturelles du Canada.

Une exposition est le meilleur moyen de faire connaître au monde les merveilleuses ressources n'attendant que les capitaux pour leur développement, et d'amener d'importantes représentations de toutes les nations du monde dans la métropole du Canada.

Le projet doit obtenir l'appui du gouvernement et j'aimerais voir le Québec se lever à

cette occasion, déclare-t-il. Il y a de grandes possibilités et le Québec a les hommes en qui peuvent très bien être confiés les intérêts de la province, et l'habileté et l'énergie des meilleurs hommes dans la province seraient joyeusement mises au service du peuple.

Discutant la question du site, il suggère que l'île Sainte-Hélène est disponible pour des expositions et est très attrayante par sa situation et ses environs, et avec les îles avoisinantes, plus de 200 acres sont disponibles. Les commissaires du port pensent déjà à un pont à partir du continent de chaque côté et l'on pourrait bien planifier l'endroit en vue de l'exposition internationale avec des édifices permanents pour l'exposition annuelle. Le parc Maisonneuve est une proposition alternative.

**M. Smart (Westmount)** dit que la question n'est pas purement provinciale, mais devrait concerner l'ensemble du dominion, et il est temps que le gouvernement lui donne la plus sérieuse des considérations. Ce que Toronto a fait devrait être égalé ou surpassé par Montréal.

Il fait référence à la publicité que le Canada a obtenue par les efforts de ses soldats. Les Canadiens ont fait connaître le nom de leur nation partout dans le monde, et il est maintenant temps de porter à l'attention des nations européennes les avantages et les ressources du dominion.

C'est l'heure du Canada en Europe. Il n'y a jamais eu de moment plus favorable pour attirer les Européens à une exposition universelle qui pourrait être tenue dans la métropole du Canada.

**M. Hay (Argenteuil)** croit qu'une exposition universelle à Montréal serait très souhaitable et pourrait avoir du succès. Il fait référence au succès que Toronto a obtenu en ayant des expositions nationales annuelles et croit que la métropole du Canada pourrait tenir une exposition universelle avec succès.

Tous les comtés de la province de Québec seraient enchantés de voir son projet se réaliser.

Parlant en tant que député issu du monde agricole, il dit que les districts ruraux sont extrêmement excités à l'idée qu'il y ait une exposition à Montréal. Dans les premiers temps, ils eurent quelques-unes des meilleures expositions du dominion à Montréal et il n'y a pas de raisons pour lesquelles elles ne pourraient pas renaître. Il croit qu'une exposition internationale serait l'un des meilleurs véhicules publicitaires possible pour le dominion et l'endroit tout désigné pour cela est la métropole du Canada.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** félicite le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) de son intéressant discours.

Il croit que ce serait intéressant pour Montréal, pour la province et pour le pays tout entier d'avoir une exposition nationale et même internationale à Montréal. Nous avons des expositions avant 1903 qui furent pendant un temps couronnées de succès. Mais, lors des dernières années, ce succès fut moins vif et les étrangers vinrent de moins loin. À tel point que les directeurs nous ont demandé la dissolution de leur association et nous avons consenti.

L'exposition de Montréal avait de superbes terrains sur la rue Mont-Royal; nous les avons vendus et les terrains sont devenus le beau quartier Laurier.

En 1903, des hommes d'affaires se sont remis à l'œuvre pour doter Montréal d'une exposition. On nous demanda un octroi et nous accordâmes \$10,000. Les directeurs de l'association ont travaillé très fort et il n'y a pas de doute que l'organisation d'une exposition est une tâche difficile. Mais ils ont bien fait. Plus tard, en 1913, *La Presse* de Montréal lança l'idée d'une exposition universelle à Montréal. La guerre est venue et a empêché la réalisation du projet.

Il croit que maintenant que la guerre a pris fin, il serait facile d'en assurer le succès. Une telle exposition serait un des meilleurs véhicules publicitaires pour la province. Le monde entier avait les yeux fixés sur ce pays alors que, pendant les troubles généraux, c'était le plus prospère de tous. Le dominion du Canada obtiendrait une quantité énorme de bonne publicité d'une exposition universelle comme celle qui est proposée.

Je remercie l'honorable député de Saint-Laurent (M. Miles) d'avoir fait revivre cette idée. Nous sommes capables d'organiser avec succès une exposition universelle. Je ne vois pas pourquoi il en serait autrement. Nous sommes dans une ère de reconstruction, notre pays doit s'annoncer et il ne saurait le mieux faire que par une exposition. Ils n'ont jamais eu d'exposition internationale au Canada et il y a longtemps qu'ils en ont eu une en Amérique.

L'honorable député de Westmount (M. Smart) avait raison de dire que c'est l'heure du Canada en Europe, en ce moment. Notre pays n'a jamais eu la réputation qu'il a aujourd'hui en Angleterre, en France, en Italie, en Belgique, grâce à la vaillance des nôtres, sur les champs de bataille, à ce que nous avons fait pour aider à gagner la guerre et à l'annonce de nos ressources et de nos richesses naturelles.

Le Canada est en bonne position pour tenir une exposition universelle, ayant beaucoup d'infrastructures de chemin de fer. Nous avons fait connaître à tous les pays du monde qu'il y avait chez nous assez de terres pour permettre à chacun de venir s'y établir et d'y fonder un foyer prospère et solide.

Le meilleur moyen d'annoncer un pays, c'est la tenue d'une exposition universelle et cette exposition ne doit pas être l'œuvre d'un groupe mais de tout le monde, de toutes les classes de la société.

Nous sommes heureux d'apprendre que tous les hommes d'affaires de Montréal espèrent voir cette idée de jadis se réaliser.

Pour ma part, je dois déclarer que le gouvernement est absolument disposé à encourager cette idée. Lorsque le temps sera venu, il ne refusera pas de faire sa part.

Ce projet demandera beaucoup de travail, mais je suis convaincu qu'avec les hommes comme les députés de Saint-Laurent et de Westmount, qui ont une grande expérience des affaires, et le député d'Argenteuil, qui a une précieuse expérience des expositions, le projet est parfaitement réalisable.

Je puis même déclarer que, s'il n'en dépend que du gouvernement de la province de Québec, on peut être certain que le projet d'une exposition universelle sera réalisé.

La proposition est adoptée.

#### **Admission des femmes au Barreau**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Conroy), que le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit inscrit sur le feuillet pour étude en comité plénier.

#### **Code municipal, articles 227 et 408**

**M. Forget (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Forget (Iberville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cités et villes**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif amendant l'article 5268 des statuts refondus, 1909, relativement aux cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ville de Lachute**

**M. Hay (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Hay (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Université de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** donne lecture de quelques articles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que les députés devraient écouter un peu plus attentivement la lecture de ce projet de loi qui est le plus important que nous ayons eu à étudier depuis longtemps. Qu'on écoute ne serait-ce que par respect

pour le président. Il n'y a pas trois députés qui écoutent. À quoi peut servir que le président lise les clauses si les députés n'écoutent pas?

#### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Les députés de la Chambre n'ont pas de leçon à recevoir du chef de l'opposition. L'honorable chef de l'opposition n'est pas le maître d'école ici, les députés connaissent leurs devoirs. Ce bill a été étudié au comité de législation. Et, si le chef de l'opposition allait aux comités comme les députés y vont, il pourrait étudier les mesures avant qu'elles ne viennent devant la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y avait pas un bien grand nombre de députés au comité. Je suis bien étonné de m'entendre reprocher de ne pas assister aux séances du comité où je vais tous les jours par un membre du gouvernement qui n'y va jamais, lui, et qui ne vient en Chambre que lorsqu'il a des crédits à faire voter. Il est bon que je rappelle au ministre des Travaux publics, qui l'ignore, parce qu'il n'y assiste pas, qu'il se tient trois séances de comités en même temps.

Le chef de l'opposition ne peut pas assister à trois séances de comités qui se tiennent à la même heure. Je ne sais pas où le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) passe son temps. En tout cas, il n'a pas besoin de s'offusquer quand on lui fait remarquer que la Chambre n'est pas le palais de justice.

L'honorable ministre des Travaux publics a été président de cette Chambre pendant trois ans et je suis bien surpris de le voir indigné parce que je demande aux députés d'écouter la lecture orale d'un projet de loi si important. Il me semble que l'honorable ministre aurait dû, pendant ces trois années de présidence, apprendre que le premier devoir d'un député est d'écouter la lecture des projets de loi par le président du comité plénier.

#### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Je défie le chef de l'opposition de prouver que j'ai manqué trois séances de la Chambre. Il vient de prononcer la parole que je ne veux pas qualifier, car je veux respecter les règles de la Chambre.

Encore une fois, M. le président, que l'honorable chef de l'opposition n'essaie donc pas de faire de leçons aux députés de cette Chambre. Que mon honorable ami continue à jouer son rôle de chef de l'opposition, on sait comment. Sa façon de remplir son rôle n'augmentera jamais beaucoup le nombre de ses partisans en Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre est bien violent aujourd'hui. Il est trop violent, beaucoup plus violent qu'il ne l'était l'autre jour quand il a fait voter une partie de ses crédits. Et puis d'ailleurs, M. le président, quand j'ai réclamé un peu plus d'attention pendant la lecture des projets de loi, je me suis adressé au leader de cette Chambre (l'honorable M. Taschereau). Je ne comprends pas le zèle intempestif du ministre des Travaux publics. Que je sache, il n'est pas encore le leader de la Chambre.

Il demande au président si son antagoniste était bien dans l'ordre.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** propose l'adoption de l'article 10.

**M. Parrot (Témiscouata)** souligne qu'en vertu du bill l'Université Laval de Québec ne pourra plus octroyer de diplômes dans la province ecclésiastique de Montréal, mais, tant que l'Université Laval a une charte royale qui lui donne juridiction à travers l'ensemble du dominion, il pense que les deux sont en conflit, et la question devrait être soigneusement étudiée. Ne devrait-on pas respecter un peu plus les privilèges de l'Université Laval?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Témiscouata a raison. Nous allons suspendre l'étude du bill et consulter à ce sujet l'Université Laval.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous voyez que c'est bon d'écouter la lecture du projet de loi.

**M. Parrot (Témiscouata)** donne raison au chef de l'opposition.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Questions et réponses:

##### Palais de justice de Montréal

**M. Smart (Westmount):** 1. Est-ce l'intention du gouvernement de construire une bâtisse convenable, hygiénique et suffisante pour remplacer les salles actuelles où s'administre la justice criminelle au palais de justice de Montréal?

2. Le gouvernement a-t-il choisi un site où placer cette bâtisse, et s'efforcera-t-il de faire des arrangements afin que les nouvelles salles de police se trouvent à proximité du palais de justice actuel, pour faciliter aux membres du Barreau ainsi qu'aux intéressés l'administration de la justice?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. Oui.

2. Le gouvernement est à prendre les mesures nécessaires en vue de faciliter l'administration de la justice dans le sens que le comporte la question.

#### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien avez-vous de ponts en fer en construction?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il y en a 24 en ce moment.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a-t-il entendu parler d'une demande de construction à l'Île Verte?

**M. Parrot (Témiscouata):** Je vais répondre à cela, car l'Île Verte est dans mon comté. Il y a eu un pont de construit. La municipalité en a payé une moitié, le gouvernement a payé l'autre. Je ne sache pas qu'il y ait eu une autre demande.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il paraît que ce pont a toute une histoire; nous en parlerons. On m'a dit qu'on a eu beaucoup de difficultés avec ce pont. J'aurai l'occasion de renseigner la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le pont de l'Île Verte est un des beaux ponts que nous avons construits et, si l'honorable chef de l'opposition a l'occasion de venir dans le Bas-du-Fleuve, il s'en rendra compte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit que ce n'était pas un beau pont, mais j'ai dit qu'il avait occasionné des difficultés. Nous y reviendrons.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment payez-vous vos ouvriers? Leur donnez-vous des œufs et du gruau?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Les journaliers gagnent \$2.25 par jour, les peintres et les menuisiers gagnent \$3 par jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous ne les payez plus pour le dimanche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Nous les payons quand ils travaillent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous avez augmenté, entendons-nous, vous avez augmenté les salaires de 50 sous par jour, mais en supprimant des journées de travail. Je demanderais à l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) de nous dire quel salaire il paie par année.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
M. le président, je crois que nous nous éloignons de la question. Le gouvernement traite bien ses ouvriers. Le gouvernement est un bon patron. D'ailleurs, allez demander à nos ouvriers s'ils sont mécontents et vous verrez qu'ils vous diront qu'ils sont satisfaits.

Il fait remarquer que les hommes travaillent pour un employeur de première classe qui ne les congédie pas ou ne retient pas leur salaire lorsqu'ils sont malades ou lorsqu'ils sont incapables, pour d'autres raisons, de faire leur travail. Il doute qu'ils quitteraient si on leur offrait 50 cents de plus par jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si les ouvriers étaient si satisfaits que cela, comment se fait-il que les employés du gouvernement se soient formés en association pour se protéger? Comment se fait-il qu'ils soient allés en délégation solennelle auprès des

ministres et que là, presque à genoux, ils aient demandé au gouvernement d'améliorer leur sort?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Je ne sache pas, je le répète, que les journaliers, les ouvriers du ministère des Travaux publics soient mécontents.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, M. le président, tout dernièrement, dans un Parlement, on s'est plaint des traitements que l'on paie aux employés. Alors, monsieur, un homme politique éminent disait...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Je crois, M. le président, que l'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait remarquer au chef de l'opposition (M. Sauvé) que, s'il voulait discuter la question des salaires année par année, il n'aurait qu'à faire une motion, mais pour le moment il doit s'en tenir au budget de l'année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'étonne qu'on lui laisse si peu de latitude, car de temps immémorial la discussion des crédits a été pratiquement illimitée dans les parlements.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** rappelle au chef de l'opposition (M. Sauvé) le règlement qui interdit de faire référence à un autre débat de la même session.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Vous l'avez reconnu, l'homme éminent. Mais la cause du gouvernement est donc bien mauvaise...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je crois que le chef de l'opposition doit respecter notre décision, M. le président. Nous sommes prêts à discuter avec le chef de l'opposition, mais il faut que nous restions dans l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis très gêné, M. le président. Qu'est-ce que le ministre a à dire sur les salaires?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Qu'est-ce que vous avez à me dire?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vous en prie, aidez-moi à renseigner la Chambre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** J'ai reproché au chef de l'opposition de faire la leçon à tout le monde, je ne suis pas pour la lui faire à mon tour. Il y a un Parlement modèle pas loin d'ici, si le chef de l'opposition veut y aller...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que l'honorable ministre des Travaux publics y va, quand il ne vient pas en Chambre? Les ouvriers du ministère des Travaux publics ont-ils demandé une augmentation?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, je crois. Pour le prouver, il cite un article de journal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De quel journal?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Du *Soleil*. *La Minerve* n'existait pas, je crois, dans le temps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** *La Vigie* existait-elle?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Qui donc l'a tuée?

La résolution est adoptée.

**Le comité** entreprend une discussion au sujet des inspecteurs d'hôtels.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien avez-vous d'inspecteurs d'hôtels?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Deux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce suffisant? Si un inspecteur arrivait dans un hôtel et trouvait dans une petite chambre des bouteilles de whisky vides - car c'est vrai qu'il y a la loi de Scott, mais nous avons toujours la loi du scotch - ferait-il rapport au gouvernement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'inspecteur, s'il trouvait un bouge, devrait faire rapport, mais il n'est pas chargé de faire respecter la loi des licences.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que, si un inspecteur d'hôtels découvrait que, dans un hôtel, on vend de la boisson à tout le monde, il devrait faire rapport au gouvernement et conseiller au ministre d'enlever à cet hôtelier sa licence.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Un hôtelier peut vendre de la boisson sans licence et cela ne l'empêche pas de tenir un hôtel très convenable. C'est le cas d'un bon nombre de grands hôtels.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois que, si on faisait respecter la loi de prohibition dans les hôtels, ce serait une très heureuse réforme.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut passer à un autre item. Est-ce que le ministre (l'honorable M. Galipeault) veut s'en aller?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Pas du tout.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'informe du travail des dames qui font l'inspection des fabriques. Permettent-elles le travail des enfants dans les fabriques?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non. Elles n'en ont pas le droit, mais il peut y avoir des cas particuliers, des cas de pauvreté. Le sous-ministre du Travail doit alors décider.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Dépôt de documents:

##### Loi des accidents du travail

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1920, pour production de copie de toute correspondance entre le gouvernement et les associations ouvrières ayant trait à la modification de la loi des accidents du travail en ce qui concerne le

quantum du salaire des ouvriers. (Document de la session no 37)

Ainsi que la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1920, pour production de copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les associations ouvrières au sujet de l'extension de la loi des accidents du travail quant au quantum du salaire des ouvriers et quant au quantum de l'indemnité pour frais funéraires. (Document de la session no 38)

La séance est levée.

  

---



Séance du jeudi 29 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill B du Conseil législatif amendement l'article 5268 des statuts refondus, 1909, relativement aux cités et villes.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 163 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;

- bill 71 amendement la loi concernant la succession de John Pratt;

- bill 155 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à l'exemption des taxes par les municipalités de cité, ville et village en certains cas.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 104 amendement la charte de la ville d'Iberville n'a pas été prouvé à sa satisfaction, les promoteurs du bill n'ayant pas apporté de preuves à l'appui du préambule.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 202 amendement la charte de la North Railway Company.

**Juges de la  
Cour supérieure**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 41 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure.

Le bill modifie la mesure adoptée l'année dernière, qui prévoyait l'abolition de la Cour d'appel. Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Commission de ville Saint-Michel**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau le rapport de la Commission de la ville Saint-Michel, en date du 12 janvier 1920. (Document de la session no 39)

**Commission de Montréal-Nord**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau le rapport de la Commission de la ville Montréal-Nord, en date du 12 janvier 1920. (Document de la session no 40)

**Charte de Joliette**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill 88 amendement la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Université de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal.

Adopté.

**En comité:**

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose d'amender l'article 14.

Il veut apporter un amendement plaçant les municipalités qui voudront souscrire sous la loi générale. Les exemptions spéciales de taxes provinciales, municipales et scolaires que l'Université de Montréal réclame seraient abolies.

Il veut aussi faire biffer la phrase exemptant de la taxe sur les successions les legs faits à l'Université par testament.

Les amendements sont adoptés.

Les articles 15 à 48 sont adoptés.

**M. Parrot (Témiscouata)** propose d'amender l'article 49. Il propose de supprimer l'article qui se lit comme suit:

L'Université Laval est autorisée à multiplier ses chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la province de Québec, mais en dehors des limites de la province ecclésiastique de Montréal telle que constituée en janvier 1920.

Il propose également que l'on ajoute les mots suivants à un autre article:

La section 1<sup>ère</sup> de la loi 44-45 Victoria, chapitre 46 est abrogée.

La loi de 1882 donnait l'autorisation à l'Université Laval de Québec d'ouvrir des chaires dans toutes les parties de la province. Elle sera abrogée. Elle avait été adoptée parce que l'on avait, dans le temps, émis des doutes sur la validité de la charte royale en dehors des limites de Québec.

Il dit qu'il a consulté les autorités de Laval et que celles-ci, étant désireuses d'aider l'Université de Montréal de toutes les manières possibles dans le bon chemin, sont d'accord avec l'idée que la clause donnant cette autorité spécifique pour le district de Montréal doive rester, mais que les clauses limitant les droits de l'Université Laval à cette province de Québec, excepté à Montréal, doivent être biffées.

L'Université Laval de Québec renonce volontiers à ce privilège spécial en faveur de sa fille. Au nom de l'université de Québec, il souhaite les plus grands succès à celle de Montréal. Il souhaite que la fille marche sur les traces de sa mère qui restera toujours l'université mère du Canada français.

Il ajoute que l'Université Laval n'était nullement jalouse, comme certains pouvaient se le figurer, des succès obtenus par l'Université de Montréal qu'elle avait créée et qu'elle verrait toujours d'un bon œil cette institution se développer.

Les amendements sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paroisse Saint-Irénée, Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paroisse Saint-Pierre de Shawinigan**

**M. Delisle (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commissaires d'écoles d'Outremont**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 149 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, à emprunter une somme de quatre cent mille piastres pour certaines fins et à émettre des débentures.

Adopté. Le comité étudie et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 amendement la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 amendement la loi 7 Georges V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commissaires d'écoles protestants de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 140 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 amendement la loi de la pêche de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill prévoit d'amender la loi de la pêche de la province de Québec pour que les braconniers qui se servent de masques ou de déguisement pour échapper aux inspecteurs du gouvernement soient punis absolument comme ceux qui commettent des infractions à la loi de chasse.

Il sera défendu de pêcher masqué. Relativement à la chasse, les licences pour chasser seront augmentées de \$50 à \$100 pour les étrangers et de \$10 à \$25 pour ceux qui font partie d'un club local.

Adopté. Le bill est renvoyé en comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre (l'honorable M. Perrault) d'amender la loi de la pêche, de l'intérêt qu'il prend à la protection de nos ressources poissonnières. Je voudrais demander au ministre si les gardes de pêche font bien leur devoir. Je suis informé que des étrangers obtiennent des permis et se servent d'engins prohibés pour faire la pêche. Je tiens à informer l'honorable ministre de ces faits qui m'ont été signalés et je suis convaincu qu'il leur donnera son attention. Il parle particulièrement des commerçants qui vident le lac des Deux-Montagnes de ses poissons, au grand dam des villégiateurs qui ont acquis des lots le long de la grève.

Un trop grand nombre de permis de pêche sont accordés. L'emploi d'engins prohibés se fait sur une grande échelle et nombre de personnes se plaignent que les braconniers détruisent par ce moyen le poisson en grandes quantités.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Quant aux gardes-pêche, je crois qu'ils font bien leur devoir et que leur nombre est suffisant. Il sait que, malgré tout, des abus se produisent.

Je remercie l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) des renseignements qu'il donne à la Chambre au sujet de certains pêcheurs qui auraient violé la loi, et je puis lui dire que je m'occupe actuellement de cette question.

Le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries et tous les officiers de son ministère sont anxieux de faire toutes les réformes qu'il faut pour assurer à nos pêcheries toute la protection nécessaire et en tirer le plus de revenus possible, dans l'intérêt de la province.

Aussi, je suis heureux, je le répète, des renseignements que nous fournit l'honorable chef de l'opposition. Il y aura peut-être lieu de limiter le nombre de permis de pêche accordés chaque année dans certaines régions afin de faire cesser les abus, si toutefois il y en a qui existent.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemins de colonisation**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux chemins de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de la loi actuelle, les chemins de colonisation, dit le ministre, bénéficient de certains avantages, de certains privilèges. Ainsi, ces chemins peuvent passer par des endroits où d'autres chemins ne peuvent passer. Pour les construire, on peut prendre du gravois sur les terrains de la couronne. Et il y a d'autres avantages.

Par l'amendement que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre, je veux que tous les chemins et ponts que le gouvernement subventionne, en tout ou en partie, aient les mêmes avantages que les chemins de colonisation.

Il s'est élevé des doutes à ce sujet. La Cour supérieure de Hull a été appelée à décider d'un cas comme celui-là. Le chemin avait été construit et subventionné aux frais du gouvernement et, comme ce n'était pas un chemin de colonisation et qu'on prétendait qu'il n'avait pas été construit selon la loi, la Cour a ordonné de fermer le chemin. Le

gouvernement n'avait fourni qu'une partie des frais de construction de ce dernier chemin.

C'est pour éviter de semblables difficultés que nous demandons à la Chambre de dire que tous les chemins payés ou entretenus, en tout ou en partie, par le gouvernement sont des chemins de colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Questions et réponses:**

##### **Bateau entre Roberval et Péribonka**

**M. Renaud (Laval):** 1. Est-ce l'intention du gouvernement de contribuer à la construction d'un bateau d'une valeur de \$25,000, lequel bateau devant faire un service sur le lac Saint-Jean entre Roberval et Péribonka?

2. Dans l'affirmative, quel sera le montant de la contribution du gouvernement?

3. Est-ce aussi l'intention du gouvernement de contribuer à l'établissement d'autres services de bateaux devant desservir d'autres centres de colonisation au Lac-Saint-Jean, comme Mistassini, Taillon et Delisle?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui, c'est l'intention du gouvernement de contribuer à la construction d'un bateau devant faire un service sur le lac Saint-Jean entre Roberval, Péribonka, Pointe-Taillon et Honfleur.

2. \$5,000 pour aider à la construction du bateau et \$1,500 par année, pendant cinq ans, pour en assurer le service.

3. Pas dans le moment.

### **Emprunt pour la colonisation**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à un emprunt pour aider à la colonisation.

Adopté.

### **Agent général au Royaume-Uni**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'agent général de la province dans le Royaume-Uni.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose:

1. Que l'agent général de la province dans le Royaume-Uni ait droit à la même pension que celle qui est accordée aux personnes mentionnées dans l'article 689 des statuts refondus, 1909.

2. Qu'en sus des personnes mentionnées dans le second alinéa de la section 6 de la loi 7 George V, chapitre 16, l'agent général de la province dans le Royaume-Uni soit régi, pour l'avenir comme pour le passé, par les dispositions applicables à la pension des officiers publics, avant l'entrée en vigueur de ladite loi 7 George V, chapitre 16.

3. Que l'agent général de la province dans le Royaume-Uni doive payer, avec intérêt composé, au trésorier de la province, par versements mensuels échelonnés sur une période de 10 années à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1920, une somme égale au total des retenues qui auraient été faites sur son traitement si la loi qui accompagne les présentes résolutions était entrée en vigueur le 7 août 1911; et que si cet officier auquel s'applique la présente résolution meurt ou est mis à la retraite avant d'avoir payé intégralement, en principal et intérêt, la somme ci-dessus mentionnée, l'article 702 des statuts refondus, 1909, devienne applicable.

4. Que l'agent général reçoive un traitement de huit mille piastres par année.

5. Que le total de son traitement et des dépenses que l'agent général pourra encourir dans l'accomplissement de ses devoirs, soit pour l'entretien de son bureau, soit pour toute autre cause légitime, ne doive pas dépasser vingt-trois mille piastres et soit payé par mandat du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**M. Smart (Westmount):** Ne serait-il pas possible de donner les fonctions d'acheteur de la province à Londres au docteur Pelletier?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je crois cette fonction impraticable pour le moment.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a étudié plusieurs résolutions, mais qu'il n'en a pas terminé l'examen<sup>1</sup>.

### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909: pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres; pour les écoles modèles et académiques, soixante-cinq mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant dépensera-t-on pour l'instruction publique?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je crois que nous dépenserons \$2,100,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce une augmentation sur l'année dernière?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oui, de \$50,000, je crois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si les octrois aux collèges classiques ont été augmentés. Il demande si le secrétaire provincial a reçu des demandes dans ce sens.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne croit pas suffisants les octrois que l'on accorde actuellement aux collèges classiques. Tout a monté pour eux, dit-il, et, comme conséquence, ils ont dû monter leurs prix. Dans ce cas, l'État devrait voir au secours de ces collèges et, partant, secourir ceux des élèves pauvres qui ne peuvent payer de hauts prix pour les cours.

Je sais que le secrétaire provincial est bien disposé vis-à-vis des maisons d'enseignement, qu'il veut l'avancement de l'éducation. Ne pourrait-il pas aider davantage les collèges classiques, afin de leur permettre de donner de l'instruction gratuite aux enfants pauvres?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je crois que nous ne devons pas tant aider les collèges classiques qui appartiennent, pour la plupart, à des corporations très riches, que nous devons aider la petite école. Il y a 21 collèges classiques dans notre province. Nous donnons un octroi de \$1,000 à 19 d'entre eux. Il me semble que nous ne devons pas augmenter notre octroi aux collèges classiques mais diriger nos efforts vers l'amélioration de la petite école rurale.

Il est vrai, dit-il, que les revenus ne sont pas énormes dans les collèges, mais ils possèdent des immeubles qui sont une sorte de compensation, ce que n'ont pas les petites écoles. Je ne veux pas cependant laisser croire, dit-il, que le gouvernement n'accorde pas plus d'octrois à ces collèges à cause de la valeur de leurs immeubles. Jamais, ajoute-t-il, aucune demande ne nous a été faite par les collèges pour soutenir les élèves pauvres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble, moi, que les collèges classiques devraient être accessibles aux enfants pauvres. Et le moyen de le faire, ce serait de donner un octroi spécial dans ce but.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nos collèges classiques n'ont jamais refusé, pour des questions d'argent, de donner à des sujets recommandables l'instruction qu'ils leur demandaient. Et d'ailleurs, nos collèges ne nous ont jamais, depuis que j'ai l'honneur de faire partie du ministère, demandé d'augmenter leurs octrois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** D'un autre côté, je ne vois pas pourquoi nous laisserions des enfants à la charité des collèges classiques. Je fais une suggestion qui me semble dans l'intérêt des pauvres gens.

Croyez-vous, par exemple, qu'un employé du gouvernement qui aurait deux fils très intelligents pourrait leur donner un cours d'études classiques avec le salaire qu'il gagne? Je ne le crois pas. Pourquoi alors ne pas donner à ces enfants un moyen de s'instruire non pas par charité, mais en payant leurs études?

Il demande s'il est question de réduire le cours classique de deux années.

**L'honorable M. David (Terrebonne),** sur ce dernier point, déclare qu'il n'est pas en état de se prononcer. C'est une question fort controversée et pour laquelle on n'a pas encore obtenu de solution définitive.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il de nouvelles écoles?

**L'honorable M. David (Terrebonne)** réfère le chef de l'opposition au rapport du surintendant de l'Instruction publique. Relativement aux écoles catholiques, il y a actuellement 361 académies catholiques, 758 écoles modèles. Le gouvernement accorde à ces académies \$87.50 chacune, et \$38.30 à chacune des écoles modèles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** A-t-on construit de nouvelles académies récemment?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, pas à ma connaissance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui bâtit ces académies?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les commissions scolaires, avec l'aide du gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Donnez-vous toujours le même montant?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, les allocations varient, mais elles sont toujours substantielles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les académies ont-elles un programme uniforme?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a dans toutes ces académies un excellent programme d'études.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'enseignement est-il parfait?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai appris depuis longtemps qu'il n'y a rien de parfait qui est humain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble alors que l'on pourrait faire des réformes. Notre système d'enseignement devrait être reclassifié. Il y a une école élémentaire, il devrait y avoir une école modèle par village et une académie par comté. À l'académie, on devrait enseigner le français, l'histoire, les mathématiques, l'anglais, et alors les collèges classiques recevraient de meilleurs sujets. On ne peut pas demander à nos collègues de donner en quelques années un enseignement parfait à des jeunes gens qui ne sont pas préparés. Si l'on reclassifiait notre système, l'enseignement coûterait moins cher puisque les cours classiques seraient moins longs, et les résultats seraient meilleurs.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous sommes à une période de réformes. Partout, on en a fait parce qu'on en a besoin. Notre système, ici, est bon comme système, il est supérieur à celui de notre province voisine. Moore l'a dit dans le *Clash*. Sir Andrew McPhail l'a répété. Je suis prêt à améliorer notre système. C'est ce que nous ferons car nous avons devant nous les suggestions de Mgr Ross concernant le programme des écoles élémentaires.

Le Conseil de l'instruction publique les étudie et s'en servira pour améliorer notre système d'enseignement. Il trouve que la spécialisation de l'école est une excellente chose.

On peut demander parfois si les académies de garçons qui se multiplient en grand nombre dans les paroisses de quelque importance de la province ne détournent pas les jeunes gens de la terre, qui aurait besoin de plus de bras et de plus de cerveaux, pour les déverser dans les villes où ils se perdent, assez souvent, moralement et physiquement.

L'enseignement des académies de garçons tend, en effet, à former les jeunes gens pour le commerce et pour l'industrie, mais nullement pour l'état d'agriculteur.

Quant à la réforme de l'enseignement classique, je ne me sens pas l'autorité de donner d'opinion là-dessus, aujourd'hui, quand je me

souviens que Jules LeMaître lui-même a écrit tout un livre sur cette question, livre qui a fait le tour de toute l'Europe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne voudrais pas transformer l'enseignement classique, mais je crois que si on améliorait l'enseignement primaire, un élève arriverait au collège classique avec assez d'instruction pour ne pas être obligé d'y passer huit ans. C'est le système général d'enseignement qu'il faut améliorer et il faudra qu'on en vienne là.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille huit cent quatre-vingt-seize piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, tel qu'amendé par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 35, section 1, et 1 George V (2e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1, et 8 George V, chapitre 41, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** s'étonne que l'on verse une somme aussi importante à l'École polytechnique.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** ne peut donner très exactement et de mémoire le nombre des élèves de cette école, mais il sait que les Canadiens français prennent de plus en plus d'intérêt aux sciences appliquées.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: M. le président, je suis heureux que le gouvernement ait adopté la politique de l'opposition en ce qui concerne la diffusion de l'enseignement technique en dehors des villes de Québec et Montréal. Je vois en effet que l'on accorde un octroi spécial pour l'enseignement technique en dehors des grandes villes. Voilà ce que nous réclamions depuis longtemps. Je m'en réjouis et j'en félicite le gouvernement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**: Je vois qu'à l'École technique de Montréal il y a des élèves qui paient et d'autres qui ne paient pas. Qui distribue les bourses dont bénéficient certains élèves?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: C'est le surintendant, sur la recommandation de la Commission des écoles techniques.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)**: Ne pourrait-on pas offrir ces bourses en récompense aux élèves des écoles primaires? Je suis informé que, dans les écoles de Montréal, on améliorera l'enseignement de façon à préparer les élèves pour l'enseignement technique.

Il suggère au gouvernement d'accorder des bourses aux élèves pauvres des écoles primaires qui ont des dispositions pour le dessin. On encouragerait ainsi les jeunes à suivre les cours de l'école technique. Ne serait-ce pas un excellent moyen d'assurer aux écoles techniques de plus grands talents?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Je suis prêt à seconder les efforts de l'honorable député de Saint-Jacques (M. Vautrin) auprès de la Commission des écoles techniques pour lui demander de prendre la suggestion qu'il nous fait, mais, comme la Commission est indépendante, je ne voudrais pas lui dicter ce qu'elle doit faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer qu'il serait juste que le gouvernement sache ce qui se passe dans cette Commission qui ne doit pas être si indépendante que cela du gouvernement. Les écoles techniques ont coûté quelque chose, en somme, à la province. Il sait qu'il y a eu des abus dans la distribution des bourses que l'on accordait à des protégés surtout. Il y a eu cependant amélioration.

Il espère que le ministre, au bon jugement duquel il a confiance, ne laissera pas commettre d'injustice dans la distribution de ces bourses.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Il faut bien que mon honorable ami admette que même avec la meilleure bonne volonté du monde, quand on accorde des bourses, on fait des heureux... mais aussi on fait toujours, hélas, des mécontents.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.  
L'étude de la résolution est suspendue<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Combien y a-t-il de professeurs à l'école normale Jacques-Cartier?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Je crois que c'est six.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne trouve pas suffisants, ridicules même, les salaires que l'on paie à certains professeurs des écoles normales de Montréal.

Il félicite le secrétaire provincial (l'honorable M. David) de la façon dont il répond à ses questions.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Je suis ici pour ça.



L'étude de la résolution est suspendue<sup>3</sup>.

**Le comité étudie<sup>4</sup>** un crédit n'excédant pas trente mille piastres, ouvert à Sa Majesté pour l'École technique de Québec, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 24, section 7 et 1 George V (2ième session), chapitre 32, section 3, paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Il me semble que nous donnons de bien gros montants d'argent pour des écoles où il y a peu d'étudiants.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le nombre en augmente tout le temps. Il est déjà respectable et un jour viendra où les écoles seront trop petites pour le nombre d'élèves qui voudront y entrer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il d'élèves à l'École technique de Québec?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'an dernier, il y avait 87 élèves le jour et 117 le soir à l'École technique de Québec.

**Le comité étudie<sup>5</sup>** un crédit n'excédant pas quarante mille piastres, ouvert à Sa Majesté pour l'École technique de Montréal, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 25, section 7, 9 Édouard VII, chapitre 37, section 3 et 2 George V (2ième session), chapitre 26, section 4, paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il d'élèves à l'École technique de Montréal?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Cent soixante-sept le jour et 800 le soir à Montréal.

**Le comité étudie<sup>6</sup>** un crédit n'excédant pas mille piastres, ouvert à Sa Majesté pour l'Inspecteur général des écoles techniques, en vertu de 4 George V, chapitre 25, section 42 pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**Le comité étudie<sup>7</sup>** un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres, ouvert à Sa Majesté pour l'École des hautes études commerciales de Montréal, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 23, 8 Édouard VII, chapitre 30 et 1 George V, chapitre 21, section 2, paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il d'élèves?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Elle ne comptait que 23 élèves au début. Actuellement, il y a 116 élèves le jour et 200 le soir à cette école.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Donne-t-elle des résultats?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Des résultats très satisfaisants. Il cite un grand nombre de cas où des élèves ont trouvé d'excellentes positions. Les employeurs recherchent des élèves de cette école.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est drôle, j'ai entendu tout le contraire. J'ai même rencontré des élèves qui avaient des diplômes de cette École des hautes études et, ne pouvant trouver d'emplois avec leurs parchemins, se sont lancés dans l'enseignement. Je suis heureux de la bonne nouvelle que nous donne le secrétaire provincial et, si j'en rencontre d'autres, je les lui enverrai.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je me ferai un plaisir de les aider.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Selon les journaux, les résolutions n'ont pas été adoptées par suite d'une ambiguïté dans leur texte.

2. Ladite résolution sera adoptée le 13 février 1920.

3. Ladite résolution sera adoptée le 13 février 1920.

4. Bien que ce crédit soit discuté par la Chambre, il n'a pas à être voté par cette dernière, puisqu'il est autorisé par statut (par la loi), tel qu'il en est fait mention au numéro de crédit 24 du document intitulé *Budget des dépenses de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920, préparé conformément aux articles 799 et 800 des statuts refondus de la province de Québec, 1909*, page 3.

5. Voir note 4.

6. Voir note 4.

7. Bien que ce crédit soit discuté par la Chambre, il n'a pas à être voté par cette dernière, puisqu'il est autorisé par statut (par la loi), tel qu'il en est fait mention au numéro de crédit 28 du document intitulé *Budget des dépenses de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920, préparé conformément aux articles 799 et 800 des statuts refondus de la province de Québec, 1909*, page 4.

Séance du vendredi 30 janvier 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 7 février courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délais.

Le rapport est adopté.

**M. Robert (Rouville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni le 27 janvier courant et fait rapport qu'il a adopté la résolution suivante:

Ce comité, après avoir examiné la demande faite récemment à l'honorable M. Robertson, ministre fédéral du Travail, par les unions nationales et catholiques (de limiter pour un temps et, dans certains cas, de défendre l'exportation des produits alimentaires), désire exposer ce qui suit:

Il considère que la prohibition partielle ou complète de l'exportation des produits agricoles ferait un tort considérable à l'industrie agricole, qu'elle découragerait la production en enlevant aux cultivateurs une notable partie des revenus qui leur sont actuellement indispensables pour continuer la culture de leurs fermes.

Dans l'opinion de ce comité, la diminution de production agricole, qui serait la conséquence inévitable d'une semblable mesure, affecterait la population, particulièrement celle des villes, par la diminution des produits agricoles offerts en vente.

Ce comité considère en outre qu'il serait souverainement injuste de prohiber l'exportation des

produits agricoles si cette prohibition ne s'étend pas à toutes les autres marchandises et produits manufacturés dont les cultivateurs ont besoin dans la poursuite de leurs opérations, parce que ce serait faire retomber exclusivement sur la classe agricole tout le désavantage et le poids d'une mesure, laquelle, si elle est décrétée, devrait être appliquée également à toutes les industries, à tous les métiers et en général à toutes les classes de la société.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 7 février courant les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délais.

Le rapport est adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix, aux magistrats de police et aux magistrats de district;

- bill 20 amendant la loi de l'instruction publique;

- bill 31 amendant l'article 4140 des statuts refondus, 1909, relativement au recouvrement des frais d'entretien des aliénés;

- bill 57 amendant la loi constituant en corporation The Crown Trust Company;

- bill 114 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 63 amendant la loi constituant en corporation l'Industrial Life Insurance Company;

- bill 65 constituant en corporation l'Hôpital Français;

- bill 70 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay;
- bill 96 amendant la charte de la ville de Roxboro;
- bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke;
- bill 133 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) et la Caisse de remboursement;
- bill 139 amendant la charte de la ville de Hampstead.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company;
- bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest;
- bill 106 constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada;
- bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery.

#### **Loi de la chasse**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Bagotville Railway Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Montréal-Ouest**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The St. Andrews Protestant Cemetery**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Demande de documents:**

##### **Pont sur la rivière Verte**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le conseil municipal de L'Isle-Verte ou toute autre personne de cette municipalité et le département des Travaux publics, relativement à l'inspection d'un pont sur la rivière Verte, dans les limites de ladite municipalité; aussi copie du rapport de l'ingénieur du département au sujet de ce pont.

Adopté.

##### **Infractions à la loi des licences**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement provincial et le président de la Ligue antialcoolique de Québec, M. le juge F.-X. Lemieux, au sujet des infractions à la loi des licences depuis le mois de mai 1919.

Adopté.

### Instruction publique

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 163 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Collège des chirurgiens dentistes

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Élection des conseillers municipaux

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 amendant le Code municipal de Québec, relativement à l'élection des conseillers municipaux, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Instruction publique

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### École technique de Trois-Rivières

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 amendant la

loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout deux cent mille piastres, mentionné dans l'article 5 de la loi 8 George V, chapitre 42, telle qu'amendée par la section 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, aux conditions qu'il trouvera convenables. Le pouvoir d'emprunt de la corporation de l'École technique de Trois-Rivières est porté à \$200,000 au lieu de \$150,000. Cette école est actuellement en voie de construction et on prévoit qu'il faudra une somme plus considérable que ne le pourvoit la loi actuelle.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 39 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill 39 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Maladies vénériennes

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes soit maintenant lu une deuxième fois.

Depuis quelques années, les maladies vénériennes ont fait tellement de ravages par tout le Canada que le gouvernement fédéral a décidé récemment d'organiser un service spécial pour traiter ces maladies. Et le gouvernement d'Ottawa a donné une certaine somme d'argent à chaque province pour créer des dispensaires où seront traitées ces maladies.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général de toute la Chambre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que le Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec soit désigné pour s'occuper de la protection publique contre les maladies vénériennes et qu'il puisse recommander au lieutenant-gouverneur en conseil la nomination d'un comité formé de trois de ses membres, dont le président *ex officio*, ainsi que de tous autres fonctionnaires qu'il jugera nécessaire de leur adjoindre, chargés de prendre les mesures utiles concernant la prévention et le traitement des maladies vénériennes; et que la rémunération de ces personnes soit fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

2. Que ce comité ainsi nommé puisse:

*a.* Établir des dispensaires et des laboratoires gratuits pour le traitement des vénériens;

*b.* Faire la distribution gratuite, aux personnes qui n'ont pas les moyens suffisants pour se les procurer, des médicaments spéciaux pour le traitement des maladies vénériennes;

*c.* Pourvoir au traitement des vénériens détenus dans les prisons et dans les asiles, écoles de réforme, écoles d'industrie et hôpitaux qui reçoivent une allocation du gouvernement ou qui ont un contrat avec lui;

*d.* Promouvoir une propagande éducative soit par des conférences, des tracts, des revues, soit par tous autres moyens de même nature, les plus appropriés aux circonstances et aux milieux, dans le but de mettre le public en garde contre l'infection ou l'aider à combattre les progrès de la maladie chez les personnes qui en sont atteintes;

*e.* Sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, adopter tous les règlements nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus.

Adopté.

3. Que la rémunération de ces personnes et de tous autres fonctionnaires adjoints et les dépenses, autorisées par le secrétaire de la province pour la mise à exécution des devoirs qui leur sont assignés en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soient payées à même le fonds spécialement affecté à la protection publique contre les maladies vénériennes.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes.

#### Absence de M. l'Orateur

**M. l'Orateur** prie le député de Napierville (M. Monet) de présider à sa place la séance de la Chambre puisque l'Orateur suppléant (M. Beaudry) est absent<sup>1</sup>.

#### Maladies vénériennes

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois que par votre loi, vous laissez au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de fixer les salaires de ces médecins qui s'occuperont des traitements des maladies. Pourquoi cela?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Bien voici, les salaires ne sont pas fixés encore. Qui sait si nous ne nommerons pas des médecins qui reçoivent actuellement des salaires du gouvernement, ce qui permettra de leur accorder un moindre traitement que s'il était nécessaire de nommer des médecins qui devront consacrer tout leur temps à ce service.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, pourquoi laisser au ministre le droit de fixer ces salaires? Nous sommes un régime démocratique et les membres du gouvernement ne doivent pas payer de salaires sans le consentement de la Législature. Cela est inconstitutionnel. On s'est plaint dans le passé de cette façon d'administrer la chose publique par de simples ordres en conseil. On veut nommer des médecins à une nouvelle position, très bien, mais que l'on nous dise combien ils seront payés.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** On abuse souvent du mot "démocratie". On abuse tellement de ce mot qu'il finira par disparaître.

Par la nouvelle loi que je présente, je veux simplement faire autoriser le Conseil d'hygiène, dont le chef de l'opposition reconnaît la haute compétence, à créer une commission de trois membres pour s'occuper des maladies vénériennes. Nous demandons que le lieutenant-gouverneur en conseil ait le droit de fixer leurs salaires. Il me semble qu'il n'y a rien d'antidémocratique là-dedans.

Le gouvernement de la province votera pour ce service un crédit de \$47,000 et le gouvernement fédéral accordera la même somme. Dix pour cent de ce montant servira aux frais d'administration.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, je prétends que le gouvernement, par cette loi, demande des pouvoirs exorbitants. Il veut dépenser les deniers de la province sans y être autorisé par la Législature. C'est inconstitutionnel. L'honorable secrétaire provincial a dit qu'on avait abusé du mot "démocratie". Qui donc se plaignait d'un gouvernement qui administrerait par ordre en conseil sans s'occuper du Parlement, sinon un parti qui se vantait de toujours respecter les droits du peuple et

de ses représentants? J'affirme ici, M. le président, que ces droits, on les viole dans cette loi. Le gouvernement se fait accorder des pouvoirs arbitraires par sa majorité.

Les municipalités sont entre les mains du lieutenant-gouverneur en conseil: elles ne peuvent imposer la moindre taxe sans la permission du gouvernement. Il regrette que le gouvernement présente ce bill dans cette forme.

Ce n'est pas la première fois que le cabinet s'arroge le droit de décider du montant des salaires des employés du gouvernement sans l'autorisation de la Chambre. Je regrette qu'il y ait si peu de députés en Chambre quand on donne des pouvoirs si extraordinaires au ministère. Je regrette aussi que le champion de la démocratie soit président de la Chambre au moment où on vote une pareille loi.

**Des députés:** Qui ça?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne veut pas qu'on adopte ce bill.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**North Railway Company**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 202 amendant la charte de la North Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Frais de transport  
des aliénés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux frais de transport des aliénés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que, nonobstant toute loi à ce contraire, toutes dépenses occasionnées pour un aliéné par sa mise hors d'asile, par sa déportation, son rapatriement ou son transport à domicile soient payables par la municipalité de comté, de cité ou de ville tenue au paiement total ou partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans un asile, et qu'ils puissent lui être réclamés aussitôt après qu'ils sont encourus, mais que cependant, si la municipalité qui est appelée à payer en vertu de la présente disposition indique d'une manière certaine au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade a eu son domicile pendant les six mois qui ont précédé son internement, le gouvernement doit faire payer directement la municipalité de comté, de cité ou de ville où le malade avait ce domicile.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voulez-vous augmenter le fardeau qu'ont à porter les municipalités pour l'entretien des aliénés?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous voulons mettre les municipalités sur le même pied que le gouvernement, autrement qu'elles aient une partie du transport de ces malades. Le temps est venu pour les municipalités de la province de reconnaître leurs responsabilités et d'être prêtes à les assumer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas d'objection à cela. Il est juste que vous répartissiez mieux le paiement de l'entretien de nos pauvres malades.

Il rappelle que ce n'est qu'à la dernière session que le gouvernement a adopté une loi par laquelle le revenu du travail des aliénés lui reviendrait, plutôt qu'aux institutions, comme c'était le cas auparavant.

C'est cette même loi qui élimine la clause des statuts prévoyant que seul le gouvernement provincial assume le coût d'un patient pendant les six premiers mois de son internement.

Il me semble que, puisque le gouvernement retire un revenu des aliénés, puisque le gouvernement bénéficie du travail des aliénés, il ne devrait pas imposer un nouveau fardeau aux municipalités.

À chaque session, le gouvernement nous fait voter une petite loi qui impose de nouvelles obligations à nos municipalités, et cependant on continue de chanter que le gouvernement est le père des municipalités.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il est vrai que le gouvernement s'est fait autoriser à toucher le revenu du travail des aliénés, mais ce travail ne nous a jamais rien rapporté. D'un autre côté, il est prouvé que le travail est nécessaire et qu'il aide à la guérison des aliénés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que le gouvernement n'ait pas retiré grand-chose, peu importe. Du moment que le gouvernement se fait autoriser par la Législature à retirer l'argent que rapporte le travail des aliénés, il devrait en donner une partie aux municipalités.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** explique qu'il est juste que les municipalités paient, comme le gouvernement, leur part de l'entretien des aliénés.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux frais de transport des aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose de nouveau qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Il déclare qu'en ce qui concerne les salaires des professeurs de l'école normale Jacques-Cartier, MM. Chabot, Brisebois et Beaulne gagnent \$2,000 de salaire, ce qui est le maximum, le minimum étant de \$1,400.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il de professeurs au maximum?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Sept, et il y en a deux au minimum de \$1,400.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que font-ils, ces deux-là?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je ne puis pas le dire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, il y a longtemps que je suis en Chambre. Et je ne veux pas passer pour critiquer inutilement.

L'opposition n'est pas nombreuse. On nous le dit souvent dans des organes payés pour nous le dire. Nous sommes...

**M. Cannon (Québec-Centre):** L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) peut parler au singulier, il est tout seul de son bord...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'opposition n'est peut-être pas aussi prospère que certaine famille, mais elle a autant de droits.

Je ne suis pas ici pour provoquer la malice de l'honorable député de Québec-Centre. Je sais que, dans le passé, des professeurs ont été traités injustement et je veux savoir les attributions des professeurs. Je veux savoir aussi pourquoi des professeurs sont moins bien payés que d'autres.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est mon devoir de donner à la Chambre tous les renseignements que l'on me demande, mais je ne peux pas dire quelle matière enseigne chacun des professeurs des 14 écoles normales de la province. L'honorable chef de l'opposition a peut-être des renseignements particuliers sur certaines choses de l'école normale Jacques-Cartier. Il les doit peut-être à une solide amitié.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Durable...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je me ferai un devoir d'avoir ces renseignements à une prochaine visite que je ferai à l'école.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux savoir les raisons pour lesquelles des professeurs de l'école normale Jacques-Cartier ne gagnent que \$1,400. Je veux savoir combien il faut travailler d'années à l'école normale Jacques-Cartier pour gagner le maximum et pourquoi deux professeurs ne gagnent que \$1,400.

La Chambre a droit d'exiger ces renseignements. Ce n'est pas parce que je suis seul que l'on va me refuser ce que je demande.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce n'est pas parce que le chef de l'opposition est seul que nous allons refuser de lui donner tous les renseignements qu'il est possible de lui donner. Suspendons l'item des écoles normales, je vais essayer d'obtenir le nombre d'années d'état de service de ces deux professeurs qui ne gagnent que \$1,400.

L'étude de la résolution est suspendue<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique; paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avons-nous le quorum?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Oui<sup>3</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: institutions catholiques pour garçons, Montréal, vingt-cinq mille piastres, institutions catholiques pour filles, Montréal, dix mille piastres, Institut Nazareth, Montréal, mille six cents piastres, Institut MacKay, Montréal, mille six cents piastres, Montreal Association For the Blind, mille six cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est nécessaire de voir clair sur leurs intérêts. Augmente-t-on les octrois à ces admirables institutions?

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit qu'on a augmenté l'octroi d'une des institutions, la Montreal Blind Association. Il assure le chef de l'opposition de tout son dévouement, de toute sa sympathie pour ces institutions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas le temps de voter des sympathies mais de voter de l'argent. "Money talks!"

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je suis sincère quand je dis que ces institutions ont ma sympathie et, dès que je pourrai augmenter leurs octrois, je le ferai et avec grand plaisir. Nous les avons déjà augmentés et nous serons heureux de les augmenter encore.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le trésorier provincial ne pourrait-il pas leur donner une petite partie de son surplus?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Nous avons fait tout ce qui était possible pour assurer un octroi généreux et nous essaierons toujours de faire mieux dans l'avenir, sans pour cela nuire aux finances de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, nous reviendrons à la charge l'an prochain. J'espère que l'honorable trésorier augmentera alors les octrois aux institutions avec la même générosité qu'il a montrée en augmentant l'octroi à la Montreal Blind Association.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille

piastres soit ouvert à sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas d'augmentation dans cet octroi aux écoles publiques?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Parce que le Conseil de l'instruction publique se contente de cette somme.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment le secrétaire provincial va-t-il dépenser cette somme de \$200,000?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** D'abord, le secrétaire provincial ne dépensera pas cet argent. Il mettra cet argent à la disposition du Conseil de l'instruction publique.

Le rôle du secrétaire provincial est celui de surveillant très éloigné. Je suis très satisfait de l'état de choses actuel, je crois qu'il répond aux besoins du moment.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous n'aimeriez pas mieux être ministre de l'Instruction publique?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je suis très satisfait de ce que j'ai.

Il réfère le chef de l'opposition au rapport du surintendant de l'Instruction publique au sujet de la façon que se dépense l'octroi aux écoles publiques. Le ministre dit qu'on a dépensé environ 44 cents par enfant pour les écoles, l'an dernier, on en dépensera 43 cents l'an prochain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a donc pas d'augmentation dans l'octroi aux écoles publiques et cependant le nombre des écoles augmente. Je tiens à signaler qu'à l'aurore de cette ère de paix, de reconstruction, le gouvernement, loin d'augmenter l'octroi aux écoles de la province, le diminue d'un sou par élève. On donnait 44 cents par élève l'an dernier, on n'en donnera plus que 43 cents l'année prochaine.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1<sup>re</sup> session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y en a-t-il encore des instituteurs qui gagnent moins de \$175?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a quelques institutrices, mais très peu, et leur nombre diminue tout le temps, heureusement. Il y a encore de ces écoles. Les chiffres montrent qu'il y a maintenant 12 commissions scolaires qui paient leurs instituteurs moins que \$125 par année, alors qu'en 1912 leur nombre était de 578. Ce sont des institutrices.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déplore le fait que les écoles normales congédient chaque année un grand nombre d'instituteurs masculins. Il se demande ce qu'il est advenu de ces derniers.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est parce que municipalités scolaires ne sont pas préparées à payer les salaires requis. Les instituteurs masculins se marient jeunes en général, et les commissions ne sont pas prêtes à faire les sacrifices monétaires pour les garder.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et maintenant, pourquoi dire "pourvu que les municipalités paient à leurs instituteurs un salaire d'au moins \$175"? Pourquoi ne pas dire "institutrices" aussi? Ça paraît mal.

Est-ce qu'"instituteurs", ça veut dire institutrices?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'ai pas d'objection à mettre le mot "institutrices", car il n'y a pas d'instituteurs qui gagnent moins de \$175. C'est un des mots dans lesquels le masculin embrasse...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ...embrasse le féminin.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit qu'il n'y a aucune objection à remplacer le mot "instituteurs" par "institutrices". Il reconnaît même que c'est une intéressante suggestion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose l'amendement.

Adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1<sup>re</sup> session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1<sup>re</sup> session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V,

chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1<sup>re</sup> Georhe V, (1<sup>re</sup> session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, vingt-neuf mille piastres; transféré de l'éducation protestante aux écoles pauvres protestantes, mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

**Le comité étudie**<sup>4</sup> un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres, ouvert à Sa Majesté pour aider les écoles élémentaires, en vertu de l'article 2947 des statuts refondus, 1909, Fonds des écoles élémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à sa Majesté pour les municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y en a-t-il?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y en a 97, je crois. Deux municipalités du comté de Deux-Montagnes ont bénéficié de cet octroi, l'an dernier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il d'instituteurs laïques dans nos campagnes? Nos écoles normales en produisent, des instituteurs. Combien y en a-t-il dans les campagnes?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'y en a malheureusement pas assez et je crois qu'une des raisons, c'est que les commissions scolaires n'ont pas les moyens de payer des salaires assez élevés pour attirer des instituteurs à la campagne. Et je crois bien que, d'ici à quelques années, nous pourrions difficilement augmenter beaucoup le nombre des instituteurs, là.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre avouera que la question que je lui ai posée était opportune.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition ne doit pas abuser de sa position. Il avouera que, depuis deux jours, j'ai essayé de répondre à toutes ses questions, mais il ne devrait pas faire de pareilles remarques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'abuse pas de ma position. Je dois dire que l'honorable secrétaire provincial s'acquitte bien de son rôle. Il nous donne beaucoup d'explications, beaucoup plus que ses prédécesseurs. Il est plus poli, plus galant que d'autres...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je ne sais si je mérite ce compliment, mais j'espère que oui et j'en remercie mon honorable ami.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Maintenant, est-ce que je pourrais savoir le nombre d'instituteurs laïques qu'il y a dans les écoles de campagne? L'honorable ministre est peut-être fatigué?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je ne suis pas fatigué du tout et je réfère mon honorable ami au rapport financier du surintendant de l'Instruction publique, à la page...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne le vois pas à cette page. Est-ce bien le rapport financier?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ah non! J'avais le mauvais rapport. L'honorable chef de l'opposition admettra-t-il qu'il est possible de faire une erreur, de se tromper de rapport? N'admettra-t-il pas qu'il peut y avoir confusion dans les rapports?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois qu'il y a plus de confusion possible dans les réponses du ministre que dans ses rapports. Et maintenant, pourrais-je savoir quel est le nombre d'instituteurs laïques dans les écoles de village ou de campagne?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai référé mon ami au rapport financier du surintendant de l'Instruction publique. Il y verra que les instituteurs laïques sont indiqués par un astérisque.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais dites-nous donc le nombre!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai fait le calcul et je sais le nombre d'instituteurs laïques qu'il y a dans les écoles de campagne ou de village.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, dites-le.

La séance est levée à 6 heures.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y en a 48.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Enfin, je suis éclairé<sup>5</sup>.

#### NOTES

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose d'ajourner la séance.

1. Voici ce qu'ajoute *L'Événement* à ce sujet: C'est la première fois que le Président de la Chambre invite un de ses collègues à le remplacer et on applaudit M. Monet, qui s'acquitte de sa nouvelle tâche avec assez de succès.

L'étude de la résolution est suspendue<sup>6</sup>.

2. Ladite résolution sera adoptée le 13 février 1920.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

3. On compte alors les députés: ils sont 19, incluant le président. Le quorum est de 15.

#### Dépôt de documents:

##### Statistiques des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente les statistiques annuelles des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance 1918. (Document de la session no 22)

4. Bien que ce crédit soit discuté par la Chambre, il n'a pas à être voté par cette dernière puisqu'il est autorisé par statut (par la loi), tel qu'il en est fait mention au document intitulé *Budget des dépenses de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920, préparé conformément aux articles 799 et 800 des statuts refondus de la province de Québec, 1909*, pages 6 et 7.

5. À ce moment se produit une panne de courant électrique, forçant l'ajournement de la Chambre.

6. Ladite résolution sera adoptée le 13 février 1920.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que cette Chambre, lorsqu'elle s'ajournera aujourd'hui, soit ajournée à mardi, le 3 février, à 3 heures de l'après-midi.

Il invite les députés à ne pas manquer d'arriver à Québec mardi matin pour les travaux des comités. Il y a beaucoup de besogne pour la semaine prochaine.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que si l'on ajourne à mardi, au lieu de lundi, il n'y est pour rien dans la décision.

La proposition est adoptée.



Séance du mardi 3 février 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cadavres qui peuvent servir à l'étude de l'anatomie;

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;

Le bill 166 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique a été rejeté.

**Produits  
laitiers**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 241 amendant les statuts refondus 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ingénieurs  
civils**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Élections  
municipales**

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 168 amendant le Code municipal de Québec relativement aux élections municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Énergie hydraulique,  
expropriation de terrains**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 240 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains pour l'exploitation des forces hydrauliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés coopératives agricoles**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Directeur médical des hôpitaux d'aliénés  
et d'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 38 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terres publiques  
et bois et forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Canton Bourdages, comtés de  
L'Islet et de Montmagny**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 14 relatif au canton Bourdages situé partie dans le comté de L'Islet et partie dans le comté de Montmagny.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Officiers publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 47 amendant la loi concernant certains officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Drainage des terres par  
les municipalités**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 35 relatif à certains emprunts, par les municipalités, pour aider à la construction de travaux de drainage des terres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Tribunaux civils**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 242 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure, en certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Directeur médical  
des hôpitaux d'aliénés  
et d'assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 38 concernant le directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique.

Adopté.

**Terres publiques  
et bois et forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts.

Adopté.

**Témoins  
de la couronne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au paiement des témoins de la couronne.

Adopté.

**Officiers de justice,  
traitement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au traitement de certains officiers de justice.

Adopté.

**Président de la Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative à la pension du président de la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

**Charte  
de Joliette**

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 88 amendant la charte de la cité de Joliette.

Adopté.

**En comité:**

M. Dufresne (Joliette) propose un amendement. L'objet de mon amendement, dit-il, est de faire de la liste provinciale des électeurs la liste électorale pour les élections municipales, autrement dit de faire voter les électeurs sur les listes municipales quand il s'agit d'élire un échevin ou un député.

L'honorable M. Guin (Portneuf): Cet amendement a-t-il été proposé au comité des bills privés?

M. Dufresne (Joliette): Oui, il a été proposé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): A-t-il été rejeté?

M. Dufresne (Joliette): Le comité ne l'a pas accepté.



**M. le président (M. Beaudry, Verchères)** donne lecture de l'amendement. La proposition du député de Joliette (M. Dufresne) sera-t-elle adoptée?

**Les honorables M. Gouin (Portneuf) et M. Taschereau (Montmorency):** Non, non.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères):** Rejeté sur division.

L'amendement est rejeté sur division.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession John Pratt**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 amendant la loi concernant la succession de John Pratt<sup>1</sup>.

Adopté.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait remarquer que, par le passé, la Législature a peut-être été trop libérale en ce qui concerne les dernières volontés et les testaments. Il croit que les dernières volontés des testateurs devraient être plus respectées qu'elles ne l'ont peut-être été par le passé et il ne devrait pas y avoir de changement permis à un testament, à moins qu'il n'y ait des raisons sérieuses de le faire. La Législature n'est pas une usine à testaments.

M. le président, des journaux nous reprochent souvent de faire et défaire des testaments. Il y a quelque chose de vrai là-dedans, et je crois que nous mériterions ce reproche si nous adoptions ce bill. Nous n'avons pas le droit de changer la volonté d'un testateur et je m'oppose énergiquement à ce bill.

**M. Beaudry (Verchères):** Durant cette session-ci, on a adopté des bills de testaments, bien plus importants, dans lesquels on était loin de

respecter la volonté du testataire, tandis que dans le bill Pratt, on a au moins la décence de ne pas changer la volonté de cet heureux grand-père qui a laissé des millions à ses non moins heureux petits-enfants. Nous ne changeons pas la volonté du testateur. La fortune de M. Pratt a augmenté considérablement et il s'agit tout simplement de distribuer le surplus.

La volonté du testateur était que tous les revenus provenant de la fortune qu'il laissait fussent divisés entre ses héritiers dans la proportion de 25 % aux enfants, 50 % aux petits-enfants, le reste devant être capitalisé. Il y a 13 souches d'héritiers, chez les petits-enfants du testateur, et il y en a 12 qui sont d'accord pour demander l'adoption de ce bill.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** L'avocat de la treizième souche a changé d'opinion et est prêt à accepter le bill.

**M. Beaudry (Verchères):** Ce n'est pas la première fois que la Chambre fait un changement dans un testament. Même dans le testament de M. Pratt, la Législature a fait déjà plusieurs changements. Je ne vois pas pourquoi on ne se rendrait pas à la demande des héritiers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) insiste de nouveau pour que le bill fût rejeté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** prend la parole.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que l'on vote.

Le projet de loi est rejeté sur division<sup>2</sup>.

#### **Charte de Saint-Jean**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Ville de Saint-Michel**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 amendant la charte de la ville de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Z.-Armour Côté**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Agent général au Royaume-Uni**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'agent général de la province dans le Royaume-Uni.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose de nouveau: 1. Que l'agent général de la province dans le Royaume-Uni ait droit à la même pension que celle qui est accordée aux personnes mentionnées dans l'article 689 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

2. Qu'en sus des personnes mentionnées dans le second alinéa de la section 6 de la loi 7 George V, chapitre 16, l'agent général de la province dans le Royaume-Uni soit régi, pour l'avenir comme pour le passé, par les dispositions applicables à la pension des officiers publics avant l'entrée en vigueur de ladite loi 7 George V, chapitre 16.

Adopté.

3. Que l'agent général de la province dans le Royaume-Uni doive payer, avec intérêt composé, au trésorier de la province, par versements mensuels échelonnés sur une période de dix années à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1920, une somme égale au total des retenues qui auraient été faites sur son traitement si la loi qui accompagne les présentes résolutions était

entrée en vigueur le 7 août 1911; et que, si cet officier, auquel s'applique la présente résolution, meurt ou est mis à la retraite avant d'avoir payé intégralement, en principal et intérêt, la somme ci-dessus mentionnée, l'article 702 des statuts refondus, 1909, devienne applicable.

Adopté.

4. Que l'agent général reçoive un traitement de huit mille piastres par année.

Adopté.

5. Que le total de son traitement et des dépenses que l'agent général pourra encourir dans l'accomplissement de ses devoirs, soit pour l'entretien de son bureau, soit pour toute autre cause légitime, ne doive pas dépasser vingt-trois mille piastres et soit payé par mandat du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 33 concernant l'agent général de la province dans le Royaume-Uni.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Emprunt pour la colonisation**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 autorisant un emprunt pour aider à la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que, pour aider à la colonisation dans la province, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, tous les emprunts qu'il jugera nécessaires à cette fin, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne pourront excéder, en totalité, la somme de cinq millions de piastres.

2. Que le trésorier de la province puisse effectuer ce ou ces emprunts au moyen d'obligations ou de rentes inscrites, émises pour un terme n'excédant pas quarante ans; que ces obligations ou rentes inscrites soient faites dans la forme, pour un taux n'excédant pas six pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et soient payables, intérêt et principal, aux époques et à l'endroit qu'il indiquera; et que les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la loi basée sur les présentes résolutions ne soient pas sujettes aux droits imposés par la loi de Québec relative aux droits sur les successions.

3. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, au fur et à mesure que des deniers seront requis pour des fins de colonisation, transmette au trésorier de la province une demande, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, énonçant le montant requis et les fins spéciales de colonisation auxquelles les deniers sont destinés; et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même les deniers provenant des emprunts autorisés par la loi basée sur les présentes résolutions, les montants ainsi autorisés.

Il (l'honorable M. Mitchell) dit qu'il demande à la Chambre, dans une résolution, le droit de contracter un emprunt de \$5,000,000 pour mettre cette somme à la disposition de son collègue le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault).

Je laisse à mon honorable collègue la tâche de vous expliquer comment il entend dépenser cette somme.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)<sup>3</sup>:**

M. le président, le projet de loi qui est présenté à cette Chambre est le commencement de l'exécution d'une promesse.

Au cours de la dernière campagne électorale, le premier ministre de cette province a plus d'une fois ramené l'attention des électeurs sur le problème de la colonisation. Après en avoir marqué l'importance, dans son manifeste du 23 mai 1919,

dans ses discours prononcés à Québec et à Montréal, il déclarait, le 11 juin, à Sherbrooke, que son gouvernement avait "l'intention de dépenser cinq millions pour aider l'œuvre de la colonisation". Le premier ministre et ses collègues tiennent parole et vous demandent l'autorisation d'emprunter ce montant qui servira à cette entreprise, si étroitement liée au progrès de notre province.

Ceux qui ont suivi les efforts du premier ministre depuis 15 ans, et de ses collaborateurs, ne sont pas surpris de les voir placer ce sujet au premier rang de leurs préoccupations, dans le programme de reconstruction. L'historien du régime politique de cette période reconnaîtra que le mérite de Sir Lomer Gouin aura été d'avoir compris les exigences de l'heure, de s'être clairement rendu compte des nécessités les plus pressantes auxquelles notre province devait faire face, d'avoir eu ensuite le courage de réaliser des réformes qui pouvaient y satisfaire.

Relisez le programme qu'il formulait à l'école Montcalm, à Montréal, le 5 avril 1905, au lendemain du jour où il commença de présider aux destinées de cette province. Ce qui s'en dégage, c'est l'attention portée à quatre sujets demeurés essentiels: l'équilibre du budget, l'instruction publique, la classe ouvrière, la population agricole et colonisatrice.

Il a su persévérer dans cette voie qu'il s'était tracée. Pas un instant il n'a oublié l'objet propre de tout vrai gouvernement qui est de diriger pour l'ensemble de toute la nation, mais il s'est souvenu également que, si les chefs, dignes de ce nom, ne doivent pas concentrer en un point leur attention et négliger le reste de l'organisme, il leur faut parfois tourner toute leur énergie à développer telle ou telle partie de l'administration.

Avec le coup d'œil qui en fait un homme d'État, le premier ministre a compris que, tout en continuant le développement des diverses branches de l'organisation publique, l'heure était venue d'intensifier davantage l'action colonisatrice.

Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que le sujet de la colonisation préoccupe les dirigeants de cette province. Depuis 1897, depuis que le Parti libéral conduit avec tant de succès les affaires publiques, il peut se rendre le témoignage de lui avoir consacré une large part de ses travaux. D'importants progrès ont été réalisés sous mon prédécesseur immédiat au ministère de la Colonisation, l'honorable M. Honoré Mercier, ministre des Terres et Forêts.

D'année en année, il amena cette Chambre à augmenter les sommes qu'elle affecte à ce service et il a su en faire bon emploi. Je n'en veux citer qu'un

splendide exemple, celui que nous fournit l'Abitibi. Cette région vit arriver ses premiers habitants vers 1912. En moins de sept ans, seize paroisses s'y sont fondées, seize conseils municipaux s'y sont organisés, 4,700 lots ont été concédés, soit 470,000 acres, 40,000 à 50,000 acres de terrain sont en abattis, en défrichement ou en culture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre (l'honorable M. Perrault) a-t-il un rapport de la récolte dans l'Abitibi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'ai reçu un rapport général de l'agent des terres. Il me dit que les perspectives sont belles et que la récolte des légumes sera surtout bonne.

Une population de près de 12,000 âmes y vit, avec sans doute le souvenir des efforts, des sacrifices même, consentis à l'agrandissement de leur province, mais aussi avec la joie d'avoir donné à leurs compatriotes l'une des meilleures preuves de patriotisme. C'est leur exemple qui nous incite aujourd'hui à faire davantage pour la colonisation, œuvre essentielle.

L'heure est propice pour cette préoccupation. À aucune autre époque de l'histoire de cette province il a paru plus nécessaire de tourner les regards de tous vers les plaines qui attendent les bras vigoureux qui voudront y jeter les blés et y faire germer les moissons futures.

Quand les peuples, au sortir de la Grande Guerre, se sont soulevés, quand certains d'entre eux, par le fer et le sang, ont renversé les dynasties régnantes, quand l'ordre établi a, en maints pays, vacillé sous les assauts et que le progrès a paru pour longtemps arrêté, à quelles causes a-t-on attribué ces malaises? Et quel est le contrepoids qui a semblé nécessaire?

La tuerie effroyable des dernières années n'avait pas peu contribué à un tel état de choses.

Les douleurs sont de mauvaises conseillères. Sortant des tranchées, humides de sang, recherchant leur foyer, écrasés sous le feu des batailles, combien ont senti leur esprit se révolter, leur cœur se gonfler de haine contre une société qui leur apparaissait responsable de tant de maux?

D'autres causes pourtant peuvent être assignées à ces désordres. L'industrie, en accumulant près de l'usine des familles nombreuses, a multiplié les raisons de plaintes. Et l'on a compris que, pour l'ordre social, il n'était pas bon de placer tous les travailleurs derrière le comptoir ou la machine, mais qu'il était nécessaire à un pays de posséder nombreux les paysans, aux mœurs calmes, aux vertus simples et fortes.

Avez-vous réfléchi aux louanges qu'en ces derniers temps maintes gens ont adressées à la province de Québec?

On s'est étonné. Notre province était, il est vrai, plus habituée à recevoir des critiques que des éloges. Ce qui, en fin de compte, a frappé certaines gens du dehors, ce furent sans doute l'esprit religieux, le souci de la justice, le sens des traditions qui animent la grande majorité des habitants du Québec, mais est-il exagéré d'affirmer que c'est en poursuivant leur enquête chez notre population rurale que ces vertus leur apparurent sous un jour plus lumineux, et que c'est en partie à nos paysans, à leurs qualités d'ordre et de travail, que nous devons les hommages qui nous furent récemment prodigués?

À cet appui que la classe agricole fournit à l'ordre social s'ajoute la richesse qu'elle procure à la société. Le merveilleux développement, qui, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, a transformé le commerce et l'industrie, n'a pourtant pas réussi à contenter les économistes.

Chez tous les peuples, on est forcé de reconnaître, surtout aujourd'hui, la justesse du principe posé au début du XVII<sup>e</sup> siècle par Sully, le ministre d'Henri IV: "Labourage et pâturage sont les deux mamelles de tout le pays." C'est de ce principe que s'inspirent les appels vivants qui poussent nos gens au labeur de la terre et les veulent détourner de l'abandon des campagnes. On sent partout les effets désastreux qu'entraîne la rupture de l'équilibre entre la production et la consommation, et il n'est pas besoin de longs arguments pour comprendre qu'à diminuer le nombre de ceux qui font sortir du sol les choses nécessaires à l'existence, celle-ci en devient tout de suite gênée, difficile, pleine d'angoisses.

On a drainé hommes et femmes de la ferme à l'usine. Il y a malaise. Il faut essayer de faire un retour en arrière et ramener vers les champs aux sillons abandonnés ou aux plaines encore neuves les bras qui ensemencent.

Conserver au sol ceux qui le mettent en valeur, diriger sur des terres neuves l'excédent de notre population rurale qui ne trouve pas de place dans la vieille paroisse, ramener vers la terre ceux qui l'ont quittée pour les villes, c'est à ce mouvement que le gouvernement veut s'associer, et c'est à ce patriotique et si vital effort qu'il veut joindre ses efficaces initiatives.

Nécessité morale, nécessité économique nous engagent à entrer dans cette voie et à accélérer le mouvement vers la terre.

L'on peut diviser en deux classes les moyens qu'il convient d'adopter pour retenir nos gens dans les hameaux ou y diriger les familles qui ne trouvent

plus dans les villes un travail rémunérateur: ceux qui s'appliquent aux vieilles paroisses, aux centres ruraux depuis longtemps ouverts à la culture, et ceux qui tendent à élargir l'aire des champs ensemencés, à reculer la forêt, à coloniser, à rendre productrices des terres demeurées jusqu'à présent incultes.

Le législateur doit non seulement s'efforcer de maintenir l'importance de la population rurale, mais il doit encore l'augmenter.

Nous connaissons tous le travail accompli chaque jour par l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) pour venir efficacement en aide à la culture du sol et pour adapter aux nécessités nouvelles l'existence des habitants de nos paroisses afin d'en accroître la richesse. Nous savons aussi les succès qui couronnent ses efforts.

Mais, si florissantes que soient ces paroisses, devons-nous y concentrer tous les efforts voués chez nous à la culture du sol? Non, nous devons doubler leur importance en augmentant précisément le nombre de ces paroisses, et accélérer notre marche en avant en poussant davantage nos valeureux pionniers à la conquête de la forêt.

Où placera-t-on le trop-plein de nos paroisses les plus riches, les plus prospères? Quand les foyers se sont multipliés, que les enfants nombreux cherchent à s'établir, quel domaine offrirez-vous à leurs activités et quels espoirs à leurs ambitions?

Les mouvements de population existent amenés par la nécessité, parfois aussi par un simple sentiment de migration auquel les habitants de cette province ne sont pas étrangers. S'il y a le besoin du changement causé par les circonstances - le patrimoine paternel trop exigü force le fils à quitter la maison familiale pour fonder ailleurs un foyer - il y a aussi les développements nés du goût de l'aventure.

À ces mouvements de migration intérieure s'ajoute le courant de l'immigration qui nous apporte parfois des éléments venus de l'extérieur et qu'il nous est possible d'utiliser. Pouvons-nous abandonner au hasard ces mouvements de population et nous refuser à les méthodiquement diriger? Pourquoi ne pas profiter de toutes ces forces pour élargir le champ d'action de notre province, nous emparer de tout son sol, obtenir enfin de ses ressources leur plein rendement? En agissant de la sorte, non seulement nous continuerons la tradition, mais nous assurerons le développement normal de cette province, nous maintiendrons l'équilibre nécessaire entre les activités commerciales et industrielles et l'activité agricole.

J'ai dit que nous continuerions la tradition: notre province en est une agricole. Depuis trois

siècles, ses habitants, refusant de se cantonner en un coin, ont cherché, avec des progrès plus ou moins rapides, des succès plus ou moins grands, à répandre la vie civilisatrice sur cette partie du nord de l'Amérique. Ils se sont étendus à toutes les portions de la province et même à plusieurs portions du pays.

Et c'est nous mieux préparer à poursuivre l'œuvre des ancêtres que de bien connaître ce qu'elle fut dans le passé.

La situation physique, les conditions d'existence, le nombre des habitants empêchèrent le mouvement colonisateur de prendre, sous la domination française, l'ampleur qu'on a su lui donner depuis un demi-siècle environ. Ce fut le mérite très grand des Canadiens français de disputer pouce par pouce cette terre à la forêt et, durant les trois cents dernières années, de n'avoir pas cessé leur marche admirable à travers monts et vallées. Pendant longtemps cependant le Saint-Laurent, la plus importante de leurs voies de communication, les retint sur ses bords. Si, avant 1760, les Français explorèrent toute l'Amérique du Nord, de la baie d'Hudson à la Nouvelle-Orléans, si, par héroïsme, leurs missionnaires et gouverneurs, capitaines et explorateurs, attachèrent des noms français aux arbres qui se balançaient à la tête des monts ou sur les rives des rivières et des lacs, si lointains qu'ils fussent, ils ne colonisèrent pourtant qu'une bande étroite le long du Saint-Laurent, la rivière Chaudière et le Richelieu.

L'on peut s'en étonner, l'on peut même blâmer les politiques de leur parcimonie dans le peuplement de la Nouvelle-France, de n'avoir pas prévu qu'une heure viendrait où l'immensité des territoires occupés nominalement par les Français ne suffirait point à les défendre contre les Anglo-Saxons, cantonnés, eux, sur la petite bande côtière où commençaient de se fonder les treize colonies entre la mer et les Alleghanys.

Les regrets étant vains, trouvons plutôt des excuses à cette lenteur dans l'établissement des premiers habitants de la colonie et surtout reconnaissons que leur initiative mérite toute notre admiration, que nous devons voir en elle la base, petite si l'on veut, mais solide et durable, du progrès dont nous nous flattons aujourd'hui.

Commençant en 1617, quand, de sa bêche, Louis Hébert remue, en un coin de la haute-ville, à Québec, la terre d'où sortent "ces beaux bleds" qui enchantent l'âme de Champlain, continuant avec la concession accordée le 15 janvier 1634 à Robert Giffard, qui reçoit "une lieue de terre à prendre le long de la côte du fleuve Saint-Laurent sur une lieue

et demie de profondeur", à l'endroit où la rivière est appelée Notre-Dame de Beauport, la colonisation va se poursuivre durant 150 ans près des rives du grand fleuve et prendre pour base d'opérations Québec, les Trois-Rivières et Montréal. En 1683, 25 curés et missionnaires ont sous leur juridiction un territoire qui va du haut de l'Île-de-Montréal à la baie Saint-Paul, de l'Île-aux-Oies à Chambly<sup>4</sup>. 82 paroisses existent en 1722. Elles vont de Sainte-Anne de la Pocatière à Châteauguay<sup>5</sup>. Bientôt les anciennes seigneuries ne suffisent plus et il faut en ouvrir d'autres dans la profondeur des terres.

De 1733 à 1739, on distribue en grand nombre des fiefs sur le Richelieu; on accorde des concessions sur la rivière Chaudière et c'est le commencement du peuplement de la vallée de la Beauce<sup>6</sup>.

La tourmente de 1760, qui modifia si profondément la situation politique et sociale des habitants de la Nouvelle-France, leur laissa du moins leur caractère de laboureurs. Et c'est à leur sujet que l'on pourrait écrire ce qu'un écrivain français notait naguère à propos des paysans de France.

"Le capital pour eux, c'est, avant tout, la terre, cette terre où se rejoignent le passé et l'avenir de la race et dont tant d'hommes sentent l'attraction mystérieuse et forte; c'est le produit du labeur persévérant et patient de toute une vie ajouté au labeur d'autres vies des âges précédents; c'est tout un ensemble qui se tient, maison, jardin, champs, pâturages, agrandis, amendés, soignés avec amour<sup>7</sup>." L'épreuve affermit chez nos ancêtres leur vocation paysanne. Les groupant autour de leurs églises, elle leur fait mieux comprendre quelle urgence il y a pour eux de s'enraciner au sol. Depuis la Conquête, ils ont gardé vivace ce dessein et n'ont fait que développer leur caractère d'agriculteurs. M. William Moore leur en rendait naguère le témoignage.

Dans *The Clash*, ce livre empreint de tant de loyauté et de courage, dans sa conférence, prononcée à Montréal le 20 novembre 1919 sous les auspices du Young Men's Canadian Club, il a bien voulu déclarer que, de tous les citoyens du Canada, les Canadiens français étaient ceux dont l'amour de la terre était le plus réel et qui apportaient à la culture du sol le meilleur appoint. M. Moore voudrait même que des Canadiens français aillent s'établir en grand nombre dans les provinces anglaises afin d'y accroître la richesse que produit l'agriculture. Il nous permettra bien, tout en le remerciant, de vouloir commencer par nous-mêmes et de chercher à retenir chez nous nos compatriotes dont on se plaît à reconnaître la bienfaisante aptitude à la profession d'agriculteur.

Il semble bien que le conquérant anglais pensait en 1760 tout comme le fait M. Moore en 1919. Les lords du commerce, chargés, le 5 mai 1763, par le comté d'Egremont, d'étudier le traité de Paris et d'indiquer quels profits l'Angleterre en pourra retirer, mentionnent, au chapitre des avantages, celui qui "consiste dans la colonisation assurée de toute la côte de l'Amérique du Nord aussi avantageuse, disent-ils, par ses produits que par les facilités d'installation, depuis l'embouchure du Mississippi jusqu'aux frontières des établissements de la Baie d'Hudson<sup>8</sup>". Aussi, les premiers gouverneurs anglais obtiennent le droit de faire des concessions. En 1783, Haldimand reçoit instructions de concéder des terres aux loyalistes, notamment dans la seigneurie de Sorel<sup>9</sup>. C'est alors que commence le mouvement qui va tendre à peupler la région des Cantons de l'Est.

Des sujets anglais, ne pouvant souffrir que le drapeau étoilé remplace le drapeau de l'Angleterre au-dessus des treize colonies, nous arrivent et s'établissent sur la bande étroite qui sépare la rive sud du fleuve Saint-Laurent de la frontière américaine. Leur arrivée ne rencontra pas l'approbation générale. Sir James Craig écrivait même, le premier mai 1810, à Liverpool, au secrétaire pour les colonies:

"Le grand sujet de leur jalousie (aux Canadiens) à l'heure actuelle est le progrès des townships, ou, en d'autres termes, l'introduction de colons de toute nationalité excepté de colons canadiens que ces derniers considèrent comme des éléments - et c'est ce qu'ils ne craignent pas d'affirmer à l'égard de toutes les autres races - qui tendent à entraver l'établissement complet de la nation canadienne.

"Ces townships sont généralement colonisés par les Américains dont une partie se compose de loyalistes qui ont dû quitter leur pays lors de la paix de 1784, mais la très grande partie se compose d'Américains qui sont venus s'établir sur ces terres depuis cet événement. Jusqu'à quel point il est de bonne politique d'admettre des colons de toutes sortes, c'est une autre question. En tout cas, les Canadiens protestent énergiquement contre cet état de choses<sup>10</sup>."

Par bonheur, nous avons eu moins à souffrir que ces protestations, ces craintes ou ces doutes ne le laissaient entendre.

Cette partie de la province s'est développée, elle a considérablement augmenté ses richesses et elle est habitée par des centaines et des centaines de citoyens dont le Canada entier a le droit d'être fier.

Au début de la colonisation des Cantons de l'Est, il y eut de regrettables abus et cette région a connu, dans son histoire, des difficultés dont furent heureusement exemptes nos autres régions de colonisation. Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, plus de justice commença de présider à la distribution des terres dans cette partie de la province et cette riche contrée fut enfin ouverte à tous les braves et honnêtes citoyens, de quelque race, de quelque religion qu'ils fussent.

C'est vers 1850 aussi qu'un premier courant de colonisation s'établit du côté du Lac-Saint-Jean pour gagner peu après d'autres régions. Combien fécondes furent les initiatives de ces générations d'hommes qui, après avoir peuplé toutes les seigneuries militaires, débordèrent de toutes parts, élevant églises et écoles, bâtissant les fermes et les villages, dans les Cantons de l'Est et dans la Gaspésie, dans le cirque du Lac-Saint-Jean et sur les bords de l'Ottawa, dans la vallée de la Matapédia et sur l'autre versant des Laurentides, dans la vallée qui de l'Abitibi court vers la Baie d'Hudson. Comme les avantages de la colonisation apparaissent évidents quand l'on songe que des centres florissants datent de 50 ans à peine.

L'histoire d'Arthabaska remonte à 1835, celle de Roberval à 1870, celle de Ville-Marie à 1877, Sainte-Florence, dans la Matapédia, à 1898. Les progrès n'ont pas cessé depuis 1867. Grâce à l'intéressant ouvrage de Stanislas Drapeau, publié en 1863, l'on peut se rendre aisément compte de l'état de la colonisation en notre province, à la veille de la Confédération.

Dans ses *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada de 1851 à 1861* et où il a fait tenir l'inventaire complet de nos richesses agricoles, industrielles et commerciales, cet écrivain a montré à quel point en était arrivé le peuplement de notre territoire au dernier jour du régime de l'Union. Prenant, selon la coutume, le fleuve Saint-Laurent comme centre, il divise en quatre régions les terres placées au sud: Région de la Gaspésie, Région Est du Saint-Laurent (de Rimouski à Lévis), Région centrale du Saint-Laurent (de la Beauce à Richmond), Région Ouest du Saint-Laurent (de Sorel à Huntingdon) et il divise en trois régions les terres situées au Nord: Région de l'Outaouais et du Nord de Montréal (de Vaudreuil à Berthier, comprenant Pontiac et Deux-Montagnes), Région du Saint-Maurice, Région du Saguenay et du Labrador. Au sud du fleuve, l'on comptait 37 comtés et au nord 23. Sur 1,110,664 âmes habitant alors le Bas-Canada, 951,203 formaient la population rurale. En comprenant les terrains des seigneuries non

concedées, on évaluait à 17,375,500 les acres possédés, dont 4,804,235 en culture.

Les pouvoirs publics avaient été forcés, une dizaine d'années auparavant, de prendre la direction de la colonisation, laissée jusque-là aux soins des individus. C'était aux jours où tant de familles quittaient notre province pour les centres manufacturiers des États-Unis.

Faute d'avoir eu la prévoyance d'ouvrir à la classe agricole de nouvelles régions, le trop-plein des vieilles paroisses du Québec ne savait où se déverser. Et ce fut alors cette procession regrettable des nôtres vers les villes américaines. Ce n'étaient partout que lamentations provoquées par ces départs nombreux. Les comités que le Parlement-Uni chargeait d'étudier la situation ne parvenaient pas à trouver une solution. À la pénurie de régions nouvelles s'ajoutait la méfiance des paysans à l'égard de la forme donnée aux concessions de terres consenties par la couronne. Plusieurs préféraient la tenure en censive au système de tenure inauguré peu de temps après la Conquête. À la division en fiefs et seigneuries, conservée sous la domination française, avait succédé, après 1760, la division en cantons ou townships; au lieu de recevoir une concession du seigneur, à charge de certains droits et rentes, l'habitant la recevait du gouvernement en pleine propriété.

Les deux systèmes eurent leurs avantages, mais il vint un temps où, sous l'évolution pacifique des mœurs, le second supplanta le premier et obtint la préférence de tous les Canadiens<sup>11</sup>. Si ce changement de régime terrien se fit sans bouleversement social, l'on peut attribuer ce résultat en grande partie à un organisme qui s'est si heureusement développé dans la province de Québec, la paroisse. Unité incomparable d'organisation, la paroisse a été chez nous le moyen dont se servirent les habitants pour s'adapter sans heurt et avec succès à toutes les transformations politiques et sociales que connut notre pays.

M. Émile Salone, critiquant l'arrêt du 21 mars 1663 par lequel l'intendant Talon, au nom du roi de France, ordonnait que la population fût désormais groupée dans les bourgs et des bourgades, écrit qu'il n'y a jamais eu au Canada l'équivalent du village de France, parce que, l'habitant voulant l'accès direct au fleuve ou à quelque rivière, les maisons s'alignent le long des rives et qu'en conséquence l'unité géographique naturelle est la côte. Il ajoute même que "la seigneurie et la paroisse n'ont jamais été que des divisions artificielles"<sup>12</sup>. L'éminent historien a-t-il bien compris le rôle qu'a joué chez nous la paroisse?

Faut-il qu'il y ait division réelle, efficace, que les maisons soient placées en un sens plutôt qu'en un autre? N'est-il pas plus exact de reconnaître que, loin d'être artificielle, la paroisse a été, avant comme après la Conquête, l'unité la plus réelle, la plus féconde de toute notre organisation publique et qu'elle fut la cause du développement continu de cette contrée? C'est par elle que nos ancêtres corrigèrent ce que les seigneuries avaient de trop ample, qu'ils consentirent à user de la nouvelle tenure des terres et à peupler les cantons aussi bien que les fiefs; c'est par elle qu'ils se préparèrent à tirer si bon parti de l'organisation scolaire et municipale. Il en est aujourd'hui comme autrefois: le mouvement de la colonisation est facilité par le développement de l'organisation paroissiale. Le missionnaire accompagne quand il ne précède pas le défricheur; une chapelle rustique est construite; le groupe augmente et, un jour, tout le rouage de notre administration locale est en fonction, fabrique, commission scolaire, conseil municipal.

Ce n'est pas sans doute par pur hasard que la colonisation a commencé sérieusement au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'heure où précisément s'organisait notre système scolaire et municipal. C'est en effet en 1854, avec l'arrivée de l'honorable M. Morin au ministère des Terres de la couronne, que fut organisé le service de la Colonisation; \$120,000 furent mises à sa disposition. Sous l'Union, MM. Cauchon, Évanturel, Letellier de Saint-Just et Chapais continuèrent l'œuvre commencée avec toutefois des subsides diminués, les subventions aux chemins de fer prenant une si large part du Trésor public<sup>13</sup>. Mais c'est sous la Confédération, surtout après 1888, que la colonisation devait prendre son plein essor.

Et vous auriez raison de me blâmer si je ne mentionnais ici un homme qui s'est dévoué à cette œuvre plus que personne, Mgr Labelle. Appelé, en 1888, à prendre la direction officielle de la Colonisation, il continua les efforts accomplis lorsqu'il était curé de Saint-Jérôme. "Démolir, c'est aisé, répétait-il souvent, mais on rencontre rarement ceux qui fondent et qui édifient"<sup>14</sup>. Il eut le mérite d'être du nombre de ceux qui fondent et qui édifient, et d'avoir, par son labeur incessant, son patriotisme éclairé, ses sacrifices, contribué à l'avancement de cette question, inséparable de tout vrai progrès en notre province.

Ce n'est que justice d'associer au nom de Mgr Labelle celui de tous nos missionnaires agricoles qui mirent et qui mettent encore à seconder les efforts de notre classe colonisatrice tant de zèle et de dévouement.

C'est à bon droit que M. André Siegfried a écrit en 1898, dans la *Quinzaine coloniale*, que "les prêtres restent les vrais chefs, en tout cas le véritable centre, de l'œuvre de colonisation"<sup>15</sup>.

Ce sont donc tous ces efforts que nous voulons continuer, c'est cette entreprise que nous tenons à développer et augmenter ainsi la richesse de notre province. Mais, à l'heure où la colonisation nous apparaît sous un jour plus engageant, comment ferons-nous progresser cette branche de notre administration publique?

Je suis de ceux qui pensent que les meilleures réformes ne proviennent pas nécessairement d'un bouleversement total, et qu'il est possible d'atteindre au progrès à moindres frais et à moindres risques.

Que d'améliorations l'on obtient parfois, simplement, en corrigeant, en modifiant telle ou telle façon de procéder, en encourageant des initiatives demeurées jusque-là méconnues. C'est là l'esprit dont je veux m'animer en m'associant à l'œuvre colonisatrice.

L'on peut classer sous deux chefs toutes les idées, tous les projets, tous les travaux relatifs à la colonisation: le colon et le sol ou, pour employer les termes chers aux économistes, le capital humain et le capital foncier.

1. Quels colons devons-nous recruter?

2. Quelles terres leur demanderons-nous de défricher et d'ensemencer, et comment faciliterons-nous à ces braves l'accomplissement d'une tâche si rude et réellement si persévérante d'énergie?

Le colon.

Notre propagande ne doit s'adresser qu'à ceux qui ont l'amour de la terre et qui veulent employer leur vie à la cultiver. Ce sera le cultivateur qui, lassé de retourner un sol improductif, veut s'établir sur une terre neuve et plus vaste qui lui offrira l'occasion de fixer autour de lui ses enfants devenus adultes; ce sera le fils du cultivateur qui, ne pouvant demeurer sous le toit paternel, se sent la vigueur de se gagner un patrimoine; ce sera parfois le journalier, ou l'artisan des villes, qu'a déçu la vie urbaine et qui veut retourner vers les champs où les jours pèsent moins à son âme.

Notre recrutement doit enrégimenter deux catégories de colons: des bûcherons et des cultivateurs qui nous viendront principalement, les premiers des chantiers de bois, les seconds de nos vieilles paroisses.

"Le voisinage des chantiers du Haut-Saint-Maurice a valu à l'Abitibi la moitié de sa population", écrit dans son dernier rapport M. Hector Authier, notre si dévoué agent, fixé à Amos.



Il faudra y joindre les cultivateurs. Peut-être pourrions-nous trouver dans certains États des États-Unis d'anciens Québécois qui seraient heureux de reprendre la route du pays. Pourquoi n'essaierait-on pas de créer dans l'Est canadien un mouvement similaire à celui qui s'est établi entre la région de Saint-Paul et Winnipeg et qui a valu aux prairies de l'Ouest tant de vaillants agriculteurs?

S'il existe un peu partout des hommes désireux d'aller du côté des terres non défrichées, la difficulté est de les connaître, de nous mettre dès le premier jour en communication avec eux, afin de les orienter à leur bénéfice et à celui de la province, afin de leur épargner maints soucis, maintes déceptions. Je voudrais que le département de la Colonisation devînt vraiment le centre de ce recrutement.

Je me propose de faire appel aux autorités sociales de chaque centre, au curé, au maire, aux sociétés de colonisation, aux cercles de colonisation, ou autres, aux députés, et de les prier d'être les agents principaux de cette propagande, de nous prévenir dès qu'ils apprennent qu'un citoyen doit quitter leur paroisse pour s'établir ailleurs. Par cette collaboration, nous aurions moins de départs de la campagne vers la ville, et plus de migrations des campagnes vers les régions nouvellement ouvertes à la colonisation. Connaissant tout de suite la situation du nouveau colon, ses ressources, sa famille, ses projets, nous serions plus à même de lui indiquer un endroit propice.

Nous voulons que le peuple soit instruit sur la colonisation comme sur les questions agricoles. Des personnes expertes pourraient visiter régulièrement les vieux comtés afin de faire connaître la géographie tant physique qu'économique de nos régions de colonisation, et exposer ce que l'on peut faire dans nos terres neuves, organiser des visites de délégués, des fondations de paroisse nouvelles, décourager les faux colons.

Et c'est ici qu'apparaît la deuxième donnée du problème: le sol que nous pouvons offrir aux colons et l'aide que nous devons leur donner.

La bonne terre abonde; nous en avons des millions d'acres dans toutes les parties de la province. Selon les rapports officiels, 20 millions d'acres de terre propres à la culture attendent encore des défricheurs.

Seuls les lots absolument propres à la culture seront mis en vente. Nous procédons présentement à faire un relevé des terres propres à la culture appartenant à la couronne dans les paroisses anciennes et nouvelles et dans chacune de nos régions de colonisation où nous voulons accélérer et augmenter le développement agricole.

Afin que toutes ces régions soient davantage étudiées et connues pour qu'elles soient colonisées en toute connaissance de cause, nous publierons des tracts, des feuilles, des petites brochures donnant la géographie physique et économique de chacune et les avantages qui leur sont propres.

D'abord, nous voulons terminer les paroisses et missions en voie d'établissement et ouvrir des régions nouvelles avoisinant celles déjà établies.

Le gouvernement veut dépenser cette somme de cinq millions à la mise en valeur des cantons déjà ouverts et de nouveaux cantons en y faisant des travaux qui faciliteront l'accès et le développement.

Parmi ces travaux, je mentionnerai au premier rang l'ouverture et la construction de nouveaux chemins faits à travers des terrains propres à la culture, la construction de ponts partout où nécessaire et la construction d'écoles dans les régions de colonisation.

Chemins, ponts, écoles sont des choses nécessaires et essentielles au succès de la colonisation.

Dans mes voyages au Lac-Saint-Jean et dans l'Abitibi, j'ai interrogé les colons, les nouveaux arrivés, ceux qui commençaient à défricher leur lot, de même que les plus anciens colons établis depuis plusieurs années en ces endroits. Tous m'ont dit d'un commun accord: "Donnez-nous des chemins, des écoles, et le reste ira bien."

L'enquête que j'ai poursuivie ailleurs m'a également convaincu que nous devons tendre nos efforts vers la construction de nouveaux chemins.

Les chemins de fer et les bonnes routes déterminent le mouvement colonisateur. Les bonnes routes sont nécessaires afin de mettre les régions nouvelles en communication avec les centres d'approvisionnement, et les gares de chemin de fer, afin de faire communiquer entre eux les cantons et les rangs voisins, et permettre au colon de se rendre sur son lot. Aussi nous proposons-nous d'affecter la plus grande partie de ce subside à la construction de bons chemins dans les endroits de colonisation. Ils seront construits dans les missions, établissements, et paroisses en voie de développement et dont une partie reste encore à coloniser. Nous avons environ 150 de ces établissements, dont 60 environ ouverts depuis moins de 20 ans, et les autres depuis au-delà de 20 ans. Ils sont disséminés dans toutes les régions de colonisation.

Des chemins de pénétration dans la forêt seront aussi faits à travers de nouveaux cantons propres à la culture et avoisinant ceux déjà établis, et ce, dans toutes les régions de colonisation. Vous connaissez ces régions de la Gaspésie: comtés de Gaspé et de Bonaventure.

La péninsule gaspésienne est sans contredit l'une des plus belles parties de la province. Le long de la baie des Chaleurs se trouve une large zone dont la richesse du sol et de la forêt est incomparable. Ajoutez cette autre richesse que constituent déjà ses pêcheries, et les mines qui y abondent.

La vallée de la Matapédia, partie sud-ouest du comté de Matane et partie ouest du comté de Bonaventure.

Régions de Rimouski et Témiscouata: au sud de ces deux comtés, il existe une étendue de terre propre à la culture d'environ un million d'acres. Un fort courant de colonisation se dirige vers les lacs Squateck, dans Témiscouata.

Régions sud-est et sud-ouest de Québec: elles comprennent l'arrière partie des comtés de Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Dorchester et certaines parties des comtés de Beauce, Mégantic, Nicolet, Lotbinière.

Régions du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi: nous nous proposons de faire des travaux dans plusieurs cantons. Cette région est l'une des plus intéressantes de la province au point de vue industriel et de colonisation. L'œuvre de la colonisation s'y poursuit activement. La Société de colonisation de Chicoutimi a présentement 1,200 demandes de lots.

Ce qu'il m'a fait plaisir de constater lors de la récente visite que j'y ai faite, et j'en puis dire autant de l'Abitibi, c'est le travail, l'amour de la terre, chez toute cette population, le courage, l'élan et la foi en l'œuvre de la colonisation. Cette région est sans contredit appelée à un très grand développement.

Région de l'Abitibi, je vous en ai déjà dit un mot. C'est une grande zone de glaise de 400 milles de longueur sur 100 milles de largeur, les deux tiers appartiennent à Ontario, et l'autre tiers à Québec. Elle contient autant de bonnes terres que le Manitoba.

Elle était déserte, il y a sept ans; elle compte aujourd'hui 16 paroisses organisées et, dans quelques mois, 9 autres le seront. Elle contient déjà des centres d'activité agricoles et industriels très importants. La dernière année agricole a été bonne; l'industrie forestière prime cependant encore l'agriculture car l'on est en pleine période de déboisement. La production forestière a atteint en 1919, 50 millions de pieds de bois, les colons ont aussi vendu de 80,000 à 100,000 cordes de bois de pulpe, et tout ce bois a rapporté, d'après les rapports que je viens de recevoir, environ \$2,000,000. Cette industrie vient puissamment aider les colons. Joignez-y les mines, la chasse et la pêche qui ont rapporté l'an dernier

\$100,000. Nous y continuerons les travaux de chemins commencés et nous pénétrerons dans de nouveaux cantons.

La Mattavinie: elle s'étend sur l'arrière partie des comtés de Joliette, Berthier et Maskinongé.

La région Labelle ou le nord-ouest de Montréal.

La vallée de la Gatineau, et enfin le Témiscamingue qui a la réputation d'être l'une des riches parties de notre province. Avant qu'il ne soit bien longtemps, un chemin de fer sillonnera cette contrée de Kipawa au lac des Quinze, assurant ainsi le développement des cantons qu'il traversera et les cantons voisins et livrant à la colonisation les fertiles cantons qui avoisinent le lac des Quinze et le lac Expanse. Ces lacs constituent d'excellentes voies de communication car ils sont navigables.

Nous construirons des chemins dans toutes ces régions. L'on comprend facilement qu'il serait trop long de donner ici tous les détails quant aux endroits où nous avons l'intention de les construire. Ces travaux seront exécutés en vertu d'un plan que les ingénieurs du département de la Colonisation sont actuellement occupés à préparer.

Au printemps, chaque territoire où des travaux doivent être faits sera visité par l'ingénieur qui jugera et modifiera son plan sur les lieux.

Des inspecteurs employés par le département dirigeront et surveilleront les travaux.

Si nous voulons créer un mouvement de colonisation de quelque envergure, qui ait quelque succès, il faut que les colons soient assurés que leurs enfants pourront recevoir dans les nouveaux établissements les bienfaits de l'instruction. Aussi nous proposons-nous d'y aider à la construction des écoles.

Le département de la Colonisation viendra au secours des colons de diverses autres façons. Autant que possible, nous verrons à ce que les colons soient groupés afin de centraliser nos travaux et empêcher l'isolement des défricheurs. Nous nous tiendrons en contact avec les groupes de colons par des visites régulières que leur feront les officiers du département. Le groupement rendra plus facile et plus rapide l'organisation paroissiale, municipale et scolaire et favorisera la formation de sociétés coopératives. De concert avec le département de l'Agriculture, nous pourrions mettre des agronomes à la disposition des colons afin de les instruire chez eux, de leur apprendre à économiser leurs peines, à activer la production agricole et obtenir du sol nouvellement défriché meilleur rendement. La situation du colon deviendrait plus tôt moins

précaire, et en peu d'années sa terre lui fournirait sa subsistance et celle de sa famille. Entre-temps, il pourrait continuer de retirer de l'industrie forestière un revenu qui de nos jours aide beaucoup aux colons.

Un colon actif et travailleur peut, aujourd'hui mieux qu'autrefois, se créer en peu d'années une convenable situation. C'est à l'améliorer davantage, c'est à solidifier cet établissement, en diminuer les difficultés qui y sont inhérentes que nous voulons travailler, accomplissant ainsi, il nous semble, l'une des tâches les plus fécondes dont puisse bénéficier notre province.

Mon ministère a mis précisément à l'étude d'autres moyens encore afin d'aider les recrues des terres neuves et les municipalités en voie de formation.

Jetez les yeux sur une carte du Québec. Relisez son histoire, comptez notamment les progrès obtenus depuis 1867: quel champ ouvert à nos activités que ce territoire de 703,653 mille milles carrés et où tiendraient à l'aise la France, l'Allemagne et l'Espagne réunies. Il s'étend des solitudes du Labrador aux rives du lac Témiscamingue, de la chaîne des Alleghanys aux terres que dominent les Laurentides. Quand, en 1867, les hommes d'État canadiens voulurent donner aux possessions britanniques du nord de l'Amérique un régime politique plus stable et qui fût propre à sauver leur harmonieux développement, ils comprirent qu'un gouvernement unique, central, aurait peine à bien administrer chacune des parties de cet immense pays. Occupant la moitié septentrionale de l'Amérique du Nord, couvrant plus de trois millions de milles carrés - deux fois l'étendue de l'Inde - baigné par trois océans, avec des régions nettement divisées - terres découpées de l'Atlantique, bassin du Saint-Laurent, plaines centrales, versant des Rocheuses, littoral du Pacifique - avec un climat aussi varié, des races aussi différentes, le Canada pouvait-il atteindre à son plein développement sans des pouvoirs locaux appliqués dans leur sphère respective à hâter la venue du progrès général?

Après 50 ans de ce régime, Québec peut se rendre le témoignage d'avoir compris l'esprit de la Confédération, de s'être conformé à ses exigences; ceux qui parlaient et écrivaient contre elle hier sont maintenant forcés d'admettre que notre province n'a rien fait qui pût ralentir le fonctionnement de nos institutions, qu'elle a fait fructifier le territoire qui lui a été assigné, et ils la saluent comme le dernier refuge du droit, de la justice, du respect des minorités, comme le meilleur soutien en Canada des idées d'ordre et de liberté, de paix religieuse et sociale.

De toutes les sentinelles que les fondateurs de la Confédération ont placées le long du territoire canadien, la nôtre, celle du Québec, est celle qui a fait meilleure garde et à laquelle vont aujourd'hui les éloges. C'est à continuer de les mériter que doivent tendre nos efforts. Et, pour revenir à la sphère d'action qui m'est dévolue, il faut persister à coloniser les terres incultes de notre province, augmenter ses moyens de production agricole. Sa population qui a passé de 1871 à 1918 de 1,191,516 à 2,432,251 possédait en 1918 8,740,853 acres de terre en culture et dont les moissons étaient évaluées à \$271,750,900, et des animaux domestiques évalués à \$251,445,000. C'est cette richesse qu'il faut accroître.

Profitons de notre incomparable avantage de ne pas avoir à résoudre le problème agraire qui a causé en certains pays de l'Europe tant de malaises, qui a même contribué en partie chez les Russes à la récente tourmente. Ici, la terre est libre. Elle appartient à quiconque l'acquiert par les voies que reconnaissent nos lois, et, débarrassée de toute entrave, elle est prête à donner à son propriétaire la richesse que saura lui demander le labeur intelligemment exécuté et persévéramment poursuivi.

Unissons nos initiatives. Laissez-moi souhaiter qu'une entente parfaite règne entre tous ceux qui consentiront à donner de leur talent, de leur énergie, de leurs ressources à cette œuvre de colonisation: le gouvernement, les individus, les sociétés patriotiques, de colonisation ou autres.

La meilleure manière d'agir est sans doute de combiner l'action des pouvoirs publics avec celle des particuliers, surtout des associations d'intérêt général, et, pour ma part, je désire notamment faire appel à ces dernières pour obtenir leur concours à la réalisation de nos projets de colonisation.

Que l'opinion publique ne reste pas étrangère à cette question. C'est elle souvent qui crée l'atmosphère bienfaisante, qui encourage ceux qui luttent et peinent.

Notre histoire nous apprend que la colonisation a déjà profité de l'attention que le public lui a parfois donnée; en 1853, par exemple, quand parut une brochure signée par 12 missionnaires des Cantons de l'Est demandant la suppression du monopole des terres, quand l'abbé Trudelle publia l'histoire de cette région, quand des écrivains mirent au service de cette question leur plume, Chauveau, avec son *Charles Guérin*, Gérin Lajoie, avec son *Jean Rivard*, Arthur Buies, avec les livres où il a magnifiquement décrit certaines parties de notre province.

La presse, qui se donne la mission de tout comprendre, de tout voir et surtout de tout dire, peut rendre d'utiles services en aidant à la diffusion des idées, des projets, des travaux de toutes sortes qui se rattachent à l'œuvre de la colonisation.

Envisageons cette œuvre avec ampleur, sans rivalités déprimantes, sans étroitesse. Elle demande d'être exécutée dans la lumière et la générosité.

Vers 1916, parut à Paris un livre dont l'auteur, se préoccupant des lendemains de la guerre, recherchait les moyens de faire, selon le titre qu'il donna à son ouvrage, *La plus grande France*.

On a cru percer le pseudonyme dont il s'était couvert et lire dans son nom de Probus celui d'un universitaire et d'un historien, Ernest Lavisse.

Après avoir assigné à chacun sa tâche, aux politiques et aux ouvriers, aux artistes et aux paysans, il indique l'arme commune dont chacun pourra user.

Et il nomme la volonté, dont la puissance permettra d'utiliser la victoire comme elle permet de la remporter.

Sortie souveraine des batailles, c'est elle qui, plus que jamais, mettra des différences entre les peuples tout comme entre les individus.

Pas de marche en avant, dans les affaires privées ou les affaires publiques, si l'on ne sait pas déployer la volonté nécessaire, dût-elle aller jusqu'à l'audace. Tous ceux qui travaillent pour l'avenir doivent donc déterminer l'essor des volontés individuelles et de la volonté collective.

Et, comme le rappelle l'auteur dont je viens de parler, l'éducation des volontés individuelles relève de la morale, mais la volonté collective ressort de la politique au sens que l'on donnait autrefois à ce mot: l'art de bien administrer la cité, de bien gouverner la patrie.

Pour remuer la volonté collective, la politique doit pouvoir formuler sur les points essentiels, des principes, des réformes que tous les groupements puissent admettre. Il faut que les questions vitales ne soient livrées ni aux factions, ni aux querelles intestines, ni à l'égoïsme des ambitions. Et les questions vitales, ajoute Probus, ce sont celles qui concernent la grandeur nationale, la valeur morale d'une population, la justice sociale, la liberté des âmes, la prospérité matérielle. C'est là le domaine de la haute politique, la politique du premier ordre. Pour amener la volonté collective à s'attacher à ces questions, il faut que la politique fasse agir sur elle les sentiments et les intérêts - ces durables mobiles d'action chez les peuples comme chez les individus - les sentiments de générosité, de justice, de courage, les intérêts d'ordre économique et social. Visant ce

but, usant de ces moyens, quelles œuvres la volonté collective, éveillée, stimulée, guidée par la politique ne peut-elle pas accomplir?

C'est cette pensée, M. l'orateur, qui m'incite à me livrer de tout cœur à la tâche qui vient de m'être confiée.

Permettez-moi de vous dire que je voudrais placer dans le domaine de la politique telle que je viens de la préciser la branche de l'administration publique dont je suis chargé: la colonisation.

À l'aide de l'appui que le patriotisme portera individus et associations à donner à cette œuvre, j'ai confiance que mes efforts ne seront pas perdus, mais qu'ils s'ajouteront efficacement à tous ceux que l'on prodigue pour l'accroissement des richesses de notre province, de quelque nature qu'elles soient, matérielles, intellectuelles et morales.

Aimons la terre! Ne craignons pas de la travailler avec courage, avec foi et avec dévouement. Car, s'il est un travail vrai, utile, nécessaire, qui ne trompe point, qui n'humilie pas et dont l'homme ne doit jamais rougir, c'est assurément le travail de la terre, le travail du champ, le travail du laboureur et de l'agriculteur. C'est le travail vraiment honorable. C'est le travail moral par excellence.

À la première heure de la colonisation du Canada, quand tout était à faire, nos pères travaillaient par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Leur femme, robuste et fière, partageait leurs travaux, leurs soucis, leurs peines, leurs espérances et leurs joies.

Leurs enfants, élevés dans l'amour du travail et de la simplicité, ne se croyant point vaillants sans œuvres, n'avaient aucun des vices de la civilisation, du luxe et de la vanité.

Et c'est au champ, à la terre, avec la pioche, la charrue et l'outil du charpentier ou du bûcheron, que tout ce monde-là travaillait.

Personne ne s'en sentait humilié. On y trouvait l'honneur et la santé. Mais tout cela est quelque peu changé. Nous avons subi d'autres mœurs. Le travail, un certain jour, au jour de la jouissance et de la richesse, a cessé d'être une vertu et, de là, une gloire. Les fils des aïeux l'ont considéré comme un opprobre et comme une honte. Seules, à partir de cette heure mauvaise, les professions dites libérales ont passé pour honorables.

La terre est bien notre mère et nous devons l'aimer, l'honorer et la servir avec toute la dévotion d'un fils. La terre est vraiment la seule chose qui ne trompe pas. C'est elle qui nous fait riches et libres, heureux et fiers. Nous lui devons tout, depuis le pain que nous mangeons jusqu'à l'habit qui nous couvre et nous enorgueillit.

Aussi, au nom de la pioche et de la charrue, au nom de la terre et du champ, au nom de la liberté et de la dignité humaine, trouvons-nous souverainement absurde le préjugé qui cherche à ravalier l'homme de la pioche, de la charrue et du champ, car cet homme-là n'est pas le second dans la vie sociale et politique, mais le premier. Tous les autres doivent passer après lui, et la femme qui a le sentiment du vrai, la suprême délicatesse du devoir, ne saurait refuser son respect et sa tendresse à l'homme des champs qui bâtit sa maison sur le sol du laboureur et qui met sa famille et son foyer sous la protection de la ferme.

L'éclat des villes, avec leur faux luxe et leurs misères réelles, est un mirage. Il nous trompe, il nous entraîne tous hors de la voie, hors de la sagesse et hors de la vertu. C'est plutôt aux citadins à quitter la ville, où l'air est infect, où les petits métiers ont de grandes souffrances, où la famille pousse et grandit mal, où l'on paie souvent terriblement cher l'honneur d'être un bourgeois, de porter des gants, tout en mangeant quelquefois du pain sec.

Aimons donc la terre, le travail honorable des champs.

Ah! que le déserteur s'arrête et qu'il revienne  
Vers la ferme à l'endroit où ses pères sont  
morts!

Du métier désappris que l'absent se souvienne!  
C'est le travail des champs qui nous rendra  
les forts.

Paul Harel

Méditons, clamons bien haut dans toutes nos comices agricoles ces paroles d'un de nos plus grands hommes canadiens, Sir George Étienne Cartier, pour les graver dans toutes les mémoires des Canadiens français.

"Canadiens français, s'écriait-il au cimetière de la Côte-des-Neiges, le 21 octobre 1885, lors de la translation des restes mortels de Ludger Duvernay, Canadiens français, n'oublions pas que, si nous voulons assurer notre existence nationale, il faut nous cramponner à la terre. Il faut que chacun de nous fasse tout en son pouvoir pour conserver son patrimoine territorial. Celui qui n'en a point doit employer le fruit de son travail à l'acquisition d'une partie de notre sol, si minime qu'elle soit. Car il faut laisser à nos enfants non seulement le sang et la langue de nos ancêtres, mais encore la propriété du sol. Si plus tard on voulait s'attaquer à notre nationalité, quelle force le Canadien français ne trouvera-t-il pas pour la lutte dans son enracinement au sol? Le géant Antée puisait une vigueur nouvelle chaque fois qu'il touchait la terre: il en sera ainsi de vous.

"Voilà un siècle, nous étions à peine mille Canadiens français disséminés sur les rives de notre beau Saint-Laurent, et aujourd'hui nous sommes au-delà de six cent mille propriétaires d'au moins les trois quarts de nos fertiles campagnes. Je ne vois pas d'éventualité possible qui puisse donner le coup de mort à notre nationalité tant que nous aurons la pleine possession du sol. Compatriotes, souvenons-nous toujours que notre nationalité ne peut se maintenir qu'à cette condition.

"Il faut nous cramponner à la terre... Avant tout, soyons Canadiens!"

L'histoire rapporte que l'empereur Frédéric Barberousse, allant guerroyer contre notre Saint Père le pape, parcourait, à la suite d'une grande armée, les plaines de la Lombardie. Les populations se courbaient sur le passage du grand empereur qui, entouré d'un brillant état-major, recevait avec hauteur leurs hommages.

Tous se prosternaient, moins cependant un vieillard qui, debout, sous un chêne, les bras croisés et tenant haut le regard, refusait l'hommage à Barberousse.

Informé du fait, ce dernier, irrité, se dirigea vers le vieillard et lui demande d'une voix terrible:

- Qui es-tu, toi qui me refuses la foi?

- Un franc homme, répond fièrement le vieillard.

- De qui relèves-tu?

- De Dieu et de ma terre.

Passons, dit l'empereur, cet homme est plus grand que moi.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Très bien! (Applaudissements)

**M. Moreau (Lac-Saint-Jean):** M. le président, ce n'est jamais sans une émotion profonde ni un sentiment de crainte bien légitime qu'un député élève pour la première fois la voix dans une enceinte parlementaire. Ces sentiments ont existé, j'en suis certain, chez tous ceux qui ont eu cette tâche honorable et délicate.

Inutile d'ajouter que j'étais certain qu'ils existeraient chez soi, cependant j'ai cru qu'il était de mon devoir de profiter de l'occasion qui m'était offerte de défendre les intérêts de ceux que je représente. J'ai escompté la sympathie de cette Chambre, sympathie qui s'est manifestée tant de fois pour ceux qui font leur début sur la scène politique. La manière avec laquelle elle m'a salué il y a un instant, avant même que j'aie parlé, me permet d'espérer que je ne serai point déçu.

M. le président, nous avons accueilli avec plaisir cette partie du discours du trône, qui disait qu'une somme de cinq millions serait votée pour la colonisation. Il a été aussi dit que des mesures seraient prises pour assurer la construction d'un chemin de fer dans le Témiscamingue. Nous avons été si heureux d'entendre ces bonnes paroles. J'espère et je suis certain que notre distingué chef ainsi que ses collègues ne se borneront pas là, il y a d'autres régions qui ont absolument besoin de ces voies ferrées. Le comté que j'ai l'honneur de représenter est une de ces belles régions de colonisation, le comté qui a été un jour appelé, baptisé sous le nom de "Le grenier de la province de Québec" par un ancien député de Saint-Hyacinthe, malheureusement trop tôt disparu, je veux parler de feu l'honorable Honoré Mercier.

Il a qualifié notre comté d'un juste titre. Et pour vous en convaincre, je vous dirai en peu de mots ce que nous avons expédié durant la dernière saison. Nous avons vendu et expédié pour près de \$2,100,000 en fromage, nous avons expédié plus de 400 chars d'animaux vivants et plus de 75 chars d'animaux abattus. Cela suffit pour vous donner une idée de la région de Maria Chapdelaine, pays des gourganes, comme le disait un jour un de nos jeunes mais déjà avocat et écrivain distingué, M. Léon Mercier-Gouin.

Nos prédécesseurs un peu, peut-être, mais surtout le gouvernement actuel de notre province, le gouvernement de notre distingué chef qui a mis notre province à la tête de toutes les provinces du dominion, a fait beaucoup, admettons-le, mais dans sa sagesse il s'est dit: "Nous pouvons faire plus." Oui, M. l'orateur, il y a encore beaucoup à faire. Personne n'a besoin de demander où et dans quelle partie de la province, vous le savez tous: dans le sud-est de la province. Oui, mais surtout dans le nord de notre province. Quels beaux territoires nous y avons encore: le Témiscamingue, l'Abitibi, et sans oublier surtout le Lac-Saint-Jean. Je ne crois pas me tromper, M. l'orateur, en disant que cette région du nord, cette région de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean sera un jour, et ce jour n'est pas très éloigné, le plus grand centre industriel de la province de Québec, centre industriel parce que nous avons les matières premières, le bois et les pouvoirs d'eau pour alimenter et faire fonctionner notre grande industrie nationale, la pulpe et le papier. Je vous parle de pulpe et de papier, vous savez tous que nos industries de chez nous, bien entendu, produisent quotidiennement 500 tonnes de pulpe mécanique et près de 500 tonnes de papier et de pulpe chimique.

C'est déjà quelque chose en fait de production. Mais je dois vous dire, M. l'orateur, qu'avec les nouvelles voies de communication dont nous entrevoyons la réalisation, cette production sera dans très peu d'années doublée, triplée et même plus. N'ai-je pas raison alors de vous dire que cette région sera le plus grand centre manufacturier de papier non seulement de la province, non seulement du Canada, mais de tout le continent américain?

Il ne faut pas croire qu'avec toutes ces grandes industries que nous avons, et qui sont appelées à devenir bien plus grandes encore, nous négligerons l'agriculture et la colonisation.

Non nous arrêterons là, nous produirons aussi encore plus en agriculture, les preuves en sont données par la fertilité de notre sol et par les bras de nos vaillants défricheurs.

Pas une semaine ne se passe sans qu'un journal de cette province parle des avantages que Chicoutimi et le Lac-Saint-Jean offriront à l'agriculture dès que l'on y aura établi des voies de communication plus commodes et plus faciles.

Je ne saurais trop préciser mes désirs. Ce qu'il faut immédiatement à la colonisation, ce sont des voies de communication: chemins de fer et chemins de roulage. C'est reconnu aujourd'hui que la colonisation ne se fait pas comme autrefois, avec la hache et un pain sur le dos du colon; il faut des chemins pour conduire ces bons colons sur leurs lots; il faut qu'ils y trouvent non seulement de la misère et un travail très pénible (j'en connais quelque chose), mais il faut et il faudra leur donner des avantages. Plus des colons à travers le bois sans chemin, mais des chemins en avant du colon. Oui, donnons des avantages à ce brave colon, aidons-le dans toute la mesure de nos forces, aidons ce successeur de Louis Hébert, qui nous a fait ce que nous sommes, et qui doit faire notre pays, notre province, ce que nous sommes appelés à devenir.

La hache du bûcheron et du colon fut la grande ouvrière de notre histoire. Elle doit continuer de l'être, pour que notre province devienne encore plus la province agricole par excellence du dominion.

Le temps est-il opportun, M. l'orateur, de soumettre à cette Chambre quelques modifications que je crois qu'il serait bon de faire? Je crois, à mon humble opinion, que le département de la Colonisation devrait avoir en sa possession les cantons, les lots qui sont destinés aux colons, afin d'éviter certains troubles qui sont survenus parfois entre le colon et le marchand de bois; heureusement que cela s'est produit très rarement chez nous, mais

je sais très bien que cela est arrivé malheureusement ailleurs. Ne serait-il pas bon aussi de faire des modifications, des amendements aux lois existantes? Je crois qu'il serait bon de faire un amendement dans ce sens que tout colon qui se trouverait sur un lot qui est en brûlé pourrait obtenir sa patente dès qu'il aurait fait des améliorations, semencé sur la dixième partie de son lot, y avoir construit une habitation convenable avec certaines dépendances et y avoir fait un an d'habitation.

Il faudrait avoir pitié un peu de ces colons qui ont peiné de longues années. Et je crois qu'il serait humainement possible d'avoir égard à ces pauvres veuves de colons dont les obligations sur leurs lots ne sont pas tout à fait remplies; je crois qu'un délai raisonnable devrait leur être accordé. Je me croirais ingrat, M. l'orateur, si je ne profitais pas de cette circonstance pour faire un peu l'éloge des premiers colons du Saguenay et du Lac-Saint-Jean, qui, à force de peine et de travail, ont ouvert cette vaste région.

Tout le monde reconnaît que le Saguenay, sauf quelques paroisses, a été colonisé par des gens venus directement de Charlevoix ou descendants de colons originaires de Charlevoix.

Soixante-dix ans d'expérience ont démontré que ces hommes s'y connaissaient dans le défrichement des terres et qu'ils avaient toute la force morale, toute la vigueur physique nécessaire pour jouer le rôle d'héroïques bâtisseurs de pays. Une chose que je crois aussi être de mon devoir, M. l'orateur, c'est de féliciter l'honorable premier ministre de cette province d'avoir su choisir, à l'époque actuelle de notre histoire, puisqu'il a voulu changer de département l'ancien et dévoué ministre de la Colonisation, un homme de la qualité de l'honorable représentant d'Arthabaska pour en faire le ministre d'un département qui est appelé à jouer un grand rôle. L'honorable ministre en a donné la preuve puisque aussitôt nommé à ce poste important, il a voulu se renseigner par lui-même, il a voulu voir de ses yeux, il a voulu constater sur place les besoins de chaque région de colonisation.

Nous avons eu le plaisir et l'honneur d'avoir les premiers sa visite dans notre région, je l'en remercie bien sincèrement. Je crois avoir eu raison de dire ce que je viens de dire car je me rappelle très bien ses paroles qu'il a dites dans un de ses discours chez nous. Monsieur le ministre disait dans ma paroisse même les paroles suivantes bien encourageantes et consolantes: "Le succès de la colonisation dépendra toujours et en premier lieu du courage de nos défricheurs. Toute conquête repose

en ce monde, sur un acte de volonté. Mais combien nécessaire est ce ressort intérieur pour qui veut s'adonner à la vie difficile du colon, que du moins ses actions utiles, loin d'être contrariées, soient toujours soutenues et secondées."

Et il a ajouté: "Que l'intelligente sympathie du public, que l'aide active et généreuse des pouvoirs publics s'allient à l'infatigable bravoure des pionniers de la forêt et enrichissent ainsi le domaine de la province de Québec."

**M. Simard (Témiscamingue)** félicite le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) de son excellent discours et fait aussi des compliments à son collègue de Lac-Saint-Jean (M. Moreau).

Il attire d'abord l'attention de la Chambre sur le beau comté de colonisation qu'il représente. Il donne une description topographique de cette vaste région. "Témiscamingue" vient d'un mot sauvage qui veut dire "eau profonde".

Il fait l'éloge de son sol d'une richesse incroyable au point de vue de l'industrie du bois et de l'agriculture. Ce comté, dit-il, mérite assurément une mention toute spéciale à cause de son étendue et des richesses qu'il recèle, ce qui comprend une superficie totale de 505,918 acres de terre organisées en municipalité avec une population globale de 11,034 pour les deux divisions.

Il parle de l'origine du Témiscamingue et ses débuts pénibles. Il passe ensuite en revue ses progrès rapides malgré le défaut de communications, ce qui prouve la richesse de son sol et de ses ressources naturelles.

Il rappelle la date de 1884, alors que s'organisa la Société de colonisation du Témiscamingue sous le patronage des évêques d'Ottawa et de Pontiac; cette société fit de la propagande et attira un bon nombre de colons dans cette région. L'élan était donné et on vit bientôt arriver en grand nombre les colons dans les cantons voisins. Les pouvoirs publics commencèrent alors à s'intéresser à cette région dont on disait tant de bien. Mais c'est surtout depuis une vingtaine d'années que le gouvernement de cette province a aidé d'une façon vraiment efficace la région du Témiscamingue. Dans les 10 dernières années, le gouvernement a dépensé plus d'un demi-million dans cette région; aussi l'on a vu surgir plusieurs nouvelles paroisses.

Il donne des statistiques sur les produits des champs fournis en 1919 par ce comté. Il donne aussi des statistiques sur les produits forestiers du Témiscamingue et de l'Abitibi qui se sont élevés à une valeur de \$1,928,589.

Mais ces produits agricoles et forestiers seraient beaucoup plus considérables si une voie ferrée avait relié cette fertile région aux chemins de fer qui sillonnent la vallée du Saint-Laurent. Aussi, c'est un devoir sacré pour tout bon patriote de travailler présentement à la réalisation de ce projet qui fera la prospérité et, partant, à la grandeur de notre pays.

Il est du devoir de chacun dans la province de faire tout en son pouvoir pour aider à ouvrir de nouveaux districts et les coloniser avec de robustes cultivateurs.

Il faut que notre nationalité grandisse dans ces régions du nord. Au reste, c'est à cette œuvre toute nationale que le gouvernement a consacré le meilleur de ses énergies depuis bientôt 25 ans. Et tout fait présager une ère nouvelle qui sera marquée par un développement extraordinaire du domaine arable dans notre province et ces promesses d'avenir réjouissent les députés qui ont l'honneur de représenter les régions de colonisation. La colonisation et l'agriculture, qui sont au fond la même chose, jouent le rôle principal dans l'augmentation de la richesse et de la prospérité de notre province.

La colonisation, c'est l'œuvre de toute la nation et elle sera l'avenir de notre province. L'équilibre entre la production et la consommation est rompu et il ne sera rétabli que par le travail de la terre. L'augmentation de la production réduira le coût de la vie.

C'est du reste ce que le premier ministre a compris en inscrivant la colonisation à la première page du programme de cette session.

Il exprime le souhait que le nouveau chemin de fer du Témiscamingue débute cette année avec l'aide du gouvernement.

**M. Daniel (Montcalm)** a eu maintes fois l'occasion de rencontrer les colons du nord de ce comté surtout depuis qu'il les représente à la Législature, ils lui ont raconté leurs pénibles débuts. Et c'est alors qu'il a compris combien les anciens gouvernements avaient été coupables de ne pas avoir porté plus d'attention aux choses de la colonisation, surtout de ne pas avoir fait un choix judicieux des réserves propres à la culture. Combien d'énergies ont été perdues pour le pays. Il rappelle certains cas très pénibles où des colons, après avoir peiné pendant plusieurs années, sur un lot, ont été obligés de vendre ces lots pour s'en aller aux États-Unis, faute de l'aide nécessaire. Il cite le cas d'un pauvre colon qui a été obligé de vendre son lot pour \$50.

Ces défricheurs auraient fait de bons cultivateurs de leurs fils s'ils avaient pu les établir ici. Il faut donc faire un choix judicieux des terres à donner aux colons. Il considère qu'il est aussi d'une importance vitale de choisir soigneusement les colons.

Il est bien beau de faire d'éloquents discours parsemés de fleurs de rhétorique en parlant de colonisation, de voir de belles maisonnettes à l'orée des bois ou sur le penchant des collines ou sur le bord d'un lac aux contours enchanteurs; ce qu'il importe, c'est d'entrer dans ces maisonnettes et d'interroger leurs habitants. Ils vous répondront qu'ils n'ont pas peur du travail, du froid et de la faim, et qu'ils ont l'espérance d'établir leurs enfants près d'eux; mais ils ajouteront:

Que l'on nous donne de bons chemins pour communiquer facilement avec la grande route, pour charroyer nos produits et pour transporter ce dont nous avons besoin à nos demeures. C'est ce que nous entendons de la bouche de tous les colons. Ce qu'il faut, c'est la reconstruction en gravier des grandes routes qui font communiquer les paroisses les unes aux autres.

S'il est vrai de dire que la politique des bons chemins inaugurée par le gouvernement dans les vieilles paroisses a été cause de la prospérité de ces paroisses, pourquoi en serait-il autrement pour les centres de colonisation qui en ont encore plus besoin?

J'appuie avec toute l'énergie dont je suis capable sur ces deux points, de bonnes terres et de bons chemins aux colons. Je suis convaincu que ces deux facteurs seront les puissants leviers qui contribueront au succès qui attend la politique de colonisation intensive que veut inaugurer ce gouvernement.

**M. Robert (Rouville)** félicite le ministre (l'honorable M. Perrault) de son projet. Bien qu'il approuve l'ouverture de nouvelles paroisses, il se réjouit que le gouvernement n'ait pas oublié les vieilles paroisses, dont plusieurs pourraient très bien être développées en communautés prospères.

Il demande de l'encouragement sous la forme d'octrois pour aider les cultivateurs des anciennes paroisses. Il est important de favoriser le développement des vieilles paroisses afin de retenir les fils de cultivateurs près de leurs parents et de les sauver de l'attrance des villes. Dans le comté de Rouville, il y a des fermes superbes, qui, si elles étaient égouttées par exemple, produiraient de magnifiques récoltes.



Il a parlé en faveur du développement de la politique de colonisation telle que tracée par le gouvernement. Il entrevoit dans la réalisation de cette politique une prospérité sans égal pour notre province. La colonisation est la grande factrice de l'agriculture et, si l'on veut que notre province continue d'être la province agricole par excellence dans ce dominion, il faut aider de toute façon à la colonisation.

Pour aider le colon, il faut surtout lui donner les moyens de communiquer le plus vite possible avec les grands centres et lui permettre de pouvoir transporter le plus facilement possible ses premiers produits de même que les choses nécessaires à l'exploitation de son lot.

Il fait l'éloge du gouvernement qui a inscrit sur son programme cette question si importante de la colonisation.

**M. Grégoire (Frontenac)** est de l'opinion du député de Rouville (M. Robert): il faut encourager les colons dans les vieilles paroisses. Il fait l'éloge de la colonisation, cause première de notre prospérité et de la survivance de notre nationalité sur cette terre d'Amérique. Il loue le patriotisme du gouvernement de cette province qui a compris que le développement de la colonisation était la garantie de notre grandeur.

Il fait aussi l'éloge du Canadien français colonisateur. Il le montre s'enracinant dans le sol des Cantons de l'Est, y prenant définitivement pied et acquérant, pacifiquement, les belles terres des montagnards écossais qui désertent la terre.

Il a confiance au ministre de la Colonisation et il croit qu'il dépensera judicieusement l'argent qu'on lui donne pour aider la colonisation. Notre province n'a pas connu, pendant les cinq longues années de guerre, aucune des souffrances qu'ont endurées les pays d'Europe. Pourquoi? Parce que nous avons un bon gouvernement, une bonne et saine population.

Le gouvernement a bien conduit la barque de l'État. Mais on nous dit que le pilote doit nous quitter? Je ne puis pas le croire, M. l'orateur. Il n'en a pas le droit, au moins, sans consulter cette députation.

Il espère que les rumeurs au sujet de ce départ ne sont pas vraies. Il souhaite que notre navire marche toujours sous la gouverne du pilote expérimenté et habile qu'est le premier ministre.

Il parle des prédictions de la mère Marie de l'Incarnation au sujet de l'avenir du Canada. Le

premier ministre n'a pas le droit de s'en aller pour que se réalise le bel avenir prédit pour nous par la Bienheureuse.

**M. Achim (Labelle)** propose l'ajournement du débat.

Adopté.

Le comité étudie les résolutions et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Congrès agricole

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) invite les membres de la Chambre à assister à la séance du Congrès agricole, qui a lieu ce soir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je remercie le ministre de son invitation. Il aurait plus de monde ce soir, si on avait écouté ma suggestion, ce matin, au comité des bills privés, de ne pas avoir de séance ce soir, afin de permettre aux députés d'assister au Congrès agricole. Mais il est entendu que, du moment que je fais une proposition, on la refuse. Alors, on a refusé de m'écouter, et pourtant je pensais rencontrer les vues du ministre de l'Agriculture.

La séance est levée.

### NOTES

1. Selon le *Montreal Star*, ce bill prévoit qu'en plus de certains montants consentis aux enfants et petits-enfants de feu M. Pratt, ils reçoivent une rente additionnelle égale à 6¼ % du revenu net, en surplus de la propriété.

*L'Événement* souligne que John Pratt est mort depuis longtemps et qu'il a laissé "un petit magot de \$600,000 qui est devenu une modeste fortune de quatre millions de dollars par son testament." *La Presse* quant à elle indique: "La fortune devait être divisée entre les enfants du défunt puis, à la mort du dernier des héritiers directs, entre les petits-enfants."

*L'Événement* poursuit: "Le père Pratt voulait que ses petits-enfants eussent un revenu de tant,

équivalant à tant pour cent de son capital. Or, le capital ayant augmenté, et en même temps les revenus, les petits-enfants ont demandé à plusieurs reprises à la Législature de Québec d'augmenter le chiffre de leurs revenus, que le testateur avait fixé à \$3,000. Cette année, ils reviennent encore, les revenus n'ayant pas oublié de monter de nouveau... comme le prix des vivres. Leur bill a été soumis au comité de législation qui l'a adopté, malgré les protestations de l'honorable M. Taschereau, le président du comité de législation. Le vote avait été au comité de 7 à 4 pour le bill, qui était défendu par son parrain, M. Adrien Beaudry, orateur suppléant de la Chambre des députés. L'honorable M. Taschereau entendait bien prendre sa revanche, évidemment, car, hier après-midi, lorsque le bill a été soumis à la Chambre, il l'a dénoncé avec énergie et a demandé aux députés de le tuer."

2. Le chef de l'opposition, M. Arthur Sauvé, vote avec le gouvernement. Voici ce qu'ajoute *L'Événement* au sujet de ce projet de loi: L'affaire ne restera pas là, paraît-il, et M. Beaudry, à la demande de ses amis, ramènera la question devant la Chambre. Une des raisons pour lesquelles les amis du vice-président insistent pour qu'il soumette la question aux députés une deuxième fois, c'est que l'intervention de l'honorable M. Taschereau est, selon eux, extraordinaire et que le fait que la Chambre ait rejeté le rapport de son comité de législation constitue un vote de non-confiance au comité que la Chambre a nommé elle-même. On peut s'attendre à des émotions si les amis du bill Pratt ont le courage de le ramener en Chambre.

3. Les parties de ce discours qui ne proviennent pas des journaux sont extraites de *Les Bois-Francs*, de l'abbé Charles-Édouard Méthot, Arthabaska, L'Imprimerie d'Arthabaska, 1921, p. 61-95.

4. Émile Salone, *La Colonisation de la Nouvelle France*, p. 273 et 274.

5. Ivanhoé Caron, *La colonisation du Canada*, Dom. Fr., p. 51.

6. Caron, p. 61 et 62; Salone, p. 363.

7. *Pour la plus grande France*, par Probus, p. 169.

8. Documents constitutionnels par Doughty et Short, 1759 et 1791, p. 76.

9. Même volume, p. 89 et sq. et p. 474.

10. Documents constitutionnels, vol. II (de 1791 à 1818), p. 397.

11. Voir deux articles de Bouffard sur les origines de la propriété privée dans Québec, *Le Canada français*, livraison d'octobre et de novembre 1919.

12. Émile Salone, ouvrage cité, p. 191 et 192.

13. Voir discours de Siméon Lesage, au congrès de la colonisation en 1898, à Montréal.

14. Voir éloge de Mgr Labelle par l'abbé Rouleau, au congrès de la colonisation en 1898, à Montréal.

15. Cité dans le rapport du congrès de la colonisation 1898, p. 237.

Séance du mercredi 4 février 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa;
- bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski;
- bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen;
- bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau;
- bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme;
- bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil;
- bill 123 constituant en corporation The Wales Home;
- bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;
- bill 145 validant un acte de transport d'immeubles à The Stephens Estate Realities Limited.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 132 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin.

**Charte de  
Saint-Germain-de-Rimouski**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

Les amendement sont lus une première fois.

**Succession  
Harrison Stephen**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen.

Les amendements sont lus une première fois.

**Compagnie du chemin de fer  
Québec et Chibougamau**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau.

Les amendements sont lus une première fois.

**Charte  
de Saint-Jérôme**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Les amendements sont lus une première fois.

**Charte  
de Longueuil**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Les amendements sont lus une première fois.

**The Wales Home**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 constituant en corporation The Wales Home.

Les amendements sont lus une première fois.

**Association des gardes-malades enregistrées  
de la province de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Les amendements sont lus une première fois.

**The Stephens Estate  
Realties Limited**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 validant un acte de transport d'immeubles à The Stephens Estate Realties Limited.

Les amendements sont lus une première fois.

**Compagnie de chemin de fer  
des fermiers de Normandin**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin.

Les amendements sont lus une première fois.

**Cadavres pour  
l'étude de l'anatomie**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cadavres qui peuvent servir à l'étude de l'anatomie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Collège des  
chirurgiens dentistes**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Exemption de taxes  
par les municipalités**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exemption de taxes par les municipalités de cité, villes et villages, en certains cas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Emprunt pour  
la colonisation**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à un emprunt pour aider à la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que, pour aider à la colonisation dans la province, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, tous les emprunts qu'il jugera nécessaires à cette fin, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne pourront excéder, en totalité, la somme de cinq millions de piastres.

2. Que le trésorier de la province puisse effectuer ce ou ces emprunts au moyen d'obligations

ou de rentes inscrites, émises pour un terme n'excédant pas quarante ans; que ces obligations ou rentes inscrites soient faites dans la forme, pour un taux n'excédant pas six pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et soient payables, intérêt et principal, aux époques et à l'endroit qu'il indiquera; et que les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la loi basée sur les présentes résolutions ne soient pas sujettes aux droits imposés par la loi de Québec relative aux droits sur les successions.

3. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, au fur et à mesure que des deniers seront requis pour des fins de colonisation, transmette au trésorier de la province une demande, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, énonçant le montant requis et les fins spéciales de colonisation auxquelles les deniers sont destinés; et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même les deniers provenant des emprunts autorisés par la loi basée sur les présentes résolutions, les montants ainsi autorisés.

**M. Achim (Labelle)** fait l'éloge du colon et déclare que le brave défricheur répétait depuis longtemps la même prière au gouvernement: "Des routes, des routes, des routes!"

Aujourd'hui, le gouvernement, par son ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), répond à cette prière par les résolutions qui sont actuellement devant la Chambre. Je l'en félicite.

Il dit que les colons de son comté ont appris avec plaisir une nouvelle somme de cinq millions pour améliorer leur sort et celui des colons des autres parties de la province. D'un autre côté, il se demande, étant donné que les idées de bons chemins et de colonisation sont absolument connexes, pourquoi les départements de la Colonisation et de la Voirie ne forment pas un seul tout. Il espère cependant que le ministre de la Voirie n'hésitera pas à tendre la main à celui de la Colonisation et qu'il verra ainsi la réalisation d'un projet de route qui lui est cher et qui devrait l'être à tous les patriotes, celui de la route Montréal-Saint-Hyacinthe-Mont-Laurier qui est la résultante logique et obligatoire des routes Québec-Montréal, Édouard VII et Montréal-Hull.

Il est d'avis qu'il est absolument inutile d'amener les touristes de Québec, des États-Unis et des Cantons de l'Est jusqu'à Montréal, à la porte des Laurentides pour ensuite leur interdire de s'élancer vers les hauteurs qui n'ont rien à envier aux montagnes qui font l'orgueil des Américains. Pourquoi n'avons-nous pas une route qui pourrait

permettre aux étrangers qui dépensent de grosses sommes d'argent de venir admirer les beautés du Nord, de Terrebonne et de Labelle? J'espère que le gouvernement s'intéressera à ce projet de route dans le nord qui intéresse autant que moi l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David). La construction de la route Montréal-Mont-Laurier serait une source inouïe de richesses pour cette partie de la province et à la conquête du sol viendrait s'ajouter de la bonne colonisation, celle qui offre aux colons des marchés locaux, qui leur rend le séjour de leur village plus attrayant et les garde sur leurs lots.

Il continue en montrant, par des chiffres officiels, qu'un colon peut faire un succès de son travail et insiste sur l'émigration néfaste des districts ruraux vers les villes et villages et la grande nécessité, en vue d'assurer une plus grande production, de contrecarrer par tous les moyens possibles ce mouvement dangereux. Diriger les colons vers les lots, les y garder en leur rendant le séjour agréable, voilà le double devoir du ministre de la Colonisation. Celui qui augmente ainsi la population rurale a bien mérité de la patrie.

Il dit que pour réussir, le colon a encore besoin d'autre chose que des terres et des bons chemins. Il a autant besoin, et peut-être plus que les manufacturiers et les commerçants, d'un crédit suffisant.

Les colons se composent de jeunes gens qui tentent l'aventure, d'anciens cultivateurs qui ont échoué dans les parties les plus peuplées de la province et même d'ouvriers des villes qui sont fatigués de l'atmosphère dans laquelle ils vivent. Lorsque ces colons auront payé leurs premiers versements sur leur billet de location, il ne leur restera plus grand-chose en poche pour acheter des outils, des instruments agricoles, des bestiaux, etc. Le gouvernement devrait pour ces colons créer des caisses de crédit agricole où des prêts à intérêt minime pourraient être consentis aux défricheurs. Cela les empêcherait de devenir la proie des usuriers et des profiteurs qui, après les avoir dépouillés de leur meilleur actif, le bois de leur lot, les forcent souvent à reprendre le chemin des villes. La création de ces caisses d'économie est une chose indispensable et il espère que le gouvernement fera droit à sa requête. Le plus tôt qu'un crédit rural sera instauré, le mieux ce sera pour le gouvernement, les fermiers, les colons. Il (M. Achim) réclame la séparation des terres de colonisation des domaines d'exploitation forestière. Il fait un bel éloge du Dr Brisson<sup>1</sup>.

Quand nous aurons ainsi préparé les voies, quand ce gouvernement et les classes dirigeantes de

chez nous auront mis aux mains des ouvriers un outillage complet, quand la terre, la banque, les marchés et l'école seront à la portée de tout le monde, nous pourrions nous pencher vers le peuple de notre province et lui faire entendre une voix qu'un jeune Français, Louis Hémon, entendit, un jour, et dont je me fais l'écho dans cette Chambre, ne serait-ce que pour la réentendre moi-même, parce qu'elle est délicieuse.

Je me garderai bien de la profaner, en n'y ajoutant rien. C'est la voix qu'entendit Maria Chapdelaine: Alors, une troisième voix plus grande que les autres s'éleva dans le silence: la voix du pays de Québec, qui était à moitié un chant de femme et un sermon de prêtre.

Elle vint comme un son de cloche, comme la clameur auguste des orgues dans les églises, comme une plainte naïve et comme le cri perçant et prolongé par lequel les bûcherons, s'appellent dans les bois. Car, en vérité, tout ce qui fait l'âme de la province tenait dans cette voix: la solennité chère du vieux culte, la douceur de la vieille langue, jalousement gardée, la splendeur et la force barbare du pays neuf où une race ancienne a retrouvé son adolescence. Elle disait: Nous sommes venus il y a 300 ans et nous sommes restés. Ceux qui nous ont menés ici pourraient revenir parmi nous sans amertume et sans chagrin, car, s'il est vrai que nous n'ayons guère appris, assurément que nous n'avons rien oublié.

Nous avons apporté d'outre-mer nos prières et nos chansons, elles sont toujours les mêmes. Nous avons apporté dans nos poitrines le cœur des hommes de notre pays, vaillant et vif, aussi prompt à la pitié qu'au rire, le cœur le plus humain de tous les cœurs humains; il n'a pas changé.

Nous avons marqué un plan du continent nouveau, de Gaspé à Montréal, de Saint-Jean-d'Iberville à l'Ungava en disant: "Ici, toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées, intangibles et qui devront demeurer jusqu'à la fin."

C'est pourquoi il faut rester dans la province où nos pères sont restés et vivre comme ils ont vécu, pour obéir au commandement inexprimé qui s'est formé dans leur cœur, qui a passé dans les nôtres et que nous devons transmettre à notre tour à de nombreux enfants: "Au pays de Québec, rien ne doit mourir et rien ne doit changer."

Il formule l'espoir que le gouvernement donne à la région de Labelle l'attention qu'elle mérite et offre au ministre de la Colonisation de sincères félicitations pour son magnifique discours.

**M. Hay (Argenteuil)** dit qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour le développement des colonies. Il est heureux d'entendre que la majeure partie de l'octroi pour la colonisation serait dépensée sur les bonnes routes et les nouveaux chemins dans les districts reculés. La construction de nouveaux chemins, c'est ce qui est essentiel pour le développement de notre province, et le \$5,000,000 dévolu à ce chapitre va aider à la construction de ces chemins. Il (M. Hay) presse tout spécialement le gouvernement d'ouvrir une route de Montréal à Lachute, Arundel, Saint-Jovite et Sainte-Agathe, par les Laurentides, et si de bonnes routes et des hôtels étaient en place, ce serait une des plus grandes publicités que la province puisse avoir.

Il mentionne le fait que le Club automobile du Canada manifeste un grand intérêt pour l'ouverture de cette route, et il souhaite que le gouvernement y porte une attention sérieuse.

La route Montréal-Hull est partiellement construite, mais ça ne va pas aussi vite que certaines personnes le voudraient et il demande au ministre de la Voirie si la route ne pourrait pas être complétée cet été. Il est fortement en faveur du soutien à la colonisation dans les vieilles paroisses et dans les nouveaux districts, et il souhaite que le comté de Labelle ne soit pas oublié dans les octrois.

Il félicite le premier ministre (l'honorable M. Gouin) et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) de vouloir encourager la construction de nouvelles routes.

**M. Dufresne (Joliette)**<sup>2</sup>: Je représente un comté où la colonisation joue encore un rôle important et je profite de l'occasion que m'offre la présentation de ces résolutions pour dire que, chez nous comme ailleurs, le colon n'a pas reçu l'aide, la protection et l'encouragement qu'il méritait et qu'il mérite encore. Je me suis réjoui d'entendre, hier, l'honorable ministre de la Colonisation exprimer tout l'intérêt qu'il veut porter à cette cause, mais j'exprime à mon tour le vœu que son œuvre se traduise par des actes. Il a le pouvoir pour agir, il a la majorité pour se faire autoriser à agir. Qu'il le fasse et il aura l'appui de l'opposition.

Je crois qu'un des meilleurs centres de colonisation à développer au plus tôt est la Mattavanie, c'est-à-dire la région nord des comtés de Joliette, Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice. Il y a au-delà de 60 ans que cette région a été ouverte à la colonisation. Les promoteurs de cette époque, Maxime Brassard, curé de Saint-Paul de Joliette, l'honorable Louis Archambault, alors ministre des

Terres de la couronne, et Hippolite Cornellier, cultivateur et député de Joliette à cette époque, prétendaient y fonder une vingtaine de paroisses dans une période relativement courte. En très peu de temps, trois paroisses se sont formées: Sainte-Émélie-de-l'Énergie, Saint-Damien, Saint-Michel-des-Saints, et, plus tard, deux autres encore, Saint-Zénon et Saint-Michel-du-Lac.

Ce qu'il faut immédiatement à cette région, trop négligée depuis 50 ans, c'est un embranchement de chemin de fer pour l'usage des colons. Ce chemin de fer s'impose pour le commerce de bois, nos forêts sont remplies de toutes sortes de bois. Notre région possède les plus beaux pouvoirs d'eau de la province. La Chambre de commerce de Joliette a déjà fait des démarches auprès du gouvernement fédéral pour faire construire cette ligne traversant les comtés de Joliette et de Berthier pour rejoindre le Transcontinental. Je crois que le gouvernement provincial devrait s'occuper de ce projet d'une manière toute spéciale afin de donner satisfaction aux habitants de cette région. Le long de ce chemin de fer projeté, on trouve de magnifiques terrains, surtout dans la paroisse de Saint-Ignace où il se fait de la grande culture. Comme le gouvernement se dit bien disposé à faire des dépenses pour ouvrir des routes dans ces vastes régions, je crois que ce serait dans l'intérêt de la province de s'en occuper d'une manière toute spéciale. Je crois que le gouvernement devrait surtout s'occuper d'ouvrir des bons chemins en gravelage ou en macadam pour favoriser les colons qui veulent aller s'y établir. Il me semble que le gouvernement devrait s'occuper de ces routes d'une manière tout à fait spéciale, afin d'ouvrir à la culture ce territoire si vaste et si fertile.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** félicite le gouvernement pour sa magnifique politique nouvelle de colonisation. Il a foi en la sagesse du gouvernement pour assurer le succès du grand mouvement de colonisation lancé par le ministre. L'honorable ministre offre de bonnes terres aux colons, dit-il, j'espère que les Canadiens français vont répondre à son offre en disant: "Emparons-nous du sol!"

Il voit dans le développement de la colonisation, dans la colonisation intensive un rempart contre le bolchevisme. Il fait l'éloge de la région de Chicoutimi à laquelle il ne manque qu'une chose pour progresser davantage, il lui manque des bons chemins. On y vit largement et cela est dû à la colonisation du passé. La région qu'il représente est l'une des plus agricoles de la province et elle deviendra peut-être dans un avenir prochain l'une des

plus industrielles. Mais il ne faudra pas pour cela négliger la grande œuvre colonisatrice. Ce qu'il faut pour cela, aux colons et aux fermiers, ce sont des chemins; c'est là la garantie de leurs succès et de leur prospérité future<sup>3</sup>.

Vous voyez dans ce port plus de navires qu'il n'y en a souvent dans le port de Québec. Il invite ses collègues à visiter son comté. Il réclame aussi des chemins pour aider au développement des immenses et puissants pouvoirs d'eau qui actionnent les grandes industries de pulpe de la région, qui sont en train de devenir les plus grandes de toute l'Amérique. Il dit que, d'ici 25 ans, on verra là une population égale à celle de tout le reste de la province et que la région sera le centre industriel et agricole le plus important du pays.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) de son discours, non pas à cause des idées nouvelles qu'il n'a point trouvées, mais à cause de l'énergie nouvelle qu'il manifeste avec son distingué collègue, le secrétaire provincial.

Le gouvernement reconnaît que le colon a besoin d'aide, que la colonisation doit produire des résultats considérables, plus pratiques, plus réels que par le passé. Tant mieux, il faut l'en féliciter. Mais il faut regretter aussi qu'il ne se soit pas décidé plus tôt.

Inutile de démontrer ici l'importance de la colonisation. Autrefois, les apôtres de la colonisation faisaient reculer la forêt et surgir des paroisses de beaux villages au sein de nos grands bois. On organisait des congrès de colonisation pour entendre les grandes voix de la patrie enseigner au monde nos richesses inexploitées, conseiller au défricheur de venir se créer un foyer chez nous, réclamer de nos gouvernements une politique avantageuse à la colonisation et signaler les abus ou les faiblesses dont souffrent les colons et en indiquer les remèdes. "Emparons-nous du sol!" À ce cri de nos apôtres partaient des régiments de défricheurs à la conquête de la forêt.

Nous eûmes un grand congrès à Montréal, en 1899, un autre grand congrès à Saint-Jérôme, en 1905, nous eûmes une commission de colonisation et une enquête sur les plaintes des colons et sur les véritables moyens à prendre pour redonner à la colonisation son élan d'autrefois.

Prêtres et laïques, colons et professionnels s'unissaient pour solutionner ce problème de suprême importance. On entourait le colon; on s'intéressait à son sort, on parlait de lui, on le faisait apprécier, aimer de la jeunesse. La colonisation était un apostolat.

Le jeune homme de cœur, croyant répondre à l'appel de sa patrie, s'enfonçait dans la forêt pour y faire entendre les échos vibrants de la foi et du patriotisme et pour doter sa province d'un nouveau berceau de civilisation. Aujourd'hui, plus rien. On a oublié, ignoré ou méprisé les vœux, les résolutions et les réclamations des "congressionnistes", et le spéculateur continue son œuvre néfaste. Le colon réclame des chemins de fer pour communiquer avec les grands centres; on lui en promet pour le retenir à son triste lot, et il n'en a jamais. Il réclame en vain plus de latitude dans la coupe du bois, il demande des chemins, et on lui jette par-ci par-là quelques sous pour favoriser quelques cabaleurs politiques et, pour majorer les listes de paie, on met jusqu'au nom des enfants. On dépense l'argent de la colonisation, dans les vieilles paroisses, à réparer des chemins et des ponts appartenant à des particuliers. L'homme d'État moderne doit entrer dans la psychologie de son temps. S'il veut faire de la colonisation, il ne poussera le colon dans le bois que par des procédés attentants à la valeur.

On nous propose de faire de bonnes routes! Mais il y a des années que, de ce côté-ci de la Chambre, nous réclamons de bonnes routes et on nous répondait: "Les colons sont heureux."

Il y a deux ans, je disais au ministre de la Colonisation: On demande des routes dans le Témiscamingue, dans la vallée de la Matapédia. Et qu'est-ce que le ministre de la Colonisation d'alors me répondait avec sa bonhomie? "L'opposition a tort; ce sont des plaignards qui lui ont conté leurs doléances; les colons sont heureux."

Le nouveau ministre nous annonce cette année qu'il va enfin faire des routes. Le colon le demande depuis des années; enfin, il va en obtenir un peu. Il nous annonce qu'il va aussi bâtir des écoles dans les comtés de colonisation. Sur ce point, nous sommes d'accord. Il ne faudrait pas être journaliste pour croire que cela suffit pour assurer à la colonisation un grand succès.

Il dit que le gouvernement devrait faire, par un crédit agricole, des avances aux jeunes défricheurs afin qu'ils aient immédiatement un champ suffisamment outillé. C'est ce que l'honorable L.-O. David suggérait récemment dans le Canada. L'honorable M. David disait: "On a fait l'essai de ce système de crédit agricole aux États-Unis, dans la République argentine, dans la Nouvelle-Zélande et ailleurs et il a produit des résultats merveilleux. En 1883, le gouvernement de la République argentine fit don de 250 acres de terre aux colons et fit à chacun d'eux, en argent, en machines et en provisions, une

avance de la valeur de \$1,000 remboursable en 10 ans. Six ans après, la population de ce pays s'était accrue de plus d'un million et la production agricole s'était développée comme par enchantement. En 1895, l'agriculture languissait dans la Nouvelle-Zélande, le gouvernement prêta aux cultivateurs, à raison de 5 %, \$15,000,000. Quatre ans après, sa production agricole avait doublé et sa population s'était accrue de 20 %. L'État de Minnesota, en 1911, a fait défricher de 10 à 15 acres de terre sur un grand nombre de lots qu'il offre en vente à raison de \$155 argent comptant et la balance payable en 40 ans avec intérêt à 4 % par an."

La colonisation a changé de ministre. L'ancien ministre est maintenant aux Terres de la couronne. J'espère qu'il n'y deviendra pas un ennemi de la colonisation.

Ah! je sais bien que, dans quelque temps, on nous dira: "Mais les nationalistes nous ont suggéré telle politique, nous l'avons adoptée; les conservateurs nous ont suggéré de faire des routes, dans des régions de colonisation, nous les avons construites."

On pourra dire et répéter tout cela, on ne nous empêchera pas de croire que le gouvernement n'apporte aucune idée nouvelle pour aider la colonisation. Il (M. Sauvé) est surpris que le gouvernement n'ait pas ouvert de nouvelles avenues pour la production immédiate.

L'honorable ministre nous a dit que, pour faire connaître les avantages qu'il offre au colon, il allait publier des brochures. Le gouvernement n'a pas besoin de consulter les gens à propos de la publication de tracts et de pamphlets, il y en a déjà des cargaisons au département de la Colonisation.

Je regrette de ne pas pouvoir offrir plus de félicitations à notre excellent ami l'honorable ministre de la Colonisation. Il est nouveau dans le ministère. J'espère que, dans un avenir prochain, nous pourrons le féliciter davantage non pas pour des paroles qu'il aura prononcées, mais pour des actes qu'il aura accomplis.

Ceux qui apprécieront le magnifique discours de l'honorable ministre de la Colonisation et le débat sur cette question diront peut-être que je veux faire du capital politique, mais nous sommes ici pour parler politique et je n'hésite pas à faire mon devoir.

Je suis heureux que l'honorable trésorier provincial, notre grand argentier national, soit en ce moment dans cette Chambre. Mon honorable ami se vante d'avoir un surplus de plus de \$200,000. Nous lui avons demandé si ce surplus était le résultat d'une tenue de livre bien faite ou si c'est le résultat d'une administration qui ne donne pas justice à tout le monde.



On nous répond: "Nous avons un surplus, tout le monde est heureux dans cette province, personne n'est dans la misère." Et cependant, M. le président, les employés se plaignent et, cette année, on reconnaît que les colons ont besoin tout de suite de terres, de routes et d'écoles.

Si le gouvernement avait, à même les revenus de la province, répondu aux besoins des colons et de la colonisation, le gouvernement n'aurait pas de surplus, mais son déficit annuel serait d'au moins \$500,000. Nous avons un surplus de \$200,000, dit le gouvernement.

Oui, mais c'est parce que vous avez fait souffrir le colon, c'est parce que vous ne lui avez pas donné les chemins, l'aide, la protection qu'il réclamait, sans parler de vos propres employés civils qui crèvent de faim. Vous êtes le père de la province, mais vous faites souffrir vos enfants; pour avoir un surplus dans votre budget de famille, vous les faites crever de faim.

Le gouvernement emprunte, quand il a des surplus. Il est comme l'habitant qui emprunterait quand il a de l'argent en banque. Le surplus du gouvernement existe-t-il réellement? Il existe sur le papier parce que le gouvernement ne paie pas ses comptes à temps et parce qu'il ne rend pas justice aux ouvriers ni aux colons.

Le député de Montcalm (M. Daniel) a voulu désapprouver le passé, c'est-à-dire la politique poursuivie dans le choix des sites de colonisation et de l'aide aux colons. A-t-il voulu atteindre l'œuvre du curé Labelle, des Chapleau, des Mercier, des Nantel? C'est dommage qu'il n'ait pas eu l'énergie de développer sa pensée, car je devine qu'il a raison à un certain point de vue et que certaines régions ne sont pas des plus propres à la colonisation.

C'est un point très important qui devrait faire réfléchir les législateurs du jour, car on dit que certaines parties de l'Abitibi ne sont pas des plus propices à la culture. Le député de Rouville (M. Robert) dit: "N'en donnez pas tant aux régions nouvelles et finissez d'organiser les vieilles paroisses par des travaux d'assainissement, etc." Il y a beaucoup de vrai dans ces remarques.

Le député de Labelle (M. Achim), sans le vouloir, a prôné la vieille politique conservatrice de colonisation. L'opposition a toujours favorisé, comme on le sait, la séparation du domaine forestier de celui de la colonisation. C'est ce que nous prêchons encore aujourd'hui.

Le gouvernement n'a pas suffisamment protégé le colon contre certains marchands de bois. Le député de Labelle a parlé en homme indépendant

qui a le souci de l'intérêt de la région qu'il représente. Il dit qu'on a beaucoup fait de citations, pendant ce débat. Il se permet d'en faire une à son tour: Comme Lamartine montrant l'Égypte à la France au cri de "Colonisons! Colonisons!", le ministre de la Colonisation fait, après tant d'autres depuis 300 ans, entendre le beau chant idyllique:

Jetons les blonds essaims des familles humaines  
Autour des nœuds du cèdre et du tronc des palmiers!  
Allons, comme Joseph, comme ses onze frères  
Vers le limon du Nil que labourait Apis...  
Rapportons-en le blé, l'or, la laine et la soie  
Avec la liberté, fruit qui germe en tout lieu!  
Et tissons de repos, d'alliance et de joie  
L'étendard sympathique où le monde déploie  
L'unité, ce blason de Dieu.

Mais ce n'est pas une politique romantique et poétique dont notre province a besoin, c'est une politique de réalité, de vérité, de justice, une politique d'affaires. Et j'ose espérer que le ministre de la Colonisation le comprendra.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. le président, je remercie les honorables députés de Lac-Saint-Jean, de Témiscamingue, de Montcalm, de Rouville, de Frontenac, de Labelle, d'Argenteuil, de Joliette, de Chicoutimi et de Deux-Montagnes des excellents discours qu'ils ont prononcés. Je remercie cordialement mes collègues. Leurs remarques sont sincères et elles seront bien accueillies de ce côté-ci de la Chambre.

J'entendais l'honorable chef de l'opposition demander au trésorier de la province ce qu'il a fait de ses surplus. Mais mon honorable ami ne sait-il pas que le gouvernement a dépensé \$19,000,000 pour améliorer les chemins et, que de ce montant, il n'a emprunté que \$5,000,000? Voilà où l'honorable trésorier provincial a mis une partie de ses surplus. Il a aussi augmenté ses octrois à l'instruction publique et à l'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il a augmenté les taxes aussi.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y a parfois nécessité d'imposer des taxes et ce n'est pas toujours une erreur de faire payer des taxes du moment qu'on ne touche pas à ceux qui n'ont pas les moyens d'en payer. Le gouvernement a été fidèle en cela aux principes du Parti libéral.

L'honorable chef de l'opposition a déclaré que le gouvernement se proposait de construire des routes dans les régions de colonisation, mais que cette idée avait été suggérée par lui et ses partisans. S'il est vrai que le chef de l'opposition a déjà réclamé cette politique, ce n'est pas une raison pour ne pas la mettre à exécution aujourd'hui.

L'honorable chef de l'opposition nous dit que nous n'allons pas assez loin, que nous devrions donner des avances aux jeunes défricheurs. Je dois dire d'abord que notre projet se développera à mesure que le temps viendra, que nous pourrons le réformer. Nous voulons accomplir des actes et, pour cela, s'il faut améliorer notre projet, nous n'hésiterons pas.

Mon honorable ami, l'honorable chef de l'opposition, est plus vieux que moi en politique. Il sait que le plus sûr moyen d'arriver à la perfection, c'est de se servir de l'expérience du passé. C'est notre intention de ne rien faire sans nous inspirer de l'expérience de nos prédécesseurs.

Et à ce sujet, je puis vous dire que mon honorable ami peut faire cesser ses craintes au sujet des relations entre le ministère des Terres et le ministère de la Colonisation. Il peut être certain que nous nous entendrons parfaitement afin de donner pleine et entière justice aux colons. Des terres à bois seront toujours disponibles pour le colon.

Maintenant, M. le président, l'honorable chef de l'opposition nous a parlé du crédit agricole. Est-ce vraiment une bonne chose et qui fonctionnerait bien? Il y a déjà eu un crédit agricole dans les Cantons de l'Est...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne le crois pas.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne parle pas sans preuve. J'ai ici les documents et, si mon honorable ami veut les examiner, je vais les lui fournir. Il y a eu un crédit agricole et il a si mal fonctionné que le conseil municipal de l'endroit a demandé sa suppression.

Il lit la résolution de ce conseil municipal qui confirme sa déclaration.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a 45 ans de cela.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les hommes n'ont pas beaucoup changé depuis ce temps-là. Et d'ailleurs, j'interrogeais, à ce sujet, ce matin, à mon bureau, un missionnaire-colonisateur, M. l'abbé Bourassa, qui me disait que, dans le nord de

l'Ontario, ses compatriotes ne veulent pas profiter de ce crédit agricole. Ils n'y trouvent aucun avantage. Je le répète, M. le président, notre ambition est d'aider le colon, non avec des paroles, mais par des actes, et nous avons confiance que nos vœux se réaliseront.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 37 autorisant un emprunt pour aider à la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Édifices publics, protection contre les incendies

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer deux examinateurs ou plus, possédant des connaissances techniques spéciales en

électricité, chargés de s'enquérir des capacités de ceux qui demandent la licence mentionnée à l'article 3781*b*, avec un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille piastres par année, et que le salaire de ces officiers et les dépenses encourues par la mise à exécution du paragraphe 6*a* de la section première du chapitre deuxième du titre septième des statuts refondus, 1909, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Le comité étudie la résolution et fait rapport qu'il n'en n'a pas terminé l'examen.

#### **Juges de la Cour supérieure**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Sociétés coopératives agricoles**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Édifices publics, protection contre les incendies**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer deux examinateurs ou plus, possédant des connaissances techniques spéciales en électricité, chargés de s'enquérir des capacités de ceux qui demandent la licence mentionnée à l'article 3781*b*, avec un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille piastres par année, et que le salaire de ces officiers et les dépenses encourues par la mise à exécution du paragraphe 6*a* de la section première du chapitre deuxième du titre septième des statuts refondus, 1909, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: Que l'article 2347 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 7 George V, chapitre 26, section 1 et amendé par les lois 8 Georges V, chapitre 36, section 5, et 9 George V, chapitre 31, section 12, soit de nouveau amendé de manière que l'honoraire pour l'émission d'un permis autorisant la personne ou association de personnes ou agent à chasser, à faire chasser, acheter ou faire acheter, prendre ou faire prendre les animaux à fourrure ou quelque partie d'iceux sur le territoire de cette province, le tout conformément à la loi, soit d'une somme que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil, mais qui ne devra pas excéder vingt-cinq piastres pour les personnes domiciliées dans la province et cent piastres pour les non domiciliées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre (l'honorable M. Perrault) veut donc imposer une taxe nouvelle?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mon honorable ami ne prétendra toujours pas qu'une licence de commerce est une taxe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le gouvernement n'avait pas honte de son passé de taxes, il admettrait que c'est une taxe.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition n'admettra-t-il pas qu'il est juste que le commerce de fourrures soit réglementé?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je dis que les conservateurs étaient plus sincères que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui; il admettaient qu'ils taxaient, eux. Si un ministre - pas un bon libéral modéré comme le ministre de la Colonisation, mais un bon rouge comme le procureur général - était dans l'opposition, à ma place, il dirait que c'est une taxe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si un bon bleu comme le chef de l'opposition était au pouvoir, il dirait que c'est une licence.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Très bien, alors.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais je veux savoir du ministre pourquoi il augmente ce qu'il appelle une licence?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Parce qu'il est juste que le commerce des fourrures soit réglementé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais il est déjà réglementé.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, mais nous voulons améliorer la réglementation. Le commerce des fourrures augmente considérablement cette année. Il est juste que l'échelle des licences monte aussi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais ça va augmenter les revenus du gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Probablement, et il n'est que juste que, si les commerçants de fourrures augmentent leurs revenus, ils paient une plus grosse licence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est tout ce que je voulais savoir.

La proposition est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des services  
d'utilité publique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que les commissaires et le secrétaire de la Commission des services publics de Québec reçoivent annuellement la rémunération qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais que cette rémunération ne doive pas excéder:

Pour le président .....	\$7,000.00
Pour chacun des commissaires.....	3,500.00
Pour le secrétaire.....	2,400.00

2. Qu'il soit accordé aux experts nommés en vertu de l'article 731 des statuts refondus, 1909, tel

qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, telle rémunération que le lieutenant-gouverneur en conseil croira raisonnable.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire amender, remplacer et abroger les tarifs des honoraires payables à la Commission des services publics de Québec, à l'occasion de toutes les matières qui lui seront soumises, et que les honoraires ainsi payés fassent partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Il explique que la nouvelle commission aura des pouvoirs plus étendus que l'ancienne. Ses membres devront y consacrer tout leur temps. C'est pourquoi l'on porte le salaire de son président à sept mille dollars et des autres commissaires à trois mille cinq cents dollars.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

La séance est levée.

**NOTES**

1. Selon *Le Devoir*, le docteur Brisson assiste à la séance.

2. L'honorable juge Tellier, ancien député de Joliette, assiste à la séance. Le *Montreal Herald* précise que M. Dufresne lit son discours.

3. *L'Événement* écrit: "Pour montrer les progrès de Chicoutimi, M. Gaudrault montre à la Chambre une photographie du port de Bagotville sur laquelle on voit plusieurs navires qui ont jeté l'ancre dans ce port."



Séance du jeudi 5 février 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 66 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Augustin.

**Chemins de grande communication**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36 amendant la loi des bons chemins, 1912, et la loi relative aux chemins de grande communication.

Adopté.

**Palais de justice de Montréal**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal.

Adopté.

**Pont sur la rivière Batiscan**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 243 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan pour compléter la route Montréal-Québec.

Adopté.

**Emprunts spéciaux**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 247 pourvoyant à certains emprunts spéciaux à courte échéance pour diverses fins.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami;

- bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay;

- bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook;

- bill 128 augmentant les pouvoirs de l'exécutrice du testament de feu Charles G. Brown et nommant un curateur à la substitution créée par ledit testament.

**Village de Kénogami**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Ville de Saguenay**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Testament Charles G. Brown**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 augmentant les pouvoirs de l'exécutrice du testament de feu Charles G. Brown et nommant un curateur à la substitution créée par ledit testament.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Coaticook**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook.

Les amendements sont lus deux fois.

### **Charte de Saint-Germain-de-Rimouski**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession Harrison Stephen**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que

cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen, avec l'amendement suivant:

En retranchant tous les mots après "L'article 1 est amendé", dans le second paragraphe desdits amendements, et en les remplaçant par les mots suivants: "en substituant les mots "commune en" aux mots "séparée de", dans la deuxième ligne, et en ajoutant à la clause les mots: "nonobstant les dispositions dudit testament, et quant à l'acte ci-dessus du 11 octobre 1905, le défaut d'autorisation du mari.".

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Saint-Jérôme**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **The Wales Home**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 constituant en corporation The Wales Home.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.



Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The Stephens Estate  
Realties Limited**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 validant en acte de transport d'immeubles à The Stephens Estate Realties Limited.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Compagnie de chemin de fer  
des fermiers de Normandin**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Saint-Jean**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville  
de Kipawa**

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Simard (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Kipawa Housing Company**

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Simard (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société de construction  
de Montréal**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 concernant la Société de construction de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession  
Charles-Théodore Viau**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité général, du bill 86 concernant la succession Charles-Théodore Viau.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que l'ordre soit révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il paraît que l'on va amender ce bill avant de nous le soumettre.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général<sup>1</sup>.

**Demande de documents:****Ponts entre Vaudreuil et  
Sainte-Anne-de-Bellevue**

**M. Farand (Soulanges):** M. l'Orateur, la raison pour laquelle je demande cette correspondance...

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je prierais l'honorable député de Soulanges (M. Farand) de m'envoyer sa motion, afin que je la lise à la Chambre avant qu'il prononce son discours.

**M. Farand (Soulanges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de cette province relativement à la construction des ponts entre Vaudreuil et Sainte-Anne-de-Bellevue.

M. l'Orateur, la raison pour laquelle je demande cette correspondance, c'est que je veux savoir si le gouvernement a fait quelque chose pour la réalisation de ce projet qui a pris beaucoup d'importance depuis qu'il l'a soumis une première fois en Chambre; une commission a été nommée, qui viendrait prochainement demander une charte au gouvernement afin d'avoir le pouvoir de construire ces ponts en escomptant un octroi généreux du gouvernement de même qu'un octroi du gouvernement fédéral.

Il donne quelques explications et renseignements sur la formation de cette commission, puis il parle des avantages de la construction de ces ponts. Non seulement il y a des avantages pour les habitants des comtés de Vaudreuil et de Soulanges, mais pour ceux de tout le district de Montréal, à cause de l'encouragement que ces constructions constitueraient pour la culture intensive dans tout ce district. Ils ouvriraient un marché avantageux et d'accès facile. Les limites de ces ponts seraient à 21 milles du plus grand marché de la province et la ligne interprovinciale se trouve à moins de 18 milles de là. C'est pour cette raison que nous pourrions compter sur l'aide du gouvernement fédéral. Les raisons qui engageraient les cultivateurs des comtés intéressés dans cette entreprise, ce sont celles qui les inciteraient à faire de la culture; il faut leur faciliter l'accès au marché de Montréal.

Nous devons donc avoir plus que confiance sur ce que le gouvernement prenne nos demandes en sérieuse considération.

Il donne l'objet de la commission dont il vient de parler. Il rappelle que déjà plusieurs délégations se sont présentées devant le gouvernement pour appuyer cette demande de construction d'un pont reliant l'île de Montréal à la terre ferme; il croit que ces délégations ont été encouragées, mais il faudrait aujourd'hui avoir l'encouragement de tous les corps politiques et municipaux. C'est pour cette raison que l'on a créé cette commission dans laquelle sont représentés tous ces corps publics.

Les membres de cette commission sont les députés des comtés intéressés, au fédéral et au provincial, un représentant du conseil de ville de Montréal, de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, de la Chambre de commerce, du Board of Trade, de l'Association des automobilistes, de l'Association des manufacturiers, du Board of Trade de Cornwall et de 15 directeurs choisis parmi les différents corps municipaux. Tous sont intéressés à voir enfin Vaudreuil et l'île Perrot réunis à Montréal par des ponts.

Le but principal de cette commission est de demander au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral des octrois suffisants pour assurer la construction de ces ponts. La commission étudie en ce moment différents moyens pour arriver à son but. Il espère que ses collègues l'aideront à obtenir ces ponts du gouvernement.

**M. Pilon (Vaudreuil):** Ce projet de construction de ponts m'intéresse beaucoup et je suis heureux qu'on l'ait amené devant la Chambre. Il n'y a rien dans les estimés budgétaires qui nous prouve que le gouvernement provincial va aider, cette année, ce projet. J'espère que le gouvernement mettra un peu de bonne volonté et mènera cette entreprise à bonne fin. J'espère aussi que le gouvernement fédéral, qui n'est pas obligé d'aider financièrement le projet, comprendra qu'il est d'intérêt national et aidera la commission qui a été nommée l'an dernier à réaliser le projet.

Il remercie le ministre des Travaux publics d'avoir envoyé un de ses représentants à la réunion des intéressés qui a nommé cette commission.

Cette question ne peut pas rester éternellement suspendue... Il ne faut pas que le gouvernement oublie que le comté de Vaudreuil et le comté de Soulanges sont dans la province de Québec et que, par conséquent, ils ont droit aux sollicitudes du gouvernement.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** se déclare très favorable au projet énoncé par le député de Soulanges. Il est certain que la réalisation de ce projet favorisera beaucoup l'alimentation des marchés de l'île de Montréal. Il ajoute qu'il a été prié par le Board of Trade de Montréal de faire des instances auprès du gouvernement pour obtenir toute l'aide possible pour la construction de ces ponts.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Tout le monde réclame la construction de ces ponts. Il serait temps que le gouvernement fasse quelque chose pour assurer la réalisation de ce projet.

Il vante les avantages précieux que la construction de ces ponts apporterait au point de vue de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, non seulement dans les deux ou trois comtés intéressés, mais dans toute l'île de Montréal.

**M. Bergevin (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Admission des femmes au Barreau**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Conroy), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.

M. l'Orateur, le bill soulève la question de l'admission des femmes à la pratique du droit dans la province de Québec et mérite, selon moi, toute l'attention de la Chambre. La question a déjà été soumise à deux reprises à la considération de cette Chambre. Dans les deux cas, les opinions étaient partagées presque également; à une occasion, la majorité des opposants au bill n'a été que d'une seule voix.

Je suis désolé d'être si dépourvu de moyens appropriés pour vous soumettre cette question. Il s'agit certes d'un cas où je souhaiterais être moi-même un avocat jouissant d'une éloquence à toute épreuve. Si je pouvais présumer que cette Chambre est maintenant aussi partagée sur cette question, je tenterais de faire valoir tout argument susceptible de favoriser l'adoption de ce bill par l'obtention d'un vote favorable, notamment en faisant appel à la galanterie des membres de cette Chambre, surtout parmi les plus jeunes. Cependant, ce débat relève

d'avantage de la raison que des sentiments. Même si je ne peux le faire aussi bien qu'un ancien membre de cette Chambre - ne possédant ni son éloquence ni les connaissances approfondies que lui a procurées son étude de la question - je peux néanmoins tenter de vous faire part de ses réflexions.

La Grande Guerre a jeté un nouvel éclairage sur cette question. C'est à l'échelle mondiale que le statut des femmes a changé. La guerre était sans doute déjà en cours au moment des premiers débats en Chambre sur cette question, mais l'effet réel de la guerre sur la situation des femmes n'était alors pas tout à fait connu ou compris. Les exigences de la guerre ont amené les femmes de ce pays et d'autres pays à prendre du service. En dehors des états de service réalisés par les femmes durant le conflit dans des domaines relevant de leurs compétences traditionnelles, un champ beaucoup plus vaste leur a été accessible par la force des circonstances. Les femmes, globalement, ont pris le travail des hommes, cela sur un plan non pas local mais bien universel. Il est nul besoin de tout détailler ou de chercher à la faire. Ce sont majoritairement des femmes qui ont remplacé les hommes partis au front. Chez nous, ce phénomène n'a peut-être pas eu autant d'ampleur qu'en France ou en Angleterre. Les banques de ce pays ont employé plusieurs milliers de femmes pour remplacer les hommes combattant en Europe. De nombreux autres exemples peuvent être cités.

Je tiens à souligner que les femmes ont pu préserver la situation en accomplissant la plupart des tâches généralement effectuées par des hommes. Dans tous les pays, on pouvait les apercevoir au volant de véhicules-moteurs, conduisant des ascenseurs, fabriquant des munitions de guerre, dans les services de police, dans les champs ou derrière la charrue. En Angleterre, c'est par centaines et par milliers que les femmes travaillaient à la ferme en remplacement des hommes partis défendre le sort de l'humanité en France ou ailleurs. Allons-nous maintenant les empêcher d'espérer exercer un jour une profession? Allons-nous maintenant dire que les femmes sont incapables de faire le travail habituellement réservé aux hommes? Peut-on affirmer que la femme doit demeurer au foyer? Les femmes sont admises au sein d'autres professions: la dentisterie, la pharmacologie, la médecine et d'autres. Pourquoi le droit demeurerait-il la seule porte fermée aux femmes? Les grandes nations se sont appuyées sur les femmes pour remplacer leurs pères, leurs fils, leurs frères ou leurs maris. Il serait certes inapproprié de dire que leur place est à la maison et que leurs capacités se limitent à l'entretien domestique.

Les femmes d'aujourd'hui ont acquis un sentiment d'indépendance, veulent être indépendantes, responsables de leur sort et capables de gagner leur vie. Elles connaissent maintenant mieux le monde, ont une vision plus éclairée de leur statut véritable et de leur immense apport au sein de leur entourage et de leur pays. Je crois que la guerre, d'une manière ou d'une autre, a permis aux femmes de se mériter une place différente dans le monde.

Remettre en cause la capacité des femmes de pratiquer le droit serait prêter le flanc à la critique et aux comparaisons. Les femmes sont à la hauteur de toute tâche qu'elles entreprennent, bien que, chez elles comme chez les hommes, toutes ne soient pas aptes à agir à titre de plaideuses. Même les plus farouches opposants à l'admission des femmes au Barreau admettront que l'histoire récente a consacré le succès des femmes dans la vie de tous les jours.

Personne n'oserait affirmer qu'une fois admises dans la profession légale les femmes mettraient de côté leurs qualités de cœur, pas plus d'ailleurs que dans d'autres domaines d'activité.

Pourquoi la province de Québec priverait-elle les femmes de ce privilège? À part l'Allemagne, nous serions le seul pays, et la seule province dans le dominion. En Angleterre, les femmes pratiquent avec succès et siègent à titre de juges. En France, on reconnaît les succès remportés par les femmes au Barreau. On dit qu'elles ont conféré plus de dignité à la profession et dans l'administration des lois de ce pays. L'atmosphère régnant dans les cours de justice où elles pratiquent est nettement différente des autres.

Le contact professionnel s'effectue au bénéfice de la cour, du client et du confrère avocat. Aux États-Unis, les femmes sont admises au Barreau; il y a quelques centaines de femmes qui sont inscrites au Barreau de l'État de New York. Dans la province d'Ontario, les femmes sont autorisées à pratiquer le droit depuis 20 ans, mais on peut dire qu'elles n'ont pas abusé de ce privilège puisque seulement quelques-unes - six ou sept - pratiquent le droit.

La province d'Ontario a adopté ce principe il y a 20 ans, Québec ne doit pas rester en arrière d'Ontario. Dans les autres provinces, les femmes sont admises au Barreau. À ma connaissance, des femmes ont réussi dans les domaines de la pharmacie et de la chimie. En dentisterie, elles sont bien acceptées et, en médecine, elles sont particulièrement efficaces pour s'occuper des maux des jeunes femmes. Adoptons donc le principe que les femmes ont droit comme les hommes de faire partie du Barreau.

Cette mesure ne menace en rien la profession légale telle qu'elle se pratique aujourd'hui. Selon toute vraisemblance, les femmes ne manifestent aucune hâte à intégrer cette profession. Cela n'implique pas l'abandon par les femmes des responsabilités domestiques, qui demeurent indiscutablement les leurs. J'envisage l'adoption de cette mesure comme un acte de justice et comme la reconnaissance du statut réel et équitable des femmes, la reconnaissance de l'égalité des femmes et de leurs compétiteurs mâles au chapitre de l'éducation, des capacités et de la mentalité. Je solliciterais la générosité des avocats qui font partie de cette Chambre.

Il (M. Miles) présente des lettres d'appui provenant de femmes en vue de Montréal. Parmi celles-ci se trouve une lettre du Club des femmes libérales de Montréal, signée par la vice-présidente, Mme F. L. Béique, le félicitant et lui offrant ses meilleurs vœux de succès. La lettre est accompagnée de la liste suivante des membres du Club appuyant la motion: Mme A. R. MacMaster, présidente; Mme F. L. Béique, vice-présidente; Mlle Marie-Louise De Serre, deuxième vice-présidente; Mlle Cécile Léger, Mlle W. Eglagh, Mlle J. C. Walsh; Mme David Seath, Mme Pierre Casgrain; Mme Louis Fitch; Dr Grace Ritchie England; Mme Rosaire Thibodeau; Mme Gustave Grenier; Mme J. S. Archibald; Professeur Carrie M. Derick; Mme J. C. Macdiarmid; Mme M. Fortier; Mme Calixte LeBeuf; Mme O.-P. Dorais; Mme Jos. Archambault; Mme Athanase David; Mme Charles Rinfret; Mme J.-E. Lesage; Mme Alphonse Verville; Mme Donat Brodeur; Mme Henriette Tassé; Mme A. K. Cameron; Mme Frieda Arkin; Mlle Madeleine Sheridan; Mlle Semple et Mme G. A. Brown.

Lady Drummond, dont le travail avec la Société canadienne de la Croix-Rouge durant la guerre lui a valu d'être connue et vénérée partout dans le dominion, a écrit: "Il est à souhaiter que cette province, dans ce domaine comme dans d'autres, saura se montrer à la fois progressiste et conservatrice au sein du dominion. L'accès élargi à la vie professionnelle qui a été consenti aux femmes dans la plupart des pays civilisés s'appuie sur les expériences du passé.

Cela a servi à enrichir la communauté en permettant l'éclosion et l'expression de talents rares et remarquables chez des femmes des grands centres urbains. Selon moi, il n'y a pas lieu de craindre une invasion de certaines professions par les femmes, puisqu'une majorité d'entre elles ont trop de tâches spécifiques à accomplir pour espérer entreprendre

une carrière professionnelle ou commerciale. Cependant, pour celles dont les obligations sont moins accaparantes et qui en ont l'aptitude et le désir, il devrait être consenti ce droit de développer leurs talents et de les mettre à profit. Au nom du bien-être de notre communauté, ce droit devrait leur être accordé."

Il fait aussi la lecture de lettres et de télégrammes d'un grand nombre d'organisations féminines favorables à l'admission des femmes au Barreau. Parmi celles-ci, la Ligue des ménagères de Montréal, la Ligue des femmes catholiques de langue anglaise, le Conseil des femmes juives de Montréal, la Société L'Aide de la France, l'Union des femmes de McGill, le Fonds patriotique canadien, par Mlle Helen Y. Reid, les Anciennes de McGill, le Club des femmes de Montréal, la Ligue de tempérance des femmes chrétiennes de Montréal, la Société des femmes pour la libération de la France, le Club musical Matinée, l'Association montréalaise pour les aveugles, le Club Khaki, le Conseil local des femmes de Montréal et 50 autres sociétés affiliées, la Ligue des femmes catholiques et plusieurs autres.

Nous comparaissons au procès des femmes. Elles ne revendiquent pas, mais elles nous observent discuter d'un principe. Quelle est la réponse? N'a-t-on pas fait preuve d'égoïsme jusqu'à présent? S'agit-il d'une réponse adéquate que d'affirmer que la place des femmes est à la maison? Les médecins n'ont pas réussi à imposer un tel raisonnement. Il est inexact de prétendre que les intérêts en cause seront mieux servis si les portes des professions légales demeurent fermées pour les femmes.

Les femmes se sont introduites dans toutes les autres professions. Il me fait donc plaisir de solliciter votre appui à ce bill qui permettra aux femmes d'étudier et de pratiquer le droit quand cette noble discipline constituera leur choix de carrière.

**M. Philps (Huntingdon)** dit que les femmes sont appelées à obtenir les mêmes droits que les hommes; elles doivent obtenir ces droits comme elles le demandent. En cette matière comme dans d'autres, cette province progressiste ne devrait pas être à la remorque des autres.

Évidemment, le temps est fini où la femme doit être confinée à la cuisine et il verrait avec chagrin tout membre de cette Législature s'opposer à la motion du député de Saint-Laurent (M. Miles).

Il parle du travail de véritable patriotisme accompli par les femmes durant la guerre. Il décrit ce travail accompli par les femmes de toutes classes en faveur de la victoire des alliés et il souligne que la

province de Québec serait le seul endroit où ce travail ne serait pas reconnu.

La récompense que l'on devrait accorder aux femmes devrait être au moins de leur donner les mêmes droits qu'aux hommes, dit-il. Les femmes ont gagné sur les champs de bataille les mêmes droits que les hommes. Elles nous demandent un privilège, donnons-leur ce privilège!

**M. Grégoire (Frontenac)** félicite ses amis anglais et écossais de leurs intéressants discours, il fait l'éloge des belles races qu'ils représentent. Il fait aussi des compliments à la femme, mais la femme doit rester là où la Providence l'a placée. La femme canadienne-française ne désire pas mieux, et elle serait la première à s'opposer à ce droit que l'on veut lui conférer.

Ce serait mentir aux traditions ancestrales, à ces traditions qui ont fait la nationalité canadienne-française, ce qu'elle est; enfin ce serait un non-sens, ce serait un sacrilège que de conférer ce droit à nos femmes. Nos pères ont été heureux sans avocates, nous pouvons l'être aussi.

Québec n'a de leçon ou d'exemple à recevoir d'aucune autre province du dominion. Je suis certain, dit-il, que, malgré toutes les lettres et tous les télégrammes reçus d'associations canadiennes-françaises de Montréal en faveur de la motion, et produits par le député de Saint-Laurent (M. Miles), le grande majorité des femmes de la province ne souhaitent pas être admises à la pratique du droit.

Mais avoir des avocates, ce serait peut-être faire enlever la chance à tout ce que nous avons d'avocats de gagner des causes. Car la femme, quand elle s'occupe d'une chose, y met tout son cœur, toute sa volonté et, si elle entrait au Barreau, elle y aurait des triomphes. Mais nos femmes, nos femmes canadiennes-françaises peuvent être beaucoup plus utiles ailleurs qu'au palais. Et c'est pour cela que je ne favorise pas la proposition du député de Saint-Laurent.

M. l'Orateur, je ne m'imagine pas une femme portant la toge et argumentant devant un juge. Quel avènement prosaïque pour moi, monsieur, qu'une femme faite homme! Ce bill aurait pour résultat d'anéantir toute poésie en permettant que des querelles juridiques transforment les femmes en hommes.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

**Ingénieurs  
civils**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Canton Bourdages,  
comtés de L'Islet  
et de Montmagny**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 relatif au canton Bourdages situé partie dans le comté de L'Islet et partie dans le comté de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Notre intention est de faire faire un nouvel arpentage, à la demande des citoyens de ce canton qui ont une partie de leurs terres dans Montmagny et l'autre dans L'Islet. Nous allons faire refaire le cadastre de ces lots. C'est une loi d'intérêt public.

**M. Achim (Labelle):** Il y a une population d'un canton de mon comté dans le même cas. J'ai adressé au ministre une requête pour obtenir qu'on refasse le cadastre de ce canton du comté de Labelle.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le ministre de la Colonisation est à étudier cette question et nous pourrions rendre une réponse à l'honorable député de Labelle bientôt. J'espère que la réponse sera favorable.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande quelques explications.

Le comté étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

**NOTE**

1. Voici ce qu'ajoute *L'Événement* au sujet de ce projet de loi:

Un héritier du fameux M. Viau, de Montréal, demande dans ce bill qu'on change une clause du testament de son père qui dit qu'un de ses enfants qui n'épousera pas un sujet britannique catholique sera déshérité. Cet héritier a épousé une Américaine et, par son mariage, elle est devenue sujet britannique. On apprend que le testateur ne voulait atteindre, par cette clause, que les chercheurs de dots: les princes, les comtes et les marquis exotiques, qui nous ont déjà assez enlevé de charmantes jeunes filles, et qu'il ne visait pas nos voisins américains.

Le bill a déjà été tué au comité. On espère que les députés seront, cette fois, un peu moins sévères et comprendront un peu mieux ce que voulait, par son testament, le fondateur de Viauville.

Séance du vendredi 6 février 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 103 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;

- bill 105 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;

- bill 90 amendant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Et, sans amendement, le bill 200 concernant la ville de Saint-Michel.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 10 février courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délais.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 10 février courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délais.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 201 concernant la ville Montréal-Nord;

- bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils.

**Questions et réponses:**

**Transactions de terres,  
comté de Gaspé**

**M. Renaud (Laval) pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien le gouvernement a-t-il annulé de terres vendues aux colons des paroisses Cap-Rosier, Anse-à-Louise, Rivière-au-Renard, Cloridorme, Anse-aux-Griffons et dans tout le comté de Gaspé pour les revendre à \$2 l'acre comme terres à bois, et cela depuis deux ans?

2. Combien le gouvernement a-t-il encaissé d'argent en vertu de ces transactions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Quatre lots et demi.

2. \$860.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des abeilles;

- bill 67 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec;

- bill 79 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, Montréal.

**Charte  
de Longueuil**

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil. Les amendements sont lus une deuxième fois.

**M. Desaulniers (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre adopte les amendements du Conseil législatif apportés au bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil, avec les amendements suivants:

1. En en retranchant, à la page 3, les 9e, 10e et 11e lignes;

2. En en remplaçant, dans la 12e ligne de la page 3, les chiffres 15 par les chiffres 14;

3. En en remplaçant, dans la 18e ligne de la page 3, les chiffres 16, 17 et 18 par les chiffres 15, 16 et 17.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Paiement des témoins de la couronne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 concernant le paiement des témoins de la couronne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que chaque témoin de la couronne ait droit à une indemnité de une piastre et cinquante centins par jour et que, s'il demeure en dehors des limites de la municipalité où la cour est tenue, il ait droit à une indemnité de deux piastres et cinquante centins par jour, pour chaque jour qu'il sera nécessairement absent pour comparaître devant le tribunal, avec, en sus, le montant de ses frais réels de déplacement, et que l'indemnité et ses frais réels de déplacement attestés sous serment soient payés par le shérif sur certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, selon le cas.

**M. Renaud (Laval):** Ne pourriez-vous pas faire un peu mieux? Est-ce que vous ne pourriez pas donner au moins \$3 par jour à ces témoins qui

demeurent à la campagne et qui perdent souvent un temps précieux? Il n'y a pas beaucoup de monde qui gagne moins que \$3 par jour de ce temps-ci.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le gouvernement augmente raisonnablement l'indemnité des témoins et il croit que son amendement donnera satisfaction à tout le monde.

Le gouvernement n'a aucune obligation et pourrait s'en tenir à l'ancienne indemnité, car tout citoyen de la province peut être appelé à servir sans paie lorsque ceci est requis par la justice.

La proposition est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 50 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux paiements des témoins de la couronne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemins de grande communication**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36 amendant la loi des bons chemins, 1912, et la loi relative aux chemins de grande communication.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.



**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi des bons chemins, 1912, mais que ces emprunts ne puissent excéder, en totalité, tant en vertu de ladite loi qu'en vertu de la loi 2 George V, chapitre 23, section 1, la somme de trente millions de piastres.

2. Que l'intérêt payable sur les emprunts mentionnés dans la section 7 de la loi 3 George V, chapitre 21, soit fixé à un taux n'excédant pas six pour cent par année.

3. Que les dépenses encourues par le ministère de la Voirie pour la mise à exécution de la loi 8 George V, chapitre 11, soient payées par le trésorier de la province, sur le certificat du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, à même les fonds disponibles en vertu des sections 6, 7 et 8 de la loi des bons chemins, 1912, et de ses amendements.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a étudié les résolutions, mais qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Commission des services  
d'utilité publique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Adopté.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) annonce que le nom de la Commission sera changé en celui de "Commission des services publics", de sorte qu'on ne pourra plus l'appeler, par dérision, la Commission des utilités publiques.

Il explique que l'autorité de la Commission des services publics de Québec s'étendra à toute corporation autre que municipale ou scolaire, c'est-à-dire toute firme, personne ou association de

personnes opérant, gérant ou contrôlant tout système, ouvrage ou équipement pour un service public. La nouvelle commission assumera toutes les fonctions de l'ancienne Commission des utilités publiques et ses pouvoirs sont élargis afin de lui donner une juridiction provinciale non seulement sur les compagnies de services publics, mais aussi sur les expropriations par des corporations municipales, le flottage du bois dans les cours d'eau de la province, la construction des lignes de transmission électrique, l'érection de poteaux, etc. Le bill fournit aussi la nouvelle échelle de salaires pour la Commission qui n'excédera pas pour le président \$7,000, pour chaque commissaire \$3,500, et pour le secrétaire \$2,400.

Il dit que les membres de l'ancienne Commission des utilités publiques ont si bien servi qu'ils seront retenus pour la nouvelle commission. Il dit que, surtout en ce qui concerne les expropriations, la Commission remboursera plus que ses propres coûts par ce qu'elle fera épargner aux communautés en frais d'arbitre. D'autres dispositions concernent les frais des organismes faisant appel à la Commission et un chapitre spécial couvre la procédure à suivre au préalable.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et M. Renaud (Laval)** posent plusieurs questions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a un certain nombre d'experts qui se retrouvent toujours sur les conseils d'expropriation et d'arbitrage et qui sont très dispendieux pour toutes les parties concernées. Dorénavant, ce travail sera fait par la Commission, qui ne demandera plus rien pour leurs services, car ils étaient payés par le gouvernement, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut demander un certain tarif pour couvrir les dépenses de la Commission. Le gouvernement ne veut pas faire d'argent avec ceci, mais veut seulement couvrir les dépenses. Et cet argent ira au gouvernement.

Cette institution existe depuis 10 ans et elle a rendu des services signalés à la province. Les membres de cette Commission, M. Hibbard, le président, Sir George Garneau et M. Laberge, se sont acquittés de leurs fonctions avec un succès remarquable. Ils ont droit à la reconnaissance de la province et je puis déclarer que c'est le désir du gouvernement de les voir rester en fonction afin qu'ils puissent continuer à rendre des services signalés comme ils en ont rendus par le passé.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### **Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre**

**M. Achim (Labelle)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Bugeaud), que, vu que le bill 112 amendant la charte de la Compagnie de pouvoir, traction et fabrication de la vallée du Lièvre a été retiré au Conseil législatif, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Pourquoi augmentez-vous de \$15,000 l'octroi pour les arpentages?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Parce qu'il faut augmenter nos arpentages à cause du développement de nos nouvelles régions de colonisation, comme l'Abitibi.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Encore une augmentation de \$35,000. Pourquoi?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Notre service forestier n'a été créé qu'il y a trois ans. Nous avons à couvrir l'immense étendue de la province et nous progressons tous les ans. Cette année, il faudra couvrir une plus grande étendue de territoire. Alors, nous demandons un octroi plus considérable.

Il dit que les officiers de son ministère s'efforcent de protéger les arbres contre de dangereux insectes dont la présence leur a été signalée.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.  
Adopté.

**Le comité** étudie<sup>1</sup> un crédit n'excédant pas huit mille piastres, ouvert à Sa Majesté pour l'École forestière, en vertu de 1 George V, chapitre II tel qu'amendé par 4 George V, chapitre 3 pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Renaud (Laval):** Il y a une augmentation de \$7,000. L'honorable ministre nous dira-t-il pourquoi?

**M. Perrault (Arthabaska):** L'an dernier, nous n'avions demandé que \$28,000, mais nous avons dépensé \$35,000. L'honorable député de Laval pourra constater la chose au rapport du ministère de la Colonisation. Nous avons été obligés de faire un grand nombre de nouveaux plans, etc. Et nous ne demandons cette année que le montant que le cadastre nous a coûté l'an dernier.

**M. Renaud (Laval)** se déclare satisfait de cette explication.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.  
Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux frais de transport des aliénés;
- bill 39 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières;
- bill 45 amendant la loi de la pêche de Québec;
- bill 60 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;
- bill 74 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan;
- bill 140 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;
- bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix de Marieville;
- bill 149 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, à emprunter une somme de quatre cent mille piastres pour certaines fins et à émettre des débetures.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal.

**Université  
de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal, avec l'amendement suivant: En remplaçant

les 15e, 16e et 17e lignes par les mots "L'université de Montréal sera exempte du paiement de tout droit de succession sur les donations entre vifs qui lui seront faites dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi."

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 58 constituant en corporation l'hôpital Noël de Sherbrooke;
- bill 73 refondant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville;
- bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville.

**Hôpital Noël**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 constituant en corporation l'hôpital Noël de Sherbrooke.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Union Saint-Joseph  
de Drummondville**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 refondant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Ville  
de Lennoxville**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 77 amendant la charte de Grand'Mère et érigeant cette ville en cité;
- bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital;
- bill 115 amendant la charte de la cité de Lévis;
- bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

**Charte de East Angus**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

Les amendements sont lus deux fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements au bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus, avec les amendements suivants:

En retranchant les mots "and who have voted", dans les 9e et 10e lignes de la page 2 des amendements, version anglaise.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte de Grand'Mère**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 77 amendant la charte de Grand'Mère et érigeant cette ville en cité.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The St. Mary's Memorial Hospital**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte de Lévis**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 amendant la charte de la cité de Lévis.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle;
- bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

**Charte de Lasalle**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle.

Les amendements sont lus une première fois.

**Société coopérative agricole des fromagers de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette

Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le 9 février, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

---

#### NOTE

1. Bien que ce crédit soit discuté par la Chambre, il n'a pas à être voté par cette dernière puisqu'il est autorisé par statut (par la loi), tel qu'il en est fait mention au document intitulé *Budget des dépenses de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920, préparé conformément aux articles 799 et 800 des statuts refondus de la province de Québec, 1909*, page 13.



Séance du lundi 9 février 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Affaires municipales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 248 amendant les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec relativement aux affaires municipales.

Le bill prévoit qu'en plus de la loi générale il sera légal pour toute municipalité d'octroyer des exemptions de taxes à des établissements commerciaux ou industriels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École des  
hautes études commerciales**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 40 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 232 amendant l'article 2892 des statuts refondus, 1909, relativement au prélèvement des taxes scolaires en certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jurés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Maisons de désordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 239 concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre.

Le bill décrète qu'après condamnation pour un troisième délit le juge sera autorisé à ordonner la fermeture de la maison pour une période de 12 mois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
prescription**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter un bill 205 amendant les articles 2260 et 2262 du Code civil relativement à la prescription.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 234 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Inspection des hôtels, restaurants  
et maisons de logement**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville  
de Pointe-aux-Trembles**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Reed (L'Assomption)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demande de documents:****Convention interprovinciale  
du travail**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et le ministre fédéral du Travail, relative aux représentants de notre province à la convention interprovinciale du travail qui sera tenue prochainement à Ottawa. Il veut savoir si le gouvernement provincial a quelques renseignements à donner au sujet de ces représentants. Il demande aussi au ministre du Travail si les unions ouvrières catholiques ont été invitées à cette conférence.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dit que cette convention ne concerne que le gouvernement fédéral, mais cependant la province a un représentant dans la personne de monsieur Guyon, sous-ministre du Travail. Il ajoute qu'il a appris que les internationaux seront représentés par M. Gustave Francq. Quant aux unions nationales, elles ont dû être invitées comme les autres unions. Je n'en sais rien officiellement.

La proposition est adoptée.

**Ingénieurs civils**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 167 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Élections municipales**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 amendement le Code municipal de Québec relativement aux élections municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxes sur les corporations, compagnies,  
personnes, raisons sociales et  
associations commerciales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 246 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et association commerciales.

Adopté.

**Honoraires des  
officiers de justice**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 250 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux honoraires de certains officiers de justice.

Adopté.

**Magistrats de district**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 49 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

Adopté.

**Jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 233 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés.

Adopté.



### **Commission des services d'utilité publique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 17 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose un amendement à l'article 1, paragraphe 741g, lequel prévoit qu'aucune compagnie ne peut ériger une ligne de poteaux pour porter les fils ou pour d'autres fins dans une rue sur laquelle une ligne de poteaux existe déjà sans l'approbation de la Commission, et ce dernier organisme peut forcer les compagnies à installer leurs fils sur les mêmes poteaux, si une demande en ce sens est faite par une municipalité ou une compagnie<sup>1</sup>.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Chemins de grande communication**

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité général, d'un projet de résolutions relatives au bill 36 amendement la loi des bons chemins, 1912, et la loi relative aux chemins de grande communication.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi des

bons chemins, 1912, mais que ces emprunts ne puissent excéder, en totalité, tant en vertu de ladite loi qu'en vertu de la loi 2 George V, chapitre 23, section 1, la somme de trente millions de piastres.

Adopté.

2. Que l'intérêt payable sur les emprunts mentionnés dans la section 7 de la loi 3 George V, chapitre 21, soit fixé à un taux n'excédant pas six pour cent par année.

Adopté.

3. Que les dépenses encourues par le ministre de la Voirie pour la mise à exécution de la loi 8 George V, chapitre 11, soient payées par le trésorier de la province, sur le certificat du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, à même les fonds disponibles en vertu des sections 6, 7 et 8 de la loi des bons chemins, 1912, et de ses amendements.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 36 amendement la loi des bons chemins, 1912, et la loi relative aux chemins de grande communication.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Produits laitiers**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 241 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet de cette loi est d'empêcher certains fabricants de construire des fromageries ou des beurrieres à des endroits où il y en a déjà d'établies, attendu que cela est de nature à nuire à l'industrie du beurre et du fromage.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soutient qu'il s'agit d'une entrave au commerce. Il voit là un autre pas vers la centralisation. Il craint que cela n'ouvre la porte à certains abus où la politique pourrait avoir trop souvent son mot à dire.

Il affirme qu'il ne s'agit que de camouflage politique sous lequel des amis du gouvernement ou des partisans du gouvernement se verraient donner le droit d'opérer des fromageries ou des beurrieres, que, dans plusieurs cas, des opérateurs de fromageries et de beurrieres ont été embêtés par le département en raison de leur allégeance politique. Il suggère qu'il serait plus juste de laisser toute la question entre les mains de l'Association laitière du Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) soutient qu'il n'y a pas de motivation politique ou autre derrière ceci. Le but est simplement de protéger l'industrie et de prévenir l'établissement d'un trop grand nombre d'usines dans un district, rendant difficile pour elles d'opérer efficacement en raison d'un manque d'approvisionnements.

Il somme le chef de l'opposition de lui citer un cas où l'ingérence politique a nui à l'industrie laitière sous le présent gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer qu'il ne faut pas penser seulement à aujourd'hui, mais à l'avenir. Qui sait si les ministres qui viendront après le ministre actuel n'abuseront pas de cette loi?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) rassure le chef de l'opposition en disant qu'il ne craint pas pareille chose.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Président de la Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative à la pension du président de la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose qu'en vertu de la loi basée sur la présente résolution, les articles 3278, 3279, 3280, 3280a et 3281 des statuts refondus, 1909, concernant la pension des juges des sessions s'appliquent, *mutatis mutandis*, au président de la Commission des services publics de Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme le gouvernement a de la sollicitude pour les fonctionnaires qui ont de gros traitements et, pendant ce temps-là, les petits fonctionnaires attendent toujours que l'on trouve de l'argent pour améliorer leur sort.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension du président de la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Palais de justice de Montréal**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** met le gouvernement en garde contre le danger de ces constructions. Il ne faut pas remonter bien loin en arrière, dit-il, pour constater que certaines constructions que l'on devait faire au coût de \$800,000 ont fini par coûter \$4,000,000. C'est l'histoire de la prison de Bordeaux.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** explique que ce projet a été longuement mûri et que son exécution ne coûtera pas plus que \$2,000,000. Cette annexe sera construite à l'endroit aujourd'hui occupé par le bloc Pérodeau, compris entre les rues Notre-Dame, Saint-Gabriel et Saint-Jacques.

Il propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire une annexe au palais de justice de Montréal, à un coût, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, n'excédant pas \$2,000,000.

Adopté.

2. Que, dans le but de se procurer les terrains requis pour la construction de cet édifice, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles compris entre les rues Notre-Dame Est, Saint-Vincent, Sainte-Thérèse et Saint-Gabriel et tous droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées et autres droits quelconques affectant ces immeubles.

Adopté.

3. Que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soit soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais que l'arbitre unique soit la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

4. Que le coût de construction de cette annexe ne soit pas imputable au fonds du revenus consolidé de la province, mais que le trésorier de la province puisse, de temps à autre, avancer et payer, à même les deniers publics, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour les acquisitions de terrains et pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de cette construction, et que ces avances soient remboursées à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé, aux fins de faire ces acquisitions et de rencontrer le coût de la construction de cette annexe, en tout ou en partie, à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout \$2,000,000, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et dont l'intérêt et le principal seront imputables au fonds spécial ci-après mentionné.

Adopté.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites soient émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et soient faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indiquera.

Adopté.

6. Que l'intérêt et le principal desdites obligations ou rentes inscrites soient payés à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112, mais que, si ces fonds deviennent en quelque temps que ce soit insuffisants pour payer l'intérêt semi-annuel, ou le principal desdites obligations ou rentes inscrites à leur échéance, le trésorier de la province puisse avancer, à même les deniers publics non autrement affectés, les montants requis pour payer cet intérêt et ce principal; et que ces avances doivent être considérées comme une charge sur lesdits fonds, jusqu'à ce qu'elles soient remboursées au Trésor avec intérêt au taux de quatre pour cent par année.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 244 concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

#### **Officiers de justice, traitement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 concernant le traitement de certains officiers de justice.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que l'article 3494 des statuts refondus, 1909, soit amendé, de façon qu'il soit payé au protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec une somme n'excédant pas quatre mille piastres annuellement et au protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal une somme n'excédant pas cinq mille piastres annuellement.

Il fait remarquer que les salaires des protonotaires n'avaient pas été augmentés depuis 15 ans.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande à ce sujet s'il ne pourrait pas y avoir de ces augmentations pour les shérifs de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans quelques jours, je présenterai une mesure pour augmenter substantiellement le salaire des shérifs.

Il explique que c'est une augmentation de \$750 pour la première année. La deuxième année, il y aura augmentation jusqu'à concurrence de \$1,000.

Le bill augmente aussi l'échelle des frais payables aux shérifs sur la vente de propriétés par eux ou par les curateurs ou les liquidateurs de 2.5 %.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** n'y voit pas beaucoup d'objection, mais il voterait cela avec beaucoup plus d'enthousiasme si le gouvernement avait voulu consentir à augmenter les salaires de tous les employés civils.

Je ne vois pas pourquoi M. Hibbard, en tant que président de la Commission des services publics, aura une augmentation et une pension à vie alors que les employés moyens n'auront rien du tout, et alors que nous apprenons du gouvernement qu'il n'y a pas assez de fonds pour garantir une augmentation aux employés civils ordinaires qui bûchent à un salaire qui, pour la majorité, ne correspond pas à celui du nettoyeur de rues. Il affirme que toute augmentation pour les employés civils devrait commencer par le bas et non par le haut, surtout en ce qui concerne M. Hibbard, président de la Commission des services publics. Il dit que M. Hibbard peut continuer à pratiquer le droit et que, après l'augmentation qu'il s'est vu octroyer par une autre résolution, il n'y a aucune raison pour laquelle toute la sollicitude du gouvernement devrait aller à un seul homme alors qu'il y a tant d'employés du gouvernement qui sont au bord de la famine. C'est drôle, dit-il, que le gouvernement trouve le moyen d'augmenter les gros salaires et qu'il nous disait, il y a quelques jours, qu'il ne peut rien faire pour les petits salariés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que, s'il veut discuter la question des salaires, il pourra attendre lors de la votation des crédits du département du procureur général. Il se fera alors un plaisir de lui démontrer que les salaires des autres employés du palais de justice ont été augmentés depuis 15 ans par un pourcentage bien plus considérable que celui des salaires des protonotaires. Les renseignements qu'il fournira surprendront le chef de l'opposition.

Il croit qu'une augmentation de 20 % à 25 % pour ces officiers de haut rang n'est pas trop élevée. Depuis quelques années, le travail des protonotaires a beaucoup augmenté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 48 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909,

relativement au traitement de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Énergie hydraulique, expropriation de terrains**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 240 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains pour l'exploitation des forces hydrauliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 38 concernant le directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique, avec un traitement n'excédant pas cinq mille piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Que les mots "hôpitaux d'aliénés" et "assistance publique" comprennent les asiles d'aliénés, les écoles de réforme et d'industrie, et toutes autres institutions quelconques qui reçoivent, gardent, soignent ou hospitalisent des malades, des indigents, des orphelins, des délinquants et qui ont un contrat avec le gouvernement.

Adopté.

3. Que le directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique exerce les fonctions qui lui seront attribuées, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

4. Qu'il soit payé au directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique, pour frais de voyage, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de six piastres par jour, y compris les jours nécessairement occupés par le déplacement, aller et retour, de l'endroit de sa résidence; et que l'état de ces frais soit accompagné d'un certificat établissant le nombre de jours pour lesquels il a le droit de faire la demande de paiement.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 38 concernant le directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, que le bill 38 concernant le directeur médical des

hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Il ne s'agit que de changements de peu d'importance dans le texte de la loi relative à ce sujet. Il n'y a rien de changé dans le principe de la loi. Le surintendant général des asiles sera désormais connu sous le nom de "directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique". La juridiction du directeur s'étendra aux écoles de réforme et d'industrie, enfin à tous les hôpitaux ou maisons de réforme qui ont des contrats avec le gouvernement.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont sur la rivière Batiscan**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 243 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan, pour compléter la route Montréal-Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il soit loisible au gouvernement de cette province de faire construire un pont sur la rivière Batiscan, vis-à-vis les points les plus rapprochés possible des extrémités, des deux côtés de la rivière, de la route Montréal-Québec, avec tous les approches, culées et travaux nécessaires, à un prix n'excédant pas \$225,000.

Adopté.

2. Que le gouvernement soit autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées, ou droits quelconques pour les culées, approches ou autres travaux nécessaires; et que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par les présentes résolutions soit soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais que l'arbitre unique soit la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

3. Que, pour payer la construction du pont et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions visées par les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne doivent pas excéder la somme de \$225,000.

Adopté.

4. Que ces obligations ou rentes inscrites soient émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et soient faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, puisse aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

6. Qu'il puisse être perçu et prélevé des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnés dans la résolution 2, ainsi que le coût de construction dudit pont; et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire, amender et remplacer un tarif des taux de péage exigibles de tous les conducteurs de véhicules-moteurs, pourvu qu'aucun tel taux de péage ne soit perçu:

a. Des habitants de la paroisse de Batiscan;

b. Des cultivateurs transportant au moyen de voitures ou autres véhicules, sauf les véhicules-

moteurs, les produits de la ferme ainsi que tous les objets nécessaires à la culture de la ferme ou l'entretien de leurs familles, ou revenant après avoir fait tels transports.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 243 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan, pour compléter la route Montréal-Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

---

#### **NOTE**

1. Le *Montreal Star* ajoute, au sujet de cette clause, qu'elle a été insérée afin de satisfaire la volonté de Montréal qui a cherché à prendre le contrôle des poteaux dans la ville pour en éliminer la majorité.





Séance du mardi 10 février 1920

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 95 décrétant l'expropriation, par la cité de Montréal, de certains lots appartenant à Jean-Baptiste Brouillette, de Montréal, et fixant les conditions de telles expropriations, ainsi que certains changements à faire au cadastre au sujet de ces lots, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire.

**Palais de justice  
de Montréal**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnies  
et corporations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant certaines compagnies et corporations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire amender, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, ainsi qu'à l'occasion de tout acte qui devra être fait par le secrétaire de la province, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque en vertu de la première partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions; que, s'il le juge à propos, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse graduer ce tarif des droits suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ou les autres caractères qu'elle présente; que les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées en vertu de la première partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne soient livrées qu'après que tous les droits exigibles auront été dûment payés; et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse également prescrire de temps à autre la manière dont les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires seront enregistrées, et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la première partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire amender, remplacer ou abroger des tarifs de droits et honoraires payables lors de l'accomplissement de tout acte qui devra être fait par le secrétaire de la province, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la deuxième partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse également, de temps à autre, prescrire et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la deuxième partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions; et que les

actes qui doivent être faits par le secrétaire de la province ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la deuxième partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne le soient qu'après que tous les droits exigibles auront été dûment payés.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire amender, remplacer ou abroger des tarifs de droits et honoraires payables lors de l'accomplissement de tout acte qui doit être fait par le secrétaire de la province, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la troisième partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse également, de temps à autre, prescrire et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la troisième partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions; et que les actes qui doivent être faits par le secrétaire de la province ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la troisième partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne le soient qu'après que tous les droits exigibles auront été dûment payés.

Adopté.

4. Que les frais d'inspection des affaires d'une compagnie ou d'une corporation, faite en vertu des dispositions des articles 6030, 6071*a* et 6088*c* des statuts refondus, 1909, tels qu'édictees par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soient à la charge du requérant, à moins que le secrétaire de la province n'ordonne qu'ils soient à la charge de la compagnie ou de la corporation dont les affaires ont été ainsi inspectées.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 15 concernant certaines compagnies et corporations.

#### **Terres publiques et bois et forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: Que toutes les dépenses de la Commission de géographie de Québec, qui sera créée en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution pour l'accomplissement des devoirs qui lui seront assignés, soient payées à même le fonds consolidé du revenu, après leur approbation par le ministre des Terres et Forêts.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Honoraires des officiers de justice**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 250 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux honoraires de certains officiers de justice.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que les exécutions sur lesquelles les shérifs sont autorisés à charger une commission ou rémunération de 2.5 % comprennent les ventes d'immeubles faites par les curateurs aux cessions de biens nommés suivant l'article 868 du Code de procédure civile ou par les liquidateurs suivant les articles 7552 et suivants des statuts refondus, 1909, et que ces curateurs et liquidateurs soient tenus de charger telle commission pour le compte du shérif et de lui en faire remise.

Adopté.

2. Que la commission de 2.5 % que le shérif est autorisé à charger et retenir sur les ventes d'immeubles faites par lui ou par les curateurs et les liquidateurs soit calculée sur le montant réalisé par la vente, pourvu que la somme d'argent perçue excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, et sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale si cette somme n'excède pas ce montant ou s'il n'y a pas d'hypothèque; et que, néanmoins, si le montant réalisé par la vente de l'immeuble, bien que n'étant pas de la totalité de la première hypothèque, est plus élevé que la moitié de l'évaluation municipale, la commission soit prélevée sur le montant réalisé.

Adopté.

3. Que nul transport de biens ou de droits immobiliers fait par un curateur ou un liquidateur, comme susdit, ne sera valide et ne constituera un titre, si la commission ou rémunération payable au shérif en vertu de l'article 3492 des statuts refondus, 1909, n'a pas été payée, et que le registrateur de toute division d'enregistrement devra refuser d'enregistrer

tel transport à moins que la personne qui requerra l'enregistrement du titre ne produise, pour y être gardé en dépôt, un certificat du shérif du district dans lequel est situé l'immeuble affecté, à l'effet que la commission ou rémunération ci-dessus lui a été payée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que la position de shérif est bien nécessaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a été souvent question de fusionner la position de shérif avec celle de protonotaire, mais je crois que la position de shérif est très importante, qu'elle est nécessaire à l'administration de la justice.

Il a l'intention de faire donner une commission au shérif pour les ventes d'immeubles faites par lui ou le curateur d'une faillite.

**M. Renaud (Laval):** Quelle commission donnerez-vous?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Deux et demi pour cent.

**M. Renaud (Laval):** Alors, ce sera deux commissions que les créanciers auront à payer, la commission du curateur et celle du shérif. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on augmente les salaires des shérifs si leur salaire n'est pas suffisant, mais on l'augmente aux dépens des créanciers.

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que vous paierez une commission dans les faillites judiciaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 250 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux honoraires de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Emprunts spéciaux

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 247 pourvoyant à certains emprunts spéciaux à courte échéance pour diverses fins.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts qui ne devront pas excéder, en totalité, la somme de vingt millions de piastres.

Adopté.

2. Que ledit emprunt ou lesdits emprunts puissent être effectués au moyen d'obligations ou rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas 15 ans et à un taux d'intérêt ne dépassant pas 6 % par année, faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et payables en la manière et aux endroits qu'il indiquera.

Adopté.

3. Que le produit dudit emprunt ou desdits emprunts doive être employé: (a) au paiement des emprunts temporaires s'élevant à dix millions de piastres, autorisés par la section 1 de la loi 5 George V, chapitre 2, au fur et à mesure qu'ils deviendront dus; (b) à rembourser au fonds consolidé du revenu les avances qui ont été faites ou qui pourront être faites à l'avenir à même ce fonds par le trésorier de la province, de temps à autre, pour

exécuter les travaux autorisés par les lois 2 George V, chapitre 23, et 3 George V, chapitre 21, telles qu'amendées par les lois 4 George V, chapitre 19, 5 George V, chapitre 3, 7 George V, chapitre 9, 9 George V, chapitre 6, et 10 George V, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill 36); (c) à faire des avances pour les fins de colonisation visées par la loi 10 George V, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill 37) en attendant que l'emprunt qui a été autorisé par cette dernière ait été fait.

Adopté.

4. Que le produit de tous emprunts permanents qui pourront être faits à l'avenir, en vertu des lois ci-dessus mentionnées, doive être employé, tout d'abord, au rachat des emprunts spéciaux autorisés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Il explique que la situation monétaire est telle que, pour une courte période, le gouvernement veut être autorisé à négocier les emprunts que le lieutenant-gouverneur en conseil décidera afin de pouvoir faire face à des échéances, afin d'éteindre des parties de la dette et, enfin, pour négocier les emprunts nécessaires à l'exécution de la politique de colonisation que le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) a si habilement énoncée à la Chambre la semaine dernière.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 247 pourvoyant à certains emprunts spéciaux à courte échéance pour diverses fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Taxes sur les corporations, compagnies,  
personnes, raisons sociales et  
associations commerciales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que, par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les articles 1345 à 1359 inclusivement des statuts refondus, 1909, soient interprétés de manière à assujettir au paiement de la taxe exigible en vertu desdits articles toutes les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations y mentionnées quoique leurs opérations ne soient pas d'une nature strictement commerciale.

Adopté.

2. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions s'applique à toutes les taxes qui seront dues et exigibles à l'avenir sous l'empire des dispositions de la section dix-huitième du chapitre quatrième du titre quatrième des statuts refondus, 1909 (articles 1345 à 1359 inclusivement), ainsi qu'à toutes les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations ayant fait affaire dans cette province avant l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de la même manière et avec le même effet que si ladite loi avait alors été en vigueur.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi  
des accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les ouvriers vont demander au gouvernement d'augmenter l'indemnité de \$2,500 et \$3,000. Je ne crois pas qu'il y ait objection de la part du patron, et le but de cette loi est de porter à \$3,000 le montant de l'indemnité.

**M. Cannon (Québec-Centre):** On pourrait peut-être spécifier dans la loi que, lorsque l'ouvrier qui est victime d'un accident n'est pas le principal soutien de sa famille, l'indemnité devrait être moins considérable. C'est un juge de la Cour supérieure qui m'a fait remarquer cela.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La loi est bonne, à mon avis. Elle est meilleure que celles des autres provinces, elle est facile d'application et ne laisse pas trop de discrétion au juge. Je crois que nous ne devrions pas la changer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette loi rencontre-t-elle l'approbation du Conseil des métiers et du travail et du Conseil national des ouvriers?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je suis convaincu que oui. M. Francq est à Québec en ce moment et nul doute que ce projet rencontrera l'assentiment de la classe ouvrière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas cela que je demande au ministre. Les ouvriers nous envoient tous les ans des délégations. On leur promet beaucoup de choses. Je veux savoir si le ministre a l'approbation des ouvriers.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le gouvernement ne soumet pas ses projets de loi aux ouvriers, mais je puis rassurer la conscience de l'honorable chef de l'opposition. S'il vote pour ce projet, il n'aura aucun reproche des ouvriers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre est plus avocat que ministre du Travail. Il dit que M. Francq, représentant des ouvriers, est à Québec. Lui a-t-il soumis ce projet?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, nous en avons causé ensemble.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et M. Francq l'a approuvé?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien, c'est ce que je voulais savoir.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Des dispositions devraient être prises afin que les hôpitaux qui s'occupent des ouvriers blessés aient le pouvoir de charger deux dollars par jour pour ce faire, que ce soit à l'ouvrier ou à l'employeur.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Dans la majorité des cas, l'employeur envoie son

employé à l'hôpital et devient responsable des coûts de traitement<sup>1</sup>.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **École des hautes études commerciales**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Notre but est d'intéresser les hommes d'affaires à l'œuvre que poursuit cette école et aux étudiants qui en sortent en les invitant à faire partie de ce conseil d'honneur.

**M. Beaudry (Verchères):** Adopté, adopté.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montréal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** 47<sup>2</sup>.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose un amendement, biffé par le comité permanent des bills privés, par lequel une surtaxe de 1 % est imposée pour les travaux de la Montréal Water and Power Company dans les rues ou ruelles publiques.

L'amendement est adopté.

**M. Lacombe (Montréal-Dorion)** propose un amendement à l'article inséré, au comité des bills privés, par lequel l'ex-chef de police, Olivier Campeau, devrait recevoir de la cité une pension représentant les trois quarts de son salaire. L'amendement autorise la cité à payer à M. Campeau une pension qui ne devrait pas excéder la moitié de son salaire, et ne devrait de toute façon pas excéder \$2,500 par année, à partir de la date où celui-ci prend sa retraite.

L'amendement est adopté.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose un amendement afin de permettre à la Chambre d'annuler la clause insérée par le comité qui réduit la taxation spéciale de Maisonneuve de 50 cents, soutenant qu'aucune raison ne justifie le fait que la taxe qui a été convenue il y a de cela quelques années par la Législature, comme condition d'annexion, soit changée.

**M. Reed (L'Assomption)** défend la réduction.

L'amendement est rejeté sur division.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose un amendement par lequel le règlement municipal autorisant la cité à contracter avec la Montreal Abattoir Company relativement à l'enlèvement de la charogne, des restes des animaux et autres aliments malsains est régulier et conforme. Un doute a été soulevé quant à savoir si, selon le règlement municipal, le pouvoir de contracter existait.

L'amendement est adopté.

**M. le président (M. Laferté, Drummond)** propose l'adoption de l'article 23.

"23. Nonobstant toute disposition à ce contraire, il n'y aura pas d'élection générale pour les charges de maire et d'échevin de la cité de Montréal en 1920, et le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonction, ainsi que de tout remplaçant qui pourra être nommé en vertu de la loi pour remplir une vacance qui se produira parmi eux, se terminera le premier avril 1922."

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** déclare que la majorité des électeurs de la cité de Montréal sont opposés à la prolongation du terme du maire et des échevins et réclament le droit de se prononcer sur le choix de leurs représentants au conseil.

J'approuve entièrement le projet de loi en ce qui concerne la commission nommée par le premier ministre qui préparera la nouvelle charte de Montréal.

Il se dit satisfait du travail accompli jusqu'ici, depuis deux ans, par la Commission administrative de Montréal. La Commission administrative, le public ne le sait pas, a fait beaucoup pour Montréal. Cette Commission a relevé les finances de la cité de Montréal et a réussi à administrer la métropole sans contracter de nouvelle dette.

Le désir n'a pas été exprimé de mettre un terme à leur travail tant que le délai de quatre ans pour lequel ils ont été nommés ait expiré. Il croit que la population doit être consultée, mais le bill ne prévoit aucune disposition quant à la volonté populaire. Le maire ainsi qu'une vingtaine de conseillers municipaux ont passé plus d'une semaine à Québec, et il est résulté de ce lobbying une prolongation de la durée de leur service.

Ont-ils réalisé l'ampleur de leurs responsabilités? Je l'ignore.

Voter pour cette clause équivaldrait à réélire le maire et le conseil de Montréal pour deux ans. Voilà pour moi une chose que je ne peux pas plus accepter ici que je l'ai acceptée au comité des bills privés.

Depuis 1910, voilà trois fois que les citoyens de Montréal viennent devant la Législature pour lui demander de changer le système de gouvernement afin de sauver leur ville de la banqueroute. J'ai approuvé le premier ministre quand il s'est rendu chaque fois aux désirs des citoyens de Montréal.

Eh bien, qu'ont fait pendant ce temps le maire et les échevins depuis qu'ils ont été élus lors des dernières élections municipales? Ils ont dénoncé le premier ministre, ils ont dénoncé la Législature pour avoir créé cette Commission administrative et ils ont combattu la Commission dans tout ce qu'elle voulait faire. Ils n'ont jamais cessé de blâmer la Législature de s'ingérer dans le mode d'administration de Montréal et de s'en faire du capital politique devant leurs électeurs.

Le maire et les échevins ont soulevé la population de Montréal au point que nous avons eu des difficultés à nous faire élire, aux dernières élections, comme francs libéraux, tant la population de Montréal était montée contre le gouvernement parce qu'il avait créé cette Commission administrative.

Ils sont rares, les libéraux qui, en cette Chambre, peuvent dire qu'ils ont été élus députés de Montréal en se disant partisans du gouvernement et de la Commission administrative. Quant à lui, il s'est présenté comme franc libéral. Il a été élu, mais ce n'est pas pour favoriser une mesure aussi antilibérale que celle qui est maintenant devant la Chambre.

Il dit que le conseil de ville n'a pas exercé les privilèges que lui conférait la loi constituant la Commission administrative, dont il pouvait approuver ou désapprouver les décisions par un vote des trois quarts.

Les échevins ne veulent pas de cette prolongation. Il cite les opinions recueillies par un journal de tous les échevins: Dixon, Filion, Sansregret, Dubeau, Tremblay, Grealman et Reubenstein. Tous sauf M. Dubeau se prononcent carrément contre la prolongation.

Il cite également le maire de Montréal, qui a dit: "C'est la même chose pour moi, alors que je me prépare pour une prochaine élection, que je devrais remporter."

Il prétend que le gouvernement impose une prolongation de terme à des citoyens qui sont anxieux de se prononcer sur d'autres représentants, et sur des représentants qui ne désirent justement pas d'une prolongation de terme. Les conseillers municipaux de Montréal continuent de donner la responsabilité du gouvernement municipal à la Législature de Québec, et les législateurs en assument trop en imposant ainsi à Montréal le maire et les conseillers municipaux actuels.

Vous le voyez, M. le président, ils se préparent à crier au peuple: "Ce n'est pas nous qui avons empêché le peuple de nous juger, c'est Québec qui nous a réélus."

M. le président, le premier ministre a essayé de faire quelque chose pour améliorer le sort de Montréal; les échevins l'ont dénoncé. Aujourd'hui, pour ce qu'il croit être l'intérêt de Montréal, il propose de prolonger leur terme. Ils vont lui tirer dans le dos.

Il montre quelques-unes des graves erreurs d'administration des échevins, il dit qu'il prend cette attitude pour rester fidèle à ses engagements. Si je votais pour un pareil projet, je ne pourrais pas me montrer devant 25 électeurs de ma division. Mais il y a d'autres raisons pour lesquelles je ne peux pas approuver ce projet. C'est que je suis fier d'être libéral et que je crois que cette proposition est antilibérale puisqu'elle viole les droits des libres électeurs de Montréal.

En s'opposant à cette proposition, il ne veut pas condamner le gouvernement, sachant que ce n'est pas une mesure ministérielle. Il sait aussi ce à quoi le premier ministre et le gouvernement s'exposent avec cette mesure. Mais il veut, lui, libéral, agir selon les principes libéraux qui ont toujours dirigé sa conduite. Il est d'ailleurs convaincu que, si l'on met de côté la question de la prolongation du terme des échevins et

du maire, le projet de loi est fait dans le but de donner à Montréal l'autonomie à laquelle elle a droit.

Il parle aussi de la loi sur le pavage et des registres de la Commission administrative, prétendant que la Commission n'a pas travaillé dans l'intérêt du contribuable.

Il croit qu'il serait dans l'intérêt de tous qu'il y ait des élections en avril prochain.

Je propose en amendement au projet que nous avons devant nous que le terme du maire et des échevins ne soit pas prolongé.

**M. Lacombe (Montréal-Dorion)** félicite le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) des grosses vérités qu'il a dites, mais il est pour le projet. D'après lui, c'est la seule chose qui pourrait guérir Montréal de ses multiples maux.

Il a fait son élection en prêchant l'autonomie de Montréal. Tous les citoyens désirent cette autonomie et il est heureux de constater que le projet de loi la garantit. À son point de vue, le projet soumis par le gouvernement devrait satisfaire tous les députés et les citoyens de Montréal.

Le premier ministre, lors de la dernière campagne électorale, avait promis de donner à Montréal le projet d'administration que les citoyens désiraient. Aujourd'hui, il leur dit: Choisissez-vous, parmi les associations les plus en vue et qui représentent toutes les catégories de la population de Montréal, 16 hommes qui prépareront le mode d'administration dont Montréal a besoin. Ils prépareront une charte ou constitution qui servira de guide pour les nouveaux administrateurs. Ces 16 hommes qui formeront la commission de la charte de Montréal seront choisis parmi les associations suivantes:

Deux de la Chambre de commerce  
Deux du Board of Trade  
Deux du conseil de ville  
Deux du Conseil central des métiers et du travail  
Deux des unions nationales ouvrières  
Deux des ligues des locataires  
Deux des ligues des propriétaires  
Deux de la Commission administrative de Montréal.

Peut-on trouver un projet plus démocrate que cela? Je dis que non et toute la population de Montréal est satisfaite de cette partie du projet.

Maintenant, on critique la prolongation du terme des échevins et du maire. Ont-ils bien compris le projet? Une partie, non, et avec un peu d'explications, ils approuvent l'attitude du



gouvernement sur cette question; d'autres que j'ai rencontrés m'ont dit: La position que tu as prise n'est pas populaire, mais c'est la position qu'un homme juste et qui a réellement l'intérêt public à cœur devrait prendre dans les circonstances; et d'autres, qui n'ont que l'esprit de critique dans la tête, n'ont aucune suggestion à faire et ne veulent rien accepter. Critiquer est facile, administrer pour satisfaire tout le monde, c'est chose impossible.

M. l'Orateur, en principe, je suis contre la prolongation du terme des échevins et du maire. Je l'ai dit au comité l'autre jour et le redis aujourd'hui, mais sachant que la commission de la charte de Montréal est obligée de faire rapport pour le 1<sup>er</sup> janvier 1921 et, dans ce rapport, la date des prochaines élections y sera fixée par la Commission, ce qui veut dire qu'il y aura élection l'année prochaine.

Par conséquent, des élections cette année veulent dire conserver le même mode d'administration des deux autres années; être pour le projet de loi tel que présenté veut dire l'autonomie de Montréal dans le cours de l'année prochaine.

Comme je suis en faveur que Montréal conduise sa barque elle-même dans le délai le plus rapproché possible, et que des élections pour les échevins et le maire de Montréal avec pas plus de pouvoirs qu'ils en ont n'amélioreront aucunement la situation, au contraire, ça obligerait la nouvelle Commission à garder l'administration actuelle encore deux ans, chose que je ne veux pas et, à part ça, causer une dépense de \$55,000 à la ville inutilement...

Je me déclare en faveur du projet, préférant l'intérêt de la cité de Montréal plutôt que la popularité que je pourrais obtenir en étant contre. Je suis certain que mes amis les ouvriers de Montréal ainsi que les électeurs de mon comté sauront apprécier la position que j'ai prise lorsqu'ils auront pris connaissance du projet comme il le faut.

Je le répète, je suis en faveur du projet parce que je sais que, l'an prochain, il y aura des élections pour mettre en force le nouveau mode d'administration. Et l'année prochaine, quel que sera le rapport ou les rapports, car il peut se faire qu'il y ait rapport de minorité, je serai pour qu'il prenne effet immédiatement ou pour que le peuple se prononce par voix de référendum s'il y un rapport de minorité.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)**<sup>3</sup> est pour le projet. Je ne partage pas les principes de mon collègue de Saint-Jacques (M. Vautrin), dit-il, car je connais les échevins de Montréal depuis quatre ans

et je puis dire que ce sont d'honnêtes citoyens. Il ne veut pas qu'on dise que les échevins n'ont pas fait leur devoir.

Il explique au député de Saint-Jacques les circonstances auxquelles ce dernier fit allusion quand il reprocha au conseil de ville de n'avoir pas usé de son droit de désapprouver certains rapports de la Commission administrative. C'était à l'époque des vacances et six rapports furent adoptés automatiquement du fait que les échevins ne les avaient pas considérés dans le délai prescrit; aucune convocation d'assemblée ne fut jugée nécessaire dans cette période.

Il est contre la prolongation du terme d'office du maire et des échevins de Montréal. Il se déclare en faveur de la nomination d'une commission qui préparera un nouveau système d'administration pour Montréal. Mais, d'après lui, la prolongation du terme de la mairie est une considération secondaire.

Il croit que l'on aurait dû adopter la proposition du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et ne prolonger le terme du maire que d'un an afin que, après la réception du rapport de la Commission, il soit loisible à la Législature d'imposer une autre forme de gouvernement, si désiré.

Il sait que 75 % de la population est contre la prolongation du terme du maire et des échevins et pour l'abolition de la Commission administrative. Il dit que ce qu'ils voulaient, eux, les échevins, c'était l'abolition de la Commission administrative. Il a été élu, lui, aussi bon libéral que les autres avec ce programme contre cette même Commission. Il croit que la commission proposée dans le projet de loi conduira à l'autonomie de Montréal.

Il parle de la question des pavages. Il dit que la Législature a eu raison de rappeler l'ancienne loi des pavages, car il ne reste à faire que 35 % des pavages, et cela dans les quartiers excentriques. Il n'est pas juste que les citoyens soient appelés à payer. Sur cette question, il diffère d'opinion avec le député de Saint-Jacques.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** est pour le projet. Il a consulté ses électeurs vendredi dernier et, quoi qu'en dise *La Presse*, dit-il, l'assemblée était très représentative et a adopté une résolution approuvant le projet de loi. Devant ce désir de mes électeurs, je voterai pour le projet. Il se dit l'interprète de la grande majorité des contribuables de Montréal en approuvant le projet de loi. Il l'accepte avec plaisir. Il ajoute que le projet de loi constitue pour Montréal la plus belle perspective d'autonomie qu'elle ait jamais eue.

**M. Laurendeau (Maisonnette):** M. le président, quand je suis arrivé à Montréal vendredi, mes amis les ouvriers sont venus me trouver et m'ont dit: Laurendeau, tu es un homme, tu as tenu ta parole.

Ma parole, je la tiendrai encore et je voterai contre ce projet, qui enlève aux citoyens de Montréal le droit de choisir eux-mêmes leurs administrateurs en prolongeant le terme du maire et des échevins. Il s'en tient aux promesses qu'il a faites à ses électeurs.

Il est en faveur de la nomination de la commission. On aurait pu nommer, bien des années avant cela, une commission pour étudier un nouveau mode de gouvernement pour Montréal.

**M. Renaud (Laval):** Comme représentant d'une division qui comprend une partie de la ville de Montréal, fidèle à l'attitude que j'ai prise au cours des élections, je dois déclarer que je voterai contre la prolongation du terme du maire et des échevins de Montréal.

Je n'ai pas eu l'avantage, comme mon ami le député de Saint-Jacques (M. Vautrin), de me présenter comme libéral. Aujourd'hui, il suffit de se dire libéral pour que n'importe qui soit élu. J'ai su conquérir le comté de Laval.

M. le président, je me suis fait élire, aux dernières élections, sans avoir besoin de me proclamer libéral, mais en adoptant la politique que prêchait alors le maire Martin, qui dénonçait la Commission administrative, qui dénonçait le gouvernement. Et c'est pour être fidèle à ma parole que je voterai contre ce projet. Si M. Martin a changé, moi, je reste ce que j'étais et je tiendrai ma promesse.

On n'a pas le droit, selon moi, de prolonger le terme du maire et des échevins. La population de Montréal s'attend à des élections au mois d'avril et je dis, M. le président, que nous n'avons pas le droit de les empêcher, ces élections. Quel que soit le mode d'administration que l'on propose pour Montréal, l'on n'a pas le droit de dire au peuple qu'il n'aura pas son mot à dire sur la question.

Ce que je veux, c'est l'autonomie complète pour la population de Montréal en ce qui regarde son droit de faire élire ses représentants, ce que dénie le bill. Et d'ailleurs, la Législature a refusé à des petites villes des privilèges semblables; pourquoi les accorderions-nous à la ville de Montréal, au mépris des droits des citoyens de la métropole?

M. le président, je voterai contre ce projet et je crois que je représenterai le sentiment des quatre cinquièmes de mes électeurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit regretter beaucoup que, suite à des circonstances incontrôlables, il n'ait pu être présent lorsque la mesure du gouvernement a été présentée devant le comité des bills privés.

J'ai été fort intéressé en écoutant les honorables députés qui ont parlé sur cette question. Le député de Saint-Jacques (M. Vautrin) s'est placé au-dessus des intérêts politiques. Il n'a envisagé que les intérêts de Montréal et il a pris une attitude que j'appellerai exemplaire.

J'ai écouté les remarques du député de Dorion (M. Lacombe), que je prenais pour un chef ouvrier avant tout. Il nous a dit qu'il favorisait le projet parce qu'il assurait à Montréal son autonomie. J'ai lu le projet et il n'est pas question d'autonomie. On a créé une commission, il est vrai. Mais on en a créé beaucoup de commissions.

Le premier ministre en a créé une pour Montréal. Comme elle ne peut plus fonctionner, on arrive, aux dernières heures de la session, et on nous propose la création d'une commission qui choisira un nouveau mode de gouvernement.

Quant à la création de la commission, je ne m'y oppose pas. Je ne peux comprendre pourquoi le gouvernement arrive à la dernière minute avec cet amendement. Mais pourquoi nous proposer tout ce projet à la dernière minute, quand le public n'en sait rien, quand le public n'est pas en mesure de se prononcer, car il n'a pas eu le temps de l'étudier? Le public a droit d'être informé à l'avance. La mesure a été présentée par un membre du Cabinet, mais elle ne dit pas si la Commission administrative va disparaître.

Et d'abord, le projet n'a-t-il pas pour but de protéger le règne de cette Commission administrative, qui a administré contre le gré de Montréal, et de permettre à cette Commission qui a soulevé toute la population de faire son temps? On essaie de calmer celui qui a tant attaqué le maire de Montréal en prolongeant son terme de maire pour deux ans. Nous comprenons que le maire de Montréal a approuvé le bill, mais nous ne savons pas ce que le maire dira demain. On dit que l'amendement permettra d'écarter le bolchevisme aux élections du mois d'avril prochain. C'est une histoire pour épouvanter les peureux. On a eu des élections il y a quelques mois et on n'a pas vu quelque bolchevisme que ce soit.

L'honorable député de Saint-Henri (M. Bédard) était contre le projet et, maintenant, il est pour. Chose étrange, tous les échevins qui ne sont pas députés de cette Chambre sont contre la

prolongation de leur terme et le député de Saint-Henri, lui, qui est échevin-député, est pour. Évidemment, on a parlé des dernières élections, du drapeau libéral, des promesses du premier ministre. Eh bien, le projet qui a été présenté au ministère en l'absence du premier ministre... et qu'il n'avait peut-être pas même vu...

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je l'avais vu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, ce projet est loin d'être conforme aux promesses du premier ministre. Il lit la déclaration faite par le premier ministre, au Monument national, pendant la dernière campagne électorale:

"Messieurs, nous sommes des démocrates, des démocrates tout court, par exemple, et nous sommes des libéraux, et des libéraux tout court. Si nous en sommes venus à la décision à laquelle nous nous sommes arrêtés quant au système administratif de Montréal, c'était pour nous rendre au vœu de la population de Montréal qui demandait la création d'une commission. Montréal a profité de l'avancement du Québec. Ayez confiance comme dans le passé et, en retour, nous donnerons à Montréal le système administratif qui assurera de la meilleure façon sa prospérité et son progrès. Le moyen, ce sera, dès la prochaine session de la Législature, de proposer et de faire adopter, comme nous croyons bien y réussir, ce système, et nous prendrons les moyens de savoir ce que le peuple de la métropole considère comme le meilleur système pour en arriver à la fin que nous avons tous à cœur." Voilà ce que disait le premier ministre.

Pour racheter sa promesse électorale du Monument national, le premier ministre devrait, à cette session, proposer un nouveau mode d'administration et le soumettre au peuple de Montréal aux élections municipales d'avril.

Le premier ministre fait tout le contraire. Il commence par étouffer la consultation électorale qui devait avoir lieu en avril, en vertu de la charte, et il propose de nommer une autre commission pour savoir si la première commission devra continuer son œuvre dans deux ans ou si un autre système serait préférable.

Et voilà encore une commission du gouvernement. Pourtant, les organes libéraux dénoncent le gouvernement d'Ottawa parce qu'il nomme des commissions. Le gouvernement de Québec n'est-il qu'une succursale du gouvernement d'Ottawa?

Que veut dire le projet du député de Terrebonne (l'honorable M. David)? Il veut dire à l'électorat de Montréal: Nous t'avons empêché d'élire les commissaires qui administrent ta ville. Aujourd'hui, nous t'empêchons de te choisir un maire et des échevins. Et qui nous dit cela? C'est un gouvernement libéral qui nous propose cela, c'est le ministre le plus libéral du cabinet.

Aujourd'hui, M. le président, l'honorable député qui a subi une métamorphose vient nous proposer de prolonger le terme de ce même maire qui lui refusait le droit de proposer une réforme de l'administration municipale de Montréal. Ce n'est pas la première fois que la Législature se substitue au peuple de Montréal pour nommer elle-même des administrateurs.

Le bill annuel de Montréal a toujours soulevé des débats très intéressants car, à chaque session, les intéressés, les contribuables, puis les "schemers" et les exploiters envahissent l'enceinte du comité des bills privés pour demander des privilèges ou pour protester contre des abus. Depuis trop longtemps, faut-il l'avouer, les exploiters, les spéculateurs ont obtenu des privilèges exorbitants au détriment des contribuables de Montréal. Mais la Législature n'est pas la seule responsable de cet état de choses déplorable. Les contribuables ont leur part de responsabilité, les uns n'ayant pas toujours su faire un choix judicieux de leurs administrateurs, les autres ayant, par indifférence ou mesquinerie, refusé de s'occuper des élections et du choix de leurs échevins. Il y a eu gâchis, abus de patronage, détournement, péculat, et le public montréalais demandait des réformes. On a changé de mode d'administration.

Un bureau de commissaires fut créé. Il était élu par le peuple "at large" et les échevins élus par quartiers. On proclama alors la nécessité de l'élection des commissaires par le peuple, pour être conforme à l'esprit de notre constitution, "no taxation without representation" - et pour qu'il ne soit pas dit que, sous le régime libéral, on a employé la politique Grit-tory des anciens jours de Craig et de Colborne. Le nouveau mode ne fonctionna pas bien à cause de la rivalité qui existait entre le conseil et le bureau des commissaires. Mais je crois que ce mode aurait fini par s'améliorer à la satisfaction générale. Les "schemers", les faiseurs de réformes revinrent encore à la Législature demander un changement. Les uns voulaient retourner à l'ancien système des échevins et des commissaires composé d'échevins élus par le peuple; les autres voulaient un changement, une commission indépendante, afin d'être à l'abri du patronage, source, disait-on, de tout le mal.

L'honorable député de Terrebonne (M. David) a été plus heureux au début de sa carrière. Un jour, en 1917, que nous étudions le bill de Montréal, il proposa un petit amendement pour créer une commission administrative. Le maire de Montréal protesta et s'écria: Monsieur, vous n'avez pas le droit de proposer cela. J'opposai moi-même le projet du député de Terrebonne et le premier ministre prit la parole et dit: L'honorable député ne devrait pas insister avec sa motion. On devait laisser au contribuable le temps d'examiner la question. C'était comme toujours aux derniers jours de la session que le jeune libéral-démocrate, mais député ministériel avant tout, essaya de couler sa proposition. Du moment que le premier ministre eut parlé, la proposition fut retirée.

L'année suivante, elle fut de nouveau présentée sous une forme plus arbitraire. On dépouillait les contribuables de leurs droits, on donnait à des commissaires choisis, non par les grands corps organisés de Montréal, mais par le gouvernement de Québec, un pouvoir absolu et l'on dépouillait de tous leurs droits les échevins élus par le peuple. M. Joseph Archambault, député de Verchères, pourrait trouver une forte ressemblance entre cette politique libérale d'aujourd'hui et celle des fameux gouverneurs d'autrefois dont il parlait avec véhémence au Club de Réforme.

Le gouvernement de Québec possède à son crédit des actes qui pourraient inspirer le farouche démocrate de Verchères pour de prochaines conférences.

Pour justifier la nomination de la commission, le chef du gouvernement disait: Montréal subit une crise administrative; on ne s'entend pas entre échevins et commissaires. Cet état de choses ne peut durer plus longtemps; les hommes d'affaires veulent un changement. Ce qu'il faut à Montréal pour rétablir l'équilibre et opérer les réformes demandées, c'est une commission composée d'hommes d'affaires, d'experts dans l'administration.

Il en est beaucoup qui, bien que désapprouvant l'abandon du grand principe constitutionnel pour lequel nos pères ont tant lutté après avoir tant souffert de l'oligarchie, crurent que ce régime pouvait être nécessaire comme intermède et pour remédier à l'état tant déploré.

Mais que fit le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple? Choisit-il des hommes compétents, des experts financiers, des maîtres administrateurs? Il nomma président M. Ernest Décary, cousin d'un ministre et notaire d'un autre ministre des plus importants, puis M. Charles Marclé,

ancien journaliste, député libéral à Ottawa pour un comté situé à 300 milles en bas de Québec, Bonaventure, puis Alphonse Verville, un autre député libéral à Ottawa, qui est surtout célèbre par ses girouettes politiques et le reniement de ses actes et de ses paroles; puis un M. Ross, une nullité.

Le gouvernement, après avoir trompé la masse des contribuables de Montréal, trompe ceux-là mêmes qui avaient approuvé la création de la Commission, croyant que le gouvernement nommerait des hommes d'affaires pour faire partie de cette Commission. Le tour était joué. Les contribuables de Montréal comprenaient qu'ils avaient été trompés, blagués encore une fois.

Il est 6 heures, M. le président.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Nous pourrions continuer et finir à 7 heures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est d'accord.

M. le président, il y a quelque temps, un homme que le premier ministre a fait très grand (M. Martin), accusé d'avoir condamné le gouvernement et la Commission administrative, déclara dans ce Parlement: Je n'ai jamais dit cela, ce sont des racontars de journaux.

Eh bien, M. le président, j'ai retrouvé le manifeste lancé par ce grand homme qui traite le premier ministre de Kaiser, aux dernières élections municipales. Voici ce que dit M. Martin dans son fameux programme qu'il adressait aux électeurs de Montréal, au mois de mars 1918, programme signé de sa main et qu'il ne peut nier, cette fois:

"La proportion de 77.75 % des revenus de Montréal étant payée au gouvernement de Québec, on trouvera naturel que je me sois insurgé à Québec, cette année, contre de nouveaux impôts sur les contribuables de la métropole. Ce fut là toute la raison d'être de mon attitude vis-à-vis de Sir Lomer Gouin dans la lutte actuelle. *La Presse*, soudoyée par M. Gouin, venant à la rescousse de M. Ainey, déclare que je suis dépité de ne pas avoir été nommé conseiller législatif et que c'est là la raison de ma campagne. Je le déclare, j'ai réclamé au nom des ouvriers de Montréal un fauteuil au Conseil législatif afin de pouvoir, à la Haute Chambre, défendre les intérêts des petits si souvent ignorés par ce corps dont j'aurais réclamé l'abolition même si j'en eusse fait partie. Pourquoi m'a-t-on refusé une place de représentant des ouvriers au Conseil? Parce qu'on craignait évidemment que j'aurais pu faire rater trop de "schemes" de ces messieurs nommés pour la vie et indépendants du peuple.

"Je me suis fortement opposé à la mise en tutelle de la cité, imposée par Sir Lomer Gouin, parce que c'était décréter la défranchisation de toute une population et une violation de nos droits les plus sacrés.

"Sir Lomer a passé outre et M. Ainey s'est humblement courbé devant cette autocratie odieuse.

"Est venue la fameuse annexion de Maisonneuve. Je l'ai combattue énergiquement parce que je considérais qu'elle était faite tout simplement dans le but de désintéresser les propriétaires du parc Maisonneuve de leurs obligations onéreuses, et cela au détriment des citoyens de Maisonneuve et de Montréal, mais on a passé outre encore.

"Je déclare que, si je suis élu, je demanderai qu'une enquête royale soit instituée sur les transactions scandaleuses de ce parc, comme sur les transactions sanctionnées par Sir Lomer Gouin et ses collègues dans le cas du boulevard Pie IX, du boulevard Décarie, du boulevard Monkland, du parc du Sault-au-Récollet, des ventes de terrains à Notre-Dame-de-Grâce et au boulevard Saint-Michel. On verra alors que des amis politiques du premier ministre étaient tous intéressés dans ces expropriations ou achats.

"J'ai déclaré au premier ministre qu'il était odieux que l'on imposât aux locataires, ne payant pas plus de \$150 de loyer par année, une taxe quand lui-même s'opposait à ce que les compagnies d'assurance sur le feu le fussent et quand il faisait mettre une clause restrictive de trois années dans la taxe imposée aux compagnies d'utilités publiques pour le passage de leurs poteaux dans nos rues.

"J'ai protesté contre l'augmentation de la taxe scolaire à 20 sous de plus et j'ai déclaré alors au premier ministre qu'il n'aurait pas à écraser le contribuable d'impôts, s'il n'eût pas laissé les petites municipalités s'endetter à souhait avant leur annexion, s'il eût mis un frein aux expropriations, aux ouvertures de boulevards et de rues ordonnées par le bureau des commissaires, dont faisait partie M. Ainey, en dépit de mes protestations.

"La Législature est allée plus loin encore. Elle a augmenté, pour grossir le trésor provincial, la taxe sur les automobiles de 25 % à 35 %, elle a porté la taxe du commerce de 7.5 % à 10 %, elle a décidé que les retardataires concernant les taxes de la cité devront payer un intérêt de 7 % au lieu de 5 %, elle a taxé les célibataires, les salles de billard, les théâtres de vues animées, les encanteurs, les colporteurs, et elle a accaparé notre Sou du pauvre à son profit.

"C'est Québec qui nomme nos recorders et c'est Montréal qui paie leur salaire, la taxe foncière a

été portée de 1 % à 1.5 % et, malgré tout cela, M. Gouin n'en a pas encore assez pour augmenter les petits salaires des employés du palais de justice et autres fonctionnaires du gouvernement.

"Je n'ai jamais eu l'intention de fonder un troisième parti, quoi qu'on en dise pour me discréditer. Ce que je veux, c'est que l'on rende aux citoyens de Montréal le droit sacré qu'ils ont de faire eux-mêmes le choix de leurs administrateurs et que l'on cesse de faire de *Montréal la vache à lait de la province de Québec*."

Cette citation indique dans quel chaos se trouvait la ville de Montréal et combien la composition de la Commission dégoûtait la population. M. Médéric Martin, après avoir porté les plus odieuses accusations contre le premier ministre et après avoir promis qu'il demanderait une enquête s'il était élu, balaya son adversaire. Son triomphe fut extraordinaire et ses échos retentirent jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine.

Quelques semaines plus tard, les hommes de police veulent se former en union et s'affilier à l'Internationale. On a beau leur représenter que, tenant compte de leur caractère de représentants de l'autorité, de gardiens de l'ordre, ils ne pouvaient s'affilier aux internationaux qui pouvaient décréter des grèves de sympathie et causer les plus grands dommages à Montréal, rien ne les fit reculer. Ils étaient conseillés et encouragés par le maire Martin. Ils formèrent leur union et déclarèrent la grève, toujours sur les conseils du maire Martin. Cette grève coûte \$300,000 à la ville de Montréal. Martin menace de bouleverser tout, de tout renverser sur son passage dans la province, de démasquer les gros coupables, les grands exploiters qui avaient pillé Montréal et la province. Quelques jours plus tard, l'homme que les chefs et les organes libéraux avaient traité de la façon que l'on sait fut appelé au Conseil législatif par le gouvernement. Des députés libéraux avalèrent difficilement la pilule. Je vois encore la binette qu'avait alors l'honorable député de Terrebonne, révolté contre cet acte inqualifiable. Médéric se tut plutôt, il louangea le gouvernement; il nia en plein Conseil législatif avoir dit quoi que ce soit contre le premier ministre, dont il fit l'éloge. Il renia son propre programme. Le gouvernement a cédé devant Médéric, disait l'ancien député de Laval, pour éviter un plus grand mal, pour éviter la révolte et les massacres. Les élections générales vinrent.

Les élections provinciales ont eu lieu. Voici la première session du nouveau Parlement. M. Médéric Martin s'amène de mauvaise humeur. On refuse de prolonger son terme de maire et on veut lui

faire une lutte acharnée. Il vocifère. Il crie, au Château Frontenac, à qui veut l'entendre que, s'il a accepté un siège au Conseil législatif, c'était pour mieux fréquenter les maîtres du pouvoir et mieux les connaître. Je les connais maintenant et je leur donne jusqu'à demain soir, à 4 heures, pour prendre une décision. Quelle décision? M. Martin ne veut pas le dire. Pendant ce temps-là, il y a grève à Montréal, grève des employés de l'aqueduc. M. Martin dénonce la Commission avec la plus grande violence. Lui, maire, premier magistrat, il demande aux échevins de le suivre pour aller s'emparer des usines de l'aqueduc. On refuse de le suivre. Il revient à Québec en crachant des menaces, en criant que ça va mal aller, que de grosses têtes vont sauter dans le panier, que le règne des ouvriers allait arriver. Un bon matin, il part affairé en disant: Grève, grève générale à Montréal! Il revient tout doux et depuis il ne dit plus rien. La commission chargée de faire enquête sur le différend entre la Commission administrative et les employés de l'aqueduc fait un rapport insignifiant. M. Ernest Décary, qui avait donné sa parole qu'il ne céderait pas d'un pouce, a été sacrifié et il a cédé sans mot dire, et M. Médéric Martin, aujourd'hui silencieux, voit son mandat de maire prolongé de deux ans.

Qui a-t-il fait chanter? Car il a fait chanter quelqu'un. Je retire d'avance cette expression, vu que les règles de la Chambre ne me permettent pas d'attaquer de cette façon un conseiller législatif, serait-il le plus grand des coupables, le plus criminel des criminels.

Les échevins ne sont plus ici. Que veut dire ce compromis? Des députés libéraux disent innocemment ou hypocritement: Ceci est fait pour empêcher Médéric de faire triompher le bolchevisme aux prochaines élections. Ces propos, M. l'Orateur, sont tenus par des législateurs, par des députés libéraux, par des hommes qui ont dénoncé avec tant de violence et d'amertume le gouvernement d'Ottawa, qui demandait de prolonger le Parlement à cause de la guerre qui surexcitait et bouleversait les peuples à demi renseignés à cause des secrets de guerre nécessaires pour ne pas renseigner l'ennemi.

Et voilà que non pas devant Guillaume et ses millions d'hommes, mais devant Médéric Martin, on tremble tellement que l'on cède tout, que l'on dépouille davantage les contribuables de Montréal. Et cela au sein de la province de Québec, que l'on a dite si heureuse, si à l'abri des abus du bolchevisme, province d'ordre, province conservatrice, dirigée par un gouvernement libéral ami du peuple.

L'impudence est trop forte. Elle dépasse toutes les limites. On a peur que Médéric Martin

fasse des révélations contre des coupables. C'est de cela qu'on a peur et, sachant qu'on peut le convaincre de cette façon, on lui donne du galon.

La Chambre, en adoptant cette clause, commettrait une indignité, une injustice; elle foulerait aux pieds le droit le plus sacré de l'électeur.

C'est pourquoi je supplie l'honorable premier ministre de ne pas permettre un pareil attentat. Pourquoi faut-il qu'il soit dit que M. Martin tient le premier ministre et qu'à coups de menaces il lui fera faire ce qu'il voudra? Cela m'étonne et c'est regrettable.

M. le président, nous allons entendre le premier ministre. Il pourra dire bien des choses, mais il ne pourra pas nous prouver que cette mesure est une mesure libérale; il pourra nous dire tout ce qu'il voudra, il ne nous empêchera pas de dire qu'en subissant l'influence de ceux qui lui font commettre un attentat à la plus chère des libertés du peuple il commet une erreur regrettable dont il se repentira.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le chef de l'opposition (M. Sauvé) a fait un discours intéressant, mais il a donné libre cours à son imagination au point d'en atténuer l'effet considérablement. Je ne pourrai entrer dans les détails comme lui.

Je tiens à faire l'historique de la question qui a amené la proposition de cette mesure et à dire que ce ne sont pas les enquêtes ni les scandales auxquels le chef de l'opposition a fait allusion qui l'ont déterminée.

Quand le projet de la Commission administrative a été soumis, non seulement la Chambre de commerce et le Board of Trade l'avaient demandé, mais toute la population de Montréal, toute la presse voulaient un changement d'administration. Je n'ai jamais attaqué l'administration municipale de Montréal. Quand une délégation de citoyens très importante de la métropole est venue me rencontrer pour m'exposer la situation et me demander un nouveau mode d'administration, on prétendit que tout allait mal à Montréal et que même la banqueroute s'annonçait. J'ai dit à ces délégués qu'ils avaient tort de dire du mal de leur ville. Il était urgent de changer de système, mais il n'était pas nécessaire de critiquer. Je ne tiens personne particulièrement responsable. Ce sont les circonstances qui l'ont voulu alors; la crise dont le pays souffrait, comme tous les autres, du reste, à cause de la guerre, y fut pour quelque chose.

Il remarque qu'il n'y avait rien de bien extraordinaire à ce que, ayant une certaine expérience en fait d'administration, il ait pensé

donner alors un système qui répondît aux besoins du moment. On n'a qu'à faire une revue historique pour se rendre compte que l'exemple des grandes villes américaines de Boston, Chicago et New York a été imité en cette circonstance. Des requêtes signées par des millions de citoyens de toutes les classes, des résolutions de tous les corps publics demandaient un changement. Nous avons regardé autour de nous et nous sommes enquis de ce qui s'était passé dans les grandes villes américaines dans des circonstances analogues.

Nous avons donc eu recours au mode qui a permis à ces villes de reprendre leur crédit et de passer la crise. On nous parle de mesures draconiennes. L'honorable chef de l'opposition s'écria alors que nous n'étions plus démocrates.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le maire qui a dit cela.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le maire et d'autres l'ont dit. Ils ont pu le dire de la meilleure façon du monde. Nous ne sommes pas après tout aussi mauvais démocrates, puisque nous nous appuyons sur des précédents qui ont rendu de précieux services à plusieurs municipalités américaines dans les mêmes circonstances. On n'a pas à crier au scandale.

Depuis 50 ans, aux États-Unis, plusieurs commissions administratives ont été nommées, à diverses reprises même dans les mêmes villes, par les gouvernements d'État. On ne criait pas au scandale; on ne se voilait pas la face. Quand ces commissions avaient rendu les services qu'on en attendait, on les rappelait. C'est là l'histoire de plusieurs villes importantes chez nos voisins.

Il y a deux ans, on a légiféré ainsi pour Montréal. On prétend que la Commission a mal fonctionné. C'est une question d'opinion. Je crois, comme le député de Saint-Jacques (M. Vautrin), que la Commission a fait du bon travail. Je crois qu'elle a rendu des services. Elle a rétabli le crédit municipal et permis de traverser la crise.

Quant à l'extension du terme du maire et des échevins, je dois dire que, lorsque nous avons créé la Commission administrative, le terme devait en être de quatre ans et que les échevins ont alors demandé le même privilège. Nous leur avons répondu que nous voulions voir auparavant comment les choses se passeraient et nous avons dit que, si l'administration de la Commission était satisfaisante, nous verrions si la demande des échevins était justifiable. Nous croyons le moment venu de racheter cette promesse,

étant donné que la Commission a bien fonctionné, non pas à la satisfaction de tous, il est vrai, mais en agissant de bonne foi et en faisant tout ce qu'elle pouvait dans l'intérêt de Montréal.

On a beaucoup critiqué cette Commission administrative. Aux élections générales dernières, on disait que tel était le sentiment à Montréal que je ne pourrais pas y adresser la parole. J'y suis allé avec confiance, connaissant la courtoisie des électeurs de la métropole. J'ai répondu aux questions qu'on me posait et j'aurais parlé quand même de la question même si on ne me l'avait pas demandé. J'ai dit que nous avions donné cette Commission parce que nous en avions été requis. J'ai ajouté que, si on n'était pas satisfait, on n'avait qu'à demander un changement et que nous étions prêts à l'accorder quand le peuple le voudrait. C'était alors au mois de juin. Nous sommes maintenant au mois de février et combien de projets nous sont-ils parvenus? Un seul, de la part de la Chambre de commerce, qu'on a critiqué, que la population n'a pas accepté. Si ce projet avait été adopté, croit-on que c'eût été juste? Pouvions-nous faire mieux que nommer une commission chargée de nous faire connaître le vœu des citoyens de Montréal?

L'honorable chef de l'opposition est obligé de l'admettre. Il n'y a pas un homme raisonnable qui ne l'admettra pas. On a déjà commencé à dire que la Commission ne fera rien. Eh bien, moi, je crois qu'elle fera quelque chose. Les corps publics s'y feront représenter par les avocats qui prépareront une charte, deux chartes, trois chartes s'ils le veulent. Ils les soumettront à la Législature qui les étudiera et, si la Législature croit que les chartes doivent être soumises au peuple de Montréal, elle les lui soumettra.

Voyez l'histoire de ce qui s'est passé aux États-Unis. Il y a 10 ans, quand on a voulu faire le "Greater New York", on a nommé une commission à laquelle cinq avocats se sont adjoints et on a ainsi préparé une charte qui fut acceptée. À Boston, il y a huit ans, un malaise général régnait; une commission a été nommée à laquelle des avocats ont aussi été adjoints; deux projets de charte ont été présentés; on les a soumis à l'électorat qui a fait son choix. Il en sera de même pour Montréal. Si nous avons plusieurs projets, les électeurs seront appelés à se prononcer sur le meilleur d'entre eux.

Les deux projets de la commission de la charte et de la prolongation du terme sont connexes. Il n'y a pas un homme qui ait demandé le rappel de la Commission administrative pour cette session. Nous demandons au maire et aux échevins qui ont l'expérience du fonctionnement de ce système de nous

faire bénéficier de cette expérience pour nous aider à faire une charte durable, permanente, satisfaisante pour tous. Si le terme n'était prolongé que d'un an ou de quelques mois, la chose serait à recommencer quand le rapport de la Commission serait soumis.

L'an prochain, si la charte est prête et que la Législature l'adopte, rien ne nous empêchera de rappeler le statut créant la Commission administrative de Montréal, rien ne nous empêchera d'ordonner des élections. Qu'est-ce qu'une différence de quelques mois, même d'une année pour préparer une charte de 50 ans au moins? On se conduit d'une façon enfantine à ce sujet, en certains quartiers. Croit-on sérieusement que les citoyens de Montréal y gagneraient à faire des élections maintenant?

M. le président, on nous accuse de toutes sortes de choses en certains quartiers de Montréal, on nous donne même des noms. Est-on bien en faveur, cependant, de faire des élections à Montréal?

Le chef de l'opposition a parlé de pèlerinages, d'ententes entre le maire et le gouvernement. Il n'y a rien eu de tel. Et je rends au maire et aux échevins ce témoignage qu'ils ne m'ont rien demandé. Le projet a été préparé dans l'intérêt de Montréal uniquement.

La Commission va se mettre à l'œuvre, M. le président, mais il ne faut pas trop se hâter, car il s'agit de faire une charte qui servira les intérêts de Montréal pour longtemps et qui exemptera à Montréal l'ennui pour ses administrateurs et pour nous de voir la charte de la métropole transportée à Québec tous les ans pour y subir des modifications. J'espère que la charte sera assez bonne pour que l'électorat de Montréal en soit satisfait.

Il n'est pas question de conventions. Je le répète, M. le président, on nous a accusés de bien des choses. Nous oublions les injures qu'on nous lance et nous oublierons même toutes celles qu'on nous a lancées depuis 25 ans, car nous avons la conviction que nous sommes utiles à la population de Montréal dont nous voulons le bonheur. Si la charte de cette ville peut être assez étendue pour s'assurer d'éviter à nos enfants des attaques malveillantes, ce ne sera pas trop cher payer par cette génération pour les services rendus à Montréal, et ce, pour les générations futures.

L'amendement du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) étant soumis au comité, celui-ci se divise et le rejete par 48 voix contre 11<sup>4</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt de documents:

##### État des recettes et des dépenses

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 janvier 1920, concernant l'état des recettes et des dépenses depuis le 1<sup>er</sup> juillet jusqu'à date. (Document de la session no 41)

##### Tracteurs Cleveland

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 janvier 1920, concernant copie de toute correspondance entre le ministre de l'Agriculture et toute compagnie fabriquant ou vendant des tracteurs pour l'usage des fermes dans notre province. (Document de la session no 42)

##### Insoumis

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée du 13 janvier 1920, concernant copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et celui d'Ottawa au sujet des insoumis. (Document de la session no 43)

##### Établissement des soldats sur les terres de la couronne

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 janvier 1920, concernant copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial relativement à l'établissement des soldats sur les terres de la couronne. (Document de la session no 44)

##### Tenue d'une exposition universelle à Montréal

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à un ordre de la Chambre, daté du



28 janvier 1920, relative à la copie de toute correspondance, des rapports et des résolutions concernant la tenue d'une exposition universelle à Montréal. (Document de la session no 45)

#### **Infractions à la loi des licences**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 janvier 1920, concernant copie de toute correspondance entre le gouvernement provincial et le président de la Ligue antialcoolique de Québec, M. le juge F.-X. Lemieux, au sujet des infractions à la loi des licences depuis le mois de mai 1919. (Document de la session no 46)

#### **Pont sur la rivière Verte**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 janvier 1920, concernant copie de toute correspondance échangée entre le conseil municipal de L'Isle-Verte ou toute autre personne de cette municipalité et le département des Travaux publics relativement à l'inspection d'un pont sur la rivière Verte dans les limites de ladite municipalité; aussi copie de rapport de l'ingénieur du département au sujet de ce pont. (Document de la session no 47)

La séance est levée.

---

#### **NOTES**

1. Voici ce qu'ajoute *Le Canada*: La seule objection qu'on y voit chez les représentants ouvriers est à la dernière clause qui décrète que le montant sera de cinquante pour cent dans les cas où les salaires seront de moins de mille piastres et de vingt-cinq si ces salaires sont de plus de mille. On veut obtenir un montant uniforme de cinquante pour cent. L'amendement sera proposé au Conseil législatif.

2. L'item 47, c'est le bill de Montréal.

3. M. Bédard est échevin à la ville de Montréal. Selon certains journaux, ce député aurait approuvé le projet de loi.

4. Les 11 députés ayant voté contre l'article, à savoir la prolongation du terme du maire et des échevins, sont: MM. Vautrin, Bercovitch, Laurendeau, Bédard, Gault, Bergevin, Paquet (Saint-Sauveur), Monet, Dufresne, Renaud et Sauvé.



## Séance du mercredi 11 février 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre de dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 15 concernant certaines compagnies et corporations;

- bill 168 amendant le Code municipal de Québec relativement aux élections municipales;

Le bill 165 amendant le Code municipal de Québec relativement à l'élection des conseillers municipaux a été rejeté.

Rapportés à la Chambre les bills suivants:

- bill 150 amendant l'article 953a du Code civil;

- bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exemption de taxes par les municipalités de cité, ville et village, en certains cas;

- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes;

- bill 37 autorisant un emprunt pour aider la colonisation;

- bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux chemins de colonisation.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements faits par l'Assemblée législative à ses amendements au bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne concourt pas dans les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements et qu'il persiste dans ses amendements au bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil.

Charte  
de Longueuil

**M. Desaulniers (Chambly)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre ne persiste pas dans ses amendements apportés aux amendements du Conseil législatif au bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil, et qu'il les retire.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Conseil législatif, 10 février 1920

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative demandant que permission soit accordée au greffier de cette Chambre de corriger le message, dans la version anglaise, à elle envoyé, concernant le bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

Charte  
de East Angus

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que l'ordre de cette Chambre, en date du 6 février courant, ordonnant qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte leurs amendements au bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus, avec un amendement, soit révoqué, que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance, qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour informer celui-ci que permission est accordée au

greffier de corriger la version anglaise des amendements qu'il a adressés à cette Chambre avec le bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Lasalle**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que les amendements du Conseil législatif au bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle sont agréés avec amendements suivants:

1. En remplaçant les mots "Dans le cas où la ville, en vertu de ses pouvoirs généraux ouvrirait", dans les quatrième et cinquième lignes, par les suivants: "La ville, au moyen d'un règlement approuvé par les propriétaires d'immeubles imposables, qui sont électeurs municipaux conformément aux articles 5782, 5783 et 5784 des statuts refondus, 1909, suivant le cas, tels que remplacés par la loi 8 George V, chapitre 60, et amendés par la loi 9 George V, chapitre 59, et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil peut ouvrir".

2. En remplaçant les mots "elle pourra", dans la douzième ligne, par le mot "et".

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ville de Saint-Michel**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 200 concernant la ville de Saint-Michel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville Montréal-Nord**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 201 concernant la ville Montréal-Nord.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Z.-Armour Côté**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Chemin de fer au Labrador**

**M. Bergevin (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de correspondance sur la construction de chemins de fer sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, depuis Montréal et Québec jusqu'au Labrador, sur le littoral de l'océan Atlantique, partant du détroit de Belle-Isle jusqu'à la rivière Hamilton; de tracés de chemins de fer, plans et devis, cartes géographiques de la province de Québec et cartes hydrographiques de l'océan Atlantique et du golfe Saint-Laurent, et de tout ce qui a rapport à l'établissement d'une ligne rapide avec l'Europe et de relations plus étroites avec Terre-Neuve.

Je demande pardon à la Chambre si j'ai voulu attirer son attention sur une des questions les plus importantes et dont la solution comporte en elle-même des relations mondiales au point de vue du commerce et du trafic maritime, au point de vue du cheminement par terre et par eau, au point de vue même du rapprochement du continent européen et de l'Amérique, au point de vue de nos relations avec la colonie-sœur de Terre-Neuve, notre plus proche voisine, cela abrégierait la traversée entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Le problème dont il est question embrasse les intérêts vitaux de la colonisation, de l'agriculture, des mines et des pêcheries et de toutes les ressources naturelles dont regorge notre province dans cette partie encore inexploitée depuis Québec jusqu'à la côte du Labrador. C'est pourquoi, M. l'Orateur, j'ai cru qu'il était de mon devoir, après certaines études que j'ai faites sur cette question, d'attirer l'attention de la Législature et de la province en général sur ce problème qui donnera un relief mondial à la province de Québec et la placera à l'avant-garde de la civilisation de ce côté-ci de l'océan.

Nous voulons le développement de notre province. Le moyen d'y arriver, c'est de développer notre commerce avec l'Europe. Il n'y a pas de meilleur moyen d'aider au développement de notre commerce que de raccourcir la distance qui sépare la province de Québec de l'Europe. Or, le projet dont je veux parler, dont je suis un des promoteurs, a précisément pour but de donner au Canada un service de trois ou quatre jours entre notre pays et les pays européens. Ce problème réalisera bien plus facilement qu'en aucun autre endroit l'immense projet de la ligne rapide reliant l'Europe, les Îles britanniques avec les colonies de l'Empire, tel que préconisé par Sir Wilfrid Laurier. Je n'ai pas été le seul à m'enthousiasmer en face de ce projet. L'ancien premier ministre du Canada, que j'ai eu l'honneur de rencontrer à Londres pendant une conférence impériale, s'en est fait le parrain.

Il affirme que, s'il se réalise, le problème qu'il soumet concrétisera les grands plans esquissés par Sir Wilfrid Laurier, qui en fit adopter le principe par la Conférence impériale en 1907. Le projet est destiné à bénéficier surtout aux colonies et vise à les indemniser pour les tarifs préférentiels à la mère patrie. Les octrois qui seraient accordés aux compagnies maritimes aideraient à réduire le coût des importations et des exportations.

Laurier, avec les conceptions grandioses de son génie, a poussé plus loin l'idée d'établir une ligne plus courte sur l'Atlantique. Il entrevoyait l'unité de

l'Empire à travers ses colonies par des relations plus étroites et intimement liées par des principes d'économie politique tout à l'avantage du Canada. Permettez-moi aussi d'ajouter que le président de la République française lui-même, informé de ce projet, lui a donné toute son approbation; et, tout dernièrement, je recevais à Montréal la visite d'un grand financier français intéressé dans plusieurs compagnies de chemin de fer et de navigation de France qui m'encourageait à réclamer la réalisation de ce magnifique projet. Il est temps plus que jamais d'assurer à notre pays un service océanique rapide pour ouvrir à nos produits agricoles les marchés d'Europe. Ce projet est, au fond, celui de la "All Red Line" dont il fut, dit-il, le promoteur.

Depuis plus de 30 ans déjà, cette question est à l'étude. Sous le régime de l'illustre patriote, Honoré Mercier, des hommes d'initiative avaient envisagé la possibilité de construire un chemin de fer jusqu'à l'Atlantique dans les régions du Labrador, afin d'apporter au développement de nos ressources naturelles le moyen le plus facile de leur mise en valeur par la construction de ce chemin de fer.

Des rapports assez complets avaient été faits pour justifier l'exécution de cette entreprise. Inspiré par ces travaux déjà élaborés et par les études d'économie politique et sociale sur les problèmes tendant à établir des relations plus étroites entre l'Europe et le Canada, et particulièrement entre notre pays, la France et la mère patrie, j'ai cru qu'il serait bon de me livrer spécialement à l'étude de ces projets qui nous mettraient en mesure de former les dossiers nécessaires et les travaux préliminaires qui doivent naturellement précéder l'exécution de semblables projets.

Je regrette que les circonstances nous aient forcés à attendre la mise en œuvre de cette intéressante question, car, si nous avions eu un chemin de fer au Labrador durant la terrible guerre qui a endeuillé tout l'univers et qui a bouleversé toute l'économie politique des peuples civilisés, nous aurions pour éviter quelques-uns des désastres maritimes que la guerre nous a fait péniblement constater.

Nous aurions épargné aux alliés une grande partie des bateaux qui ont été coulés avec les tonnages fabuleux de marchandises qui étaient d'une importance vitale pour alimenter les champs de bataille et pour subvenir aux besoins des nations qui se sentaient privées des aliments nécessaires à leur existence. Mais il est inutile de s'apitoyer sur les circonstances qui ont empêché la réalisation de ces œuvres d'une si grande utilité.

Si nous n'avons pas encore de communications plus directes par voie ferrée vers l'océan atlantique sur la Côte-Nord, c'est que l'initiative de la construction des chemins de fer a toujours été laissée au pouvoir central. Aujourd'hui que l'ordre des grands mouvements d'initiative semble changer d'orientation depuis la guerre, ne serait-il pas considéré d'une grande importance que la province de Québec prenne l'initiative de la construction de chemin de fer qui deviendrait le boulevard du commerce international et ouvrirait à notre province toutes grandes les portes du trafic européen avec l'Amérique du Nord?

Québec, dit-il, est la mieux placée pour tirer tous les bénéfices de ce projet, et il revient au peuple de la province d'agir, sur la question, dans leur meilleur intérêt.

Et quelles répercussions, quelles conséquences incalculables pour le cheminement sur terre, par voie ferrée, en divers continents! Les Français, qui ont découvert, on disait autrefois "inventé" le Canada, ont droit d'y prendre place en famille, pour ainsi dire, et de disposer de ports américains dans la province de Québec aussi proches que de l'Angleterre elle-même. Pourquoi donc, profitant de leur situation, n'enverraient-ils pas de Brest, de Cherbourg, du Havre, des transatlantiques, comme il en part et comme il en partira d'Angleterre pour atteindre la côte du Labrador en trois jours? Ces projets se réalisant, l'entente cordiale n'aurait-elle pas été un grand bienfait international et humain, en même temps que français et canadien?

Et qu'il me soit permis de citer ici ce que je disais, il y a de nombreuses années, devant une convention forestière alors que j'eus l'honneur de parler de chemins et de chemins de fer de colonisation: Ce dernier chemin (depuis Québec jusqu'à la côte du Labrador) ouvrirait d'immenses domaines à l'agriculture, à l'exploitation de nos pêcheries, au développement de nos pouvoirs d'eau, à l'exploitation de la forêt qu'il y a sur tout son parcours, et ce chemin devancerait le chemin de fer qui devra être construit un de ces jours jusqu'au Labrador, devenant pour l'Europe la porte du commerce et du trafic international. Car n'oublions pas que l'endroit que nous atteindrions sur l'Amérique nous mettrait à douze cents nœuds des côtes de l'Irlande, et cet endroit est exactement sur le 52° degré de latitude nord, qui est aussi le degré de latitude de Bristol et de Londres.

Lorsque la mère patrie aura décidé de subventionner des compagnies canadiennes aussi considérablement qu'elle l'a fait pour des compagnies

faisant le trafic avec les États-Unis, nous pourrions compter sur la réalisation de cet immense projet. C'est par la côte du Labrador, c'est à travers la province de Québec que nous pourrions aller porter les malles d'Europe à New York même et dans tous les États-Unis, et surtout dans les États américains du nord beaucoup plus rapidement qu'on les apporte aujourd'hui par les lignes de navigation les plus rapides du monde. Ces routes et ce chemin de fer dont je viens de parler seront, au point de vue maritime et de défense navale, les endroits de ravitaillement et de protection véritable de l'Empire britannique et de notre pays. Elles relieront plus étroitement Terre-Neuve et le Canada, et ouvriront des domaines inexploités de ces deux pays de la couronne britannique.

La nouvelle route sera plus sécuritaire que nulle autre qui existe aujourd'hui. Il (M. Bergevin) est conscient du danger constant que représentent les épais brouillards des côtes de Terre-Neuve et aussi des icebergs sur la côte du Labrador qui sont une source permanente de danger à certains moments de l'année, particulièrement au printemps. Mais le brouillard diminue à mesure que les eaux se refroidissent et les rapports des ingénieurs et des explorateurs, tous hommes de grande compétence, ont démontré que les installations portuaires de cette région seraient sécuritaires et faciles d'accès.

Si de semblables projets étaient acceptés par les gouvernements intéressés, il deviendrait nécessaire d'établir des voies ferrées dans la province de Québec. Elles complèteraient un parcours de 600 à 700 milles pour se raccorder aux autres chemins de fer canadiens. Elles traverseraient et mettraient en valeur des domaines encore inexploités et non colonisés. Pourquoi les Français ne viendraient pas s'associer aux capitaux canadiens et diriger de tels travaux, surtout dans la province de Québec, où de tels bénéfices peuvent se réaliser par les ressources naturelles et par une richesse nationale qui n'a peut-être pas d'école au monde. Nous pouvons, sur la Côte-Nord, établir des ports qui seraient ouverts à la navigation au moins dix mois de l'année et probablement avec les brise-glaces tenir ces ports ouverts durant toute l'année.

Le Cap Charles, qui se trouve situé environ 35 milles de Chateau Bay, semble être l'endroit de prédilection des marins, des hommes de pratique et d'expérience, ainsi que des ingénieurs hydrographiques qui recommandent ces endroits ou ses environs. Il est démontré que, vers le mois de mars, les glaces remontent par les vents nord-est et du nord, mais jamais en grande quantité. Il a bien

quelques icebergs et des petits champs de glace brisés, mais les moments les plus critiques sont au mois de mai quand les vents nord-est sont très forts. Mais un transatlantique peut toujours se frayer un chemin à travers ces glaces flottantes. Il a été aussi souvent question d'établir un port maritime dans les environs de Hamilton Inlet, à l'embouchure même du fleuve du même nom, mais la baie présente un inconvénient et les glaces la recouvrent durant au moins six mois.

Il y a bien aussi un port à la baie de Forteau, au nord du détroit de Belle-Isle, entre la Pointe à Moore et la Pointe Forteau, du côté ouest de cette baie. C'est de cet endroit que l'on traverse le plus facilement pour se rendre à Terre-Neuve. Il y a aussi, du côté de Terre-Neuve, la baie Sainte-Barbe, qui est l'endroit le plus rapproché du Labrador, qui est un port facile d'accès, et les marins qui ont fréquenté cette côte déclarent qu'elle est très spacieuse et plus à l'abri des vents de la mer. La distance de Forteau sur le détroit jusqu'à Sainte-Barbe, il y a 17 milles pour traverser le détroit de Belle-Isle.

Des rapports recommandent la construction de chemin de fer vers le Labrador en passant par le Lac-Saint-Jean et en se dirigeant sur la hauteur des terres vers la côte de l'Atlantique. Dans tous les cas, quels que soient les endroits choisis sur le bord du fleuve ou à la hauteur des terres, cela n'implique pas de difficultés pour la solution du problème. Il importe de réaliser le projet de la navigation rapide avec l'Europe, de développer et mettre en valeur les régions encore inexploitées, pour l'avantage de la province de Québec et du Canada tout entier et pour l'agrandissement de nos relations intercoloniales.

Au point de vue des mines, la formation géologique de cette contrée semble être une des plus riches en minéraux des plus variés et l'on y trouve du fer en quantité, du graphite, du cuivre, etc. Il y a aussi d'immenses forêts pouvant produire le bois marchand pour les générations à venir. C'est ce que déclare un ingénieur de la plus haute compétence ayant fait un rapport spécialement sur ces vastes régions de la côte du Labrador, dans le but d'y construire un chemin de fer et de trouver les endroits les plus avantageux pour la fondation d'un havre. Tous les honorables députés de cette Chambre savent que cette déclaration est juste et n'a rien d'exagéré.

En jetant un coup d'œil rapide sur tout le parcours, depuis Québec jusqu'au Labrador, je donnerai quelques renseignements sur les régions particulières de la seigneurie de Mingan et des territoires qui l'environnent et qui se trouvent à peu près à mi-chemin entre Québec et la côte de

l'Atlantique. À part les richesses de cette seigneurie qui possède des ressources naturelles des plus variées, il y a en arrière de ces domaines environ 13,000,000 d'acres de terre boisée. La seigneurie couvre un espace de 150 milles de longueur environ par 6 milles de profondeur, depuis le fleuve jusqu'à sa limite nord. La côte elle-même est plus ou moins dénudée, mais chaque acre de terre peut produire environ 2,000 pieds de bois marchand et 5 ou 6 cordes de bois de pulpe. À tous les 6 milles environ, des rivières viennent se jeter dans le fleuve sur toute la longueur des 150 milles qui couvrent cette seigneurie. Les communications fluviales peuvent être ouvertes en faisant usage de bateaux comme le Montcalm durant l'hiver.

On trouve dans ces environs des mines de fer, de cuivre, de molybdénite, de mica, etc. L'on pourrait, avec les développements des pouvoirs d'eau importants qu'il y a dans ces endroits, produire l'électricité et forger le fer à beaucoup meilleur marché qu'à Pittsburgh ou au Sault-Sainte-Marie. En ce qui concerne l'agriculture, ces régions formées de terres particulièrement avantageuses pour la culture de la pomme de terre peuvent rapporter d'aussi bons profits que les plus riches terres du Nord-Ouest pour le blé. Les produits fertilisateurs sont en quantité illimitée. Il me serait inutile de parler ici de cette région merveilleuse qui deviendra le point d'attraction le plus considérable du monde entier par ses pêcheries.

Il traite abondamment des ressources de pêche, autant des fleuves que des rivières ainsi que des côtes maritimes, où déjà se trouve une assez bonne population de robustes pêcheurs. Les ressources de la pêche produiraient suffisamment de matière première pour l'établissement d'importantes conserveries. Il est faux de penser que le pays n'est qu'une étendue de glace. Il affirme que le climat y est aussi tempéré qu'il l'est à Québec, et que le printemps arrive aussi tôt.

Le député de Beauharnois fait l'éloge du gouvernement Marchand, du gouvernement Parent qui ont assuré à notre province une ère de prospérité. Il fait aussi l'éloge du premier ministre qui est encore mon ami, dit-il. Le gouvernement a compris qu'il était nécessaire de fonder les écoles des hautes études commerciales et des écoles techniques, à la fondation desquelles j'ai eu l'honneur de contribuer en attirant l'attention de cette Chambre sur leur utilité. Grâce à la clairvoyance du premier ministre, nous pouvons maintenant compter ces écoles parmi les plus complètes, les mieux outillées et les plus belles de l'univers. La création de nouvelles

industries et la construction de nos chemins de fer imposaient tout naturellement la fondation de ces écoles d'enseignement supérieur. Les développements de notre commerce intérieur et extérieur réclamaient que nous préparions des hommes qui puissent prendre place avec avantage à côté des ingénieurs, des techniciens et des économistes politiques des pays étrangers. Il constate les progrès réalisés dans l'agriculture.

La tâche, entreprise par les plus grands hommes d'État de ce pays, n'est certainement pas achevée, elle n'est en réalité que très bien engagée. De bonnes et larges routes de colonisation avec autant de voies ferrées qu'il en faut, voilà ce qui est nécessaire pour le développement futur de la province de Québec et le bien général de sa population.

Le terminus ne serait qu'à 24 heures de la ville de Québec. Les voies ferrées permettraient également la vente de très vastes limites à bois qui pour l'instant, dû au fait qu'elles sont isolées de tout système de transport, ne sont presque pas exploitées. Permettez-moi d'attirer l'attention de la Chambre sur l'organisation portuaire hivernale dans la province de Québec. La question ne date pas d'hier, elle a été l'objet de plusieurs discussions et a été étudiée attentivement.

J'avais l'honneur d'accompagner le regretté ministre de la Marine et des Pêcheries, l'honorable Raymond Préfontaine, lors de l'inauguration du premier brise-glaces de Montcalm. Tout le monde qui se porta vers le quai au moment du départ semblait douter du succès de l'entreprise. Mais, après plusieurs heures de travail, luttant contre les glaces compactes, il passa facilement à travers les obstacles et revint s'amarrer à son quai, après avoir inauguré un moyen des plus utiles pour établir la navigation hivernale dans la capitale de la province. Je me rappelle qu'il y a 19 ans le grand quotidien *La Presse* frétait un petit bateau qu'il baptisa du nom du journal mentionné plus haut. Puis, partant en plein hiver, durant les froids les plus rigoureux, quitta le port de Québec pour aller porter les malles aux différents ports de chaque côté du fleuve Saint-Laurent jusqu'au golfe.

Ce petit bateau que l'on peut comparer à un frêle esquif, si on le met en regard des léviathans qui sillonnent nos mers, fit le voyage sans encombres et revint quelque temps après, ayant accompli le but qu'il poursuivait et prouvant par le fait même la possibilité de réaliser le rêve de la vieille cité de Champlain d'y voir tout le temps de l'année un port maritime permanent.

Si un tel port hivernal était établi ici, il serait non seulement à l'avantage de la cité et de la province de Québec, mais aussi de la métropole, qui bénéficierait ainsi d'un port hivernal pour l'importante quantité de produits de toutes sortes qui sont acheminés vers Montréal en provenance de plusieurs lignes ferroviaires de tous les coins du Canada et des États-Unis. Il serait facile, avec les bateaux appropriés, de concrétiser ce qui est considéré comme l'un des plus importants projets de tout le Canada.

La guerre, dont les conséquences désastreuses ont bouleversé le monde social et politique, qui a jeté une perturbation lamentable dans le commerce, l'industrie, la finance et l'économie politique en général, exige qu'une orientation nouvelle soit donnée par les chefs de l'État pour ces problèmes si difficiles et si compliqués et pour le développement et l'exploitation de toutes nos ressources naturelles.

Notre tâche n'est pas finie, elle ne fait que commencer. Il nous faut de beaux et grands chemins de colonisation. La province de Québec doit prendre les devants. Il ne faut pas seulement compter sur le pouvoir central pour notre développement matériel, mais il faut compter sur nous-mêmes et sur les hommes qui sont à la tête de notre province.

Par tous les développements que nous voyons se manifester dans l'industrie, dans le commerce, dans les idées pratiques qui s'impriment dans les meilleurs cerveaux, dans l'élan donné à notre haute éducation, à l'enseignement technique et polytechnique, il est évident que les destinées de la province de Québec se dessinent avec un éclat inespéré. C'est notre avenir qui se révèle comme le bouton de fleur qui perce enfin son enveloppe pour s'épanouir.

Notre avenir, notre salut sont dans la colonisation et dans la construction des chemins et des chemins de fer.

N'hésitons pas à nous jeter tête baissée dans la solution de ces problèmes, et je crois que, comme la Providence a su susciter à différentes étapes de notre existence les hommes nécessaires à notre développement national, elle n'a pas oublié d'en faire surgir pour les nouveaux besoins qui s'imposent. Aujourd'hui, ce n'est plus la lutte sur les champs de bataille, mais c'est la lutte pacifique des bons combats inspirés par le plus pur patriotisme que nous devons livrer pour l'avancement intellectuel, moral, économique et pour le bien et la grandeur de notre province.

C'est une page bien belle de notre histoire qui s'est écrite depuis quelques années dans la province de Québec.



Pour réaliser nos légitimes ambitions, dit-il, il faut que les diverses races et tous les citoyens de cette province et du pays s'unissent dans une union sincèrement patriotique et qu'ils élèvent ensemble dans la paix, la concorde et l'harmonie leurs regards et leurs cœurs vers les immortelles destinées de la patrie canadienne, qui verra se former et se développer dans le respect de tous et de chacun sa véritable grandeur nationale.

**M. Parrot (Témiscouata)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Ashby), que le débat soit ajourné.

Cette proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Représentation proportionnelle**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant la représentation proportionnelle, pour la province de Québec.

Adopté.

#### **Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, remplissage d'un chemin**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, comptes et paie-listes au sujet de certains travaux de remplissage dans le chemin de front des lots de terre nos 1 et 2 du rang X de la seigneurie appartenant à M. François Turcotte, dans la paroisse de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, en 1918 et antérieurement.

Adopté.

#### **Saint-Félicien, saisie d'un char de bière**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et le percepteur du revenu de Roberval ou toutes autres personnes, au sujet de la saisie d'un char de bière à Saint-Félicien au cours de l'année 1918.

Je m'excuse de ne pas toucher à un projet aussi élevé et qui ne me conduira pas aux cimes que le député de Beauharnois (M. Bergevin) a atteintes, mais je vais parler d'une question brûlante, celle de l'application de la loi de prohibition. La loi n'est pas observée, et non seulement elle est violée par des citoyens, mais des officiers du gouvernement se rendent coupables des plus criants abus. Au cours de juin 1918, MM. Elzéar et Jos. Thivierge, de Saint-Félicien, achetaient d'une brasserie de Montréal, la Compagnie Frontenac, un char de bière que la compagnie leur expédiait. La marchandise arriva en bon état et fut transportée dans leur hangar et mise en sûreté. Mais un ami les avertit que cette importation était irrégulière et, sur ses conseils, ils voulurent la retourner mais l'agent du chemin de fer refusa de la réexpédier, disant qu'il n'avait pas le droit de la renvoyer.

Puis, au cours de la nuit suivante, le percepteur du revenu Truchon arrivait à Saint-Félicien avec deux hommes; il défonçait le hangar de Thivierge et remettait la bière dans la grange d'un particulier et, le lendemain, nommait un gardien, J.-B. Chartré, de cette marchandise (616 caisses de bière) et en apportait avec lui quelques caisses à Roberval. Puis le gardien Chartré gardait la bière. Mais les amis du village allèrent le voir. Il est, paraît-il, un homme bien élevé et de bonnes manières, difficile de n'être pas poli. On buvait longuement la douce liqueur. Thivierge se plaignit au percepteur du fait que l'on volait sa marchandise, mais on rit de lui. Le percepteur vint voir et rapporta chez lui plusieurs boîtes de ce bon nectar. Dans l'intervalle, le gouvernement décida de vendre la bière à l'enchère, et elle fut vendue à un agent de la compagnie qui, après la vente, se rendit à Saint-Félicien pour en prendre possession. Mais, au lieu de 616 boîtes, il n'y en avait plus que 106, c'est-à-dire que 510 avaient disparu sous la garde de J.-B. Chartré, gardien assermenté contre les voleurs et payé \$3 par jour pendant 71 jours.

Or, Thivierge était convenu avec l'acheteur qu'en lui remboursant le montant payé au jour de l'enchère et en lui livrant la bière, la compagnie venderesse lui rembourserait le prix d'achat. De fait, Thivierge paya les six cents piastres, montant de la vente à l'enchère, ce qui, vu le vol de la marchandise, augmenta sa perte. Maintenant, où est allée la bière? Le gardien en avait-il dépensé 71 boîtes avec ses aides? Quinze boîtes avaient pénétré chez un fiston adoptif, 25 autres avaient pris un autre chemin, et la balance? Le gardien ne le sait pas, mais ces cinquante boîtes avaient disparu sous sa garde. Voilà un

vol manifeste et non réparé. Le gardien a reçu trois piastres par jour pendant 71 jours et la marchandise a été volée. Le percepteur a bu ce qu'il a pu, et il est encore percepteur. Que fait le gouvernement? N'est-ce pas que les officiers ont de jolis moyens de populariser le gouvernement en rinçant le gosier des gens à même ce pauvre Thivierge pour un montant de plus de \$3,000? Voilà un fait qui prouve la culpabilité du gouvernement qui connaît ces faits et ne destitue pas l'officier qui a commis un pareil scandale.

Pourquoi le gouvernement a-t-il maintenu ce percepteur en fonction? Pourquoi n'a-t-on pas fait une enquête? Ce petit fait démontre que les officiers du gouvernement ont négligé de faire leur devoir. Il me semble que le premier devoir du gouvernement est de voir au respect des lois. À quoi nous sert de faire des lois pendant deux mois, ici, si on ne voit pas à ce que la population les respecte, si on ne voit pas à ce que les officiers du gouvernement donnent l'exemple à leurs citoyens? Il dit que la loi de prohibition est une faillite et qu'il vaut mieux revenir à l'ancien régime de tempérance.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

L'honorable chef de l'opposition a été mal informé. Il est vrai qu'une saisie a été faite à Saint-Félicien. Le percepteur a fait placer les caisses de bière dans une grange et il en a donné la garde à des officiers qu'il a engagés lui-même. Ces officiers n'ont pas fait leur devoir, malheureusement. En l'absence des officiers, dont nous disons qu'ils n'ont pas fait leur devoir, un certain nombre de caisses de bière ont été volées par des inconnus. Nous avons donc destitué le percepteur. La bière est restée dans la grange pendant 78 jours et il n'a pas été possible de retrouver les caisses qui manquaient. La balance a été vendue selon la loi. Quant à l'application de la loi de prohibition, on ne peut en tenir responsables les officiers de mon département. Dans tous les cas, les officiers qui sont chargés de l'application de la prohibition font leur possible. La perfection n'est pas de ce monde, les hommes qui ont quelque chose à faire de près ou de loin peuvent commettre des erreurs.

La prohibition, suivant la volonté populaire exprimée dans un référendum, a été en vigueur depuis neuf mois et, en tenant compte de ces résultats, les résultats ont été absolument satisfaisants. Il ne faut pas oublier que des millions de piastres de capital avaient été investis dans ce commerce, que l'usage des liqueurs alcooliques dans la province était passé dans les mœurs et qu'un

changement aussi radical devait nécessairement amener des abus. Les officiers ont fait leur devoir, mais il est impossible de prévenir toutes les violations de la loi, tant étaient nombreux ceux qui, à divers points de vue, avaient intérêt à ne pas se soumettre à cette mesure radicale. La même chose s'est produite dans la Colombie anglaise, la Saskatchewan, l'Alberta, l'Ontario, l'État du Maine et dans d'autres endroits où la loi de prohibition avait été appliquée avant Québec.

Quand je regarde ce qui s'est passé dans les autres provinces, aux États-Unis, où il y a eu des scandales, je crois que nous pouvons être satisfaits de la façon dont notre loi est appliquée. Pour ce qui est de la loi elle-même, la population de la province de Québec en est satisfaite et c'est pourquoi nous avons décidé de ne pas changer la loi de prohibition cette année. Nous voulons voir comment elle va fonctionner durant un laps de temps raisonnable et il est juste d'accorder au moins un an ou dix-huit mois pour en faire l'expérience. Nous ne croyons pas que la loi soit parfaite, mais elle est efficace et, avec le temps, les effets en seront appréciables.

Il demande à la population d'être patiente et d'attendre l'année prochaine, et, s'ils constatent alors que ça ne fonctionne pas, ils pourront apporter les amendements nécessaires pour l'améliorer.

Les infractions à la loi ont surtout été nombreuses à Montréal et à Québec. Dans cette dernière ville, un conflit s'est élevé à cause de la mise en vigueur de la loi Scott qui permet la vente en vertu de certificats médicaux et l'expédition dans les autres parties de la province. Des actions ont été instituées par le gouvernement en vertu de la loi de prohibition et le regretté juge Langelier les a renvoyées en alléguant que les officiers fédéraux ou leurs représentants étaient les seuls aptes à agir dans les circonstances. Le chef de l'opposition dit que la loi n'est pas respectée. Naturellement, nous avons beaucoup de difficultés, car c'est une loi nouvelle et nos officiers ne sont pas nombreux. Mais, si j'examine les statistiques de Québec et Montréal, je trouve que dans Montréal notre loi est peut-être mieux observée que la loi Scott l'est à Québec.

Du mois de mai au mois de novembre, on a émis à Québec 15,069 certificats médicaux et des liqueurs alcooliques pour une valeur de \$351,448.87 ont été vendues, ce qui fait une moyenne de \$26.89 par certificat. En vertu de la prohibition, des prescriptions ont été émises dans le reste de la province et la valeur des liqueurs vendues a été de \$397,104.18, soit une moyenne de \$2.35 par certificat. On doit avouer que, malgré les précautions

prises dans la loi, bien des certificats étaient des documents forgés, au lieu de porter la signature de médecins *bona fide*, résidents de la province. On a procédé autrement. Quelques mois après, on fournissait des certificats numérotés aux médecins et on les renouvelait chaque semaine. Les résultats ont été merveilleux et on a constaté une diminution considérable dans la vente. Malgré le dévouement des officiers du département, il fut impossible de découvrir tous les cas.

En dehors des cités de Montréal et de Québec, on peut dire que les effets de la loi ont été satisfaisants et les citoyens des districts ruraux en apprécient les bienfaits. Depuis mai dernier, le département a pris 1,250<sup>1</sup> actions et 86 causes sont pendantes; 14,116 bouteilles contenant 3,315 gallons de liqueurs ont été saisies et 226<sup>2</sup> caisses de bière. Cela démontre que le département fait son possible pour que la loi soit observée et les instructions du ministère à ses employés sont et seront de faire respecter la loi à la lettre et dans toute son ampleur afin qu'elle subisse un essai équitable. Si la loi Scott était rappelée à Québec, la situation s'améliorerait à Montréal et dans le reste de la province, et dans moins de six mois, il serait facile de constater quels sont les points faibles de notre loi afin de l'améliorer.

Il fait un appel à la Chambre et aux citoyens de la province pour qu'on donne à la loi une application juste et désintéressée. L'an dernier, le premier ministre a dit aux membres de la délégation de tempérance de ne pas être trop critiques au cours de la première année alors qu'on devrait découvrir les lacunes de la loi, et ces paroles s'appliquent encore aujourd'hui. L'an prochain, quand l'expérience aura été tentée dans toute la latitude voulue pour en apprécier les avantages et juger les défauts de la mesure, on pourra demander des amendements et le gouvernement se rendra à ce désir.

Il fait l'éloge des officiers de son département.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis surpris de la réponse du trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell). Je suis surpris qu'il ait traité de toute l'application de la loi de prohibition.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** J'ai fait cela parce que l'honorable chef de l'opposition a prétendu que la loi était violée. Il ne serait pas juste de laisser le public sous l'impression que le chef de l'opposition avait raison.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je reviendrai sur cela d'ici à la fin de la session. Je ne m'occuperai pas du cas de Saint-Félicien. L'honorable trésorier nous a dit que des caisses de bière avaient été retrouvées. A-t-on compté les caisses vides?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 382 caisses de bière ont été saisies et on n'en a retrouvé que 217. La Frontenac Breweries a acheté les caisses pour le montant de \$460.50. Huit caisses avaient été retenues par le percepteur, à titre de commission, pour son usage personnel.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et le percepteur a été destitué pour cela?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le département a trouvé qu'il n'est pas permis d'agir ainsi et a suspendu cet officier. Dès que j'ai reçu le rapport de l'enquête, le percepteur a été destitué. On ne peut tenir le département responsable de cette erreur. En pareil cas, le gouvernement a le courage de faire son devoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je reviendrai sur la question de la prohibition. Nous avons le régime de la prohibition, mais on vend partout du scotch, du whisky, du gin. On l'annonce dans les journaux. Nous aurons un nouveau débat d'ici à la fin de la session.

La proposition est adoptée.

#### **Saisie de whisky au Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le percepteur du revenu, Thomas-Louis Desbiens, de Saint-Bruno, concernant la saisie d'une certaine quantité de whisky et autres liqueurs fortes au cours de l'automne 1918; aussi, état indiquant les quantités saisies et les quantités rapportées par ledit percepteur et vendues officiellement, avec le nom des acquéreurs; aussi, copie des instructions données pour le transfert de la plainte du district de Roberval aux officiers de Québec, avec les montants des amendes et des frais à payer; aussi, copie de toute correspondance entre les ministres et le susdit percepteur au sujet d'une poursuite prise par l'un des propriétaires des liqueurs saisies contre ledit percepteur, pour cause de boisson volée ou disparue.

Au cours de l'automne 1918, deux individus de Québec débarquaient un soir à la station Hébertville avec une cargaison de whisky et autres eaux gazeuses. Puis ils trouvaient un charretier à la mode qui, de suite, les dirigeait vers Saint-Joseph d'Alma en colportant leurs liquides par les maisons. Ils ignoraient que le long de la route vivait le percepteur du revenu, Thomas-Louis Desbiens, un ami du gouvernement. Le commerce allait bien, mais, tout à coup, vers minuit, une auto arrive, ordonne d'arrêter et le percepteur s'amène annonçant avec grandeur qu'il saisit toute l'organisation. Alors, on vire de bord et on se rend à la maison du percepteur où la liqueur est remise. On est ahuri, on pourrait bien prendre un coup, mais la liqueur est saisie; après tout, c'est un voyage de nuit, on n'est pas pour crever; on décide de prendre un coup; et on prend un coup tellement que, le matin, on est ivre, et le percepteur ne voit plus clair.

Avant de partir, les témoins de la saisie et les amis invités décident que ce n'est pas fin de s'en aller comme ça. Alors, on prend une canistre de deux gallons, une de trois gallons, ainsi de suite, jusqu'à 29 gallons, sous les yeux du percepteur qui s'amuse. Puis il décide de poursuivre les coupables, il les consulte et, finalement, il convient de ne pas les poursuivre dans son district, à Roberval, mais d'aller à Chicoutimi. L'auto chauffe, on prend du whisky au cas où l'huile manquerait, et en route pour la capitale du Nord. On s'amuse le long du chemin, on chante, on prend un coup et puis on est ivre, et l'on va vite, tellement que le percepteur perd son chapeau. Le lendemain, le percepteur lâche les coupables et, deux jours après, ils reçoivent à Québec leurs actions pour vente illicite de liqueurs fermentées. Alors, ces deux braves sont embêtés; ils ont des influences et voici que l'avocat du revenu est averti d'envoyer les dossiers à Québec avant jugement. Alors, comme on est à Québec et que ce sont deux braves amis, on les condamne au minimum de l'amende avec les frais, et ainsi le magistrat de Roberval perd la chance de leur envoyer à sa force un jugement à bout portant. Ce magistrat est un apôtre pratiquant la prohibition et admirateur du gouvernement; il administre la loi comme un cerbère contre ceux qui osent violer la tempérance et surtout les lois du dieu de Québec, son protecteur bienfaisant. Et puis, ce scandale est public; les gens attendent la fessée que le percepteur a méritée et qu'il va recevoir par la malle. Mais rien encore. Rien ne vient.

Mais voici que l'un des coupables poursuit le percepteur pour sa part du whisky volé. Tête des gens. L'action est pendante. On plaide whisky réduit,

frelaté. Or, n'est-ce pas que c'est beau la morale de tout cela? Prohibition totale, mais protection aux violateurs. Défendu de boire, mais soyez assez fins pour trouver du gin. Vous vous saoulez? Laissez faire ou plutôt continuez. Je demande au gouvernement s'il entend mettre fin à tous ces scandales. Je lui demande ce qu'il entend faire avec ce percepteur. Si le gouvernement continue à tolérer les abus qui se commettent, j'espère que nous changerons la loi. Je suis un partisan de la tempérance et, ma foi, si l'on ne peut améliorer la situation, je me demande si nous ne devrions pas revenir à l'ancien système.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** croit que les faits relatés par le chef de l'opposition sont partiellement exacts. Nous avons destitué le percepteur. Quand à ses difficultés avec le coupable, nous n'avons rien à y voir. Je remercie cependant le chef de l'opposition d'avoir attiré l'attention de mon département sur ce fait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a longtemps que l'on a procédé dans cette affaire?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Il n'y a que huit jours, car je n'ai reçu le rapport que la semaine dernière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a un mois que j'ai attiré sur ce fait l'attention du gouvernement par une motion qui a évidemment fait marcher le gouvernement dans cette affaire.

Il déclare qu'il a mentionné uniquement ces deux causes et qu'il a encore amplement à présenter devant la Chambre, mais qu'il lancera plus tard un débat sur la loi de tempérance et ses nombreux abus, où le favoritisme est flagrant.

La proposition est adoptée.

### **Code civil, prescription**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 amendant les articles 2260 et 2262 du Code civil, relativement à la prescription, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Roy (Lévis)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;
- bill 129 amendant la charte de la cité de Québec.

#### **Louis-Herménégilde Hébert**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 amendant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus deux fois.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que les amendements du Conseil législatif au bill 129 amendant la charte de la cité de Québec sont acceptés avec amendement suivant:

Insérer les mots "chapitre 46", dans la sixième ligne, après le mot "session".

Cette dernière proposition est adoptée. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill C amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique, pour lequel il lui demande son concours.

#### **Instruction publique**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que le bill C du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Admission des femmes au Barreau**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat dont elle a été saisie le jeudi 5 février courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.

**M. Lemay (Sherbrooke):** Je me permettrai de différer d'opinion avec les députés de Saint-Laurent (M. Miles) et de Huntingdon (M. Philps) sur cette question. Je crois que cette mesure est bien inutile. Pourquoi demander que des femmes soient admises au Barreau de la province de Québec? Cela n'intéresserait que trois ou quatre femmes. Dans les provinces ou les pays où on leur a ouvert les portes du Barreau, bien peu de femmes en ont profité. Pourquoi? Parce que les femmes comprennent qu'elles ont assez de missions à remplir sans qu'on leur en donne une nouvelle. Ce n'est vraiment pas la peine de passer une loi générale pour cela. Il importe de suivre les saines traditions de notre race et de nous en tenir à l'ordre établi chez nous. En adoptant pareille mesure, nous ouvrons la porte à toutes les mesures que le féminisme nous apportera. Notre devoir est de protéger la femme; les lois sont faites pour protéger les faibles. Or, je crois que c'est le père Lacordaire qui a dit cela: Les premiers faibles que nous devons protéger, c'est la femme et l'enfant. On a cité comme raison en faveur de cette mesure le fait que, sur les champs de bataille, la femme s'est dévouée et a gagné des droits.

Il ne croit pas que cela soit une récompense digne de leur dévouement. Eh bien, je dis que quand la femme de la province de Québec, du Canada ou du monde entier a quitté son pays pour aller soigner les blessés, la femme qui a risqué sa vie dans les hôpitaux a continué le rôle sublime que la femme a toujours rempli dans le monde, rôle de sacrifices qui a provoqué notre admiration. Dans le rôle important qu'elles ont alors joué, elles ont simplement continué leurs devoirs de chaque jour qui sont ceux de la charité et du dévouement, et elles ne réclamaient pas telle récompense.

Quant à la possibilité pour les femmes de retirer des avantages de l'exercice de la profession légale, elle est des plus problématiques. On ne devient pas avocat en usant des fonds de culotte. L'on n'est pas reçu avant 24, 25 ans et quelquefois 30 ans. On sait ce qu'il en coûte de travail, d'études et de temps pour devenir avocat. Pendant ce temps, au lieu de gagner de l'argent, on en dépense. Il n'y a donc pas lieu de penser que la profession soit lucrative pour les femmes. Celles qui travaillent sont en proie à la nécessité, leurs revenus doivent être immédiats. Or, il est évident que l'exercice de la profession légale ne peut répondre aux besoins de cette situation.

Il y a un autre argument que l'on invoque. On dit: La province de Québec ne devrait pas être en arrière des autres. Notre province est bonne, est saine, et l'étranger qui viendra sur cette terre d'Amérique sera heureux, je crois, de trouver ici une mentalité un peu différente de celle du reste de l'Amérique. Nous n'avons jamais eu à rougir de cette mentalité et je crois que nous ne devrions pas changer aujourd'hui car, et cela est une bonne raison, les femmes de la province de Québec ne veulent pas de cette mesure. Je crois que, dans les circonstances, il vaudrait mieux accorder le droit de vote aux femmes que de leur permettre d'être admises au Barreau.

Il propose le renvoi du bill à six mois.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** veut se lever pour répondre.

**M. l'Orateur:** Je demande pardon à l'honorable député (M. Miles), mais il n'a pas le droit de réplique.

**Des députés:** Vote, vote...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait remarquer que le député de Sherbrooke (M. Lemay) peut peut-être proposer le renvoi du projet à six mois. Vous pourriez provoquer un vote alors.

**M. Monet (Napierville):** M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), l'ajournement du débat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand l'honorable député (M. Monet) sera-t-il prêt à continuer le débat?

**M. Monet (Napierville):** Demain.

Cette dernière proposition étant adoptée, le débat est ajourné.

#### **Inspection des hôtels, restaurants et maisons de logements**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des hôtels, restaurants et maisons de logements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le but de la loi est de faire conformer les règlements des hôtels et restaurants avec la loi de prohibition.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères):** Adopté. "Carried"!

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Taxes scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 amendement

l'article 2892 des statuts refondus, 1909, relativement au prélèvement des taxes scolaires, en certains cas, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Affaires municipales

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 amendement les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec relativement aux affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de la Chambre.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Il s'agit d'accorder à certaines administrations des privilèges qu'elles n'ont pas dans leur charte et auxquels elles ont droit.

**M. le président (M. Beaudry, Verchères):** Adopté. "Carried".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon, M. l'Orateur. J'ai des griefs à faire entendre et, comme en comité des subsides on m'a rappelé à l'ordre, j'entends parler avant que la Chambre se forme en comité.

Il demande au gouvernement de mieux payer ses inspecteurs d'écoles et ses instituteurs. Le secrétaire provincial semble vouloir accomplir des réformes. Il est temps de les accomplir.

Au sujet de l'inspection scolaire, il prétend qu'elle est insuffisante et même inutile en plusieurs endroits. Le gouvernement dépense \$92,000 pour cette inspection. C'est trop pour l'inspection qui est faite et ce n'est pas assez pour les besoins de nos écoles rurales. Les instituteurs se font de plus en plus rares, il y a pénurie. Les trois quarts de nos municipalités de village sont incapables de payer \$1,200 ou \$1,500 pour un instituteur et, cependant, un instituteur marié et père de famille ne peut pas vivre avec un salaire moins élevé. Si la loi générale ordonnait une école modèle dans les villages, il n'y aurait pas autant de petites municipalités scolaires. L'une des principales causes des divisions entre les paroisses et les villages, c'est à propos d'écoles modèles. Faute d'instituteurs, il faut avoir recours à des institutrices qui, sauf quelques exceptions, ne font pas de l'enseignement une carrière. Elles l'abandonnent après deux ou cinq ans d'enseignement. Les municipalités changent d'institutrices très souvent, deux ou trois par année. Un certain nombre de ces institutrices manquent d'expérience dans l'enseignement, et leur manque de méthode fait perdre un temps précieux aux enfants.

L'inspecteur d'écoles devrait être considéré comme un principal. Au lieu d'avoir de 125 à 150 écoles à visiter et 8,000 élèves sous sa juridiction, il devrait avoir 50 écoles et, au lieu de faire une visite en automne et une autre à la fin de l'année, il devrait être capable d'en faire une tous les mois dans certaines écoles, pour assurer aux enfants de ces écoles un enseignement pratique et efficace. Nous avons un programme qui constitue une grande amélioration, grâce au travail de M. le chanoine Ross et de M. l'abbé Desrosiers et aussi au comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Il importe que ce programme soit bien compris et appliqué avec efficacité. L'inspecteur principal connaîtrait mieux nos institutrices.

Il exercerait leur jugement en leur faisant analyser, par exemple, *l'Enseignement primaire*, une excellente revue que l'on devrait conserver avec plus de soin dans nos écoles. De cette façon, on ne paierait pas inutilement l'inspection scolaire. C'est l'inspecteur principal qui suppléerait à la lacune dont nous souffrons par le manque d'instituteurs. Les instituteurs sont mal payés.

Dix instituteurs de Montréal, tous célibataires, ont été forcement enrôlés pour la guerre. La Commission scolaire de Montréal, par ses quatre chefs de district, leur avait promis leur salaire pendant leur absence et leur position au retour. Ces instituteurs, tous compétents et diplômés, ont été remplacés par des institutrices. Sept des professeurs sont revenus, ont demandé d'être réinstallés dans leurs fonctions. Aucun ne l'a été, et ces instituteurs-soldats sont présentement sans position et on ne leur paie pas leur salaire. Pas un seul de ces instituteurs n'est revenu du front sans un grade, depuis celui de sergent à celui de capitaine. Pas un seul d'entre eux n'a été payé de ses arrérages de salaire pendant l'absence au front. Pas un seul de ces instituteurs n'a enseigné moins de cinq ans en dehors de l'école normale et tous ont eu la prime du gouvernement provincial pour succès dans l'enseignement. Au nombre de ces instituteurs, nous relevons les noms de MM. L.-Louis Seize, H. Héroux, J. Coupal, A. Maltais, I. Bossé, H. Pilon, A. Sauvé. L'un d'eux, A. Magnan, est mort au front et sa famille n'a pas même reçu de condoléances de la Commission scolaire de Montréal, non plus que le salaire qui lui revient.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je crois avoir essayé de toujours donner au chef de l'opposition (M. Sauvé) les explications qu'il m'a demandées. Il y a peut-être un point qui est nouveau dans ses remarques. Je crois que, si de petites commissions scolaires ne se créaient pas en marge de grandes commissions, il y aurait peut-être plus de facilités de faire des réformes. Je ne suis pas, d'un autre côté, en faveur de la centralisation scolaire qui n'a pas été trouvée un remède. Pour ce qui est de l'inspection des écoles, elle n'est pas parfaite, mais nous essayons de l'améliorer continuellement. Quant à changer le nom de l'inspecteur en celui de principal, je crois que l'inspecteur d'écoles est très satisfait de son titre actuel.

Il parle ensuite des instituteurs de Montréal. Il est bien disposé à l'égard des instituteurs, il veut l'amélioration de leur sort, mais il a confiance en la Commission scolaire de Montréal et il croit qu'elle rendra justice à ses instituteurs en autant qu'elle le

pourra. De même pour les instituteurs-soldats, il dit qu'il ne voudrait pas condamner la Commission avant d'avoir entendu ses membres. La Commission a obtenu le droit d'emprunter \$1,000,000; peut-être va-t-elle s'occuper maintenant du sort des instituteurs-soldats.

La proposition est adoptée.

#### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements au sujet des salaires et des états de service des professeurs de l'école normale Jacques-Cartier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** donne des renseignements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je félicite le secrétaire provincial d'avoir enfin porté le salaire de M. Beaulne à \$2,000. C'est une mesure de justice que réclamait depuis longtemps l'opposition. M. Beaulne exerçait pratiquement les fonctions de principal.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval de Montréal (dont deux mille piastres pour la Faculté de droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. le président, avec la permission du lieutenant-gouverneur, je demanderais que l'item des subsides de l'instruction publique intitulé "Université Laval de Montréal, \$25,000" soit changé par le suivant "Université de Montréal, \$25,000".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui vous en a donné la permission?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le lieutenant-gouverneur. Et, si l'honorable chef de l'opposition connaît une autorité qui m'en empêcherait, qu'il me la cite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'en appelle à la décision du président.

M. le président (M. Bugeaud, Bonaventure) déclare que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) avait droit de faire changer le nom de



l'université, puisque la Chambre a voté une loi pour réorganiser une université dont on a changé le nom.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** s'étonne de l'opposition du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à l'octroi que l'on veut donner à la nouvelle université de Montréal comme on le donnait à l'ancienne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Je tiens à savoir, d'abord, ce que le gouvernement va donner pour aider à la construction de l'université. Le gouvernement a été appelé à souscrire un certain montant. Il répond: Faites voter les municipalités, faites voter les citoyens, et nous verrons ensuite. On parle aussi de réformer le programme d'enseignement de l'université, mais ce que je veux savoir surtout, c'est ce que le gouvernement entend donner à l'université.

Va-t-il donner autre chose à l'université que ces \$25,000? Il me semble que le gouvernement doit faire mieux que cela.

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Si nous devons, comme le chef de l'opposition le prétend, faire quelque chose pour l'université, on ne pourra pas me reprocher d'avoir présenté le projet de loi que nous devons naturellement présenter sans avoir mûrement réfléchi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Le secrétaire provincial veut-il dire que le gouvernement va présenter un projet de loi à cette session pour assurer une souscription à l'Université de Montréal?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Si le chef de l'opposition croit que le gouvernement doit faire quelque chose pour l'université, il ne pourra toujours pas dire que le gouvernement n'a pas bien réfléchi avant de présenter cette loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: M. le président, je proteste. Je suis convaincu que le député de Terrebonne n'a pas été choisi pour faire partie du cabinet pour nous répondre par des phrases évasives. Je n'ai peut-être pas la puissance d'un Fielding, mais j'ai le droit de savoir ce que je veux. Je répète ma question.

On a demandé au gouvernement d'aider l'Université de Montréal. Le gouvernement nous propose maintenant de voter \$25,000 pour l'Université de Montréal. Je veux savoir si c'est tout ce que le gouvernement va faire. L'honorable secrétaire provincial fait de l'esprit, il me répond par

de longues déclarations, mais il ne répond pas à ma question. On veut finir la session à la hâte. Eh bien, on ne nous dira pas cette année: Allons-nous-en, allons-nous-en!

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Je suis prêt, M. le président, à donner tous les renseignements qu'il voudra au chef de l'opposition. S'il me demandait s'il y a un projet à l'étude, je lui répondrais.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: L'honorable secrétaire provincial est-il prêt à déclarer que le gouvernement va nous annoncer, d'ici à la fin de la session, ce qu'il entend souscrire pour l'Université de Montréal?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Si le gouvernement se décide à souscrire, oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Est-ce l'intention du gouvernement de souscrire?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: Je crois me rappeler que le premier ministre a déclaré que le gouvernement a l'intention d'aider l'Université de Montréal.

Cette déclaration n'a pas été contredite. Il y a un projet à l'étude à ce sujet et, si une loi, basée sur ce projet, doit être présentée, elle le sera d'ici à la fin de la semaine.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Pourquoi d'ici à la fin de la semaine? Pourquoi pas à la semaine prochaine?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**: Je suis bien prêt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Le premier ministre est peut-être prêt à continuer la session, mais la majorité ne veut pas, je crois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**: Nous pourrions peut-être passer à un autre item.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: L'honorable premier ministre ne répondra-t-il pas à ma question?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**: L'honorable chef de l'opposition n'est donc pas satisfait des réponses de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David)?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais je n'en ai pas eu de réponses. Il proteste contre cette habitude de présenter toutes les législations d'importance dans les derniers jours de la session, ce qui ne permet pas aux membres de prendre le temps nécessaire pour étudier les mesures.

Il est contre les mesures importantes approuvées sans tenir compte de l'opposition et que le gouvernement pourrait tout aussi bien présenter dès le début de la session.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** ne s'attendait pas à ce qu'on s'oppose aux quatre mesures toujours en réserve, et le chef de l'opposition et les autres membres auront tout le temps dont ils auront besoin pour discuter des bills. Je peux donner l'assurance que pas une de ces mesures ne sera massacrée pour cause de manque de temps, et il est bien connu que nous n'employons jamais le bâillon en cette Chambre.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que, tous les comités ayant terminé leur travail, selon la coutume, on commence demain à siéger trois fois par jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est donc la fin de la session.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Que cela ne vous empêche pas de parler.

Il propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures et demie de l'avant-midi.

Adopté.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Chiffre de *La Presse*. Le *Montreal Herald* mentionne plutôt 125 actions.

2. Chiffre de *La Presse*. Le *Montreal Herald* mentionne plutôt 2,226 caisses de bière.

## Première séance du jeudi 12 février 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Juridiction des  
cours du recorder**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des cours du recorder, en certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Retenue des droits payables  
à la couronne**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 251 amendant l'article 776 du Code de procédure civile relativement à la retenue des droits payables à la couronne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies de chemin de fer,  
subventions**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Logements ouvriers**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 238 amendant la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Construction  
de maisons**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 237 amendant la loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'agent général de la province dans le Royaume-Uni;

- bill 41 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure;

- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies;

- bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec;

- bill 50 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au paiement des témoins de la couronne.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb;

- bill 134 amendant la charte de la Salmon River and Northern Railway Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles.

**Succession  
McDuff Lamb**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The Salmon River and  
Northern Railway Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 amendant la charte de la Salmon River and Northern Railway Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Sociétés coopératives agricoles**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Compagnies de chemin de fer, subventions**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

### **Bourses pour élèves gradués**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 235 concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre les cours additionnels à Paris, en France.

Adopté.

### **Pension des officiers publics**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 249 concernant la pension des officiers publics.

Adopté.

### **Jurés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le procureur général puisse, en cas d'incapacité du député-shérif, nommer une personne pour le remplacer comme greffier du bureau de révision ou, s'il le juge à propos, lui adjoindre une ou plusieurs personnes pour l'aider à remplir ses fonctions de greffier et pour voir à la rémunération de cette ou de ces personnes.

Adopté.

2. Que chaque personne appelée à servir comme grand ou petit juré reçoive une indemnité de deux piastres et cinquante centins pour chaque jour qu'elle sera nécessairement absente de son domicile pour comparaître devant le tribunal.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve que l'indemnité de \$2.50 par jour payée aux petits et aux grands jurés, tant civils que criminels, est trop peu élevée.

Les cultivateurs sont obligés de payer \$2.50 et même \$3 par jour avec le vivre pour un simple journalier. La perte de temps que l'administration de la justice leur impose devrait être dédommée davantage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) admet que cette indemnité n'est pas toujours suffisante.

Mais il n'y a pas si longtemps les jurés ne recevaient rien du tout. De plus, les témoins ne recevaient qu'un dollar par jour. C'est le devoir de tout citoyen de venir en aide à sa patrie dans l'administration de la justice et, s'il le faut, de faire des sacrifices.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnies  
et corporations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 15 concernant certaines compagnies et corporations.

Adopté.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère de ne lire que les numéros des articles. La lecture de tout le bill serait une tâche de plusieurs jours.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Élections municipales**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 168 amendant le Code municipal de Québec relativement aux élections municipales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Propriétés du quartier  
Hochelaga, Montréal**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** fait remarquer qu'il s'agit là d'un mauvais principe pour lequel on réclame une sanction. Cela ouvrirait la porte à un grand nombre de demandes similaires.

**M. Monet (Napierville):** Je suis surpris d'entendre parler de principes en cette Chambre, après ce qui s'est passé dans le cas du bill de Montréal.

Il explique que le bill n'a rien d'exorbitant et qu'il s'étonne qu'on lui ait préparé des funérailles de première classe en invoquant les questions de principe.

**Des députés** crient pour qu'on laisse tomber le préambule.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Questions et réponses:****Eudore Parent, médecin à  
l'asile de Beauport**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le docteur Eudore Parent a-t-il été nommé par le gouvernement médecin de l'asile de Beauport?

2. Dans l'affirmative, en quelle année et combien a-t-il reçu en salaire depuis?

3. Fait-il encore des visites à l'asile et que reçoit-il en salaire?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Oui.  
2. 24 juillet 1911; \$1,200 par année.  
3. Oui, \$1,200 annuellement.

**Épidémie  
de grippe**

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Le Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec est-il prêt à faire face à une épidémie de grippe, si une telle épidémie se présente?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oui.

La séance est levée.

**Deuxième séance du 12 février 1920****Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 72 amendant les lois relatives à la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau;

- bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Marie-Angélique-Amanda Rodier *et vir* et autres à Dupuis Frères limitée;

- bill 202 amendant la charte de la North Railway Company.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 amendant les lois relatives à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Succession  
Joseph Gareau**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Vente d'immeuble de M.-A.-A. Rodier  
à Dupuis Frères limitée**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Marie-Angélique-Amanda Rodier *et vir* et autres à Dupuis Frères limitée.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**North Railway Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 202 amendant la charte de la North Railway Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Coaticook**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook.

Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de East Angus**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus.

Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Expropriations à Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que, vu que le bill 95 décrétant l'expropriation par la cité de Montréal de certains lots appartenant à Jean-Baptiste Brouillette, de Montréal, et fixant les conditions de telle expropriation ainsi que certains changements à faire au cadastre au sujet de ces lots a été rejeté au comité des bills privés, les droits ordinaires et les amendes que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **The St. Andrews Protestant Cemetery**

**M. Hay (Argenteuil)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Reed), que, vu que le bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery a pour objet un culte religieux et œuvres charitables, les droits additionnels et amendes que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Terres en culture à Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose un amendement à l'article 1, demandant que les

terres soient évaluées à \$300 l'acre, relativement à la taxation sur les terres en culture.

Il propose \$300 par acre pour les terrains en culture et \$500 par acre pour les fermes non cultivées si on se propose de les convertir en lots à bâtir dans un espace de trois ans.

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>1</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

#### **Chemin de fer Montréal, Grand-Tronc-Pacifique et Baie James**

**M. Bergevin (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de rapports, correspondance, résolutions de conseils municipaux, de chambres de commerce, ordres en conseil du gouvernement de la province, etc., sur la construction d'embranchements du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique, dans la province de Québec, et particulièrement sur le projet de construction du chemin de fer partant de Montréal jusqu'au Grand-Tronc-Pacifique et à la Baie James.

Son seul but est d'attirer l'attention du gouvernement afin qu'il fasse quelque chose.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je remercie l'honorable député de Beauharnois d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ces importantes questions et de nous avoir fourni les documents au sujet de ces projets. Ces questions nous intéressent vivement, nous leur avons donné toute notre attention et nous continuerons à les étudier. Encore une fois, je remercie l'honorable député de Beauharnois.

La proposition est adoptée.

**Lacs Saint-François et Saint-Louis,  
pouvoirs d'eau**

**M. Bergevin (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie des plans et devis, des rapports d'ingénieurs et autres, lettres, résolutions de conseils municipaux et de chambres de commerce sur les pouvoirs d'eau situés entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis, sur le fleuve Saint-Laurent; copie de contrats avec toutes les compagnies déjà existantes, la quantité de chevaux-vapeur développés et le nombre de forces hydrauliques qui pourraient être développées à cet endroit; ordres en conseil du gouvernement de la province de Québec, relatifs aux concessions faites à toutes les compagnies développant des forces hydrauliques à cet endroit.

Il démontre la nécessité de développer ces pouvoirs d'eau au point de vue de l'industrie. Il craint que Québec retarde et qu'Ontario prenne le devant et retire tous les bénéfices.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que ce projet est actuellement à l'étude du gouvernement.

La proposition est adoptée.

**Chemin de fer  
au Labrador**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 11 février courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de correspondance sur la construction de chemin de fer sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, depuis Montréal et Québec jusqu'au Labrador, sur le littoral de l'océan Atlantique, partant du détroit de Belle-Isle jusqu'à la rivière Hamilton; de tracés de chemin de fer, plans et devis, cartes géographiques de la province de Québec et cartes hydrographiques de l'océan Atlantique et du golfe Saint-Laurent, et de tout ce qui a rapport à l'établissement d'une ligne rapide avec l'Europe et de relations plus étroites et plus directes avec Terre-Neuve.

**M. Parrot (Témiscouata)** déclare qu'il n'a pas l'intention de parler.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** félicite le député de Beauharnois (M. Bergevin) d'avoir ramené sur le tapis cet intéressant projet.

Je regrette que l'honorable ministre des chemins de fer (M. Galipeault) ne soit pas en Chambre en ce moment.

Le projet dont l'honorable député de Beauharnois nous a parlé m'intéresse vivement et j'ai écouté attentivement, hier, ses remarques. Je puis l'assurer que le gouvernement souhaite la réalisation du projet d'un chemin de fer en Labrador et d'une ligne rapide entre le Canada et l'Europe, comme je crois que tous ceux qui veulent le développement de notre commerce seraient heureux de le voir enfin réalisé.

Le gouvernement étudiera attentivement les suggestions et les documents.

La proposition est adoptée.

**Ponts entre Vaudreuil  
et Sainte-Anne-de-Bellevue**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 5 février courant: Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de cette province, relativement à la construction des ponts entre Vaudreuil et Sainte-Anne-de-Bellevue.

**M. Bergevin (Beauharnois)** s'intéresse à cette question au nom de ses électeurs, il espère, comme les députés de Soulanges (M. Farand) et de Vaudreuil (M. Pilon), que les ponts que l'on réclame depuis si longtemps seront construits. Le progrès de nos comtés en dépend et j'espère que le gouvernement provincial aidera à la construction de ces ponts.

Il dit que cette construction serait aussi utile à la province d'Ontario qu'à la province de Québec. Ces ponts faciliteraient grandement l'ouverture des grands marchés des États-Unis. Il voudrait que le gouvernement de cette province fasse immédiatement des arrangements avec celui d'Ontario afin d'en arriver à une solution pratique. Il espère que le gouvernement d'Ontario même fera les premiers pas dans cette voie afin de pouvoir profiter des immenses avantages qu'offre notre province pour les possibilités commerciales et industrielles.



**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** déclare que le gouvernement étudie sérieusement, actuellement, les possibilités de cette construction, de même que les possibilités d'utiliser les pouvoirs d'eau sur les lacs Saint-Louis et Saint-François.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** déclare qu'il a écouté avec beaucoup d'intérêt les discours qui ont été prononcés à cette fin, et, en particulier, celui du député de Beauharnois (M. Bergevin), notamment sur la construction de ponts entre Sainte-Anne-de-Bellevue et Vaudreuil. Il est des plus favorables à ces constructions. L'entreprise, dit-il, est des plus sérieuses et des plus importantes. Si elle est réalisée, il n'y a aucun doute qu'elle assurera un grand développement à cette région. Le gouvernement provincial s'intéresse à cette question et, si on réussit à convaincre le gouvernement fédéral et l'Ontario de la nécessité de faire sa part pour la réalisation de ce projet, le gouvernement provincial sera heureux d'aider ce grand projet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment le ministre espère-t-il convaincre le gouvernement d'Ontario?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je n'entends pas convaincre le gouvernement d'Ontario, mais les intéressés l'espèrent. Et ils ont raison, car le gouvernement d'Ontario est aussi intéressé que nous dans ce projet.

**M. l'Orateur:** Adopté. "Carried".

La proposition est adoptée.

#### Questions et réponses:

##### Bourses pour études à l'étranger

**M. Monet (Napierville):** 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de créer des bourses qui permettront à un certain nombre de jeunes gens de cette province d'aller parfaire leurs études à l'étranger?

2. Dans l'affirmative, combien de bourses seront créées?

3. Quelle procédure le gouvernement entend-il suivre relativement au choix de ceux qui bénéficieront de ces bourses?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Oui.

2 et 3. Un projet de loi sera présenté à cette session, qui déterminera le nombre de bourses et comment elles seront octroyées.

##### M. Riverin, inspecteur des hôtels de tempérance

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel salaire reçoit M. Riverin, inspecteur des hôtels de tempérance?

2. Quel revenu a-t-il rapporté de ces hôtels de tempérance dans le cours de la dernière année?

3. Quel a été le chiffre de ses dépenses pour la dernière année?

4. Combien de poursuites ont été prises dans le cours de la dernière année par le percepteur du revenu à Québec, pour infractions à la loi des licences de Québec?

5. Combien ont rapporté ces actions et quelles ont été les dépenses encourues du 30 juin 1918 au 30 juin 1919?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. \$1,400.

2. \$486.

3. \$3,219.62.

4. 55.

5. Revenu \$4,800, dépenses \$701.20.

##### Établissement d'une université à Montréal

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 231 autorisant le paiement d'une somme d'un million de piastres pour aider à l'établissement d'une université à Montréal.

Adopté.

##### Magistrats de district

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il soit payé à chaque magistrat de district, en sus de ses frais de déplacement, une somme de six piastres par jour, y compris les jours nécessairement occupés par le déplacement, aller et retour, de l'endroit qui lui est assigné pour sa résidence, pourvu que:

*a.* Aucune indemnité ne lui soit payée pour l'audition des causes dans un district autre que celui ou ceux qui lui sont assignés, sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du procureur général de se rendre dans tel autre district; et que

*b.* La demande de paiement des frais de déplacement et de la somme de six piastres par jour ci-dessus mentionnée soit accompagnée d'un certificat signé du magistrat établissant le nombre de jours pour lesquels il a droit de faire cette demande et que le montant réclamé pour les frais de déplacement représente le montant réel de tels frais.

Adopté.

2. Quel le procureur général puisse, lorsqu'il le jugera à propos, dans l'intérêt de l'administration de la justice, en sus de cette indemnité et de ces frais de déplacement, accorder une somme additionnelle de quatre piastres par jour à tout magistrat auquel il donnera instruction, par écrit, de siéger dans une cité autre que celle dans laquelle tel magistrat a sa résidence.

Adopté.

3. Que les dépenses encourues en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soient payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Juridiction des cours du recorder**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des cours du recorder, en certains cas, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pension des officiers publics**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 249 concernant la pension des officiers publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 1. Qu'en sus des personnes mentionnées dans le second alinéa de la section 6 de la loi 7 George V, chapitre 1, toute personne qui, après avoir fait partie du service extérieur, est nommée officier en loi au département du trésorier de la province soit régie,

pour l'avenir comme pour le passé, par les dispositions applicables à la pension des officiers publics, avant l'entrée en vigueur de ladite loi 7 George V, chapitre 16.

Adopté.

2. Que toute personne qui, après avoir été employée au département du Trésor (branche du revenu) ailleurs qu'au siège du gouvernement devient employé de ce département au siège du gouvernement à titre de légiste, (aviseur légal ou officier en loi) soit censée avoir fait partie du service civil à compter de la date à laquelle elle a été nommée fonctionnaire dudit département, et qu'elle doive payer, avec intérêts, au trésorier de la province, par versements mensuels échelonnés sur une période de dix années à compter du 1<sup>er</sup> mars 1920, une somme égale au total des retenues qui auraient été faites sur son traitement si la loi qui sera basée sur les présentes résolutions avait été en vigueur le jour où elle a été nommée fonctionnaire dudit département.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 249 concernant la pension des officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Retenue des droits payables à la couronne

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 251 amendement l'article 776 du Code de procédure civile relativement à la retenue des droits payables à la couronne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Logements ouvriers

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 amendement la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que le but de son bill est de donner aux municipalités le droit de bâtir des logements ouvriers en fournissant à des compagnies privées les avantages qu'offre le gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux.

Il déclare que le gouvernement entend bien déléguer les pouvoirs aux municipalités, parce qu'il lui est impossible de se rendre compte lui-même des conditions locales dans chaque cas.

Le gouvernement trouve que ce serait un travail énorme que de s'occuper de la construction de maisons dans peut-être 100 ou 200 cités et villes, et qu'il lui serait presque impossible de le faire. Le gouvernement avancera des sommes aux municipalités.

Pour les emprunts, le système sera le même que celui en vertu duquel le gouvernement fédéral prête aux provinces. En retour, les municipalités devront émettre des débentures en faveur du gouvernement à 5 %. Des dispositions générales régiront le fonctionnement de la loi, mais on laissera aux municipalités une large autonomie.

Une disposition prévoit qu'une municipalité pourra confier la réalisation des travaux à une commission, pour une période de temps quelconque, et reléguer les pouvoirs à cette même commission, en tout ou en partie.

Dans le cas de la cité de Montréal, l'approbation du contrôleur du logement provincial ne sera pas nécessaire pour ce qui est du système de construction, de l'emplacement, de la préparation des terrains ainsi que des plans et devis des maisons. L'approbation du directeur du logement de la province ne sera pas nécessaire si cette cité nomme une commission en vertu de l'article 10 de cette loi.

Un autre article de la loi décrète que le mot "habitation" comprend une maison contenant un, deux ou trois logements séparés.

Il explique que cela a été fait à la demande de la cité de Montréal, qui trouvait que la définition d'une habitation n'était pas claire, selon la loi, craignant que l'on signifie par là une maison indépendante ou un semi-détaché, et non un logement. Il dit que l'interprétation fédérale d'une habitation inclut les immeubles à logements, mais, pour rassurer Montréal, la loi est amendée. Cela signifie que quelque chose pourra finalement être fait à Montréal, puisque la construction d'une maison à un coût de \$4,500 est une tâche ardue en cette période où la main-d'œuvre et le matériel coûtent cher.

Chaque logement peut être contenu dans un seul étage, et les prix mentionnés dans la cédule représentent la valeur d'une habitation lorsque cette habitation ne contient qu'un logement. Mais, lorsqu'il s'agit d'une habitation à plusieurs logements, les prix mentionnés dans ladite cédule représentent la valeur de chaque logement. Il sera loisible au propriétaire, qui pourra emprunter une somme triple (\$13,500) de celle allouée pour une maison simple, de louer un ou deux de ces appartements.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Construction de maisons**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 amendant la loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Drainage des terres**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 amendant le Code municipal relativement à certains travaux de drainage soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans ce bill, on pourvoit aux formalités à remplir dans les cas où un propriétaire a besoin d'une issue sur la terre de son voisin pour compléter son système de drainage.

Si les deux propriétaires ne peuvent s'entendre, le conseil municipal peut nommer un surintendant spécial chargé d'étudier la situation, de consulter les intéressés, tous les contribuables même, si la chose est jugée nécessaire, et de faire rapport. L'entreprise est décrétée ensuite par résolution dans un délai fixé par la loi.

Adopté. Le bill est envoyé au comité général.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Drainage des terres, municipalités**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 relatif à certains emprunts, par les municipalités, pour aider à la construction de travaux de drainage des terres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le développement de l'agriculture dans notre province oblige le gouvernement à adopter cette politique nouvelle. La loi existe déjà dans l'Ontario et l'Alberta.

Par la loi que j'ai l'honneur de présenter, les municipalités auront droit d'emprunter de \$2,000 à \$500,000 et de prêter cet argent aux cultivateurs. Les prêts aux cultivateurs ne doivent pas être moindres que \$100 ni plus élevés que \$1,000. Dans aucun cas ils ne doivent dépasser 75 % des travaux à accomplir. Ils ne seront pas soumis au vote des électeurs et seront faits pour 20 ans.

Il est entendu que le pouvoir d'emprunt des municipalités en sera affecté d'autant, mais les conseils municipaux ne seront pas obligés d'avoir l'autorisation des contribuables, vu qu'il s'agit d'une affaire d'intérêt public.

**M. Dufresne (Joliette):** Qui paiera les intérêts?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ceux qui bénéficieront du drainage.

**M. Dufresne (Joliette):** C'est très juste.

**M. Renaud (Laval):** Mais supposons le cas où des travaux de drainage profiteraient à deux municipalités, seront-elles appelées à payer toutes les deux leur part des travaux?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous avons prévu le cas et l'honorable député de Laval (M. Renaud) pourra le constater en lisant le projet de loi. Mon honorable ami peut être convaincu que nous prenons toutes les précautions possibles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas ces travaux de drainage lui-même?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Parce que les finances de la province ne nous permettent pas de prendre à notre charge cette entreprise.

**M. Renaud (Laval):** On n'en prend jamais assez.

Il fait d'autres observations au ministre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) proteste de ses bonnes intentions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'enregistre ce petit aveu. Sa loi n'offre aucun avantage aux cultivateurs. On permet aux conseils municipaux d'emprunter, mais pourquoi le gouvernement qui a de si gros surplus ne s'occupe-t-il pas lui-même de ces travaux si importants? Les cultivateurs peuvent emprunter de l'argent à des conditions aussi avantageuses que les conseils municipaux. J'ose croire que le ministre, s'il avait été laissé à lui-même, aurait fait ce que l'opposition lui suggère.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne partage pas l'opinion du chef de l'opposition (M. Sauvé). Les conseils municipaux peuvent emprunter à un taux moins élevé que les cultivateurs. Notre loi n'est pas parfaite, peut-être, mais Paris ne s'est pas fait en un jour.

**M. Renaud (Laval):** L'honorable ministre de l'Agriculture permet aux conseils municipaux d'emprunter sur simple résolution. Il me semble que les contribuables, c'est quelque chose dans une municipalité. Pourquoi ne pas obliger le conseil à faire approuver son emprunt?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il faut avoir confiance au conseil, il est composé d'hommes honnêtes et, comme il s'agit d'une affaire d'intérêt général, nous croyons que nous devons permettre ces emprunts sans consultation populaire.

**M. Renaud (Laval):** On a vu des conseils municipaux commettre de graves erreurs et je crois que le gouvernement ne devrait pas permettre aux conseils municipaux d'emprunter sans soumettre ces emprunts à l'approbation des contribuables. Après tout, ce sont les contribuables qui paient. Pourquoi ne pas les consulter?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je dois faire remarquer à l'honorable député de Laval (M. Renaud) que les municipalités n'empruntent que pour reprêter l'argent aux contribuables qui en voudront.

**M. Renaud (Laval):** Je crois que malgré cela, on doit prendre de plus grandes précautions et qu'on ne doit pas permettre aux conseils d'emprunter sans l'autorisation des contribuables.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) assure le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) que les officiers de son département aideront aux travaux de drainage. Il croit que les travaux de drainage donnent une grande valeur à une terre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai jamais contesté cela. Ce que je prétends, c'est que cette loi sera inefficace. Je crois même que cette loi va empêcher les cultivateurs d'emprunter de l'argent. Le gouvernement a-t-il fait quelque chose, par le passé, pour les travaux de drainage?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, nous accordons actuellement des primes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant avez-vous payé, l'an dernier?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne le sais pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a deux ans, combien avez-vous donné?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition sait qu'il a été difficile pendant la guerre de faire des travaux de drainage, les tuyaux de drainage coûtaient si cher.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est ce que je voulais faire dire au ministre. Il avoue qu'il ne s'est rien fait et qu'on n'a pas payé une seule prime.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition est satisfait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste pour avoir plus de détails.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à huit heures et demie du soir, aujourd'hui.

Adopté.

La séance est levée.

#### Troisième séance du 12 février 1920

##### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### Instituteurs partis à la guerre

**L'honorable M. David (Terrebonne)** soulève une question de privilège.

Il fait référence à une déclaration faite la journée précédente par le chef de l'opposition (M. Sauvé), à l'effet que 10 professeurs masculins du district de Montréal aient été forcés à aller à la guerre, qu'on leur ait promis de les replacer dans leurs postes à leur retour, et que sept d'entre eux n'aient pu obtenir de poste à leur rentrée au pays, alors que l'un d'eux est mort sur le champ de bataille et sa famille n'a rien reçu du salaire qui avait été promis.

Le secrétaire provincial déclare que tous les hommes qui sont revenus ont été réengagés, et que l'un d'eux a quitté pour une position plus avantageuse.

Ils ont été aussi bien traités que ceux qui sont restés ici, sous le rapport des augmentations de salaires. Quant à l'instituteur dont on dit qu'il était mort sur les champs de bataille, il n'est pas mort car il vit encore. Ce dernier est tout aussi vivant que l'est le leader de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre est-il dans les règles?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'explication est strictement personnelle.

#### Demande de documents:

##### Construction de logements ouvriers

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette

Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de cette province relativement à la loi 9 George V, chapitre 10, pourvoyant à la construction de logements ouvriers.

Adopté.

#### **Commission des logements ouvriers de Montréal**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le gouvernement de cette province et la Commission des logements ouvriers de Montréal ou aucun de ses membres.

Adopté.

#### **Grande Décharge du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, billets de location, lettres patentes, etc., depuis 1897 jusqu'à date, au sujet de la vente des pouvoirs d'eau de la Grande Décharge du Lac-Saint-Jean, avec état indiquant les obligations imposées aux acheteurs, état des industries créées par eux et des poursuites prises en expropriation par les propriétaires de ces pouvoirs d'eau contre les cultivateurs et colons établis des deux côtés de la Décharge, dans les cantons de Jonquière, Kénogami et Labarre, Signai, île d'Alma, Delisle, Taché, Bourget, Simard et Tremblay.

Adopté.

#### **Maisons de désordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 concernant les propriétaires de maisons employées comme maison de désordre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but de la loi est de tâcher de faire fermer les maisons de désordre, les maisons de prostitution.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La loi s'applique-t-elle aux maisons de jeux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle s'applique à toutes les maisons que le Code criminel définit comme des maisons de désordre.

**M. Dufresne (Joliette)** demande au gouvernement de sévir non pas seulement contre quelques maisons de désordre, mais contre une espèce très dangereuse de ces maisons, et ce sont celles où il se vend des boissons sans licences. Il prétend aussi que plusieurs maisons où l'on est autorisé à vendre des boissons enivrantes sont de véritables maisons de désordre, qui devraient être traitées comme telles.

**Des députés:** Adopté, "carried".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour l'honorable **M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tel que promis à la dernière séance spéciale du comité de l'agriculture, je désire faire quelques remarques au sujet du malheureux incident qui existe et qui paraît entre les ouvriers des unions nationales et les cultivateurs. Il m'a été donné d'entendre au comité M. l'abbé Fortin, aumônier général des unions catholiques et nationales de Québec, et l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), l'un pour, l'autre contre la prohibition d'exporter les produits agricoles de notre province.

L'honorable ministre a défendu énergiquement les intérêts de l'agriculteur. J'ai suivi aussi la campagne que poursuit l'honorable ministre de l'Agriculture par ses lettres dans *Le Soleil*, toujours à propos de la résolution de Trois-Rivières et des propos de M. l'abbé Fortin. Le ministre de l'Agriculture sait quelle attitude j'ai prise sur cette question et à son égard; il sait aussi l'intérêt que je porte à la classe agricole et aux problèmes agraires. Mais je me demande si cette campagne que poursuit le ministre de l'Agriculture est bien opportune.

Les cultivateurs, ceux de l'Est surtout, favoriseraient le projet de prohiber l'exportation de certains produits provenant de l'agriculture, comme le son, le gru, la farine à engrais, tous ces résidus de notre blé canadien. Et, à ce propos, je dirai un mot de la résolution des ouvriers nationaux dont je regrette le malentendu avec le ministre de l'Agriculture. On a voulu aller un peu vite de part et d'autre. Les ouvriers nationaux auraient reçu l'approbation des cultivateurs s'ils avaient demandé de prohiber certains produits agricoles dans le but de réduire le coût de la production. Leur demande était trop générale et le ministre de l'Agriculture, en homme d'expérience qu'il est, n'aurait-il pas fait preuve de sagesse, de justice et de louable sympathie, en suggérant aux délégués ouvriers de modifier leurs résolutions de manière à rencontrer les besoins des cultivateurs et des ouvriers, au lieu d'agir de façon à creuser entre eux des tranchées qui sont des préparatifs de guerre?

Les ouvriers nationaux ont fait des concessions louables - celle de la question des heures de travail - et le ministre de l'Agriculture comme tous les amis de la production devra leur en savoir gré. Ils se sont montrés des mieux disposés. C'est à eux qu'il faudrait avoir recours si le bolchevisme continuait à nous envahir. Sachons les traiter avec égard. Ils peuvent se tromper, et, s'ils se trompent, allons à eux avec sympathie pour les convaincre de leur erreur et non pour protester contre eux, pour les dénoncer. Je le répète, le cultivateur devrait trouver chez cet ouvrier national l'aide dont il a besoin. Il suffit qu'ils s'entendent, qu'ils se comprennent.

Une commission composée de représentants des cultivateurs et des ouvriers pour étudier la situation pourrait avoir un bon effet. Il importe que l'ouvrier soit bien mis au courant du coût de l'exploitation d'une ferme aujourd'hui. Il importe aussi que l'on sache tous que nombreux sont aujourd'hui les ouvriers qui travaillent bien péniblement soit dans les fonderies, soit dans des manufactures où il fait une chaleur étouffante, où l'atmosphère est pestilentielle. Ah! je les ai vus ces

malheureux, presque nus, haletants, faire un travail pénible, accablant, un travail qui requerrait une grande énergie. Il faut penser à eux. Ils sont les esclaves des machines qui vont à une rapidité qui ne sait pas attendre. Certes, malheureusement, il y en a trop d'autres qui ne travaillent pas consciencieusement et qui se réjouissent des succès de leurs patrons. Je ne parle pas des ouvriers de ferme.

Il est donc bien dangereux de soulever des préjugés et de commettre des injustices en traitant ces questions. J'admets que l'orgueil et le goût du confort, des amusements les plus coûteux entraînent l'ouvrier à des dépenses inutiles et ruineuses. Mais l'occasion fait le larron, et dans nos centres, on fait tout, on permet tout, on licencie tout pour attirer le citadin. Je crois que le ministre de l'Agriculture a exagéré la portée de la résolution des ouvriers, s'il n'a pas voulu en tirer un grain de popularité, bien commode par le temps qui court.

Le ministre a déclaré déjà qu'il était convaincu, sûr que le gouvernement fédéral ne consentirait pas à prohiber l'exportation des produits alimentaires. Alors, pourquoi tant sonner, pourquoi tant jeter le cri d'alarme, s'il n'y a pas de danger? Sachons plutôt, avec sympathie, renseigner l'ouvrier sur l'agriculture et le convaincre que les cultivateurs ne sont pas des exploiters.

Je termine ces quelques remarques en exprimant l'espoir que les intérêts des cultivateurs soient mieux compris, plus appréciés, et que les ouvriers se rendent bien compte de la situation et qu'ils puissent y trouver remède avec l'appui du laboureur dans un travail fécond et dans une justice qui ne méconnaît point les pauvres, les déshérités de la fortune.

Il s'étonne que le ministre de l'Agriculture critique tant M. l'abbé Fortin, quand le Dr Deslauriers, député fédéral de Sainte-Marie, dénonçait les cultivateurs et les tenait responsables du coût de la vie.

À une assemblée du Club Lemieux, tenue le lundi 27 mai 1919, sous la présidence du député de Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin), membre du gouvernement libéral à Québec, Monsieur le docteur Hermas Deslauriers, député de la division Sainte-Marie, de Montréal, au Parlement fédéral a fait au cours de son discours la déclaration qui a été publiée dans les journaux.

L'honorable ministre n'a pu faire autrement que d'en prendre connaissance. Je m'étonne que le candidat du gouvernement dans Sainte-Marie, et aussi membre de ce Parlement, ait endossé les paroles de son ami. Voici ces paroles: "La première chose qui est à faire, c'est de mettre les cultivateurs à leur place, parce qu'ils ambitionnent de vendre leurs



produits le plus cher possible, et c'est ce qu'ils ont fait au cours de toute la guerre, qui vient de se terminer. Alors que les gens des villes étaient forcés de s'enrôler pour la guerre, ceux de la campagne employaient tous les moyens possibles pour s'en exempter. Il est nécessaire de leur faire entendre raison, même à mes deux frères, qui sont aussi des cultivateurs.

Les cultivateurs n'ont pas raison de s'ériger des fortunes sur les misères des gens des villes. Il est nécessaire que le gouvernement prenne des mesures pour arrêter ces agents qui parcourent les campagnes et font l'acquisition des récoltes avant que celles-ci soient produites. Il est aussi nécessaire que le gouvernement fixe les prix des nécessités de la vie. Je ne suis pas en faveur de mettre un frein au commerce d'exportation, mais je suis opposé à ce qu'une trop grande quantité de marchandises soit accumulée dans les entrepôts frigorifiques pour les fins d'exportation."

Comment se fait-il que l'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas cru alors devoir tester contre cette campagne d'injustice qu'on soulevait contre les cultivateurs pour favoriser la candidature d'un ministre dans la division de Sainte-Marie? C'était le temps de s'unir avec *La Minerve* pour protester contre cette misérable campagne. Mais l'honorable ministre, pour ne pas nuire à son gouvernement, a laissé alors insulter les cultivateurs.

**M. Grégoire (Frontenac)** prend la défense du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne sais à quel motif obéit le chef de l'opposition en soulevant cette question. Il m'a paru d'abord vouloir faire œuvre de paix et d'apaisement, mais la dernière partie de son discours me laisse beaucoup de doutes. Il veut me mettre en contradiction avec quelqu'un qui me tient de près, comme faisant partie du même parti politique. Il a prétendu que j'avais été bien indulgent pour celui-là et bien sévère pour d'autres. Dois-je croire qu'il n'a fait qu'obéir à un sentiment politique? J'aime mieux m'arrêter à la première partie de son discours et garder l'impression qu'il a voulu l'apaisement et la concorde.

Il appert que le docteur Deslauriers, qui m'est inconnu, aurait dit des choses désagréables des cultivateurs, au cours de la dernière campagne électorale. Les paroles qu'il aurait prononcées sont les paroles de quelqu'un qui aurait pu les dire dans la chaleur de la discussion. Ce sont des déclarations de particulier et il y a une grande différence entre les

déclarations individuelles et celles des unions ouvrières comprenant plus de 17,000 membres.

Si les paroles que les journaux ont prêtées au docteur Deslauriers sont vraies, elles ne sont pas justes pour les cultivateurs. Mais les cultivateurs n'ont pas été attaqués dans leurs intérêts, car le docteur Deslauriers a eu le bon sens de dire qu'il n'est pas opposé à l'exportation des produits agricoles.

Si l'on veut remonter à l'origine de la résolution des unions ouvrières, une résolution qui a été préparée avec soin et que l'on va soumettre au gouvernement fédéral, on verra qu'elle a été d'abord mise devant le cabinet provincial par une délégation ayant à sa tête l'abbé Fortin, aumônier général de ces unions. D'autres résolutions furent présentées et il fit remarquer que cette résolution au sujet de la prohibition de l'exportation des produits agricoles était discutable. Puis une discussion amicale s'établit entre M. l'abbé Fortin et lui. Je lui ai dit de prendre garde à la portée de cette résolution qui ferait plus de tort que de bien et qu'il serait mieux de ne pas la présenter au gouvernement fédéral. Deux ouvriers, dit-il, ont déclaré séance tenante qu'il aurait mieux valu ne pas adopter cette résolution et un troisième a demandé la reconsidération avant de la présenter à Ottawa. Cependant, on l'a portée à Ottawa.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait observer au ministre qu'il ne veut pas défendre et qu'il n'a pas défendu la résolution, mais qu'il a demandé qu'on cesse cette politique pour le meilleur intérêt des classes et de laisser, à une commission de cultivateurs et d'ouvriers, le droit d'en venir à une entente.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il tient à établir qui a tort. Je suis attaqué, continue-t-il, avec la plus grande injustice par *L'Action catholique* et je veux démontrer qui a été l'agresseur et quel est celui qui a cherché la concorde. Comme j'ai été attaqué par un journal et l'abbé Fortin, je veux me défendre. Je crois devoir donner des explications à la Chambre.

Vous savez, M. l'Orateur, que j'ai protesté contre une résolution des unions nationales réclamant un embargo sur les produits agricoles. Informé officiellement de la chose, j'ai cru devoir faire inviter l'abbé Fortin, aumônier des unions nationales, à venir nous donner des explications au comité de l'agriculture.

Les membres de cette Chambre qui font partie du comité savent ce qu'est venu déclarer l'abbé Fortin. Il a attaqué les journalistes de *L'Événement* et

du *Soleil*, prétendant qu'ils n'avaient pas rapporté ses paroles. Il a attaqué les ministres, les députés, tout le monde.

Le discours écrit aux trois quarts n'était que des récriminations contre le comité et les journalistes, et finissait par une sorte d'appel à la révolution. Il croit que les ouvriers sont bien trop bons, pour leur imputer des idées révolutionnaires. Ils sont de bons et honnêtes citoyens ne songeant nullement à la révolution. J'ai trop confiance en eux pour croire un seul instant que la révolution est aussi près des grilles de ce parlement ou des remparts de l'ancienne capitale qu'a tenté de nous le faire croire l'abbé Fortin, dans son fameux discours.

Nous lui avons prouvé que les journaux avaient bien rapporté ses paroles.

M. l'Orateur, j'ai répondu en disant que je croyais de mon devoir, comme ministre de l'Agriculture, de protester contre une proposition qui pouvait nuire aux cultivateurs.

Il dit que M. Fortin est allé le trouver le lendemain, à son bureau. L'abbé Fortin devait parler devant la convention agricole qui s'est tenue récemment à Québec, et M. l'abbé Bois, professeur à l'École d'agriculture au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, devait lui répondre. L'abbé Fortin me demanda de ne pas insister pour qu'il parlât à la convention agricole. Je le lui accordai. Il me demanda aussi de ne pas me plaindre d'un article paru la veille dans *L'Action catholique* et qui était injurieux pour moi.

Il dit que cet article n'était pas de lui. Il ne voulait pas que j'aie me plaindre aux autorités religieuses, puis il déclara qu'il voulait la concorde et désirait que les choses en restent là. Comme il me disait qu'il voulait publier son discours, je lui ai dit de n'en rien faire, parce qu'il attaquait tout le monde.

On s'est laissés bons amis et M. l'abbé Fortin m'a paru rempli de mansuétude et de charité. J'ai appris quelque temps après que l'abbé Fortin est allé dans un cercle de L'A.C.J.C. où il a déblatérait sur mon compte.

Il dit qu'il n'a pas parlé de la résolution devant la convention comme il l'avait promis à l'abbé Fortin. Je lui ai dit cependant qu'il fallait s'attendre à des protestations des sociétés et des organisations agricoles dans le genre de celles faites par le comité de l'agriculture.

Le ministre reproche à *L'Action catholique* d'avoir ensuite repris le débat sur son dos. J'ai donné mes raisons avec toute la justice possible. Tout le monde a pu lire dans *L'Action catholique* la réponse remplie d'injures et d'insultes. On a voulu faire voir,

en citant des mandements et des encycliques, que je n'étais pas un bon catholique.

Il croit qu'on a bien le droit de discuter certains actes des unions catholiques même si ces unions ont reçu l'approbation de Sa Sainteté ou de nos seigneurs les évêques. Est-ce raisonnable de nier le droit de discuter les actes des unions nationales? Il ajoute qu'après s'être prêté à toutes les démarches de concorde et de paix on est venu le frapper dans le dos, après la fermeture du congrès des cultivateurs.

Pour avoir dit que je ne voulais pas de querelle entre les cultivateurs et les ouvriers catholiques, on m'a traité de mauvais catholique.

Je crois, M. l'Orateur, que c'est un mensonge, une calomnie et je ne peux pas m'empêcher de protester contre de pareils procédés. Si c'est être mauvais catholique que de vouloir la paix entre ouvriers catholiques et cultivateurs catholiques, je n'en suis pas.

*L'Action catholique* peut écrire ce qu'elle voudra. Chaque fois qu'elle m'attaquera, je lui répondrai et je me défendrai.

Il nie qu'il soit l'adversaire des unions ouvrières. Il a déclaré devant le comité d'agriculture qu'il était favorable, en principe, aux unions nationales ouvrières, croyant que c'est une belle œuvre destinée à faire du bien.

Lorsqu'elles sont bien conduites, ces unions sont très utiles et d'un grand secours dans le maintien des relations entre les classes. Mais, malheureusement, elles semblent être une source de grands troubles lorsqu'elles se retrouvent entre les mains des mauvais dirigeants, comme toutes les autres organisations semblables.

Ce n'est pas parce qu'il est cultivateur qu'il va parler contre les ouvriers. Ayant travaillé dur et ferme comme cultivateur pendant 27 années, il est en mesure d'apprécier les ouvriers à leur valeur.

On m'a dit que je n'aurais pas dû faire ces remarques. Je les ai faites parce que j'occupais une position officielle. Je crois, M. l'Orateur, qu'il était de mon devoir de parler ainsi, justement parce que j'occupais cette position officielle.

Je suis prêt à la conciliation malgré ce qu'on a dit contre moi, mais qu'on cesse de m'injurier. Ce n'est pas en m'injuriant et en disant que je ne suis pas un bon catholique que l'on prouvera que la résolution des unions nationales est juste et logique. Je n'accuse pas les ouvriers. C'est celui qui a rédigé la résolution qui est responsable.

Si on veut la lutte, on l'aura. Ce n'est pas en m'attaquant injustement comme on le fait dans *L'Action catholique* qu'on réussira à me faire taire.

Je crois en avoir dit assez, M. l'Orateur, pour montrer qui a été l'agresseur dans cette cause et que jamais je n'ai tenté de causer quelque ennui que ce soit ou d'importuner en aucune manière l'abbé Fortin. On m'a attaqué maintes fois dans la presse pour ce qu'il a écrit, et je me suis défendu en portant toute l'affaire sous son vrai jour devant cette Chambre.

La proposition est adoptée.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour l'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Ce montant n'augmente donc pas?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je dois déclarer au député de Saint-Georges (M. Gault) que ce montant a suffi jusqu'à aujourd'hui, mais il faudra probablement l'augmenter.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour l'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 1 George V (2e session), chapitre 27, section 2 et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association

des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les livres à donner en prix, reliure et fournitures scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de musique de Québec, 1 George V, (2e session), chapitre 5, section 1. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera à cette séance, elle soit ajournée à demain, à onze heures de l'avant-midi.

**M. l'Orateur:** À quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
À demain, à 11 heures.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

---

### NOTE

1. Note de l'édition: Tel que spécifié par les *Journaux de l'Assemblée législative*, d'autres amendements ont été apportés à ce projet de loi. Toutefois, les quotidiens ne rapportent aucun débat relatif à ces amendements.

## Première séance du vendredi 13 février 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Hospitalisation des indigents

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 229 concernant l'hospitalisation des indigents dans les hôpitaux de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Admission à la pratique du droit

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 206 relatif à l'admission à la pratique du droit des étudiants qui ont été en service actif.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Compagnies de chemin de fer

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 228 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Comtés de Drummond et d'Arthabaska

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 207 détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant au comté d'Arthabaska, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Assemblée législative

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province.

Adopté.

### Tribunaux civils

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de la juridiction civile et à la procédure, en certains cas, soit maintenant lu une deuxième fois.

Les principales dispositions du bill abolissent les appels dans les causes de moins de \$200 et étendent la juridiction de la Cour de circuit aux causes de moins de \$200 dans certains cas. De plus, le nombre des juges de la Cour d'appel est porté à 12, dont huit résideront à Montréal et dans les environs et les autres à Québec.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Adopté.

### En comité:

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** s'objecte à ce que l'on réduise le nombre des juges de la Cour supérieure de Montréal à cause de l'encombrement des rôles à l'heure actuelle.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'un juge de la Cour de circuit<sup>1</sup> passera à la Cour supérieure, de sorte que le nombre sera de 24, et que, de plus, l'abolition de la Cour de révision libérera trois autres juges. Le ministre de la Justice a approuvé le bill, mais il a demandé que son budget ne soit pas obéré. Cependant, il croit qu'au cas où la nécessité l'imposerait, le leader du gouvernement d'Ottawa ne refusera pas d'augmenter le nombre des juges de la Cour supérieure de Montréal.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté sans amendement les amendements de l'Assemblée législative faits à son amendement au bill 129 amendant la charte de la cité de Québec.

#### Véhicules-moteurs

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Demande de documents:

##### Infraction à la loi Scott

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant le nombre de personnes dans la province qui ont été citées devant les tribunaux pour infraction à la loi Scott depuis la mise en vigueur de cette loi à Québec, le 1<sup>er</sup> mai 1918;

a. La date de leur citation en justice;

b. Le nombre de leurs citations en justice;

c. La date et la nature de leurs condamnations;

d. Le montant des amendes payées et des frais;

e. La date du paiement de ces amendes;

f. Le nom du dénonciateur;

g. Le nom du juge devant qui ont comparu les délinquants.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### Infraction à la loi Scott

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de cette Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1920, relatif à un état indiquant le nombre de personnes dans la province qui ont été citées devant les tribunaux pour infraction à la loi Scott depuis la mise en vigueur de cette loi à Québec, le 1<sup>er</sup> mai 1918.

a. La date de leur citation en justice;

b. Le nombre de leurs citations en justice;

c. La date et la nature de leurs condamnations;

d. Le montant des amendes payées et des frais;

e. La date du paiement de ces amendes;

f. Le nom du dénonciateur;

g. Le nom du juge devant qui ont comparu les délinquants. (Document de la session no 48)

##### Drainage des terres par les municipalités

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 35 relatif à certains emprunts par les municipalités pour aider à la construction des travaux de drainage des terres.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnies de chemin de fer, subventions**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour contribuer aux dépenses de construction des chemins de fer ci-après désignés, le tout à telles conditions qu'il lui plaira de déterminer:

*a.* À la compagnie du chemin de fer Montreal, Joliette and Transcontinental Junction Railway Company, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider à construire un ligne de chemin de fer à partir d'un point dans le quartier Mercier-Maisonnette de la cité de Montréal, dans la province de Québec, allant vers le nord à travers les comtés d'Hochelaga, L'Assomption et Montcalm jusqu'à un point à ou près de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette; de là vers le nord-ouest jusqu'à un point au village ou près du village de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier; et de là, par la route la plus praticable, jusqu'à un point sur le chemin de fer national transcontinental, à ou près de Parent, sur une distance totale de 60 milles;

*b.* À la compagnie du chemin de fer Quebec, Montreal & Southern, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, au lieu de la subvention accordée par la loi 2 George V, chapitre 5, section 1, paragraphe c, sous-paragraphe (1), pour l'aider à prolonger sa ligne de chemin de fer de Sainte-Philomène-de-Fortierville, dans la direction de Lévis, soit une distance de 52.66 milles;

*c.* À une compagnie de chemin de fer, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour

l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'un point à ou près de La Malbaie, dans le comté de Charlevoix, jusqu'à la Baie-des-Ha! Ha!, une distance d'environ 75 milles;

*d.* À une compagnie de chemin de fer, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer à partir d'un point sur la voie du chemin de fer du Lac-Saint-Jean, près de Chicoutimi, jusqu'à ou près d'un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie James, dans le canton Demeulles, à l'ouest du lac Saint-Jean, en passant à travers la région située à l'est et au nord de ce lac, ainsi que pour aider à la construction de tous embranchements que cette compagnie est autorisée à faire, la longueur de la voie principale et des embranchements étant de 120 milles;

*e.* À la Compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider au prolongement de sa voie ferrée depuis Sainte-Lucie-de-Beauregard (Lac-Frontière), comté de Montmagny, jusqu'à Saint-Pamphile, dans le comté de L'Islet, soit une distance de 25 milles;

*f.* 1. À la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, en sus de la subvention accordée par la loi 9 George V, chapitre 2, section 1, sous-paragraphe f, une subvention de mille six cents piastres par mille, sur une longueur de 66 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie.

*f.* 2. À la même compagnie de chemin de fer, une subvention additionnelle de six mille quatre cents piastres par mille, pour le réseau décrit dans le paragraphe 1 ci-dessus, au cas où la compagnie ne pourrait toucher cette subvention du gouvernement du dominion.

Adopté.

2. Que les dispositions des sections 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi 2 George V, chapitre 5, et les amendements à icelle, ainsi que les arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de la section 8 de ladite loi, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces compagnies en ce qui concerne les subventions accordées par la résolution no 1, sauf, quant à la compagnie Montreal, Joliette and Transcontinental Junction Railway Company, mentionnée dans le paragraphe a de ladite résolution no 1, la section 9 de la loi 2 George V, chapitre 5,

qui ne s'applique à cette compagnie que dans le cas prévu par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à sa présente séance, elle soit ajournée à trois heures et quart de l'après-midi aujourd'hui.

Adopté.

La séance est levée.

#### Deuxième séance du 13 février 1920

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 14 relatif au canton Bourdages situé partie dans le comté de L'Islet et partie dans le comté de Montmagny;

- bill 36 amendant la loi des bons chemins, 1912, et la loi relative aux chemins de grande communication;

- bill 38 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique;

- bill 40 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;

- bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension du président de la Commission des services publics de Québec;

- bill 48 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au traitement de certains officiers de justice;

- bill 88 amendant la charte de la cité de Joliette;

- bill 98 concernant la Société de construction de Montréal;

- bill 137 concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau;

- bill 240 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains pour l'exploitation des forces hydrauliques.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa.

#### Ville de Kipawa

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Compagnies de chemin de fer, subventions

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se



forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

**En comité:**

**M. Dufresne (Joliette)** offre au gouvernement et au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) ses félicitations pour ce qu'on entend faire pour le comté qu'il représente à la Législature provinciale: un chemin de fer pour Joliette.

Ce chemin de fer de Montréal au Transcontinental passe par le comté de Joliette. Ce chemin intéresse non seulement le comté de Joliette, mais aussi les comtés d'Hochelaga, de L'Assomption, de Montcalm et de Berthier. Il demande des renseignements au sujet du chemin de fer de Joliette.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** déclare que ce chemin de fer va être construit par la Joliette and Manouan Colonization Railway Co., compagnie qui a changé son nom en celui de Montreal, Joliette and Transcontinental Junction Railway Co.

**M. Dufresne (Joliette)** formule l'espoir que ce chemin de fer passera parmi les paroisses qui ont vraiment besoin d'un chemin de fer. Il suggère Saint-Félix-de-Valois, Saint-Jean-de-Matha, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Michel-des-Saints et Saint-Ignace-du-Lac.

Il félicite le ministre de ces octrois destinés à assurer la construction de nouvelles voies ferrées qui favoriseront le progrès de la colonisation et de l'agriculture.

**M. Lafrenière (Berthier)** félicite le député de Joliette (M. Dufresne) pour son discours. Il regrette de n'avoir pas été présent en Chambre pour l'approuver et même ajouter quelques mots. Il félicite le gouvernement.

Le comté étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Bourses pour  
élèves gradués**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 235 concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris, en France.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer annuellement, à même le fonds consolidé du revenu, à chacun des cinq élèves ou professeurs ayant obtenu leurs degrés, et désignés en la manière ci-après prévue, une somme de \$1,200 pour aider ces personnes à défrayer les dépenses à encourir pour suivre des cours et compléter leurs études à Paris, en France.

2. Que ces cinq allocations annuelles de \$1,200 chacune soient attribuées en la manière et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Maintenant que les canons se sont tus sur les champs de bataille et que nous jouissons d'une paix bienfaisante, il nous reste un grand devoir à remplir: celui de préparer l'avenir en ne manquant jamais d'associer à nos projets la pensée de milliers et de milliers de héros canadiens qui, sur la terre de France, dorment leur dernier sommeil. Ils ont tout sacrifié pour pouvoir briser la chaîne qui, forgée par un peuple ambitieux, devait un jour servir à tenir l'humanité dans l'esclavage.

Ils se sont battus pour une juste cause. Ils sont tombés glorieusement. Ils ont enrichi nos annales d'une page immortelle, et, par leur vaillance autant que par leur abnégation, ils nous ont conservé notre dignité de peuple libre. Il ne faudrait jamais l'oublier.

Aussi, c'est à eux que je pense en me levant pour expliquer le projet de loi qui nous est soumis dans ce moment.

C'est également à eux que nous avons pensé en le préparant et, à l'aide que nous entendons apporter à la jeunesse studieuse d'aujourd'hui, nous avons voulu joindre le souvenir de la jeunesse glorieuse d'hier.

M. le président, le commissaire général du Canada en France, M. Philippe Roy, dont vous connaissez sans doute sa grande activité et le patriotisme si éclairé, soumettait à notre considération, lors de sa dernière visite au Canada, l'idée d'établir à Paris, pour perpétuer la mémoire de nos soldats morts au champ d'honneur, une maison pour les étudiants canadiens.

Le témoignage de notre reconnaissance ne saurait prendre une forme plus heureuse. Pour ma part, je ne sais quel monument plus précieux nous pouvions élever à nos disparus, après celui que nous leur avons élevé dans nos cœurs.

Cette maison sera tout à la fois celle du souvenir et celle de l'espérance. Ai-je besoin de vous énumérer les avantages qu'elle ne pourra manquer d'offrir aux étudiants qui y seront admis. Et, tout d'abord, ce sera en quelque sorte la continuation du foyer que le jeune homme ne quitte jamais sans regret ni sans danger. Et puis ce sera l'endroit où nos étudiants pourront se retrouver après les heures de cours, où ils pourront établir les contacts si utiles entre étudiants et si agréables entre compatriotes, où ils pourront vivre à l'abri des soucis matériels une vie studieuse sous une surveillance paternelle, où il leur sera possible de rencontrer certaines personnalités éminentes du monde universitaire et entrer en relation avec tous les bons Français qui s'intéressent à l'œuvre de M. Roy et qui lui ont promis leur concours.

Lors de son récent voyage au pays, le haut-commissaire a fait part de son projet à toutes les provinces du dominion et il a demandé à chacune d'elles de bien vouloir créer un certain nombre de bourses. Toutes, je crois, ont répondu avec empressement et le succès de la maison des étudiants à Paris est maintenant assuré.

Les quatre provinces de l'Ouest enverront 12 boursiers, Ontario en enverra cinq et les Provinces maritimes en enverront également.

Si les provinces sœurs ont répondu avec empressement à l'appel de M. Roy, j'aime à vous dire que c'est avec enthousiasme que la vieille province française de Québec a promis sa collaboration. Et comment aurait-il pu en être autrement?

Pour tous les Canadiens, la France a la juste réputation d'être le centre de la beauté artistique, le siège de la science ainsi que le foyer de la haute

culture. Mais, pour nous, elle représente bien davantage encore. Elle parle plus fort à nos cœurs et à nos intelligences, puisqu'elle est la terre des aïeux, puisqu'elle est la patrie intellectuelle, puisqu'elle est l'endroit où le verbe français trouve ses plus beaux accents.

Aussi, de toutes les relations qu'il est en notre pouvoir d'établir avec la France, il n'en est pas de plus précieuses et de plus utiles que les relations intellectuelles.

Nous sommes le rameau américain du vieux et de l'immortel tronc français et c'est à l'arbre dont nous fûmes détachés à l'aurore du XVII<sup>e</sup> siècle qu'il nous faut emprunter la sève dont nous avons besoin pour nous développer intellectuellement dans le sens de nos traditions et de nos origines.

M. le président, je conserve encore l'agréable souvenir du débat qui fut provoqué, l'an dernier, par l'honorable député de Hochelaga sur la nécessité où nous étions d'aider à la formation d'une élite. Ce fut incontestablement un des plus beaux débats auxquels il m'a été donné d'assister depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre. Plusieurs députés y prirent part d'une façon intelligente, brillante même, et je me plais aujourd'hui à leur rendre ce témoignage. Vous-même, M. le président, vous avez fait un des discours les plus éloquents qui furent prononcés à cette occasion.

Le débat ne pouvait manquer, tôt ou tard, de produire d'heureux résultats. Le gouvernement était d'autant mieux disposé à faire droit aux suggestions qui lui étaient adressées qu'il s'est toujours employé consciencieusement à faciliter la création d'une élite intellectuelle, commerciale, industrielle et agricole dans cette province.

Ai-je besoin de rappeler que c'est dans ce but que nous avons considérablement augmenté les subventions annuelles que nous payons à nos universités ainsi qu'à l'École polytechnique. Est-il nécessaire de dire que c'est dans cette intention que nous avons fondé une école des hautes études commerciales, des écoles techniques, une école forestière, et que nous avons encouragé, d'une façon fort appréciable, nos collèves d'agriculture?

Pour former une élite musicale, nous avons créé le Prix d'Europe et vous savez les bons résultats que nous avons obtenus ainsi que les succès que nos élèves ont remportés.

Nous avons également envoyé des élèves dans des universités d'Europe et des États-Unis. À leur retour, ces jeunes gens ont occupé des chaires dans l'enseignement et ils ont fait honneur à leur province.

Aujourd'hui, nous venons devant vous avec un projet qui n'a d'autre but que de compléter l'œuvre que nous avons déjà commencé à accomplir.

Pour former cette élite dont nous avons besoin, c'est à la France que nous voulons nous adresser, c'est aux universités françaises que nous ferons appel.

Nos jeunes gens y jouiront d'un enseignement supérieur, ils y goûteront la parole savante de professeurs d'une grande renommée, ils seront accueillis dans une maison hospitalière, ils y acquerront de la compétence et du savoir et, à leur retour, avec leurs compagnons des autres provinces, ils feront partie d'une élite qui, d'un océan à l'autre, sera fortement attachée à la culture française et qui, dans tous les cas, s'emploiera efficacement à faire régner la bonne entente entre les deux races dans ce pays.

L'honorable M. Roy nous a demandé de souscrire annuellement une somme de \$6,000 afin de pouvoir maintenir cinq boursiers à la maison des étudiants. Encore une fois, nous avons accepté cette proposition avec enthousiasme et c'est également avec enthousiasme, je n'en doute pas, que vous allez ratifier la promesse que nous avons faite au nom de la province de Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le premier ministre et approuve de tout cœur le projet.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 235 concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels à Paris, en France.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Établissement d'une université à Montréal

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 231 autorisant le paiement d'une somme de un million de piastres pour aider à l'établissement d'une université à Montréal.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose:

1. Que, pour aider à l'établissement d'une université dans la cité de Montréal, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de donner une somme n'excédant pas \$1,000,000, payable par versements annuels de \$200,000 pendant cinq ans, à la corporation, à la personne ou aux personnes désignées par lui.

2. Que, pour payer lesdits versements annuels de \$200,000, jusqu'à concurrence de la somme totale de \$1,000,000 comme susdit, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne doivent pas excéder la somme de \$1,000,000.

3. Que ces obligations ou rentes inscrites soient émises à un taux d'intérêt n'excédant pas 6 % par année et soient faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, puisse aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

L'Université de Montréal, dit-il, est venue à son heure. Tout le monde la souhaitait et l'accueille avec une cordiale bienvenue. Il semble que les mauvais jours pour l'université de la métropole sont terminés et oubliés.

Nous avons donné à cette nouvelle université l'existence civile pendant la session; aujourd'hui, nous croyons devoir lui venir en aide. Aujourd'hui, l'Université Laval cède le pas à l'Université de Montréal après avoir rendu les plus signalés services à notre province. L'Université de Montréal est venue nous demander notre aide et c'est pourquoi nous présentons la mesure que la Chambre est appelée à approuver. L'Université Laval souhaite à la nouvelle maison la plus cordiale bienvenue et cette harmonie entre les deux grandes universités nous met à l'aise pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Il rappelle l'incendie qui a détruit récemment l'Université de Montréal; tout le monde a déploré cette épreuve. Mais, le lendemain, ce qui devait être un grand deuil est devenu un grand encouragement. Une nombreuse et distinguée délégation est venue nous demander notre aide non pas seulement pour réparer les dommages, mais pour jeter les bases de ce qui sera l'une des plus grandes universités de l'Amérique.

Toutes les classes de notre province, pouvons-nous voir aujourd'hui, ont prodigué leurs sympathies à ce projet. On nous a dit que les corps publics, les corporations privées, les municipalités et les citoyens étaient prêts à faire tout ce qui est possible pour assurer la grandeur de cette université. Nous avons cru alors devoir dire à la délégation qui est venue nous voir que non seulement elle pouvait compter sur notre sympathie, mais sur notre aide. Et je crois que je parlais au nom de tous les honorables membres de cette Chambre et que, sur ce point, il y aura parfaite unanimité.

Il n'est pas besoin de rappeler ce que notre gouvernement a fait pour les universités. Mais les montants que nous leur accordions ne sont plus aujourd'hui suffisants. J'ai exprimé à mes collègues mes plus entières sympathies pour cette œuvre et nous avons fait savoir aux autorités de l'Université qu'elles pouvaient compter sur nous. De plus, j'étais convaincu que, lorsque viendrait une proposition dans ce sens, nous obtiendrions l'approbation de cette Chambre.

Il nous fait plaisir d'aider les autorités de l'Université parce que ces dernières semblent bien décidées de s'aider elles-mêmes. La somme que l'on a demandée au gouvernement est précisément celle qui est contenue dans la présente proposition. Du

moment que les citoyens de la province veulent contribuer pour \$3,000,000, le gouvernement tient, pour sa part, à ce que sa contribution soit de un million.

Cette somme de \$1,000,000 paraîtra élevée tout d'abord. Je la crois raisonnable et je crois qu'elle sera votée par la Chambre à l'unanimité.

Mais il ne faudrait pas, ajoute le premier ministre, qu'il y ait des malentendus. À la délégation de Montréal, dit-il, j'ai dit que leur projet avait toutes nos sympathies, mais j'ai ajouté qu'il y a d'autres universités qui sont plus vieilles que l'Université de Montréal et qui ont besoin de l'aide du gouvernement.

Il y a aussi des besoins à assurer pour les universités Laval de Québec et de McGill. Et, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, il faut que ce que nous faisons pour Montréal cette année, nous nous préparions à le faire, l'année prochaine, pour l'université de Québec et pour McGill et aussi pour une autre université dans un centre anglo-protestant de cette province<sup>2</sup>.

Il dit qu'il sait que nos concitoyens anglais ne sont pas tous contents de la façon dont nous distribuons les octrois aux universités. Nos concitoyens anglais auront leur juste part. Ce que je veux, M. le président, c'est donner à mes compatriotes de langue anglaise la part à laquelle ils ont droit dans les sommes d'argent que nous votons pour l'instruction publique dans notre province. Parmi ces citoyens anglais, certains croient que tous les octrois gouvernementaux pour l'éducation devraient aller aux écoles primaires, alors que d'autres pensent que McGill devrait être le principal bénéficiaire. Ce que je veux, c'est examiner les droits de la minorité anglaise et protestante et lui donner tout ce qu'il faut pour qu'elle soit absolument satisfaite.

Ce que nous avons fait pour l'enseignement, à venir jusqu'à présent, est dû au concours et à la bonne volonté de tous les citoyens. Le moyen d'obtenir le succès, c'est de rendre justice à tous et dans toutes les classes, c'est de donner même un peu plus que leurs droits aux minorités.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 231 autorisant le paiement d'une somme de un million de piastres pour aider à l'établissement d'une université à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Admission des femmes au Barreau**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le 5 février courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.

**M. Monet (Napierville):** Pourquoi faire une loi pour permettre aux femmes de plaider devant les tribunaux? Mais la femme, quand elle est intéressée dans un procès, a parfaitement le droit de plaider sa cause elle-même. Dans une affaire de séparation de corps, par exemple, une femme peut aller plaider devant la cour, bien peu le font.

Il y a plus, M. l'Orateur. Si les dames qui sont favorables à ce projet avaient voulu venir plaider leur cause devant la Législature, elles étaient les bienvenues. Elles ne sont pas venues, c'est donc que les femmes ne veulent pas être avocates.

Il est sans doute louable de compléter autant que possible l'éducation des femmes, mais pas au risque de compromettre l'avenir de la société. La place de la femme est au foyer et, si on l'en tire, les conséquences peuvent être désastreuses pour la nation.

Il ne croit pas qu'on ajouterait à la dignité de la femme en lui permettant d'être témoin de ce qui se passe, par exemple, dans les cours de police.

Il proteste de ses bons sentiments à l'égard du beau sexe. La femme a déjà plaidé une cause devant moi et elle l'a gagnée. Tous les députés de cette Chambre ne peuvent peut-être pas en dire autant.

Si le pouvoir de pratiquer le droit est accordé aux femmes, ajoute-t-il, elles auront bientôt le droit de vote, de devenir candidates, membres de la Chambre et peut-être même qu'un jour une femme prendra place au fauteuil où est assis M. l'Orateur avec tant de dignité et de prestige. Cela doit tout particulièrement interpellé le premier intéressé de nous tous ici, M. l'Orateur, lui qui n'a aucune expérience matrimoniale.

**M. l'Orateur:** Je prierais l'honorable député de s'en tenir à la question.

**M. Monet (Napierville)** ajoute quelques mots. À la proposition du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) pour permettre l'admission des femmes au Barreau, je propose en amendement, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Leclerc), que la motion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Ashby, Beaudry, Bédard, Boisseau, Bouthillier, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Desjarlais, Dufour (Matane), Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufresne, Forget, Galipeault, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Lafrenière, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemay, Létourneau, McDonald, Monet, Moreau, Ouellet (Dorchester), Paquet (Saint-Sauveur), Parrot, Péloquin, Poulin, Rheault, Robert, Roy, Saurette, Sauvé, Savoie, Séguin, Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), 38.

**Contre:** MM. Bercovitch, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, David, Gault, Gouin, Laferté, Mercier, Miles, Mitchell, Oliver, Perrault, Philips, Reed, Renaud, Thériault, Vautrin, 19.

La motion d'amendement est ainsi adoptée.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant soumise à la Chambre, il est ordonné que M. l'Orateur quitte le fauteuil dans six mois de ce jour pour que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier ledit bill.

#### **Instruction publique**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill C du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Droit de vote des femmes

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Leclerc), que, dans l'opinion de cette Chambre, le temps est venu d'étudier l'opportunité de donner aux femmes le droit de suffrage.

Il dit n'avoir nullement l'intention de réclamer une loi donnant le droit de vote aux femmes, mais veut savoir ce que les membres pensent de la question. Il ne discutera pas la question sur ses mérites, pour le moment, mais il le fera lorsqu'un bill viendra leur donner ce droit.

Il explique que, partout ailleurs dans le Canada, les femmes ont le droit de vote. Il ne voit pas pourquoi celles de notre province n'auraient pas le même privilège.

Des députés prennent la parole<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**: Adopté sur division<sup>4</sup>.

La proposition est adoptée sur division.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Est-ce le même montant que l'an dernier?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Est-ce l'intention du ministre de se servir de la presse pour faire la propagande de sa grande campagne de colonisation?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: Oui. C'est notre intention de fournir à tous les journaux des articles, pas des articles politiques, mais des articles destinés à aider la colonisation. Je suis certain que les journaux nous aideront et je compte sur leur précieux appui pour assurer le succès de notre campagne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Il y a de grands avantages à faire de la propagande par la voie des journaux. Je crois que cette publicité dans les journaux rapporterait plus que les brochures.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: C'est mon avis et, comme je le disais il y a un instant, je compte beaucoup sur la presse pour nous assurer le succès de ce mouvement de colonisation.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Encore le même montant? Comment le ministre va-t-il faire de la publicité dans les journaux s'il n'augmente pas son subside?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: Il faut que le chef de l'opposition remarque qu'il y a une somme de \$10,000 que nous avons dépensée l'an dernier pour faire préparer des exhibits qui nous servent lorsque nous exposons nos produits, nos richesses dans une exposition. Nous ne serons pas obligés de faire cette dépense cette année. Voilà donc une somme de \$10,000 que nous pourrions employer pour la publicité. Je n'ai pas cru devoir augmenter le montant car, pour cette année, nous devrions avoir assez de \$10,000 pour la publicité. Il y a autre chose aussi que nous pourrions économiser dans certaines branches de l'administration afin d'appliquer plus d'argent pour assurer le succès de notre mouvement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Autrement dit, le ministre veut administrer de façon plus judicieuse sans dépenser plus d'argent.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est ce que je désire faire en effet, nous espérons toujours améliorer notre administration.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il y a un mouvement de progrès dans l'industrie minière?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y a eu des progrès. On a découvert, entre autres, une mine de cuivre à 45 milles d'Amos, dans l'Abitibi. L'exploitation commence.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a une augmentation dans ce subside.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, nous augmentons ce subside de la chasse et de la pêche de \$10,000. Cette augmentation est nécessaire à cause de l'augmentation des salaires dans cette branche de l'administration.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les salaires qui sont augmentés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les salaires des gardes-chasse et des gardes-pêche. Nous augmentons aussi le montant adopté pour leurs dépenses de voyage, afin qu'ils puissent mieux protéger le gibier et faire respecter la loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela veut-il dire que les autres employés du ministère de la Colonisation n'auront pas d'augmentation de salaire?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne suis pas prêt à dire que les autres employés n'auront pas d'augmentation de salaire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que c'est l'honorable trésorier provincial qui demande de suspendre les comptes?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non. Je vais expliquer au chef de l'opposition ce dont il s'agit. Nous sommes parfois obligés de rembourser certains dépôts de concessionnaires de mines, par exemple, que nous avons reçus et que nous ne pouvons garder car nous n'y avons pas droit. C'est sur cet item de \$5,000 que nous tirerons alors.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, dans ces cas, n'avez-vous pas recours aux mandats spéciaux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est justement pour nous éviter d'avoir recours aux mandats spéciaux que nous faisons voter ce montant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je félicite l'honorable ministre de vouloir éviter ce système de mandats spéciaux. Et j'espère qu'à mesure que son influence augmentera dans le cabinet il verra à faire disparaître ce système.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela n'a rien à faire avec les \$5,000,000 que nous avons votés au ministre?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non, il est bien entendu que l'argent que nous votons en ce moment sera dépensé pour les fins qui sont mentionnées dans le budget. Quant à la somme de \$5,000,000, je dois dire que, si nos prévisions sont justes, nous dépenserons l'an prochain, sur cette somme, \$1,200,000 pour les travaux que j'ai eu l'honneur d'annoncer à la Chambre en présentant les résolutions au sujet de la colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault).

Si on ne dépensait que \$450,000 pour les chemins, ce ne serait pas beaucoup. En 1897, l'administration que l'on critique tant dépensait déjà \$300,000. Je suis donc heureux que le ministre ait l'intention de dépenser une somme considérable sur les \$5,000,000 que nous lui avons votés il y a quelques jours.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mon honorable ami doit comprendre que, si nous n'avions pas compté sur les millions que nous avons obtenus pour la colonisation, nous aurions demandé plus que \$450,000 pour les chemins de colonisation. Quant au montant dépensé en 1897, pour les chemins, si ma mémoire est fidèle, je crois que le chiffre n'était pas de \$300,000, mais de \$200,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'était pas si mal.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition peut être certain dans tous les cas que nous allons faire tout ce qui est possible pour aider la colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre s'il a lu les résolutions de l'Association des voyageurs de commerce de Montréal qui se plaint qu'on aide trop les vieux comtés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y a de vieux comtés où on peut faire de la colonisation. On y trouve des cantons qui ne sont pas ouverts et il est juste de les aider.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis de l'avis de l'honorable ministre sur ce point. Mais ce dont on se plaint, c'est du fait que l'on accorde à certaines régions toujours le même montant; on dirait que ce sont des rentes seigneuriales que l'on paie à certaines paroisses.

**M. Lafrenière (Berthier)** dit que le ministre de la Colonisation a raison et que, dans son comté, il y a de vieilles paroisses où il se fait beaucoup de colonisation.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit que le gouvernement a l'intention de faire les travaux du chemin Brassard, dans le comté de Berthier, qui lui ont été demandés par les intéressés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce qu'elles font, ces sociétés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Elles aident à la construction de chemins de colonisation et je crois qu'elles font une œuvre très utile. Il y a deux sociétés, une à Québec, l'autre à Sherbrooke.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec;
- bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal;
- bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute.



Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 153 amendant les articles 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909.

#### **Association générale des comptables de la province de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 constituant en corporation l'Association générale des comptables de la province de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Compagnie des tramways de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Lachute**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Statuts refondus, 1909, articles 5032, 5033, 5035 et 5040**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 amendant les articles 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909.

Les amendements sont lus une première fois.

#### **Ajournement**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette présente séance, elle soit ajournée à huit heures et demie du soir, aujourd'hui.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 13 février 1920**

#### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 45.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Article de *L'Action catholique***

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) se lève sur une question de privilège pour protester contre un article de *L'Action catholique* paru cet après-midi.

J'ai déclaré hier soir, dans cette enceinte, que j'étais prêt à la conciliation, mais j'ai ajouté aussi que, lorsque l'on m'attaquerait, je me défendrais. C'est ce que je veux faire ce soir.

Dans cet article, citant des extraits d'articles du *Soleil*, on veut faire passer le ministre de l'Agriculture non seulement comme un mauvais catholique, mais travaillant contre les cultivateurs et le consommateur. Qui a perdu la tête dans cette boutique?

Il veut démontrer que, dans ces citations, *L'Action catholique* ne prouve rien qui puisse faire voir qu'il a nui aux consommateurs, mais, au contraire, on y constate qu'on les a aidés en demandant l'ouverture des entrepôts qui regorgent de vivres à mettre en vente. Quant aux cultivateurs, cela ne leur nuisait pas puisque leurs produits étaient vendus depuis longtemps.

M. l'Orateur, j'affirme qu'en parlant ainsi *L'Action catholique* ment sciemment, volontairement et dans le but de me faire tort, dit-il.

Sans faire allusion à un débat antérieur, je dois dire que j'ai été invité très courtoisement, très loyalement par le chef de l'opposition, hier, à prendre les moyens de faire cesser, dans le meilleur intérêt des classes agricole et ouvrière, la controverse qui se poursuit entre M. le chapelain des ouvriers nationaux, *L'Action catholique* et moi-même. Je suis prêt à accepter la sage suggestion du chef de l'opposition, mais qu'on cesse de m'attaquer à *L'Action catholique*.

J'ai dit dans ces articles que le gouvernement fédéral avait tort de ne pas faire inspecter davantage les entrepôts frigorifiques, que la commission du commerce devrait s'en occuper. Eh bien, que dit *L'Action catholique*? Elle dit que j'ai donné raison au gouvernement fédéral. Il y a donc quelqu'un qui a oublié de mettre des lunettes à ce journal, quelqu'un qui refuse de lire ce que j'ai écrit. Voilà comment on prend la vérité et l'honnêteté à *L'Action catholique*.

*L'Action catholique* ne se contente pas d'essayer de tirer des articles du *Soleil* des arguments pour essayer de détruire la réputation du ministre, mais elle cite les articles à moitié et omet les parties qui justifient la position prise par le ministre de l'Agriculture aujourd'hui.

Ainsi ce journal écrivait, hier soir:

"Hier soir, le *Soleil* s'est encore mis à gémir sur les agissements des spéculateurs.

"Indigné de voir que nous avons un si gros tas de patates dans les entrepôts de Québec et de Montréal, il a jeté des cris à fendre l'âme. Et vraiment le premier couplet de sa chanson habituelle était bien réussi: Les patates, disait-il, se vendent actuellement \$4 le sac. Ce sont les mêmes tubercules qu'on a achetés aux cultivateurs, à l'automne, pour soixante-quinze sous le minot. Est-ce la rareté qui est la cause de cette hausse subite? Non, certainement. La récolte a été abondante dans toute la province, l'exportation n'a pas été considérable et la grande partie du produit est encore ici. On le trouve, paraît-il, dans les entrepôts de Québec et de Montréal surtout, lesquels regorgent de pommes de terre qu'on détient pour une hausse plus considérable encore."

Puis *L'Action* commente injustement cet article: "Mais le dernier couplet manquait d'haleine, vraiment. Plus rien pour sommer le gouvernement d'Ottawa de mettre les précieux tubercules sur le marché local; plus d'invitation à la commission du commerce à prendre des mesures immédiates pour mettre chaque semaine sur le marché canadien une proportion de cet amoncellement de provisions."

Cependant, *L'Action catholique* ne cite pas l'autre partie de l'article du *Soleil* qui demande justement les choses que ce journal déclare ne pas avoir trouvées dans l'article. Voici cette partie que *L'Action* n'a pas voulu citer, trompant ainsi sciemment ses lecteurs:

"Le cultivateur n'est pour rien dans ce scandaleux profitage et ce n'est pas lui qui se plaindrait si les accapareurs étaient punis comme ils le méritent.

"Ce sont les ouvriers des villes surtout qui vont souffrir le plus de cet état de choses et le gouvernement d'Ottawa devrait intervenir pour arrêter cette spéculation à leurs dépens...

"Tout ceci démontre que les profiteurs continuent leur commerce spéculatif au détriment du public. Une inspection sévère et régulière des entrepôts s'impose plus que jamais et la Commission fédérale de commerce devrait s'en occuper sans tarder avant que le mal soit fait."

Voilà ce qu'écrivait *Le Soleil*! Voilà ce qu'il demandait. Comme on le voit, le dernier couplet ne manquait pas d'haleine.

Peut-on mentir plus effrontément? On ne cite même pas l'article comme il devrait être cité.

On m'accuse de vouloir nuire au consommateur, mais y a-t-il un homme qui ait travaillé plus que moi pour améliorer sa situation? J'ai passé des nuits entières pour étudier cette situation et essayer d'y apporter un soulagement. Les employés de mon ministère et moi-même avons travaillé sans relâche pour augmenter la production et il me semble que nous avons obtenu de beaux résultats dans la campagne de surproduction agricole. Tout cela, nous l'avons fait dans le but d'aider le consommateur et l'ouvrier.

*L'Action catholique* m'attaque fausement et injustement. Elle prétend que je me crois dispensé de prouver ce que j'avance. J'en appelle aux honorables membres de cette Chambre si je n'ai pas toujours prouvé mes avancés.

Après avoir voulu me faire passer pour un mauvais catholique, voilà maintenant que l'on veut me montrer comme un homme qui cherche à égorger le consommateur.

On a tronqué mes discours, tronqué mes paroles. Pourquoi? Pour essayer de rabaisser un homme dans l'esprit de son chef, de ses collègues de la Chambre, du cabinet, devant la classe ouvrière.

Et toutes ces choses, on les écrit, devant un crucifix, avec une plume dont le manche est trempé dans l'eau bénite et dont la pointe est trempée dans le fiel et le vinaigre.

Pourquoi cela? Pour soulever la classe ouvrière contre un ministre, pour le rendre odieux à cette classe intéressante qui est celle des travailleurs. Voilà comment l'on comprend la justice, à *L'Action catholique*.

Malgré toutes ces basses attaques, M. le Président, je suis encore prêt à la conciliation, mais qu'on cesse de m'attaquer, car on me trouvera prêt à la lutte et à me défendre.

#### **Statuts refondus, 1909, article 2358e**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 227 amendant l'article 2358e des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Comtés de Drummond et d'Arthabaska**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 détachant certains lots du

comité de Drummond et les annexant au comité d'Arthabaska, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Assemblée législative

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 1. Que l'indemnité de chacun des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative soit fixée, conformément aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à la somme de deux mille piastres pour chaque session qui durera plus de trente jours, et ce, à compter de l'ouverture de la présente session;

2. Que le membre du Conseil exécutif qui occupe la position du premier ministre et de président du Conseil reçoive un traitement annuel de douze mille piastres, et que les ministres mentionnés dans l'article 573 des statuts refondus, 1909, reçoivent un traitement annuel de six mille piastres chacun, sans préjudice, dans les deux cas, de leur indemnité comme conseiller législatif ou député, mais que, si le premier ministre occupe en même temps une des

charges énumérées dans l'article 573 desdits statuts, il n'ait droit à aucune autre rémunération que celle attachée à la position de premier ministre, sans préjudice, toutefois, de son indemnité comme conseiller législatif ou député, selon le cas.

M. l'Orateur, en portant à la Chambre les résolutions qui sont maintenant en considération, je veux dire quelques mots en guise d'explication et non de justification, car je ne crois pas qu'elles ont besoin de justification.

L'objectif de ces résolutions est double. Premièrement, augmenter l'indemnité du premier ministre de cette province de \$7,000 à \$12,000 et, deuxièmement, augmenter l'indemnité des membres de l'Assemblée législative et du Conseil législatif de \$1,500 à \$2,000.

Je crois et je sais que les honorables députés de cette Chambre et la population de cette province seront d'accord avec moi que l'indemnité payée au premier ministre de la province de Québec dans le passé était absolument inadéquate. Chacun sait que les services du premier ministre de cette province ont été totalement et entièrement consacrés aux intérêts de cette dernière, dans les 15 dernières années, la province et la population ayant profité de sa grande sagesse, de ses talents, de ses grandes habiletés administratives en tout temps. Durant le jour ou la nuit, il a été à l'entière disposition de la province et de sa population, et aucun argument de ma part n'a besoin d'être avancé pour justifier, si une justification est nécessaire, l'augmentation de l'indemnité proposée. Avec la hausse de l'indemnité, il ne sera encore d'aucune façon indemnisé pour les grands services qu'il a rendus et rendra à cette province. Lorsqu'on pense que même avec la nouvelle indemnité ce ne sera que le salaire d'un officier mineur de quelques-unes de nos grandes institutions commerciales ou l'équivalent des gains d'un avocat moyennement bon en pratique active dans cette province, on réalisera que les services d'une de ses habiletés et capacités dans les années passées ont été fournis avec un grand sacrifice personnel, et je puis dire que ni cette Chambre ni la population de cette province ne désirent, j'en suis sûr, que cela continue.

Je peux souligner que le premier ministre de la province d'Ontario reçoit une indemnité de \$12,000, bien que je croie que le premier ministre actuel demandera une réduction à \$9,000. Je suis certain, cependant, que, lorsqu'il prendra connaissance des tâches ardues qu'il devra accomplir, il reconsidérera sa suggestion et se rendra vite à la conclusion qu'une indemnité de \$12,000 est très peu pour les lourdes tâches qu'il devra accomplir.

Je n'ai pas besoin d'en dire plus car je crois que cette augmentation de l'indemnité de notre premier ministre recevra l'approbation entière de cette Chambre et de la population de la province de Québec.

En ce qui concerne la hausse de l'indemnité des députés, je soulignerais que celle-ci a été fixée il y a environ 10 ou 12 ans. Depuis ce temps, la tâche du député est devenue beaucoup plus lourde, celui-ci ayant à passer plus de temps à ses fonctions législatives. Il est aussi obligé de consacrer beaucoup de temps aux intérêts de ses électeurs, en raison des demandes grandissantes de ceux-ci dues à plusieurs innovations telles que la politique des bonnes routes, l'aide à l'éducation, le soutien à la colonisation et beaucoup d'autres législations, ce qui entraîne plus de travail pour le député, s'il remplit son devoir envers les gens qu'il représente. Je ferais référence particulièrement aux tâches d'un député représentant une circonscription rurale qui non seulement doit passer huit ou 10 semaines à Québec pendant la session, où les dépenses sont plus élevées qu'elles ne l'étaient auparavant, mais les coûts plus élevés pour les dépenses de transport grèvent une partie plus grande de son compte de dépenses, et pendant l'année entre les sessions, il doit faire voyage après voyage, mois après mois, et souvent semaine après semaine, en raison des politiques des bonnes routes et de l'éducation, de la colonisation et d'autres services publics, tout ceci dans l'intérêt de sa circonscription. Ceci implique des dépenses additionnelles. Donc, à mon avis, l'augmentation de \$500 consentie par cette résolution ne fera que compenser, si elle compense vraiment, le député pour les dépenses additionnelles qu'il doit faire aujourd'hui en comparaison à ce qu'il devait faire il y a 10 ans.

Ce pays n'est pas un pays d'hommes riches. C'est un pays d'hommes pauvres et, si nous devons avoir dans cette Chambre les représentants de toutes les classes, si nous devons avoir le meilleur de la classe ouvrière, si nous devons avoir le meilleur de ceux qui vivent dans les districts ruraux qui sont incapables de consacrer du temps au service public sans une juste rémunération pour la perte de temps, si nous devons avoir les meilleurs éléments à la fois de la campagne et de la ville de ces classes de gens qui ont le droit d'être représentées à la Législature, je dis que nous devons au minimum voir à ce qu'ils reçoivent assez pour leur permettre de vivre, du moins. Je pense que, en toute justice pour la Législature et en toute justice pour la population, s'ils veulent obtenir les meilleurs services et les meilleurs

résultats et si nous devons continuer de légiférer de la meilleure façon, nous devons voir à ce que nous rémunérions ceux qui viennent ici et qui consacrent leur temps au service public.

Il n'y a donc pas, à mon avis, d'augmentation de la rémunération des députés, mais une indemnité pour des dépenses additionnelles engendrées par de nouvelles tâches qui leur sont demandées.

Je pourrais mentionner plusieurs autres frais accessoires liés aux dépenses plus élevées qui s'ajouteraient à celles que je viens de mentionner, mais j'ai le sentiment que l'explication que j'ai donnée convaincra la population de cette province que l'augmentation suggérée par les résolutions devant la Chambre obtiendront l'approbation de la population de cette province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si l'indemnité des conseillers législatifs va être aussi augmentée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** En effet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En me levant pour exprimer mon opinion sur cette question, je ne voudrais pas manquer de délicatesse envers mes collègues, ni de justice envers ma province.

On a dit et répété, dans la presse de cette province, que, du moment que la majorité des députés appuie et approuve le gouvernement qui refuse l'augmentation de salaire que ses modestes employés réclament au nom de leur famille, il ne convenait pas que ces mêmes députés se votassent une augmentation d'indemnité. Cet argument est sérieux, et il convient de le considérer. Je ne m'objecte pas à la votation d'un traitement au premier ministre. La position de premier ministre est l'une des plus éminentes. Le chef de l'exécutif de notre province a des obligations considérables, tant au point de vue social que politique, et il convient de l'apprécier en lui accordant un traitement raisonnable. Quant à l'indemnité des députés, convient-il de l'augmenter au lendemain des élections, quand ni le gouvernement ni les candidats n'en ont parlé à l'électorat aux élections de mai dernier? Je ne crois pas. Cette mesure aurait dû être présentée à la dernière session, c'est-à-dire avant les élections. Il n'y a pas un seul député de cette

Chambre qui a dit, lors des dernières élections: "Électeurs, si vous m'élisez, je voterai pour une augmentation de mon indemnité de député." Quant aux conseillers législatifs, il y a encore moins de raisons de leur voter une augmentation.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je ne pense pas que les dépenses des membres de la Chambre haute soient aussi élevées que celles de cette Chambre, mais je ne vois pas comment on peut faire des distinctions entre les membres des deux Chambres. Cela n'a jamais été fait dans d'autres législatures dans le monde. Nonobstant ce que certaines personnes peuvent dire en ce qui concerne une certaine Chambre, avec l'expérience que j'ai eue dans la vie publique, je crois que la deuxième Chambre est très utile.

**Un député:** Est-ce que vous quittez pour y aller?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je ne suis pas encore prêt.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** En ce qui concerne le salaire du premier ministre, je ne crois pas qu'il y ait le moindre doute que le montant est insuffisant. En fait, je le crois petit. Le salaire du premier ministre devrait être entre \$20,000 et \$30,000. Concernant l'augmentation des indemnités, je sens que ceci est délicat car on dira que je parle en sachant bien que ce sera adopté de toute façon.

Il y a quelques députés dont le travail leur donne droit à de plus grandes indemnités, mais ceci ne s'applique pas à d'autres membres.

Il y a plusieurs députés qui pensent que leur rémunération est suffisante et, en ce qui me concerne, je crois qu'elle est acceptable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au gouvernement s'il croit réellement que les conseillers législatifs peuvent sérieusement faire valoir les raisons invoquées par les députés partisans de l'augmentation.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Oui, car, depuis quelques années, j'ai appris à connaître les services que rend notre Chambre haute.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le Parti libéral ne veut donc plus l'abolir!

Les résolutions sont adoptées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il l'intention après cela d'augmenter les salaires des employés civils?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le gouvernement a l'intention de traiter les employés civils le plus généreusement possible.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hospitalisation des indigents

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 concernant l'hospitalisation des indigents dans les hôpitaux de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** explique le projet de loi. Une disposition est introduite à l'effet qu'un conseil municipal puisse autoriser une personne qu'il désignera à signer les certificats requis pour l'admission de ces patients dans les hôpitaux. Le résultat de ceci sera bénéfique car cela impliquera, si le conseil agit selon la clause, que les patients seront envoyés à l'hôpital plus rapidement que s'il devait y avoir une résolution du conseil pour chaque patient. Une disposition est introduite autorisant tout hôpital à refuser un indigent, à moins qu'il ne fournisse un certificat d'une municipalité, et le certificat rend la municipalité responsable pour le montant. Dans les trois jours de la libération d'un indigent d'un hôpital, la municipalité où il réside devra être avisée, par lettre recommandée, du nombre de jours que le patient a passés à l'hôpital. La municipalité a 20 jours pour en appeler du montant.

En aucun cas la municipalité en question ne sera responsable pour plus de 40 jours d'un patient, à moins que celle-ci ne donne un nouveau consentement. Les municipalités doivent payer leurs comptes dans les trois mois suivant la libération des patients. Les municipalités ont un recours pour le remboursement contre les patients.

M. Parrot (Témiscouata), M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et M. Philips (Huntingdon) prennent la parole.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** donne les explications. L'été prochain, dit-il, une enquête plus complète sera faite sur la situation. Il ajoute que le gouvernement étudie depuis deux mois un projet d'assistance publique.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Admission à la  
pratique du droit**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 relatif à l'admission à la

pratique du droit des étudiants qui ont été en service actif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Statuts refondus,  
1909, article 2358e**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 amendement l'article 2358e des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Montréal, (dont deux mille piastres pour la Faculté de droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, O. C. 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires \$150,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un ordre en conseil et aux conditions de l'ordre en conseil no 187 du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour archives canadiennes, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris cinq cents piastres pour inspection), pour Montréal et Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Dr S. P. Robins, principal retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de O. C. no 800 du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement de la tuberculose, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, pour le département de la pharmacie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent en France, traitement et allocation pour loyer du bureau, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent de la province à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, côte nord du Saint-Laurent, traitement, dépenses de voyage (O. C. no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canadian Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau, en sus du montant autorisé par S. R. Q., 1909, article 712, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à l'acte pourvoyant à la construction de logements ouvriers, 9 George V, chapitre 10, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1921, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell** propose un article concernant les subsides du ministère des Terres et Forêts.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** demande d'appliquer aux autres provinces du Canada la politique de la prohibition de l'exportation du bois de pulpe, prohibition qui ne s'appliquait jusqu'ici qu'aux États-Unis. Il fait remarquer qu'une grande quantité de notre bois de pulpe est exportée dans les Provinces maritimes et dans l'Ontario.

Nous subissons des pertes considérables par le fait que, dans son comté, par exemple, et dans d'autres situés près de la frontière ontarienne, une grande quantité de bois de pulpe est exportée pour être manufacturé dans le Nouveau-Brunswick et dans l'Ontario.



Dans le comté de Bonaventure, dit-il, on a coupé et exporté à la province du Nouveau-Brunswick 10,000,000 de pieds de bois, qui ont été manufacturés dans cette province. Si ce bois avait été manufacturé au Québec, ça aurait représenté \$7,000,000 dépensés dans cette province, en plus d'une perte pour la colonisation et le développement des pouvoirs d'eau qui auraient été aidés par la manufacture du bois de pulpe dans le comté plutôt que dans une autre province.

**M. McDonald (Pontiac)** parle en faveur des propos du député de Bonaventure (M. Bugeaud). Il dit que, lorsqu'il a vu le développement industriel en Ontario avec du bois de pulpe exporté de ce comté, sa conclusion a été que cette province (Québec) n'obtenait pas les résultats qui lui étaient dus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** approuve cette suggestion, à l'exception de celle relative à la taxe.

Au banquet des fabricants de pulpe et de papier, le 31 janvier dernier, à Montréal, le premier ministre a déclaré: "En fait, nous pouvons nous rendre ce témoignage que nous avons frayé le chemin au développement de l'industrie de la pulpe et du papier, industrie qui, maintenant, compte parmi les plus importantes de notre pays.

"Notre administration a été la première à constater l'importance qu'il y a à garder dans le pays nos matières premières, afin d'alimenter nos propres usines et de diminuer le déboisement de nos forêts. Notre intention n'est pas de nous départir de cette politique. Nous devons peut-être aller plus loin encore dans cette direction et limiter à l'usage exclusif des fabriques du Québec la coupe du bois dans les forêts de cette province. Nous n'hésiterons pas à entrer dans cette voie si la situation le demande parce que la charité commence chez soi."

Auparavant, le premier ministre, dans un discours très applaudi par des hommes plus partisans que bien renseignés, avait refusé de reconnaître à ses adversaires le mérite d'avoir préconisé les premiers la politique de protection et de développement de l'industrie de la pulpe dans la province et la prohibition de l'exportation du bois de pulpe aux États-Unis. Le premier ministre a déclaré récemment, en réponse à l'une de mes affirmations, qu'il avait toujours été en faveur de cette politique, mais que, s'il ne l'avait pas appliquée avant 1910, c'est parce qu'il voulait auparavant organiser nos pouvoirs d'eau. Je regrette d'être obligé de dire que cette déclaration a mal renseigné la Chambre et le public et qu'elle est contraire aux faits, à la vérité,

aux déclarations faites par l'honorable premier ministre, de 1905 à 1910.

J'ai devant moi les brochures qui comprennent les grands discours que le premier ministre prononça en ce temps-là à Châteauguay, à Saint-Eustache et à Longueuil, pour répondre à MM. LeBlanc, Bourassa et Tellier. Je n'y vois rien, aucun passage qui puisse prouver les avancés faits par le premier ministre au début de la session. Mon intention n'est pas de démontrer jusqu'à quel point le premier ministre a été inexact et injuste pour en même temps montrer qu'au lieu d'applaudir à un argument de vérité, on a couvert d'applaudissements un artifice de vérité, pour ne pas dire de mensonge.

À Longueuil, en 1909, le premier ministre disait: "M. Bourassa voudrait encore que le bois coupé sur les terres de la couronne soit manufacturé en Canada. Or, M. Bourassa, en 1904, a donné son avis sur ce point devant la commission de colonisation. Cet avis, le voici: Comme M. le président (l'honorable M. Legris) l'a fait remarquer, je crois que le gouvernement de Québec n'a pas le remède voulu, et je n'en vois pas d'autre que le gouvernement fédéral qui pourrait intervenir. Pourquoi le député de Labelle n'a-t-il pas prêché cette doctrine à Ottawa? Pourquoi ne l'a-t-il pas fait adopter?"

Or, M. le président, c'est bien loin de dire que le gouvernement voulait organiser nos pouvoirs d'eau avant d'adopter la politique de protection des conservateurs, qu'il a été forcé d'adopter ensuite en 1910.

Prenons maintenant la brochure électorale du gouvernement de 1908. Cette brochure a été soigneusement préparée par un homme de talent, qui allait tous les jours puiser son inspiration chez le premier ministre et qui tirait du grand sac ministériel tous les renseignements dont il avait besoin. Voici ce qu'elle dit:

"Les conservateurs ont un autre reproche. Le gouvernement de Québec laisserait les Américains nous enlever tout notre bois de pulpe. Et tout d'abord, est-il bien vrai que les Américains importent en grande quantité le bois de pulpe coupé sur le domaine public? On voudrait que le gouvernement de Québec prohibe l'exportation de pulpe.

"Mais pareille mesure de la part des autorités provinciales ne pourrait arrêter que l'exportation du bois coupé sur le domaine public, c'est-à-dire l'exportation du huitième seulement du bois que les Américains achètent en cette province. Les autorités provinciales sont impuissantes à résoudre ce problème et il n'appartient qu'au gouvernement fédéral d'adopter une législation qui atteigne tout le bois coupé en cette province.

"Cette prohibition qu'on réclame du gouvernement de Québec aurait-elle, comme on le dit, pour effet d'obliger les fabricants américains à transporter leurs usines dans notre province? Il est permis d'en douter. L'an dernier, la consommation du bois de pulpe aux États-Unis a été de 3,000,000 de cordes. Or, la prohibition qu'édicterait le gouvernement de Québec n'arrêterait l'exportation que de 108,000 cordes, soit 3 % de la consommation des États-Unis. Est-il raisonnable de supposer que cette prohibition forcerait les Américains à transporter leurs usines ici? Évidemment, non."

Rien de l'organisation des pouvoirs d'eau dans tout cela. Pas un mot du premier ministre de 1905 à 1910 au sujet des pouvoirs d'eau. C'est la première fois cette année que le premier ministre employait cet argument pour refuser au parti son mérite d'avoir préconisé le premier, de 1899 à 1910, cette politique de protection à l'industrie de la pulpe qui a produit de si merveilleux résultats.

En 1899, l'honorable M. J.-A. Nantel réclamait cette protection. En 1903, l'honorable M. Pelletier et M. Chicoyne présentaient des motions réclamant cette protection.

M. LeBlanc, M. Tellier, M. Bourassa en firent la même revendication.

Dans un beau discours prononcé à Saint-Gervais, en 1907, le grand et inoubliable patriote apôtre que fut M. Évariste LeBlanc disait:

"Et, si nous avions ici la politique adoptée dans Ontario qui oblige la concessionnaire à fabriquer sur place, nous verrions ce que l'on a vu là, l'industrie américaine émigrer chez nous et créer des centres industriels qui fourniraient à nos cultivateurs autant de marchés locaux pour l'écoulement de leurs produits. Quelques exemples. Voyez ce qui s'en va à l'étranger. La St. Maurice Lumber Company possède ici 2,932 milles carrés de nos forêts, desquels elle fauche une énorme quantité de bois qu'elle envoie tous les ans aux États-Unis. La Burgos Sulphite Fiber Co. consomme 210,000 cordes de bois de pulpe annuellement. La Union Bag and Paper Co. dépense pour l'approvisionnement de ses 30 usines 1,700,000 cordes de bois par année, soit un total de plus de 2,000,000 de cordes de bois dont la transformation en pulpe procure aux étrangers un travail rémunérateur que nous devrions conserver à nos Canadiens. Savez-vous ce que nous perdons en laissant aller notre bois à l'étranger? Une corde de bois transformée en pulpe vaut \$13 à \$17, en sulphite, de \$22 à \$25, et en papier, de \$36 à \$40. La différence représente le travail de fabrication, le profit de l'industriel, le salaire des ouvriers, etc.,

toutes choses que nous perdons par la mauvaise administration de nos forêts.

"Récemment, M. Pinchot, chef du département forestier à Washington, déclarait, en 1905, que les forêts américaines seraient épuisées dans 20 ans. C'est-à-dire que nous avons, nous, la clé du commerce de papier et que nous la livrons de gaieté de cœur aux étrangers, aux Américains. Nous pourrions être dans un avenir rapproché les grands fournisseurs de papier du monde entier et retirer de ce commerce des profits énormes. Par notre faute, nous compromettons cet avenir et nous gaspillons ce que la Providence nous a donné. Notre politique devrait être de ne pas laisser sortir de la province une seule bille de bois de pulpe."

À la session de 1908, le 24 avril, l'honorable M. LeBlanc proposait en Chambre une résolution invitant le gouvernement à remplacer la politique forestière suivie jusqu'ici par de sages ordonnances qui, sans nuire à la vente et au commerce du bois de pulpe, nous assureraient en même temps, à brève et fixe échéance, la fabrication, en cette province, de la pulpe et du papier dont notre bois est la matière première.

Quel est l'électeur soucieux de notre avenir national qui n'aurait pas souscrit des deux mains à cette proposition si sensée? Le gouvernement l'a cependant repoussée, suivi de sa majorité moutonnière, comme l'atteste le vote suivant: Pour la motion, 6; contre, 55.

La politique conservatrice était claire et nette sur ce point. Elle est consignée dans le sixième article du programme provincial adopté à la convention conservatrice de novembre 1905.

"Il est du devoir du gouvernement d'adopter sans délai des mesures propres à assurer la fabrication sur le territoire du Canada du bois de commerce provenant de nos terres publiques, principalement du bois servant à la fabrication de la pulpe."

M. Bourassa et M. Lavergne s'unirent alors à MM. LeBlanc, Pelletier, Tellier pour préconiser cette politique<sup>5</sup>. Ils dénoncèrent avec l'éloquence et l'énergie dont on se souvient encore le gouvernement qui persistait à rejeter cette politique nationale.

J'affirme que l'une des principales causes de la défaite de l'honorable M. Pelletier, dans Dorchester, en 1908, c'est que le Parti libéral l'accusait de vouloir empêcher les cultivateurs de Frampton et d'ailleurs de vendre leur bois de corde aux États-Unis.

La lutte se poursuivit jusqu'en 1910, alors que le gouvernement se décida à adopter en grande partie

la politique de l'opposition qui, depuis, a développé merveilleusement des villes comme Grand'Mère dans notre province.

L'honorable M. Allard, alors ministre des Terres, dans un congrès forestier, a avoué l'efficacité et le patriotisme de cette politique. Il dit: "Nous exigeons maintenant que tout le bois coupé sur les terres de la couronne soit manufacturé dans le Canada. Par ce moyen, nous assurerons le développement de nos nombreux et puissants pouvoirs d'eau et nous procurerons à notre population un travail abondant que, par le passé, elle est allée trop souvent chercher à l'étranger."

Mais le gouvernement pourrait protéger davantage la fabrication du papier et de la pulpe dans notre province.

Pourquoi avoir tant hésité? La situation en 1910 était la même qu'en 1908. Le gouvernement fédéral et sa politique étaient les mêmes. Les pouvoirs d'eau n'étaient pas mieux organisés. Non, le gouvernement a cédé à la pression, à la force de la politique que préconisaient ses adversaires, à qui il en refuse le mérite aujourd'hui.

Le premier ministre n'est-il pas assez fort pour discuter avec plus de justice les questions politiques, pour mieux traiter ses adversaires et pour, aussi, mériter mieux les applaudissements que lui prodiguent ses partisans?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) compare le chef de l'opposition (M. Sauvé) avec la mouche du coche qui se donne l'illusion de faire marcher la machine administrative en bourdonnant autour.

Il dit que la politique actuelle du gouvernement n'est pas le résultat des projets lancés en l'air par les prédécesseurs du chef de l'opposition et de ses anciens amis, les nationalistes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'en ai pas honte.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) parle de l'évolution de la politique du gouvernement relativement au contrôle de l'industrie du bois. Plusieurs autres provinces sont approvisionnées en matières premières par la province de Québec.

Il dit que la question est importante et requiert une étude sérieuse et une analyse de la situation, après quoi le gouvernement prendra les actions requises pour protéger les intérêts de la province dans le développement de nos pouvoirs d'eau et de l'industrie de la pulpe et du papier.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 142 ratifiant la vente et le transport de propriétés et de droits par Donald Fraser & Sons Limited à Fraser Companies Limited.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 141 modifiant la constitution en corporation de l'Oeuvre de l'hôpital Laval;

- bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean.

### Donald Fraser & Sons Limited, Fraser Companies Limited

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 ratifiant la vente et le transport de propriétés et de droits par Donald Fraser & Sons Limited à Fraser Companies Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Oeuvre de l'hôpital Laval

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 modifiant la constitution en corporation de l'Oeuvre de l'hôpital Laval.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de Saint-Jean

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean.

Les amendements sont lus deux fois.

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que les amendements du Conseil législatif au bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean sont acceptés avec les amendements suivants:

1. En y insérant, dans la deuxième ligne de la page 2, le mot "de" après le mot "fournir";

2. En en retranchant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots "Mais rien dans la présente disposition n'affectera les causes pendantes" et en les remplaçant par les deux paragraphes suivants:

"Toute personne ou compagnie qui s'approvisionne d'eau autrement qu'au moyen du système d'aqueduc de la cité est tenue de payer à cette dernière la même somme d'argent qu'elle serait obligée de lui payer si elle faisait exclusivement usage de l'eau de l'aqueduc de la cité.

"Cependant, la présente disposition n'affectera pas les causes pendantes."

3. En en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes de la page 2, les mots "utilités publiques" par les mots "services publics".

Adopté.

#### **The Wales Home**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Ouellet), que, vu que le bill 123 constituant en corporation The Wales Home a pour objet de promouvoir des œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Ouellet), que, vu que le bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke a pour objet la propagation d'un culte religieux; que le retard apporté à la présentation de ce bill a été causé par suite d'un délai inévitable dans la transmission des postes, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Oeuvre de l'hôpital Laval**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que, vu que le bill 141 modifiant la constitution en corporation de l'Oeuvre de l'hôpital Laval a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Hospice Sainte-Croix de Mariville**

**M. Robert (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), que, vu que le bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de Sainte-Croix de Mariville a pour objet de favoriser des œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Crédit international du Canada**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que, vu que le bill 85 constituant en corporation le Crédit international du Canada a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Succession Charles-Théodore Viau**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que, vu que le bill 86 concernant la succession Charles-Théodore Viau a été rejeté, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté sur division.

### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 10 heures de l'avant-midi.

Adopté.

La séance est levée.

---

### NOTES

1. Selon *Le Devoir*, il s'agit du juge J.-B. Archambault.
2. Selon *L'Événement*, le premier ministre parle alors de Lennoxville.
3. *The Gazette* écrit qu'on se demandait si, oui ou non, la motion allait être adoptée.
4. Selon le *Quebec Chronicle*, seul le chef de l'opposition s'oppose à la mesure.
5. Dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 24 avril 1908, on indique que lors du vote sur la proposition LeBlanc, présentée sous la forme d'une motion de censure, MM. Bourassa et Lavergne s'abstiennent de voter et M. Pelletier se prononce contre.



## Première séance du samedi 14 février 1920

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 10 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. David (Terrebonne)**, secrétaire de la province, communique à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

M. Charles Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1920, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 13 février 1920

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.  
Adopté.

## Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

## En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille trente-huit piastres et soixante-quinze centins soit

ouvert à Sa Majesté pour les juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et commissaires des licences; magistrats de police, Montréal, et constables et huissiers audienciers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente et un mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 234 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited;
- bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah;
- bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve, et feu honorable Joseph-Octave Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage;
- bill 117 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants;
- bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair.

### **Loi des accidents du travail**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 234 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Federal Zinc & Lead Company Limited**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Successions L. et J.-O. Villeneuve**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve, et feu honorable Joseph-Octave Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Trois-Rivières**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Cimetières protestants**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession Louis-Raymond Plessis-Bélair**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Statuts refondus, 1909, articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040**

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 amendant les articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909.

**M. Laferté (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (**M. Beaudry**), que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** prend la parole.

**M. Cannon (Québec-Centre)** critique l'amendement du Conseil législatif permettant aux dentistes d'annoncer leurs bureaux et instituts dans les journaux. Il veut faire un amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** n'est pas opposé à la publicité, mais pense que sa nature devrait, jusqu'à un certain point, être laissée à la discrétion du Collège des chirurgiens dentistes.

L'honorable **M. Taschereau (Montmorency)** est contre toute ingérence dans les pouvoirs du Collège.

**MM. Parrot (Témiscouata)** et **Miles (Montréal-Saint-Laurent)** maintiennent qu'il serait contre la dignité de la profession que les dentistes s'annoncent plus que les avocats et les médecins, qui s'affichent au moyen d'une carte d'affaires.



**MM. Laferté (Drummond) et Monet (Napierville)** disent que les avocats et les médecins, bien qu'exprimant leur horreur à la pensée de s'annoncer, cela étant en deçà de leur dignité, recherchent de la publicité chaque jour dans les colonnes de nouvelles des journaux en ayant leur nom mentionné en lien avec un cas ou un autre. Ils maintiennent de plus que les jeunes dentistes ont le droit de faire savoir au public où ils pratiquent. Les plus vieux ont déjà leur clientèle. De plus, ils ont le droit d'annoncer à quels prix ils offrent leurs services professionnels<sup>1</sup>.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose le rejet du bill.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ceci tuerait toutes les clauses, incluant celles qui ont été acceptées par le Collège concernant l'élection des gouverneurs. La clause à laquelle on s'objecte concerne la publicité et, comme il semble qu'elle va trop loin, on peut arriver à un compromis par lequel les gouverneurs devraient exercer un certain contrôle.

Le débat est ajourné.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes régionales et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration, dette publique (prime, escompte et change), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille six cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes, gouvernement civil: bureau du lieutenant-gouverneur, \$2,000; Conseil exécutif, \$1,000; département du secrétaire provincial, \$3,000; département du Trésor, bureau du trésorier, \$1,500; département du Trésor, bureau du revenu, \$2,500; département des Affaires municipales, \$1,000; département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, \$2,000; département des Travaux publics et du Travail, \$2,000; département de l'Instruction publique, \$1,000; pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, statuts refondus, 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze piastres et quatre-vingt-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc. (palais de justice, Montréal, réparation de la couverture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, statuts refondus, 1909, article 1851 (5 George V, chapitre 29, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, concours d'abattis, conférences sur l'agriculture, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École

d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et l'entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille six cent trente-sept piastres et cinquante-

deux centins soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de chasse et de pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., statuts refondus, 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387j, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bonus aux employés recevant un salaire de \$1,600 ou moins par année, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le salaire du premier ministre et président du Conseil législatif, du 1<sup>er</sup> septembre 1919 au 29 février 1920 (article 142 des statuts refondus, 1909, s'appliquant au membre du Conseil exécutif remplissant durant ladite période la position de premier ministre et président du Conseil exécutif relativement à tout paiement en vertu de cet item comme si l'article 142 mentionnait expressément le premier ministre et président du Conseil exécutif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1920, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,012,239.40.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1921, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$7,484,194.81.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 10 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1920 et le 30 juin 1921, et pour d'autres fins du service civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils;

- bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cadavres qui peuvent servir à l'étude de l'anatomie;

- bill 163 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;

- bill 159 amendant l'article 5726 des statuts refondus, 1909, relativement à l'intérêt payable sur les arrérages de taxes municipales, dans les cités et villes;

- bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la conciliation;

- bill 152 concernant l'annexion du canton Décarie au comté de Labelle, pour toutes fins;

- bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;

- bill 4 amendant les articles 210 et 1318 du Code civil.

### Statuts refondus, 1909, articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour: Que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 amendant les articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909, soient maintenant lus une seconde fois.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que lesdits amendements soient pris en considération séparément.

Adopté.

Le premier amendement est lu une seconde fois et adopté.

Le deuxième amendement est lu une seconde fois et adopté.

Le troisième amendement est lu une seconde fois. La motion "que la Chambre adopte maintenant le troisième amendement" est soumise à la Chambre.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que la Chambre adopte le troisième amendement, avec l'amendement suivant: en en retranchant tous les mots après le mot "amendé", dans la 6e ligne, et en les remplaçant par les mots suivants: "en en retranchant le mot: "seuls", dans la première ligne.

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Boisseau, Bouthillier, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Dufour (Matane), Dufour (Charlevoix-Saguenay), Forget, Galipeault, Gault, Gouin, Grégoire, Leclerc, Lemay, Miles, Mitchell, Moreau, Ouellet (Dorchester), Paquet (Montmagny), Parrot, Péloquin, Savoie, Taschereau, 23.

**Contre:** MM. Beaudry, Bédard, Bergevin, Bordeleau, Caron (Hull), David, Desjarlais, Dufresne, Lacombe, Laferté, Laurendeau, Madden, Mercier, Monet, Perrault, Renaud, Rheault, Sauvé, Séguin, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Vautrin, 22.

La motion d'amendement est ainsi adoptée.

La motion principale, telle qu'amendée, est soumise à la Chambre, qui l'adopte.

Le quatrième amendement est lu une seconde fois.

Et la motion "que la Chambre adopte maintenant le quatrième amendement", étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et la rejette.

Le cinquième amendement est lu une seconde fois et adopté.

Le sixième amendement est lu une seconde fois et adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative accepte les amendements du Conseil législatif au bill 153 amendant les articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus 1909, avec certains amendements.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Dépôt de documents:****Conscrits**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 janvier 1919, relative à la production de copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, depuis 1918, au sujet des conscrits qui n'ont pas répondu à l'appel des autorités militaires. (Document de la session no 49)

citée de Montréal, avec l'amendement suivant: Que les mots suivants soient ajoutés à la fin du septième amendement:

"Rien cependant dans la présente section n'affectera le droit qu'a la cité de faire l'expropriation du boulevard Saint-Laurent de la rue Bellechasse à la rue Rolette si elle le juge à propos."

Adopté<sup>3</sup>.

Les autres amendements apportés par le Conseil législatif sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

**Charte de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que cette Chambre accepte le douzième amendement apporté par le Conseil législatif au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal, en remplaçant le second alinéa du douzième amendement par le suivant:

"La cité est autorisée à payer à l'ancien secrétaire du département de la police, subséquemment sous-rédacteur du *Bulletin municipal*, à l'ancien médecin en chef de la cité de Maisonneuve, subséquemment transféré au département d'hygiène de la cité, et l'ancien premier assistant greffier de la Cour du recorder, une pension viagère annuelle égale à la moitié du traitement qu'ils recevaient respectivement au moment où ils ont quitté l'emploi de la cité.

Adopté<sup>2</sup>.

**M. Lemay (Sherbrooke)** pour **M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que cette Chambre accepte le septième amendement apporté par le Conseil législatif au bill 100 amendant la charte de la

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la ville de Pointe-aux-Trembles.

**Ville de Pointe-aux-Trembles**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la loi constituant en corporation la ville de Pointe-aux-Trembles.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à 4 heures, aujourd'hui.

La séance est levée.

**Deuxième séance du 14 février 1920****Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 27 amendant la loi électorale de Québec;
- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts;
- bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company;
- bill 237 amendant la loi pour aider à la construction des maisons d'habitations dans les cités, villes et villages;
- bill 241 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;
- bill 243 pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière Batiscan, pour compléter la route Montréal-Québec;
- bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales;
- bill 248 amendant les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales;
- bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec;
- bill 200 concernant la ville de Saint-Michel;
- bill 201 concernant la ville Montréal-Nord;
- bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

**Loi électorale**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 27 amendant la loi électorale de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Terres publiques  
et bois et forêts**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Kipawa Housing Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Construction de maisons**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 237 amendant la loi pour aider à la construction des maisons d'habitations dans les cités, villes et villages.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Produits laitiers**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 241 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Pont sur  
la rivière Batiscan**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 243 pourvoyant à la construction d'un pont sur la rivière Batiscan, pour compléter la route Montréal-Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Taxes sur les corporations, compagnies,  
personnes, raisons sociales et  
associations commerciales**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Affaires municipales

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 248 amendant les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Code municipal, articles 227 et 408

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Ville de Saint-Michel

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 concernant la ville de Saint-Michel.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Commission des services d'utilité publique

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Ville Montréal-Nord

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 201 concernant la ville Montréal-Nord.

Les amendements sont lus deux fois.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Bergevin), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre ne peut accepter les amendements du

Conseil législatif au bill 201 concernant la ville Montréal-Nord parce qu'elle croit qu'il est dans l'intérêt de la ville Montréal-Nord de fixer un délai dans lequel la maison doit se construire.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté, sans amendement, les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif aux bills suivants:

- bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle;
- bill 76 constituant en corporation

l'Université de Montréal;

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 concernant certaines compagnies et corporations;

- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement;

- bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des cours du recorder, en certains cas;

- bill 34 amendant le Code municipal de Québec, relativement à certains travaux de drainage des terres;

- bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district;

- bill 105 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;

- bill 232 amendant l'article 2892 des statuts refondus, 1909, relativement au prélèvement des taxes scolaires, en certains cas;

- bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés;

- bill 238 amendant la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités;

- bill 239 concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre;

- bill 244 concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal;

- bill 247 pourvoyant à certains emprunts spéciaux à courte échéance pour diverses fins;

- bill 249 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension des officiers publics;
- bill 250 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux honoraires de certains officiers de justice;

- bill 251 amendant l'article 776 du Code de procédure civile relativement à la retenue des droits payables à la couronne.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer;

- bill 35 relatif à certains emprunts, par les municipalités, pour aider à la construction de travaux de drainage des terres;

- bill 206 relatif à l'admission à la pratique du droit de certains étudiants qui ont été en service actif;

- bill 207 détachant certains lots du comté de Drummond et les annexant au comté d'Arthabaska pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 227 amendant l'article 2358*e* des statuts refondus, 1909;

- bill 229 concernant l'hospitalisation des indigents dans les hôpitaux de la province;

- bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et les membres de l'Assemblée législative de la province;

- bill 231 autorisant le paiement d'une somme de un million de piastres pour aider à l'établissement d'une université, à Montréal;

- bill 235 concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels, à Paris, en France;

- bill 242 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure, en certains cas.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 10 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1920 et le 30 juin 1921 et pour d'autres fins du service public.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Et qu'il a agréé, avec amendements, les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 153 amendant les articles 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909.

#### **Statuts refondus, articles 5030, 5032, 5033, 5035 et 5040**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 amendant les articles 5032, 5033, 5035 et 5040 des statuts refondus, 1909.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif<sup>4</sup>.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera à la présente séance, elle soit ajournée à 8 heures du soir, ce jour.

Adopté.

La séance est levée.

#### **Troisième séance du 14 février 1920**

##### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne persiste pas dans ses amendements au bill 201 concernant la ville Montréal-Nord, mais qu'il les retire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative aux amendements faits par le Conseil législatif au bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean.

#### **Remerciements à M. l'Orateur**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** remercie M. l'Orateur de l'Assemblée de la manière vraiment digne avec laquelle il a présidé aux délibérations de la



Chambre pendant la session. Si les règles de la Chambre me le permettaient, dit-il, je proposerais aux députés de pousser trois vigoureux hourras en votre honneur. Mais, gardien fidèle des règles de cette Chambre, vous m'en empêcheriez. Je vous offre donc les félicitations de la Chambre pour la façon dont vous vous êtes acquitté de votre tâche en présidant à nos délibérations.

**M. l'Orateur** remercie le premier ministre de ses bonnes paroles, disant qu'il avait été grandement aidé dans sa tâche par la coopération reçue de tous les députés de la Chambre, et il manifeste le désir que le respect traditionnel des règles de la Chambre des députés prévalent toujours à l'Assemblée législative de Québec.

#### **Suspension des travaux**

La séance est suspendue en attendant l'arrivée de l'huissier à la verge noire<sup>5</sup>.

#### **Reprise des travaux à 8 h 30**

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire.

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill C du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique;
- bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges des sessions de la paix, aux magistrats de police et aux magistrats de district;
- bill 4 amendant les articles 210 et 1318 du Code civil;
- bill 5 amendant l'article 5814 des statuts refondus, 1909, relativement à la nomination des recorders;

- bill 6 amendant l'article 3323 des statuts, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de magistrat;

- bill 7 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement de nom du comté d'Ottawa en celui de Hull;

- bill 8 légalisant certaines entrées aux index aux immeubles des cantons Law, Hincks, Northfield et Egan, en usage depuis le 20 janvier 1902, dans le bureau de la division d'enregistrement de Hull;

- bill 9 concernant l'heure;

- bill 12 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à l'entrée en fonction de certains officiers de justice;

- bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la convocation de la Législature;

- bill 14 relatif au canton Bourdages situé partie dans le comté de L'Islet et partie dans le comté de Montmagny;

- bill 15 concernant certaines compagnies et corporations;

- bill 16 amendant la loi de la chasse de Québec;

- bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services d'utilité publique de Québec;

- bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des abeilles;

- bill 19 amendant la loi des mines de Québec;

- bill 20 amendant la loi de l'instruction publique;

- bill 21 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer;

- bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux frais de transport des aliénés;

- bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au travail des détenus dans les écoles de réforme et d'industrie;

- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement;

- bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux maladies vénériennes;

- bill 27 amendant la loi électorale de Québec;

- bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des cours du recorder, en certains cas;

- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux terres publiques et aux bois et forêts;

- bill 30 amendant la loi 4 George V, chapitre 25, relative aux écoles techniques;

- bill 31 amendant l'article 4140 des statuts refondus, 1909, relativement au recouvrement des frais d'entretien des aliénés;

- bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les sociétés coopératives agricoles;
- bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'agent général de la province dans le Royaume-Uni;
- bill 34 amendant le Code municipal de Québec, relativement à certains travaux de drainage des terres;
- bill 35 relatif à certains emprunts, par les municipalités, pour aider à la construction de travaux de drainage des terres;
- bill 36 amendant la loi des bons chemins, 1912, et la loi relative aux chemins de grande communication;
- bill 37 autorisant un emprunt pour aider à la colonisation;
- bill 38 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique;
- bill 39 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières;
- bill 40 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;
- bill 41 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure;
- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies;
- bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension du président de la Commission des services publics de Québec;
- bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec;
- bill 45 amendant la loi de la pêche de Québec;
- bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux chemins de colonisation;
- bill 48 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au traitement de certains officiers de justice;
- bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district;
- bill 50 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux paiements des témoins de la couronne;
- bill 51 amendant la charte de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski;
- bill 53 concernant la succession de feu Harrison Stephen;
- bill 54 constituant en corporation The Independent Hebrew Sick Benefit Association of Montreal;
- bill 55 constituant en corporation The Hebrew Sick Benefit Association of Montreal;
- bill 56 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau;
- bill 57 amendant la loi constituant en corporation The Crown Trust Company;
- bill 58 constituant en corporation l'hôpital Noël, de Sherbrooke;
- bill 59 constituant en corporation de ville le village de Kénogami;
- bill 60 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;
- bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;
- bill 62 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest;
- bill 63 amendant la loi constituant en corporation la Industrial Life Insurance Company;
- bill 65 constituant en corporation l'Hôpital français;
- bill 66 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Augustin;
- bill 67 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec;
- bill 68 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ernest Grégoire au nombre de ses membres, après examen oral;
- bill 69 constituant en corporation The Bagotville Railway Company;
- bill 70 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;
- bill 72 amendant les lois relatives à la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 73 refondant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville;
- bill 74 autorisant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan;
- bill 75 amendant la charte de la ville Lasalle;
- bill 76 constituant en corporation l'Université de Montréal;
- bill 77 amendant la charte de Grand'Mère et érigeant cette ville en cité;
- bill 78 constituant en corporation l'Association des comptables;
- bill 79 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, Montréal;

- bill 81 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Percy Flynn à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 82 constituant en corporation The St. Mary's Memorial Hospital;
- bill 83 concernant la Stanley Bagg Corporation ainsi que la succession et les biens de feu Stanley Clark Bagg;
- bill 84 constituant en corporation la ville de Lennoxville;
- bill 88 amendant la charte de la cité de Joliette;
- bill 89 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme;
- bill 90 amendant la loi constituant en corporation la ville de la Pointe-aux-Trembles;
- bill 92 amendant la loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Montréal;
- bill 93 concernant la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair;
- bill 94 concernant la succession de feu Joseph Gareau;
- bill 96 amendant la charte de la ville de Roxboro;
- bill 98 concernant la Société de construction de Montréal;
- bill 99 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;
- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 101 amendant la loi constituant en corporation l'Union nationale française et de refuge;
- bill 102 constituant en corporation la ville de Saguenay;
- bill 105 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 106 constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada;
- bill 107 constituant en corporation Le Soleil limitée;
- bill 110 constituant en corporation la ville de Kipawa;
- bill 111 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec;
- bill 113 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Charles Montminy de pratiquer le droit, après examen;
- bill 114 amendant la loi constituant en corporation La Prévoyance;
- bill 115 amendant la charte de la cité de Lévis;
- bill 116 amendant la charte de la ville de Lachute;
- bill 117 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 119 amendant la charte de la ville de Longueuil;
- bill 120 constituant en corporation The St. Andrews Protestant Cemetery;
- bill 121 validant et ratifiant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve, et feu honorable Joseph-Octave Villeneuve à certains immeubles résultant d'un partage;
- bill 122 concernant la succession de feu McDuff Lamb;
- bill 123 constituant en corporation The Wales Home;
- bill 124 constituant en corporation la Congregation Pinsker Shul Kinyan Torah;
- bill 125 amendant la charte de la ville de Coaticook;
- bill 126 amendant la charte de la ville de East Angus;
- bill 127 constituant en corporation The Congregation Agudath Achim of Sherbrooke;
- bill 128 augmentant les pouvoirs de l'exécutrice du testament de feu Charles G. Brown;
- bill 129 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;
- bill 130 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Daniel Prescott Mowry à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 131 amendant la charte de la Dominion Corset Company;
- bill 132 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin;
- bill 133 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) et la Caisse de remboursement;
- bill 134 amendant la charte de The Salmon River and Northern Railway Company;
- bill 135 constituant en corporation la Kipawa Housing Company;
- bill 136 amendant la charte de la cité de Westmount;
- bill 137 concernant la succession de feu Charles-Théodore Viau;
- bill 139 amendant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 140 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

- bill 141 modifiant la constitution en corporation de l'Oeuvre de l'hôpital Laval;
- bill 142 ratifiant la vente et le transport de propriétés et de droits par Donald Fraser & Sons Limited à Fraser Companies Limited;
- bill 143 constituant en corporation l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;
- bill 144 constituant en corporation les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix de Marieville;
- bill 145 validant un acte de transport d'immeubles à The Stephens Eastate Realities Limited;
- bill 146 concernant la Federal Zinc & Lead Company Limited;
- bill 147 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Marie-Angélique-Amanda Rodier *et vir* et autres à Dupuis Frères limitée;
- bill 148 amendant la charte de la cité de Saint-Jean;
- bill 149 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, à emprunter une somme de quatre cent mille piastres pour certaines fins et à émettre des débentures;
- bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;
- bill 152 concernant l'annexion du canton Décarie au comté de Labelle, pour toutes fins;
- bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dentistes;
- bill 157 amendant les articles 227 et 408 du Code municipal de Québec;
- bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la conciliation;
- bill 159 amendant l'article 5726 des statuts refondus, 1909, relativement à l'intérêt payable sur les arrérages de taxes municipales, dans les cités et villes;
- bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les cimetières protestants;
- bill 163 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;
- bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cadavres qui peuvent servir à l'étude de l'anatomie;
- bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils;
- bill 200 concernant la ville de Saint-Michel;
- bill 201 concernant la ville Montréal-Nord;
- bill 202 amendant la charte de la North Railway Company;
- bill 203 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Z.-Armour Côté à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 206 relatif à l'admission à la pratique du droit de certains étudiants qui ont été en service actif;
- bill 207 détachant certains lots du comté de Drummond, et les annexant au comté d'Arthabaska, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;
- bill 227 amendant l'article 2358*e* des statuts refondus, 1909;
- bill 229 concernant l'hospitalisation des indigents dans les hôpitaux de la province;
- bill 230 concernant le Conseil exécutif et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province;
- bill 231 autorisant le paiement d'une somme de un million de piastres pour aider à l'établissement d'une université à Montréal;
- bill 232 amendant l'article 2892 des statuts refondus, 1909, relativement au prélèvement des taxes scolaires, en certains cas;
- bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la confection et à la révision de la liste des jurés et à l'indemnité payable auxdits jurés;
- bill 234 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 235 concernant l'octroi de bourses, pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels, à Paris, en France;
- bill 237 amendant la loi pour aider à la construction de maisons d'habitations dans les cités, villes et villages;
- bill 238 amendant la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités;
- bill 239 concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre;
- bill 240 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains pour l'exploitation des forces hydrauliques;
- bill 241 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;
- bill 242 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure en certains cas;
- bill 243 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan pour compléter la route Montréal-Québec;

- bill 244 concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal;
- bill 246 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations commerciales;
- bill 247 pourvoyant à certains emprunts spéciaux à courte échéance pour diverses fins;
- bill 248 amendant les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales;
- bill 249 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension des officiers publics;
- bill 250 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux honoraires de certains officiers de justice;
- bill 251 amendant l'article 776 du Code de procédure civile relativement à la retenue des droits payables à la couronne.

**Le greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 10 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1920 et le 30 juin 1921, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bénévolence et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la première session de la quinzième législature de la province de Québec par le discours suivant:

#### **Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est avec plaisir que j'ai sanctionné les lois que vous avez adoptées pendant cette session et je tiens à vous féliciter du soin avec lequel vous les avez étudiées. Il en est plusieurs qui sont d'une grande importance et j'ai confiance qu'elles ne manqueront pas de contribuer à la prospérité de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les crédits que requiert le gouvernement de la province. Soyez assurés qu'ils seront dépensés avec une sage économie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

À cet instant où vous allez vous séparer pour rentrer dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur et celui de vos familles, et je demande à la divine Providence de répandre ses bienfaits sur notre population et de faire régner la paix et l'harmonie dans la province.

#### **M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette législature soit prorogée; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Voici ce que déclare alors *Le Devoir*: Un farceur a proposé en sourdine que le bill fût renvoyé à six mois et que la députation se mît en communication par l'entremise du médecin que le comité de législation emploie pour communiquer avec les morts et connaître leurs intentions, quand il altère leurs testaments, avec l'ancien député de Terrebonne. L'actuel n'était pas en Chambre en ce moment; peut-être en effet eût-il sauvé la situation, s'il a hérité de la science parlementaire de son prédécesseur en même temps que de son siège.

2. Voici ce que note le *Star* à ce sujet: L'honorable Walter Mitchell amenda le bill de Montréal lorsqu'il arriva de la Chambre haute pour stipuler que la ville

n'est pas obligée d'octroyer les pensions qu'a imposées la Chambre haute, mais est simplement autorisée à le faire. La Chambre haute accepta ce point de vue. Ceci affecte J. L. Archambault, K. C., les deux commis de la Cour municipale, MM. Perras et Lefebvre, et le commis adjoint, T. A. Gauthier, et le Dr Lussier, qui a été médecin à Maisonneuve pendant 32 ans.

3. Voici ce qu'écrivit le *Star* concernant cet amendement: La clause concernant l'expropriation de bandes de terrain sur la rue Saint-Laurent, au nord de Bellechasse, a été réinsérée par l'Assemblée par une motion de J.-H. Lemay, de Sherbrooke. La Chambre haute l'avait rejetée. Cependant, la clause n'oblige pas la ville à faire les expropriations, mais ne fait que l'y autoriser. La Chambre haute s'est retirée. Si la ville décidait d'élargir la rue, la Commission des services publics fixera les prix du terrain, comme dans tous les autres cas.

4. Ce projet de loi attire particulièrement l'attention du Conseil législatif. Voici ce que déclare *La Presse*: Un bill public a failli faire l'objet d'un "deadlock" et expirer entre les deux Chambres. C'est le bill relatif à l'honneur professionnel des dentistes. L'Assemblée, après une longue discussion, adopte, par un vote de 23 à 22, un amendement de M. Arthur Cannon, qui tuait pratiquement le bill et le Conseil accepta d'abord cet amendement. Mais les partisans du bill ne se comptèrent pas pour battus et réussirent à obtenir une conférence des représentants des deux Chambres, après quoi l'on en vint à un compromis qui, dit-on, permettra aux dentistes d'annoncer dans les journaux sans être accusés d'avoir commis un acte dérogatoire à l'honneur professionnel.

Le *Star* commente davantage la situation: M. Cannon a proposé un amendement afin que le mot "seulement" soit biffé de la clause des statuts, dans la phrase: "Les suivants seulement sont déclarés être des actes dérogatoires à l'honneur de la profession." Un vote nominal a été appelé à ce sujet et l'amendement a été adopté avec une majorité d'une voix, soit 23 pour et 22 contre. La Chambre a alors ajourné jusqu'à 4 heures. Entre temps, on s'est aperçu que le mot "seulement" avait déjà été biffé des statuts de 1915 et donc M. Cannon a déclaré que sa motion visait à laisser la question comme elle était, la formulation a été changée pour lire simplement que l'Assemblée législative n'approuvait pas l'amendement fait par le Conseil.

À trois heures et demie, le Conseil législatif a repris sa session, ayant ajourné à la pause du matin,

la masse restant sur la table. Il y avait seulement quatre conseillers présents lorsque les amendements aux trois bills furent introduits, et le Conseil a approuvé les changements faits à la Chambre basse.

Lorsque les membres de cette dernière se sont rencontrés à 4 heures, cependant, les amis du bill prirent connaissance de ce qui avait transpiré, et il y eut des consultations entre les membres des deux Chambres, desquelles il résulta que le Conseil reprit encore sa session et retira sa résolution d'assentiment à l'amendement de la Chambre basse, et se saisit à nouveau du sujet, discutant de questions de procédure et d'autres points avec le premier ministre et le procureur général.

Alors, la Chambre basse ajourna à la pause et attendit que le bill revienne encore. L'attente dura presque deux heures, et on passa le temps avec des chansons de MM. Leclerc et Cinq-Mars sur le plancher de la Chambre. Tôt après 6 heures, le bill revint de la Chambre haute avec la note suivante: "Que l'officier rapporte ce bill à l'Assemblée législative et informe la Chambre que le Conseil législatif ne donne pas son assentiment à leur amendement, mais retire son propre amendement et ajoute la clause suivante au bill: "Que l'article 5044 des statuts refondus du Québec, tel qu'amendé par 5 George V, chapitre 61, est de nouveau amendé en biffant les paragraphes f et j." Ces clauses prévoyaient qu'il était dérogatoire à l'honneur de la profession pour tout membre de publier des annonces dans lesquelles sont mentionnés les prix pour différentes sortes de services professionnels, publier des cas de guérison ou de traitement, distribuer des circulaires mentionnant des choses prohibées par la section, annoncer par des affiches ailleurs qu'au bureau du dentiste, appeler l'attention du public envers des modes de travail spéciaux avec l'intention de tromper le public, clamer avec des annonces sa supériorité sur d'autres dentistes, annoncer des opérations gratuites, solliciter les patients de porte en porte et annoncer des produits de charlatans.

Ils empêchent aussi un dentiste d'annoncer à l'aide d'une firme ou de permettre à cette firme d'annoncer pour lui, annoncer sous un nom de firme ou de corporation, que ce soit par affiches ou annonces dans les journaux, magazines ou autrement, tout ce qui est déclaré par cette section dérogatoire à l'honneur de la profession.

Ce sont les deux clauses que le Conseil a biffées, et lorsque la Chambre basse les a reçues, elle approuva les amendements, laissant dans les statuts la règle qu'aucune des clauses ne devrait être interprétée comme restreignant le pouvoir du Conseil

des gouverneurs de décréter des règles et des règlements concernant l'honneur, la dignité et la discipline des membres du collège... Les deux Chambres se sont entendues pour rejeter la clause qui admettait certains étudiants à la pratique de la dentisterie sans avoir complété leurs examens préliminaires.

5. Voici ce qui se produisit alors à la Chambre, selon *L'Événement*: Le petit concert traditionnel eut lieu. On en avait changé un peu le programme cette année. Le chant du laboureur que l'on a entendu trois ans de suite et qui eut été de mise, en ces jours où le fermier triomphe partout, fut remplacé par un air de "Lakmé":

"Lakmé, ton doux regard se voile.

"Ton sourire s'est attristé."

Hélas! cela peignait bien l'état d'âme des fonctionnaires et, malgré tout le charme de la musique de Dolbec, on regretta l'"Air du laboureur", car Lakmé jeta un froid sur la Chambre. Heureusement, le ténor de la galerie des journalistes revint à la tradition et chanta la "Huronne qui n'est plus jeune, mais qui reste gentille et dont l'œil est toujours grand et noir". Enfin, à huit heures et demie, M. S. Jacques venait mettre un frein à ces flots d'harmonie en frappant les trois coups théâtraux qui annoncent la fin de la comédie sessionnelle. Cet excellent officier, qui vient chaque année, armé de sa verge noire, avertir les députés que le lieutenant-gouverneur les attend au Conseil législatif pour les remercier de leurs travaux, fut accueilli, comme d'habitude, avec enthousiasme. Il retourne à la Chambre rouge et l'honorable M. Francoeur, accompagné de ce qui restait de la Chambre, s'y rendit une minute plus tard."

